ALGÉRIE AFRIQUE
CAMEROUN

Gaston DONNAT

AFIN QUE NUL N'OUBLIE

L'ITINÉRAIRE D'UN ANTI-COLONIALISTE

ALGÉRIE-CAMEROUN-AFRIQUE

Préface de Gilles Perrault

Mémoires Africaines

L'HARMATTAN

AFIN QUE NUL N'OUBLIE

Gaston DONNAT

AFIN QUE NUL N'OUBLIE

L'ITINERAIRE D'UN ANTICOLONIALISTE

Algérie - Cameroun - Afrique

Editions L'Harmattan
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique
75005 Paris

ISBN : 2-85802-658-0

Dédié
à mon épouse à qui je dois tout,
à mes enfants
et aux Peuples chez lesquels j'ai rencontré
tant de sympathie.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tous les amis qui m'ont aidé à réaliser cet ouvrage.

Tout d'abord, l'historien Jean Suret Canale qui, depuis plus de deux ans, a bien trop pris sur son temps pour me prodiguer conseils, précisions et multiplier les démarches... puis, Jean Tabet, ancien compagnon d'Henri Curiel, dont l'activité débordante a été déterminante pour la mise en état de parution du manuscrit, pour l'action menée pour le faire connaître ; il a été l'animateur de la souscription-vente... et sans lui, j'aurais abandonné.

Je ne peux aussi oublier la gentillesse de Gilles Perrault, sa largeur d'esprit, son courage.

Je me dois encore de noter l'appui que j'ai reçu de Roger Mei, Maire de Gardanne, de Georges Alliaud, Maire de Reillanne, ...les encouragements d'Elie Mignot, de Henri Alleg, de Roger Martelli, de Roger Trugnan, ... l'émouvante confiance des ouvriers mineurs de Gardanne, des personnes de cette ville et des employés de l'Hôpital Montperrin d'Aix-en-Provence ayant souscrit pour me permettre les travaux de dactylographie et diverses photocopies, sans oublier la coopérative de Longomaï de Forcalquier.

Mes remerciements vont enfin à mes amis de l'« Union des Populations du Cameroun » car l'affection dont ils m'entourent m'a été d'un grand réconfort, à des amis du « Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié des Peuples » (MRAP) qui ont contribué à faire connaître mon texte et aux nombreux souscripteurs ayant permis la sortie du livre, en particulier, mes camarades rapatriés d'Algérie dont l'apport a été massif.

PRÉFACE

Gaston Donnat est un communiste orthodoxe.

L'un des atouts de son autobiographie est une mémoire éléphantesque. D'ordinaire, le temps écoulé dissout les souvenirs dans un flou artistique propice aux choix orientés et à une reconstruction délibérée ou inconsciente. L'auteur, même de bonne foi, ne recueille dans les décombres de sa mémoire affaissée que les matériaux propres à le donner à voir comme il se voit et souhaite être vu. L'acuité stupéfiante des souvenirs de Gaston Donnat lui interdit ces complaisances. A plus d'un demi-siècle de distance, il se souvient du temps épouvantable régnant à Alger le jour de son arrivée, 24 décembre 1931, de ses compagnons de traversée, de la subite accalmie qui lui permit de monter sur le pont pour découvrir la Ville Blanche. Mais dans sa longue vie si soigneusement balisée par une mémoire sans défaut, un trou noir : « 1937-1938 ne me laissent que des souvenirs confus. » Ces années-là, instituteur à Hussein-Dey, il fréquenta avec sa jeune femme, prénommée Liberté, les Auberges de la jeunesse. Longues randonnées joyeuses, conviviales agapes, nuits passées autour des feux de camp. Un lecteur frivole imaginera peut-être de bien compréhensibles concessions à la sensualité de la terre africaine, sur lesquelles l'auteur souhaiterait au soir de sa vie jeter une gaze pudique, mais il sera vite détrompé : on parlait politique autour des feux de joie et les camarades des Auberges étaient des « gauchistes très agissants ». « Je m'étais éloigné du Parti » conclut sobrement Donnat. De là le refoulement des souvenirs incongrus. Ainsi encore l'auteur, toujours ardent à nous décrire la moindre bourgade malgache, prêt à s'enthousiasmer pour la plus modeste réussite architecturale, se trouve-t-il jeté dans New York au hasard d'une escale. Il n'aime pas la ville que la plupart des voyageurs s'accordent à trouver digne d'attention et souhaite ne jamais y remettre les pieds. C'est, il est vrai, la capitale de l'impérialisme.

C'est dire que ce livre n'est pas, comme tant d'autres, un règlement de comptes avec le passé, une autocritique sur le dos d'autrui, l'abjuration glapissante de l'engagement politique des jeunes années. Gaston Donnat assume tout et ne renie rien. Il pourrait dire avec Aragon : « Et s'il était à refaire, je referais ce chemin. »

Mais son livre n'est pas non plus l'assommant pensum d'un militant borné par sa foi et attentif à ne jamais s'écarter de la ligne. Communiste, Gaston Donnat est aussi « l'honnête homme » du dix-huitième siècle, l'héritier des Lumières, l'enfant d'une famille pétrie de traditions républicaines et laïques. « Les faits sont têtus » disait Lénine. Donnat ne leur oppose aucun entêtement. Il va les yeux grands ouverts, attentif à la réalité, résigné à l'erreur puisqu'elle est inséparable de l'humaine condition, convaincu à bon droit qu'aucune faute, même la pire, ne remettra en cause la justesse de son engagement au service des exploités et des humiliés. Un engagement né très précisément le 24 décembre 1931, à l'accostage d'Alger, lorsque le jeune enseignant convaincu de la vocation civilisatrice de la France découvre avec stupeur des dockers algériens en haillons misérables frissonnant de froid dans la bise glaciale. (Coïncidence : son camarade et ami Elie Mignot, qui deviendra l'un des dirigeants de la « section coloniale » du PCF, éprouvera le même choc au même endroit, trois ans plus tard, en découvrant sur le quai une nuée de petits arabes dépenaillés mendiant une pièce de monnaie : « Je me suis dit : "Nom de Dieu, c'est pas ça la France !" C'est resté le plus grand choc, peut-être, de ma vie. Une image qui est restée gravée en moi. C'est à partir de là que je me suis occupé du tiers-monde. »)

Ses qualités font de l'acteur politique Donnat un exceptionnel témoin historique. L'histoire de la deuxième moitié du XXe siècle est celle de la décolonisation. Ni la guerre plus ou moins froide ni la conquête de l'espace n'approchent en importance la débâcle des grands empires bâtis au siècle précédent et l'émergence de dizaines de nations s'arrachant à la soumission. La colonisation, Gaston Donnat l'a observée dans son affreuse perfection en Algérie, de 1931 à 1944, puis dans un Cameroun à peine effleuré par la commotion de la guerre mondiale. Ses descriptions, d'une objectivité plus terrible qu'un réquisitoire enflammé, lacèrent les images d'Epinal dont fut abusée notre enfance. L'exploitation de l'homme par l'homme était là-bas à son plus nu. Il fut de la poignée de Français qui engagèrent le combat dans des conditions inimaginables pour un militant d'aujourd'hui, au mépris de leur bonheur privé et souvent au péril de leur vie. Puis, appelé par son Parti aux fonctions de conseiller de l'Union française, ses voyages en Afrique, aux Antilles et à Madagascar lui permirent de déceler les prémices d'un néocolonialisme qui allait frustrer de leur indépendance économique les peuples prétendument libérés, et assurer au capital métropolitain la pérennité de ses bénéfices (sait-on que les Français sont aujourd'hui plus nombreux dans nos anciennes possessions africaines qu'au joli temps de la colonie ?). Il retourna enfin en Algérie pour y exercer son métier d'enseignant en 1952, deux ans avant le déclenchement de la guerre

d'indépendance. Il subit la répression policière, le camp d'internement, la menace terroriste des criminels de l'OAS, et ne quitta définitivement l'Algérie qu'à la fin de 1965, trois ans après l'indépendance acquise au prix d'un flot de sang innocent.

Il vécut tout cela à la base. C'est là qu'il est à son meilleur. La pire période de sa vie reste celle où son Parti le fit conseiller de l'Union française. Certes, les communistes sont ce qu'ils sont et chacun sait que leurs parlementaires, ou assimilés, ne conservent qu'une très modeste part de leur indemnité : les Donnat ne vécurent jamais aussi mal que quand le chef de famille se trouva hissé à ces honorifiques fonctions. Mais l'ambition étant légitime même pour un militant, plus d'un se fût réjoui de parvenir au cœur de l'appareil afin de mieux appréhender le monde. Pour Gaston Donnat, instituteur, rien ne vaut son école du bled ou d'un faubourg algérois pour observer et agir.

Son récit raisonné du drame algérien est l'un des plus éclairants publiés à ce jour. Les mécomptes enregistrés par le Parti tout au long de la guerre rendent l'entreprise difficile pour un communiste. Certains s'acharnent à démontrer qu'il avait raison envers et contre tout. D'autres dressent avec complaisance le bilan expéditif de ses retards et de ses erreurs. Je fus de ces derniers, à l'occasion d'un livre sur Henri Curiel, et même si je soulignais qu'avec tous leurs manques, les communistes représentaient la seule force politique française opposée au colonialisme, j'avoue volontiers avoir cédé à la tentation trop facile du trait pamphlétaire. Gaston Donnat ne cèle rien des erreurs commises. Il insiste sur le traumatisme irréparable infligé par les massacres de mai 1945, alors que des ministres communistes siégeaient au gouvernement français. Mais son analyse va plus profond. Nous découvrons avec lui, non point au terme d'une analyse théorique mais en pleine pâte humaine, que la grille de la lutte des classes ne recouvrait tout simplement pas la réalité algérienne. Selon cette grille, un ouvrier français de Bab el Oued était exploité de même façon que son collègue algérien. Mais cette réalité objective n'empêchait pas le Français de s'éprouver subjectivement incomparable à l'Arabe, et mille détails très objectifs de la vie quotidienne le confortaient dans son sentiment. En Algérie, le prolétaire français n'avait que ses chaînes à perdre dans une révolution anticapitaliste. Mais l'indépendance du pays l'eût privé d'un délicieux sentiment de supériorité très propre à consoler ses misères. Inversement, le plus humble des ouvriers agricoles du bled se sentait plus proche du pharmacien Fehrat Abbas, dès lors qu'ils voulaient ensemble leur indépendance, que du plus modeste employé français. La revendication de l'identité nationale se révéla, en Algérie comme ailleurs, un aimant infiniment supérieur à la solidarité de classe. Henri Curiel (qui eût à coup sûr profondément aimé Gaston Donnat) l'avait compris, l'un des premiers, parce que le hasard l'avait fait naître dans une Egypte travaillée par les mêmes ferments. Ainsi le beau-père de Donnat, l'admirable militant Caracéna, artisan sorti tout droit de la légende ouvrière du siècle, répétait-il en vain à ses amis algériens qu'ils ne feraient que changer de maîtres en épousant le parti des bourgeois

indépendantistes : point trop assurés de pouvoir se débarrasser des maîtres à brève échéance, ils voulaient au moins des maîtres qui fussent leurs concitoyens. Tel fut le piège historique où se trouva pris le parti communiste algérien, et spécialement ses militants d'origine française. Il n'était au pouvoir de personne de l'éviter. Le Parti s'en trouva privé du rôle qu'il s'était mérité par son courage politique et l'action de ses militants. Les chances de l'Algérie indépendante en furent sans nul doute amoindries.

Mais l'une des roboratives leçons que nous tirons de la lecture du livre de Gaston Donnat est que victoire ou défaite ne se mesurent pas à courte échéance, fût-elle celle d'une existence humaine, et que le sang versé pour le peuple algérien par Iveton, Maillot, Audin, les tortures subies par Alleg, l'âpre lutte menée par tant d'autres, ont eu leur raison et trouvé justification dans le cœur des hommes en attendant de s'inscrire dans les annales officielles. Gaston Donnat fut le pionnier de la lutte contre le système colonial dans un Cameroun soumis aujourd'hui encore à un néocolonialisme rigoureux. Sa seule récompense — mais combien immense ! — tient dans un petit carton à lui remis par ses camarades progressistes de l'Union des populations du Cameroun. C'est la carte d'adhérent numéro 1 de l'UPC, dont trois dirigeants successifs ont été assassinés par les colonialistes et néocolonialistes français. Voilà qui suffirait à justifier une vie.

Les temps sont difficiles. Nous envions ceux qui eurent à affronter l'anticommunisme rabique de l'adversaire mais non point le doute lancinant et le sempiternel décompte des occasions manquées ou des impardonnables erreurs. La figure lumineuse du militant Donnat contribue à dissiper ces ombres parce qu'elle nous ramène à l'essentiel. Gaston Donnat : l'homme communiste.

Gilles PERRAULT

1

DANS L'ALGÉRIE DES ANNÉES 1930 À 1942

CHAPITRE PREMIER

L'ARRIVÉE EN ALGÉRIE

En cette fin de décembre 1931, le vent souffait avec rage sur la Méditerranée. Le courrier qui assurait la liaison entre Marseille et Alger tanguait et roulait violemment. Les passagers étaient peu nombreux et la plupart d'entre eux restaient allongés dans leurs cabines ou sur leurs chaises longues, terrassés par le mal de mer.

Le « Timgad » était l'un de ces petits paquebots à deux cheminées exploités par la Cie Générale Transatlantique. La plupart de ces navires portaient le nom de Gouverneurs Généraux de l'Algérie. Les bénéfices qu'ils rapportaient aux gros actionnaires de la compagnie maritime constituaient l'un des nombreux scandales qui ont toujours marqué l'histoire coloniale de l'Algérie. Les bateaux n'avaient absolument rien coûté aux armateurs ; ils leur étaient loués par l'Etat français pour quelques francs symboliques ! A cet avantage énorme s'ajoutait le « Monopole du Pavillon » qui supprimait toute concurrence possible par une marine étrangère.

La malheureuse Algérie, bien sûr, ne profitait aucunement de la manne de profits provenant de l'intense trafic maritime que connaissaient ses ports, manne qui tombait dans l'escarcelle de quelques grandes familles marseillaises, bordelaises ou parisiennes.

Cela, moi, jeune homme de 18 ans, qui occupait avec ma grand-mère, une cabine de 2e classe, bien entendu, je l'ignorais totalement...

Pourquoi ce voyage, en plein hiver, vers un pays que je ne connaissais pas, qui n'était pas le mien ?

Je l'avais entrepris à la suite de ce que je considérais alors comme un terrible drame familial.

Issue d'un milieu paysan provençal, par suite de l'ambition de ma grand-mère, ma famille avait quitté la terre pour se lancer dans le commerce. J'avais reçu une éducation petite bourgeoise, telle qu'elle se pratiquait dans notre région, dans les premières décennies du XXe siècle.

Très républicains, très laïques, et grands admirateurs de la Révolution de 1789, mes parents m'avaient inculqué une foi absolue dans les vertus de la République et dans les bienfaits qu'elle avait dispensés en France et hors de France. Sous les plis du drapeau tricolore ne pouvaient que fleurir la liberté, l'égalité, la fraternité.

On choisit pour moi le métier d'instituteur. J'entrai donc à l'Ecole Normale d'Aix-en-Provence en octobre 1930. La première année se déroula sans histoire mais il n'en fut pas de même pour la seconde.

Le Directeur de l'Ecole Normale était un Monsieur à l'esprit étroit dont les conceptions disciplinaires frisaient parfois le sadisme...

Notre professeur de math tomba malade ; un jeune suppléant vint le remplacer. Monsieur Bernard gagna la sympathie de tous les normaliens. Au cours des récréations, un cercle se formait autour de lui. Il nous parlait des problèmes de la guerre et de la paix, des méfaits de l'Impérialisme, de la Russie des Soviets, des multiples tendances qui divisaient la Fédération de l'Enseignement (C.G.T.U.). C'était bien nouveau pour nous et assez compliqué ; peu de normaliens en tirèrent des convictions précises et définitives. En ce qui me concerne, Bernard m'aida à renforcer mon aversion naturelle pour la guerre, l'injustice sociale et l'injustice tout court.

A la mi-novembre, un incident navrant vint m'ouvrir de nouveaux horizons. Notre Ecole Normale recevait quelques auditeurs [1] étrangers : trois jeunes Turcs et un jeune Togolais nommé Aquéréburu, que je devais revoir dix-huit ans plus tard dans son pays. C'était un excellent condisciple, gai, joueur et bon camarade. Nous l'aimions beaucoup dans notre promotion. Or, un certain jour, le Directeur s'avisa de réunir tous les normaliens pour une véritable séance d'intimidation et de menaces violentes. La diatribe prit fin dans le silence général.

C'est alors qu'Aquéréburu se leva et tranquillement, dit sa façon de penser sur cette manière d'agir. La réaction du directeur fut odieuse. C'était la première agression raciste à laquelle il m'était donné d'assister.

Devenu gris, Aquéréburu fut sur le point de se jeter sur son insulteur. Ses voisins le retinrent pendant qu'un « hou » général s'élevait dans la salle. Le directeur dut battre en retraite.

Dans les jours qui suivirent, un mouvement de révolte secoua l'Ecole Normale d'Aix : manifestations intérieures, grève de la faim et des cours, appel aux soutiens extérieurs...

Ce n'est que quelque temps après mon arrivée à Alger que j'apprendrai un beau jour, la victoire de mes camarades ; l'adjudant-flic avait été limogé et remplacé : c'était un événement absolument extraordinaire à cette époque, une belle victoire de l'action unie des normaliens.

C'est pendant toute cette agitation que j'avais reçu la fameuse lettre qui devait décider de mon destin.

Ma mère m'écrivait longuement pour me faire savoir qu'elle avait quitté la maison avec mon jeune frère en compagnie d'un client de notre ancien commerce vendu depuis peu. C'était de sa part, une misérable tentative de justification masquant, en réalité, le profond sentiment d'autoculpabilisation qui, par la suite, devait la conduire à la décadence physique et psychique.

---

1. On les appelait « auditeurs » car ils n'étaient pas des normaliens mais des boursiers étrangers bénéficiant d'accords inter-gouvernementaux.

Ils étaient partis pour Alger.

Je connaissais ce client, plus âgé qu'elle, marié, père de deux enfants. J'éprouvai sur le champ une très grande honte. Jamais je n'oserai retourner dans ma petite ville natale, ce pittoresque Martigues auquel se rattachaient tous mes souvenirs d'enfant... Martigues où vivaient tous mes camarades de classe, de jeux, de voisinage.

Qu'allais-je devenir !

A partir de la fin novembre, les choses se précipitèrent pour moi. Ma grand-mère vint me rendre visite à Aix et me donna des détails.

Elle eut beaucoup de peine à me convaincre d'accepter sa décision de regrouper la famille en Algérie, où un nouveau commerce allait être acheté.

Mon propre désir de fuir la « honte », mais aussi l'attrait de l'exotisme, ma curiosité à l'égard d'un pays lointain et mystérieux pour moi m'amenèrent à céder et finalement à souhaiter ce départ.

Mon transfert de l'Ecole Normale d'Aix sur celle d'Alger-Bouzaréah fut accepté par le Rectorat, et voilà pourquoi, je me trouvais sur le « Timgad », en cette veille de Noël 1931.

La mer s'était légèrement calmée et, au petit jour, après les heures interminables vécues dans la cabine, je pus trouver un coin abrité, sur le pont. On apercevait la terre. Bientôt, les détails se précisèrent. Et ma première impression fut celle d'un contraste saisissant entre la côte provençale que nous avions quittée la veille et celle qui s'étalait sous mes yeux.

Nous étions partis de Marseille laissant derrière nous des collines blanches, dénudées.

Et nous avions maintenant, là en face, des hauteurs verdoyantes au pied desquelles s'étalait une ville aux maisons blanches s'alignant le long de la mer et s'élevant vers les hauteurs.

Le Massif de Bouzaréah, couvert d'une verte végétation bien visible depuis la mer, tel était le paysage imprévu que je découvris à mon arrivée en Algérie. Enfant des sèches collines de la Provence maritime, j'avais imaginé aborder dans un pays encore plus aride, semi-désertique !

Mais une autre vision inattendue, au débarquement, traumatisante celle-là, fut certainement le point de départ de tout mon comportement futur. Ce fut lorsque j'aperçus les travailleurs du port, les dockers vêtus de haillons, de sacs, nu-pieds en plein mois de décembre. Quel spectacle navrant, lamentable ! Et ce fut ma première approche du Peuple Algérien.

CHAPITRE II

MES PREMIÈRES EXPÉRIENCES ALGÉRIENNES

Ma mère avait acheté un petit commerce d'alimentation dans l'Avenue de la Bouzaréah qui relie le faubourg de Bab El Oued à la ville d'Alger. C'est là que j'ai pris contact avec cette curieuse population que l'on désigne aujourd'hui sous le nom de Pieds-Noirs.

Ces gens étaient très différents des Provençaux ; leur accent, leur vocabulaire, leur mentalité, leurs comportements me choquaient. Je les trouvais superstitieux, vantards, trop malins et difficiles à prendre au sérieux. Et puis, quel mélange ! Eux-mêmes, aux yeux des « nouveaux arrivés », tenaient à se situer relativement à leurs propres compatriotes. Combien de fois ai-je entendu « Vous savez, ici, il faut prendre garde, vous serez bernés, méfiez-vous surtout des Juifs, des Maltais ! ».

D'autres en disaient autant en désignant les Espagnols, les Italiens !!

Mais le concert devenait unanime lorsqu'il s'agissait des « Arabes », alors là, tous les défauts possibles leur étaient attribués : sales, pouilleux, sauvages, voleurs, menteurs, paresseux.

Et je fus amené à constater que je vivais mes premières journées algériennes parmi une population cosmopolite qui, paradoxalement, ne comportait pas d'Algériens. Alors que j'étais parti de France avec la conviction que l'Algérie, terre des Algériens était peuplée presque exclusivement de ces gens que j'avais vus à Martigues, travaillant à la grande savonnerie Verminck !

En 1931, dans ce quartier moderne de Nelson situé entre Alger-Centre et Bab El Oued, ne vivaient que des Pieds-Noirs.

Les Algériens, quelques jours après mon arrivée, alors que je commençais à parcourir la ville, je les trouvais dans la misère de la Casbah ou des bidonvilles d'El Kettar, du Hamma, des Hauts d'Alger.

Ségrégation totale : les quartiers européens riches, ceux des Européens moyens, puis des Européens pauvres (La Marine, Belcourt, Bab El Oued) et enfin les Ghettos où grouillaient les Algériens.

Et moi qui croyais vivre au sein d'une population Algérienne, à laquelle la France généreuse avait apporté prospérité, instruction et liberté ! Des Algériens heureux de vivre sous les plis du drapeau tricolore !

C'est à l'Ecole Normale que j'allais très vite comprendre ce qu'était, en réalité, ce beau pays dont la riche nature m'émerveillait.

L'Ecole Normale de Bouzaréah est magnifiquement située. A l'époque, elle était environnée de champs, son entrée s'ouvrait sur la route menant d'El Biar [1] au village de Bouzaréah.

Elle comprenait alors deux longs bâtiments d'un étage séparés par un petit groupe de constructions de style arabe.

La partie arrière dominait un profond ravin dont les pentes étaient couvertes d'une végétation luxuriante. Le versant opposé aux bâtiments s'élevait jusqu'à une deuxième route conduisant de Bab El Oued à Bouzaréah par le Frais Vallon ; il comprenait un petit bois très apprécié des élèves.

Je fus tout de suite conquis par cet environnement si nouveau : verdure du ravin, vergers d'orangers, jardins où poussaient : artichauts que je trouvais énormes, salades, légumes les plus divers.

L'école possédait d'ailleurs un grand potager cultivé par les élèves maîtres, sous la conduite de Monsieur Truet, Professeur d'agriculture.

J'avais appréhendé mes premières journées bouzaréennes. Pour moi, c'était l'inconnu.

Pourtant cela se passa assez bien.

La présence d'un Provençal dans ma promotion m'aida beaucoup. Camizon s'occupa de moi dès les premiers instants ; ce fut très vite un ami et un réconfort.

D'une intelligence très vive : il était major de sa promotion oranaise, Camizon possédait un grand cœur, il vivait chez ses grands parents à Oran.

Grâce à lui, je pus avoir rapidement une idée juste de l'atmosphère régnant dans l'école, des problèmes posés par le cosmopolitisme des élèves aux origines si diverses : espagnole, italienne, française, maltaise, israélite, algérienne.

Grâce à lui, j'eus rapidement d'autres amis et ne fus pas isolé.

J'appris ainsi que Bouzaréa regroupait, en réalité, quatre Ecoles Normales d'Instituteurs : celle d'Alger, celle d'Oran, celle des Algériens et une section spéciale.

La première comportant trois promotions de 35 élèves, formait les maîtres destinés aux Ecoles Primaires du département d'Alger réservées aux enfants européens.

La seconde jouait le même rôle pour le département d'Oran qui ne possédait pas d'Ecole Normale de garçons.

La troisième, appelée « section indigène » se composait de trois promotions comptant chacune une douzaine d'élèves algériens. Cela ne faisait donc que douze maîtres algériens qui, chaque année, étaient répartis sur l'ensemble du territoire, y compris le Sahara : sur une superficie de deux millions deux cent mille kilomètres carrés, soit quatre fois celle de la France !

---

1. El Biar, Bouzaréah sont des banlieues d'Alger, situées sur les hauteurs dominant la ville qui est bâtie au pied du Massif de Bouzaréah atteignant une altitude de plus de 500 mètres.

La section spéciale était formée d'une trentaine de normaliens sortants venus de France pour y suivre une année de préparation à « l'Enseignement des Indigènes ».

Il faut dire qu'à cette époque-là, il y avait deux enseignements bien séparés : celui des Européens, et celui des « Indigènes », c'est-à-dire des Algériens. Ce terme, « indigène », représente l'une des multiples dénominations que les autorités coloniales attribuèrent, au cours des années, à cette malheureuse population. Sous Napoléon III, ce furent des Arabes, puis on en fit des Indigènes Algériens, des Musulmans d'Algérie... des Français Musulmans vers 1950.

L'enseignement des Européens, avec des programmes similaires à ceux de France et avec des écoles implantées dans toutes les villes et dans tous les villages où vivaient des Européens, scolarisait absolument tous leurs enfants.

Trois Ecoles Normales de filles situées à Miliana (Alger), Constantine et Oran pourvoyaient les écoles de filles européennes des trois départements.

Il y avait une Ecole Normale de garçons à Constantine.

L'enseignement des « Indigènes » avec ses programmes particuliers et ses écoles réparties très inégalement sur tout le territoire scolarisait en 1931, environ 5 % des enfants algériens.

Les Ecoles Normales de Bouzaréah m'apportèrent donc, dès mon arrivée, une désillusion de plus : après un siècle de présence française, une scandaleuse inégalité pesait sur le Peuple Algérien condamné à un analphabétisme presque total.

Le chiffre des élèves-maîtres, que je constatai alors résume la situation, une situation que personne ne peut contester :

— Trois Ecoles Normales de garçons et trois Ecoles Normales de filles formaient, *chaque année*, environ *200 maîtres et maîtresses* pour les enfants d'une population globale de quelque 600 000 Européens bénéficiant par ailleurs, de nombreuses écoles privées catholiques.

— Alors que les enfants de plus de sept millions d'Algériens n'avaient à leur disposition que *42 maîtres* formés *annuellement : 12 Algériens* et *30 sectionnaires.* Il n'y avait presque pas d'écoles de filles algériennes.

J'apprenais, dans le même temps, l'existence d'une forte scolarisation des garçons algériens avant l'occupation française de 1830.

La France avait donc réduit à l'analphabétisme un pourcentage considérable de ces Algériens, dont les ancêtres savaient lire et écrire en langue arabe.

Au moins trois de nos professeurs étaient des socialistes militants et leurs cours comme leurs contacts avec les élèves étaient fortement marqués de leur idéologie. Ils avaient une grande influence sur nous.

A cette époque-là, dans les milieux intellectuels européens progressistes d'Alger, la préoccupation principale était la crainte d'une nouvelle guerre mondiale provoquée par la montée des mouvements fascistes en Allemagne, Italie, Japon.

Des orateurs pacifistes venaient à Alger, et y donnaient des réunions auxquelles assistaient de nombreux normaliens. Ils y retrouvaient leurs professeurs socialistes. Il nous arrivait de manifester dans les rues à l'issue des meetings. Et là, nous nous heurtions aux groupements fascistes (camelots du roi, jeunesses patriotes) et à la police. Plus d'une fois, notre équipée se termina au Commissariat Central, d'où nous étions libérés par l'un de nos professeurs ; sans grande difficulté.

C'est dans cette atmosphère que Camizon et moi, ainsi que plusieurs condisciples, nous prîmes contact avec quelques étudiants des facultés et du lycée. Sous la Direction de Max Pol Fouchet se créa un groupement « d'Etudiants socialistes ». J'ai gardé un souvenir très précis de ces réunions se tenant dans la chambre de Max, sur le haut de la rue Burdeau. Il dominait le groupe par son dynamisme, son enthousiasme. Pâle, maigre, émacié même, il était l'image du révolutionnaire romantique. Sa vie matérielle était difficile, car sa mère lui avait coupé les vivres à cause de ses idées progressistes.

Nous étions subjugués par son regard pétillant d'intelligence, par sa culture. Déjà, on pouvait prévoir pour lui, un grand avenir dans le monde littéraire.

Cependant, je ne tardai pas à constater les limites étroites de nos préoccupations. Dans nos réunions, il n'était jamais question des problèmes fondamentaux qui se posaient dans ce pays, ceux concernant le sort imposé au peuple algérien !

Il n'y avait, d'ailleurs, aucun Algérien parmi nous et cela me paraissait paradoxal.

C'est alors, après deux mois à peine de présence chez les « Etudiants socialistes » que je fis la connaissance d'un normalien de première année Ahmed Smaïli. C'était un garçon nerveux, sec, très intelligent, parlant avec volubilité. Il me dressa un tableau succinct, mais édifiant des réalités coloniales de l'Algérie. Il m'expliqua que la plupart des organisations politiques existantes dans le pays n'avaient qu'un but : maintenir le régime colonial qu'il venait de me décrire. Les unes préconisaient la manière forte ; d'autres, plus hypocrites, proposaient la création d'une « élite » algérienne « assimilée » servant d'appui et de justification aux colonisateurs. Parmi ces dernières se rangeait le Parti Socialiste (S.F.I.O.) : toute l'histoire coloniale du XX[e] siècle allait le démontrer.

Smaïli n'eut pas grand peine à me convaincre lorsqu'il me fit connaître la voie communiste pour sortir du colonialisme : voie révolutionnaire s'appuyant sur la solidarité du prolétariat et en particulier sur celle du prolétariat français.

J'abandonnai donc les « Etudiants Socialistes », et bientôt, nous créâmes une cellule à l'Ecole Normale de Bouzaréah. J'y entraînai Camizon ; d'autres vinrent nous rejoindre : deux Européens et trois Algériens.

L'Algérie vivait, à cette époque, un régime d'exception qui sera encore renforcé après le passage dans la colonie d'un ministre venu

s'informer des desiderata des gros colons. Prompt à exaucer leurs vœux, le gouvernement du moment prit une série de décrets connus sous le nom de « décrets Régnier », qui venaient aggraver l'arsenal répressif pourtant déjà insupportable, désigné sous le nom de « Code de l'Indigénat ». On alla jusqu'à interdire aux imams l'utilisation de la langue du Coran dans les Mosquées !

Les communistes d'Algérie, fort peu nombreux en 1932, étaient en grande majorité des Européens. Ils étaient membres du Parti Communiste Français, organisés dans des rayons rattachés à la Région algérienne du Parti.

Les meilleurs d'entre eux, les plus éduqués politiquement étaient entièrement acquis aux principes fondamentaux du P.C.F. concernant le soutien à apporter à la lutte de la libération nationale des peuples coloniaux. Ceux-là cherchaient le contact avec la population algérienne. Déjà, des liens fraternels s'étaient créés sur les lieux de travail : cheminots, traminots, dockers, gaziers et électriciens. Il y avait aussi des liens avec les ouvriers algériens ayant travaillé en France, revenus au pays et qui avaient apprécié la solidarité du Parti à leur égard.

Dès cette époque donc, à l'échelle de leurs possibilités, les dirigeants communistes d'Algérie impulsaient des luttes anticolonialistes.

En application des décrets Régnier, la police était omniprésente et pourvue de pouvoirs exorbitants. Les arrestations se multipliaient.

Les communistes, par voie de tracts, d'inscriptions sur les murs, de petites manifestations bien vite réprimées, exigeaient la libération des prisonniers. Une campagne fut menée en faveur de Taïeb, Naceur, emprisonnés depuis plusieurs mois. Tous les murs des quartiers populaires étaient couverts d'inscriptions : « Libérez Taïeb et Naceur. »

C'est à ce moment que je fis la connaissance de François Serrano, alors responsable du Secours Rouge International en Algérie. Smaïli m'avait demandé d'organiser une section du S.R.I. à l'Ecole Normale. Il me conduisit, un certain dimanche, au local du Parti. C'était un petit appartement situé dans une vieille maison du haut de la rue Sadi Carnot, près du Champ de Manœuvres : deux petites pièces vétustes, poussiéreuses, l'une remplie de tracts, d'affiches pêle-mêle, à même le sol. Il me présenta un camarade algérien nommé Boualem, l'un des dirigeants de la région. Serrano était là aussi, bavardant avec d'autres militants et leur racontant des scènes vécues en prison. Il fut tout heureux du renfort que nous lui apportions et me remit un paquet de cartes du S.R.I. portant, en coin, la main agitant un mouchoir rouge au travers des barreaux d'une prison, des insignes représentant le même symbole et un lot de « La Défense », journal de l'organisation.

François Serrano venait d'être libéré, et malheureusement, il n'allait guère tarder à être arrêté de nouveau : il était la bête noire des colonialistes. Avec une abnégation totale, il organisait la solidarité au profit des emprisonnés, dénonçait tous les actes de répression. Ce fut une

grande figure du mouvement communiste de cette époque en Algérie, très populaire dans les quartiers pauvres.

Les emprisonnements successifs, les mauvais traitements subis, les privations finirent par ébranler sa santé et il mourut prématurément. Il avait perdu son frère quelque temps auparavant : un policier prenant l'un pour l'autre l'avait abattu d'une balle de revolver dans la nuque, en pleine rue. Telles étaient les mœurs policières de ce temps-là, en Algérie.

Les communistes étaient alors contraints à une semi-clandestinité et obligés à une vigilance permanente : la police était infiltrée dans le mouvement et y possédait des provocateurs et des mouchards. Ceci était inévitable compte tenu de la situation coloniale et de la complexité sociale et ethnique du pays. C'était une grande difficulté pour la bonne marche de l'organisation, la méfiance créant souvent un manque de confiance entre camarades et il n'était pas facile de promouvoir les cadres qui auraient été si nécessaires.

A l'Ecole Normale, nous évitions les réunions et ne discutions entre nous que par groupes de trois, nous transmettant les informations, le matériel de propagande et d'éducation. De cette manière, nous pûmes faire nos premiers pas sans donner prise à la répression et cela pendant près d'un an.

L'année scolaire 1931-1932 touchait à sa fin. Mes parents connaissaient de grandes difficultés : leur commerce ne marchait pas ; ils avaient été trompés et de plus, ils ne pouvaient pas s'adapter à la mentalité du quartier. Finalement, ils abandonnèrent la partie et n'arrivant plus à payer leur loyer élevé, ma grand-mère dut vendre sa maison de Martigues pour régler le problème du logement.

Toute la famille se retrouva vivant dans une toute petite villa située à l'extérieur d'El Biar. Le quartier était verdoyant et fleuri, nous étions pratiquement à la campagne.

CHAPITRE III

ACTIVITÉ COMMUNISTE A L'ÉCOLE NORMALE L'AFFAIRE SMAÏLI

Les vacances terminées, dès le 1er octobre 1932, la vie collective reprenait son cours.

Notre promotion, entrait dans sa dernière année.

Le premier trimestre fut sans histoire. Les relations avec mes camarades communistes s'étaient encore resserrées. De plus, j'avais découvert des sympathies parmi d'autres normaliens et je pus déceler des différences de mentalité énormes entre mes condisciples. Il me fallait réviser les impressions que j'avais eues à mon arrivée concernant les « Pieds-Noirs ».

Certes, il y avait, de mon point de vue, des individus absolument odieux, hâbleurs, vaniteux, sans scrupules, racistes vulgaires, antifrançais aussi. Je fus souvent victime de leurs quolibets, n'étant qu'un « frangaoui », un « patot », bon à gruger. J'ai pu observer que, bien souvent, il s'agissait de fils de colons, ou d'élèves provenant de l'intérieur du pays.

Mais, dans la promotion, ils ne formaient qu'une petite minorité. Il y avait beaucoup de très braves garçons, simples, honnêtes, et ouverts à la discussion. Ils n'étaient pas d'accord avec nos solutions concernant le problème algérien, mais cela ne les empêchait pas de nous accorder leur sympathie et même de nous suivre sur bien des questions. Ils devinrent mes amis avec qui je sortais souvent.

De cette période, je n'ai retenu que quelques incidents qui auraient dû donner davantage à réfléchir à notre cellule.

Le cours d'histoire, cette année-là, concernait l'Algérie. Notre professeur, socialiste, pourtant considéré comme très à gauche, nous enseignait la « vérité » officielle, assortie de quelques envolées non conformistes.

Selon lui, l'Algérie n'avait pas d'histoire nationale et le peuple algérien, anarchique, divisé, n'avait fait que subir les envahisseurs successifs, n'avait jamais rien produit de valable. Il niait même l'existence du Peuple algérien et le réduisait à une juxtaposition de groupements ethniques et linguistiques n'ayant pas de liens profonds entre eux.

En conséquence, l'Algérie n'avait jamais été et ne serait jamais une Nation. La seule perspective d'avenir pour les populations autochtones (les neuf dixièmes des habitants du Pays) se trouvait être la tutelle de la France, définitive, avec comme lointaine possibilité, leur intégration dans la Nation française supposant leur assimilation totale.

Cette manière de voir gommait toute la personnalité algérienne, c'est-à-dire toute la culture, toutes les traditions, tout le passé d'un peuple. Et de plus, elle niait la réalité coloniale basée sur l'inégalité des droits, et sur la création artificielle d'un peuplement européen destiné à servir de support à la colonisation. Ce peuplement européen, fatalement, ne pouvait pas se résigner à accepter l'égalité complète de toutes les ethnies, impliquant pour lui, la perte des privilèges dont il bénéficiait à des degrés divers selon la couche intéressée.

En résumé, en plus de ce qu'elle avait d'inacceptable pour les élèves algériens, cette solution était utopique et irréalisable.

Dans notre promotion, les quelque dix Algériens se répartissaient en trois catégories. Certains paraissaient indifférents ou tout au moins très, très prudents, ne se confiant à personne et ne laissant rien apparaître de leurs sentiments réels ; mais il y avait trois communistes et deux nationalistes.

Bourouïba et Boumédiène, à de nombreuses reprises, protestèrent contre les assertions du professeur et engagèrent de violentes discussions avec lui, défendant leur honneur d'Algériens.

De notre côté, nous nous taisions, essentiellement par méconnaissance des problèmes. Nous aurions dû, dès ce moment-là, tenter des contacts fraternels avec eux, échanger des idées, leur prouver notre anticolonialisme sincère parce que de principe. Nous ne l'avons pas fait, je crois, par sectarisme, persuadés qu'il n'y avait que la solution communiste au problème colonial et nous méfiant du contexte religieux dans lequel se situaient les nationalistes.

Quant à nos deux camarades nationalistes, ils nous ignoraient totalement et nous jugeaient très probablement comme des colonialistes d'un autre genre, choqués par notre athéisme.

Au moment où j'écris ces lignes, un demi-siècle après, j'ai repensé complètement ces situations que nous croyions simples et qui, en réalité, étaient très complexes.

Nous étions réellement envoûtés par l'immense prestige des peuples héroïques qui, en 1917, avaient changé la face du monde. Nous brûlions d'imiter leur exemple et Smaïli, écrivait des poésies, fort belles, magnifiant la Révolution Prolétarienne. « Elle » comme il l'appelait.

C'était le titre de son poème préféré.

Et pourtant, Lénine, vers la fin de sa vie avait beaucoup insisté sur la spécificité de la Révolution soviétique, déclenchée et réussie par des peuples qui, écrivait-il, « devaient d'abord créer, chez eux, les conditions

préalables de la civilisation » [1], ce qui, ajoutait-il par ailleurs, exige toute une période historique [1], ce n'est « qu'ensuite »... que pourrait « commencer la marche au socialisme » [1]... et il prévoyait encore... « beaucoup plus de traits particuliers pour les Pays de l'Orient que ce ne fut le cas de la Révolution Russe » [1].

Et nous voulions, nous, à cette époque-là, tout simplement, faire la révolution prolétarienne en Algérie, préparer l'avènement des Soviets !

Le second trimestre fut beaucoup plus agité.

A la mi-mars 1933, nous fûmes avisés de perquisitions effectuées à l'« Institut agricole » [2] de Maison-Carrée. La police avait fouillé les casiers des élèves. Il existait dans cette école pourtant destinée aux fils de colons, un embryon de cellule animé par Gaston Thuillier, originaire de Ménerville tout comme Ahmed Smaïli. Tous deux se tenaient en liaison permanente et malheureusement échangeaient des lettres. La correspondance provenant de Smaïli fut saisie, et bien entendu, l'enquête policière fut menée aussi à Bouzaréa. Tous nos casiers furent fouillés, mais nous, nous avions eu le temps de faire disparaître tout ce que nous pouvions détenir de compromettant, c'est-à-dire, à l'époque, tout ce qui pouvait concerner une activité communiste dans l'école.

Cette intrusion de la police dans l'établissement provoqua l'indignation des normaliens et leur colère contre le directeur qui s'était fait le complice de l'opération.

Une manifestation fut organisée. Pendant plus d'une heure, les élèves, en cortège, parcoururent les galeries inférieures, s'arrêtant longuement devant le bureau du directeur qui n'osa même pas se montrer.

Cela ne pouvait pas aller plus loin étant donnée la structure hétéroclite de l'Ecole Normale de Bouzaréa. Cependant, cela ne s'était jamais produit et prouvait les possibilités existantes même dans de telles conditions.

Peu après, nous apprenions que Gaston Thuillier était exclu de l'« Institut Agricole ».

Chez nous, on n'osait pas aller jusque-là, car les services de l'enseignement voulaient se donner une réputation de libéralisme. Mais des promesses avaient certainement été faites aux autorités gubernatoriales et la direction attendit l'occasion favorable.

Ce fut le « Père 100 » qui déclencha la répression. Notre promotion marqua cette date traditionnelle par un charivari dans les dortoirs. Tous les lits furent mis en pyramides et le chahut s'organisa. Habituellement, en cette occasion, on fermait les yeux, mais ce soir-là, une ronde fut organisée par le directeur.

---

1. « Sur notre Révolution », *La Pravda*. Lénine, n° 117 du 30 mai 1923.

2. L'« Institut Agricole » se trouvait à Maison-Carrée, banlieue d'Alger, située à environ 10 km du centre-ville, à l'orée de la plaine de la Mitidja. Cet institut formait des ingénieurs, agronomes et œnologues.

Tous les normaliens remirent leurs lits en bon ordre et chacun dut se ranger à son emplacement de dortoir. Les surveillants passèrent et procédèrent au pointage.

Et nous nous aperçûmes alors que deux condisciples de Ménerville manquaient à l'appel. Je pensai immédiatement à Ahmed Smaïli. Renseignement pris, lui aussi était absent. Ils ne nous avaient pas avertis de leur intention de ne rentrer qu'au matin.

Les surveillants s'étaient dirigés directement vers les dortoirs et vers les places où dormaient Smaïli et les deux autres Ménervillois. Il devenait clair qu'ils étaient visés. Un mouchardage, très probablement, avait permis à la direction d'apprendre leur escapade.

Dès le lendemain, la procédure disciplinaire se mettait en marche : comparution devant le Conseil des professeurs, puis annonce des sanctions : exclusion de trois mois pour Moll et Monacelli et définitive pour Ahmed Smaïli ce qui, bien sûr, était hors de proportion avec la faute commise.

Mais le pire fut l'attitude du directeur et de l'ensemble des professeurs au cours d'une sorte de cérémonie rassemblant tous les élèves et tout le personnel des Ecoles Normales. Smaïli fut présenté comme un élève immoral, débauché et dangereux.

Un Hou ! général de tous les normaliens interrompit le discours directorial.

C'est alors, et cela je ne l'oublierai jamais, que notre professeur, le socialiste, avec une emphase d'orateur s'employa à justifier la sanction. Utilisant une lettre écrite par Smaïli et saisie par la police, il le traita de débauché sous le prétexte qu'il avait trouvé jolie la sœur d'un copain !

Puis, levant le masque, il effraya les élèves en leur disant que des gens comme Smaïli mettaient en danger les instituteurs isolés dans le bled et risquaient de les faire massacrer. C'était l'aveu qu'il s'agissait d'une mesure politique, prise d'une manière lâche et hypocrite.

Et lui, ce champion de la démocratie et de la justice, non seulement servait de caution pour faire accepter un acte de répression colonialiste, mais il salissait la victime pour tenter de justifier son comportement indigne.

Ce fut pour moi et mes camarades communistes et sympathisants la première expérience vécue du rôle de la social démocratie dans la société coloniale.

Et malheureusement j'en connaîtrai bien d'autres !

Quelques jours après, je fus convoqué par le directeur. Je dus subir un long sermon ; ma seule excuse, selon lui, était ma méconnaissance des Algériens. Il me menaça de sanctions si je ne cessais pas mes relations avec les communistes.

Et malgré tout, notre cellule continua d'exister mais elle fonctionna clandestinement.

A leur entrée, après une absence de trois mois, François Moll et Jean Monacelli vinrent me trouver et tous deux me demandèrent leur adhésion au Mouvement Communiste.

Ahmed Smaïli, devait trouver une emploi dans un journal constantinois. En 1940, passé dans la clandestinité, il sera condamné à mort par les autorités vichyste d'Alger. Il vivra caché chez Thuillier alors mobilisé dans la Marine. J'ai eu l'occasion de l'y rencontrer à plusieurs reprises. A cette époque-là il se trouvait en conflit avec les camarades responsables de la Ronéo destinée à imprimer la « Lutte Sociale » [3] clandestine.

Smaïli sera victime d'un curieux accident, après le débarquement américain de 1942, et mourra écrasé par un camion militaire. D'aucuns ont jugé cette disparition très suspecte. Personnellement, je ne me prononce pas ; j'ai pu constater qu'Ahmed avait eu à plusieurs reprises des attitudes assez confuses ; à partir des années 1939-40, sa vie me paraissait entourée de mystère.

---

3. Petit journal publié par la Région communiste d'Algérie.

CHAPITRE IV

PREMIERS CONTACTS AVEC LES RÉALITES ALGÉRIENNES

Le troisième trimestre 1933 me parut court. Il signifiait la fin de ma situation normalienne. En octobre, je me retrouverai quelque part dans le département d'Alger commençant mon expérience d'instituteur, entrant vraiment dans ma vie d'homme.

Nous participions souvent, les dimanches, à des sorties organisées par les Jeunesses Communistes. Une cinquantaine de jeunes se rassemblaient dans les bois de pins bordant la plage de Sidi Ferruch [1]. On chantait des airs révolutionnaires, nombreux à cette époque, on y jouait, et on y discutait ferme. Excepté quelques Algériens, il s'agissait essentiellement de jeunes ouvriers européens des quartiers de Bab El Oued et de Belcourt [2] et d'une petite poignée d'étudiants.

La plus grande partie de ces jeunes ouvriers était d'origine espagnole, enfants d'un prolétariat et d'un artisanat pauvres. Beaucoup d'entre eux reflétaient le comportement de leurs pères qui avaient importé en Algérie leur révolte d'exploités et d'opprimés ayant fui leur terre de misère et aussi la répression policière. Ils étaient profondément marqués par les mœurs espagnoles souvent excessives surtout lorsqu'il s'agit des problèmes familiaux.

Leur élan révolutionnaire était fortement marqué d'attitudes anarchistes héritées de traditions Bakouniniennes profondément enracinées. Ils recherchaient dans la J.C. le moyen d'exprimer violemment leur révolte. C'était la seule organisation qui pouvait le leur permettre. La direction étant idéologiquement faible, le contenu des assemblées était d'un niveau bas et l'on risquait constamment de dangereuses provocations.

Il faut dire que la crise commençait à toucher durement l'Algérie : le bâtiment, la tonnellerie, etc., connaissaient un fort chômage et la misère gagnait les couches les plus pauvres de la population européenne.

---

1. Sidi Ferruch se situe à environ 20 km à l'ouest d'Alger. C'est une magnifique plage qui après les années 1940 fera la joie de milliers de Pieds-Noirs. Mais, dans les années 1930, elle ne connaissait une certaine affluence que les dimanches seulement.
2. Le quartier de Bab El Oued et celui de Belcourt situé à l'est d'Alger abritaient une population ouvrière européenne en majorité d'origine espagnole.

J'ai connu à ce moment-là, dans le haut Bab El Oued, des familles de jeunes camarades vivant dans des taudis au sol de terre battue, sans eau courante, familles nombreuses de cinq à huit enfants ne disposant que de deux ou trois petites pièces. Niveau de vie assez peu différent de celui des foyers de pas mal de travailleurs algériens installées non loin de là. A cette époque, cette situation créait des liens de sympathie entre ces deux ethnies, du moins lorsqu'il s'agissait des Européens très pauvres.

Le colonat, la bourgeoisie colonisatrice ne ménageaient pas leur mépris pour ces Européens pauvres et les exploitaient honteusement, notamment les toutes jeunes filles qu'ils utilisaient comme domestiques.

La majorité des jeunes que j'ai connu à la J.C. exprimait donc leur colère contre les riches, contre les colons, et ne rêvaient qu'au grand chambardement. Ils ignoraient tout du problème algérien de fond, connaissaient très peu le peuple algérien, les contacts étant restés très superficiels.

Plus tard, la plupart d'entre eux au moment décisif, choisiront le camp de l'« Algérie Française » comme seule solution à leur survie en Algérie.

Par contre, d'excellents camarades se donnèrent une culture réellement marxiste et deviendront des militants de grande valeur. Je pense, par exemple, à Jean Farrugia, jeune ouvrier plombier, qui était de toutes les réunions et qui eut dans les années difficiles des guerres, des attitudes héroïques.

Nous participions à des ventes de masse de la « Lutte Sociale », le journal du Parti. Sur quatre pages de format réduit, il menait une campagne courageuse contre la répression, l'exploitation, dénonçant sans répit le fait colonial, tentant d'unir dans un même combat la lutte des masses colonisées et celle des travailleurs européens exploités par le même ennemi.

Nous partions à une dizaine, de la Place des Trois Horloges, à Bab El Oued et barrant la largeur des avenues, nous remontions vers la Place du Gouvernement. Dans l'atmosphère du moment, cette vente prenait l'allure d'un exploit.

En juin 1933, les épreuves du Brevet supérieur se déroulèrent normalement. Nous disions adieu à Bouzaréa après un voyage qui nous avait fait connaître le Sud algérien, les Hauts Plateaux.

Notre séparation, pour la plupart d'entre nous allait devenir définitive. Je n'ai jamais plus retrouvé de condisciples oranais excepté Touboul, un camarade communiste rencontré à Alger dans les premiers moments de la mobilisation de 1939, Emmanuel Roblès, l'écrivain, croisé dans des bureaux administratifs en 1958, toujours aussi sympathique et bien entendu Camizon.

Aucun lien sérieux n'avait été maintenu entre les normaliens de notre promotion et seules, quelques relations d'affinité persistèrent après notre sortie. Il est vrai que nous devions être éparpillés sur des étendues considérables de territoire pourvus de moyens de transports insuffisants.

Notre nomination ne devant intervenir qu'au mouvement de septembre, nous avions trois mois à attendre pour être fixés sur notre sort.

Vers la fin juillet 1933, Ahmed Smaïli se trouvant alors à Ménerville demanda à François Moll et à moi-même de venir participer à une réunion de jeunes vendangeurs Kabyles, à Bordj Menaïel [3] et d'y prendre la parole. Le but était de tenter un mouvement de résistance et de refus de l'exploitation scandaleuse qu'ils subissaient.

La plaine des Issers, se prolongeant jusqu'à Bordj Menaïel est riche, irriguée, traversée par l'Oued Issers, rivière assez importante. Toutes les bonnes terres appartenaient à de gros et moyens colons.

Les populations algériennes qui y vivaient avant la conquête avaient été chassées vers les montagnes, refoulées en des lieux incultes ou vivaient dans des gourbis autour des agglomérations.

Il s'agissait d'un colonat de combat plein de morgue, de suffisance, prêt à toutes les violences pour défendre ses privilèges. Un de mes collègues enseignants, natif de Bordj, Georges Mercer, homme honnête et généreux, m'a conté les scènes odieuses auxquelles il a assisté dans son enfance : insultes, coups, brimades obscènes, humiliation de toutes sortes pleuvaient sur les malheureux travailleurs agricoles et sur la population algérienne en général.

La vigne, les agrumes, (oranges, mandarines, citrons) constituaient l'essentiel des cultures.

Les vendanges exigent une main-d'œuvre saisonnière abondante. Chaque année donc, des cohortes de jeunes, y compris des enfants, descendaient des montagnes de Kabylie, poussés par la faim et venaient offrir leurs services aux colons. Ceux-ci les engageaient sans aucun contrat, sans aucune garantie et, des « étoiles aux étoiles » selon la formule historique, c'est-à-dire du lever du jour à la tombée de la nuit, ces malheureux coupaient des grappes, emplissaient les hottes et les transportaient jusqu'aux comportes, sous un soleil de plomb.

Et pour tout salaire, ils avaient droit à une ration de pain, quelques piécettes et quelques grappes de raisin. La moindre réclamation était accueillie à coups de matraque.

Moll et moi, débarquâmes du train à la gare de Bordj Menaïel, dans la soirée. Un jeune camarade européen, fils d'un garde-barrière, nous y attendait. Il nous conduisit, par maints détours, sous un pont situé à environ un kilomètre du village. Nous nous trouvions dans le lit asséché d'un oued et sur nos têtes passait la route de Tizi Ouzou. En ce temps-là, il n'y avait pratiquement aucun trafic et le coin était tranquille.

Nous attendîmes la nuit. Quand l'obscurité fut totale, une quarantaine de jeunes Kabyles se présentèrent par petits groupes. On les sentait inquiets, craintifs. Vêtus de loques, misérables, ils se groupèrent autour de nous. Le jeune camarade de Bordj parlait la langue Kabyle, il demanda à

3. Bordj Ménaïel se situe à environ 60 km à l'est d'Alger. A partir de Bordj on entre en Grande Kabylie. C'était un village de colonisation.

deux jeunes de surveiller la route pour éviter toute surprise et nous commençâmes notre réunion, essayant d'expliquer les possibilités d'une action de masse organisée et unie.

Malheureusement, le contact commençait à peine à s'établir quand un léger coup de sifflet nous mit en alerte. L'un des deux vendangeurs placés en sentinelle, sauta dans le ravin et en quelques mots rapides signala le danger. En un clin d'œil, tout le groupe se dispersa dans la nuit, parmi les champs environnants.

Le fils du garde-barrière nous entraîna, nous-mêmes, au pas de course ; nous avions à nos trousses plusieurs gendarmes. Nous étions jeunes, le camarade connaissait bien les lieux, nous pûmes nous réfugier au bain maure [4] où nous attendîmes une bonne heure. Puis nous réussîmes à gagner la maisonnette du passage à niveau que nous quittâmes avant le lever du jour pour rejoindre, à pieds, la gare des Issers où nous prîmes le train du matin vers Ménerville et Alger.

Pour la première fois, j'avais approché la jeunesse algérienne réelle, celle des montagnes, celle de l'intérieur du pays, c'est-à-dire celle qui formait l'immense majorité de la population. Il avait suffit de quelques instants pour comprendre tout ce qui bouillait au cœur de ces jeunes : la haine contre leurs oppresseurs, leurs exploiteurs, leur profond désir de vivre dignement dans leur pays reconquis. Ce n'était point des esclaves définitivement résignés comme le souhaitaient les colons.

Peut-être, en ce temps-là, n'entrevoyaient-ils pas encore la possibilité immédiate d'une libération. Mais cette certitude d'avenir était inscrite dans leurs regards.

Je pense que nous pouvions être fiers du bon travail de nos camarades de Bordj qui avaient réussi à obtenir la confiance de ces jeunes au point de les amener à ce rendez-vous dangereux. Ce petit événement n'est qu'un tout petit exemple des multiples initiatives, des multiples actions à mettre à l'actif des communistes d'Algérie, partout où cela leur était possible, à une époque où la colonisation fêtait avec éclat le « Centenaire » de l'Algérie française et se trouvait persuadée de son omniprésence et de sa pérennité, à une époque où quasi aucune voix ne s'élevait pour dénoncer le régime colonial.

Cette réalité historique doit être proclamée bien haut et ne doit pas tomber dans l'oubli.

La réunion de Bordj Menaïel révélait aussi un aspect de notre lutte du moment. Notre mouvement très jeune, ne possédant pas un réseau suffisant de cadres éprouvés, était très perméable aux infiltrations policières ou provocatrices. Il est certain que nous avions été mouchardés. Nous avons soupçonné pendant longtemps un certain camarade de Ménerville. Mais sans aucune certitude.

---

4. Etablissement spécifique chez les populations islamisées ouvert le jour aux femmes, la nuit aux hommes. Appelés Hammām, ils comprennent des bains simples, des bains de vapeur et servent aussi de lieux de rencontre.

Je pourrais raconter de la même manière comment nous nous trouvâmes, un peu plus tard, parmi les montagnards de la région de Tablat [5] dans l'Atlas Blidéen, en compagnie de Radiguet, camarade parisien faisant un séjour en Algérie pour aider à l'organisation du Parti. Ces montagnards étaient brimés par les gardes forestier qui les abreuvaient d'amendes sous prétexte que leurs chèvres broutaient les pousses d'arbres.

Il faut s'être rendu sur place pour comprendre la colère de ces pauvres gens. A leurs pieds, ils découvraient la plaine de la Mitidja couverte des cultures des colons. Ces terres fertiles étaient celles de leurs pères qui en avaient été chassés et qui avaient dû se réfugier dans les montagnes.

Du haut de leurs misérables villages, les descendants avaient constamment sous leurs yeux les richesses résultant de cette spoliation. Eux qui n'avaient pour subsister que quelques minuscules champs situés dans des creux, quelques arbres et de petits troupeaux de chèvres pratiquement sans pacages !

Plus tard, ces fellahs montagnards formeront le gros des unités combattantes de l'Armée de Libération Nationale ; ils seront les moudjahidines et donneront leur vie pour reconquérir leurs terres.

Pouvait-il en être autrement ?

A cette époque se tint un congrès de la région algérienne du Parti Communiste Français. Au cours d'une de nos sorties de dimanche, trois camarades normaliens et moi, nous nous rendîmes au local de la C.G.T.U. [6] où se déroulaient les travaux des délégués.

Nous y fîmes tout d'abord la connaissance d'un camarade dont le souvenir mérite d'être honoré. Il s'agit d'un des premiers instituteurs communistes victimes de la répression. Lucien Sportisse, exerçant à Akbou, en Kabylie, avait été révoqué pour sa courageuse attitude anticolonialiste. Il nous incita à la prudence et nous donna des conseils, fruits de son expérience.

Puis, on nous présenta le délégué venu de Paris pour aider à la tenue du Congrès. Je me souviendrai toujours de ce jeune ouvrier, vêtu d'un bleu de travail, ardent orateur, extraordinairement sympathique et humain. Il nous félicita d'être venus au Parti et nous demanda de bien nous imprégner des réalités algériennes qu'il nous fallait bien étudier et comprendre.

---

5. Tablat se trouve après un col qui permet de franchir l'Atlas Blidéen, du nord vers le sud. L'Atlas Blidéen est une chaîne de montagnes s'élevant jusqu'à 1 600 m d'altitude, s'étendant sur une longueur de près de 100 km. La plaine de la Mitidja est bordée au nord par la mer et le Sahel d'Alger et au sud par l'Atlas Blidéen. Entre mer et montagne, cette plaine mesure en moyenne une trentaine de kilomètres de largeur.

6. La C.G.T.U. (Confédération Générale du Travail Unitaire) était la Centrale révolutionnaire ; la vieille C.G.T. avait sombré dans le réformisme et l'opportunisme particulièrement lors de la grande guerre 1914-1918. A l'époque du Front Populaire, l'unité syndicale fut rétablie, la C.G.T.U. fut dissoute et tous les travailleurs se retrouvèrent au sein de la C.G.T.

Ce jeune ouvrier s'appelait Maurice Thorez et je suis fier de l'avoir connu dans cette circonstance, car j'ai toujours eu beaucoup d'admiration pour ce grand dirigeant qui a tant contribué à l'élaboration d'un grand Parti Communiste Français.

AVEC LA JEUNESSE ALGÉRIENNE D'ANNABA

En juin 1933, mon parâtre trouva enfin du travail. Il avait son brevet de Capitaine au bornage et avait commandé, en France, des remorqueurs de tonnage important. A Alger, il y avait une flotte assez conséquente de bateaux de ce type, ou plus petits. Malgré de nombreuses interventions à l'inscription Maritime et auprès des diverses sociétés d'acconage, ou de travaux maritimes, il n'avait jamais été recruté.

On lui en avait donné ouvertement les raisons : sa présence à bord ne serait pas acceptée par les équipages. Pratiquement tout le personnel embarqué sur les remorqueurs était d'origine sicilienne et en particulier les Capitaines. Cela constituait une véritable maffia toute puissante. Il faut dire, de plus, que ces capitaines ne possèdaient que de simples autorisations de complaisance, aussi ne pouvaient-ils tolérer sur le port cet intrus venu de France et muni d'un Brevet en bonne et due forme.

Cependant, mon parâtre était resté en relation avec la Société Akermann pour laquelle il naviguait à Martigues. Il apprit qu'elle allait entreprendre des travaux dans le port de Bône. Il demanda immédiatement un emploi et fut embauché sans difficulté.

Dès la mi-juin, une partie de la famille s'était installée à Bône et fin juillet j'allai la rejoindre pour la durée des vacances.

Avant d'entreprendre le voyage, je rendis visite à Fanfani qui était alors responsable des Jeunesses Communistes d'Algérie. Il me remit un paquet de cartes des J.C. et me demanda d'essayer de créer un groupe à Bône, me donnant l'adresse des responsables locaux du Parti, Santa Maria, Palomba.

En cette année 1933, le trajet en chemin de fer Alger-Bône était très pénible. On passait tout un jour et une nuit dans un wagon inconfortable. En certains endroits, le train se traînait péniblement. Dans les Portes de Fer, après Beni Mansour, le renfort d'une deuxième locomotive parvenait à peine à faire avancer le convoi.

Tout le long du parcours, la variété des paysages est infinie : riche plaine de la Mitidja avec ses cultures merveilleusement alignées, ondulations arides lui succédant, puis gorges verdoyantes de Palestro, hautes plaines de Sétif avec leurs champs de blé s'étendant à perte de vue, région de Contantine plus humide, merveille des sources chaudes et pétrifiantes d'Hammam Meskoutine pour arriver dans la Plaine de Bône, rivale de la Mitidja et dans la basse vallée de la Seybouse, la seule véritable rivière algérienne.

Bône me plut beaucoup. Le quartier algérien avec sa mosquée typique au minaret alors surmonté d'un beau nid de cigogne devait être le lieu privilégié de mon séjour dans la ville. Les bruits, les odeurs, la musique orientale des cafés « Maures » [7], la densité de la foule, tout cela me charmait.

Me trouvant en vacances, oisif, j'employais tout mon temps à remplir la mission dont m'avait chargé Fanfani.

Tous les jours, je quittais le quartier de la Grenouillère, au-delà du port, pour rejoindre le centre-ville.

J'y retrouvais Abdelkader Kateb, un jeune camarade de Bouzaréa, encore en deuxième année. Il était le fils du Cadi de la Mahakma, chargé de la justice musulmane statuant sur les conflits en matière civile : mariages, héritages, etc. Nous nous asseyions à la terrasse d'un café maure pour y déguster un thé à la menthe dans une ambiance de musique orientale, de bruit de dés jetés sur la table, avec force, par les joueurs, d'appels, de murmures de consommateurs se communiquant et commentant les nouvelles du jour.

Le café maure à cette époque, était un lieu privilégié pour les contacts humains, les échanges d'informations. Les consommateurs s'y installaient pour une durée illimitée, ils s'y trouvaient hors du temps, ce temps qui harcèle si cruellement les peuples dits occidentaux victimes de cet instrument de torture qu'est devenue la montre !

Il est incroyable de constater combien les Algériens étaient bien informés malgré l'analphabétisme quasi généralisé en 1933. Point n'était besoin de journaux pour connaître les nouvelles importantes du monde !

Abdelkader m'avait présenté un de ses amis, un Bônois originaire de l'Edough. Cette montagne dont les contreforts débutent aux confins de la ville, est plus haute et plus étendue que celle de la Bouzaréa. Elle abrite des villages peuplés de Berbères [8] ayant conservé, à cette époque, les caractères de leur ethnie.

Notre camarade Guittar était roux, le visage couvert de tâches de rousseur. Il était artiste-peintre. Pour apprendre la peinture, il avait fait un séjour à Paris ; il payait, là-bas, ses frais d'étudiant, en travaillant dans le bâtiment. Il avait adhéré au Parti Communiste.

---

7. « Café Maure » par opposition à « Café Européen ». On n'y servait que du café, du thé à la menthe, des boissons non alcoolisées. Sauf quelques exceptions dans les grandes villes, il s'agissait de très pauvres établissements, souvent misérables, pourvus d'un mobilier rudimentaire.

8. Les Berbères peuplent l'Algérie depuis la plus haute antiquité. La plus grande partie des Algériens actuels sont leurs descendants. À partir du VIIe siècle, les Berbères furent islamisés par les conquérants Arabes. Cependant, ceux-ci ne furent jamais assez nombreux pour modifier sensiblement la base ethnique du Pays. Aujourd'hui, la majorité des Algériens sont non seulement islamisés, mais, de plus, leur langue fondamentale est l'Arabe. Il existe des tribus qui s'étant réfugiées dans les montagnes, ou le désert ont gardé leur langue berbère et des traditions ancestrales ; cependant, elles sont islamisées et se sentent algériennes à part entière comme les autres.

Guittar signait ses peintures du nom d'Antar.

Nous mettant au rythme du « Café Maure », nous passions des heures à discuter de philosophie et aussi, bien sûr, d'idéologie et d'informations politiques.

Grâce à mes deux camarades et amis, je pus faire la connaissance de plusieurs jeunes bônois. En un mois et demi de séjour, j'appris sur l'Algérie, bien plus que durant toute ma scolarité à Bouzaréa. Chaque fois que je repense à tous les contacts que j'ai eus avec les divers peuples que j'ai côtoyés, bien souvent au cœur même des familles, bénéficiant de leur confiance, pouvant doser tout ce que leurs cœurs contenaient d'amour, et de fraternité pour les leurs mais aussi de haine, et de révolte contre leur situation de colonisés, contre leurs oppresseurs, je ne peux m'empêcher d'ironiser sur la suffisance des colonialistes.

Combien de fois ai-je entendu l'un de ceux-ci déclarer :

« Vous savez, moi, les Arabes, je les connais bien. Quand j'étais gosse, j'ai joué avec des petits Arabes, j'ai partagé leurs jeux. Aujourd'hui encore, j'ai de bonnes relations avec eux : à l'occasion de chaque fête, ils m'apportent des gâteaux. Je suis ferme, mais juste, je sais comment il faut se comporter à leur égard, ils ne comprendraient pas une attitude de faiblesse qu'ils mépriseraient. »

Pauvre benêts ! En fait, ils ont beau être nés en Algérie, de père en fils et depuis plusieurs générations, le cœur des colonisés leur était parfaitement impénétrable.

Le régime colonial agresseur a fait naître des réflexes de défense chez ses victimes. Il y a, par exemple, cette impassibilité du visage qui masque les sentiments réels, et constitue aussi une attitude de mépris. La résistance à l'oppression a pris jusqu'à la forme d'une résistance intérieure cachée sous des mots et des gestes trompeurs.

L'expérience montrera qu'au fur et à mesure de la montée du mouvement national, parallèlement, la combativité des masses algériennes se lira de plus en plus clairement sur les visages.

Je n'en veux pour preuve que cette curieuse sentence d'un juge français d'El Asnam (Orléansville) qui dans les années 1950, condamnera un Algérien à une peine d'emprisonnement pour délit... « d'injures par regard » !

Avec Kateb et Antar, nous réussîmes, certain soir à réunir une cinquantaine de jeunes sur une terrasse du quartier de la Kasba bônoise. J'utilisai les thèses du récent Congrès de l'Internationale Communiste consacrées essentiellement au soutien des luttes de libération nationale contre l'Impérialisme. Le principe d'une autre réunion devant se tenir, après la tombée de la nuit, sur un coin de la plage des Sablettes, fut adopté.

Entre-temps, j'avais fait la connaissance des camarades du Parti, ainsi que de leurs méthodes de travail bien spécifiquement bônoises ! Les camarades, Palomba, Santa Maria, Yacono, un cheminot français et un bon

camarade cheminot algérien se retrouvaient presque tous les jours sur le cours Bertagna et au cours de leur promenade, ils traitaient des affaires politiques.

A Bône, comme à Alger et à Oran, je pus constater la composition très majoritairement européenne du Parti et les difficultés de prise en compte des réalités algériennes.

Nous ne pûmes tenir la réunion prévue avec les jeunes. Lorsque nous nous présentâmes sur la plage, nous trouvâmes une escouade de flics en civil qui surveillait les lieux. Nous dûmes nous replier à toute hâte pour leur échapper et y réussîmes de justesse.

Ne nous avouant pas battus, nous organisâmes une autre assemblée de nuit, cette fois-ci à l'intérieur du cimetière musulman. Là encore, nous étions attendus par la police !

Cela devenait sérieux, les jeunes prenaient peur nous dûmes abandonner le projet de les réunir et les cartes furent distribuées de main en main.

Dans le même temps, la police harcelait nos camarades adultes ; il fallait agir avec prudence, certains que des mouchards figuraient parmi les jeunes que nous contactions.

Car c'était cela aussi le régime colonial : il pouvait exister quelques judas vendant leurs frères pour une poignée de deniers.

CHAPITRE V

MON PREMIER POSTE D'INSTITUTEUR LA JOURNÉE DU 12 FÉVRIER 1934

Mais, les jours avaient passé et il me fallait rentrer à Alger. Mon premier poste me fut attribué à titre provisoire. Je n'ai gardé que peu de souvenirs des trois mois vécus à Maison Carrée si ce n'est ma réussite au Certificat d'Aptitudes Pédagogiques qui signifiait ma titularisation au 1er janvier suivant.

Puis je fus nommé au poste de chargé d'école à Cap Matifou. A cette époque, il s'agissait d'un petit village situé en face d'Alger sur la partie est de la Baie [1]. Il n'y avait, en fait, que quelques maisons habitées par des colons européens, des petits commerçants. Entre Cap Matifou et Fort de l'Eau, la route circulait au milieu de cultures maraîchères, d'espaces incultes. Fort de l'Eau n'était qu'une toute petite agglomération.

L'école de garçons de Cap Matifou, comprenait une seule classe. Les locaux scolaires et le logement de l'instituteur étaient situés dans l'ancienne mairie du village, vieille construction datant des années 1880. Je disposais de beaucoup d'espace.

Nous nous y installâmes, ma grand-mère et moi et je commençai ainsi, ma carrière dans l'enseignement.

La classe de l'école de filles et celle de l'école de garçons étant géminées, je me trouvai chargé d'une trentaine de gamins et de gamines que je devais préparer au Certificat d'Etudes ou à l'examen des Bourses. Je devais appliquer les programmes scolaires et suivre les instructions officielles précisant les méthodes pédagogiques qui réglementaient toutes les écoles de France. Jusqu'à mes mobilisations, en 1939, puis en 1943, comme la plupart de mes anciens condisciples, je ne serai affecté qu'à l'Enseignement des Européens : l'accès de ce que l'on appelait « l'Enseignement des Indigènes » nous était interdit.

---

1. La baie d'Alger est largement ouverte. Le Cap Matifou à l'est et la Pointe Pescade à l'Ouest marquent ses limites. Le Port d'Alger s'abrite sur la partie ouest, au pied du Massif de Bouzaréa. Le pourtour de la baie mesure environ 50 km. Depuis Cap Matifou, on jouit du spectacle de la ville blanche sur fond vert et des illuminations se reflétant sur l'eau dès la tombée de la nuit.

Effectivement, mes trente élèves étaient tous fils de colons, petits commerçants ou fonctionnaires européens. Il n'y avait dans ma classe, que deux petits algériens, le frère et la sœur, enfants du seul bourgeois algérien de la région. Leur père, Monsieur Hafiz, descendait d'une vieille famille turque et il possédait l'entreprise de transport en commun assurant le service des voyageurs reliant toutes les petites agglomérations bordant cette partie de la baie, à Alger. Sa situation sociale, unique, pour un Algérien dans ce secteur, lui avait permis d'obtenir une dérogation pour ses enfants.

Il y avait pourtant des Algériens dans la commune ! A quelques kilomètres de l'école, en direction d'Alger, se trouvait un gros village de « gourbis » en roseaux couvert de chaume, installé sur une zone inculte ; les enfants y grouillaient. Il n'y avait pas d'école pour eux pas plus que pour les fils des ouvriers agricoles permanents habitant des cabanes sur les terres des plus gros colons.

Sur le territoire de la commune existaient deux autres petites écoles, à la Pérouse et Jean Bart, elles ne recevaient aucun élève algérien.

Deux scènes vécues à Cap Matifou peuvent donner une idée de la mentalité des colons. Il s'agissait pourtant, dans leur grande majorité, de petits et moyens propriétaires pratiquant les cultures maraîchères et originaires, pour la plupart, des îles Baléares.

Certain jour, un gamin d'une douzaine d'années se présenta devant la porte de l'école vers midi, il pleurait et gémissait. Ma grand-mère et moi sortîmes rapidement. L'enfant avait le visage ensanglanté. Ma grand-mère le soigna et nous constatâmes qu'il avait la lèvre entièrement sectionnée. Nous le pansâmes comme nous pûmes. En baragouinant, le garçon nous expliqua qu'il s'était présenté dans une ferme voisine pour demander du travail et pour toute réponse, le colon l'avait frappé au visage de toutes ses forces avec un seau métallique. Et, il n'y avait aucun recours contre cela.

Tous les samedis, nous avions, juste en face de l'école, le même spectacle : là, habitait, l'adjoint au maire, au premier étage d'une grande villa auquel on accédait par un escalier extérieur. Ces jours-là une file de pauvres bougres en haillons s'égrenait le long des marches jusqu'au perron où le colon effectuait la paye hebdomadaire de ses ouvriers agricoles. Le garde-champêtre, matraque à la main, se tenait au bas de l'escalier.

Chaque fois se déroulait le même scénario : protestations des ouvriers grugés dans le calcul des journées de travail ou victimes de retenues injustifiées, injures et menaces du patron.

Bien souvent, la matraque du garde mettait fin à la scène, chassant et dispersant les travailleurs dont certains n'avaient pas perçu le moindre centime.

Ainsi, à quelques kilomètres d'Alger, je pouvais constater les méfaits du régime colonial à la campagne.

Toutes les terres cultivables appartenaient aux colons qui, en 1934, étaient les maîtres absolus. Les Algériens habitant la région étaient, soit des ouvriers agricoles le plus souvent occasionnels, embauchés à la semaine,

soit des petits fellahs pratiquement sans terre vivotant dans une profonde misère, groupés dans ce qu'on appelait « les tribus » ou les « douars », agglomérations de gourbis rudimentaires.

Aucune protection juridique n'existait en faveur des travailleurs agricoles, livrés absolument au bon vouloir du colon qui les exploitait des « étoiles aux étoiles ».

Bien sûr, comme dans toutes les sociétés de ce type, il existait un certain paternalisme revêtant les formes les plus diverses : petits cadeaux à la « fatma », la femme de ménage, quelques faveurs à l'Algérien « de confiance » jouant le rôle de contre maître... attitude de bonhommie envers sa famille, permission pour ses enfants de partager quelques jeux avec les fils du colon, mais cela n'allait pas bien loin et à la moindre velléité de résistance, la répression s'abattait impitoyablement.

Sans doute aussi a-t-il existé quelques colons au cœur généreux. Mais, ils ont constitué une toute petite exception et n'ont pu que se comporter en « bons » paternalistes ne résolvant aucun problème de fond.

La toute-puissance des colons était concrétisée sur le plan politique, par le rôle que jouaient les « Délégations financière ». La grosse bourgeoisie française d'Algérie réussit à obtenir l'autonomie financière de la colonie. Certaines dépenses (armée, gendarmerie, justice, enseignement) étaient payées par la France. Le reste relevait du budget algérien qui était voté par les « Délégations financières » s'occupant d'ailleurs de tout, y compris de ce qui, en droit, ne les regardait pas.

Il s'agissait d'un véritable Etat colon, l'administration coloniale s'appliquait à toujours satisfaire ces Messieurs.

Les « Délégations financière » comprenaient trois sections qui, soi-disant, étaient représentatives de la population du Pays :

— la Délégation des Colons,
— la Délégation des nons Colons,
— celle des « Indigènes ».

Or, en réalité, cette assemblée était absolument entre les mains des colons.

Ceux-ci se retrouvaient évidemment dans leur section propre mais il y en avait aussi une très forte proportion dans la section non colons.

Ces derniers étaient élus dans les villages de l'intérieur du Pays par un nombre infime de votants.

Les quelques élus des grandes villes rassemblaient, eux, un nombre considérable de suffrages.

Quant aux délégués financiers de la « Section Indigène », ils n'étaient pas élus démocratiquement, mais en fait désignés. Il s'agissait de bachaghas, de Caïds beni-oui-oui de l'Administration, de quelques gros propriétaires fonciers algériens (il y en avait quelques-uns en Algérie), de représentants des quelques grandes familles tirant bénéfice du régime colonial comme les Ben Gana par exemple. Cette section était intégralement alignée sur celle des colons.

Finalement, on ne retrouvait dans l'opposition (une bien timide opposition) qu'une poignée de délégués des quartiers populaires des grandes villes, élus par les Pieds-Noirs, petits et moyens artisans, ouvriers ou fonctionnaires sous l'étiquette du Parti Radical ou du Parti Socialiste.

Cette toute-puissance des Colons jouait non seulement au grand détriment du Peuple Algérien mais aussi, dans une certaine mesure, à celui des couches pauvres de la population européenne ; les ouvriers européens étaient exploités, mal payés. Les fonctionnaires eux-mêmes avaient à souffrir du diktat colon. Une anecdote courait alors les rues. Au cours d'une séance des Délégations financières, un délégué non colon tentait d'obtenir quelques avantages au profit des petits agents de l'Etat. Il se fit rabrouer vertement et l'on entendit un colon s'écrier : « Ces gens sont assez bien payés, la preuve en est que les institutrices portent des bas de soie ! » *(sic)*.

Cette situation était mal supportée par ces Pieds-Noirs, surtout à partir des années 1933-34. La crise touchait les ouvriers des quelques industries existantes ; des artisans et des commerçants connaissaient des situations difficiles, les fonctionnaires et agents des services publics voyaient leurs traitements sérieusement amputés.

Ce mécontentement explosera au grand jour, à partir de février 1934 dans un grand combat entre les partisans du Front populaire et les ligues factieuses (Croix de Feu essentiellement) financées et animées par les gros colons.

Les grandes masses algériennes, privées des droits politiques, n'étaient représentées valablement nulle part et ne pouvaient absolument pas faire entendre leur voix.

Il suffit de dire que, sur le plan municipal par exemple, toutes les communes dites de « plein exercice », c'est-à-dire comportant un peuplement européen, étaient administrées par un conseil comprenant réglementairement plus des deux tiers de conseillers européens élus par les citoyens français. Les Algériens, régis par le Code de l'Indigénat, n'étaient pas citoyens exceptés quelques individualités ayant sollicité et obtenu cette citoyenneté, grâce à « leurs bons et loyaux services ». La minorité « indigène » des conseils municipaux était élus par des Algériens âgés de plus de 25 ans, ayant deux ans de résidence dans la commune et devant, de plus, être propriétaires fonciers, employés de l'état ou médaillés. C'est-à-dire une proportion infime de la population algérienne vivant dans l'agglomération.

En Algérie, il n'y avait que des maires européens. *Pas un seul maire algérien !*

Pour les territoires où habitaient très peu d'Européens, on avait créé les « Communes mixtes ». A leur tête se trouvait un administrateur français, tout puissant, fonctionnaire colonial nommé par le gouverneur général de l'Algérie. C'était, le système de l'administration directe que l'on retrouvait à peu près dans toutes les colonies françaises.

L'administrateur s'appuyait sur sa bureaucratie, sur sa police et sur une hiérarchie de « béni-oui-oui » désignés par lui ou le Gouvernement général, depuis le Bach Agha jusqu'aux Cavaliers de la commune mixte en passant par les Aghas, les Caïds, les Chaouchs. Tous abusant de la plus ou moins grande part d'autorité qui leur était concédée.

Les communes mixtes couvraient de très grandes superficies sur lesquelles des centaines de milliers d'Algériens vivaient dans une véritable condition de servage.

Tous les remous ayant secoué la France dans les années 1934, 1935, 1936, auront un impact important en Algérie, essentiellement parmi la population européenne d'abord. Mais progressivement, ils se répercuteront sur les masses algériennes par l'intermédiaire de la mince couche des travailleurs algériens de la Fonction publique et de l'industrie privée, de quelques intellectuels algériens, de certains religieux.

Le Parti Communiste va jouer un grand rôle dans cette avancée quantitative puis qualitative vers un véritable mouvement de libération nationale.

LE 12 FÉVRIER 1934

Février 1934... Notre petit groupe d'enseignants communistes et sympathisants existant à Alger et dans ses environs suivait avec anxiété les événements se déroulant en France. Nous nous retrouvions en ville tous les jeudis et dimanches, arpentant la rue d'Isly, discutant, commentant.

Les fascistes étaient très actifs. Ils tenaient le haut du pavé, paradaient, armés de matraques. Les « Jeunesses patriotes », « Camelots du Roi » et « Volontaires Nationaux » dominaient le monde étudiant. La ligue factieuse des « Croix de Feu » avait acquis une puissance considérable. Elle était organisée militairement et couvrait tout le territoire algérien. Lors d'une démonstration massive, s'étant déroulée dans la Mitidja, ils avaient défilé par milliers, en sections motorisées, avec participation d'une véritable escadrille aérienne constituée par les avions des colons. L'Armée, l'Administration, la Police étaient complices.

Devant un danger aussi menaçant, une seule solution s'offrait à nous : essayer de rassembler toutes les forces susceptibles de s'opposer à l'instauration d'un régime fasciste qui aurait aggravé la situation coloniale de l'Algérie. Il nous apparaissait clairement que la réussite d'un putsch en Algérie pèserait lourdement sur l'évolution de la situation en France même. Notre lutte donc et celle du Peuple Français allaient dans le même sens.

Aussi, fûmes-nous, dans l'environnement qui était le nôtre — milieux enseignants et jeunes intellecutels — parmi les plus actifs pour la préparation de la journée du 12 février 1934 devant répondre à l'offensive fasciste du 6 février, à Paris.

Je passai cette journée à Alger ayant quitté Cap Matifou par le car du matin. La grève était quasi totale dans l'enseignement. Les instituteurs relativement mal payés, se savaient haïs ou méprisés par les colons et instinctivement, ils faisaient bloc contre eux. Il faut dire aussi que l'Ecole Normale leur avait inculqué le culte de la démocratie bourgeoise et ils se révoltaient contre l'idée d'une dictature réactionnaire, anti-laïque et militariste. Inconsciemment, comme quasiment tous les Européens d'Algérie, ils se trouvaient un peu dans la position des Grecs bénéficiaires de la « Démocratie » athénienne qui trouvaient normale l'existence d'une classe d'esclaves travaillant pour eux. Ils ne percevaient pas tout ce qu'avait de révoltant la situation de colonisés imposée aux Algériens.

Les nouvelles se colportaient rapidement, nous sûmes très vite que la grève serait une réussite à Alger : cheminots, traminots, postiers, services publics, ouvriers de Belcourt et de Bab El Oued.., dockers algériens du port, etc. tous entraient dans le mouvement.

Jamais, on n'avait vu cela !

Les fascistes en furent médusés, et ils n'osèrent pas, comme ils l'avaient promis, attaquer le magnifique défilé populaire qui parcourut les rues de la ville. Des milliers de manifestants scandaient : « Le fascisme ne passera pas ! »

Ce fut un énorme encouragement pour les communistes, pour les démocrates. Le soir même de la manifestation, je me retrouvai, dans un café du Plateau Saulière [2], avec un groupe d'enseignants, de jeunes intellectuels et d'ouvriers européens. Il y avait quelques communistes, mais la plupart étaient des sans-parti, des syndicalistes du S.N.I., des socialistes, des progressistes. Un irrésistible vent d'union soufflait sur les participants. Dans l'enthousiasme de cette fin de journée mémorable, une idée dominait : il était urgent de nous organiser, de nous tenir prêts à riposter aux attaques fascistes. Et dès ce moment, naquit le projet de création d'un Comité de vigilance antifasciste dans le quartier. Effectivement, il ne tarda pas à voir le jour et à connaître une grande activité, animé par des sans parti comme les frères Taillefer, des communistes comme Soléra, des socialistes comme mon collègue Georges Moureaux. Plus tard, il sera l'un des maillons du Mouvement « Amsterdam-Pleyel » regroupant les comités organisés dans tous les quartiers d'Alger et dans certaines villes du département.

Me trouvant tout à fait isolé à Cap Matifou, j'adhérai au Comité du Plateau Saulière que je fréquentai jusque vers l'année 1935.

Durant cette période de ma vie politique, j'étais coupé de la masse algérienne. Je n'avais trouvé aucun contact à Cap Matifou et les activités antifascistes à l'ordre du jour me paraissaient préoccuper essentiellement certaines couches de la population européenne.

Pourtant, la présence d'un nombre considérable d'Algériens parmi les manifestants du 12 février, près de 5 000 y compris le groupe compact des

2. Le plateau Saulière est un quartier d'Alger situé entre la très bourgeoise rue Michelet et le Champ de Manœuvre où commence Belcourt peuplé de gens modestes.

dockers, constituait une promesse exaltante. C'était un événement historique car on n'avait jamais vu à Alger une telle masse « Indigène » parcourir les rue de la ville portant des banderolles et criant des mots d'ordre exigeant plus de libertés et plus de pain.

Le 12 février 1934, en France comme en Algérie, marqua un tournant dans l'histoire des deux Pays. Il nous apparut prometteur d'un progrès considérable, vers plus de liberté, plus de justice. L'élan était donné. Un grand espoir était né qui nous soutint tout au long des années 1935 et 1936.

UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE À ORAN

Pâques 1934 me permit de faire connaissance avec la ville d'Oran.

Camizon m'avait invité à passer les vacances chez lui. Il habitait sur le haut des falaises de Gambetta d'où l'on apercevait le port, et en face la cèlèbre colline de Santa Cruz qui domine la ville !

A Oran, toute la population, à cette époque-là, parlait la langue espagnole y compris une bonne partie de la toute petite minorité algérienne vivant dans la ville.

C'est qu'Oran, au cours de son histoire, a connu une longue occupation espagnole et que, de plus, on peut, avec une bonne barque, rejoindre la côte de la région d'Alicante, toute proche. C'est donc à Oran que venaient échouer tous les immigrants, tous les fugitifs abandonnant l'Espagne, terre de misère et d'intolérance. Ils étaient attirés par l'Algérie, pays neuf où il leur était offert de se créer une vie meilleure et même de pouvoir espérer la richesse.

En effet, la France offrait cette possibilité aux gens venus de tous les Pays d'Europe. Le but poursuivi fut même crûment avoué.

Il s'agissait de faire de l'Algérie un prolongement de la France, une colonie de peuplement.

Les Français, rechignant à s'expatrier en masse, on accueillait tous les Européens qui se présentaient. Grâce à une loi spéciale, on accordait d'office, la nationalité française à tout enfant européen né en Algérie de parents étrangers.

Il s'agissait, au fond, de refouler progressivement les Algériens, de les parquer dans les régions les plus pauvres n'intéressant pas la colonisation et de leur réserver le même sort qu'aux Indiens des U.S.A.

J'ai souvent entendu les pires colonialistes ne pas hésiter à proclamer qu'il fallait détruire tous ces « ratons », ces « troncs de figuier », ces « melons » pour lesquels il n'y avait pas de pitié possible. Pour eux, les « Arabes » étaient des bons à rien, indécrottables, des fanatiques irréductibles et haineux.

Beaucoup pensaient : « Comme nous serions bien, chez nous *(sic)*, s'il n'y avait pas ces sales Arabes !».

Malheureusement pour eux, ces « sales Arabes », par mille et un moyens, ont résisté tout au long de la période coloniale, pendant plus d'un

siècle. Ils ont su préserver l'intégrité d'un Peuple s'affirmant dans sa culture nationale et dans sa farouche détermination de redevenir maître de son Pays.

De plus, au cours de son développement, la colonisation elle-même a eu un besoin pressant de main-d'œuvre algérienne à bon marché et même d'une couche d'Algériens pourvue de certaines connaissances. Et cette contradiction a joué un rôle non négligeable dans la victoire du peuple Algérien.

Ma présence à Oran coïncidait avec une campagne électorale importante. Il s'agissait d'élire une nouvelle municipalité. Un aventurier démagogue, l'abbé Lambert, avait réussi à subjuguer un grand nombre d'Oranais en les trompant, leur promettant la solution définitive du grave problème que connaissait la ville depuis sa fondation. Elle était approvisionnée avec une eau saumâtre imbuvable. A cette époque, des vendeurs passaient dans les rues, offrant quelques mesures d'une eau acceptable.

L'abbé Lambert, prêtre plus ou moins défroqué s'était fait une réputation de sourcier infaillible. Il allait largement exploiter la crédulité et la superstition d'une bonne partie de la population, promettant une eau excellente en quantité illimitée. Il se trouva bientôt à la tête d'un véritable mouvement fascisant, bien organisé, avec ses hommes de main.

La municipalité sortante s'était déconsidérée par ses magouilles et ses combines malhonnêtes. Notre camarade Nicolas Zanettacci, responsable du Parti à Oran avait rédigé et publié une brochure, « l'Assiette au beurre » qui eut un grand retentissement. Il y dénonçait toutes les vilenies municipales.

Avec Camizon et quelques autres jeunes, nous fîmes, à cette occasion, notre première expérience électorale. Zanettacci, Azuelos dirigeaient les opérations : réunions, tracts, affiches.

Des discussions étaient engagées avec la section socialiste dirigée alors par l'instituteur Dubois qui n'était pas étroitement anticommuniste. Il s'agissait de barrer la route à l'aventurier fasciste. L'espoir d'une lutte commune se faisait jour.

Cette union en marche fut à l'origine d'un succès qui nous enthousiasma. L'abbé Lambert donnait une réunion électorale dans le quartier populaire de la Marine. Les forces démocratiques s'organisèrent. Et la salle se trouva remplie de militants et sympathisants, socialistes ou communistes. Quand Lambert arriva, escorté par ses gorilles munis de brassards portant son insigne et voulut monter à la tribune, ce fut la bagarre.

Les fascistes furent chassés et la réunion se transforma en assemblée populaire dans la joie générale.

Hélas, ce fut sans lendemain.

Un délégué du Parti arriva de Paris pour aider les camarades oranais dans leur campagne électorale. Je me souviendrai toujours de la réunion

qu'il provoqua. Ce fut une longue diatribe débitée d'un ton dur, et tranchant. Selon lui, l'union avec les socialistes était une erreur opportuniste. Il fallait aller à la bataille « classe contre classe », notre drapeau « largement déployé ». Il fut intransigeant, se refusant à examiner les arguments des camarades catastrophés à l'idée de savoir l'abbé Lambert installé à la Mairie par le refus du Parti de maintenir l'union pourtant déjà bien amorcée.

Et malheureusement, c'est ce qui se produisit.

Lambert devint maire d'Oran. Il fournit à la ville une eau abondante. Mais quasi aussi saumâtre ! Ce fut bien plus tard que le barrage de Beni Bahdel, dans la région de Tlemcen, permit aux Oranais de boire enfin de l'eau douce ; le démagogue, lui, avait disparu de la scène politique depuis pas mal d'années.

Quant au délégué venu de Paris, nommé Ferrat, qui affectait alors un comportement ouvriériste outrancier tant dans sa tenue que dans son langage, il ne devait pas tarder à quitter le Parti, à sombrer dans l'anticommuniste pour terminer sa carrière au Parti Socialiste.

L'année scolaire 1933-34 s'écoula sans trop de problèmes professionnels pour moi.

Elle me permit de faire l'expérience de méthodes pédagogiques nouvelles basées sur le libre consentement des élèves, sur leur participation active à l'organisation des divers travaux scolaires, à la décoration de l'école, etc. Nous étions alors, dans notre groupe, subjugués par les réussites spectaculaires du célèbre pédagogue soviétique Makarenko. Nous brûlions de l'imiter. Nous oubliions que nos élèves, fils de Pieds-Noirs vivant dans les conditions de l'Algérie coloniale n'avaient rien de commun avec les jeunes dévoyés produits par les gigantesques bouleversements de la grande épopée de 1917, guidés par un éducateur génial dans le cadre de la phase la plus enthousiasmante de l'après-guerre civile.

Il était ridiculement utopique, pour nous, d'imaginer que nous pourrions ainsi transformer de fond en comble, tout le système scolaire. En particulier, nous qui n'étions que des débutants inexpérimentés, nous ne mesurions pas toute l'ampleur de ce que nous essayions d'entreprendre. Aujourd'hui, 50 ans après, un demi-siècle après, rien n'a encore été réellement résolu dans cette voie. Les tâtonnements se poursuivent...

Je crois maintenant, que dans la société actuelle, il n'est pas possible d'instaurer l'école que nous souhaitions, que je souhaite plus que jamais... Une école ayant pour but de préparer des hommes véritables, des hommes cultivés susceptibles de jouer pleinement leur rôle social, économique, politique... Une école vraiment égalitaire. Une telle école ne pourra exister que dans une société débarrassée de la domination de la classe des gros possédants, dans une société vraiment socialiste...

L'année scolaire suivante n'eut pour moi qu'une durée de 15 jours. Le 20 octobre 1934, je me présentai à l'Amirauté où j'étais convoqué pour y accomplir mon service militaire.

CHAPITRE VI

L'ÉCOLE DES APPRENTIS MARINS « INDIGÈNES » D'ALGER

Après les premières formalités d'incorporation dans la Marine Nationale et mon habillement, je fus immédiatement affecté à l'Ecole des Apprentis Marins Indigènes d'Alger.

Les bâtiments de l'école s'allongeaient sur la partie nord de l'îlot de l'Amirauté. Il s'agissait de vieilles constructions espagnoles et turques remaniées après la prise de l'Algérie en 1830. Les vestiges anciens n'y manquaient pas. En parcourant le chemin de ronde surplombant les quelques mètres de rochers le séparant de la mer, il était difficile de ne pas imaginer l'animation qui devait régner ici, quand les Raïs [1] se présentaient face au Peñon, revenant d'une course fructueuse, leurs navires chargés de butin.

Cette petite presqu'île sur laquelle est bâtie l'Amirauté d'Alger était autrefois un îlot véritable. En ce temps-là, les Espagnols avaient occupé, pour une courte période, le site d'Alger, puis en avaient été chassés. Mais ils réussirent, durant de nombreuses années à s'accrocher sur l'îlot désigné sous le nom de Peñon signifiant le rocher en langue Castillanne. Ils y construisirent une puissante forteresse.

Cependant, les Algériens et les Turcs, sous les ordres des frères Barberousse, chefs corsaires, réussirent à les en déloger et à libérer définitivement cette partie du territoire algérien.

C'est Kheireddine Barberousse nommé Pacha d'Alger par le Gouvernement turc qui fit construire le terre-plein unissant l'îlot à la terre-ferme, le transformant en presqu'île. Ceci rendait impossible une nouvelle occupation étrangère du rocher.

Nous étions trois matelots instituteurs recrutés par la Marine pour donner l'enseignement général aux jeunes apprentis marins. Nous

1. Les Raïs étaient les commandants des galères algériennes qui sillonnaient la mer Méditerranée, attaquant les navires ennemis. Les cargaisons et les captifs étaient amenés à Alger. Ils étaient, dans leur majorité d'origine turque, mais il y avait aussi des Algériens et des Européens convertis à l'Islam.

remplissions aussi le rôle de secrétaires militaires de l'Ecole et on nous fit subir les épreuves du brevet de matelot secrétaire après une courte préparation.

Le collectif d'instructeurs comprenait des officiers-mariniers et des quartiers maîtres de toutes les spécialités. Nous étions intégrés à ces derniers, couchant dans des hamacs et partageant leur réfectoire. Nos relations furent toujours excellentes, mais il n'en fut pas de même avec la majorité des sous-officiers : maîtres et premiers maîtres. En particulier, le maître fusilier chargé de la discipline de l'école nous manifestait une hostilité permanente et cherchait à nous nuire par tous les moyens. Cette attitude reflétait leur hargne provoquée par la nature de nos rapports avec les élèves. Ceux-ci nous manifestaient ouvertement leur sympathie, nous appelaient à haute et intelligible voix « Maître » en présence d'un officier marinier de ce grade, alors que nous étions de simples matelots.

C'est que, pour nous, ces enfants étaient de malheureuses victimes de la misère dans laquelle vivaient leurs parents. Nous étions au courant de leurs conditions de recrutement. Il était effectué par l'intermédiaire des Administrateurs de Commune mixte. Aux promesses mensongères concernant leur vie à l'école et leurs possibilités d'avenir dans la Marine Nationale, s'ajoutaient des pressions de toutes sortes.

En réalité, les conditions matérielles étaient très dures. Couchant sur des hamacs tendus dans de grands dortoirs glacés l'hiver — les embruns des vagues se brisant sur les rochers venaient frapper les fenêtres — ils mangeaient à la gamelle et connaissaient la dure existence des matelots en période d'instruction. Si l'on y ajoutait les heures d'enseignement général, ces pauvres gosses n'avaient aucun moment de répit, du lever au coucher. On leur appliquait une discipline très dure et certains instructeurs ne se privaient pas d'employer la manière forte y compris les coups et brimades. Les comportements racistes de la majorité des officiers mariniers les faisaient détester par les apprentis marins.

Parmi les instructeurs, il y avait deux quartiers maîtres algériens. Nous sympathisions avec eux et ils nous faisaient part de leurs rancœurs et de leurs déceptions. Ils supportaient très mal, comme nous d'ailleurs, les brutalités à l'encontre des élèves et souffraient des inégalités dont ils étaient victimes relativement à leurs collègues français. Appartenant au Corps des marins indigènes et pourvus d'un statut particulier les plaçant en situation d'infériorité vis-à-vis des marins français, ils savaient que les apprentis-marins ne parviendraient jamais à un grade satisfaisant et ne connaîtraient jamais, à grade et mérite semblables, une position ou une considération les mettant à égalité avec leurs camarades français.

L'un des deux, le quartier maître canonnier Djénane, intelligent et très sensible, quittera la Marine dès qu'il le pourra et deviendra, à Djidjelli, un militant actif du Parti Communiste algérien.

Les élèves venaient donc se confier à nous et nous faisions l'impossible pour tenter d'atténuer leurs peines. En cela, nous étions, tous les trois, parfaitement d'accord.

Cette attitude était absolument traditionnelle, à l'école des apprentis marins d'Alger. L'équipe d'instituteurs se renouvelait à chaque incorporation et à chaque libération d'un contingent. Tous provenaient de l'Ecole Normale de Bouzaréa. J'ai connu mes prédécesseurs et mes successeurs : l'esprit de ce petit collectif, à ma connaissance, n'a jamais varié. Il a toujours aidé les jeunes mousses algériens, il a toujours été plus ou moins en conflit avec les officiers mariniers et surtout avec le capitaine d'armes chargé de la discipline.

Il y a là une petite illustration de la complexité du fait algérien. Ces instituteurs pieds-noirs dont quelques-uns, dans les années 1961-62 seront de farouches extrémistes O.A.S., ne pouvaient supporter les brimades, les paroles, et les attitudes racistes de soudards incultes à l'encontre d'enfants algériens.

Attribuer à tous les Pieds-Noirs, en bloc, l'étiquette de racistes, profiteurs colonialistes etc. constitue une contre-vérité regrettable, une vision par trop simpliste d'une situation beaucoup plus nuancée dans les réalités de cette époque coloniale. Il y avait certes, en Algérie, de nombreux Européens farouchement, méchamment, stupidement racistes. Mais il existait aussi de braves gens, comme par exemple tous mes collègues de l'école des apprentis marins : Jean Benne, Georges Mercer, Georges Moureaux, Marcel Ballester, Maurice Audran, Gaston Yvorra, Farfal, Le Guennec, Ronjat et bien d'autres.

On trouvait, tant parmi les couches d'Algériens ayant bénéficié d'un certain niveau culturel et vivant dans un environnement social moderne que parmi les intellectuels, travailleurs, artisans européens, un nombre non négligeable de gens qui prenaient conscience de la possibilité d'un rapprochement entre les deux communautés, qui entrevoyaient la naissance d'une Algérie nouvelle dans la perspective lointaine... Une Algérie qui permettrait à chacun de vivre dans l'égalité absolue de toutes les ethnies... Avec l'espoir même de rêver à une fusion possible qui donnerait une nation algérienne originale, riche des apports de cultures si différentes.

C'est ce que Maurice Thorez appellera, quelques années plus tard, la Nation en formation.

Les communistes se sont trouvés à l'avant-garde de la lutte pour la fin du régime colonial, pour la libération nationale au profit de tous les éléments des populations vivant dans le Pays. Ils avaient au cœur une foi absolue dans la possibilité d'une fraternisation entre tous les habitants de l'Algérie, dès lors que la cause fondamentale des divisions raciales et sociales aurait été éliminée. Cette fraternité existait d'ailleurs au sein des organisations communistes. Là, il n'y avait que des camarades, il n'existait plus aucune distinction d'origine ethnique.

On oublie trop aujourd'hui, que pendant des années, les communistes, en tant que mouvement organisé ont été presque les seuls à mener ce combat. Il serait bon de publier un recueil des articles parus dans la

« Lutte Sociale » des années 1920 à 1936. Cette publication serait le meilleur hommage qui puisse êt rendu aux militants de l'époque.

Bien entendu, j'ai cru moi-même à cette possibilité.

Que faut-il en penser aujourd'hui ?

Le capitalisme n'en finit pas de mourir bien qu'il ne soit plus qu'un anachronisme et ne devrait plus être autre chose qu'une pièce de musée. Cette survie du Capitalisme, devenu terriblement concentré dans ses multinationales et encore puissant malgré le rétrécissement de son aire de domination, malgré sa crise, pèse d'un poids très lourd sur notre période historique. Ce poids s'est fait sentir en particulier sur les Européens d'Algérie que l'on a effrayés, affolés, à qui on a inculqué une psychose de bêtes traquées et que l'on a réussi à entraîner dans les horreurs de l'O.A.S.

D'autre part, il est certain que les couches algériennes pouvant entrevoir une possibilité de cohabitation avec la population européenne et un espoir de construire avec elle une Algérie nouvelle débarrassée du régime colonial étaient très, très minces. L'immense majorité des Algériens vivait dans les montagnes, dans les campagnes les plus pauvres. Ces millions de montagnards, de fellahs, d'ouvriers agricoles auxquels il faut ajouter les habitants des bidonvilles entourant les grandes cités se trouvaient dans une situation économique, sociale, culturelle, humaine absolument catastrophique. Tous ces gens ne pouvaient avoir qu'une aspiration : en finir par tous les moyens avec la faim, la misère globale, l'analphabétisme, les injustices, l'indignité de leur condition. Ils n'avaient que trop supporté l'étalage de toutes les richesses exposées à leur vue et qui constituaient une insulte à leurs souffrances.

L'Islam était pour eux, non seulement le moyen d'affirmer leur identité culturelle, et nationale, mais aussi un refuge, une raison d'espérer, un moyen de lutter. Ce sont eux, essentiellement, qui mèneront le combat et formeront la masse des combattants. Leur victoire ne pouvait être que celle d'une Algérie résolument orientée dans le sens de leurs racines historiques, sociologiques, dans le sens de la civilisation arabo-islamique.

La radicalisation des deux ethnies en deux camps farouchement opposés rendra impossible toute perspective de vie commune.

Seul, dans chacun des deux groupes, les individus les plus éclairés, en particulier les communistes, lutteront jusqu'au bout contre le régime colonial, pour une Algérie indépendante dans la fraternité de tous ses habitants. Mais ils ne pouvaient être qu'une petite minorité, ils n'en sont que plus méritants.

Le fait d'être militaire ne m'empêchait pas de garder le contact avec les camarades. Je voyais souvent mes amis du Comité Amsterdam Pleyel. En avril 1934, Georges Moureaux fut recruté par la Marine et remplaça Jean Benne venant d'être libéré. Moureaux était un militant antifasciste actif, socialiste de tendance pivertiste (Marceau Pivert animait alors un groupe gauchiste au sein du Parti Socialiste). Nous sympathisions à Amsterdam Pleyel et nos relations devaient se prolonger pendant plusieurs années.

Nous avons gardé un souvenir commun de cette époque, se rapportant à un fait historique. Profitant d'une permission de nuit, tous deux, aidés du jeune frère Moureaux, nous avons couvert d'inscriptions les murs du quartier du Télemly et du boulevard Saint Saëns : « A bas le fascisme », « A bas Mussolini », « A bas la guerre d'Ethiopie », « Vive le peuple éthiopien ». Les troupes italiennes avaient, en effet, attaqué ce peuple africain qui résistait héroïquement. Il s'agissait de marquer notre solidarité envers les Ethiopiens victimes d'une agression fasciste.

Il m'est arrivé aussi quelques fois, mais avec beaucoup de prudence, d'assister à des réunions tenues au nouveau siège du Parti, un petit magasin du 66 rue de Lyon, à proximité du Champ de Manœuvre.

Là, vers la fin de mon service militaire, j'ai fait la connaissance de Jean Barthel, de son vrai nom Jean Chaintron. Il avait été envoyé par les Camarades de Paris pour aider à l'organisation du Parti, qui, dans cette période, allait connaître une progression spectaculaire, notamment dans les quartiers de Belcourt, et de Bab El Oued. Barthel fut bientôt très populaire et joua un grand rôle jusqu'aux élections de 1936.

Au 66, j'ai rencontré aussi un jeune menuisier tourangeau. Je le revois encore, mince, brun, un peu voûté, les cheveux frisés, vêtu d'un bleu de travail. Je devais retrouver à Paris ce militant d'une fidélité à toute épreuve, modeste et si gentil. Elie Mignot occupait en 1947 un poste de responsabilité au sein de la Section Coloniale du Parti Communiste Français et étudiait plus particulièrement les problèmes concernant l'Afrique du Nord. Au moment où j'écris ces lignes, Elie, malgré son âge et son état de santé ébranlé par tant d'années éprouvantes, continue à apporter sa contribution à la vie du Parti, le faisant bénéficier de sa riche expérience. Quel Parti peut-il s'enorgueillir de posséder de tels militants lui ayant tout sacrifié, tout au long de leurs vies, ayant accepté les pires dangers physiques, une vie matérielle parfois à la limite de la misère ?

Quand j'entends parler de « Carriériste » pour ce qui concerne le P.C.F., je ne puis contenir mon indignation. Faire « carrière » ne signifie-t-il pas s'incruster dans un « appareil », intriguer pour parvenir, aux postes les plus élevés, dans un but lucratif ? S'élever toujours plus haut pour gagner davantage tant sur le plan matériel qu'honorifique. Des hommes comme Mignot sont exactement le contraire de cela : leur vie militante n'est faite que de fidélité, dévouement et sacrifice. C'est cas de la majorité des communistes permanents et élus que j'ai eu l'occasion de connaître à Paris ou ailleurs.

CHAPITRE VII

EN KABYLIE LE FRONT POPULAIRE

A la mi-octobre 1935, je revenais à la vie civile. Je ne tardai pas à apprendre ma nomination à l'école de garçons de Tizi-Ouzou au titre d'instituteur adjoint.

Bien entendu, il s'agissait toujours de l'enseignement des Européens. Je fus affecté au Cours préparatoire. Ma classe comprenait une trentaine de bambins de 6 ans à qui je devais apprendre à lire, écrire et compter jusqu'à 100. Il s'y trouvait un certain nombre de petits Algériens, fils de quelques familles privilégiées.

L'école comprenait cinq classes et scolarisait intégralement tous les enfants européens de la ville.

Il existait une « école de garçons indigènes » dans le quartier dit « la Tribu » où vivait la plus grande partie de la population Kabyle de Tizi-Ouzou. Situation exceptionnelle, il y avait aussi une « école de filles indigènes ».

Malheureusement, ces deux écoles ne scolarisaient qu'une proportion infime des enfants kabyles de l'agglomération. Et encore, faut-il noter l'effort particulier qui avait été fait en Kabylie où le niveau de scolarisation était relativement plus élevé que dans les autres régions du Pays. Il faut voir dans cette orientation de l'Administration coloniale un dessein politique bien précis : il s'agissait de promouvoir des cadres moyens d'origine Kabyle utilisés sur l'ensemble du territoire algérien. Ainsi, une forte proportion des instituteurs algériens étaient Kabyles. C'est une application de la fameuse formule : « Diviser pour régner. »

On ne peut pas nier l'originalité Kabyle [1] la spécificité de ce peuple sédentaire replié dans ses montagnes au cours de son histoire, fier, indépendant. Il est porteur de traditions séculaires nées dans la nuit des

---

1. La Kabylie se situe à une centaine de kilomètres à l'est d'Alger. Elle est essentiellement montagneuse. La chaîne du Djurdjura possède l'un des monts les plus élevés d'Algérie, le Lella-Khedidja (2 307 m). La Kabylie est très peuplée, les populations vivent dans des villages souvent plantés sur des pitons et des crêtes. La Grande Kabylie, avec Tizi-Ouzou, occupe le territoire le plus montagneux. La Petite Kabylie, plus étendue, avec le port de Bougie, est un peu moins accidentée.

temps puisque les Kabyles sont les descendants des Berbères vivant en Algérie depuis l'époque préhistorique. Ce peuple a su maintenir sa langue, sa civilisation, sa mentalité démocratique qui se trouvait codifiée dans les « Kanouns », recueil de règles organisant la vie collective des villages, des groupements.

Cependant, malgré sa spécificité, le Peuple Kabyle se sent profondément algérien. Il est islamisé. Il a mené des combats farouches contre l'envahisseur français tout au long du XIXe siècle.

L'administration coloniale ne réussira pas à l'opposer aux autres populations algériennes et c'est en Kabylie que la lutte armée a été la plus acharnée de 1954 à 1962.

Malgré cette politique administrative, de très nombreux villages Kabyles étaient dépourvus d'écoles et la grande majorité des enfants n'étaient pas scolarisés.

Tizi-Ouzou, capitale administrative de la Grande Kabylie, de par la géographie de l'agglomération était le type même de la ville coloniale. L'axe du centre ville était la route d'Alger-Bougie, à l'endroit où elle franchit le col des Genêts ou Tizi-Ouzou en langue Kabyle. Parallèlement et perpendiculairement à cet axe, on avait tracé des rues bordées de maisons de dimensions moyennes. La partie urbanisée de la ville devait comprendre, en 1935, quelques huit cents à mille Européens, fonctionnaires, commerçants, artisans, très peu d'ouvriers. On y trouvait aussi quelques centaines de Kabyles eux-mêmes commerçants, artisans ou fonctionnaires. C'était administrativement la Commune de plein exercice de Tizi-Ouzou.

Il s'agissait, en somme d'un gros village dans lequel existait une certaine confraternité locale. Tout le monde se connaissait. Néanmoins, il existait bien sûr une classe de notables qui se jugeaient bien au-dessus du commun et affectaient un paternalisme bienveillant tout au moins tant qu'on ne touchait pas à leurs privilèges ou à leurs intérêts.

Jusqu'à un certain point, étaient admises dans cette confraternité quelques familles Kabyles riches dont certaines d'ailleurs étaient « francisées ». Les missions catholiques installées dans la région avaient réussi à faire quelques dizaines d'adeptes parmi la population autochtone. Elles les avaient scolarisées et beaucoup de convertis étaient parvenus à un niveau social assez élevé ; on y comptait des avocats, des médecins, des enseignants. Cette francisation n'allait pas jusqu'à la fusion totale, les mariages mixtes franco-Kabyles n'ont été qu'exceptionnels.

En réalité, la majorité des Européens se cantonnait dans un comportement raciste à l'égard de tous les Kabyles. Certes, dans les relations avec les notables Kabyles, on faisait assaut de politesse, on traitait des affaires. Mais, lorsqu'ils se retrouvaient entre eux, ces Européens ne manquaient pas d'aborder l'un ou l'autre de leurs dadas. Selon eux, « on ne pouvait pas faire confiance aux Kabyles quels qu'ils soient. Tous ne songeaient qu'à chasser les Français ». « Même l'instruction ne modifie pas leur mentalité atavique : ne voit-on pas couramment des intellectuels

Kabyles revenus au village pour y mener la vie ancestrale parmi les leurs ! » Un argument de ce type (et il s'en trouvait bien d'autres) était surtout un alibi permettant de justifier la supériorité des Européens à l'égard d'Autochtones bénéficiant d'un niveau culturel et social plus élevé. C'était aussi la négation de la réalité d'une culture, d'une civilisation Kabyle, d'un passé historique que défendaient jalousement, et à juste titre, les enfants du pays.

Cette idéologie colonialiste largement répandue chez les Européens, faisait que beaucoup d'entre-eux, même parmi les plus ignares et les plus socialement déclassés, étaient persuadés de leur supériorité innée relativement aux Algériens. C'est une des gloires des Communistes d'avoir battu en brêche des croyances aussi stupides que dangereuses grâce, en particulier, à leur journal *La Lutte Sociale* et plus tard à *Alger Républicain.*

Si les Européens habitaient la cité urbanisée avec ses rues bordées de trottoirs, ses égoûts, son éclairage, sa fourniture d'eau aux robinets des maisons, par contre, la grande masse des Kabyles se trouvait à la « Tribu ». Ce quartier était situé sur les hauteurs constituant les premières pentes du Sidi-Beloua, montagne dominant Tizi-Ouzou.

Là, de petites maisons étaient implantées dans un ordre relatif, la plupart délabrées, mal construites. Les ruelles sans revêtement étaient étroites, tortueuses, un filet d'eau nauséabonde coulant souvent en leur milieu. Des bandes d'enfants pieds-nus, vêtus de loques, piaillaient, se poursuivaient. La volaille picorait un peu partout. Des chiens faméliques aboyaient aux passants. Aux points d'eau, fontaines avec abreuvoir, des femmes Kabyles venaient remplir leurs cruches qu'elles emportaient sur la tête, aucune maison en possédant l'eau courante.

Là, s'amoncelait une population de plusieurs milliers d'habitants dont les ressources étaient souvent très aléatoires. On devinait la misère sous tous ses aspects.

Pour des Européens ayant un peu de cœur, il n'était pas possible de se sentir à l'aise dans un tel environnement. Tous auraient dû se trouver culpabilisés par ce spectacle. Seuls, les anticolonialistes pouvaient connaître une telle réaction et y trouver des forces accrues pour mener leur lutte. Par contre, les autres trouvaient cela normal se forçant à penser que la misère était dans la logique des sociétés autochtones, qu'elles avaient toujours vécu ainsi, qu'elles s'y complaisaient et ne faisaient rien pour en sortir !

Au contact des masses algériennes, quant au fond, les Européens étaient inquiets. Ils traitaient les Kabyles de racistes, de fanatiques. Il est vrai, que ces populations opprimées, bafouées n'étaient pas exemptes, à l'occasion, de manifester des attitudes hostiles. Cela s'exprimait de mille manières, et quelquefois, les enfants, par leurs moqueries, leur agressivité lorsqu'ils se trouvaient en bandes étaient les meilleurs reflets des sentiments réels de leurs parents.

La commune mixte de Tizi-Ouzou regroupait tous les villages environnants. Elle comprenait environ cent mille habitants. Ces villages

s'accrochaient aux pentes des montagnes entourant la ville, parfois même, ils étaient perchés sur les sommets ou sur les crêtes. Les terres cultivables étaient très rares.

Il était pitoyable de voir les paysans, courbés sous de lourds couffins de terre, remontant les pentes abruptes pour reconstituer un champ minuscule, situé sur la hauteur.

Cette importante concentration humaine ne disposait donc que de ressources dérisoires, chaque famille ne récoltait qu'une quantité infime de figues, d'olives, de fèves, de bechna (millet) et ne possédait que quelques poules et quelques chèvres. Leur nourriture essentielle consistait en galettes de millet trempées dans l'huile d'olives. Quelques figues sèches venaient compléter le menu. Pour les jours fastes, elles se régalaient avec du couscous.

Il y avait des étendues de bonnes terres assez importantes dans les vallées de l'Oued Sebaou, de l'Oued Aïssi et à proximité de la ville : mais elle appartenaient à des Européens. Elles avaient été confisquées, par les Autorités, à la fin du XIXe siècle, et attribuées à des colons et aussi des Missions catholiques.

Pour ces cent mille habitants de la commune mixte de Tizi-Ouzou, il n'existait que quelques chambres réservées dans l'hôpital militaire dont la vocation était de soigner les soldats cantonnés dans le bordj situé sur une colline jouxtant la ville. L'hôpital se trouvait d'ailleurs parmi les casernements. Il ne pouvait recevoir que quelques malades ou blessés civils.

Il n'y avait que deux médecins à Tizi-Ouzou. Dans ces conditions, il n'est pas difficile de deviner quel pouvait être l'état sanitaire des populations environnantes, la « Tribu » comprise !

Avant de rejoindre Tizi-Ouzou, je m'étais rendu au siège du Parti, à Alger, où j'avais trouvé Barthel. Je venais demander des adresses de camarades. Il me fit un mot pour le communiste qui assurait la liaison avec le Parti.

C'est ainsi que quelques jours après mon installation, je descendais l'avenue de la Gare et me présentais devant le petit magasin et le petit atelier du camarade Caracéna.

J'y trouvai trois hommes clouant des semelles sur des tiges et confectionnant ainsi des sandalettes qui s'accumulaient à même le sol. Le plus âgé, me paraissait se trouver dans la cinquantaine ; à ses côtés, assis sur de petites chaises, s'activaient deux jeunes hommes de mon âge. Je me présentai et remis la lettre au père Caracéna qui la lut attentivement. Après un moment de réflexion et un court silence, il me tendit la main et me fit asseoir puis me présenta ses fils Marceau et Univers.

Il me fit part des difficultés qu'il connaissait à Tizi-Ouzou pour faire pénétrer nos idées, se heurtant à l'hostilité quasi générale des Européens et éprouvant bien du mal à communiquer réellement avec la masse Kabyles.

Je devais retourner souvent dans le petit magasin-atelier. J'appris ainsi à connaître ce personnage remarquable qu'était le camarade Caracéna.

Autodidacte, il était parvenu à une compréhension claire des problèmes historiques et philosophiques. Il n'avait reçu qu'une instruction de base rudimentaire car son père avait dû fuir la répression du régime réactionnaire espagnol de son époque [2]. La famille avait débarqué en Algérie dans les premières années du siècle. Encore enfant, Caracéna, avait dû se mettre au travail pour aider à la subsistance des siens. Il avait suivi la tradition progressiste et humanitaire, avec une teinte anarchisante, de son père. Il lisait tout ce qui lui tombait sous la main, adorait la discussion dans laquelle il excellait, usant d'images, d'aphorismes. Dès son adolescence, il adhéra au Parti Socialiste de Jaurès qui avait des ramifications en Algérie.

Après le Congrès de Tours, en 1920, il resta fidèle à la majorité et devint membre du Parti Communiste : il le restera jusqu'à sa mort.

La situation à Tizi-Ouzou était très difficile. Il lui fallait un grand courage politique pour proclamer ouvertement et en toutes occasions ses convictions communistes et anticolonialistes. La communauté européenne lui était unanimement hostile. Avec la mentalité étroite qui la caractérisait, il est facile d'imaginer les malveillances, les menaces, dont il avait à souffrir.

Mais sa fermeté politique s'appuyait sur une forte personnalité. Il veillait à ne donner prise à aucune critique. Cette volonté de ne fournir aucun argument à ses adversaires le rendait dur vis-à-vis de ses enfants, de sa famille qu'il voulait irréprochables sous tous les aspects.

Alors que sa petite industrie aurait pu se développer considérablement, car il y avait une forte demande, il avait toujours refusé d'embaucher des ouvriers pour ne pas avoir à les exploiter.

Il a été pendant plusieurs décades le pivot du mouvement communiste dans la région. Le petit magasin-atelier était un véritable club. Il ne se passait pas un jour sans qu'un ou plusieurs sympathisants ou camarades viennent s'y asseoir pour y discuter, commenter les nouvelles, se procurer la *Lutte Sociale* ou des brochures. Les conversations allaient bon train et ce n'étaient pas des paroles inutiles car ce qui y était dit allait se répercuter, parfois jusque dans les villages lointains du Djurdjura.

Tous les dirigeants du mouvement communiste algérien sont passés chez le père Caracéna, y ont été hébergés : Beni Ali Boukort, Barthel, Djemad, Amar Ouzegane, Larbi Bouhali.

Devenus adolescents, les deux fils aînés Marceau et Univers ont aidé leur père dans ses tâches militantes : vente de la « Lutte Sociale », collage d'affiches, distribution de tracts, y compris dans les villages des environs. Pour apprécier ce que représentait alors ce travail politique, il faut se replacer dans l'atmosphère de cette époque, celle des décrets d'exception

2. Au cours d'une éphémère phase libérale de l'histoire espagnole, on lui avait confié la direction de la prison d'Elche, sa ville natale. Il avait aussitôt ouvert les portes de toutes les cellules où se trouvaient des politiques et des petits délinquants bien souvent victimes d'abus de pouvoir. Aussi dès que les monarchistes reprirent les rênes en mains, ce qui ne tarda pas, il lui fallut s'expatrier afin d'échapper à une arrestation certaine.

Régnier déjà cités, de l'accentuation de la répression policière. Il fallait braver tout cela dans le cadre d'une petite ville coloniale. Comment ne pas rendre un hommage ému d'un tel militant et à sa famille.

Bien plus tard, le déroulement de l'histoire amènera le père Caracéna à quitter l'Algérie en 1964, avec d'immenses regrets ; il s'éteindra à Aix-en-Provence à l'âge de 85 ans avec sa carte du P.C.F. dans la poche.

Mais ce départ, à mon avis, ne doit pas être considéré comme une défaite. Loin d'avoir été inutile, toute sa vie a consisté à semer la bonne graine. Dès maintenant, on peut dire, que les idées répandues par des hommes comme Caracéna, portent leurs fruits. Ce n'est pas par hasard si l'Algérie indépendante, s'oriente dans une voie anticapitaliste et s'est fixée comme objectif l'édification d'une société socialiste.

Cette idée du socialisme, bon moyen pour l'Algérie de parvenir à une réelle indépendance et de réussir le passage très difficile d'une situation coloniale à celle d'un Pays vraiment indépendant, a été propagée là-bas par des hommes comme Caracéna. Ils ont été les premiers à le faire, dès les années 1920. Durant de nombreuses années, ils ont été seuls à proposer l'alternative socialiste comme solution au problème algérien.

C'est un fait historique qu'il serait injuste de sous-estimer.

J'arrivais à Tizi-Ouzou marqué par l'atmosphère de lutte antifasciste qui régnait dans les milieux progressistes d'Alger. Je n'eus aucune peine à convaincre les Caracéna de tenter de créer un mouvement en Kabylie. Après bien des discussions, il fut convenu de prendre contact avec la Loge maçonnique, seule organisation de gauche existante dans la localité. C'est ainsi que nous rendîmes visite au vétérinaire du lieu, Monsieur Cassagne. Ce fut très positif.

Les Croix de feu étaient très actifs dans la région et les francs-maçons se sentaient menacés car ils constituaient l'une des cibles choisies par les fascistes. Les pourparlers aboutirent rapidement.

Au début de 1936, un Comité de Front Populaire se constitua. On me demanda d'en assurer le secrétariat, ce que j'acceptai. Avec les francs-maçons, nous touchions un nombre assez important de fonctionnaires européens, un avocat Kabyle, Maître Ouahyoun et aussi des instituteurs Kabyles. Du côté communiste, avec les Caracéna, nous amenions quelques ouvriers journalirs des P.T.T. et des cheminots. Le comité comprenait aussi quelques enseignants progressistes.

Pendant les quelques mois d'existence du Comité, une grande sympathie régna dans le groupe. Tous étaient vraiment unis dans la volonté de résister au danger fasciste particulièrement présent dans la région puisqu'il s'appuyait sur les colons, sur une majorité d'Européens de droite, sur la police et l'administration coloniale.

Nous nous réunissions régulièrement, échangeant des informations, imaginant des dispositions de défense en cas d'attaque fasciste. Nous avons même projeté de couper la route d'Alger au cas où une descente des colons de tout l'Algérois sur la capitale se produirait !

Plusieurs meetings furent organisés à Tizi-Ouzou, dans la salle des fêtes avec le concours d'orateurs venus d'Alger. Nous sommes arrivés à rassembler plus d'une centaine de participants : petits fonctionnaires, ouvriers, Européens et Kabyles.

J'ai gardé le souvenir précis de l'un des orateurs algérois qu'il me fut donné de présenter au public. Il s'agissait d'Albert Camus : silhouette mince, l'air fatigué, malade. Il fut hébergé chez Caracéna où nous avons pu avoir un long entretien avec lui. Avec son long manteau pendant, élimé (nous étions en hiver), tout, en lui marquait une vie matérielle frisant la misère. Conversation bien sûr très intéressante, mais personnellement, je le trouvais insuffisamment optimiste, et pas assez réaliste.

Pouvait-on deviner, à ce moment-là, que nous avions devant nous un futur prix Nobel de littérature ! il était alors membre du Parti Communiste.

Les succès obtenus à Tizi-Ouzou même nous avaient incités à élargir notre activité à toute la région Kabyle. Nous trouvâmes des démocrates décidés à agir à Fort-National, Dellys, Mirabeau etc. Nous organisâmes des réunions publiques à Dellys, Bordj Ménaïel, les Issers. Celle de Bordj était particulièrement risquée car c'était un fief Croix de feu parmi des colons virulents. La réunion avait été bien préparée sur place, par mon ami Georges Mercer, alors instituteur dans cette localité dont il était originaire. Il lui fallait un sacré courage pour se mettre ainsi en vedette dans un tel environnement.

Ce fut un franc succès. Nous étions certes venus nombreux de Tizi-Ouzou, de Ménerville (Centre cheminots), de toute la région. Mais un nombre inattendu d'habitants du village avait répondu à notre appel dont beaucoup d'Algériens. Ce jour-là, c'était Charlier, professeur de Droit à la Faculté d'Alger qui fut l'orateur principal. Il sut s'adapter à son auditoire et le meeting se termina dans un grand enthousiasme.

Je pense qu'il est difficile, pour ceux qui n'ont pas connu le bled algérien de cette époque, d'imaginer tout ce qu'un tel événement avait d'incroyable. Les Croix de feu n'avaient pas bougé, tout s'était passé sans incident.

Mercer nous dit qu'il avait craint le pire et d'après lui, cela aurait été impossible quelques semaines auparavant. Nous étions en fin mars 1936 et l'écho de la montée du mouvement populaire auquel participaient de plus en plus les masses algériennes des villes, retentissait jusque dans les villages de colonisation. Les colons s'étaient terrés.

Si l'on pouvait se permettre de rêver. Si... Si le Front Populaire, si les communistes avaient pu concrétiser les immenses espoirs surgis au cours de ces mois inoubliables, quel aurait été le chemin pris par l'Algérie ? Sans doute pas celui devant aboutir aux terribles combats des années 1954-1962 !

Mais les si ne font pas l'histoire et il faut être réaliste.

Nous devions connaître les faiblesses, les abandons du Gouvernement

Léon Blum, et le contexte international qui devaient conduire à la guerre mondiale.

Cruelle déception !

A Tizi-Ouzou, l'on m'avait confié aussi le secrétariat de la sous-section du Syndicat National des Instituteurs. La majorité des adhérents était des collègues Kabyles, pour la plupart en poste dans des écoles de village. Cette responsabilité m'a permis une connaissance enrichissante de ce milieu enseignant Kabyle de l'époque. Une grande amitié ne tarda pas à me lier à des collègues comme Métref, Senhadj qui était trésorier du groupement, etc. Leur grande gentillesse, leur profond sens de l'hospitalité étaient touchants.

Métref en particulier, quoique franc maçon, était un bon sympathisant communiste. Nous nous retrouvions pratiquement tous les dimanches chez moi ou chez Caracéna. Très souvent, nous organisions des promenades dans la montagne, le Sidi Beloua, la Fontaine des Orangers, etc.

Jusqu'à cette époque, leurs aspirations étaient exprimées par un petit journal « La Voix des Humbles » auquel collaborait Métref. Pour l'essentiel, ils y dénonçaient les injustices dont ils étaient victimes et les atteintes à leur dignité. Ainsi, quoique pourvus des mêmes diplômes que les Européens, les directions d'école leur étaient interdites. Dans les Communes mixtes, ils étaient en butte aux vexations des administrateurs et de leurs subordonnés.

Ils ne possédaient aucun droit politique ; ils n'avaient pas le droit de chasse. Ils étaient des « Indigènes » et comme tels tributaires du Code de l'« Indigénat », ils n'avaient droit qu'à quelques égards... à la condition de se montrer soumis et déférents.

Tous étaient profondément marqués par la Révolution française de 1789. Voltaire, Rousseau, Diderot, etc. étaient leurs auteurs préférés.

On leur offrait certes la citoyenneté française, mais il fallait qu'ils la sollicitent et qu'ils attendent qu'on veuille bien la leur octroyer, à condition, bien sûr qu'ils fassent preuvent de « bon esprit ».

La quasi totalité des intéressés considérait cette offre comme une atteinte à leur dignité d'homme et d'Algérien, aussi le nombre de naturalisés fut infime.

Cependant, les revendications de la « Voix des Humbles » paraissaient bien modestes. Elles s'inscrivaient toutes dans le cadre d'une Algérie française. Nos collègues réclamaient essentiellement l'égalité des droits, y compris celui de vote, compte tenu de leur niveau culturel et de leur situation sociale. Cela leur fut toujours refusé.

Tout ceci explique les grands espoirs qu'avait fait naître chez eux le Front populaire, héritier de la grande Révolution française.

Après 1936 et surtout après 1945, il est clair que de telles revendications auraient paru bien puériles car elles excluaient la grande majorité des Algériens pratiquement analphabètes et gommaient le fait national.

Peut-on reprocher à ces instituteurs leur attitude de cette époque ? Certainement pas. Il faut la placer dans le contexte du moment. D'ailleurs leurs désillusions seront totales et ils rejoindront, pour la plupart d'entre eux, le mouvement national algérien, surtout à partir de 1945.

Les élections législatives du printemps 1936 devaient refléter l'ampleur du mouvement populaire. Dans notre région de Kabylie, le candidat unique de la gauche recueillit la majorité des suffrages du collège européen, battant son adversaire Croix de feu. Dans le collège « indigène » au nombre d'électeurs très restreint, notre Camarade Ben Ali Boukort obtint un nombre important de voix.

Le soir des élections, un cortège enthousiaste parcourut les rues de Tizi-Ouzou : les colonialistes étaient attérés, barricadés chez eux.

Ils ne devaient pas tarder à être rassurés par les premières déclarations du nouvel élu, un nommé Guastavino, qui, en fait, n'avait fait que piper les voix populaires, sans aucune intention de tenir la moindre promesse électorale.

Un incident grave qui se produisit après les élections et dont la nouvelle se répandit dans la population Kabyle, eut, je pense, valeur de symbole. Des agents des impôts européens s'étaient rendus dans divers villages des environs pour y exiger le paiement immédiat de certaines redevances. Ils trouvèrent des contribuables absolument misérables, incapables de verser le moindre centime. N'ayant rien de valable à saisir, ils se permirent de « punir » d'une manière sauvage ces gens coupables d'être trop pauvres. Ils les obligèrent à ouvrir leurs jarres contenant leur provision de figures sèches, qu'ils arrosèrent de pétrole. Ces figues constituaient les seules réserves permettant aux malheureux de subsister jusqu'aux prochaines récoltes. Ce que ces messieurs savaient fort bien.

La cellule de Tizi-Ouzou dénonça ce scandale colonialiste par un article paru dans la « Lutte Sociale ».

Or, et c'est pourquoi j'y vois un symbole : les agents des impôts en question étaient membres actifs du Comité de Front populaire sous les ordres d'un receveur très proche lui aussi du Comité !

Pour toute une couche d'Européens du genre de ceux-ci, le Front populaire n'était qu'un épisode, ils acceptaient l'alliance, jusqu'à un certain point, avec des Algériens, mais uniquement pour la défense de leurs intérêts catégoriels menacés par les ligues factieuses. Il n'était pas question, pour ces Européens de mettre fin au régime colonial.

C'est à Tizi-Ouzou que je rencontrai la compagne qui ne me quittera plus, celle qui partagera toutes mes joies et toutes mes peines devenues communes à notre couple. Elle est la fille du Camarade Caracéna, Liberté Caracéna qu'avec tous nos amis j'appellerai Lili.

Au moment où j'écris ces lignes notre couple a quarante-neuf ans d'existence. Il est plus uni que jamais. Certes, nous avons connu bien des tempêtes, et la santé de Lili en a beaucoup souffert. Et je lui suis reconnaissant de tous les sacrifices qu'elle a dû accomplir pour parvenir à élever au mieux nos trois enfants, dans les moments difficiles. J'espère surtout que les séquelles qui en subsistent s'estomperont et s'effaceront au plus vite.

CHAPITRE VIII

AVEC LES PECHEURS DE BOU-HAROUN LA DRÔLE DE GUERRE

Au mouvement de juin 1936, je fus nommé à Hussein dey.

Quand nous nous y rendîmes, début juillet, pour y chercher un appartement, nous trouvâmes cette petite agglomération de banlieue en pleine effervescence. Des drapeaux rouges garnissaient toutes les entreprises de la localité. Des banderolles étaient tendues en travers des portes d'entrée : on y lisait : « Usine occupée », « Vive la C.G.T. ». Les ouvriers et ouvrières se trouvaient partie à l'intérieur, partie à l'extérieur, parfois, à califourchon sur les murs de clôture. Sur leurs visages se lisaient la joie et la confiance.

Quelques jours plus tard, nous retrouvions la même atmosphère à Marseille où nous assistâmes au grand défilé populaire du 14 juillet. Une mer humaine surmontée de drapeaux et de banderolles descendait la Canebière.

C'est ainsi que débuta notre voyage de noce en Provence, à Nice.

La période qui recouvre les deux années passées à Hussein dey ne me laisse que des souvenirs confus. 1937-1938. Ce sont à la fois les premières expériences de la vie de ménage, les déceptions provoquées par les abandons du Gouvernement de gauche, notamment le refus du soutien efficace aux Républicains espagnols, les doutes et le trouble nés de la fréquentation de milieux gauchistes très agissants dans les auberges de la Jeunesse.

Du Front populaire était né l'engouement pour le camping, les randonnées à travers les sites algériens si variés et si merveilleux. Les déplacements se faisaient à pied ou à bicyclette, sac au dos. On plantait la tente de deux places à la tombée de la nuit pour repartir au petit jour.

Nous avons campé ainsi dans les espaces boisés bordant les plages de Sidi Ferruch, dans les massifs de l'Atlas Blidéen. Puis, les déplacements se sont faits plus lointains : périples à bicyclette depuis Alger jusqu'à Bône, soit environ 1 200 km aller et retour, à travers Grande et Petite Kabylies et le Constantinois, étapes dans le Djurdjura, la montagne algérienne la plus élevée. Nous avons même parcouru le Sud Algérien, campant dans les ruines romaines de Timgad, les gorges d'El-Kantara, les palmeraies de Biskra, Touggourt et Tébesbest, sur la piste d'El Oued.

Au sein des Auberges de la jeunesse, s'était formée une petite équipe. Les plus proches de nous furent les Monacelli : Emile (plus tard, il préfèrera reprendre son vrai prénom Jean) et Raymonde.

Et bien entendu, les soirées se passaient en interminables discussions autour d'un feu de camp jusqu'aux heures les plus avancées de la nuit. Tous les problèmes du moment étaient débattus, chacun les appréciant, selon son tempérament, ses impulsions et sans grandes connaissances de bases théoriques ou historiques. Débats vains, sans issue et sans conclusion pratique pour une action véritable.

C'est qu'à cette époque, en ce qui me concerne et c'était aussi le cas de Mona, nous n'avions aucune formation idéologique sérieuse. Notre adhésion au Mouvement communiste n'avait été et demeurait uniquement sentimentale. Nous étions venus au parti qui luttait contre l'injustice. Nous n'avions lu et encore moins étudié aucun ouvrage fondamental nous ayant permis une connaissance suffisante du marxisme, du matérialisme historique, du contenu réel de la lutte menée par les communistes.

Je m'étais éloigné du Parti que je ne devais retrouver qu'après juillet 1940 alors qu'il était devenu clandestin.

1938 fut pour nous une année marquée d'événements importants. Ce fut en août la naissance de nos deux magnifiques petites jumelles : Colette et Ginette, nos deux premiers enfants. Il nous fallut faire l'apprentissage de chargés de famille et cela ne fut pas une expérience facile.

En octobre de cette année, nous nous installâmes dans l'appartement de fonction de l'école de garçons de Bou-Haroum où je venais d'être nommé. C'était un petit village de pêcheurs situés à 50 km à l'ouest d'Alger. Nous devions y séjourner quatre années.

Notre installation se fit sous un mauvais présage : à peine arrivés, je reçus un ordre de rappel sous les drapeaux et je dus rejoindre le dépôt de la Marine à Alger. C'était l'époque des fameux accords de Munich. Nous ne fûmes même pas habillés et quelques jours après, je retournai à la maison.

Mais 1939, devait nous apporter le pire des malheurs. En février de cette année-là, nous perdîmes la petite Ginette à la suite d'une grave maladie et d'erreurs de soins. Ce fut pour nous une terrible épreuve que nous surmontâmes difficilement... La petite Colette avait été malade elle aussi ; fort heureusement, elle guérit et elle fut notre consolation.

En mai 1939, nouvelle inquiétude. J'étais de nouveau rappelé sous les drapeaux ; cette fois-ci nous fûmes habillés et je restai au dépôt des Equipages de la Flotte pendant près d'un mois. Puis, de nouveau, retour au foyer.

Le 1er juillet, nous partions pour deux mois chez des paysans dauphinois que nous avions connus en 1937, alors que nous campions dans leur pré. Nous n'oublierons jamais les Jargot, de très braves gens, catholiques, très pratiquants, très humains et très ouverts aux idées de justice sociale. Nous avions conquis leur sympathie et au cours de conversations de tous les jours, ils ne tardèrent pas à nous faire part de leur surprise : avant de faire notre connaissance, jamais ils n'auraient pu

supposer que des communistes puissent se comporter comme nous le faisions avec eux. Ils découvraient que nous avions une morale, une foi parfaitement respectables, que nous étions des gens honnêtes, francs et généreux.

Ils s'imaginaient les communistes selon « le modèle » qu'ils avaient sous les yeux, dans le village. Il s'agissait, en réalité, d'un marginal, révolté, beaucoup plus que révolutionnaire, usant d'outrances et d'invectives.

Les Jargot avaient de nombreux enfants. L'un deux, était destiné à la Prêtrise, son entrée au séminaire était décidée. Or, j'ai eu l'heureuse surprise d'apprendre dans les années 1970, qu'il avait été élu sénateur communiste de l'Isère. Peut-être notre séjour à la ferme a-t-il aidé à préparer son cheminement ?

Notre séjour à la Folatière fut écourté : à la fin août, je reçus un télégramme annonçant ma mobilisation.

Une fois de plus, je me retrouvai à la Caserne Pelissier, caserne des Marins.

Mais cette fois-ci, c'était la guerre.

Mes confusions, mes hésitations nées de nos fréquentations au sein des Auberges de la Jeunesse, notre installation à Bou Haroun, nos préoccupations familiales m'avaient tenu hors du Parti. C'est ainsi qu'un événement aussi important que la naissance du Parti Communiste Algérien passa pratiquement inaperçu à mes yeux.

Cependant, avec les amis comme Monacelli, avec mes beaux-frères, nous suivions avec angoisse, les événements internationaux. Nous avions bien compris le sens et la portée des accords de Munich. Nous étions persuadés que les pourparlers traînant en longueur entre l'Union Soviétique et la France et l'Angleterre, n'aboutiraient pas. Pour les dirigeants de ces deux derniers pays, l'ennemi principal était l'U.R.S.S. et leur dessein était d'aboutir à un conflit entre l'Allemagne et la Russie dans la perspective d'écraser le communisme, d'où toutes les concessions faites à Hitler, dont les plus connues sont les accords de Munich en septembre 1938.

Aussi le Pacte Germano-Soviétique de 1939, nous apparut comme une initiative soviétique destinée à déjouer la manœuvre et à gagner du temps ; nous ne fûmes donc pas tellement surpris et nullement choqués.

Quand la guerre éclata, nous étions absolument certains que l'U.R.S.S., ne tarderait pas à entrer dans la lutte contre l'Allemagne nazie, d'une manière ou d'une autre.

Après quelques jours passés au dépôt, je reçus une affectation que l'on m'ordonnait de rejoindre immédiatement. Et c'est ainsi qu'un jour de fin septembre 1939, je me présentai devant mon chef militaire : je me trouvai, en face d'un amiral ! Très gentiment il me fit asseoir, et m'expliqua ce qu'il attendait de moi, après m'avoir, en quelques mots, donné quelques informations concernant son service. Puis, il appela son adjoint, le Commandant Laffont et le chargea de régler les détails de mon utilisation.

Je devais rester là jusqu'à ma démobilisation, en juillet 1940, ma famille m'avait rejoint à Alger où nous avions sous-loué un petit appartement.

Après la débâcle, nous nous réinstallâmes à Bou Haroum.

Nous allions connaître pendant plus de deux ans la honte du régime de Vichy.

Dans les premières semaines, il n'y eut pas de grands changements. La vie continuait comme auparavant.

Les vacances terminées, l'année scolaire 1940-41 commençait. Un nouveau collègue avait été nommé dans mon école. Par chance, le hasard voulut que ce soit un ancien instituteur de l'Ecole des Apprentis Marins d'Alger, sympathisant à nos idées. Grâce aux Yvorra, nous ne fûmes pas seuls pendant cette période et ce fut un grand réconfort de pouvoir, discuter, commenter, échanger les informations et cela quotidiennement.

Il n'y eut pas d'occupation militaire de l'Algérie, nous ne vîmes jamais de soldats allemands ou italiens en uniforme. Les commissions d'armistice étaient discrètes.

Mais progressivement, s'installa un régime politique fasciste. Les colons étaient ravis. Ils formèrent le gros des troupes de la « Légion des Volontaires Français » de Pétain, comme ils avaient été les hommes de choc des Croix de feu. La Légion fourra son nez partout, pratiquant l'intimidation et la délation.

Dans notre village, des délégués spéciaux fascistes furent désignés pour gérer les affaires communales.

Yvorra et moi, nous dûmes supporter de voir des hommes de la Légion entrer dans l'école, se permettant de nous faire des critiques, nous laissant entendre que nous étions placés sous leur surveillance.

Un mât de pavillon fut planté au milieu de la cour et chaque matin, il fallut pratiquer le cérémonial du lever des couleurs. L'enseignement religieux ayant été inclus dans les horaires scolaires, nous dûmes discuter avec le curé qui, fort heureusement, accepta de donner cet enseignement dans son église située à quelques mètres de l'école. Les élèves pouvaient s'y rendre sans être accompagnés.

A cette atmosphère humiliante pour nous, s'ajoutèrent bientôt des difficultés financières aggravées par la raréfaction des produits nécessaires à la vie. Fort heureusement, le poisson ne nous a jamais manqué.

Les légionnaires de Pétain se recrutaient essentiellement parmi les colons de la Commune de Téfeschoun dont Bou Haroun faisait partie. Seuls quelques pêcheurs portaient la francisque. La plus grande partie de la population du village se cantonna dans une réserve totale à l'égard du régime, ne ménageant pas critiques et sarcasmes. Il n'y eut jamais de manifestations publiques de la Légion à Bou Haroum comme ce fut le cas dans les environs.

Nous ne tardâmes pas à apprendre que même parmi les colons de Téfeschoun, il y avait des non-pétainistes. Un certain nombre de familles

descendant des proscrits de 1848 avaient conservé encore des traditions républicaines et laïques.

Quant aux Algériens de Bou Haroun, ils étaient confinés dans un groupe de gourbis en roseaux situé à la sortie du village. C'étaient des ouvriers agricoles, des manœuvres effectuant de menus travaux à la sardinerie et quelques matelots embarqués sur des bateaux de pêche. Ils ne représentaient qu'une minorité de la population du village et vivaient à part, dans un état de misère absolue. Ils seront les principales victimes de l'épidémie de typhus qui fit des ravages dans la région.

Le peuplement pêcheur de Bou Haroun était spécifique. Le village était partagé en deux quartiers. Le gros des habitants occupaient la partie principale de l'agglomération. La grande majorité d'entre eux pratiquait la pêche à la sardine à l'aide d'embarcations appelées Lampars ; elles portaient, à la proue, une forte lampe dont la lumière attirait les bancs de sardines au cours des pêches de nuit. Chaque bateau nourrissait deux ou trois familles : le patron et les matelots.

L'essentiel de la pêche était vendu à la sardinerie Ampart ou aux anchoitiers qui en offraient des prix scandaleusement bas. Les pêcheurs étaient à leur merci, d'autant que les femmes, travaillaient à l'usine ou dans les petites manufactures d'anchois.

Tous ces gens vivaient pauvrement et conservaient de nombreuses superstitions et coutumes de leur pays d'origine, la Sicile. Les années de mauvaise pêche, la misère gagnait tous les foyers.

D'autres pêcheurs, siciliens aussi, pratiquaient la pêche au chalut. Il y avait 4 ou 5 chalutiers que l'on tirait sur la grève à l'aide de palans lorsqu'il y avait risque de mauvais temps, le port étant très mal protégé. Ceux-ci étaient plus heureux et certains patrons étaient pétainistes.

Enfin, au quartier de la Fermette, nettement séparé du centre du village, vivaient des palangriers d'origine espagnole : population très différente, très pauvre aussi, mais porteuse de traditions démocratiques avancées.

Dès le mois d'octobre 1940, des contacts s'établissaient avec Georges Moureaux, Monacelli... Nous essayâmes de voir un peu plus clair dans la situation, de contacter des enseignants bien connus de nous. Mais cela n'eut pas de suite.

Avec Monacelli, un peu plus tard, nous rencontrions Ahmed Smaïli caché chez Gaston Thuillier, sur les hauts de Belcourt, à Alger. Ce fut décevant. Smaïli nous raconta une sombre histoire de conflit au sujet de la ronéo destinée à imprimer « La Lutte sociale » clandestine. D'après lui, un groupe de camarades s'était emparé de la machine et il les traitait de provocateurs. Cela nous parut de mauvaise augure pour le redémarrage clandestin du Parti Communiste Algérien et nous rentrâmes chez nous, attendant la suite.

C'est mon beau-frère Univers qui devait me remettre en contact avec le Parti. Il venait souvent à Bou Haroun depuis Alger, à bicyclette. Il avait

été touché par un de ses amis originaire de Tizi-Ouzou et vivant à Alger, Rober Vélot.

Il fut décidé que nous formerions un triangle : Univers faisant la liaison, Gaston Yvorra et moi. Il nous apportait « La Lutte sociale », des tracts. Par l'intermédiaire de Sanchez, un palangrier de la Fermette, nous avions le contact avec les pêcheurs. Et ainsi, nous pûmes nous trouver inclus dans la vie clandestine du P.C.A.

De cette période, j'ai, entre autre, gardé le souvenir d'une discussion mémorable qu'Univers et moi avions eu, le long du boulevard Maritime reliant Alger au Faubourg Saint Eugène, avec celui que nous appelions Philippe. Ce prénom couvrait la clandestinité du Camarade Caballero, condamné à mort et qui vivait caché chez les Vélot.

Il avait accepté le risque de cette rencontre pour nous expliquer la position du Parti vis-à-vis de la guerre qui se poursuivait.

Nous n'étions pas d'accord avec une formulation de « La Lutte Sociale » qui avait utilisé le mot « boches » pour désigner les Allemands. Cela nous choquait car nous n'admettions pas que l'on confonde le peuple allemand avec les nazis. Nous pensions que l'objectif à atteindre était l'anéantissement du fascisme dans le monde car il constituait l'obstacle principal à la marche vers le socialisme. Pour nous, l'ennemi ce n'était pas le Peuple allemand, mais le régime fasciste qu'à ce moment-là nous apprécíions comme l'arme ultime du capitalisme contre la classe ouvrière. Reprendre des formulations de la guerre de 1914-1918, cela nous paraissait un relent de nationalisme bourgeois contraire à l'internationalisme prolétarien.

Caballero nous ramena à des réalités plus objectives. Pour l'instant, c'était la guerre. Il fallait trouver des incitations mobilisatrices au niveau des masses telles qu'elles étaient. En Algérie, en particulier, où le Pétainisme trouvait des bases solides et se livrait à une intense propagande appuyée sur un appareil autoritaire, il fallait entraîner le maximum de gens dans le camp qui faisait la guerre à l'Allemagne nazie, à l'Italie fasciste. Les Vichystes avaient, eux, choisi l'autre camp.

Le Parti liait donc la lutte contre la répression pétainiste, contre les mesures racistes, antifonctionnaires, antiouvrières, contre l'aggravation du régime colonial au gigantesque combat mondial qui faisait rage.

Nous avons très bien compris cette nécessité et pourtant des doutes subistaient en nous : les ouvriers allemands étaient nos frères ; nous pensions à Thaelmann, à Rosa Luxembourg et à Karl Liebnecht, à nos camarades communistes allemands.

Affreuse nécessité de la guerre ! Nous aurions tant aimé que nos appels fassent la distinction et que nous proclamions notre internationalisme et notre désir de fraternisation !

Malheureusement, ces rêves utopiques ne pouvaient amener à rien de concret, à rien de positif. Le Peuple allemand, militarisé, encadré, enregimenté, intoxiqué, suivait dans sa grande majorité les chef militaires

hitlériens. Seule une défaite de l'Allemagne était susceptible de la soustraire à l'emprise nazie.

Le P.C.A. fut dissout, ses dirigeants emprisonnés ou rejetés dans la clandestinité. Pour éclairer la population et contrecarrer cette campagne, il convenait de montrer le vrai visage du Parti, résolument antifasciste, anticolonialiste, donc antinazi.

Et les premières publications n'attendirent pas l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. pour définir cette position. Dès que « La Lutte Sociale » put être ronéotypée, dans des conditions difficiles, et à un nombre d'exemplaires réduit, ce fut pour proclamer cette détermination des communistes de s'intégrer dans le grand combat contre le nazisme. Lorsque j'appris par Smaïli la mise en état de fonctionnement de la ronéo, nous nous trouvions en mars 1941.

Il faut bien dire que la situation en Algérie ne pouvait être comparée à celle de la France. Les masses algériennes étaient encore davantage opprimées, exploitées encore plus misérables, mais elles se sentaient très peu concernées par les événements. L'occupation de la France par les Allemands ne pouvait pas les émouvoir puisqu'elles-mêmes étaient victimes d'une occupation tout aussi détestable. Seuls les communistes et les Algériens les plus éclairés pouvaient comprendre les dangers pour l'Algérie d'une victoire hitlérienne à l'échelon mondial.

Chez les Européens, il n'en était pas de même. Beaucoup d'anciens partisans du Front Populaire n'acceptèrent pas le pétainisme. Cependant, il n'y eut pas, pendant les deux années de régime Vichystes, d'actions importantes, de manifestations notables. L'occupation allemande du territoire français était perçue comme une situation ne les touchant pas directement. Quoique se proclamant Français à cent pour cent, il faut bien reconnaître aussi, que, de par leurs origines, et leur histoire, leur implantation sur le territoire algérien, leurs mœurs même, ils ne pouvaient pas posséder le sentiment national français né tout au long des siècles passés. Ils savaient, d'ailleurs, bien faire la distinction et, à l'occasion, ils se démarquaient de ceux qu'ils appelaient « Les Français de France ».

Les Européens donc, ne pouvaient pas être conditionnés comme ce fut le cas en France par la lutte contre l'occupant. En Algérie, il ne pouvait être question que de lutter contre un régime politique.

L'activité du P.C.A. consistait surtout à faire de la propagande par tracts, inscriptions, diffusion de « La lutte Sociale ». La répression fut impitoyable. Beaucoup de membres de P.C.A. furent internés dans les camps de travail du sud. Certains furent condamnés à la prison et même à mort. Ils rejoignirent nos camarades français députés et autres, emprisonnés à Maison Carrée. Beaucoup passèrent à la clandestinité. Lisette Vincent, Paul Caballero, Smaïli, Dolorès cachée chez un de nos cousins.

Les réfugiés républicains espagnols étaient particulièrement visés, nombre d'entre-eux peuplèrent les camps de travail et les prisons, parmi eux Santiago Carillo et Grégorio Pihalup cousin de mon épouse,

condamnés à mort, mais non exécutés et libérés après le débarquement de 1942... bien après.

Le 14 novembre 1941, fut un grand jour pour notre famille, un gros garçon nous naquit qui fut prénommé Yvan. Cette journée d'automne est restée gravée dans nos mémoire. La veille, le docteur nous avait prévenu de l'imminence de la naissance. Il habitait Castiglione à quatre kilomètres de Bou Haroun et était connu pour un antivychiste notoire. De ce fait, il ne bénéficiait d'aucune attribution d'essence pour sa voiture et effectuait ses déplacements à bicyclette. Nous n'avions pas le téléphone. A la première alerte sérieuse, il m'avait demandé de venir le prévenir.

Cela me donne l'occasion de dire quelques mots de nos conditions de vie de ce temps-là. Le traitement que je percevais nous permettait à peine de joindre les deux bouts. Il n'y avait pas de sécurité sociale ; quelques mois auparavant j'avais dû emprunter de l'argent à mon beau-père pour payer les frais médicaux provoqués par un panaris au pouce. Nous avions réussi péniblement à acheter une vieille bicyclette. Pour préparer l'accouchement, il fallait prévoir une quantité importante d'eau chaude. Nous n'avions pas d'autre moyen que de placer un gros récipient sur un brasero dans lequel brûlaient des pommes de pin que ma belle-mère était allée cueillir dans un bois voisin.

Le docteur Méreau devait passer souvent à la maison ; nous écoutions ou commentions les nouvelles captées de Londres ou Moscou, en compagnie des Yvorra ou de Sanchez. Le front de l'Est s'était stabilisé et l'espoir commençait à naître. Un certain jour, Méreau s'arrêta chez nous et me dit : « Un sous-marin américain doit débarquer dans la région, un général chargé de prendre contact avec les chefs de nos groupes de résistance. Nous sommes chargés d'établir le plan de la côte depuis Castiglione jusqu'à Ténès. Je te demande de t'occuper de la zone allant de Bou Haroun à Tipaza : il faut y indiquer les criques et surtout l'emplacement des gendarmeries, des garnisons de l'arrière-pays et des demeures des membres actifs de la Légion de Pétain. »

C'est ce que j'essayai de réaliser et c'est ainsi que nous apprîmes le projet de débarquement anglo-américain en Algérie, et aussi l'existence de groupes gaullistes qui, en réalité, n'apparaîtront réellement, à Alger, que le jour même de l'arrivée des alliés, en novembre 1942.

Nous avons su, plus tard que le Général Clarck avait effectivement touché terre dans la région de Cherchell pour y rencontrer des personnalités antivichystes.

CHAPITRE IX

APRÈS LE DÉBARQUEMENT ANGLO-AMÉRICAIN EN ALGÉRIE

En octobre 1942 nous nous installâmes dans notre nouvel appartement de Beni Messous, hameau situé sur le flanc ouest du Massif de Bouzaréa. De nos fenêtres, nous apercevions le littoral depuis la presqu'île de Sidi Ferruch jusqu'à la montagne du Chenoua barrant l'horizon.

J'avais été nommé directeur de l'école annexée à l'Orphelinat de la ville d'Alger. Nous y étions très bien. Il s'agissait d'un immeuble neuf, bien conçu, très moderne pour l'époque. Le directeur de l'Orphelinat était un démocrate, ancien musicien, que la délégation municipale vichyste s'apprétait à limoger. Nous avions sympathisé dès la première rencontre.

Notre installation était à peine terminée, quand un beau matin, en ouvrant la fenêtre de notre chambre, nous aperçûmes vers Sidi Ferruch une armada de gros navires stoppés à quelques encablures de la plage. Je distinguai des paquebots à trois hautes cheminées, typiquement anglais. Immédiatement, je compris. C'était le débarquement. Nous étions le 8 novembre 1942.

Je communiquai ma certitude au directeur de l'Orphelinat, ce fut une explosion de joie, l'épouse et la fille du directeur ne purent se contenir et c'est avec des cris qu'elles manifestèrent leur émotion depuis leurs fenêtres grandes ouvertes.

Bientôt, des avions marqués d'une étoile bleue passèrent sur nos têtes dans une ronde incessante. Quelques heures après, une intense fusillade éclata dans le proche voisinage. Elle provenait de la Ferme Douïeb où était cantonnée une compagnie de tirailleurs annamites. Les rafales de mitrailleuses persistèrent assez longtemps : il fallut faire allonger les enfants dans le terrain de l'établissement, derrière un talus. Mais finalement, les coups de feu cessèrent et ce fut le silence.

Peu après, nous apprenions la fin des combats.

Nous pûmes alors assister au déferlement d'un matériel ahurissant se dirigeant sur Alger. C'était la fin d'un cauchemar, un jour inoubliable. Une page de l'histoire était tournée.

Cependant, tout ne fut pas réglé dans l'immédiat.

En ce qui nous concerne, nous eûmes la surprise de voir se présenter devant l'établissement, trois jours après, un important contingent de troupes anglaises. Nous reçûmes l'ordre d'évacuer les locaux dans les vingt-quatre heures. Ce fut l'affolement. Il fallut trouver un lieu de repli pour les orphelins. De mon côté, je me précipitai chez mon inspecteur primaire qui nous affecta un logement vide à l'école de garçons de Dely Ibrahim. Un camion militaire britannique y transporta notre mobilier et il fallut bien s'adapter à la nouvelle situation. Je demeurai plusieurs mois sans exercer.

Cette période a failli être tragique pour notre famille. En effet, à partir de la fin novembre, des raids aériens quotidiens de l'aviation allemande et italienne se succédèrent sur Alger par rafales successives. Cela dura jusqu'en janvier 1943. Tous les soirs, à la tombée de la nuit, après l'alerte et les premières salves de D.C.A., nous entendions le vrombissement des moteurs d'avion, sur nos têtes. Alger était entourée de plusieurs barrages de D.C.A. absolument stupéfiants. Les hauteurs entourant la ville étaient truffées de canons. Et cependant, les avions parvenaient jusqu'au port, lâchaient leurs bombes dont une partie tombait sur la ville d'Alger.

Les premiers éléments des barrages étaient installés à quelques mètres de notre école. Aussi, à plusieurs reprises, des bombes nous furent destinées. Nous n'avions pas d'abri. Un certain soir, nous fûmes entourés par trois explosions qui tuèrent des militaires cantonnés à côté de chez nous et firent des dégâts dans le village. Nous fûmes projetés au sol, mais fort heureusement, aucun membre de la famille ne fut blessé.

La vie matérielle n'était pas facile, le ravitaillement rare et cher, le combustible quasi inexistant. Les soldats américains se faisaient remarquer en vendant au prix fort des marchandises et du matériel militaires. C'était décevant.

Le Parti Communiste Algérien put reprendre une forme légale. En février 1943, je revis Henri Alleg au siège provisoire du parti, rue Mogador. Mais nos camarades emprisonnés à Maison Carrée n'étaient pas libérés et les manœuvres des autorités américaines étaient très inquiétantes. Leur représentant, Murphy, entendait s'appuyer sur des milieux ex-vichystes, sur les gros affairistes et colons. Il intriguait pour empêcher la constitution à Alger d'un mouvement provisoire issu de la Résistance française et du Comité de Londres.

Les anciens porteurs de francisque qui, dès le 8 novembre avaient retiré leur insigne de la boutonnière, étaient rassurés. Avec les Américains, ils pouvaient continuer à s'enrichir sur le dos des Algériens.

En avril 1943, je reçus mon ordre de mobilisation. Tous les Pieds-Noirs mobilisables furent rappelés sous les drapeaux ainsi que de très nombreux Algériens. Chacun rejoignit son unité militaire.

Pour ma part, c'était de nouveau le Centre mobilisateur de la Marine. Cette fois-ci, je fus affecté, avec Moureaux, au « Service Local des Transports Maritimes ». Et nous reprîmes nos activités limitées au port d'Alger. Ma famille continua à habiter à Dély Ibrahim où je pouvais remonter chaque soir.

Cela dura un peu plus de trois mois. Et un beau jour, nous vîmes arriver dans nos locaux un groupe d'officiers de Marine dont un Amiral. Tout fut bousculé, transformé. Nous apprîmes alors que notre service disparaissait et que le bâtiment que nous occupions devenait le siège du Commissariat à la Marine marchande. Le Général Giraud, appuyé par les Américains, jusque-là véritable maître de l'Algérie, avait dû céder et accepter la création du Comité français de libération nationale, avec le Général de Gaulle. C'était un véritable gouvernement provisoire qui prenait naissance.

Le Commissaire à la Marine marchande fut l'Amiral Lemonnier et nous fûmes placés sous ses ordres. Nous avons donc fait partie des premiers éléments devant constituer ce futur ministère. Quelques officiers et du personnel civil vinrent compléter les effectifs et le travail s'organisa. Nous fûmes témoins, Moureaux et moi, de la curieuse atmosphère qui régnait parmi ces officiers. Au début, ils étaient tous d'anciens vichystes et ils ne cachaient pas leur haine pour leurs collègues gaullistes qui commençaient à arriver à Alger. Puis, il leur fallut bien accepter les contacts avec les nouveaux venus : ce ne fut pas facile. Les relations étaient tendues. Les officiers gaullistes, vêtus d'uniformes de combat, méprisaient les autres qu'ils considéraient comme des lâches et des « politicards ».

Cela s'atténua peu à peu car le Commissariat s'étoffa avec du personnel civil venu de Londres. En octobre 1943, le Général Giraud était écarté et il n'y eut plus aucun problème.

Nous devenions des secrétaires de ministère et l'adjoint du commissaire, Monsieur Chardon, nous proposa même de faire carrière, nous promettant de nous emmener à Paris, après la libération.

Nous préférâmes une autre solution. Moureaux avait des amis au Commissariat aux Colonies. Un jour de novembre 1943, il m'expliqua, que les fonctionnaires coloniaux n'avaient pas été relevés depuis 1939, et même en deçà. On manquait de personnel, on faisait appel aux volontaires pour l'ensemble des territoires relevant du C.F.L.N. Nous fûmes tentés et tous deux, nous répondîmes à cet appel.

Les démarches ne traînèrent pas. Moureaux choisit Tahiti et moi le Cameroun. La Marine nationale me mit donc à la disposition du gouverneur du Cameroun.

C'est ainsi, que se termina ma première période de vie algérienne. Une autre étape allait commencer qui allait me mêler à des événements que j'étais loin de prévoir.

2

EN AFRIQUE NOIRE DANS LES ANNÉES 40

CHAPITRE PREMIER

PREMIERS CONTACTS AVEC LE CAMEROUN [1]

Il nous fallut attendre deux longs mois avant de recevoir l'ordre de départ pour le Cameroun. Le trafic maritime entre l'Afrique du Nord et l'Afrique Noire s'organisait avec beaucoup de difficultés par suite du manque de navires.

Fin février 1944, enfin, on nous demanda de rejoindre Casablanca par le train. Le paquebot mixte « Hoggar » devait quitter ce port le 20 février à destination de l'Afrique Equatoriale.

Nous embarquâmes sur ce navire où nous pûmes disposer de deux grandes cabines communicantes.

C'était un vieux rafiot de tonnage moyen. Il avait été très mal entretenu et les marins n'étaient guère encourageants car ils ne se gênaient pas de nous faire connaître l'insécurité découlant de l'état du bateau. Ils parlaient aussi des dangers de torpillages, plusieurs cargos ayant été coulés, vers cette époque, dans le Golfe de Guinée, par des sous-marins allemands se ravitaillant dans des colonies espagnoles.

Notre voyage maritime devait durer quarante-neuf jours ! Partis de Casablanca le 20 février, nous ne devions toucher Douala que le 10 avril suivant.

Le « Hoggar » était astreint à s'insérer dans des convois protégés par des patrouilleurs anglais. Nous connûmes ainsi trois convois différents aux allures plus ou moins rapides. Le premier nous amena à Dakar où nous attendîmes plusieurs jours le convoi suivant qui nous conduisit jusqu'à Freetown, en Sierra Léone, alors territoire anglais.

Ce n'est vraiment qu'à l'arrivée en vue de Freetown que nous découvrîmes une nature absolument nouvelle pour nous. Le ton des verts nous parut si intense que nous avions l'impression d'une couleur artificielle, un peu inquiétante.

Le « Hoggar » remontant la rivière de Freetown défilait entre deux tapis verts, d'un vert uni, sans nuances. Les arbres aussi ne ressemblaient

1. Pour marquer la réunification de leur pays, les progressistes camerounais actuels ont rétabli l'orthographe première d'origine allemande : *Kamerun*. Je persiste à utiliser le mot Cameroun pour bien situer mon récit dans le Cameroun dit français des années 1944-1947.

pas aux nôtres : troncs s'élançant très haut, surmontés, vers le sommet, d'un feuillage abondant, arbres plus petits portant d'énormes feuilles, palmiers dont les très grandes palmes retombaient jusqu'au sol. Des sons lugubres surgissaient de cette végétation : nous apprîmes, par la suite, qu'il s'agissait de cris d'oiseaux.

Nous étions dans un monde nouveau où plus rien ne ressemblerait à ce que nous avions connu jusqu'ici. Nous avions l'impression de commencer une nouvelle vie.

L'escale de Freetown devait durer cinq jours. Nous étions en territoire anglais. Et nos alliés firent montre, à notre égard, d'une sollicitude touchante : il nous fut interdit de quitter le navire et il fallut se morfondre, parcourant le pont dans tous les sens.

Finalement, on nous intégra dans un très grand convoi encadré par quatre torpilleurs anglais, et le voyage se poursuivit avec une lenteur de tortue. Les torpilleurs faisaient sans cesse le tour du convoi ou parfois, s'éloignaient, patrouillant dans tous les sens.

Le lendemain de notre départ de Freetown, en début d'après-midi, nous connûmes une grande émotion. La sirène du « Hoggar » mugit longuement, ainsi que celles des autres navires. C'était l'alerte au sous-marin. Nous crûmes à un nouvel exercice auquel on nous avait accoutumés. Mais les officiers du bord nous détrompèrent. L'affaire était sérieuse. Ils nous incitèrent à respecter strictement les consignes ; ils étaient armés de leur révolver et les marins avaient été pourvus de fusils.

Nous fûmes rapidement à notre poste, à côté d'un canot de sauvetage et il nous fallut attendre là. Nous avions nos bagages dans la cabine dont une caisse renforcée par une corde. Nous fixâmes cette corde à nos deux enfants, pour être sûrs de n'être pas séparés d'eux.

Les torpilleurs fonçaient à toute allure, en avant, en arrière, et sur les côtés du convoi. Il y eut de nombreux grenadages. Cette situation dura plus d'une heure.

Nous savions le navire fragile. Qu'adviendrait-il si une torpille le touchait ? De plus, nous sentions l'équipage très inquiet au sujet d'une centaine de tirailleurs camerounais, groupés sur le pont avant et qui commençaient à s'agiter, à s'énerver. Ces soldats rentraient chez eux pour y être démobilisés et étaient convoyés par une poignée de sous-officiers.

Ils commençaient à prendre peur s'étant rendu compte qu'ils ne disposaient pas de canots de sauvetage, mais de simples radeaux en quantité insuffisante.

Aussi, il est certain qu'en cas de torpillage, ils se seraient affolés et auraient bondi vers les ponts pourvus de canots : le pire pouvait arriver avant même que le sauvetage ait pu s'organiser.

Par chance, les sous-marins finirent certainement par renoncer et ce fut la fin de l'alerte. Le convoi poursuivit normalement sa route.

Le lendemain, nous touchions terre de nouveau à Takoradi, grand port de la Gold Coast, alors colonie britannique devenue aujourd'hui la République du Ghâna.

Là encore, nous dûmes séjourner plusieurs jours dans l'attente d'un convoi. Et comme à Freetown, il nous fut interdit d'aller en ville mais on nous permit tout de même de nous dégourdir les jambes, le long des quais.

Le « Hoggar » en profita pour charbonner.

J'avais déjà assisté à Alger à cette opération. Elle se déroula ici, selon les mêmes principes. Une mahone portant de gros tas de briquettes parallélépipédiques de charbon fut amarée le long du bord. Une cohorte d'Africains entièrement nus, si ce n'est une pièce de tissu crasseuse et en loques fixée à la ceinture, s'activa à faire passer les briquettes dans les soutes du « Hoggar ». Ils formaient une longue chaîne et le charbon circulait de mains en mains depuis le chaland jusqu'au fond du navire. Cette manipulation provoquait une épaisse poussière noire qui ne tarda pas à coller à la peau des travailleurs, se mêlant à la sueur. Cela me rappela les dockers algériens transportant du charbon : ces malheureux étaient entièrement noirs de la tête aux pieds et vivaient toute la journée de travail sous cette couche de poussière. C'était certainement le travail le plus pénible qui puisse exister sur le port. Mais ici, l'atmosphère était pire, car la cadence du travail était encore plus rapide, des contremaîtres munis de chicottes [2] hurlaient et ne laissaient pas une minute de répit aux dockers. C'était une vraie scène du temps de l'esclavage !

Nous attendions toujours un convoi. Bientôt, on nous apprit qu'il n'y en avait aucun de prévu et les Anglais refusaient d'accompagner un navire seul. Le commandant du bord demanda par radio un escorteur à Douala. On lui répondit que la Marine ne disposait que d'un remorqueur armé d'un canon. Finalement, ce fut ce vieux rafiot qui vint nous chercher. L'équipage du « Hoggar » était furieux et menaçait de refuser d'appareiller. Pourtant le départ eut lieu et le remorqueur en tête, notre navire le suivant à quelques encablures, le voyage se poursuivit. Equipage et passagers, nous étions tous très inquiets. En effet, pour parvenir à Douala, il fallait passer à proximité de l'île de Fernando Po, territoire espagnol : justement là où se ravitaillaient les sous-marins allemands. Le remorqueur qui se traînait sur l'eau, rendait la traversée plus longue.

Après plusieurs jours, nous aperçûmes une haute montagne, à l'horizon. Bientôt, nous la distinguâmes nettement. Elle s'élevait très haut au-dessus des eaux ; il s'agissait du pic de Santa Isabel, dont l'altitude dépasse 3 000 m. Nous allions l'avoir sous les yeux jusqu'à notre arrivée à Douala d'où on le voit très nettement.

Pourrions-nous passer sans encombre aussi près des pirates allemands ? Nous en doutions. Pourtant rien de suspect n'apparut sur la mer et nous arrivâmes à destination, enfin, le 10 avril 1944.

L'arrivée dans ce port constitue un beau spectacle. Le navire entre d'abord dans un large estuaire dont les rives sont bordées de forêts de

2. Chicotte : sorte de matraque faite de peau d'hippopotame tressée.

palétuviers. Puis, on remonte le Wouri sur une assez longue distance ; ce fleuve est très large, mais parfois, le chenal balisé se rapproche de la berge. Et là, on se trouve tout près des palétuviers dont les racines aériennes s'enchevêtrent et plongent dans l'eau. On ne sait vraiment pas où commence la terre ferme. Les feuillages se touchent tous et la forêt paraît impénétrable.

Parfois, des bras secondaires du fleuve forment des entailles dans la verdure et disparaissent après une courbe. De nombreux pêcheurs sillonnaient ces voies d'eau, faisant avancer leur pirogue à l'aide de pagaies maniées en cadence.

Le port de Douala est placé sur la rive gauche du fleuve, des quais ont été construits sur la berge. C'est là que nous accostâmes.

Cet interminable voyage maritime nous avait fatigués. Nous étions à bout et ne songions qu'au repos et à une nourriture saine composée surtout de produits frais.

De nombreux coloniaux étaient venus assister à l'arrivée d'un des premiers navires mettant fin à l'isolement qu'avait connu le Cameroun depuis son ralliement à la France libre du Général de Gaulle. Parmi eux, se trouvait, Monsieur Puig, directeur de l'Ecole régionale de Douala, faisant fonction d'inspecteur et représentant le chef du service de l'enseignement. Nous étions trois ménages d'enseignants. Il nous conduisit dans un hôtel, où il nous installa après nous avoir informés des démarches que nous avions à accomplir : services administratifs, services financiers devant nous remettre une avance sur notre solde et une feuille de route pour Yaoundé où nous attendait le chef de service.

Nous demeurâmes près d'une semaine à Douala. Nous n'avions guère le courage de parcourir la ville, qui d'ailleurs, paraissait bien rudimentaire. Les grands commerces de détail étaient des dépôts plutôt que des boutiques. Il s'agissait d'annexes des sociétés coloniales comme la F.A.O., John Holt, la S.C.O.A. que l'on retrouvait partout en Afrique noire et qui monopolisaient tout le commerce dans les deux sens. D'une part, elles raflaient toutes les matières premières existant dans les divers pays pour les expédier vers l'Europe et d'autre part, elles vendaient les produits manufacturés venus d'Europe, le plus souvent de la pacotille de mauvaise qualité, appelés « produits de traite » qui rappelaient le triste souvenir de la traite des esclaves.

Le quartier européen se trouvait en arrière du port. Les maisons étaient basses, sortes de villas entourées de pelouses bien entretenues, et sur lesquelles s'élevaient des arbustes aux fleurs colorées, hibiscus, lentanas et quelques arbres, flamboyants, frangipaniers, palmiers... Il existait encore d'assez nombreuses constructions en bois datant de la colonisation allemande.

Nous n'eûmes pas l'occasion de visiter les quartiers africains situés à plusieurs kilomètres de la ville des Blancs : ici, la ségrégation était totale.

Une ligne de chemin de fer reliait Douala à Yaoundé. Environ 300 km séparent les deux villes.

Douala est située au niveau de la mer, dans une zone marécageuse, où se mêlent les eaux de deux fleuves, le Wouri et la Dibamba dans un réseau inextricable de canaux parfois très larges et circulant parmi les palétuviers.

Yaoundé se trouve sur le plateau que l'on retrouve à peu près partout en Afrique, en arrière du littoral, à près de 700 m d'altitude.

Depuis Douala jusqu'à Edéa, la voie ferrée traverse donc une zone forestière, souvent marécageuse et cela sur près de 100 km. Elle franchit aussi la Dibamba sur un pont d'une grande longueur : plusieurs centaines de mètres. J'étais au courant du véritable génocide qui avait présidé à la construction du fameux Congo-Océan coûtant aux populations locales un mort par traverse, et il faut y ajouter aussi la mort de travailleurs vietnamiens amenés par bateaux spéciaux. Aussi j'imaginais le drame qu'avaient dû provoquer les travaux effectués, ici, dans une zone semblable, au temps de la colonisation allemande. Les travailleurs forcés, arrachés à leurs villages, devaient s'activer sous la menace des chicottes, dans l'eau et la boue jusqu'à la ceinture parmi les insectes porteurs de virus : mouches tsé-tsé, moustiques, etc.

A Edéa, le train franchissait la Sanaga juste en dessous de magnifiques chutes. L'immense fleuve, le plus important du Cameroun, se précipite du haut d'une falaise rocheuse, en plusieurs bras. Dans un grondement assourdissant, les eaux écumantes et fumantes tombent dans un bassin où elles tourbillonnent puis filent à toute allure vers une zone plus calme. C'était un spectacle féerique que la lenteur du convoi nous permit d'admirer pleinement.

Cette lenteur allait encore s'accentuer au-delà d'Edéa. La voie, en effet, s'élève alors vers le plateau parmi des collines bien séparées les unes des autres, rappelant un peu des cônes volcaniques, mais couvertes de végétation jusqu'au sommet : arbres moyens, et de place en place quelques géants aux troncs rectilignes, pourvus de contreforts à la base. Par endroits, la locomotive tirait le train avec difficulté, une pluie d'étincelles et de petits brandons enflammés tombait sur les wagons. Il était impossible de mettre la tête hors de la portière. Ces locomotives, les Mikados, brûlaient du bois dans leur foyer. Tout le matériel ferroviaire était aussi vétuste. Aussi, pour parcourir les 300 km, fallait-il toute la journée !

Nous arrivâmes à Yaoundé dans la soirée.

Monsieur Arnaud, le directeur de l'Enseignement nous attendait à la gare. Il nous conduisit à notre logement provisoire, ce que l'on appelait là-bas, une case. Elle était située dans le centre européen, simplement meublée, mais comprenait l'essentiel pour y vivre. Monsieur Arnaud nous conseilla de nous installer, de nous reposer puis nous invita à prendre le repas du soir chez lui.

A l'heure fixée, il vint nous chercher et nous trouvâmes chez lui, les deux autres ménages arrivés avec nous. La soirée se passa à écouter Monsieur et Madame Arnaud nous mettant au courant de tout ce qui nous attendait au Cameroun et bien entendu de la situation de l'Enseignement qui n'était pas très florissante !

Ce que nous avons retenu de cette soirée, c'est l'apparat dont s'entouraient nos hôtes. Apéritif dans le salon orné d'objets en ivoire ou en ébène sculpté, avec surtout, deux magnifiques défenses d'éléphant ; service effectué par un « boy » en tenue de gala. Repas autour d'une table couverte de fleurs, avec collection d'assiettes, verres et couverts, y compris rince-doigts, le boy serveur passant derrière vous et vous présentant les plats, dans un style... que nous n'avions vu qu'au cinéma. Nous étions très gênés et choqués. Nous faisions connaissance avec la vie coloniale de l'Afrique noire.

Après cette soirée, nous sûmes donc qu'il faudrait recruter tout un personnel de maison, que nous devions attendre quelques jours pour connaître notre affectation. Les Arnaud étaient de vieux coloniaux, mais ils affectaient une attitude libérale et avaient sévèrement exprimé, devant nous, leur réprobation à l'égard des excès commis par les pires colonialistes. Ils étaient particulièrement ulcérés par l'attitude de nombreux administrateurs des colonies hostiles à l'enseignement. Deux anecdotes vécues, qu'ils nous avaient contées, nous avaient stupéfiés.

Dans une région du Nord du Cameroun, le chef de service de l'Enseignement, en tournée, avait rendu visite au chef de Région. Il lui demanda où en étaient les travaux de construction d'une école pour laquelle il avait obtenu un crédit du gouverneur. L'autre, ironiquement, lui répondit, qu'il avait bien, en effet, reçu ce crédit, mais que jugeant cette école parfaitement inutile, il l'avait utilisé pour édifier une magnifique écurie pour ses chevaux et d'autres annexes aux bâtiments de la résidence !

L'autre histoire s'était passée au Soudan [3] où avait vécu Monsieur Arnaud. Un instituteur, nouvellement débarqué à Dakar, reçoit une affectation sur un poste au Soudan. Il se rend sur les lieux, se présente devant le commandant de Cercle. Celui-ci le reçoit très mal et lui dit : « Je ne veux pas d'instituteur ici. Je vais vous loger, mais pendant tout le séjour, je ne veux pas entendre parler de vous. Vous n'avez qu'à aller à la chasse et à la pêche, mais fichez moi la paix ! »

Et c'est ce que fit l'instituteur pendant deux ans.

Nous constaterons bientôt que les chefs de Région, les chefs de subdivision et surtout ceux exerçant leur commandement dans les régions éloignées du pays, étaient de véritables roitelets munis de tous les pouvoirs, en usant et abusant.

Madame Arnaud nous avait parlé aussi des chicotages se pratiquant officiellement. Une maîtresse de maison européenne pouvait adresser une demande à la Région ou à la subdivision et obtenir qu'un « police » vienne prendre livraison du « boy » dont elle avait à se plaindre. Celui-ci était conduit dans le lieu prévu pour cela et on lui administrait le nombre de coups de chicotte correspondant à sa « faute ».

---

3. L'ancien Soudan français s'appelle aujourd'hui la République du Mali.

Après la réception de notre Chef de Service, nous rentrâmes chez nous, mal à l'aise, déçus et révoltés. Qu'étions-nous venus faire dans cette galère ?

Aussi, dès le lendemain matin, je me décidai à écrire une lettre à nos camarades, en Algérie. S'agissant d'un problème intéressant l'Afrique noire, je l'adressai à Henri Lozeray, au siège des élus et déportés français bloqués en Algérie après leur sortie de prison dont j'avais retenu l'adresse.

Je lui décrivais ce que j'avais observé et lui demandais des conseils sur ce qu'il y avait lieu de faire.

Dans l'après-midi, je me rendis dans les bureaux de l'enseignement où j'était convoqué. J'eus une longue conversation avec Monsieur Arnaud. Je ne pus m'empêcher de lui faire part de ma déception et lui dit ma détermination de mettre toutes mes possibilités au service des enfants camerounais. Je lui parlai des méthodes d'enseignement nouvelles que j'avais pratiquées. Il avait justement participé à la « Conférence de Brazzaville » tenue à la diligence du Général de Gaulle. Une commission de l'Enseignement avait longuement débattu des réformes qui pouvaient être faites en Afrique noire, après la fin de la guerre.

Monsieur Arnaud se voulait donc novateur et je lui fus, d'emblée, sympathique. Cela nous servira plus tard, lorsque nous aurons organisé notre Cercle d'Etudes. J'aurai aussi l'occasion de parler de la « Conférence de Brazzaville » où je pense pouvoir dire que furent jetées les premières bases du futur néo-colonialisme.

Le chef de service de l'Enseignement décida de me garder auprès de lui, et me confia le poste de directeur adjoint de l'Ecole régionale de Yaoundé.

Nous attendîmes quelques jours, le temps que la case qui nous était définitivement affectée, soit prête à nous recevoir.

Le lendemain de ma nomination, alors que je me rasais, on frappa à la porte de notre case provisoire. Mon épouse alla ouvrir et parlementa un moment avec l'arrivant. Puis, elle me rejoignit à la salle d'eau et me dit son inquiétude : un sous-officier en uniforme exigeait de me voir sur le champ au sujet d'une lettre que j'avais écrite.

Je me hâtai de venir voir ce qui signifiait cette intrusion. Je me trouvai vis-à-vis d'un militaire, maigre, aux yeux cernés et affectant un air sévère. Il me dit : « Vous avez bien posté, hier, une lettre pour Alger ? savez-vous qu'il y a un contrôle postal ? ce que vous avez écrit est grave et dangereux. »

Bien sûr, je protestai.

Alors, éclatant de rire, le sous-officier, à ma grande surprise s'exclama :

« Allons mon cher camarade, ne t'en fais pas. Ici au Cameroun, la censure militaire : c'est moi ! Ta lettre a été une heureuse surprise et je me suis empressé de la faire partir. A l'avenir, il faudra me confier ton courrier.

« Je m'appelle Maurice Méric, je suis artiste dramatique, mobilisé et bloqué ici depuis 1939. En tant que communiste, je suis enchanté de faire ta connaissance et j'aurai beaucoup de choses à t'apprendre. »

Depuis ce jour, Méric devint un familier de la maison. Il arrivait tous les soirs après avoir terminé son service au contrôle postal où il partageait ses responsabilités avec un père missionnaire mobilisé.

Nous lui devons beaucoup. En plus de sa connaissance du Cameroun, il nous apportait son talent de causeur, sa riche culture générale et son savoir en ce qui concerne les textes fondamentaux marxistes-léninistes. Sur le plan théorique, je peux dire que Méric a été mon initiateur. Je n'avais jamais eu l'occasion de lire les ouvrages fondamentaux de Marx, Engels, Lénine. Mon adhésion au mouvement communiste était uniquement sentimental, il n'était basé sur aucune connaissance réelle. C'est grâce à Méric que j'ai pu acquérir cette méthode de pensée que j'approfondirai, par la suite, au maximum de mes possibilités.

Nos premières conversations furent consacrées à la société coloniale, au petit monde des Blancs qu'il connaissait parfaitement. A cette époque, en effet, il n'y avait aucun contact réel entre Blancs et Noirs hormis des relations de service ou de travail, relations marquées par la supériorité systématique du Blanc quel qu'il soit ; relations de force brutale, bestiale même souvent. Les Blancs commandaient, les Noirs obéissaient. Les Blancs vivaient dans leur quartier, les Noirs étaient cantonnés dans des quartiers périphériques pour ce qui concerne les « étrangers », c'est-à-dire les Camerounais appartenant à des ethnies provenant d'autres régions du pays ou dans les villages environnants pour les autochtones. A Yaoundé, les Ewondos, ethnie locale, vivaient dans des villages quelquefois très éloignés et la majorité des autres Camerounais se regroupait à Mokolo, quartier situé à plusieurs kilomètres de la cité européenne.

Les Blancs ne recevaient chez eux que leur personnel domestique, un personnel très nombreux. Chaque ménage blanc disposait d'au moins un boy, d'un cuisinier, d'un aide cuisinier, d'un boy pour les enfants, d'un coupeur de bois et d'une couturière. Il faut ajouter aussi le jardinier. Tout ce monde était très peu payé et surtout se trouvait entièrement à la merci du « maître ».

Les coloniaux, en général, étaient d'origine sociale assez basse. Si l'on excepte les administrateurs, les médecins, quelques techniciens valables, la plupart des Blancs étaient, ici, surclassés ; un simple ouvrier de la voie en France pouvait espérer obtenir des responsabilités importantes au Cameroun : j'ai connu à Yaoundé des chef de service du chemin de fer qui n'avaient aucune qualification de base, il en était de même dans toutes les administrations.

Quant aux Blancs du secteur privé (commerçants, planteurs, coupeurs de bois, transporteurs, etc.), c'étaient bien souvent des aventuriers sans scrupule, prêts à tout pour conserver leurs privilèges et pour gagner le plus d'argent possible.

Persuadés de leur supériorité raciale, ayant tous les droits vis-à-vis des Noirs, jouissant d'une vie facile, les Européens et principalement ceux qui étaient arrivés ici quasiment sans qualification professionnelle et avec un niveau culturel rudimentaire, avaient acquis une mentalité ridicule et dangereuse. Ils étaient des sortes de « Bourgeois gentilhommes » connaissant tout sans rien avoir appris.

Méric les fréquentait depuis bientôt cinq ans, à Yaoundé. Il n'était pas pensable à cette période, qu'un Blanc puisse avoir d'autres relations qu'avec le monde Blanc. Il existait quelques Européens vivant à l'Africaine avec une femme camerounaise, mais il s'agissait de marginaux se comptant sur les doigts de la main. Ils ne jouaient aucun rôle dans le Pays.

Méric était invité presque chaque soir chez les uns et les autres. Il était très recherché car il meublait les soirées. Avec sa riche culture et ses talents d'artiste, il alimentait toutes les conversations. S'adaptant au milieu qui le recevait, il s'amusait à ridiculiser ses hôtes qui le plus souvent ne s'en apercevaient même pas ! Lorsqu'il se trouvait dans une famille d'un niveau plus élevé comme les Arnaud, par exemple, (Directeur de l'Enseignement), Méric orientait les conversations vers des sujets lui permettant de développer son analyse marxiste des situations, y compris du régime colonial. Et cela était accepté et même recherché. Il faut tenir compte du rôle joué par l'U.R.S.S. dans la guerre mondiale et de son prestige, et aussi du fait que ces prises de position ne dépassaient pas les portes du salon, elles étaient sans conséquence concrète relativement au Peuple Camerounais. Notre ami ne fut donc, jamais inquiété.

Nous fûmes informés par lui, de tous les travers de cette société coloniale, des scandales, des exactions dont il avait eu connaissance. C'était un transporteur qui dans un mouvement de colère avait tué son chauffeur à coups de cale de camion... et qui, bien sûr, n'avait pas été inquiété. C'était des gens, ivres, après un « dégagement », qui avaient organisé un tir à la carabine, il s'agissait de viser des bouteilles placées sur la tête d'un malheureux boy. C'était un médecin, ivre aussi, qui avait abandonné un patient africain en pleine opération... On pourrait remplir ainsi des pages et des pages.

D'ailleurs, nous ne tarderons pas à voir par nous-mêmes ce qu'il en était réellement.

CHAPITRE II

A YAOUNDÉ
LE CERCLE D'ÉTUDES MARXISTES

Nous occupâmes enfin la case qui nous était attribuée. Elle était située à mi-pente d'une colline appelée N'Kolinguet. Le sommet de la colline, formant un plateau, donnait asile à divers bâtiments scolaires. Il y avait d'abord l'Ecole Régionale, comprenant une dizaine de classes puis la ferme qui en dépendait avec notamment une étable abritant une vingtaine de vaches bororos à longues cornes. De vastes jardins scolaires s'étendaient aux alentours. Enfin, on y trouvait aussi les bâtiments de ce que l'on appelait l'Ecole Supérieure qui donnait aux élèves camerounais le niveau d'instruction le plus élevé qu'ils puissent acquérir dans la Colonie.

La Colline était verdoyante, avec de nombreux arbres moyens et des hautes herbes. Au bas de la pente où s'accrochait notre case, au fond d'un ravin, coulait une petite rivière, et sur la berge opposée, se trouvait la prison. Au-delà de la rivière s'élevait le versant d'une autre colline, sur laquelle était implantée la cité administrative de Yaoundé, capitale du Cameroun.

Nous nous trouvions isolés, perdus au milieu de la verdure, à environ 500 m du plateau scolaire.

Notre case était une vieille construction allemande faite avec des murs de terre très épais. Des sortes de tubes zigzagaient le long de ces murs : c'étaient des tunnels confectionnés par les termites qui ne circulent jamais à la lumière du jour. Elle était très grande et entourée d'un vaste espace vert très agréable pour les enfants. Nous avions aussi un grand jardin.

Avant de nous installer définitivement, nous avions rendu visite au Directeur de l'Ecole Régionale qui assurait en même temps la responsabilité de l'Ecole supérieure. Nous fîmes la connaissance de Monsieur et Madame Perucca, de très braves gens, humains et progressistes. Ils nous donnèrent de nombreux conseils et nous aidèrent à nous procurer le personnel de maison sans lequel nous n'aurions pas pu organiser notre vie domestique. Il n'y avait, par exemple, qu'une cuisine rudimentaire où il fallait brûler du bois pour cuire les aliments, elle était située dans une petite construction bâtie derrière la case. Il n'y avait pas de marchands de bois, il fallait se le procurer soi-même. Avec le climat du Cameroun, chaud et

humide, il n'était pas possible pour une ménagère d'effectuer les travaux habituels dans de telles conditions. Les Perucca nous conseillèrent de recruter le cuisinier et le boy d'un collègue qui venait de partir ; il les connaissaient. C'est ainsi que nous héritâmes de Nicolas et Daniel.

Monsieur Perucca, au cours de ce premier entretien, me fit connaître le rôle que j'aurai à jouer dans mes fonctions de Directeur Adjoint. Il me revenait la responsabilité de l'Ecole Régionale et de ses annexes : la ferme scolaire et les terrains de culture appartenant à l'établissement. Le Directeur se réservait l'Ecole supérieure et les écoles de brousse dépendant du secteur scolaire.

Ce jour-là, je pus avoir une idée de l'organisation administrative de la colonie. Le Cameroun était divisé en une dizaine de régions, chacune grande comme plusieurs départements français.

La région était administrée par un Chef de Région ; elle comprenait plusieurs subdivisions. Chefs de région et Chefs de subdivision étaient des administrateurs des colonies français. Ils avaient tous les pouvoirs dans leur territoire ; ils étaient de véritables roitelets s'occupant de tout : autorité, administration, finances, impôts, voies de communication, services de santé, justice, prison, etc. Une milice armée, en général commandée par un gendarme français, était à leur disposition. Des chefs camerounais désignés par l'administration, servaient de relais dans les villages. Le plus souvent malhonnêtes et serviles, ils spoliaient et maltraitaient les pauvres villageois. Les véritables chefs traditionnels issus de l'organisation sociale tribale, étaient tenus à l'écart ou même brimés par les autorités coloniales qui s'en méfiaient.

Dans chaque région existait un chef de secteur scolaire. Il avait la responsabilité de l'Ecole régionale et des écoles fonctionnant dans les subdivisions et certains villages de brousse ou de forêt. Bien entendu, il était constamment soumis au contrôle du Chef de Région : crédit, locaux, personnel... et s'il souhaitait bénéficier d'un bon séjour dans son poste, il était dans son intérêt d'avoir de bonnes relations avec le « Commandant ».

En 1944, il y avait au Cameroun une douzaine d'instituteurs titulaires français, détachés, en général chefs de secteur scolaire ou utilisés à l'Ecole supérieure. Il y avait aussi des gens recrutés sur place, sans qualification sérieuse.

Ce personnel encadrait les moniteurs camerounais qui, eux, se trouvaient dans les classes et enseignaient aux enfants de 7 à 14 ans. Un certificat d'études d'un assez bon niveau était attribué aux meilleurs élèves entre 12 et 14 ans. Les premiers reçus à cet examen étaient proposés pour le Cours de sélection annexé à chaque école régionale [1]. Il fonctionnait en internat et formait les futurs élèves de l'Ecole supérieure qui, en trois ans, conduisait à un examen de sortie du niveau approximatif de nos actuelles quatrièmes de collèges. Il en sortait chaque année de 25 à 30 élèves parmi

1. Mes amis camerounais me font observer qu'en 1947, il n'y avait que 8 cours de sélection dans le pays ; certaines Ecoles Régionales donc en étaient dépourvues.

lesquels seront recrutés les petits fonctionnaires, les employés, et notamment, les moniteurs de l'enseignement. Il n'y avait qu'une seule Ecole supérieure pour tout le Cameroun : cela donne une idée sur le nombre ridicule des enseignants exerçant dans un territoire s'étendant sur plus de 400 000 km^2.

La formation des moniteurs incombait aux chefs de secteur scolaire qui étaient de véritables maîtres Jacques. Il leur fallait enseigner la pédagogie aux moniteurs, faire des leçons modèles, organiser les travaux agricoles y compris la vente des récoltes, bien souvent faire fonctionner des ateliers artisanaux (objets sculptés, menuiserie, etc.), veiller à l'entretien des locaux, surveiller la construction des écoles de village, gérer l'internat du cours de sélection, faire des tournées dans la brousse ou dans la forêt pour y visiter les quelques écoles du secteur situées quelquefois à une centaine de kilomètres, en empruntant des pistes ou des voies d'eau en pirogue.

Le niveau de scolarisation du Cameroun était très bas. Les écoles régionales ne recevaient qu'une faible partie des enfants du Centre. Les villages pourvus d'école étaient très rares. Il était navrant de voir, à chaque rentrée scolaire des files d'enfants circulant sur les pistes, à pieds, un encrier et du matériel en équilibre sur la tête, à la recherche d'une école hypothétique.

Je me mis donc au travail, grimpant deux fois par jour le sentier qui conduisait de notre case à l'Ecole régionale. Notre fille fut inscrite à l'Ecole urbaine qui recevait uniquement des enfants blancs et notre vie s'organisa.

Nicolas, le cuisinier, dès le premier jour, se présenta chez nous accompagné d'un jeune homme qu'il nous imposa : c'était son aide dans lequel il refusait de travailler. Il lui fallut aussi un coupeur de bois et un jardinier. Quant à Daniel, le boy, il nous expliqua qu'il nous fallait recruter quelqu'un chargé de la garde des enfants. Et c'est ainsi que nous fûmes entourés de six domestiques du matin au soir. Hormis Nicolas qui avait mauvais caractère, ils étaient tous très gentils et nous ne connûmes aucun problème majeur avec eux.

Au début, cela nous gêna considérablement, mais nous finîmes par nous y habituer et parvînmes à côtoyer ce petit monde dans une atmosphère détendue. Mon épouse s'adapta très bien à ce nouveau genre de vie ; organisant, dirigeant sans heurt, avec beaucoup de gentillesse et de psychologie. Il lui fallait, par exemple, discuter avec Nicolas pour obtenir les menus qui nous convenaient, et ce n'était pas facile. Avec suffisamment de doigté, pour ne pas le vexer, elle lui montrait les plats sains, que nous préférions. C'était lui qui faisait le marché et il parvint toujours à trouver les légumes dont nous faisions une grande consommation. Et là, le jardin nous fut très utile : salades, haricots verts, chouchoutes tenant lieu de courgettes, etc.

Il nous fallut nous adapter aux désagréments de la vie coloniale de cette époque-là. L'eau était infecte et il était nécessaire d'y adjoindre du

permanganate de potasse pour la désinfecter. On s'éclairait avec des lampes Aïda, au pétrole, et souvent, leur fonctionnement était loin d'être parfait. Nous étions envahis par des insectes de toutes sortes, particulièrement à la tombée de la nuit. Les moustiquaires étaient indispensables et rendaient plus pénible la moiteur de l'air environnant, ce qui ne facilitait pas un bon sommeil.

Chaque jour, nous devions ingurgiter deux grammes de quinine et ce n'était pas facile avec les enfants.

La présence du boy d'enfant s'avéra vite utile. Le petit Yvan avait besoin d'une surveillance permanente. La case ne possédait aucune barrière la séparant de la brousse des alentours. Un moment d'inattention... et il aurait pu s'échapper, se perdre ou être mordu par un serpent, cette engeance peuplait les hautes herbes et souvent même se glissait jusqu'à la case.

Parmi mes tâches, celle qui me causa le plus de soucis, fut la responsabilité des cultures. Chaque classe était responsable d'un ou plusieurs carrés. On y cultivait le manioc, les patates douces, les arachides, les ignames, et le soja. Cette dernière plante servait d'engrais vert.

Le Directeur de l'Enseignement jugeait très importante cette activité scolaire. C'était son dada. Il l'avait expérimentée en Afrique Occidentale. Dans les années 1948-49, j'ai eu l'occasion d'en discuter avec des élus africains, notamment le député de la Haute Volta, Ouezzin Coulibaly, instituteur lui aussi. Ce dernier considérait monsieur Arnaud comme un dangereux colonialiste qui avait organisé un enseignement au rabais. Les heures passées aux champs lui paraissaient être du temps perdu au détriment des matières essentielles.

Ce n'était pas tout à fait mon opinion, pour ce qui concerne, tout au moins ce que j'ai constaté au Cameroun. Il est certain que les cultures vivrières représentent pour l'Afrique une importance vitale. Or, l'Administration coloniale orientait autoritairement le développement des cultures de produits d'exportation : arachides, café, cacao, bananes... Et cela pour le plus grand profit des grosses sociétés coloniales.

D'une part, elle favorisait les planteurs européens en leur accordant des concessions, en leur procurant même de la main-d'œuvre, en usant au besoin, de la pratique du travail forcé. C'est ainsi que les meilleurs terres situées sur les pentes du massif du Mont Cameroun furent attribuées aux planteurs de bananes qui, pratiquant une culture intensive épuisant les sols, provoquèrent la latérisation de milliers d'hectares devenus stériles.

D'autre part, les Administrateurs obligèrent les villageois camerounais à cultiver des produits d'exportation. Chaque village était tenu de récolter un tonnage imposé de fèves de cacao, d'arachides, de café, de coton... selon les régions. La répartition des fournitures obligatoires de ces produits incombant aux habitants était faite par les chefs camerounais inféodés à l'administration. Bien entendu, ils pratiquaient un favoritisme scandaleux, épargnant leurs proches et leurs amis et accablant les autres et tout particulièrement les récalcitrants. Après les récoltes, les agents des

grandes Compagnies coloniales venaient acheter les marchandises que les paysans avaient transportées sur leur tête à l'endroit désigné par les Autorités. Les prix offerts étaient très bas, fixés en accord entre les Compagnies et l'Administration ; les intéressés n'étaient nullement consultés. Les tractations portaient uniquement sur les poids bien souvent sous-estimés avec la complicité des chefs qui percevaient de substanciels cadeaux. Les bascules appartenaient aux acheteurs et n'étaient pas contrôlées.

Cette intervention autoritaire perturbait gravement la société tribale qui était organisée traditionnellement pour assurer la subsistance des communautés. Les cultures vivrières obéissaient à de vieilles coutumes et à des rites. La pratique des cultures obligatoires modifiait brutalement tout le comportement sociologique des différents éléments des clans : hommes, femmes, vieux, enfants.

De cette situation découlaient deux conséquences désastreuses pour le Pays. Tout d'abord, les perturbations sociologiques provoquaient des troubles graves dans les rapports normaux qui avaient toujours existé entre les individus entraînant un abaissement de la moralité, un manque de motivation devant la nécessité du travail. La natalité s'en ressentait et les villages se dépeuplaient.

Ensuite, les cultures vivrières furent de plus en plus négligées et les récoltes ne suffirent plus à nourrir correctement les habitants d'où une malnutrition sans cesse aggravée. Le ravitaillement des villes comme Douala devint de plus en plus difficile et parmi les causes des événements de Douala de 1945 figurent la raréfaction et la cherté des produits agricoles formant la base de l'alimentation : ignames, bananes, plantains, arachides, manioc, etc.

Monsieur Arnaud, conscient de la situation, espérait grâce à l'importance donnée aux cultures vivrières dans toutes les écoles, les remettre à l'honneur parmi les paysans camerounais. Les enfants apprenaient à améliorer les façons culturales tout en utilisant un outillage traditionnel : on leur enseignait l'utilisation des engrais verts (le soja), la rotation des cultures, le binage, le désherbage, la sélection des produits.

Je pense qu'il n'y avait rien de colonialiste dans ses intentions. Mais, il oubliait le principal : ce qu'il fallait surtout c'était limiter les cultures d'exportation, encourager les cultures vivrières notamment en offrant des prix convenables aux paysans. Mais cela supposait aussi que les salariés africains puissent les acheter et disposent d'un pouvoir d'achat suffisant. Or, cette politique ne pouvait pas être pratiquée par le régime colonial car elle serait allée à l'encontre de sa raison d'être qui était de faire de l'Afrique un réservoir de matières premières à très bon marché au profit des industries des Métropoles.

Ce problème ne pouvait être résolu que par l'abolition de ce système et l'instauration d'une véritable indépendance non seulement politique mais aussi économique. Les expériences qui se déroulent sous nos yeux, dans les années 1980, nous montrent que cette indépendance économique

n'existe pas. La plupart des pays d'Afrique, pour l'essentiel, en sont encore au même point. Les Sociétés étrangères continuent à rafler, au plus bas prix, les matières premières et vendent très cher les produits manufacturés. Le manque de nourriture de base continue à s'aggraver et la malnutrition fait des ravages. On a bien raison d'appeler cette phase le « Néocolonialisme ». Notre devoir et notre intérêt nous commandent d'aider ces Peuples à obtenir le plus tôt possible leur libération véritable.

A mon avis, il se pose même le problème des réparations dues à ces Pays par les colonisateurs pour le prix de tous les dégâts commis dont les conséquences pèseront sur les populations pendant toute une période historique. Les perturbations sociologiques, le travail forcé, les cultures obligatoires, la détérioration des sols par des méthodes culturales européennes non adaptées à l'Afrique, la destruction d'immenses espaces de forêt primaire qui ne se reconstituera plus jamais, tout cela représente des milliards et des milliards de Francs et des millions de vies humaines perdues.

Ces méfaits s'ajoutent aux effets catastrophiques de plusieurs siècles de chasse aux esclaves qui en plus des migrations forcées vers des lieux malsains ont causé à l'Afrique un manque de population évalué à deux ou trois cents millions d'habitants créant un vide démographique expliquant bien des retards économiques et culturels.

Ce n'est pas une aide humanitaire dépendant de notre bon vouloir qui doit être accordée à ces Peuples : il faut leur donner les moyens de construire enfin des Pays qui assureront leur subsistance et pourront se mettre au niveau des nations du Monde Moderne. Et ceci, on le leur doit, il ne s'agit pas d'un cadeau mais du remboursement d'une dette immense que les colonialistes ont contractée à leur égard.

Grâce à l'aide de Monsieur Perruca, il me fallut peu de jours pour m'adapter à mes nouvelles fonctions.

Mes rapports avec les douze moniteurs camerounais s'établirent sur des bases qui les surprirent. Quel que soit leur âge, je n'utilisais jamais le tutoiement pour m'adresser à eux et cela était tout à fait nouveau dans la colonie. Ils étaient pour moi des collègues et non des inférieurs à qui on donne des ordres, que l'on surveille de près et dont on espère pouvoir surprendre la moindre défaillance pour avoir à sanctionner.

Un climat de confiance mutuelle ne tarda pas à s'installer et mes interventions, sur le plan pédagogique, prirent le sens d'une aide utile. Je ne me sentis pas gêné pour jouer ce rôle car les moniteurs n'avaient reçu qu'une formation très rudimentaire tant sur le plan professionnel que sur le plan culturel. Ils avaient la charge d'enseigner aux enfants une langue qui était étrangère autant pour les maîtres que pour les élèves et ce n'était pas facile. De plus, ils ne disposaient pratiquement d'aucun matériel pédagogique et je dus leur apprendre comment ils pouvaient en fabriquer.

D'ailleurs, la débrouillardise était la seule façon de pallier le manque de moyens. Par exemple, il n'y avait pas d'ardoises pour les élèves. Chaque enfant se taillait une planchette munie d'un manche dans le bois tendre

d'un arbre, l'ékouk. Ils en recouvraient la surface avec de la poussière de brique et écrivaient en utilisant un crayon de cahier à mine de plomb. Ils étaient munis d'une large feuille d'un arbuste, très râpeuse, qui leur permettait d'effacer très facilement ce qu'ils avaient écrit ; il n'y avait plus qu'à recommencer !

Le premier moniteur avec lequel je commençai à sympathiser fut celui qui avait la charge du Cours de sélection. C'était un vieux maître appartenant à l'ethnie Boulou. Monsieur Zolo avait accompli un stage en France pour y apprendre les techniques de la poterie ; cela lui donnait de l'assurance et aussi du prestige vis-à-vis de ses collègues.

J'aimais m'entretenir avec lui, dans sa classe. Ses élèves finirent par s'enhardir et chaque fois, ils me posaient toutes sortes de questions auxquelles je répondais de mon mieux. Ils étaient très curieux et voulaient tout savoir : événements mondiaux, problèmes scientifiques concernant l'histoire naturelle en particulier.

Je ne tardai pas à prendre monsieur Zolo à part, en dehors de sa classe et à engager des conversations sur la situation intolérable des Camerounais. Il m'ouvrit son cœur en toute confiance, et je pus savoir comment il ressentait sa situation de colonisé. Il avait une conscience parfaite de l'aliénation, de l'injustice, de l'état d'infériorité dont il souffrait. Mais il était résigné ; il avait la certitude que les Camerounais ne pouvaient que subir. Ils avaient en face d'eux une force invincible alors qu'eux-mêmes étaient divisés en ethnies s'opposant les unes aux autres, à la merci de chefs vénaux usant de la délation et tout dévoués à l'administration coloniale. Il ne voyait pas la possibilité pour l'immense majorité de la population, vivant dans les villages de la forêt d'une manière encore très primitive, avec un horizon limité à l'environnement immédiat, de jouer un rôle quelconque dans une lutte sérieuse contre le régime imposé. Je notai avec surprise une illusion que j'allais retrouver chez de nombreux Camerounais pourvus d'une certaine instruction. Il pensait que la situation particulière du Cameroun, ex-colonie allemande, devenue territoire sous Mandat de la Société des Nations confié à la France, sous le contrôle d'un Conseil de tutelle, lui permettrait de bénéficier de l'aide internationale pour progresser plus vite et parvenir assez vite à l'indépendance. Pourtant, vingt-cinq ans de mandat français n'avaient pas fait avancer le Cameroun d'un pas de plus que les autres colonies françaises voisines.

Il me fut très difficile de le convaincre qu'il est toujours possible de se concerter avec des amis sûrs, de s'informer, d'agir avec prudence après avoir bien étudié les possibilités si minimes soient-elles.

Nous étions en mai 1944, la victoire contre les Pays fascistes se dessinait, le prestige de l'Union Soviétique grandissait dans le Monde. Cette guerre prenait le sens d'un combat mondial pour la liberté, le progrès. Des soldats camerounais combattaient dans l'Armée Gaulliste du Général Leclerc. La deuxième division blindée (2[e] D.B.) avait été formée au Cameroun. La signification des événements ne pouvait échapper à ceux des Camerounais qui vivaient dans les villes, à ceux qui avaient reçu une

certaine instruction. Le déroulement de la guerre était suivi dans les quartiers africains ; les boys transmettaient les nouvelles qu'ils entendaient commenter chez leurs patrons. Deux journaux européens *L'éveil du Cameroun* à Douala et *Le Cameroun libre* à Yaoundé publiaient des informations. Il y avait aussi les lettres qu'écrivaient ou que faisaient écrire les soldats au combat.

C'était donc sur cette situation qu'il fallait s'appuyer pour faire découvrir aux intéressés les possibilités nouvelles qui s'ouvraient à eux. Nous en débattîmes avec Maurice Méric et, dès lors, j'orientai mon argumentation dans cette direction.

Monsieur Zolo, finalement accepta d'élargir nos entretiens à deux autres moniteurs de l'école. L'un d'eux, monsieur N'Goo, beaucoup plus jeune, fut assez rapidement convaincu de la possibilité de tenter une concertation avec d'autres Camerounais, hors de l'enseignement. J'insistai pour qu'ils essaient de toucher des membres de différentes ethnies, car, les trois moniteurs contactés étaient des Boulous.

Et c'est ainsi, que fut organisée, un certain jour de juin 1944, une réunion tenue après la tombée de la nuit dans notre case. Il s'agissait d'une réunion clandestine.

A cette époque, au Cameroun toute assemblée de plus de vingt personnes était interdite. Il fallait une autorisation pour organiser un repas de mariage ou autre cérémonie. Il n'était pas question de solliciter une telle autorisation pour une réunion à caractère politique. Elle aurait été refusée et aucun Camerounais n'aurait plus osé nous contacter. Les syndicats étaient interdits et il n'existait aucun parti politique ouvert aux Camerounais. Les Européens eux-mêmes se tenaient sur une réserve prudente.

Il fut donc convenu que les participants viendraient un par un, par différentes pistes et la plus grande discrétion était recommandée.

Fort heureusement, la situation de notre case favorisait une telle opération. En pleine nuit, il était facile d'y parvenir par des sentiers de brousse sans attirer l'attention de qui que ce soit : nous étions seuls sur la pente de la colline.

Ce soir-là, Méric vint plus tôt et nous attendîmes la nuit en établissant le plan de déroulement de la réunion. Je fus chargé de développer le thème du colonialisme, de l'unicité du genre humain, de la nocivité du complexe raciste absolument injustifié, de la nécessité d'acquérir les connaissances indispensables à la formation de cadres camerounais.

Méric, devait préparer les auditeurs à aborder les premiers éléments de la pensée marxiste et analyser la situation mondiale en montrant les occasions favorables qui pourraient se présenter pour le Cameroun dans un proche avenir.

Nous étions quelque peu anxieux : nos invités viendraient-ils jusqu'à nous ? Si oui, combien seraient-ils ? Et comment allait être accueilli ce que nous allions leur dire ?

Après le départ du cuisinier et de son aide, il ne restait plus que Daniel à la case. Nous tentâmes la chance de lui faire confiance et lui demandâmes de ne parler à personne de la réunion qui allait avoir lieu. Nous n'eûmes jamais à le regretter ; nous nous rendîmes vite compte qu'il avait compris le sens de l'événement et qu'il y participait, à sa façon.

A partir de 21 h 30, les premiers arrivants se présentèrent parmi lesquels se trouvait monsieur Zolo. Bientôt, vingt Camerounais se pressaient dans la salle de séjour. Nous avions préparé une longue table entourée de sièges. Tous prirent place et nos amis moniteurs nous firent les présentations. Je ne me souviens pas de tous les noms et je regrette la perte de mes notes, car j'aurais aimé gardé un souvenir plus précis de ces vingt Africains qui nous avaient fait confiance. La plupart d'entre-eux allaient devenir, très rapidement nos camarades.

Il y avait là Oum Nyobé Ruben, Jacques N'Gom, employés de l'Administration générale, Ebakissé, postier, Charles Assalé, infirmier, Sakouma, employé ; les trois moniteurs et une douzaine d'autres appartenant à diverses professions.

Trois ethnies étaient représentées : Boulous, Bassas, Ewondos, c'est-à-dire les principales parmi celles qui peuplaient le Cameroun du Sud Est. Il y manquait des Doualas plus difficiles à contacter hors de leur territoire. La majorité occupait un emploi dans la fonction publique. Mais, bientôt, le groupe s'élargira à des employés de commerce, des petits paysans qui vinrent remplacer quelques défaillants. Il faut noter que ces derniers avaient pris peur mais qu'ils ne trahirent jamais le secret de nos assemblées.

Je pris la parole, les remerciant d'être venus et leur expliquant ce qui nous avait motivés pour tenter cette réunion. Nous étions scandalisés au spectacle du régime colonial et notre conscience ne pouvait pas admettre que des hommes soient opprimés, exploités dans leur propre Pays par des étrangers se prenant pour des êtres supérieurs et se permettant de les traiter comme des animaux.

Nous étions, nous, persuadés que tous les hommes appartiennent à la même Humanité ; qu'ils ont tous les mêmes possibilités et que les différences existantes proviennent du déroulement de l'histoire de chaque peuple.

Certains d'entre eux ayant bénéficié de circonstances favorables (climat, géographie, environnements etc.) sont parvenus depuis de nombreux siècles à se pourvoir de moyens de production de plus en plus perfectionnés et ont ainsi acquis une avance considérable sur d'autres moins chanceux. Mais les retards peuvent être rattrapés et l'égalité entre tous les Peuples doit devenir une réalité. C'est cela l'Idéal que nous poursuivons.

Nous n'admettons pas que les Peuples avancés utilisent leur supériorité du moment pour accroître leur prospérité sur le dos des autres.

« D'ailleurs, leur dis-je, notre camarade Méric, vous expliquera tout à l'heure que ceux qui profitent des richesses extorquées à l'Afrique sont, en

réalité, une poignée de gros possesseurs de capitaux qui exploitent aussi des ouvriers français.

« Nous, nous sommes des communistes, nous sommes nombreux dans le Monde, nous luttons tous pour que la justice et l'égalité règnent entre tous les hommes. Ici au Cameroun, il faut se préparer. Il serait dangereux d'attendre que d'autres viennent soit disant libérer votre Pays et lui apporte le progrès. Seuls les Camerounais savent ce qu'ils souhaitent ; eux seuls doivent faire un Cameroun nouveau, libre et indépendant.
Dès maintenant, il convient de se mettre au travail pour être prêts, le moment venu.

« Nous ici, nous sommes à votre disposition pour vous aider, pour vous permettre d'acquérir toutes les connaissances qui, de notre point de vue, pourront vous être utiles lorsque le moment d'agir sera venu. »

Tous écoutaient, dans le plus grand silence et avec une attention concentrée. Je n'avais utilisé que des termes simples et beaucoup d'images. Ils affirmèrent avoir bien compris et demandèrent à réfléchir.

Méric, à son tour, avec son extraordinaire faculté d'adaptation, se lança dans une présentation lumineuse de la pensée marxiste. Il le fit, compte tenu du niveau culturel des auditeurs et de leurs concepts religieux basés sur des dogmes catholiques très simplifiés se superposant aux croyances ancestrales encore bien vivantes. L'animisme déifie essentiellement les phénomènes naturels : le soleil, la pluie, la lune, le fleuve, certains arbres, etc. Les Africains se sentent beaucoup plus près de la Nature que nous le sommes nous-mêmes, ils communient avec elle.

L'idée de l'unicité de la matière (le « tout est dans « tout » d'Anaxagore »), notre conception matérialiste de l'homme font que nous avions une bonne base de départ pour aborder, avec nos amis africains les premiers éléments du matérialisme historique.

Méric, pour ce premier contact, se contenta d'insister sur la grande importance de l'environnement, du milieu, dans la formation et le mouvement des mentalités. L'homme est dans la Nature, il en fait partie et surtout dans les débuts de l'Humanité, il est normal que les phénomènes naturels aient fortement marqué les individus et les groupes.

Mais l'homme, à un certain stade, a acquis la station verticale, son cerveau s'est développé et il a pu pleinement profiter de toutes les possibilités que lui donnaient ses mains. Alors, il a pu fabriquer des outils et des armes.

Dès ce moment, l'homme pouvait envisager de transformer la Nature à son avantage : c'était le début de l'aventure humaine.

Et cette aventure sera jalonnée par les perfectionnements que l'homme apportera à ses instruments de production ; la nécessité même de la maîtrise de cette production agira en retour sur ses possibilités intellectuelles et peu à peu, il parviendra à la connaissance et à la compréhension des phénomènes naturels. Il pourra non seulement connaître la Nature mais il la transformera à son profit d'une manière logique. Ce processus du mouvement progressiste de l'Humanité n'est pas

réservé à une race privilégiée, c'est celui que peuvent et doivent suivre tous les Peuples du Monde quel que soit leur point de départ.

C'est cette possibilité pour les Camerounais que nous voulions leur faire connaître afin qu'ils puissent prendre toute leur place dans le concert mondial.

D'ailleurs, la grande guerre qui allait se terminer par la défaite des ennemis du progrès, des racistes, allait créer des conditions favorables qu'il fallait utiliser. Le système colonial ne pourrrait plus se perpétuer comme auparavant. Ce n'est pas par hasard que le Général de Gaulle venait de réunir la « Conférence de Brazzaville » où certaines libéralisations avaient été envisagées. Mais c'était bien insuffisant ; il fallait se méfier d'un colonialisme nouveau prenant un air bon enfant et paternaliste, flattant la petite couche de ceux que les Blancs désignaient sous le vocable raciste d'« évolués ».

« Je vous propose, conclut Méric, de nous réunir régulièrement afin de poursuivre l'étude de ces problèmes. Avec des précautions nous ne courons pas de grands risques et il se peut que nous puissions, un jour officialiser notre groupe ».

Le moment était venu de connaître l'opinion des auditeurs sur ce qu'ils avaient entendu.

Zolo, le premier, prit la parole. Ce fut, certes, pour nous remercier, mais aussi pour exprimer son scepticisme.

« Je suis un vieux, nous dit-il, j'ai vu et connu beaucoup de choses. Les Blancs sont tout puissants et les Camerounais sont trop en retard pour comprendre ce que vous venez de nous expliquer. Chez nous, il ne règne que la méfiance, la délation, la division entre groupes et mêmes villages. C'est très dangereux et nous risquons le pire. Je vous conseille la prudence, et surtout de ne pas faire d'illusions sur les résultats qui pourront être obtenus. »

Il y eut deux ou trois autres interventions bien moins pessimistes. Puis Oum Nyobé Ruben leva la main. Pendant toutes nos explications, il nous avait paru sommeiller, ne faisant aucun mouvement, yeux fermés. Nous pensions réellement qu'il s'était endormi. Nous fûmes vite détrompés. C'était sa manière à lui de se concentrer : nous nous y habituerons par la suite.

« Je tiens à remercier nos amis Blancs qui nous ont reçus chez eux pour nous faire des déclarations aussi importantes. C'est la première fois que je m'assois à la table d'un Blanc : je considère cela comme un grand événement au Cameroun. Je ne l'oublierai pas.

« Ce que j'ai entendu, poursuivit Oum, m'a beaucoup intéressé et personnellement, je souhaite que l'on maintienne les réunions. Nous avons besoin d'acquérir des connaissances qui nous font totalement défaut et je crois, moi aussi, que la fin de la guerre sera favorable à des changements dans le Monde. Nous devons nous y préparer. »

Charles Assalé, à son tour, déclara qu'il fallait poursuivre et après nous avoir donné des exemples de racisme insupportables dans le Service de Santé de Yaoundé, il conclut en affirmant que cela ne pouvait plus durer et que le moment était venu de s'organiser.

Finalement, la grande majorité des présents fut d'accord pour la poursuite de l'expérience.

Je proposai alors un plan d'organisation de nos travaux :

Méric pourrait faire, à chaque réunion, un petit exposé (matérialisme historique).

Personnellement, j'essaierais d'en tirer quelques conclusions concernant le Cameroun de manière à ouvrir une discussion.

Les camarades devraient collecter le maximum d'informations camerounaises qui seraient discutées et commentées.

Enfin, un débat pouvait être ouvert sur un problème important : agriculture, enseignement, langue, missions religieuses, structures traditionnelles dans les villages etc.

Avant la fin de la réunion, je tins à bien préciser, que nous étions des communistes français, que nous nous considérions comme de modestes éléments de la solidarité internationale en faveur des peuples colonisés. Nous entendions établir le contact, dès que cela serait possible, avec notre parti et lui demander des conseils et de la documentation. Mais il était bien entendu qu'il ne s'agissait pas pour nous d'envisager la création d'un Parti Communiste Camerounais. La naissance d'un tel parti, dans notre esprit, ne pourrait intervenir que lorsque les conditions le permettraient et il ne pourrait être constitué qu'à la seule initiative des Camerounais eux-mêmes.

Notre plus grande fierté serait d'aider à la formation de cadres camerounais, qui dès que possible, deviendraient des dirigeants, politiques ou syndicaux.

Nous souhaitions aussi montrer aux Camerounais que la grande majorité des Français, les travailleurs en particulier, ne ressemblaient pas à ces Blancs qui se conduisaient si mal ici, dont nous avions honte et qui déshonoraient notre Pays.

Et je conclus en affirmant de nouveau que la classe ouvrière étaient exploitée par les mêmes capitalistes qui avaient créé le système colonial : c'était la raison fondamentale de la solidarité internationale nécessaire entre les victimes d'un même ennemi.

Vers minuit, ce fut la séparation après une petite collation servie par ma compagne. Et nous nous donnâmes rendez-vous à la semaine suivante.

Après le départ des Camerounais, nous restâmes une bonne heure encore à commenter cet événement. Car c'est ainsi que Méric qualifiait ce qui venait de se passer, lui qui vivait à Yaoundé depuis quatre ans. Mais il fallait attendre la semaine suivante et davantage avant de pouvoir juger des résultats. Il allait falloir réfléchir et organiser sérieusement nos réunions afin qu'elles soient profitables pour nos amis.

Il faut dire que j'avais reçu une réponse de notre camarade Henri Lozeray. Il m'encourageait à prendre des initiatives, mais ne pouvait donner que quelques conseils très vagues. Il signalait surtout l'orientation prise par nos camarades du Parti Communiste algérien qui luttaient pour la création d'un « Front National Algérien » regroupant tous ceux qui voulaient en finir avec le colonialisme. Il préconisait la création d'un « Groupe d'étude Communiste ».

Nous arrivions à l'époque des débarquements alliés en France. Les camarades communistes français se trouvant encore en Algérie se préparaient à rentrer dans leur Pays. Nous allions donc avoir une période de coupure jusqu'à ce que la « Section coloniale » du Comité Central du P.C.F. soit reconstituée, organisée et susceptible d'entretenir une correspondance avec nous. En attendant, nous allions être isolés, livrés à nous-mêmes. Cela devait durer plus d'un an et ce n'est qu'en fin 1945 que nous pourrons prendre contact avec Paris.

J'ai omis de relater qu'à bord du « Hoggar », j'avais fait la connaissance d'un agent des Travaux publics en route pour Pointe Noire, port du Congo Français et dernière escale du navire. Il m'avait déclaré être communiste et il avait accompli son séjour précédent au Cameroun. Ce camarade m'avait signalé la présence à Douala de deux employés de chemin de fer qu'il me conseillait de contacter. Il s'offrit, d'ailleurs, pendant l'escale du « Hoggar » à Douala d'aller les trouver et de les conduire à notre hôtel. C'est ainsi que je fis la connaissance de Soulier et de Lalaurie.

Effectivement, ils partageaient nos idées quoique Lalaurie m'ait paru bien plus anarchisant que communiste. Ils animaient une amicale des Cheminots dont Soulier était le secrétaire. Il ne s'agissait que de cheminots européens et ce n'était pas un véritable syndicat.

Nous sympathisâmes immédiatement, mais sur le moment, notre discussion ne s'orienta pas sur un objectif concret. Les circonstances dans lesquelles ils avaient vécu à Douala depuis des années étaient telles qu'ils n'avaient même pas songé à tenter une action auprès des Camerounais, si ce n'est quelques relations amicales avec certains éléments africains du Chemin de fer.

Il fut convenu que nous garderions le contact et échangerions des informations.

Nous jugeâmes nécessaire de faire connaître à Soulier ce que nous tentions à Yaoundé et Méric se chargea d'aller le trouver au cours d'un voyage à Douala.

Plus tard [2], Soulier viendra lui-même à Yaoundé pour étudier la situation avec nous et dès cette rencontre furent jetés les premiers jalons de

2. En réalité, ce fut une délégation qui monta de Douala. Ceci est précisé dans un texte émanant du camarade Léopold Moumé Etia. Elle comprenait Maurice Soulier, Léopold Moumé Etia, Lalaurie, Lapeyre, Bonnecaze. Sauf Léopold, tous étaient des communistes. Cela se passait le 28 juillet 1944.

la mise en route du futur mouvement syndical Camerounais. La discussion eut lieu au cours d'une réunion du « Cercle d'Etudes marxiste » qui était, alors, bien rodé.

Car après le premier rendez-vous réussi, d'autres assemblées avaient suivi. Notre groupe avait pris le nom de « Cercle d'études marxistes ». Bientôt, ce ne furent plus des invités, mais des camarades qui, chaque mardi soir, se retrouvaient dans notre case. Nous avions institué le tutoiement entre tous les participants. Nos camarades africains, un peu gênés au début, s'y habituèrent peu à peu.

Moumé Etia ne parle pas du « Cercle d'études » et je le comprends. Léopold Moumé Etia était à l'époque le dirigeant de l'« Amicaline » des Chemins de fer, association tolérée par l'Administration coloniale, active essentiellement à Douala. Soutenu par Soulier, Léopold essayait de donner à l'association un caractère revendicatif, mais le carcan colonial pesait sur lui. Il fut l'un des pionniers du syndicalisme à Douala et certainement le premier véritable militant syndicaliste camerounais dans la région.

CHAPITRE III

PISTES ET VILLAGES FORESTIERS CULTURES OBLIGATOIRES, TRAVAIL FORCÉ MISSIONS RELIGIEUSES

Fin juin 1944, nous arrivâmes à l'époque de l'examen du Certificat d'études primaires. Je fus chargé de la présidence de la commission d'examen à M'Balmayo, à Bafia et à Nanga Eboko.

M'Balmayo est situé à 50 km de Yaoundé, l'agglomération est bâtie sur les bords du Nyong, fleuve assez important. Ce fut ma première expérience des pistes camerounaises.

Dans les années 1940, il n'y avait aucune véritable route au Cameroun. On circulait sur des voies permettant à peine le croisement de deux véhicules. Elles étaient simplement recouvertes d'une couche de latérite. Cette sorte de gravier très fin, formé de granules rouge, provient de la décomposition en surface des roches lavées par les pluies diluviennes. Les sols africains sont très fragiles et des terres couvertes d'une végétation luxuriante peuvent très rapidement se dégrader et se transformer en étendues stériles où pas un seul végétal ne peut survivre. On a assisté à la latérisation de grandes surfaces par suite de méthodes culturales intensives importées d'Europe. L'agriculture africaine pose des problèmes complexes et toute erreur commise peut entraîner les plus graves conséquences.

Les pistes du Cameroun, pour la plupart, se caractérisaient par ce revêtement rouge, inattendu pour des nouveaux venus. Les petits cours d'eau étaient pourvus de rustiques ponts de bois bien souvent emportés par une tornade particulièrement violente, ainsi, d'ailleurs que le revêtement.

On réquisitionnait alors les habitants du village le plus proche, et ils devaient reconstruire les ponts et remettre la route en état.

Les villages camerounais sont implantés le long de ces voies. Les cases s'alignent, en bon ordre, de part et d'autre de la piste.

Les habitations situées très en retrait de la voie elle-même, étaient faites d'une ossature de piquets liés les uns aux autres que l'on remplissait ensuite avec des briquettes de boue formant les murs. Les toitures à double pente étaient recouvertes de feuilles de palmiers.

Dans les gros villages, certains chefs s'étaient fait construire de véritables maisons en dur, avec toit en tôle ondulée et comprenant parfois un étage.

Le voyageur de passage n'apercevait, dans la journée que des vieux accroupis devant les cases, de jeunes enfants, des animaux domestiques : chiens rachitiques, petits cochons, moutons nains pourvus de poils et non de laine, quelques maigres volailles.

Les adultes, hommes et femmes se trouvaient dans les cultures, à la chasse ou à la pêche selon l'environnement.

L'implantation des villages le long des pistes tracées par l'Administration coloniale résultait d'un acte d'autorité.

Avant la colonisation, les villages forestiers étaient bâtis dans des clairières. Le choix de l'emplacement, alors, avait été la conséquence de l'histoire du groupe ethnique. La plupart des peuples forestiers s'étaient enfoncés dans la sylve au cours des migrations successives. Ils avaient fui les envahisseurs ou les chasseurs d'esclaves.

Auparavant, ils vivaient dans les savanes beaucoup plus favorables à l'homme. Cela m'a été confirmé par les études faites par mes élèves de l'Ecole Supérieure, en 1945, sur l'histoire et la sociologie de leur village. Toutes les légendes traditionnelles font état de ces migrations et de la nature des lieux d'origine des ethnies.

La forêt équatoriale est malsaine, les insectes pullulent. Beaucoup sont porteurs de virus : moustiques, mouches tsé-tsé [1], chiques [2], moutmoutes [3], vers de Cayor [4], mouches à filaires [5], etc. Les eaux stagnantes sont chargées de miasmes. Le climat chaud et humide est débilitant. Les produits vivriers y sont rares. Le gibier est peu abondant, et difficile à chasser. Seuls, les cours d'eau importants permettent des pêches intéressantes.

La forêt a donc constitué, pour ces peuples, un refuge, mais ils y ont trouvé des conditions de vie très difficiles. Ils s'y sont adaptés au mieux en installant leurs villages au centre de grandes clairières situées dans les lieux les plus favorables. Chaque village possédait ses zones de chasse ou de pêche et les espaces destinés aux cultures vivrières. Ils pratiquaient la rotation des cultures pour ne pas épuiser un sol fragile. Le groupe avait donc besoin d'un territoire important autour de l'agglomération. Les

---

1. La mouche tsé-tsé transmet à l'homme, au cheval, aux bovidés la trypanosomiase ou maladie du sommeil. Maladie terrible qui détruit celui qui en est atteint. Il n'y a ni cheval, ni bovin dans la forêt.

2. La chique est une sorte de puce qui pond ses œufs sous la peau de l'homme. Il se forme un kyste de la grosseur d'un pois chiche, très douloureux. Il faut l'extirper.

3. Les moutmoutes sont de petits insectes minuscules qui, à la tombée de la nuit attaquent, en vol serré, produisent des brûlures. Il est impossible de s'en protéger.

4. Le ver de Cayor est la larve d'une mouche qui pond ses œufs sous la peau de l'homme. C'est un gros ver blanc qui se développe dans l'épiderme.

5. La filaire (Filariose) est un ver long et très fin qui est introduit dans les vaisseaux sanguins de l'homme par une mouche ou un moustique. Il circule dans tous les vaisseaux à travers le corps. Un docteur peut le saisir quand il se trouve dans la cornée de l'œil.

limites de ce territoire résultait de son histoire et des règles traditionnelles régissant les relations entre les diverses fractions de la même ethnie.

Ces limites étaient réciproquement respectées.

A cette époque, l'organisation clanique permettait une vie sociale adaptée aux moyens de production rudimentaire. Les hommes chassaient ou pêchaient, ils construisaient les habitations, ils établissaient des barrières de protection contre les animaux autour des terrains de cultures. Les femmes étaient chargées des cultures vivrières et des soins domestiques. Les enfants aidaient les uns et les autres selon leur âge.

Compte tenu des croyances religieuses des forestiers profondément marquées par les phénomènes naturels, il est évident qu'ils étaient très attachés à leur environnement, non seulement par des liens matériels mais aussi par des liens spirituels.

Aussi, lorsque l'administration les obligea à abandonner leurs clairières pour venir s'installer le long de la piste qu'elle avait fait construire par des hommes recrutés par force, ce dût être, pour ces pauvres gens un véritable déchirement et un déracinement.

L'objectif de l'administration était uniquement politique : il s'agissait pour elle, de pouvoir contrôler facilement toute la population camerounaise.

Je pense, que ces regroupements forcés ont gravement perturbé les peuples forestiers. Il leur a été très difficile de retrouver des terrains de chasse ou même des surfaces cultivables suffisamment proches de leur nouveau village. Ils ont perdu leur environnement ancestral. Leurs croyances naturelles faisant corps avec leur vie matérielle et leur organisation sociale ont été déphasées. Et ce n'est pas la morale chrétienne prêchée par les Missions qui pouvait arranger les choses, bien au contraire ! Si l'on ajoute à ces implantations autoritaires sur de nouveaux territoires, le travail forcé, et les cultures obligatoires (supposant l'apparition de l'argent et de son rôle démoralisateur), il ne pouvait en résulter qu'un processus de désorganisation sociale, de crise morale, d'affaiblissement des liens claniques.

Alors, apparurent la désaffection pour le travail, le recours à l'abus d'alcool, la malhonnêteté, le désir de fuir le village et d'aller vers la ville pour « gagner de l'argent ». A ces raisons sociologiques s'ajoutaient encore les tracasseries administratives : impôts, corvées, fournitures obligatoires...

Quelques médecins coloniaux honnêtes ont multiplié les rapports de mise en garde sur les conséquences de cette situation. Ils ont signalé, par exemple, l'aggravation de la malnutrition et de l'état sanitaire des populations. Ils ont chiffré, pour certaines régions du Sud-Est Cameroun jusqu'à 95 % de mortinatalité et un pourcentage énorme de stérilité féminine.

Tel était le Cameroun que j'ai connu en 1944.

La piste relayant M'Balmayo à Yaoundé était bonne, bien entretenue.

Tous les villages traversés donnaient une impression de propreté remarquable.

M'Balmayo se trouve à proximité de la grande forêt qui couvre tout le Sud Est du pays jusqu'à la frontière du Gabon et de l'ancienne Guinée espagnole. Après cette agglomération, on approche du Pays Boulou alors que depuis Yaoundé on est en territoire Ewondo. Ces ethnies, comme toutes celles qui peuplent ces régions forestières appartiennent au grand groupe des Fangs [6] que l'on retrouve au Gabon, au Congo. Physiquement, ils diffèrent des Peuples de la savane. De taille plutôt petite, leur teint n'est pas noir mais café au lait, cuivré même parfois. Ils parlent tous des dialectes dérivant d'une langue commune : malheureusement, il arrive souvent que malgré cette parenté linguistique, les membres de deux ethnies voisines ne parviennent pas à communiquer. Il s'est d'ailleurs créé, près des côtes surtout, une sorte d'espéranto rudimentaire appelé « pidjing » formé d'un petit nombre de mots le plus souvent d'origine anglaise importés par les marins et les trafiquants, à peine suffisant pour traduire les besoins de la vie courante.

Je pense que ces Peuples auraient intérêt à tenter dans toute cette partie de l'Afrique une remise à jour de la langue fang enrichie d'un vocabulaire moderne utilisant une écriture pourvue d'un alphabet bien adapté. Certaines missions protestantes américaines avaient réalisé un bon travail dans ce sens, malheureusement limité à quelques ethnies, donc à quelques dialectes.

A mon avis, la langue fang pourrait être remise en usage, un peu comme on le tente actuellement avec la langue occitane pour l'ensemble des régions du Midi de la France. Je suis persuadé que l'absence d'une langue moderne commune à tous les peuples de la forêt constitue un grand handicap pour leur épanouissement culturel et pour leur marche vers le progrès. Nous en avions discuté au Cercle d'Etudes de Yaoundé et c'est dans cette voie que les camarades étaient décidés à aller :

Je note aujourd'hui, en 1986, que les meilleurs, parmi les Camerounais, écrivains, poètes s'expriment en langue française. Je viens de lire un poème de Monsieur Francesco N'Dintsouma intitulé « Heures rouges », consacré aux martyrs des événements de Douala en 1945, je le trouve admirable, mais je ne peux m'empêcher d'évoquer l'impact qu'il connaîtrait s'il était déclamé en langue fang, à la tombée de la nuit, au cœur des villages de la forêt !

La langue est une partie fondamentale de la culture, elle colle au paysage environnant, à la collectivité ethnique, à son passé, à son histoire, à ses joies, à ses peines. Elle constitue un lien privilégié entre tous ceux qui la parlent. Elle est le ciment qui soude tous les éléments permettant de caractériser une Nation.

6. Les Fangs ou Pahouins sont eux-mêmes un sous-groupe du peuplement Bantou qui vit dans toute l'Afrique forestière depuis le Cameroun jusqu'à l'Afrique du Sud. Tous les Bantous parlent des langues apparentées.

L'utilisation du Français ou de l'Anglais comme langue de culture me paraît dangereuse pour l'avenir de ces Pays qui risquent une dépersonnalisation totale constituant une mutilation et un obstacle sérieux à l'accession à une véritable indépendance.

Le Nyong, à M'Balmayo, est un fleuve calme et large. J'ai gardé le souvenir de grandes pirogues amarées aux berges ; recouvertes d'un abri fait de feuilles de palmier, elles rappelaient à s'y méprendre les sampans chinois.

Je n'eus pas le temps de visiter l'agglomération. Toute la journée fut consacrée à l'examen du Certificat d'études. Je présidai une commission composée de quelques moniteurs camerounais, mais surtout, et c'était là l'originalité, si l'on peut dire, de l'Administrateur des colonies, de plusieurs de ses adjoints et de Pères blancs missionnaires.

Les candidats étaient nombreux et il s'agissait d'un gros travail qu'il fallait terminer avant la fin de l'après-midi : corrections, reports sur des imprimés spéciaux, comptage, discussions sur des cas litigieux, proclamation des résultats.

Avec ces examinateurs, je n'échangeai que des propos relatifs aux épreuves et je m'abstins de tout commentaire. Quand tout fut terminé, je m'empressai de prendre congé et de rejoindre le véhicule que l'Enseignement avait mis à ma disposition...

Le voyage qui devait me conduire à Bafia pour le même objet fut plus long et plus pittoresque. Disposant d'un véhicule spacieux, j'emmenai avec moi ma petite famille. C'était un trajet de 150 km environ. Il y avait deux fleuves à traverser.

Nous arrivâmes à un point de la berge de la Sanaga situé en aval de belles chutes. A cet endroit un appontement permettait d'accéder au bac. Celui-ci était tout simplement constitué de grandes pirogues sur lesquelles on avait fixé des madriers les reliant entre elles et formant une plate forme destinée à recevoir véhicules et passagers. Une rambarde rudimentaire assurait une sécurité relative.

Nous eûmes l'occasion d'utiliser d'autres bacs, à cette époque, tous étaient ainsi construits. La manœuvre devant amener camions ou voitures sur la plate-forme était toujours délicate car les bacs n'étaient pas très stables.

La plate-forme laissait libres l'avant et l'arrière des embarcations. Là se tenait un nombre important de piroguiers. Au départ, le bac était poussé dans le courant à l'aide de gaffes. Puis le tam tam commençait à gronder accompagnant le chant des hommes maniant leurs pagaies en se contorsionnant. Ce chant et cette danse allaient durer pendant toute la traversée sur un rythme d'abord lent puis de plus en plus rapide lorsque le bac se trouvait au milieu du fleuve, en plein courant. C'était un spectacle inoubliable.

La traversée de la Sanaga s'agrémentait, en plus, de la vue des magnifiques chutes : le fleuve s'y jetait d'une hauteur importante dans un grondement impressionnant malgré la distance. La blancheur des eaux

écumeuses et l'embrun s'élevant par-dessus le sommet formaient un tableau saisissant, encadré par les immenses frondaisons des arbres géants et la lisière luxuriante de la forêt touchant les deux berges.

Cela durait près d'une heure car le fleuve est large et le courant assez fort. Les piroguiers utilisaient une tactique habile : se laissant déporter d'abord par les eaux voisines de la berge de départ, ils gagnaient le large en oblique, sans trop résister au courant ; puis, c'était le déclanchement d'une furie, le tam-tam brusquement rythmait un chant et une danse endiablés et les pagaies frappaient l'eau avec violence. En oblique toujours, le bac ayant viré à contre courant, rejoignait l'autre rive en luttant contre le fleuve. Enfin, tout se calmait et l'on profitait des eaux tranquilles à proximité du bord pour accoster à l'appontement en utilisant de nouveau les perches.

La même scène se reproduisit pour le franchissement du M'Bam que la piste aborde à un endroit où le fleuve est large de près d'un kilomètre et où les eaux s'écoulent lentement. Lorsque nous nous trouvâmes au milieu du trajet, nous eûmes le plaisir d'observer un troupeau d'hippopotames, qui s'ébattaient non loin de nous. Les jeunes plongeaient, disparaissaient sous l'eau, puis faisaient surface avec une agilité étonnante chez ces gros animaux. Quelques vieux dormaient au fil du courant ne laissant voir que le sommet de leur tête. Nos deux enfants Colette et Yvan s'amusaient beaucoup à ce spectacle. Colette en particulier, en a gardé un souvenir précis : ce qui l'avait frappée surtout était le cri des hippopotames, rauque et quelque peu lugubre. Il faut dire que les cris de beaucoup d'animaux, et d'oiseaux africains présentent un caractère qui, à la tombée de la nuit surtout, fait naître un sentiment d'inquiétude, chez les nouveaux arrivés. Nous n'avons jamais entendu en Afrique des chants d'oiseaux comme ceux que nous connaissons en Europe.

A Bafia, nous fûmes reçus par le chef de Région, Monsieur Tine qui nous invita à prendre le repas de midi à la résidence. Le déroulement de l'examen ne posa aucun problème et je n'en ai gardé aucun souvenir.

Par contre, la conversation avec Monsieur et Madame Tine fut très intéressante. Ils étaient Martiniquais, très noirs, et comme tels, ils avaient eu à souffrir de l'attitude de nombreux coloniaux à leur égard. Très rapidement, ce problème fut abordé et nous sentant différents des autres, ils se défoulèrent en nous faisant connaître leurs griefs.

Personnellement, ce que j'ai retenu surtout de l'entretien ce sont les révélations qu'il me fit concernant le travail forcé. Sa région comprenait la subdivision de N'Dikiniméki qui avait approvisionné en main-d'œuvre, pendant des années, les plantations de caoutchouc de la Dizanqué.

Cest plantations appartenaient à la Société Caoutchoutière des « Terres rouges » ayant ses principales activités au Viet-Nam. Elles se trouvaient dans la région d'Édéa et occupaient un très grand territoire entièrement clôturé, avec des gardes armés et même une geôle. Les travailleurs vivaient dans des baraquements ; ils étaient prisonniers et beaucoup d'entre-eux ne revoyaient jamais plus leur village.

Monsieur Tine nous expliqua comment étaient recrutés ces pauvres bougres. Il recevait un ordre de service du Gouverneur le priant de fournir un nombre déterminé de travailleurs. Il ne pouvait que le répercuter sur son adjoint, le Chef de subdivision de N'Dikiniméki. Celui-ci convoquait un certain nombre de chefs de village et les chargeait de désigner, chacun, un contingent d'hommes valides. Il n'est pas besoin de préciser les critères servant au choix : il suffit de savoir que les chefs pouvaient par préférence choisir n'importe qui.

Au jour dit, les malheureux étaient rassemblés. On les reliait les uns aux autres par une corde attachée au cou et encadrée par des miliciens armés, la file lamentable gagnait, à pieds, par les pistes de la forêt, le lieu de leur déportation. Les cris, les pleurs des femmes saluaient leur départ : il y avait si peu de chances de revoir ces hommes au village !

J'appris ainsi que cette subdivision, par suite des réquisitions répétées, s'était dangereusement dépeuplée. Le départ d'un trop grand nombre d'hommes valides créait une telle perturbation dans les villages, au sein des clans, des familles, que la vie de la collectivité devenait très précaire. La viande manquait faute de chasseurs. Les clôtures n'étant plus entretenues, les animaux de la forêt saccageaient les récoltes.

En temps normal, l'équilibre démographique était péniblement maintenu par les nombreuses naissances, le départ des hommes créait un déséquilibre mortel pour la région.

Les villages disparaissaient les uns après les autres. Monsieur Tine déplorait la chose mais il ne se sentait pas de taille à s'y opposer. Il faut, d'ailleurs, se placer dans l'atmosphère du moment : accepter une carrière d'administrateur des colonies signifiait accepter de remplir le rôle pour lequel cette fonction avait été créée y compris celui d'enrichir une grosse société coloniale en envoyant des malheureux au bagne et souvent à la mort. Beaucoup de villageois, en effet, ne pouvaient pas s'adapter à cette nouvelle existence concentrationnaire qu'on leur imposait et à laquelle ils ne pouvaient pas échapper.

J'ai connu quelques administrateurs récalcitrants comme Monsieur Jacquot, l'époux d'une de nos camarades. Leur sort était vite réglé. Ou bien on les brimait jusqu'à les pousser à donner leur démission, ou bien on les confinait dans des emplois subalternes et sans responsabilités comme ce fut le cas pour Monsieur Jacquot.

En 1946, au cours d'un passage d'une délégation de la C.G.T., Soulier et moi fîmes constater ce cas de génocide alors que nous traversions la subdivision de N'Dikiniméki.

Au début de 1947, André Tollet, à cette époque membre du Bureau Confédéral de la C.G.T. et moi-même, nous accompagnâmes Oum Nyobe Ruben chez le Directeur de la Dizangué pour exiger le libre exercice du droit syndical. Les choses avaient alors changé. Une loi récente avait interdit le travail forcé, les syndicats étaient nés au Cameroun et agissaient. Ce monsieur se fit tout petit et Tollet ne lui mâcha pas ses mots.

Le Certificat d'études à Nanga Eboko m'ouvrit un autre horizon. Là, je fus invité au repas de midi par le père supérieur de la Mission catholique de l'endroit. Je pus constater d'abord la facile existence que menaient les Missionnaires ; ils n'avaient rien à envier aux autres coloniaux, même train de vie, mêmes serviteurs.

Le confort régnait dans tous les locaux habités par les pères : ils affichaient, pour la plupart, des mines réjouies et rebondies. D'ailleurs, leurs propos de table étaient loin de refléter l'austérité. On mangeait bien, on buvait bien. Et l'on parlait des « Nègres »... ces grands enfants qu'il fallait guider !

Cela m'ouvrit les yeux. Et l'on mit cette question à l'ordre du jour du Cercle d'Etudes. Le rôle des Missions fut débattu. La conclusion fut claire et nette : nulle part, les Missionnaires ne s'étaient opposés à l'exploitation, à l'oppression, au racisme. Ils collaboraient avec l'Administration et aussi avec les employeurs européens. Beaucoup de missions étaient de véritables entreprises exploitant le travail gratuit des ouailles ; elles possédaient des plantations de produits exportables ; elles étaient très riches.

Monsieur Arnaud, notre chef de service, qui avait étudié le problème, prouvait, chiffres en mains, que le total des fonds expédiés à Rome par les missions dépassait de très loin celui des quelques subventions venues de l'Europe. Ce qui laisse à supposer que le produit des quêtes effectuées en faveur des Missions à l'étranger n'était pas affecté au but proclamé : d'ailleurs, les Missionnaires n'en avaient pas besoin !

Ils avaient l'audace de vendre des images et des médailles aux pauvres villageois. J'ai assisté à la scène : tout le village aligné en file indienne et défilant devant le Père. Ces médailles étaient portées pendues au cou... à côté du sachet aux objets antimaléfices !

Et il y avait les Siksas ! toutes les filles en instance de mariage étaient gardées, en internat, dans les bâtiments de la Mission, en principe, pour être préparées à la vie conjuguale ! Les familles devaient payer leur pension. Mais, pendant des mois, ces jeunes femmes effectuaient de durs travaux non payés.

Nos camarades du Cercle d'Etudes entrèrent en contact avec quelques prêtres camerounais. A cette époque, ils étaient en nombre infime. Ainsi, nous pûmes avoir en notre possession, un document explosif. Il s'agissait d'une supplique adressée au Nonce du Pape effectuant un voyage en Afrique. Les prêtres catholiques camerounais y dénonçaient les actes de racisme dont ils étaient victimes de la part des religieux blancs. Ils dressaient une longue liste d'exactions, de turpitudes dont ils avaient été les témoins ou dont ils avaient eu à souffrir. Ils réclamaient l'égalité des droits entre pères blancs et noirs.

Notre camarade Suret Canale y fait allusion dans son Histoire de l'Afrique et j'ai été heureux d'apprendre que ce document n'a pas été perdu.

Il faut savoir enfin que dans les églises catholiques du Cameroun, il y avait, sur le devant, des sièges réservés aux Blancs et pendant les offices, les

Noirs se trouvaient debout, derrière la barrière les séparant des seigneurs... et cela jusqu'en 1945.

Je pense que les Missions ont largement contribué à aggraver la déstabilisation de la société tribale provoquée par la colonisation. En ce sens, elles ont été des pourvoyeuses de main-d'œuvre pour les employeurs européens (et aussi pour la bourgeoisie naissante africaine) et pour l'administration. Un nombre grandissant d'individus désorientés, voyant s'affaiblir les liens sécurisants de leur groupement traditionnel, troublés par la pression permanente des Pères Blancs munis de grands moyens, fuyaient les villages. La Mission leur apportait l'idéologie de l'économie marchande. Ils n'avaient alors plus d'autre solution que de rechercher du travail salarié et d'entrer ainsi dans le circuit du système capitaliste au titre de surexploités directs...

Grâce à Méric, nous ne restâmes pas isolés dans la société des Blancs. Bientôt, nous eûmes un nombre important d'amis que nous recevions et qui nous accueillaient chez eux. Le meilleur d'entre eux Guy Benoit fut un membre actif du « Cercle d'Etudes » et à son retour en France, il adhèrera au P.C.F. avec son épouse. Nous les retrouverons à Paris en 1948.

Monsieur Arnaud, chef du service de l'Enseignement et Monsieur Perrucca, directeur de l'Ecole supérieure rejoindront aussi notre parti dans leur village de retraite, en France.

Nos relations comprenaient surtout des enseignants, mais il y avait aussi un géomètre, un mécanicien auto réfugié espagnol et même un moyen planteur de café.

Tous ces amis étaient des démocrates ou des sympathisants à nos idées qui n'admettaient pas le régime colonial ; cependant, ils n'imaginaient même pas que l'on puisse s'y opposer ouvertement. Nous avions leur sympathie mais ils nous jugeaient comme étant des utopistes qui ne tarderaient pas à connaître des désillusions. Nous leur devons le réconfort qu'ils nous ont apporté dans les moments difficiles, quand nous nous sommes trouvés en butte à la haine des ultra-colonialistes au moment où les syndicats commencèrent à s'installer. Ils continuèrent à nous fréquenter et ce fut bien méritoire de leur part.

Monsieur Arnaud, en particulier, nous parlait souvent de la conférence de Brazzaville à laquelle il avait participé, en janvier 1944. Toute sa carrière s'était déroulée en Afrique. Après avoir débuté dans les fonctions d'instituteur, il avait présenté l'examen africain d'inspecteur des écoles. Il avait exercé au Soudan (aujourd'hui le Mâli), en Haute-Volta, en Guinée... Sa nomination au Cameroun au poste de Directeur de l'Enseignement était assez récente. Parmi ses prédécesseurs on citait une curieuse figure coloniale auréolée d'une légende pittoresque.

Ce personnage et son épouse auraient débarqué en Guinée venant d'un département français déshérité pour y faire fortune. Là-bas, ils auraient tenté leur chance dans la commercialisation de produits d'exportation comme l'arachide. Sans trop de succès.

Fort heureusement pour eux, ils nouèrent des relations avec un administrateur des colonies. Toujours est-il, qu'un certain jour, cet administrateur ayant gravi les échelons, fut nommé Gouverneur du Cameroun où il arriva avec ce couple dans ses bagages. Trouver un job pour les amis fut très simple. Il manquait un Chef de service de l'enseignement. Un arrêté gubernatorial créa un concours spécial où ne se présenta qu'un seul candidat : celui que l'on devine. La légende ajoute que les épreuves du concours avaient été choisies par le candidat lui-même.

Et ce serait ainsi que ce singulier « haut fonctionnaire » fut amené à présider aux destinées de toutes les écoles du Cameroun pendant de nombreuses années.

Il y a sans doute du vrai dans cette histoire car, à « la bonne époque », entre les années 1920 et 1939, le Cameroun était une véritable chasse gardée où les différents services administratifs se trouvaient entre les mains d'équipes inamovibles parvenus à des postes de direction sans posséder, le plus souvent, la moindre qualification. En accord avec les cadres des sociétés commerciales coloniales et les planteurs et coupeurs de bois, ces personnages étaient tout-puissants.

Monsieur Arnaud était arrivé en Afrique avec les idées généreuses des instituteurs de son époque. Il y a fait toute sa carrière avec la certitude d'avoir œuvré très utilement pour le plus grand profit des enfants africains, pour la promotion d'une nouvelle Afrique plus « évoluée », mieux préparée à son accession au progrès. Il a certainement été sincère comme l'ont été en France les maîtres de l'école laïque qui, quant au fond, préparaient les « bons » ouvriers dont l'industrie avait besoin à la fin du XIXe siècle. L'école africaine préparait de « bons » auxiliaires de la colonisation !

A la conférence de Brazzaville, il avait présenté un rapport concluant à un développement massif de l'enseignement, à la création d'un véritable enseignement secondaire préparant l'ouverture d'Universités. Il prônait l'utilisation exclusive de la langue française. Il n'oubliait pas, non plus, le problème des paysans africains qu'il fallait « amener » (!) à devenir les nourriciers de l'Afrique.

Cette fameuse « Conférence de Brazzaville » fut une source de discussions interminables.

Méric nourrissait une antipathie féroce à l'encontre du Général de Gaulle. Il disait toujours : « Là est le danger : de Gaulle est l'homme intelligent du capital. Il empêchera la France d'aller vers le socialisme. Ici en Afrique, il fait la part du feu et prépare un nouveau système colonial basé sur la complicité de certaines couches que l'on appelle aujourd'hui « les évolués » et qui demain formeront une bourgeoisie africaine. Tel est le sens et telle est la raison de la « Conférence de Brazzaville » autour de laquelle on fait tant de bruit ».

En effet, chacun comprenait qu'après la guerre, rien ne serait plus comme auparavant. Le système colonial classique ne pourrait plus se maintenir tel quel. Il existait certes des colonialistes bornés et aveuglés par

leurs certitudes racistes qui espéraient encore perpétuer leurs exactions en utilisant la force brutale. Ils étaient décidés même à se battre, les armes à la main : nous allions en faire l'expérience au Cameroun.

Mais les « théoriciens », eux, savaient bien qu'il faudrait utiliser d'autres méthodes pour permettre aux capitaux européens (et américains) de continuer à tirer de substanciels profits de la terre africaine et de la sueur de ses habitants. Méthodes d'ailleurs, que les Gouvernements, au besoin, imposeront par la force ou tenteront de le faire comme au Viet-Nam, en Algérie.

Nous entrions aussi dans une phase nouvelle du mode de production capitaliste où l'extraordinaire concentration des groupes financiers et industriels allait donner naissance aux « multinationales » qui se sont partagé les richesses du monde « libre ». Un certain type d'économie marchande né de la conquête coloniale devenait périmé.

A Brazzaville se réunirent donc, en janvier 1944, un nombre important de « technocrates » coloniaux et quelques représentants de l'Assemblée consultative venus d'Alger. Le Général de Gaulle et le ministre René Pléven assistèrent aux travaux. On mit rapidement en vedette des hommes comme Félix Eboué, Gouverneur de l'A.E.F. Guyanais, homme de couleur, ce qui était présenté comme le symbole de l'« ère nouvelle » qui allait s'ouvrir.

En réalité, ces hommes, dans leur grande majorité, ne visaient nullement à une émancipation réelle des populations africaines. Les meilleurs d'entre-eux étaient convaincus de la nécessité du maintien d'une tutelle étroite de la part de la Métropole : quelques-uns croyaient peut-être sincèrement que cette tutelle pourrait conduire l'Afrique vers un progrès véritable. Ils n'avaient pas conscience du fait que l'exploitation des richesses économiques au profit des monopoles ne pourrait qu'aggraver la situation du Continent.

Un certain nombre de résolutions furent adoptées qui tendaient à la libéralisation du régime : assemblées locales, élections de députés africains, octroi du droit syndical, développement de l'enseignement, promotion de cadres africains.

Tout ceci, en définitive, ne devait aboutir qu'à la naissance d'une nouvelle forme d'exploitation que l'on appelle aujourd'hui le néocolonialisme.

Cela passera par l'éphémère « Union française » pour se perpétuer dans des indépendances de pure forme puisque la plupart des nouveaux états africains ne sont pas maîtres de leur économie et au lieu de s'enrichir, s'appauvrissent sans cesse. Certes, une petite frange de la population profite largement de cette situation et vit aussi bien, sinon mieux, que les Blancs colonialistes d'autrefois. Mais, dans le même temps, la grande masse du peuple connaît la misère, le chômage, la malnutrition et l'oppression politique. Dans bien des états, la situation est dramatique.

Ceci ne gêne nullement les dirigeants du Monde capitaliste qui baissent, constamment, en valeur relative, les prix offerts pour l'achat des

matières premières africaines pendant qu'ils font payer de plus en plus cher les produits usinés qu'ils vendent au Tiers Monde.

Dans un monde où s'affirme, de plus en plus l'interdépendance des Peuples, il est très grave de laisser courir à l'Afrique noire le danger d'une ruine totale. Cela se retournerait contre nous.

Nos intérêts sont réciproques. Une Afrique riche contribuerait au bien-être mondial, au nôtre aussi donc. Il y a d'immenses possibilités d'échanges, mais il faut qu'ils soient égalitaires et non des diktats imposés au seul profit des multinationales.

Une solution juste, c'est pour moi une certitude, ne pourra jamais être trouvée tant que les problèmes se régleront en termes de mouvements de capitaux, de profits, de rentabilité, de prêts financiers ou autre ingrédient de la société dite de consommation plus scientifiquement désignée sous le nom de Capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.).

C'est cette bastille-là que tous les Peuples du Monde doivent attaquer. Sa chute constituera une étape décisive dans la marche en avant vers le progrès de toute l'humanité.

Je pense que c'est ce que devraient comprendre des homme comme René Dumont lequel, au lieu de noyer le poisson en se perdant dans l'étude de multitudes de situations certes regrettables et dangereuses (et dont il tire souvent des conclusions douteuses), ferait bien mieux d'engager un combat conséquent contre les vrais responsables qui se trouvent essentiellement en Europe et aux U.S.A. principalement.

Ils feraient bien surtout de ne pas affaiblir ce combat et pour cela, cesser de diviser les forces susceptibles de le mener à bien. Car c'est ce qu'ils font en pratiquant un anticommunisme qui devient de plus en plus primaire. En procédant ainsi, ils prolongent le mal et font exactement le jeu des affameurs de ce Tiers Monde dont ils se prétendent solidaires.

CHAPITRE IV

L'UNION DES SYNDICATS DU CAMEROUN LES ÉVÉNEMENTS DE DOUALA

Chaque réunion du « Cercle d'études » nous renforçait dans notre détermination de persévérer. D'après certaines informations, encore bien confuses, nous savions que la décision de Brazzaville concernant les syndicats ne tarderait pas à se concrétiser. On parlait de droit restrictif : syndicats soumis à l'autorisation préalable de l'Autorité administrative, garanties exigées des futures dirigeants syndicaux, etc.

Nous nous préparions à exiger un droit syndical véritable. Les séances du Cercle se poursuivaient tous les mardis soirs et nous gardions un contact étroit avec Soulier à Douala.

Sur le plan scolaire, les élèves partirent en vacances en septembre. Mais sur le plan administratif, cela ne signifiait pas un congé pour les enseignants. Il y avait, en effet, une non concordance entre le congé administratif de six mois dû aux fonctionnaires après chaque séjour de deux ans passés en Afrique et la date des vacances scolaires. Un enseignant revenu de son congé de détente en France reprenait ses fonctions, le plus souvent, en pleine année scolaire.

Pendant les vacances des élèves, la plupart des instituteurs devaient résoudre des problèmes de constructions scolaires, de surveillance des annexes des écoles régionales (plantations, petits ateliers, bétail, etc.).

Pour ce qui me concerne, il se trouva que Monsieur Arnaud était préoccupé par la situation de l'Ecole supérieure. Il y avait eu une année sans recrutement... Pour l'année scolaire 1944-45, l'école ne comprenait qu'une première et une deuxième années. Il n'y aurait donc pas de troisième année et pas de sortie d'élèves en 1945. Ceci le gênait car l'administration lui réclamait de futurs auxiliaires pour ses services.

Je lui fis la proposition de prendre les quinze meilleurs parmi les élèves ayant terminé leur première année et de préparer pour eux un programme spécial sur lequel serait basé l'examen de sortie sanctionnant la fin des études. Je déclarai être volontaire pour les prendre en charge à la condition d'être seul à assumer la responsabilité de toutes les matières à enseigner. J'avais parlé de Makarenko à Monsieur Arnaud. Je lui expliquai que, toutes proportions gardées évidemment, j'étais tenté par l'expérience, et ferai tout pour qu'elle réussisse.

La période historique et les conditions spécifiques du Cameroun de ce moment-là allaient m'aider.

Monsieur Arnaud accepta.

Je passai les jours de vacances à étudier les programmes des 2e et 3e années et le niveau normal de l'examen de sortie de l'école. Je fis un amalgame, éliminant ce qui ne me paraissait pas essentiel et mis sur pied un ensemble couvrant toutes les matières. Il fut bien entendu que les épreuves de l'examen seraient choisies dans le programme spécial que je proposais.

C'est ainsi qu'en octobre 1944, je pris en charge une équipe de quinze jeunes Camerounais que je ne devais plus quitter jusqu'en septembre 1945, quelques jours avant l'examen de sortie, auquel je ne pus assister, car, ce jour-là, je me trouvais en état d'arrestation à Edéa, à 200 km de Yaoundé !

Effectivement, cette expérience fut exaltante. Dès les premiers contacts, je me présentai comme un anticolonialiste conséquent. Mon but était de les convaincre de ce que l'Humanité est une, qu'il n'y a pas de races supérieures ou inférieures. Je débutai par un cours d'histoire décrivant l'aventure humaine depuis ses origines jusqu'à nos jours. Je désirai leur faire acquérir la certitude de toutes leurs possibilités, supprimer en eux tout complexe d'infériorité et leur donner un immense désir d'apprendre afin de se préparer à servir leur pays qui avait besoin d'eux.

Très rapidement, le groupe fut soudé et se mit au travail d'arrache-pied. Les mois s'écoulèrent sans que le moindre problème vienne troubler nos rapports, je n'ai jamais eu la moindre sanction à prendre.

Comme ce fut le cas pour le « Cercle d'Etudes », rien de ce qui se passait entre nous ne transpirait au dehors. Les élèves me tenaient au courant de tout ce qui se disait dans le pays, dans les villages ou les quartiers des villes. Ils m'établirent de belles monographies décrivant leur société traditionnelle avant l'arrivée des Européens : migrations, habitat, nourriture, organisation sociale, traditions, éducations des enfants, etc. et notant les perturbations provoquées par la colonisation.

Ce sont eux qui vinrent me prévenir, en pleine nuit, du début des événements de Douala dont ils avaient eu connaissance par les tam-tams transmettant la nouvelle de village en village : deux élèves quittèrent l'internat pour venir jusqu'à notre case.

Le groupe se présenta à l'examen dans les plus mauvaises conditions possibles alors que les colonialistes tentaient d'imposer leur pouvoir et que Monsieur Arnaud était parti. Malgré le désir de certains, on ne put les recaler, tous furent reçus. Ce fut, pour moi, une belle récompense.

Vers la fin de 1944, nous pûmes entrer en communication avec nos camarades de la C.G.T., à Paris. Nous les informions de notre intention de créer un mouvement syndical dès que les conditions le permettraient. J'avisai aussi le Syndicat des Instituteurs et la Fédération de l'Education nationale du projet de constitution d'une section camerounaise du S.N. instituteurs.

Nous reçûmes un décret gubernatorial qui accordait le droit syndical à tous les Camerounais, sous réserve d'une autorisation préalable, et cela à compter du 1er janvier 1945. Le feu vert était donné.

Ce fut un tollé quasi général dans la société blanche. Le journal « le Cameroun libre » de Yaoundé commença une campagne virulente qui devait aller en s'amplifiant de mois en mois. Au début, les colonialistes pensaient que les Camerounais ne sauraient pas utiliser ce droit et le tournaient en dérision. Ils allaient vite déchanter.

Dès les premiers jours de janvier 1945, en effet, nous mettions au point les statuts de six syndicats : administration générale, Santé publique, trésor, P.T.T., instituteurs, moniteurs de l'Enseignements. Pour chacun d'eux, un bureau provisoire avait été établi.

Je demandai une audience au chef de Région de Yaoundé et celui-ci reçut une délégation. Nous déposâmes les statuts entre ses mains et d'emblée, nous posâmes le problème des libertés syndicales. Nous l'informions que nous avions l'appui de la C.G.T., alors la seule centrale syndicale Française.

Bien entendu, il y alla de son couplet concernant les « dangers » de ne pas savoir utiliser ce nouveau droit, les Camerounais n'y étant pas « préparés » et crut bon de nous menacer d'intervenir sévèrement en cas de troubles !

Il s'agissait maintenant d'organiser le mouvement, d'acquérir l'expérience indispensable à des dirigeants novices. Les mois de janvier et février y furent employés. Cela fut une tâche écrasante pour nous. Nous avions des réunions chaque jour. Au début, elles se tenaient dans notre case de N'Kolinguet.

A Douala, Soulier, de son côté, aidé par Lalaurie et Moumé Etia, un cheminot Camerounais, avait impulsé des créations de syndicats : nos initiatives étaient coordonnées [1].

Nous décidâmes d'organiser une Union régionale à Yaoundé et une autre à Douala. En moins d'un an, nous allions avoir dix unions régionales qui furent groupées dans l'Union des syndicats du Cameroun.

Pour l'Union régionale de Yaoundé, un secrétariat s'avéra nécessaire. Il fut installé d'abord dans une petite pièce de notre case. Je disposais d'une vieille machine à écrire du Service de l'Enseignement et nous recrutâmes un dactylo. Pendant, plusieurs mois, tous les frais furent payés sur mes émoluements.

---

1. Cependant, compte tenu de nos multiples préoccupations et de la difficulté des communications entre Yaoundé et Douala, il est certain que nous ne connaissions pas les détails de nos activités réciproques. Personnellement, je connaissais assez peu la situation exacte à Douala où les problèmes ne se posaient pas de la même manière que dans nos régions.

Dans les tout premiers débuts, un premier bureau provisoire de l'Union des Syndicats du Cameroun fut constitué à Douala, dirigé par Soulier, Moumé Etia et Lapeyre. En fait, il s'agissait de l'Union régionale de Douala.

Je fus élu secrétaire de la section du Syndicat des Instituteurs ; grâce à de nouveaux collègues récemment arrivés au territoire, nous avions trouvé un peu de renfort. Un professeur venu d'Alger, Flet, dont je connaissais le père, accepta le poste de secrétaire de la section de la Fédération de l'Enseignement qui regroupait des professeurs nouveaux venus, des instituteurs et les moniteurs camerounais.

Les camarades me demandèrent de prendre la responsabilité de l'Union régionale de Yaoundé, ce que j'acceptai à titre provisoire, leur expliquant bien que le plus tôt possible je cèderai la place à un Camerounais.

Nos camarades du « Cercle d'Etudes » étaient très actifs. Partout, sur les lieux de travail, dans les quartiers et villages, ils faisaient un grand travail d'explication et de propagande. Ils utilisaient aussi toutes les liaisons qu'ils avaient avec leur région d'origine. A Eséka, M'Balmayo, Bafia, en pays Bassa, en Pays Boulou, des embryons de syndicats commencèrent à naître.

Nous décidâmes d'officialiser le « Cercle d'Etudes » et déposâmes les statuts à la région. Nous avions adopté le titre de « Cercle d'Etudes marxistes ». Le chef de Région leva les bras au ciel nous disant que nous allions au devant d'incidents graves. Finalement, ne voulant pas envenimer la discussion, nous acceptâmes de modifier l'appellation et certains articles des statuts.

Désormais donc, ce fut officiellement le « Cercle d'études sociales » [2]. Nous étions sortis de la clandestinité, nos réunions étaient devenues légales.

Bientôt, nous allions avoir des liaisons régulières avec la Commission nationale compétente du Parti Communiste français et plus particulièrement avec le camarade Raymond Barbé qui en assurait le fonctionnement.

Il ne fait pas de doute que toutes ces nouveautés gênaient énormément l'Administration coloniale. Les officiels avaient très certainement envisagé la naissance d'organisations chapeautées par eux en utilisant des éléments particulièrement dociles. Ils en auraient fait des instruments de leur politique soi-disant nouvelle.

Mais nous les avions devancés. Dans un autre contexte, ils auraient certainement réussi à nous contrer et à empêcher la naissance de nos syndicats. Or, ils ne pouvaient pas ne pas tenir compte de ce qui se passait à Paris où la C.G.T. s'était reconstituée en Centrale syndicale unique, où des communistes participaient au Pouvoir provisoire. Ces messieurs songeaient à préserver leur avenir et n'osèrent pas nous combattre ouvertement.

2. En réalité, ce nouveau « Cercle » s'élargissait à quelques amis européens, mais le groupe d'origine (le vrai « Cercle » pour les initiés) continua à fonctionner comme par le passé. C'est ce que M. Abel Eyinga ne pouvait pas savoir lorsqu'il écrivit son livre « Démocratie à Yaoundé » aux Editions « L'Harmattan » dans lequel il fixe à décembre 1944 la naissance de notre cercle qui fonctionnait depuis juin 1944 et se dispersa le 25 décembre 1945. Cf. : *« Démocratie à Yaoundé »*. Tome I, Edit. « L'Harmattan ».

Ils nous ont toujours reçu courtoisement... mais nous imaginions bien quel devait être le ton et le contenu des entretiens qu'ils avaient, bien sûr, avec les colons, les employeurs privés, les missionnaires et autre administratifs colonialistes.

Au mois d'avril 1945, nous pûmes réaliser une nouvelle avancée. Après bien des démarches, nous réussîmes à obtenir un local administratif pour notre Union régionale. C'était une grande pièce située dans un bâtiment de la subdivision, en plein centre de Yaoundé. Nous y installâmes le secrétariat : nous avions désormais une permanence et une salle de réunions.

Les camarades étaient fiers de se sentir chez eux, sous la banderolle « Union des syndicats du Cameroun ». Nous en profitâmes immédiatement pour réunir les syndiqués, syndicat par syndicat et pour mener notre travail d'explications.

Il s'agissait de procéder à une étude sérieuse des revendications, de les classer par ordre d'urgence et surtout de rechercher les modes d'action pour les faire aboutir. Le rôle des membres du « Cercle d'études » était déterminant. Ils étaient parfaitement conscients de l'attitude responsable que devaient adopter les directions des nouveaux syndicats. Il fallait démontrer, d'emblée, leur capacité de direction. Il fallait éviter des débordements prévisibles dans un mouvement aussi jeune et parmi un peuple aussi opprimé.

Chaque soir, je descendais la côte de N'Kolinguet, remontais celle de la prison et traversant la ville administrative, je venais assurer la permanence. En compagnie de mes camarades, qui devaient traduire souvent mes paroles, nous expliquions, expliquions...

Je n'oublierai jamais les soirées de ces mois de mai à septembre 1945.

Entouré par les Camerounais se pressant autour de moi, je me trouvais en parfaite communion avec ces hommes en qui naissait un espoir de sortir de leur misère, de conquérir enfin leur dignité d'hommes. Car, ils étaient des hommes comme tous les autres hommes, des hommes sensibles, curieux qui ne demandaient pas autre chose que de trouver enfin une place équitable dans la grande famille humaine.

Les syndicats leur expliquaient que l'union fait la force, que le moment était venu de réclamer et obtenir les droits dont bénéficieraient les travailleurs d'autres pays : abolition du travail forcé, durée du travail, salaires décents, respect de la dignité des travailleurs.

La formule « A travail égal salaire égal » eut beaucoup de succès.

Bientôt, dans les administrations, l'on ne put pas faire autrement que de tenir compte de ce fait nouveau. Les délégués syndicaux étaient reçus correctement et l'atmosphère commença à se transformer dans les relations de service.

Bien entendu, nous n'obtînmes pas des avantages nouveaux spectaculaires. Nous n'attendions pas des miracles. Nous n'avons jamais laissé croire aux syndiqués que tout serait facile, qu'il n'y aurait qu'à demander pour obtenir. Nous avons toujours dit et répété que tout dépendrait

d'eux-mêmes, de la force, de la persévérance, du sérieux de leur mouvement. Il convenait avant tout de bien installer les syndicats, d'apprendre à bien les faire fonctionner, d'agir avec prudence, mais sans crainte.

La société blanche ricanait, on ne nous prenait pas au sérieux. Les employés blancs de la gare de Yaoundé se moquaient de moi en particulier, m'appelant « le roi des nègres ! »

Ils reçurent le renfort de deux nouveaux venus (ou plutôt, revenus au Cameroun), Joriot et Bonamour qui bientôt, mèneront une campagne virulente contre notre mouvement, ne se consacrant qu'à cela.

De notre côté, nous avions vu arriver deux collègues qui nous aidèrent beaucoup. Madame Jacquot, institutrice et épouse d'un administrateur des colonies, participa à tous nos travaux, à toutes nos manifestations. C'était une ancienne de la colonie, elle était très active. Riou, instituteur accepta de me décharger en me remplaçant au secrétariat du « Cercle d'études ».

Le mouvement syndical s'élargissait : un syndicat des employés de commerce vint s'ajouter aux six déjà existants. C'était très important car il nous permettait de pénétrer dans le secteur privé et nous savions que nous aurions à faire face aux colonialistes les plus virulents.

Le 8 mai 1945 fut une journée mémorable à Yaoundé. Je crois que c'est ce jour-là que la société blanche prit réellement conscience de ce qui était en marche. Après une discussion au « Cercle d'Etudes », nous décidâmes d'une manifestation publique pour célébrer la chute du nazisme. A l'Union des syndicats, l'idée fut adoptée d'emblée.

Donc, ce jour-là, un cortège parcourut toute la cité administrative de Yaoundé. En tête, une grande banderolle portait l'inscription « Union régionale des syndicats ». Immédiatement derrière, marchaient une dizaine de camarades avec, sur les épaules, un immense cercueil drapé de noir et portant une croix gammée. Une inscription disait : « Enterrons le nazisme, le racisme, le colonialisme. »

Des milliers de Camerounais suivaient cet enterrement symbolique, et parmi eux, deux Blancs : moi-même et Madame Jacquot.

Les Européens de la cité administrative étaient sidérés, il n'y eut aucune réaction de leur part.

Quelques jours après, les camarades me demandèrent de venir dans un village des environs où nous étions réclamés par des petits paysans. Il était situé à quelques kilomètres de Yaoundé et nous nous y rendîmes à pieds par une large piste. Une foule d'environ cinq cents personnes nous attendait, une bonne partie provenant d'autres villages.

La réunion eut lieu sur la place publique. Tout d'abord, je fis poser quelques questions à ceux qui avaient pris cette initiative. Il s'agissait de connaître les problèmes principaux et de savoir s'il était possible d'intégrer ces petits paysans à notre mouvement.

Nous apprîmes que leurs préoccupations essentielles concernaient les prix insuffisants qu'on leur offrait pour leurs produits, la question des

cultures obligatoires, les impôts injustement répartis, les tracasseries des chefs administratifs. Ils souhaitaient vivre libres dans leurs villages.

Je fus amené à prendre la parole pour leur expliquer ce qu'était notre mouvement. Nous savons, leur dis-je, qu'ils représentaient l'immense majorité du Peuple Camerounais : ils pouvaient compter sur la solidarité des syndicats : nous promettions formellement de les aider à organiser leur défense.

Bien entendu, un camarade traduisait en dialecte ewondo, phrase par phrase.

Je devais, par la suite, avoir souvent l'occasion de m'adresser ainsi à un public ne connaissant pas la langue française et n'ayant aucune expérience des mentalités modernes. Je crois m'y être bien adapté en construisant des phrases très simples, faciles à traduire, bourrées d'images, en parlant lentement. Pour démontrer, par exemple, que l'union fait la force, j'expliquai qu'il est facile de briser une baguette, mais que cela devient impossible si l'on réunit ensemble un grand nombre de baguettes bien liées entre elles.

On pouvait lire la compréhension dans les regards et dans les réactions de la foule.

Au cours des années 1946 à 1952, j'ai ainsi participé à des dizaines et des dizaines de meetings, assemblées populaires, réunions de villages, dans toute l'Afrique Noire dépendant de la France, à Madagascar, aux Antilles... Partout, je me sentais fondu dans la masse, épousant ses misères, son désespoir comme ses souhaits et ses rêves. Ces contacts m'ont profondément marqué.

Ils m'ont conforté dans ma conception des problèmes humains, dans ma certitude en la nécessaire solidarité entre tous les hommes de la Terre. Et surtout, ils m'ont convaincu davantage de la valeur du généreux idéal pour lequel nous luttons : celui qui entrevoit une société communiste au cours de la longue marche de l'Humanité dans le sens du progrès. Toute ma vie donc, je ne considérerai comme valable que tout ce qui va dans cette direction et je condamnerai tout ce qui entrave et retarde ce cheminement. Ce sera le fil conducteur auquel je me réfererai en toutes occasions pour juger des faits et des hommes.

Aujourd'hui, quand je croise dans la rue des Algériens, des Africains, je ne peux m'empêcher de revoir ces foules avec lesquelles je communiais alors. Lorsque je perçois l'indifférence, l'hostilité et même la haine dont ils sont trop souvent l'objet dans notre pays, la tristesse, la colère envahissent mon cœur. Et je suis davantage affecté encore quand cette incompréhension émane de Français des milieux populaires ou de personnes de mon entourage aux idées pourtant progressistes. Le colonialisme a fait beaucoup de mal et cela est loin d'être terminé malheureusement. Tant que cette plaie ne sera pas cicatrisée, nous connaîtrons un ralentissement plein de dangers dans l'avancée vers un Monde plus juste, plus rassurant.

Pour ce qui concerne les petits paysans camerounais, notre promesse fut tenue. Dans de nombreux villages, nos camarades aidèrent à la

constitution de syndicats de petits paysans. J'eus l'occasion d'être reçu en 1946, en 1948, par des villageois en pays Boulou, en Pays Bassa, dans la région de N'Kong Samba... Là encore des rencontres bien émouvantes.

En 1946, plusieurs de ces syndicats ont approvisionné en produits vivriers la coopérative ouvrière que nous avions créée et qui fonctionnait au siège de l'Union des syndicats à Douala : bel exemple de solidarité entre ouvriers et paysans !

En juillet-août 1945, ce fut une véritable contre-offensive des milieux coloniaux. Ils sentaient bien que la passivité habituelle des employés et serviteurs noirs faisait place à un nouvel esprit, revendicatif celui-là. Un syndicat des gens de maison (boys et cuisiniers) était en voie de formation.

Les ultra-colonialistes rameutaient toute la société blanche. Les plus virulents étaient ceux qu'on appelait les « coupeurs de bois », exploitants forestiers, dirigés par un nommé Belton et bien sûr les planteurs, les employeurs privés. Ils trouvaient des alliés parmi les administratifs, en particulier aux chemins de fer et dans l'enseignement même.

Joriot, ancien professeur contractuel auquel Monsieur Arnaud avait refusé le renouvellement de son contrat, habitait les logements des enseignants situés sur le plateau scolaire, sa femme exerçant à l'Ecole supérieure. Inoccupé donc, ce Monsieur fut l'un des cerveaux des ultras. Il nous espionnait sans cesse, essayant de nous suivre dans nos déplacements. Il essaya de démoraliser mes élèves qui vinrent m'en avertir immédiatement.

Bonamour, lui, instituteur depuis longtemps au Cameroun, venait d'être démobilisé. Il jouait au matamore. Profitant du retour de l'ancien chef de Service, et de l'imminence du départ en congé de Monsieur Arnaud, il se fit affecter à la Direction de l'Enseignement où il n'avait pas d'autre occupation que celle de nous combattre. Le journal « Le Cameroun libre » lui ouvrit largement ses colonnes. Dans chacun de ses numéros, nous étions insultés, calomniés, menacés, le ton devenait de plus en plus violent. Bonamour, me traitait de dangereux irresponsable, ne connaissant pas les « Noirs »...

Accusant les Pouvoirs publics de laxisme, les ultras en arrivèrent à déclarer publiquement qu'ils prendraient « les choses en main » et feraient régner l'ordre par la force.

Le sieur Bonamour mérite une anecdote. Le service de l'enseignement avait été doté d'une motocyclette ; Monsieur Arnaud me l'avait proposée pour mes déplacements, ce qui m'aurait bien aidé. Or, en instance de départ, il avait confié la gestion du matériel à son adjoint. Celui-ci me retira la bicyclette que j'utilisais depuis un an... et affecta la moto à Bonamour !

Ce dernier, un certain dimanche eut un grave accident qui lui coûta une jambe et la moto fut détruite.

Il continua à mener la campagne, depuis son lit d'hôpital puis quitta le territoire, rapatrié sanitaire. Je devais entendre parler de lui en 1951 lors d'une campagne électorale dans la Nièvre où je soutenais le candidat du

P.C.F., à la Charité-sur-Loire. Il dirigeait le groupe R.P.F. du coin, anticommuniste borné, supernationaliste. Ses concitoyens étaient persuadés, qu'il avait perdu sa jambe dans les combats menés par la division Leclerc !

Pour répondre à toute cette agitation, et à ces menaces, nous décidâmes d'organiser un meeting à Mokolo, le principal quartier africain.

Le soir venu, une foule compacte remplissait le marché, pourtant vaste. Il n'y avait que deux Blancs : Madame Jacquot m'avait accompagné. C'est Charles Assalé qui fit les présentations et assura la traduction. Je m'employai longuement à développer deux thèmes.

Il ne fallait pas avoir peur des colonialistes, car nous avions l'appui de la C.G.T., des démocrates français ; nous n'étions pas seuls ; les Camerounais avaient pour eux la force du nombre et la certitude de leur bon droit.

Mais il fallait être très vigilant et ne se laisser entraîner dans aucune provocation, ne répondre qu'aux mots d'ordre et aux décisions des syndicats.

Nous annonçâmes, à la fin du meeting, qu'une délégation demanderait à être reçue par le Chef de Région pour lui faire part de la détermination du Mouvement syndical de poursuivre son développement et pour lui demander de faire cesser les menaces des ultra colonialistes.

Ce fut un grand succès. La chaleur des applaudissements nous assurait de l'approbation de tous.

Le lendemain, à la Région, l'Administrateur se montra pessimiste. Il jugeait la situation très sérieuse. Il nous laissait entendre, bien sûr que notre mouvement était prématuré et nous conseillait la prudence et le ralentissement de nos activités.

Nous ne pouvions accepter cette façon de voir et après lui avoir donné l'assurance que notre mouvement était bien structuré et n'agirait que d'une manière responsable, nous le mîmes en garde contre les violences que pourraient provoquer les ultra-colonialistes contre lesquels nous lui demandions d'agir.

Quelques jours après, nous recevions un message de la C.G.T. nous demandant de désigner un camarade pour représenter les syndicats Camerounais au premier congrès constitutif de la Fédération Syndicale Mondiale qui allait se tenir à Londres.

Le soir même, nous en discutions et c'est Charles Assalé qui fut choisi. Il s'était vraiment montré le plus actif, le plus efficace : le choix fut unanime.

Il fallut l'habiller de pied en cap afin qu'il puisse effectuer ce voyage. Les camarades européens du « Cercle d'études » apportèrent leur contribution. Il partit notamment avec le caban que la Marine Nationale m'avait laissé !

Un certain jour de septembre 1945, nous fûmes informés d'événements graves se déroulant à Douala. Les bruits les plus confus

commençaient à circuler. On parlait d'émeutes, de révoltes sans en connaître ni l'origine, ni les faits exacts.

Madame Jacquot était liée avec une Madame Olivier dont le mari habitait à Douala, Par celle-ci, elle apprit que des milliers de travailleurs Camerounais auraient manifesté violemment, se seraient dirigés vers la ville européenne de Douala, que des Blancs auraient été violentés... Tout cela sans certitude.

Méric, lui, avait surpris un télégramme émanant des ultras de Yaoundé, adressé à des planteurs de M'Balmayo, Bafia et autres lieux, leur demandant de s'armer et de venir se joindre à eux pour « remettre de l'ordre ». Il prit aussitôt l'initiative de se présenter devant le colonel commandant la place militaire de Yaoundé. Ce dernier venait d'arriver au Territoire. On le traitait de « parachuté » car il ne faisait pas parti des officiers de la « France libre » de De Gaulle. Il se sentait méprisé par ses subalternes et par les coloniaux. Méric fit jouer cette corde et réussit à le convaincre de prendre des mesures pour contrecarrer un putsch ultra. Peut-être cela nous a-t-il sauvé la vie ? nous n'en serons jamais certains.

Dans la nuit qui suivit, les tam-tams ne cessèrent de battre dans les alentours de la ville. Ces battements sourds, dans le grand silence nocturne, étaient très impressionnants. Deux de mes élèves s'échappèrent de leur dortoir pour venir nous prévenir et nous informer. Il y avait eu des manifestations, puis les Blancs s'étaient armés et ils tiraient sur tous les Noirs qu'ils rencontraient. Il y avait de nombreux morts. C'était cela que disaient les tam-tams. Les Blancs semaient la terreur dans les quartiers camerounais. Les élèves avaient peur. Ils nous mettaient en garde. Que faire, en pleine nuit, nous étions seuls sur la pente de la colline, nous ne pouvions qu'attendre le jour.

Le lendemain, mon épouse se rendit à son service à la Cité enfantine. Depuis deux mois, elle avait été engagée, au titre de monitrice d'Enseignement ménager, dans cet établissement. Il s'agissait d'un orphelinat laïque, géré par l'Enseignement, recevant les jeunes métisses abandonnées, en internat. La directrice, Madame Barthès, était assez sophistiquée, mais pas méchante. Elle avait pour ami, un employé Blanc d'une grande société coloniale.

Celui-ci lui fit connaître qu'un groupe d'Européens très excités s'étaient réunis. Ils avaient décidé de procéder à l'exécution sommaire des dirigeants syndicaux, j'étais particulièrement visé. Madame Barthès prévint Lili, dès son arrivée et nous conseilla d'être très prudents.

Un peu plus tard, Madame Jacquot descendit pour m'annoncer la mort d'un Blanc à Douala : il s'agissait justement du mari de Madame Olivier, sa voisine.

Le danger devenait réel. Avec quelques camarades venus me consulter, nous décidâmes de lancer un appel à la vigilance et de prendre le maximum de précautions.

N'ayant pas cours, ce jour-là, je restai à la case, surveillant les alentours. Des délégations d'élèves venaient heure par heure.

En fin d'après-midi, un véhicule du Service de l'Enseignement stoppa devant chez nous. Monsieur Delanœ en descendit. Il était arrivé à Yaoundé quelques jours auparavant assurant les fonctions de Directeur par intérim et précédant la venue du nouveau Directeur en titre, Monsieur Delage nommé par Paris. Monsieur Arnaud, se trouvait en ce moment, à Douala, attendant le bateau qui devait le ramener en France. S'estimant menacé, il avait obtenu un rapatriement urgent par avion.

Monsieur Delanœ me fit connaître qu'une conférence s'était tenue entre diverses autorités : celles-ci, paraît-il, n'étaient pas sûres d'avoir la situation en mains, les Européens de Douala étaient maîtres de la ville ; ici, on ne répondait de rien. Une décision avait été prise : mon chef de service me remettait l'ordre écrit d'avoir à rejoindre sur l'heure Nanga Eboko, vers le nord du Pays. J'étais chargé d'une « mission ». J'ai conservé ce curieux morceau de papier jaune, écrit de la main de Monsieur Delanœ et daté du 26 septembre 1945. Riout devait m'accompagner et m'aider dans cette « mission » ! On ne me laissait ni le temps de réfléchir ni celui de contacter mes camarades. Des gendarmes arrivèrent, soi-disant pour protéger la case et ma famille. Quelques instants après, j'embarquai dans la camionnette.

Monsieur Delanœ, nouvel arrivé de France, n'avait jamais exercé dans un territoire colonial ; il était désigné par la nouvelle administration qui se mettait en place à Paris. Il m'inspirait confiance. Sachant que nous n'avions pas les moyens de résister à une attaque armé des Blancs ; j'acceptai cette solution provisoire. J'étais persuadé que la révolte des colons ne pouvait pas durer bien longtemps car inévitablement, le Gouvernement français d'alors allait réagir. Et c'était sans doute une illusion, car j'apprendrai plus tard, que cette nouvelle administration coloniale comprenait essentiellement des socialistes et des démocrates chrétiens plus enclins à écraser un mouvement de libération nationale comme ce fut le cas en Algérie qu'à matraquer des assassins racistes.

Nous prîmes au passage Riout et on y ajouta Madame Jacquot. La nuit était maintenant totale. La camionnette quitta Yaoundé à vive allure. Nous constatâmes très vite que nous étions suivis de près par une automobile dont nous ne pouvions distinguer les occupants.

Quelques instants après le départ, Madame Jacquot qui connaissait parfaitement les lieux, nous fit part de son inquiétude. Elle avait la nette impression que nous n'allions pas dans la direction du nord, mais au contraire que l'on nous dirigeait vers le sud, vers Douala donc où régnait la rébellion. Le chauffeur, interrogé, se refusa à quelques précisions que ce fut se contentant de déclarer qu'il obéissait aux ordres de ses supérieurs. Il nous fit savoir néanmoins que nous étions sous bonne garde, faisant allusion aux passagers du véhicule suiveur.

Nous roulâmes ainsi une bonne partie de la nuit... Vers trois heures du matin, nous arrivâmes dans une agglomération, et l'on nous conduisit dans une « case de passage ». Il s'agissait d'une construction qui existait alors dans tous les centres et les villages importants de la forêt ou de la

brousse et se trouvait à la disposition des voyageurs ne devant séjourner que quelques jours dans le lieu.

Nous ne trouvâmes qu'un seul lit sur lequel nous nous allongeâmes tous les trois, en attendant le jour. Aux premières lueurs de l'aube, on frappa violemment à la porte, puis celle-ci fut ouverte brusquement et un Blanc armé d'un revolver pénétra dans la pièce que nous occupions. Derrière lui, nous aperçumes un groupe de miliciens fusils en mains.

Très brutalement, l'homme nous interpella, nous déclarant :

« Je vous arrête. A la moindre tentative de votre part, je donnerai l'ordre de tirer. Nous sommes ici en état de siège, c'est mon droit le plus strict ! »

Bien entendu, nous protestâmes, lui montrant l'ordre de mission. Nous le questionnâmes pour savoir qui il était et en quel lieu nous nous trouvions.

Toujours avec la même arrogante brutalité, il se contenta de nous répondre :

« Je suis le Chef de la région d'Edéa où vous êtes en ce moment. J'exécute les ordres reçus et je n'ai aucune explication à vous donner. »

« Vous serez gardés à vue dans une case, sans communication possible avec qui que ce soit et je vous rappelle les droits que me confère l'état de siège ! »

Puis il nous fit fouiller. On nous retira nos papiers d'identité et on me confisqua le petit revolver 6.35 que j'avais emporté sur moi en cas de besoin.

C'est ainsi que nous restâmes une dizaine de jours enfermés dans une petite case entourée de sentinelles en arme.

Nous étions totalement isolés, à peine nourris, dévorés par les moustiques car nous n'avions pas de moustiquaires, privés de la quinine quotidienne.

Il n'a jamais été possible, par la suite, de savoir exactement qui était à l'origine de la comédie que l'on nous avait jouée. Les services de l'enseignement ont bien protesté mais en vain.

Plus tard, je devais apprendre que Lili restée seule à Yaoundé avec les enfants n'avait pas tardé à s'inquiéter. On avait placé un gendarme dans notre case et elle devait subir cette promiscuité jour et nuit. Mes élèves descendaient souvent pour l'encourager. Des amis la soutinrent aussi. Mais les jours passant et n'ayant aucune nouvelle me concernant, elle supposa le pire. Elle harcela le Directeur de l'Enseignement qui n'était au courant de rien et qui protesta en notre faveur.

Finalement, elle réussit à se faire recevoir par le Chef de Région. La rencontre fut très violente. Elle lui dit tout ce qu'elle pensait de lui et faillit lui jeter un encrier à la figure ! L'autre très embarrassé, lui expliqua, qu'il n'y était pour rien, qu'il ne comprenait pas ce qui s'était passé, que cela allait s'arranger etc. Elle n'obtint que de vagues promesses.

Aujourd'hui, nous en sommes encore réduits aux suppositions. Il est probable que l'Administration coloniale de Yaoundé dans l'incertitude de la suite que prendraient les événements de Douala, sans trop se mouiller, nous avait envoyés à Edéa, donc à proximité de Douala, avec qui sait ? L'objectif possible de notre liquidation physique ?

Le jour de notre départ de Yaoundé, la situation à Douala et dans le Sud était critique. Le Gouverneur en place penchait vers les mutins, Paris n'était pas encore intervenu. Là-bas, les administratifs n'avaient pas fait grand chose pour assurer la sécurité de Soulier qui ne doit la vie qu'aux hésitations des ultra colonialistes.

L'Administrateur d'Edéa, favorable aux Blancs révoltés, très bien renseigné par ses confrères, se contenta de nous garder au secret. Si la rébellion avait duré davantage, il n'aurait pas empêché une équipe surexcitée de venir nous liquider, arguant, par la suite, de son impuissance à empêcher le meurtre. Et ces Messieurs auraient été débarrassés de nous !

En tout cas, je persiste à penser que le Chef de Région de Yaoundé a agi avec beaucoup d'hypocrisie. Dans le nord, à Nanga Eboko, où il n'y avait presque pas de Blancs, nous étions en sécurité. Par contre à Edéa où il n'y avait aucune unité de l'Armée mais seulement quelques miliciens commandés par deux ou trois fonctionnaires blancs, nous étions à la merci des planteurs, des Blancs de la plantation de caoutchouc, etc. ayant tous rejoint les ultras colonialistes de Douala.

Notre isolement nous pesa beaucoup. Aussi, une certaine nuit, nous fîmes une tentative risquée pour avoir des informations et faire connaître notre situation. Madame Jacquot connaissait bien Edéa. Nous savions que notre camarade Ebakissé y exerçait ses fonctions depuis peu et habitait la poste. Lui faisant la courte échelle, nous aidâmes notre camarade à sortir par la petite fenêtre des W.C. donnant sur le derrière de la case. Il n'y avait pas d'autre ouverture sur cette face et il n'y avait pas de sentinelle de ce côté. Elle resta près de deux heures dehors et nous étions inquiets.

Enfin, elle revint, et réussit à nous rejoindre sans se faire remarquer : elle était parvenue à tromper l'attention des sentinelles, à retrouver la poste et à rencontrer Ebakissé. Ils convirent d'adresser un télégramme à Méric se trouvant encore à Douala pour lui signaler notre cas et lui demander d'alerter nos camarades de Paris, ainsi que Monsieur Jacquot. Ce qui fut fait.

Elle nous ramenait des informations : manifestations spontanées de travailleurs camerounais, non contrôlées par les syndicats ; massacres opérés par les Blancs armés, maîtres de la région ; sévices subis par nos camarades Soulier, Lalaurie, Moumé Etia vivants par miracle ; mort du Blanc Olivier tué par Lalaurie, etc.

D'après les dernières nouvelles qu'elle nous rapportait, une intervention armée du Gouvernement de Paris serait en préparation.

Nous étions maintenant plus optimistes. Il ne faisait pas de doute que les putschistes ne résisteraient pas longtemps. Le tout, pour nous, était de savoir quand pourraient arriver les forces venues de France.

Ce n'est que plus tard, par Soulier, lui-même, que je pus connaître tous les détails des événements de Douala. Je ne le revis qu'en novembre 1945, à l'occasion de la venue d'une délégation de la C.G.T. au Cameroun.

Nous connûmes encore trois jours d'attente après la sortie de Madame Jacquot. Nous n'avions plus revu le Chef de Région d'Edéa, ni aucun Blanc.

Puis, un certain après-midi, un Européen, grand, sympathique se présenta à nous. Il était seul et sans arme et après avoir éloigné les sentinelles, il se fit connaître.

« Je suis envoyé par le Gouverneur Delavignette, qui vient d'être placé à la tête du territoire, son prédécesseur ayant été limogé. »

Puis s'adressant à moi, en particulier :

« Je suis San Marco, le neveu de Charles Sabatier et né à Martigues, moi aussi ! »

Pour une surprise, cela en était une. Charles Sabatier n'était autre que le second mari de ma mère ; donc, elle était sa tante et mon plus jeune frère était son cousin germain. Ma mère avait, en effet, épousé son ami.

San Marco nous expliqua que tout était terminé : il avait suffi de quelques avions et de quelques paras pour tout faire rentrer dans l'ordre. Tous les excités de la veille s'étaient terrés !

Soulier était libre. Mais Lalaurie était emprisonné et il devait attendre son jugement au sujet de la mort du jeune Olivier. Cette attente dura plusieurs mois, puis il fut acquitté, car la légitime défense était indéniable. Soulier et Lalaurie se trouvaient encerclés dans leur case par plusieurs centaines de Blancs furieux qui tiraient sur eux avec fusils et revolvers. On a détecté des centaines d'impacts de balle sur les murs !

Le jeune Olivier, brandissant un revolver, s'était précipité sur l'escalier de bois menant à l'entrée de l'appartement et s'apprêtait à forcer la porte assez fragile. Lalaurie, alors, avait tiré, le tuant net. Ce fut d'ailleurs, un miracle : la vue du cadavre dégrisa les forcenés... Quelques-uns plus raisonnables demandèrent la médiation des Autorités (qui n'étaient pas intervenues !) et finalement, il fut décidé que nos deux camarades seraient emprisonnés en attendant leur jugement. Ayant obtenu le retrait des assaillants, ceux-ci acceptèrent de suivre les gendarmes. Ils avaient la vie sauve.

Malheureusement, ils devaient connaître d'autres angoisses. En effet, l'Administration imagina de se débarrasser d'eux en les renvoyant en France, par avion. Quelques administratifs, en effet, ayant gardé la tête froide pensaient à leur avenir et se doutaient bien qu'il faudrait un jour, rendre des comptes.

Ils furent donc embarqués et l'avion quitta l'aérodrome de Douala. Mais le bruit de ce départ parvint aux oreilles des ultras. Devenus fous furieux, ils envahirent les bâtiments du terrain d'aviation. Avec la complicité des aviateurs militaires, ils obligèrent les services de radio à donner l'ordre de retour à l'appareil en vol et celui-ci ramena nos deux

camarades au milieu des colonialistes. Ils furent conduits à Douala, insultés, frappés, les femmes étant les plus excitées.

On les plaça devant un mur et on s'apprêtait à les fusiller. Miracle encore ! Il se trouva une femme qui ne put supporter ce spectacle. Elle s'interposa entre les fusils et eux, suppliant de ne pas faire ça. Pour la deuxième fois, un peu de calme revint et quelques agents de l'Autorité réussirent à faire accepter à la foule une nouvelle incarcération avec la promesse formelle qu'ils resteraient au Territoire pour y être jugés.

Ils étaient sauvés.

Moumé Etia, lui aussi, demeurait en prison.

Ce qu'il faut retenir surtout de ces événements, c'est l'abominable massacre subi par la population camerounaise de Douala. Pendant plusieurs jours, un grand nombre de Blancs armés ont tiré sur tous les Noirs qu'ils rencontraient.

Ils ont organisé des expéditions contre les quartiers camerounais utilisant des camions sur lesquels ils avaient installé des mitrailleuses provenant surtout de l'aviation. On tirait sur les cases et les passants. Ce fut la terreur.

Tout était parti d'une manifestation spontanée venue des quartiers noirs et se dirigeant vers la ville blanche. Des cailloux, il est vrai, ont été lancés et les manifestants, certains du moins, étaient armés de bâtons.

Mais, s'il y a eu quelques dégâts matériels et quelques blessés légers chez les Blancs, il n'y a eu qu'un seul mort parmi eux, le jeune Olivier, et nous avons vu dans quelles circonstances.

Tandis que c'est par centaines que les Camerounais ont été tués ou blessés ; ce fut une chasse aux « Nègres » ; un bain de sang que le pays n'oubliera pas.

Tous ces détails m'ont été donnés par Soulier lui-même, lorsque je pus le rencontrer.

Une amie camerounaise, fille adoptive de Madame Jacquot, m'a fait parvenir un très beau poème « Heures rouges », écrit par Francesco N'Dintsouna. Les quelques extraits ci-dessous n'en représentent qu'une faible partie. Ils sont plus émouvants qu'une simple description des faits et se passent de commentaires.

« Non, non mon cœur non
tu ne me délivreras pas, te dis-je
tu ne me délivreras pas de mes souvenirs
souvenirs de douleurs...
de sang répandu...
souvenirs de mon peuple traqué
comme une bête
sans merci
depuis ce matin
nous sommes en grève
une grève massive...

c'était en septembre
à peine la guerre venait de finir
à peine les voix de Brazza [3] venaient de se taire
les voix de mensonges
en septembre 1945...
je les voyais de ma fenêtre
déterminés
confiants
armés de bambous de cailloux
ils chantaient l'hymne national [4]
criaient vive Soulier
Soulier c'était un Blanc
un Blanc comme les autres
mais qui avait un cœur
avait eu pitié de leur misère
leur avait enseigné le syndicat
la force du syndicat
la force de la grève...
leur morale [5]
la voici
ils ont des armes à feu
ils ont des fusils
des mitrailleuses
armés jusqu'aux dents...
nous n'avons que des bambous
nos cailloux aussi...
les balles sifflent
partout
sept jours durant
sept jours
à Douala
flaques de sang sur les chemins
flaques de sang dans les maisons...
et même les prêtres contre nous
les prêtres qui hier
hier encore du haut de leur chaire
prêchaient la fraternité des hommes...
j'ai vu celui-ci
tuer des nègres à coups de fusil
à coups de fusil dans le dos
à qui cherchait refuge dans son église...

---

3. Allusion à la Conférence de Brazzaville (G.D.).
4. « Cameroun terre de nos ancêtres » était chanté aussi au « Cercle d'Etudes » de Yaoundé (D.G.).
5. Celle des Blancs (G.D.).

comment oublier mes frères
ces flaques de sang dans leurs mains
nous continuerons le combat...
pour qu'enfin le Nègre
dans les cités à venir
ne soit plus qu'un HOMME
comme les autres
un homme tout court
et pour que vive le Cameroun
septembre
septembre 1945. »

Il y a tout de même un mot qui m'a choqué dans le texte : le terme de « pitié » pour exprimer les motivations de Soulier dans son action en faveur des opprimés. Soulier était un communiste, je l'ai bien connu. En tant que communiste conséquent, dès que les circonstances l'ont permis, il a mis toute sa force, tout son courage, toute son expérience au service de la lutte contre l'injustice, contre l'oppression nationale. Là où il se trouvait, il ne pouvait qu'aider les Camerounais à organiser leurs syndicats non par pitié mais par solidarité de classe. On a pitié d'un être qui ne se défend pas ; de l'idée de pitié découle celle d'aumône octroyée, de paternalisme. Dans notre esprit, aider les Camerounais à s'organiser, c'était à la fois les aider et en même temps renforcer le camp de tous ceux qui luttent dans le monde contre l'impérialisme. C'était une aide réciproque. Bien sûr, nous étions scandalisés de la situation faite à ces malheureuses populations, mais ce n'était pas de la pitié que nous éprouvions, c'était un sentiment de révolte et le désir de les aider à arracher, au plus tôt, tous les droits indispensables aux hommes et l'indépendance véritable de leur pays.

Pour en finir avec les événements de Douala, je voudrais pouvoir analyser les causes des manifestations s'étant déroulées dans cette ville.

Nous savons qu'elles ne furent pas organisées par les syndicats.

Douala est un port. C'est un centre économique bien plus important que Yaoundé : il y a donc une population salariée bien plus nombreuse.

A l'ethnie locale, celle des Doualas, peuple côtier, se superposent toutes les ethnies du sud du Cameroun y compris les Bamilékés, montagnards industrieux et actifs.

Il faut noter aussi la proportion des anciens combattants venant d'être démobilisés ; elle s'y trouvait beaucoup plus forte que dans les autres régions du territoire. Ces anciens soldats ayant combattu en Afrique, en Europe connaissaient déception sur déception. Ils retrouvaient le Cameroun, tel qu'ils l'avaient laissé et cela, ils ne pouvaient pas le supporter car ils avaient pris conscience du sens de la guerre qu'ils avaient menée. D'où leur colère grandissante.

Cette nécessité d'en finir avec le régime colonial gagnait toute la population.

De plus, les produits vivriers se faisaient de plus en plus rares et plus chers, alors que les salaires se maintenaient scandaleusement bas.

La naissance du mouvement syndical était, enfin, un encouragement à l'action.

Cependant, nouveau-nés, les syndicats n'eurent pas le temps d'organiser un mouvement revendicatif conséquent. Ils furent pris de court.

Certains ont dit que des éléments provocateurs payés par les colonialistes étaient à la base des premières manifestations. Les ultras souhaitaient, en effet, des troubles pour stopper la montée du mouvement syndical dans un bain de sang.

Quoi qu'il en soit, l'explosion de mécontentement était parfaitement justifiée ; elle a exprimé le désir des Camerounais d'en finir avec la honte de leur misère et de l'indignité à laquelle on les contraignait.

CHAPITRE V

LE SECTEUR SCOLAIRE DU N'TEM EN PAYS BOULOU

San Marco nous promit que des changements importants allaient intervenir très rapidement. Le Gouverneur Delavignette allait débarrasser le territoire des administratifs attardés et les remplacer par des jeunes ; il y aurait aussi des expulsions. Le mouvement syndical pourrait se développer librement.

Il m'apportait des nouvelles de ma petite famille qui ne tarderait pas à me rejoindre.

Enfin, il m'annonça que le nouveau gouverneur m'avait affecté au poste de chef de secteur scolaire du N'Tem, alors que lui-même, San Marco, serait chef administratif de cette même région.

J'avoue honnêtement que, sur le coup, je n'ai pas pensé à ce que cette décision avait d'insolite. Normalement, j'aurais dû être rétabli dans mes fonctions à Yaoundé. Les mutations, à cette époque, ne dépendant que du bon vouloir de l'Administration, pouvaient intervenir à n'importe quel moment, et pour n'importe quelle affectation. Mais étant données les circonstances et la situation historique, j'aurais dû être ramené à Yaoundé, ne serait-ce que pour marquer le changement annoncé. Or, San Marco ne me laissa pas le choix ; sur le champ, je dus partir avec lui.

Riout était nommé chef du secteur scolaire de Foumban, ce qui le satisfaisait. Je ne le revis jamais plus.

Madame Jacquot allait rejoindre son mari à Douala et rentrer par le paquebot que l'on attendait. Tous deux prenaient leur retraite et ils se retiraient à Agde, dans l'Hérault, où ils nous hébergèrent de septembre à décembre 1947. Puis nous les perdîmes de vue pendant plus de trente ans. Un beau jour, le hasard voulut que notre journal « l'Humanité » publie une de mes lettres dans la chronique des lecteurs, avec notre adresse. Elle nous écrivit aussitôt. Agée de quatre-vingt-dix ans, elle vit à Marseille et elle est une militante convaincue et active du P.C.F., distribuant des tracts, ne manquant aucune réunion de sa cellule...

On m'installa donc dans la vieille et vaste case affectée au chef du Secteur scolaire. Elle était située vers le bas de l'agglomération d'Ebolowa, entourée par les jardins scolaires, l'atelier artisanal, l'internat du Cours de sélection et une dizaine de classes.

Les premiers jours, je fus invité à la Résidence par la famille San Marco. Ils furent très gentils avec moi et me donnaient l'impression de m'accepter tel que j'étais, sans tenir compte de nos différences concernant nos conceptions fondamentales.

Bien sûr, nous eûmes de nombreuses discussions, chacun restant sur ses positions. Madame San Marco était fille d'un administrateur colonial. Lui appartenait à une vieille famille martégale traditionnaliste. Tous deux étaient catholiques pratiquants. Leurs opinions étaient celles de chrétiens démocrates qui allaient, en France, se regrouper dans le M.R.P. participant au Gouvernement avec les socialistes, les communistes et les gaullistes.

San Marco sortait de l'Ecole nationale d'Administration coloniale dirigée par un théoricien de grande valeur, Robert Delavignette, auteur de nombreux ouvrages et d'un roman africain qui a été porté à l'écran. Je pense que l'on ne pouvait pas trouver mieux que l'équipe formée par Delavignette pour la prolongation du système colonial grâce aux orientations définies par Brazzaville. Dans les formes, bien des choses allaient changer, mais quant au fond ? Le nouvel administrateur des colonies style « Delavignette » allait devoir faire travailler davantage « ses méninges ». Il lui faudra éviter à tout prix la force brutale. Il devra savoir utiliser les innovations de la conférence de Brazzaville : élections aux divers degrés, associations, partis politiques, syndicats, chefs traditionnels, petite bourgeoisie africaine, auxiliaires africains dit « évolués », etc.

La base de cette nouvelle méthode m'a paru être « l'assimilation » des élites poussée au maximum, comme je l'avais vu prônée en Algérie, par les socialistes. Avec l'objectif d'en faire des alliés, des otages en même temps et de s'appuyer sur ces « élites » pour gouverner le pays.

Quant au reste de la population, à quelques améliorations près (abolition du travail forcé, atténuation du Code de l'Indigénat, octroi de libertés formelles...), elle resterait pratiquement dans le même état.

Il fallait donc des administrateurs intelligents. San Marco l'était. De plus, je l'ai toujours considéré comme croyant sincèrement à la valeur de sa mission correspondant à sa philosophie et à la culture qu'il avait acquise, notamment auprès de Delavignette. Sa gestion était d'une honnêteté scrupuleuse, je n'ai jamais eu connaissance de la moindre injustice grave, de la moindre brutalité. Il essayait d'utiliser au mieux les maigres crédits dont il disposait. Ses relations avec les Camerounais étaient très correctes.

Malgré ses fonctions et le rôle qu'on lui faisait jouer je lui garde toute mon estime.

On ne me le fit jamais sentir, mais je ne tardai pas à me convaincre que l'on m'avait mis sur la touche sous le contrôle bienveillant d'un cousin par alliance.

J'avais écrit, dans les premiers jours de ma présence à Ebolowa, aux autorités administratives pour déposer une plainte contre les menaces de mort subies à Yaoundé, et contre « mon enlèvement ». Je demandais à être rétabli dans mes droits.

Dès que les choses furent clarifiées, la C.G.T., à Paris, entama une action pour que l'on me restitue mon poste à Yaoundé. Mais l'Administration prétextait que ce serait trop dangereux pour moi, alors que l'ordre était rétabli et qu'il suffisait de prendre les mesures nécessaires à l'encontre de quelques dirigeants ultras.

Il y eut trois missions de la C.G.T. venues au Territoire, de nombreuses interventions de Paris.

Ce ne fut qu'en avril 1946, que le Gouverneur Delavignette me confia la responsabilité de régler une grave situation survenue à l'Ecole professionnelle de Douala. Cela me permettait de prendre là-bas la succession de Soulier à la tête de l'Union des syndicats du Cameroun qui commençait à s'installer... lui quittait définitivement le Territoire.

Je passai donc six mois à la tête du secteur scolaire du N'Tem ; je crois que je n'ai pas à le regretter.

Mais tous ces événements avaient apporté des changements très importants dans notre milieu. Je ne revis Yaoundé qu'au cours d'un passage en 1948. La plupart de mes amis européens étaient rentrés en France : Méric, Benoît, Arnaud, Perrucca et bien d'autres. Le « Cercle d'Etudes » de Yaoundé était dispersé. Oum allait être bientôt nommé à Edéa. Assalé sera permanent de l'Union des syndicats à Douala. Les autres continuaient à diriger leurs syndicats.

Nous entrions dans une phase tout à fait nouvelle.

Pendant six mois, je me sentis isolé quoique que je ne tardai pas à avoir le contact avec les fonctionnaires et employés camerounais d'Ebolowa, mais ils étaient si peu nombreux !

Je demeurai seul une dizaine de jours dans la grande case, toujours sans nouvelles de ma famille.

Et c'est en pleine nuit que je fus surpris par un bruit de moteur et par des éclats de voix. C'était un camion qui venait d'arriver transportant mon épouse, mes enfants et toutes nos affaires. Nous étions à nouveau réunis. Après la joie des retrouvailles, notre vie s'organisa.

Nous fîmes la connaissance du médecin de la région et de son épouse. Le Dr Chabœuf était un homme ouvert, progressiste et vivant en marge du monde colonial qu'il n'aimait pas. Madame Chabœuf, institutrice, partageait les idées de son époux, aussi nous reçurent-ils à bras ouverts.

Dès nos premières rencontres, Chabœuf, me mit au courant de la mentalité de mon prédécesseur à la tête du secteur scolaire. Madame Chabœuf qui avait été l'adjointe de celui-ci, le détestait. C'était, nous dirent-ils un triste sire, brutal, incompétent. Il avait été recruté dans l'enseignement sans aucun titre. Le docteur était outré de l'état dans lequel se trouvait l'internat du cours de sélection et surtout de la situation sanitaire des élèves. Effectivement, les pauvres gosses couchaient sur des planches entourées d'un cadre, avec des feuilles de plantes tenant lieu de matelas. Ils ne disposaient chacun que d'une petite couverture élimée.

Quant à la nourriture ; elle se limitait au strict minimum ne permettant qu'une survie.

Le Dr Chabœuf avait établi plusieurs rapports sanitaires concernant les élèves, l'hygiène, le manque de soins, l'alimentation. Ils étaient restés sans effet. J'en possède un exemplaire.

J'inaugurai mes fonctions en me livrant à une véritable enquête. Il me fut facile de découvrir que toute la gestion consistait à couvrir les entrées et les sorties par une coopérative fictive. Tous les comptes figuraient sur un petit cahier, sans pièces justificatives. C'était incontrôlable.

Les entrées comportaient des crédits administratifs et les produits des ventes des objets artisanaux réalisés à l'atelier annexé à l'école ainsi que celles des récoltes provenant des jardins scolaires. Or, après pointage avec le moniteur chargé de l'atelier, il s'avéra que de très nombreux objets vendus ne figuraient pas au crédit.

Les sorties servaient à payer la nourriture des élèves, les matériaux utilisés à l'atelier, etc. Là, on trouvait des boîtes de conserves qui n'avaient jamais profité aux enfants. On y trouvait aussi des dépenses pour achat de bois d'ébène et d'acajou... Or, je ne tardai pas à entrer en relation avec les villageois qui avaient fourni ces bois. Leurs premières paroles furent pour se plaindre : on les avait contraints à couper les arbres, à les débiter, à les transporter à Ebolowa... mais on ne les avait jamais payés !

Je fis un rapport que j'adressai à la direction de l'Enseignement. Je n'en ai pas connu les suites !

De notre séjour à Ebolowa, je me contenterai d'évoquer quelques souvenirs marquants.

La composition d'abord, de la population du centre qui n'était qu'une bourgade. Ainsi en était-il de nombreuses capitales régionales. Il y avait les administratifs européens, une dizaine à peine, avec leurs familles. On comptait quelques commerçants Blancs, c'étaient essentiellement des Grecs. Un personnage curieux s'était fait une place à part. Il se nommait Khodja Ali. Originaire de Blida en Algérie, il était venu au Cameroun à pieds en traversant le Sahara. Il s'était parfaitement adapté à la région. On l'appelait Monsieur Koujali. Il traficotait de tout ce qui pouvait se vendre et s'acheter effectuant notamment de fréquents passages de la frontière vers la Guinée espagnole. En bons termes avec la population Camerounaise, il figurait parmi la « société blanche » qui acceptait volontiers de venir manger le couscous chez lui. Ici, il n'était pas un « Arabe », c'était un « Blanc ».

Les fonctionnaires et employés camerounais habitaient dans des cases regroupées à distance du centre.

La forêt équatoriale entourait l'agglomération ; les premiers villages bordant les pistes se rencontraient à peu de kilomètres.

Ebolowa était le chef-lieu d'une très grande région forestière qui porte le nom du fleuve N'Tem. Elle est limitée, à l'est, par le Gabon et la Guinée équatoriale ex-espagnole.

Fin octobre 1945, on allait voter pour élire des représentants à la première assemblée constituante française. Le Cameroun avait droit à deux élus, l'un pour les Européens, l'autre, pour les Camerounais. Chez ces

derniers, ne votaient seulement que les notables, les anciens combattants, les fonctionnaires.

J'expliquerai, dans la partie consacrée à l'« Union des Populations du Cameroun » que nous avions discuté de cette question au « Cercle d'études » avant les événements de Douala. Nous avions désigné Charles Assalé comme notre candidat. Malheureusement, un autre camarade, Sakouma, crut devoir poser aussi sa candidature ; nous avions regretté cette division et Sakouma avait quitté le cercle.

Il n'y avait dans le collège camerounais que deux candidats sérieux : le prince Douala Bell et Charles Assalé. Douala Bell soutenu par l'administration fut élu, mais Assalé recueillit un nombre confortable de voix et à Ebolowa, il devançait largement le prince.

A peu près à la même époque, San Marco me fit appeler pour m'annoncer que le lendemain, je devrais me rendre à Eséka pour y rencontrer une personnalité venue de France... Et cela avec la plus grande discrétion, par mesure de sécurité ! Il mettait son véhicule à ma disposition.

Nous partîmes, Lili et moi, par une piste forestière, traversant le fleuve Nyong à l'aide d'un bac. A la résidence du chef de subdivision d'Eséka, nous trouvâmes Riu, qui se présenta à nous comme délégué de la C.G.T., responsable de la Fédération de l'Agriculture. Il venait enquêter sur les événements de Douala, avait rencontré Soulier et avait tenu à me voir pour m'assurer de la solidarité de la centrale syndicale. Il me mit au courant des démarches entreprises par Paris pour soutenir notre mouvement et me transmit le souhait des camarades de me voir affecté à Douala pour assurer la relève de Soulier qui allait rentrer en France.

Riu me fit connaître aussi, comme membre du P.C.F. que le parti suivait nos problèmes de près et agirait au maximum pour nous aider.

Peu de temps après, nous étions invités à la résidence par les San Marco à l'occasion du passage du gouverneur Delavignette qui désirait me voir. Tant au cours du repas que pendant la longue veillée qui suivit, ce fut une discussion de plusieurs heures.

Delavignette avait l'aspect d'un bon père de famille et parlait sans ostentation, sans marquer le moindre autoritarisme. Il m'affirma avoir rencontré Maurice Thorez avant son départ pour le Cameroun et avoir eu avec lui des échanges intéressants.

Il commença par une vive critique de la vieille administration coloniale rétrograde, il réprouvait le travail forcé, le code de l'indigénat, l'utilisation de chefs administratifs vénaux, etc. Les missions religieuses elles-mêmes, n'étaient pas oubliées. Il m'expliqua comment, à Douala, il avait fait ôter la barrière séparant Blancs et Noirs dans la cathédrale et s'était assis au milieu des Camerounais.

Les controverses commencèrent lorsqu'il s'agît d'apprécier le rythme et la profondeur de la démocratisation nécessaire. Je refusai de souscrire aux affirmations concernant les dangers qui découleraient d'une trop grande liberté laissée aux Africains, qui « en l'état actuel ne sauraient pas

s'en servir ». Il prévoyait les risques d'une anarchie totale, du refus de consentir le moindre effort, de violences à l'encontre des Européens... et d'inévitables massacres intertribaux.

Je pensais au contraire que jusqu'ici, la violence avait été exercée par les Européens, qu'elle était le moteur essentiel du système actuel.

Quant aux problèmes tribaux, la plupart étaient nés de la colonisation. Les frontières des divers territoires avaient été tracées en Europe, sur une carte, le partage ayant été effectué à la fin du XIXe siècle, sans nullement tenir compte des ethnies. On avait juxtaposé, dans une même colonie, des fragments d'ethnies différentes alors que les autres fragments de ces ethnies se retrouvaient, dans divers territoires, séparés par des frontières parfois internationales.

De plus, chaque puissance coloniale avait jugé utile de se servir d'une ethnie qu'elle avait favorisée pour mieux opprimer le reste de la population, puisant dans cette ethnie ses fonctionnaires subalternes, agents de l'autorité, enseignants, etc. D'où la naissance de haines qui seront longues à disparaître. (Nous le verrons plus tard, avec les Ibos, par exemple à l'occasion de la guerre du Biafra au Nigéria.

Pour ce qui concerne la notion de la nécessité du travail, de l'effort, là encore intervenaient les perturbations apportées par la colonisation dans les sociétés traditionnelles. Les travailleurs africains, en partie détribalisés, n'avaient aucune raison particulière de se sentir motivés pour accomplir un travail qui fut longtemps forcé, qui leur rapportait un salaire scandaleusement bas les maintenant dans la misère. Ils savaient pertinemment que le produit de leur sueur enrichissait des étrangers et ne profitait pas à leur pays.

Eux qui sortaient d'une société où chacun était conscient du rôle qu'il jouait dans le groupe et par conséquent tenait à honneur de le remplir avec le maximum d'efficacité... se trouvaient projetés brutalement au plus bas de l'échelle de l'économie marchande. Quel intérêt auraient-ils eu à travailler avec zèle pour le seul profit de groupes étrangers ? Au nom de quelle morale ?

L'anarchie enfin, c'était encore la société coloniale qui l'avait créée. Qu'étaient devenus ces centaines de milliers d'Africains qui auparavant vivaient dans un groupe structuré, moralement motivés par des liens traditionnels et qui maintenant peuplaient les bidonvilles environnant les grandes agglomérations ? Le cosmopolitisme, la promiscuité, la misère en faisaient des déclassés, chômeurs pour la plupart, exposés à tous les dangers sociaux ; maladies, alcoolisme, prostitution, banditisme, etc. Le colonialisme c'est la « clochardisation » de tout un peuple !

Il me fallait reconnaître que cette situation de fait ne serait pas facile à redresser et que cela demanderait du temps, beaucoup de temps. Mais, j'étais persuadé, qu'il fallait, au contraire, prendre le contrepied des méthodes coloniales. Les progrès démocratique, en Afrique, à mon avis, ne pourrait pas intervenir sous la houlette des Européens, même bien intentionnés, mesurant et graduant le rythme et l'importance des avancées.

Il ne pourrait surtout pas intervenir dans le cadre d'une économie coloniale et d'une dépendance nationale.

Dans notre « Cercle d'Etudes » de Yaoundé, nous n'avions qu'un seul but : aider nos camarades camerounais à prendre en mains, le plus tôt possible, la direction de leurs mouvements syndicaux et politiques. Notre rôle à nous, communistes européens, se limitait à cela.

Les cadres formés, c'est à eux qu'incombaient de découvrir les voies du progrès, les formes et le contenu de leurs mouvements en partant des réalités de leur pays.

J'étais persuadé aussi de la nécessité de l'aide de la classe ouvrière des pays avancés pour la formation des cadres, pour un soutien économique et technologique, pour garantir l'indépendance politique et économique des anciennes colonies. Je pensais à cette époque, que la classe ouvrière française était sur le point de jouer un rôle historique déterminant et qu'elle serait le meilleur allié des peuples africains. Dans peu de temps, croyais-je, elle laverait toutes les hontes nées du régime colonial : nous étions en 1945 !

C'est à peu près le point de vue que je défendis devant Delavignette. Il reconnaissait, lui, les méfaits de la colonisation, celle du passé selon lui. Il est vrai qu'il en avait dénoncé certains dans ses ouvrages. Mais bien sûr, nous ne pouvions pas tomber d'accord sur le problème fondamental : celui de la disparition définitive de toute dépendance politique et économique.

La discussion, d'ailleurs, s'égara ensuite sur des problèmes philosophiques où restèrent face à face le matérialisme historique et l'idéalisme religieux.

Sur le plan pratique, le gouverneur me promit une prochaine affectation à Douala où je pourrais reprendre mes activités syndicales.

J'aurai l'occasion de revoir Robert Delavignette à Douala. Nos entretiens furent toujours cordiaux. Je pense qu'il faut tout de même faire la différence entre un homme de cette classe et la brute bornée qui l'avait précédé au Cameroun. Delavignette était représentatif d'une philosophie, d'une conception de la société, il était même l'un des meilleurs théoriciens du nouveau colonialisme. Mais je le considère comme un adversaire respectable duquel j'ai gardé un bon souvenir.

En décembre 1945, le Dr Chabœuf me proposa de l'accompagner dans une de ses tournées en forêt. Cela me permettrait de visiter quelques écoles de village. C'est ainsi que je connus Nyabessan situé sur la rive droite du fleuve N'Tem. Le village comprenait un dispensaire tenu par un infirmier camerounais et une école de deux classes.

Au-delà de la rive gauche, après une dizaine de kilomètres, c'était la Guinée espagnole. Nyabessan possédait aussi un poste douanier.

Nous étions en pleine forêt. Le fleuve est majestueux. En face du village, il forme un très large plan d'eau au centre duquel se trouve une île couverte d'une végétation luxuriante. A quelques kilomètres vers l'aval, les eaux se précipitent dans une chute importante.

L'école était en assez bon état. Elle avait la chance de pouvoir se procurer quelques crédits qu'elle consacrait à des achats de fournitures scolaires. Les élèves exploitaient une plantation de funtumias, arbres à caoutchouc. Le latex était transporté en Guinée espagnole et échangé contre des cahiers, des crayons, de la craie. En réalité, c'était une contrebande tolérée, pratiquée par de petits trafiquants.

J'ai pu y constater un fait émouvant. Quelques élèves provenaient de petits villages situés au-delà de la rive gauche. Il leur fallait traverser le fleuve. Il y avait bien un piroguier passeur, mais il était payant. Aussi, les enfants effectuaient la traversée à la nage, à l'aller et au retour, avec leur petit matériel fixé sur la tête.

Le jour de notre arrivée, le gardien de l'école venait de tuer un python énorme qui s'était endormi à proximité des bâtiments, à l'orée des champs scolaires. Il devait mesurer bien plus de dix mètres de longueur. Même morte, la bête était impressionnante. Chabœuf en fit prélever deux tranches vers la queue et demanda à son cuisinier de les cuire au court-bouillon. Je goûtai à cette chair pour la première fois. Je trouvai cela fade, coriace, et ne pus terminer ma portion. C'est une expérience que je ne recommencerai pas !

Le site de Nyabessan me parut si magnifique que je décidai d'y revenir à la première occasion.

Si l'école de Nyabessan était privilégiée, il n'en était pas de même des deux autres que je visitai sur le parcours. Chacune n'avait qu'une seule classe fonctionnant dans une sorte de hangar couvert de feuilles de palmier et de plus, gravement délabré. Les moniteurs se plaignaient du manque de matériel scolaire. Ils se plaignaient aussi de l'attitude malveillante à leur égard des chefs de village. Je leur promis d'effectuer des démarches afin d'essayer d'obtenir des crédits pour construire de nouveaux bâtiments. C'est une situation que je retrouverai dans toutes les tournées que j'ai pu effectuer. Le problème de fond était le manque de crédits. Jusqu'ici, les écoles avaient été construites par le travail forcé des habitants. Le matériel (tables, tableaux noirs...) était bricolé sur place avec des moyens rudimentaires. La Direction de l'Enseignement fournissait quelques cahiers, mais pratiquement tous les travaux écrits se faisaient sur des ardoises de bois confectionnées par les élèves. Quant aux livres, je n'ai vu que des ruines écornées se limitant aux « Mamadou et Bineta » utilisés pour la lecture, le vocabulaire et la grammaire.

Il était clair que la scolarisation était limitée au strict minimum et jusqu'ici, les quelques écoles de forêt existantes servaient surtout à alimenter les statistiques fournies par les administrateurs. Leur efficacité ne pouvait être que quasi nulle. Les services de l'Enseignement pouvaient peu de choses. La bonne volonté et l'ingéniosité du chef de secteur scolaire, grapillant quelques crédits de-ci de-là, usant du système D avec des ventes de récoltes des jardins ou d'objets fabriqués dans des ateliers artisanaux alliées au travail difficile, ingrat, effectué par les moniteurs, parvenaient à peine à faire vivoter ces écoles.

La situation du moniteur en forêt était précaire. Exposé à la vindicte d'un chef de village, il était isolé. Tous ceux que j'ai visités m'ont remis un véritable cahier de doléances.

A mon retour, j'en discutai avec San Marco, qui déplorait le fait, mais qui, jusqu'ici, n'avait vu arriver aucun crédit nouveau. D'autre part, je fis un rapport à la direction de l'enseignement demandant les fonds nécessaires pour construire de nouvelles écoles et améliorer les quelques-unes existant déjà. La piste menant d'Ebolowa à Nyabessan traversait au moins une vingtaine de villages... et il ne s'en trouvait que trois pourvus d'une école (quatre classes en tout) !

Je devais retourner à Nyabessan deux semaines après, mais cette fois-ci pour un séjour d'agrément de quelques jours. Nous décidâmes cela Lili et moi car nous étions curieux de connaître la forêt vierge, ses habitants, le fleuve, les sentes, etc. Le jour de Noël 1945, nous partîmes donc transportés par un véhicule administratif. Nous amenions avec nous Yvan notre petit garçon âgé alors de 4 ans et un serviteur. Madame San Marco nous avait proposé de garder Colette à Ebolowa où elle pourrait jouer avec ses enfants et ceux des Chabœuf.

Le voyage se fit en deux étapes. Il y avait une traversée pittoresque : celle d'une rivière s'étalant en marécage, sur un pont flottant, véritable radeau s'étirant en longueur et fixé aux deux rives.

On passait d'abord à pieds. Puis le véhicule suivait à vide. Les rondins liés les uns aux autres ne formaient évidemment pas une plate-forme rigide et l'on craignait, à chaque instant de voir la camionnette s'enfoncer dans l'eau. Pourtant, le pont résistait malgré son instabilité et permettait le passage de véhicules légers. Le trafic se limitait à guère plus de deux ou trois voitures par jour.

Arrivés au village suivant, nous entendîmes des cris provenant d'une case. Nous nous arrêtâmes pour aller nous informer. Il s'agissait d'un accouchement pratiqué à la « maternité »... C'était un simple hangar couvert de feuilles de palmier. La malheureuse femme était étendue sur un lit de planches et on avait glissé sous elle une feuille de bananier. Elle souffrait énormément et la matrone accoucheuse nous fit comprendre que cela se passait mal ; l'enfant ne venait pas. Lili constata que la femme avait de la fièvre et aussi que la matrone ne disposait d'aucun médicament, d'aucun instrument et travaillait dans des conditions d'hygiène épouvantables. Nous avions emporté des sulfamides, elle en fit absorber deux comprimés à la malade et en confia quelques-uns à la soignante. Puis, elle s'évertua à faire exécuter à la parturiente des mouvements destinés à favoriser les contractions : jusqu'ici, on s'était contenté d'attendre passivement les événements. Cette initiative, jointe très certainement à l'émotion d'être manipulée par une Blanche qu'elle voyait peut-être pour la première fois, donna d'excellents résultats et le nouveau-né put venir au jour normalement. Il ne restait plus qu'à souhaiter que la matrone tienne compte des conseils qu'on lui donnait : utiliser de l'eau bouillie pour la toilette de la mère et du bébé.

Cet incident porte témoignage vécu du leurre que constituait la propagande vantant les « bienfaits » du régime colonial. Dans les statistiques figuraient cette matrone et ce dispensaire, s'ajoutant à des centaines d'autres semblables. On pouvait, grâce à cela, publier des chiffres, les utiliser en France et dans le monde, les faire figurer même dans les ouvrages scolaires destinés aux étudiants français et ainsi alimenter une légende qui subsiste encore aujourd'hui.

Nous nous installâmes dans la case de passage de Nyabessan.

Dès le lendemain nous effectuâmes une longue marche dans la forêt en empruntant la sente menant en Guinée espagnole. Il fallut d'abord traverser le N'Tem en pirogue. Nous avions laissé Yvan au village sous la garde de notre serviteur.

Nous nous fîmes débarquer sur l'île située au milieu du fleuve pour le plaisir de circuler au travers de la végétation luxuriante. Un guide nous précédait muni d'une machette pour nous ouvrir un chemin. Une surprise nous attendait qui aurait pu avoir de graves conséquences. Parvenus sur le rivage opposé de l'île, nous nous trouvâmes à quelques dizaines de mètres d'un troupeau de buffles sauvages : ils venaient d'entrer dans l'eau pour terminer une traversée qu'ils effectuaient en deux étapes, l'île leur servant de point d'appui. Les bêtes nageaient avec une rapidité remarquable.

Nous avions bien aperçu des bouses fraîches, mais nous n'imaginions pas ces animaux encore présents dans ces lieux. Les buffles chargent aveuglément dès qu'ils sont surpris et sont très dangereux.

Après la traversée du N'Tem, la sente pénètre dans la grande forêt équatoriale. Les paysages y sont tout de même variés, au fil des kilomètres, selon les dénivellations. Dans les parties planes, la sente ressemble à un tunnel creusé sous la végétation secondaire, déjà haute et touffue mais dominée encore par les géants aux troncs énormes à la base, renforcés par des contreforts, s'élançant droit vers le ciel pour se terminer par des frondaisons haut placées. Leur densité est très irrégulière et les variétés sont mêlées. Je n'ai jamais aperçu un peuplement important de grands arbres de la même espèce comme nos forêts de pins ou de chênes. Dans ces endroits règne une demi-obscurité angoissante, une moiteur débilitante. Le long des pentes, le sous-bois s'éclaircit, les grands arbres s'espacent davantage, on y respire mieux.

Dans les creux, on trouve les zones les plus désagréables. Les eaux stagnent, les mares sont nombreuses. Une odeur de putréfaction, de moisissure vous incommode. Tous les débris végétaux, en masses considérables (grosses branches frappées par la foudre, feuilles de toutes sortes, etc.) se décomposent, fermentent dans ces eaux corrompues. Les insectes pullulent. Chaque mare est recouverte sans cesse de nuages de papillons.

En tous lieux, les lianes géantes s'élancent le long des arbres, s'entrecroisent, forment des ponts naturels. A plusieurs reprises, nous franchîmes des mares sur des ponts de lianes, aménagés ceux-là.

Durant tout notre parcours, nous n'aperçûmes pas un seul animal sauf quelques oiseaux, des toucans surtout.

A première vue, le gigantisme, la luxuriance de la forêt donne l'impression d'une puissance infinie, éternelle. Et pourtant, elle est fragile, vulnérable. Lorsque la main de l'homme saccage un espace forestier, les grands arbres ne repoussent plus jamais. La végétation primaire est définitivement détruite. Sur les étendues violées, seule une forêt secondaire peut se reconstituer faite d'arbustes et d'arbres moyens tels les parasoliers. Bien souvent, sur les pentes notamment, les violentes pluies équatoriales lavent les sols déboisés et alors se produit le phénomène de latérisation et donc de stérilisation totale : aucune plante sauvage ou cultivée ne pourra plus y vivre.

Ce processus est déjà bien entamé dans les régions où les exploitants forestiers recherchent les bois pour l'exportation. Les arbres à abattre sont répartis sur de grandes surfaces, ils sont mélangés à de nombreuses autres espèces non valables. Les chantiers d'abattage bouleversent des superficies hors de proportion avec le nombre d'arbres convoités. Il s'ensuit une destruction massive de secteurs entiers de la forêt primaire. Avec les moyens modernes, il est clair que toutes les forêts équatoriales sont menacées. Les cris d'alarme se multiplient, mais avec la sacro-sainte société dite de la « libre entreprise », ils ont peu de chance d'être entendus !

Nous voulions connaître la grande sylve, notre curiosité était satisfaite. Certes, il y avait une végétation magnifique, mais nous ne découvrîmes aucune fleur odorante. La chaleur lourde et humide qui nous enveloppait était pesante, malsaine. Elle gênait considérablement la marche.

Et il n'était guère possible de faire de longues haltes car nous étions immédiatement attaqués par des myriades d'insectes de toutes sortes.

Nous constations, par nous-mêmes, combien la forêt est inhospitalière, dangereuse pour l'homme, non pas à cause des animaux sauvages, mais parce qu'elle sécrète une telle accumulation de conditions insalubres, qu'elle ne lui permet pas de vivre. Il ne peut qu'y survivre et dépérir.

Plusieurs grandes clairières se présentèrent à nous. Dans chacune d'elles se trouvait un village. Sur ce petit territoire situé entre le N'Tem et la frontière de la Guinée espagnole, ces gens étaient presque des oubliés. Les véhicules ne franchissaient pas le fleuve. Bien sûr, au cours d'un passage aussi rapide, il n'était pas possible d'apprécier les différences entre les modes de vie de part et d'autre du fleuve. Je suis bien persuadé, en tout cas, que les « oubliés » étaient bien moins perturbés, moins traqués que leurs frères du reste du pays.

Nous dûmes certainement parvenir jusqu'en Guinée espagnole, mais il fallait revenir avant la fin du jour. La promenade se termina dans la pénombre de la nuit naissante. Alors, les cris lugubres, effrayants de certains oiseaux se multiplient. L'environnement devient réellement angoissant et nous terminâmes la marche presque au pas de course. Le fleuve nous apparut en bout de piste et ce fut un grand soulagement.

Nous ne regretterons pas cette sortie, mais l'expérience nous suffit, nous ne la renouvelâmes plus.

Le moniteur responsable de l'école de Nyabessan nous avait signalé la présence d'un clan Babingas campant, dans la forêt, à quelque distance de l'agglomération. Il s'agissait de Pygmées, peuple curieux et dont les origines sont assez peu connues. Leur niveau de civilisation correspondait à celui de nos âges préhistoriques précédant le néolithique puisque les Babingas ne cultivaient pas le sol, n'élevaient pas d'animaux, ne construisaient pas d'habitations fixes. Ils étaient nomades et se contentaient d'abris provisoires.

A l'état normal, ils se nourrissaient de produits de cueillette (fruits, baies, pousses, etc.), de gibier et de poisson. Ce sont, aujourd'hui encore, de grands chasseurs utilisant des flèches empoisonnées et des lances empoisonnées elles aussi, leur permettant de tuer les éléphants.

Depuis l'arrivée des Fangs en forêt fuyant devant des envahisseurs ou des chasseurs d'esclaves, certaines relations d'échanges se sont organisées entre les deux ethnies. Contre de la viande, des peaux, de l'ivoire proposés par les Babingas, les Fangs offraient du sel, du tabac, des machettes, etc. C'est pourquoi, périodiquement les clans se rapprochaient de certains villages pour effectuer ces échanges.

Il faut noter que la colonisation a « réussi » l'exploit de perturber aussi les Pygmées. On a exigé d'eux des livraisons d'une sorte de latex extrait d'une liane, le strophantus, poison très violent, utilisé en pharmacie. Et pendant, la guerre, il y eut la fourniture obligatoire du latex de liane destiné à la production du caoutchouc. Chaque clan devait parcourir des distances forestières considérables pour transporter ces produits dans les villages désignés. La cueillette comme le transport constituaient autant de temps perdu et de fatigues supplémentaires ; la conséquence en fut la disparition de nombreux groupements.

Les Babingas se trouvant à proximité de Nyabessan étaient venus pour échanger leurs produits. Nous demandâmes à nos amis camerounais de leur faire accepter de venir au village pendant notre présence ; les tam-tams se mirent au travail et nous eûmes la joie d'apprendre que le clan nous rendrait visite le lendemain matin.

Nous nous trouvâmes sur la place du village de bonne heure et nous ne tardâmes pas à voir arriver, en file indienne, une trentaine de Pygmées, hommes, femmes, enfants. Il nous parurent en bon état physique bien charpentés, nus mais portant un cache sexe. La taille du plus grand ne devait pas atteindre un mètre et cinquante centimètres.

Par l'intermédiaire du moniteur, nous souhaitâmes la bienvenue au chef du clan et offrîmes le peu d'objets dont nous pouvions disposer, sans oublier notre provision de sel. Puis, nous promîmes un envoi de machettes, de tabac et de sel, ce que nous fîmes dès notre retour à Ebolowa.

Alors le clan se disposa en rond autour de la place et nous assistâmes à un spectacle inattendu. Les femmes marquaient la cadence en frappant sur

une sorte de tambourin pendant que les hommes dansaient. En réalité, il ne s'agissait pas de danses, mais de scènes mimées, si bien mimées que nous en perçûmes toute la signification. Il y eut les hommes poursuivis par un insecte, une guêpe sans doute. Ils sautaient, se trémoussaient, couraient, se défendaient avec leurs mains, se réfugiaient jusque sur le toit des cases y grimpant avec une agileté stupéfiante. Il y eut l'homme malade luttant contre la mort, des scènes de chasses...

Cela se poursuivit pendant près de deux heures. Puis le silence se fit, le clan se regroupa et après les adieux, disparut au tournant de la piste. En file indienne, comme il était venu.

Malgré le peu de temps que dura leur présence, nous pûmes constater que les Babingas étaient des hommes comme nous, capables de survivre dans la forêt, pourvus d'intelligence et d'une affectivité bien visible : il suffisait de voir la manière dont les hommes se chargeaient des enfants au cours des marches.

Il m'arriva d'effectuer des tournées de contrôle dans l'intérieur, l'une d'elles m'emmena jusque vers le fleuve Dja, aux confins du Gabon. Partout, les mêmes constatations, les mêmes plaintes émanant des moniteurs. Dans la dernière école visitée, les ennuis venaient du père missionnaire qui créait mille difficultés au pauvre collègue isolé à des dizaines de kilomètres de tout soutien possible. Que pouvais-je faire pour l'aider ? Un rapport qui resterait sans suite...

Partout où existait une mission catholique, une école fonctionnait dans ses locaux : les pères utilisaient toutes sortes de pressions pour obtenir le monopole de l'enseignement dans leur secteur.

Les missions protestantes, peu nombreuses, faisaient de même. Elles étaient américaines, disposaient de fonds importants et d'un matériel moderne. Celle d'Ebolowa, par exemple, possédait un cabinet dentaire perfectionné unique au Cameroun. Bien entendu, ces missionnaires là faisaient de la propagande américaine dans le pays.

Au cours de cette dernière tournée, je devais traverser un village dans lequel existait un syndicat de petits paysans. Le tam-tam avait annoncé ma venue. C'est toute la population qui m'attendait. La naissance de ce syndicat avait pour origine l'un de nos camarades du cercle de Yaoundé, natif de ce lieu. Là encore je dus expliquer le but à atteindre, le rôle des syndicats de paysans, la solidarité de l'ensemble du mouvement. Les revendications étaient toujours les mêmes : Code de l'Indigénat, travail forcé, tracasseries des chefs, impôts, etc. Le secrétaire de ce syndicat me fit écrire très souvent, et alors que j'avais quitté le Cameroun depuis plusieurs années, je continuais à recevoir ses lettres naïves, touchantes.

Vers le mois de février, une mission C.G.T. arriva au Cameroun. Elle comprenait Deniau, délégué syndical appartenant à la tendance socialiste et Maître Gamonet, avocat. Accompagnée de Soulier, elle me prit à Ebolowa et nous effectuâmes un périple dans le Sud Cameroun. Malgré nos efforts, Soulier et moi, n'arrivâmes pas à orienter cette délégation vers une constatation des problèmes réels. Dans chaque centre, Deniau et

Gamonet nous imposaient en premier lieu la visite au chef de région qui, lui, organisait nos déplacements. Cela avait même l'air d'avoir été préconçu à Paris. Ce fut une grande déception et cette délégation n'aboutit qu'à un résultat positif : la mise sur pied de la défense de Lalaurie dont le procès allait s'ouvrir.

Le mois suivant fut marqué par une détérioration de l'état de santé de Lili qui devenait inquiétant. Elle ne supportait pas le climat du Cameroun. Mais surtout, elle subissait le contre-coup des contrariétés inévitables, pour une mère, de l'activité fièvreuse du premier semestre 1945 qui ne pouvait pas ne pas avoir des répercussions familiales. Il faut y ajouter les angoisses des quinze jours de notre « mise au secret ».

Les traitements restant sans effet, le Dr Chabœuf prescrivit pour elle un séjour sanitaire à Dschang, station climatique. Situé à 1000 mètres d'altitude, sur une chaîne de montagnes faisant suite au massif du Mont Cameroun et servant de frontières entre les deux Camerouns français et anglais, ce centre d'hébergement moderne connaissait un climat très frais. On y faisait séjourner les coloniaux déficients.

Les formalités administratives accomplies, Lili partit un beau matin avec les deux enfants. Je me retrouvai seul dans la case.

CHAPITRE VI

DOUALA : L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE LE MOUVEMENT SYNDICAL

Mais quelques jours après, le gouverneur Delavignette me fit connaître mon affectation à Douala que je devais rejoindre d'urgence. Il me confiait la mission de rétablir une situation difficile à l'Ecole professionnelle. Cet établissement appartenait, en réalité, aux chemins de fer qui désignaient le personnel et en assuraient le fonctionnement. Le directeur avait donc toujours été un de leurs agents.

Le dernier en date, Cimetière, était un ultra. Il maltraitait les élèves et s'était distingué au cours des événements de Douala. Une véritable révolte avait éclaté dans l'école... Pendant les jours sanglants, il fit régner la terreur. Le calme revenu, il lui fut impossible de reprendre la situation en mains. C'est alors que Delavignette prit la décision de transférer l'école professionnelle au Service de l'Enseignement, retirant aux chemins de fer toutes leurs responsabilités concernant les locaux, le matériel, la gestion, les élèves.

Ce fut donc mon chef de service qui me nomma dans les fonctions de directeur pour une durée d'un an à compter du 6 avril 1946.

Je ne vis même pas mon prédécesseur qui avait été expulsé du territoire.

L'établissement était important. Il y avait d'abord l'internat comprenant deux séries de bâtiments. Un immeuble moderne à un étage abritait les classes, les dortoirs, la lingerie, mon bureau. Derrière lui s'étendait un grand espace vert parsemé d'arbres exotiques. Au-delà de cet espace, on trouvait les cuisines, les magasins, l'infirmerie et quelques petits logements pour le personnel. Le réfectoire occupait un autre bâtiment. L'ensemble était spacieux, agréable.

L'internat était situé sur la route reliant le Douala des Blancs au quartier africain de New Bell où s'amassaient les ethnies étrangères à la région. En face de la porte d'entrée de l'école, de l'autre côté de la route, se trouvait une grande maison à un étage. Le rez-de-chaussée nous était affecté. Je fis attribuer le haut aux deux instituteurs français qui venaient de débarquer et qui étaient chargés de l'enseignement général.

L'école comprenait encore un vaste atelier situé à un kilomètre de là, auquel était annexée une salle de dessin moderne. Une locomobile à vapeur fournissait la force motrice actionnant tours, foreuses, scies mécaniques, etc. Cet ensemble permettait le fonctionnement de quatre sections : fer, bois, maçonnerie, dessin industriel. Les travaux pratiques étaient dirigés par des instructeurs camerounais et français. Il y en avait un par spécialité. Peu après mon arrivée, je recevais en renfort un instructeur mécanicien, ancien combattant démobilisé, qui m'aida beaucoup.

Il est clair que jusqu'ici, l'école professionnelle n'avait servi qu'à former des ouvriers assez peu qualifiés. Le but à atteindre était de relever le niveau culturel et technologique tant sur le plan théorique que pratique. Mon rôle était d'assurer la transition avec les moyens du bord. On m'affecta un crédit de fonctionnement que je devais gérer en caisse autonome. Je m'improvisai donc économe en même temps que directeur.

Mon premier objectif fut de m'occuper des élèves. Ceux-ci savaient que j'étais le camarade de Soulier, que j'allais continuer son travail à Douala. J'avais donc le préjugé favorable. Il ne fallait pas les décevoir. Agés de 16 à 20 ans, ce n'étaient plus des enfants et ils attendaient de grands changements. J'adoptai la même attitude qu'avec mes élèves de Yaoundé, me présentant à eux comme un anticolonialiste et un anti-raciste. Une atmosphère de confiance mutuelle s'établit rapidement.

Je leur proposai une méthode de direction et de gestion faisant largement appel à leur participation. C'est ainsi que furent créés une commission de discipline, un comité des loisirs, un comité de gestion de la coopérative assurant la vente des objets fabriqués à l'atelier, un comité chargé du ravitaillement et du contrôle de l'alimentation. Tous les membres furent élus par l'ensemble des élèves.

Cela fonctionna d'une manière satisfaisante. Bien sûr, il me fallut intervenir souvent, expliquer, convaincre, faire disparaître des rivalités... Mais pendant un an, je n'eus pas à régler de problèmes majeurs. L'école fonctionna normalement, sans incident, sans heurt.

Les deux instituteurs français enseignant les mathématiques, les sciences et la langue française, ne se sont jamais plaints d'actes d'indiscipline ou de mauvaise volonté au travail. C'étaient deux braves garçons qui devinrent nos amis, le voisinage nous ayant appris à bien nous connaître. De mon côté, je m'étais réservé la morale, tout au moins officiellement ; en réalité, je leur apprenais surtout un peu de sociologie et les initiais à leur futur rôle social, sans oublier le droit syndical.

Lorsque je pus obtenir un camion, grâce au gouverneur, l'atmosphère s'améliora encore. Mabouma, l'ancien combattant, donnait des leçons de conduite dont je profitai moi-même. Bientôt, des élèves purent utiliser le véhicule. Le comité de ravitaillement s'en servit souvent, allant dans certains villages des environs, pour se procurer des maniocs, tarots, bananes, plantains, arachides, etc. Ils obtenaient de meilleurs prix qu'à Douala. Je sais que le directeur qui devait prendre ma succession fut scandalisé quand il constata ce fait, il ne pouvait pas comprendre !

Vers la fin de 1946, nous connûmes un grand événement. Deux mois auparavant, la coopérative avait acheté des débris de camions. Mabouma auquel j'avais parlé des méthodes Makarenkistes, avait proposé aux élèves de construire un deuxième véhicule. Ils y travaillèrent avec acharnement. Et un beau jour, un camion couvert de banderolles, rempli d'élèves chantant « Cameroun, terre de mes ancêtres... » sortit de l'atelier, traversa la ville et fit son entrée dans les bâtiments de l'internat. Ce fut une grande fête ! Bien sûr, le véhicule n'était pas brillant, mais il marchait !

Je dois dire qu'il y eut quand même quelqu'un qui pestait contre les innovations : c'était le cuisinier ! le malheureux était surveillé de près et sans cesse exposé aux critiques du Comité responsable qui n'acceptait pas une mauvaise cuisson ou des insuffisances.

Lorsque ma mission toucha à sa fin, fin mars 1947, un directeur en titre fut nommé, venu de France. Il allait recevoir du personnel qualifié et a dû, je l'espère, promouvoir un enseignement professionnel de bon niveau. Je m'apprêtais à quitter le Cameroun et n'ai pu savoir quelle atmosphère régna dans l'école par la suite. D'après quelques conversations que j'ai eues avec mon remplaçant, je crains fort, malheureusement, que les relations affectives entre personnel et élèves n'aient été profondément changées pour faire place à un autoritarisme à peine nuancé.

Parallèlement à mes occupations à l'Ecole professionnelle, il me fallait consacrer beaucoup de temps à l'Union des syndicats du Cameroun [1]. Après le départ de Soulier, un congrès constitutif m'avait confié le poste de secrétaire général.

Une phase nouvelle s'ouvrait devant nous : celle de l'extension et de l'approfondissement du mouvement. Nous ne tardâmes pas à compter dix unions régionales. Chacune d'elles présentait des caractères spécifiques. Celles de Dschang et de N'Kong Samba comprenaient surtout de nombreux syndicats de petits paysans, celle d'Ebolowa aussi. A Douala, la base était plus ouvrière ; à Kribi, il s'agissait d'employés de commerce, à Yaoundé, des fonctionnaires.

Nous avions obtenu du gouverneur une sorte de chalet [2] en bois à deux niveaux, situé en plein centre de Douala, entouré d'un espace vert.

---

1. « L'Union des Syndicats Confédérés du Cameroun » (U.S.C.C.) devait se constituer officiellement vers septembre 1945, mais les événements de Douala et leurs conséquences ne le permirent pas.

Lorsque Maurice Soulier quitta le Cameroun, en février 1946, il n'y avait encore que deux Unions régionales vraiment organisées : celle de Douala et celle de Yaoundé.

Avant son départ, il adressa une lettre au gouverneur et une autre au directeur de l'Enseignement que j'ai retrouvées dans mes archives personnelles. La première figure, en annexe, dans le présent ouvrage. Le 5 février 1946, Soulier signe sa lettre : « Pour le Bureau de l'Union Régionale », c'est-à-dire celle de Douala.

L'U.S.C.C. est donc née réellement après mon installation à Douala, en avril 1946.

2. Cette maison avait été obtenue grâce aux démarches de Maurice Soulier appuyé par la délégation de la C.G.T. venue de Paris. Elle fut inaugurée le 13 janvier 1946 en présence des autorités coloniales (notes de Moumé Etia), sous la présidence de Maurice Soulier.

Je me trouvais alors à Ebolowa.

Au premier étage, on avait aménagé des bureaux et une salle de réunion. Nous disposions d'un rez-de-chaussée qui allait abriter la coopérative ouvrière que nous allions créer. Depuis mon domicile jusqu'à notre siège syndical, j'avais une distance de près de deux kilomètres à parcourir. Chaque soir, je faisais le trajet à bicyclette.

Mon but, dès le début, fut d'organiser ma propre relève. C'est pourquoi j'obtins que Charles Assalé soit désigné à titre de permanent rémunéré. Il s'installa dans son bureau vers le mois de juin 1946. La C.G.T., par la suite, nous aida en faisant d'Assalé un Conseiller économique ce qui assurait sa subsistance, lui permettait de voyager, et aidait financièrement l'Union.

En fin de 1946, pratiquemment toutes les corporations possédaient un syndicat y compris les gens de maison. A Douala, presque chaque soir, se tenait une assemblée syndicale.

La coopérative commença à fonctionner à la même époque. Assalé en était le gérant. Elle était en relation avec nos syndicats de petits paysans de la région de N'Kong Samba surtout qui lui fournissaient des produits vivriers revendus aux adhérents des syndicats.

L'une des nouveautés instaurées au Cameroun fut la création d'une inspection du travail auprès de laquelle les interventions syndicales se multiplièrent. Dans les débuts, les relations entre nous et l'inspecteur du travail n'étaient pas mauvaises. Mais nous nous aperçûmes vite que l'on voulait orienter les rapports patrons-salariés vers une sorte de paternalisme démagogique fait de plus de promesses et de bonnes manières que de revendications satisfaites. Dans l'esprit des hauts fonctionnaires nouvellement arrivés, c'était cela le changement !

Nous avions d'ailleurs constaté la colonisation par le Parti Socialiste de la nouvelle administration coloniale. Les nouveaux promus au Cameroun : le trésorier payeur général, le directeur de l'Enseignement, le directeur de la Police, l'inspecteur du travail, etc. étaient tous des socialistes. Nous étions sous le règne de Marius Moutet ! Ils ont essayé d'influencer les camarades européens agissant au Territoire, tentant de les effrayer par les « risques » de troubles graves, avec leur leitmotiv : « les Camerounais ne sont pas mûrs pour prendre leurs affaires en mains, ils ont besoin de guides assurant les responsabilités réelles ». Tout ce qu'ils consentaient aux Africains était une caricature de démocratisation : accepter des Camerounais, par exemple, à la tête d'organismes, associations, partis politiques... à condition que l'administration puisse les chapeauter. Dans ce but aussi, ils s'appliqueront à corrompre les cadres africains et cela malheureusement non sans succès.

Mais la poussée populaire était tellement forte qu'ils furent bien obligés de lâcher beaucoup de lest. La seule solution qui se présenta à eux, quelques années plus tard, consista à circonvenir des dirigeants africains d'organisations qui furent démocratiques pour aboutir finalement à cette « indépendance » qui ne profite qu'à une certaine bourgeoisie africaine et

surtout aux multinationales. Mais cela ne durera qu'un temps, déjà certains peuples ont réagi, d'autres ne tarderont pas à le faire.

Cette orientation de l'inspection du travail apparut nettement dès qu'un conflit sérieux surgit. Il éclata dans les grandes scieries situées presque à l'embouchure du Wouri. L'Administration appuya de tout son poids pour le régler sur le dos des travailleurs. Mais le syndicat ne céda pas et ce fut la grève, la première grève vraiment organisée au Cameroun. Elle fut de longue durée. L'Union des syndicats y joua tout son rôle, soutenant les grévistes juridiquement et matériellement. Ce mouvement fut victorieux et ce fut un grand encouragement pour les syndicats.

Bien sûr, tout n'était pas simple. Nous avons eu la chance d'avoir un bureau solide. Le trésorier Claude Akono était très actif, chaque soir à son poste et d'une honnêteté scrupuleuse. Mais il y avait des incidents à régler. Le plus grave fut provoqué par un camarade européen. Il nous avait été recommandé par Paris. Arrivé au Cameroun, depuis peu, venant de Dakar, c'était un technicien travaillant à l'aéroport de Douala. Sur sa demande, nous lui avions confié une tâche à la coopérative. Il parcourait les campagnes pour aider les syndicats de petits paysans et les représentants de la coopérative. Il leur apprenait à effectuer des opérations régulières, comptabilisables... Or, un jour, je fus convoqué par le chef de la sûreté à Douala. Avec ironie et le plaisir de me mortifier, il m'avisa de l'ouverture d'une information judiciaire contre nous. Le représentant de notre coopérative vendait, dans les villages, des alcools frelatés de contrebande et de plus mon nom était porté sur les caisses, en toutes lettres ! Ce fut le coup le plus dur que je subis en Afrique. Cette affaire fut transmise au Gouverneur. Bien sûr, la culpabilité du soi-disant camarade était flagrante et l'on ne me mit jamais officiellement en cause pas plus que la coopérative. Mais ce fut l'occasion d'une mise en garde de Delavignette qui, en termes plus précis qu'à Ebolowa, me parla de la grande responsabilité que nous avions prise d'avoir organisé un tel mouvement avec des cadres trop peu nombreux et non éprouvés, ce qui était très dangereux, affirma-t-il.

Pendant plusieurs jours, j'avoue avoir été déprimé, avoir même douté de l'avenir du syndicalisme camerounais. Je m'accusais de manque de vigilance. C'était moi qui avait présenté cette basse crapule à mes camarades syndicalistes. Je m'étais entièrement fié à une lettre de recommandation signée pourtant par nos camarades de Paris. C'était une leçon et un enseignement pour l'avenir, d'ailleurs d'autres expériences et une meilleure réflexion sur ce que nous sommes réellement, nous, les communistes, m'ont montré combien nous étions imprégnés, au cours des années 1930 surtout, d'un idéalisme romantique dans lequel nous nous complaisions. Nous idéalisions tout ce qui touchait au Parti, au Socialisme. Un communiste ne pouvait être que lucide, pur, fraternel... Un homme modèle pas comme les autres !

Dès le Cameroun, j'eus d'ailleurs une nouvelle déception. Un autre camarade, secrétaire d'une fédération départementale de France du P.C.F. était arrivé, lui aussi particulièrement recommandé. Nous lui confiâmes la

direction du « Cercle d'Etudes » de Douala qui n'avait jamais fonctionné sérieusement et que nous voulions relancer. Or très peu de mois après son installation, ce camarade que je devinais réticent depuis quelque temps vint me trouver à l'Ecole professionnelle pour me dire : « On m'a volé ma bicyclette. C'est un comble. Je ne veux plus m'occuper de ces gens qui sont des voleurs et des paresseux ! ».

Effectivement, nous ne le revîmes plus.

Ainsi, en quelques mois, un communiste qui avait eu des responsabilités importantes, s'était aligné sur des concepts colonialistes ! Aujourd'hui, je m'explique ce fait et il ne me troublerait plus. Je crois être parvenu à remettre les choses à leur vraie place et notamment à y voir plus clair dans le problème si complexe des mentalités individuelles et collectives. Ma vie errante qui m'a mis au contact de tant d'individus appartenant à des peuples si différents, en des Pays si divers, m'y a beaucoup aidé.

En février 1947, Lili qui venait d'être gravement malade, hospitalisée avec une invasion amibienne, ne parvenait pas à se rétablir. De plus elle était enceinte de six mois. Les médecins décidèrent son rapatriement sanitaire. Bientôt, elle prenait l'avion avec les enfants et rejoignait Alger.

A l'Union des syndicats, je cédais de plus en plus la place à nos camarades camerounais qui maintenant réglaient pratiquement tous les problèmes. J'eus, dans les derniers temps, l'amertume de rencontrer une certaine hostilité de la part d'un camarade pour lequel j'avais beaucoup d'estime. Moumé Etia, le compagnon de Soulier, je l'avais compris, n'acceptait pas la désignation d'Assalé au titre de permanent.

Nous tînmes un congrès pour désigner un nouveau secrétaire général de l'Union des syndicats. Charles Assalé fut élu à une forte majorité. Alors, Moumé Etia me prit à partie, m'accusant d'avoir fait pression pour obtenir ce vote. Ceci était non seulement faux mais tellement contraire à toutes mes conceptions, à tout mon comportement, que j'en fus très affecté. Je devinais notre camarade buté ; je crois qu'il était froissé de n'avoir à jouer qu'un rôle de second plan alors qu'il possédait un niveau bien supérieur à celui des autres dirigeants. C'était un Douala et il faut dire que cette ethnie a toujours tenu une place à part au Cameroun. Peuple côtier, depuis des siècles, les Doualas ont commercé avec les Européens, ont servi d'intermédiaires. Le petit territoire des Doualas formait une sorte de confédération de chefferies dominée par celle des Douala Manga Bell qui avaient pris le titre de princes. Pour eux, les ethnies forestières notamment étaient arriérées et il leur était difficile de leur voir jouer un rôle important [3].

3. Ceci explique la méfiance des habitants de l'intérieur à l'encontre des côtiers. Il est certain que Léopold Moumé Etia a été victime de cette circonstance. Il est possible, de plus, que des camarades ex-membres du « Cercle d'Etudes » de Yaoundé aient mené campagne, en utilisant mon nom ; mais, pour ce qui me concerne personnellement, je maintiens ce que

Or, l'Union des syndicats du Cameroun comprenait maintenant douze unions régionales, et dans celle de Douala même, la majorité des adhérents n'étaient pas des Doualas.

Assalé était bien l'élu de la majorité.

A partir de ce congrès et jusqu'à mon départ, je vins de moins en moins à la Maison des syndicats : j'avais passé la main.

Ma dernière responsabilité syndicale consista à accompagner, en avril 1947, le camarade André Tollet, venu effectuer une tournée au Cameroun. Dès les premiers mots, je vis combien il était différent du Deniau de la délégation précédente. Pas question d'aller d'abord chez les administratifs, mais tous les contacts devaient être organisés par les camarades eux-mêmes et avoir lieu en leur présence. Il partageait avec moi ma petite chambre de Douala (j'étais en instance de départ).

Nous effectuâmes un périple par Yaoundé, Bafia, Dschang, N'Kong Samba, Edéa... Partout nous étions reçus par les responsables syndicaux... et ensuite nous allions en délégation chez les administrateurs.

J'ai particulièrement retenu deux de ces entrevues.

A Douala, Tollet tint à avoir une explication avec l'inspecteur du travail. D'emblée, il se posa en délégué ouvrier qui ne s'embarrasse pas de fioritures. Il définit la conception de la C.G.T. du rôle de l'inspection du travail chargée de faire respecter les droits des travailleurs et notamment le droit de grève. Il ne se laissa pas entraîner sur le terrain classique de l'immaturité des salariés camerounais. Le délégué de la C.G.T. affirma la solidarité de la centrale syndicale à l'égard de toutes les actions qui seraient menées par les syndicats camerounais, soulignant qu'elle suivrait attentivement toutes les suites qui seraient données à la loi du 16 avril 1946 supprimant le travail forcé.

Notre interlocuteur était très embarrassé. Il voyait bien qu'il ne pourrait convaincre Tollet et l'amener à accepter le nouveau colonialisme bon enfant. Il se contenta donc de dire qu'il ferait respecter la loi et les règlements. A quoi il fut répondu que les travailleurs devaient surtout compter sur leur action au sein des syndicats pour défendre leurs droits.

Le lendemain, nous nous rendîmes à Edéa où nous attendait Oum Nyobé Ruben alors secrétaire de l'Union des syndicats de la Sanaga Maritime. Nous nous présentâmes tous trois devant le portail d'entrée permettant de franchir la grille entourant la plantation de la Dizangué. Pour tout le Sud Cameroun, cette exploitation, filiale des « Terres rouges » d'Indochine, symbolisait le travail forcé. Oum avait pu contacter des travailleurs de la plantation et l'Union avait décidé d'y créer un syndicat. Mais quand nos camarades se présentèrent sur les lieux, on refusa

---

j'ai écrit dans cette page. Ces problèmes ethniques expliquent aussi la désignation de camarades français à la tête de l'Union, en 1945 (Soulier), en 1946 (Donnat). Dès 1947, ils étaient remplacés par un Camerounais. Je regrette beaucoup qu'un camarade tel que Léopold n'ait pas pu mettre ses capacités, sa fermeté, son courage au service de l'ensemble du mouvement syndical camerounais.

de les laisser passer et de les recevoir. Aussi, l'arrivée de Tollet tombait à pic.

Le gardien camerounais n'osa pas nous interdire l'entrée et nous parvînmes jusqu'aux bureaux directoriaux où évidemment on ne nous attendait pas. La discussion fut vive. Tollet expliqua qu'il n'ignorait rien de la réputation de l'entreprise, des méthodes de recrutement, des conditions de travail et d'hébergement, de la fameuse « prison », et des conséquences désastreuses pour les populations.

En l'absence du directeur, son adjoint tenta de nier l'évidence et même de démontrer les « bienfaits » dont auraient bénéficié les travailleurs : hygiène, soins, etc. Alors Oum laissa éclater son indignation. C'était vraiment le délégué d'un peuple martyrisé disant son fait au représentant direct d'une grande société coloniale bénéficiaire du travail forcé. Cette scène, à cette époque, constituait pour nous une immense satisfaction, celle de voir par nous-mêmes un dirigeant africain, non seulement capable de tenir tête à un technocrate, mais de le contraindre au silence. Oui, il y avait quelque chose de changé au Cameroun et quel que soit le proche avenir, un jour ou l'autre, ce pays reprendra son essort vers sa libération totale.

Nous obtînmes la promesse de laisser se créer une section syndicale et il fut convenu que Oum aurait la possibilité de s'adresser aux travailleurs. C'était en avril 1947. Oum allait bientôt prendre la direction de l'« Union des Populations du Cameroun »...

Quelques jours après le départ de Tollet, je pris l'avion pour Dakar où en compagnie de Charles Assalé, nous devions représenter le mouvement syndical camerounais à la deuxième conférence de la Fédération syndicale mondiale.

Assalé, conseiller économique, continua à remplir les fonctions de secrétaire général de l'Union des syndicats et la permanence de Douala fut confiée à Jacques N'Gom, un très bon camarade du « Cercles d'études » de Yaoundé. Cette décision a été prise alors que je n'étais plus au Cameroun, ce qui prouve bien que Moumé Etia n'avait vraiment aucune raison de soupçonner sa mise à l'écart sous mon influence. Il ne s'agissait pas d'une mise à l'écart, mais de la promotion de camarades étant parvenus à s'élever au-dessus des problèmes ethniques grâce à leur formation idéologique, qui en faisait, à l'époque, des dirigeants syndicaux et nationaux, reconnus et acceptés de tous. Même si quelques-uns devaient, par la suite, abandonner la lutte pour des raisons diverses, je suis persuadé que le mouvement syndical camerounais restera marqué de l'empreinte de ces camarades.

Après la défection d'Assalé, Jacques N'Gom prit la relève à la tête de l'Union des syndicats du Cameroun. Donc en 1948, deux camarades issus du « Cercles d'études » de Yaoundé se trouvaient à la direction, l'un du mouvement syndical et l'autre du mouvement populaire organisé dans « l'Union des Populations du Cameroun ».

CHAPITRE VII

L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (U.P.C.)

Dès les premières réunions du « Cercle d'Etudes marxistes » de Yaoundé, la question nationale avait été mise à l'ordre du jour. Elle fut étudiée sur la base des principes marxistes léninistes en cette matière.

D'après nous, le but à atteindre au plus tôt était l'émancipation nationale et économique du pays. Il s'était posé le problème de l'entité nationale, problème fort complexe avec des frontières aussi artificielles et l'existence de deux Camerouns, l'un anglais et l'autre français. Tous les camarades étaient unanimement d'accord pour placer le Cameroun dans un cas particulier en Afrique française. Ils pensaient que sa position de Territoire sous tutelle de la Société des Nations lui conférait un statut spécial qu'il fallait savoir utiliser. Ce statut créait une certaine unification juridique entre ses différentes parties pourtant si diversifiées. Le Cameroun de la forêt et d'une certaine zone intermédiaire connaissait une population animiste récemment christianisée, très perturbée par la colonisation. Celui des savanes du Nord était peuplé de musulmans et se rattachait donc, culturellement et mentalement au monde de l'Islam, quoique de nombreuses ethnies non musulmanes s'y trouvaient enclavées et représentaient un nombre de Camerounais qui nous était inconnu mais que mes camarades de l'U.P.C. jugent très important et modifiant la notion de territoire entièrement islamisés.

Néanmoins, d'après les camarades, tous se sentaient Camerounais. Cette entité était devenue une réalité. L'émancipation devait donc se faire sur la base des frontières de la colonisation étant bien entendu que la partition entre Cameroun français et anglais devait disparaître pour ne faire qu'un pays.

Les camarades européens et moi-même pensions bien que c'était peut-être là le point de vue des couches les plus instruites, d'une petite minorité de la population. Mais dans le cadre africain perturbé par des partages scandaleux datant des années 1880, quel autre critère définir pour déterminer les limites d'un futur Etat indépendant ?

Cette notion devait donc devenir la base de nos réflexions.

Il s'agissait de déterminer par quel moyen atteindre ce but dans les meilleurs délais. Nous connaissions les expériences faites dans d'autres pays dépendants. Dans le cas du Cameroun il convenait de créer un mouvement national le plus large possible pouvant englober la plupart des couches de la population, toutes intéressées à se débarrasser du colonialisme. Ce mouvement créé, il pourrait même ensuite envisager des alliances avec des éléments influents comme certains chefs non administratifs. Alors que nous étions encore clandestins, les camarades avaient tenté de contacter certaines personnalités dont la plus importante était Fouda Ongba, chef traditionnel Ewondo. Méric, en particulier, le connaissait bien. Nous le rencontrâmes à plusieurs reprises. Nous ne pûmes obtenir que quelques marques de sympathie, mais il refusa de s'engager avec nous. Dans le même esprit nous entrâmes en communication avec Félix Moumié, médecin africain qui exerçait vers la frontière du Gabon dans un région sans moyens de communication, excepté les voies d'eau. Moumié nous répondit favorablement, mais il était isolé.

Les préoccupations nées de la naissance du mouvement syndical nous firent prendre du retard dans la poursuite de cet objectif.

A Douala, il en allait de même. Soulier se trouvait pratiquement seul : il ne pouvait à la fois préparer la création de syndicats et impulser un « Cercle d'Etude » ; il n'avait pas un Méric à ses côtés ! Pourtant il est probable qu'en 1945, il y aurait eu à Douala davantage de possibilités qu'à Yaoundé. Il existait, en effet, une association, la « JEUCAFRA » qui en principe, existait dans tout le Cameroun, elle se manifestait surtout à Douala.

A cette époque, l'ethnie Douala présentait un caractère particulier. Cette spécificité avait été à la source, dans les années 1930, de mouvements d'opposition dirigés par des chefs traditionnels comme le prince Douala Manga Bell et Kingue Jong. La répression avait été très dure. Ces notables avaient gardé le souvenir d'une administration allemande moins désagréable pour eux que celle qu'ils subissaient depuis et qui les avait destitués. Il existait donc à Douala des traditions de résistance à la domination coloniale française.

Pour les contrecarrer, l'administration favorisa la création, en 1939, d'une association nommée la « Jeunesse camerounaise française » (Jeucafra). Dans son esprit, il s'agissait d'inspirer un mouvement favorable au maintien du mandat français. Mais, la Jeucafra ne tarda pas à devenir un organisme de défense de la couche dite des « évolués » c'est-à-dire de la petite minorité qui avait bénéficié d'un certain niveau d'instruction. Elle réclamait de meilleurs salaires pour les fonctionnaires, l'exemption pour eux des servitudes du Code de l'indigénat... Les Doualas étant davantage scolarisés, ils étaient nombreux à la Jeucafra.

Il y avait dans cette situation des possibilités de prises de contacts... Mais les événements de Douala allaient encore retarder nos initiatives.

Les élections du 21 octobre 1945 (Première constituante) se déroulèrent dans la plus grande confusion, moins d'un mois après les massacres.

Certaines catégories d'Africains seulement pouvaient voter. Vers la mi-septembre, nous avions désigné Charles Assalé pour mener la campagne électorale. Notre dispersion, après le 25 septembre, nous interdit toute forme de propagande. Et pourtant, les résultats obtenus ne furent pas négligeables, à Ebolowa, en particulier.

Les deux élus, Aujoulat pour les Européens et le prince Douala Manga Bell pour les Camerounais, comme par hasard s'apparentèrent au M.R.P. tendance du gouverneur Delavignette.

Après mon arrivée à Douala, en avril 1946, le problème de l'organisation politique ne fut pas oublié. Mais malheureusement, il n'existait pas un « Cercle d'Etudes marxistes » [1] ayant fonctionné sérieusement. Assalé et moi, ne trouvâmes pas, sur place, de camarades ayant une base idéologique suffisante. Il nous fallut tenter quelques initiatives : mais nous étions seuls. C'est ainsi que nous visitâmes quelques personnalités connues, des notables notamment. Par exemple, nous passâmes une après-midi chez Soppo Priso, chef d'un quartier important, appartenant à une famille qui avait été dans l'opposition en 1930. L'accueil fut très sympathique. Nous défendions l'idée de la création d'un rassemblement national regroupant tous les Camerounais décidés à sortir leur pays du système colonial le plus rapidement possible. Comme l'avait fait Fouda Ongba à Yaoundé, Soppo Priso, sans nous éconduire, n'accepta aucune de nos propositions. Il en fut ainsi partout où nous nous adressâmes.

J'eus même plusieurs entrevues avec le docteur Douala Bell mon voisin de quartier, le frère du député. Il avait soigné ma fille Colette atteinte de diphtérie. Il fit montre de beaucoup de sympathie à notre égard et souscrivait à certaines de nos analyses. Mais, lui aussi, se montrait bien décidé à rester à l'écart du mouvement que nous préconisions.

Il était évident que la crainte du communisme hantait déjà, à cette époque, un certain embryon de bourgeoisie camerounaise. Et cela explique le processus dans lequel ces éléments allaient s'engager dans la période précédant l'indépendance et après que celle-ci fut intervenue.

A l'Assemblée de l'Union française, dès 1948, les deux représentants camerounais dont Soppo Priso, ne manifestaient pas de désaccord à l'égard

---

1. Pendant toute la période coloniale classique, les camarades présents à Douala, ville pourtant qui se prêtait le mieux à une activité progressiste, ne purent pas créer un tel organisme. A cette époque, c'était irréalisable.

A partir de 1944, un seul camarade avait les capacités de diriger ce cercle : Guerpillon. Mais après un séjour de repos hors du territoire, vers 1944, il ne fit qu'une brève apparition au Cameroun puis partit pour Paris (mi-1945). Le « cercle » n'eut que quelques jours d'existence réelle. Un autre camarade fut désigné en 1946 : avant même qu'une séance sérieuse ait pu être tenue, il renonçait à militer au Cameroun.

Personnellement, j'étais bien trop occupé et fatigué pour prendre cette tâche. Je viens d'apprendre que mon excellent camarade Ernest Fines a pris la succession, après mon départ, avec beaucoup de courage (cf. le livre de M. Eugène Wonyu paru aux Editions de L'Harmattan : *De l'U.P.C. à l'U.C.*, p. 49 et 50).

des délégués des Français du Cameroun ; et pourtant l'un de ceux-ci était mandaté par les colons ultras !

Nous recevions des communications régulières émanant de la section coloniale du Parti Communiste français. Nous étions mis au courant de la situation politique tant en France que dans tous les territoires africains. On prévoyait déjà la création d'un grand mouvement de libération africain avec, dans chaque colonie, un parti qui en refléterait la spécificité.

Mais lorsque les élections du 2 juin 1946 se présentèrent à nous, nous n'étions pas préparés à les affronter. Une fois de plus, Charles Assalé partit à la bataille, sans organisation de masse pour le soutenir, le mouvement syndical n'ayant pas vocation à mener une campagne électorale. A Douala et Yaoundé surtout et même ailleurs, les notables jouèrent la carte du M.R.P. en soutenant les candidats sortants qui furent réélus. Ainsi étaient jetées les bases du futur néocolonialisme.

En octobre 1946, se tint le Congrès historique de Bamako qui allait donner naissance au Rassemblement démocratique africain (R.D.A.). Son essor fut irrésistible dès sa formation. En A.O.F. [2] surtout, balayant toutes les manœuvres administratives, il allait regrouper la majorité des élus africains et s'organiser dans tous les territoires.

Au Cameroun, nous nous trouvions très en retard. Paris nous tenait régulièrement au courant et nous conseillait de tenter le lancement d'une section camerounaise du R.D.A.

Fin 1946, avec Charles Assalé et après avoir consulté Oum à Edéa, nous nous mîmes au travail. Compte tenu de la grande diversité des régions du territoire, nous proposâmes d'intituler le mouvement : « Union des Populations du Cameroun » (U.P.C.). Cela permettait un large rassemblement de tous les Camerounais. Nous étudiâmes les statuts de l'organisation, puis tous nos camarades du Cercle de Yaoundé et tous nos correspondants à travers le pays furent avisés. Un bureau provisoire avec Oum Ruben Nyobé à sa tête et des hommes comme Félix Moumié déposèrent les statuts [3] et présidèrent aux premiers moments de l'U.P.C. qu'il allait favoir populariser, organiser, développer. Malheureusement, je ne pus être le témoin de cette période car mon séjour terminé, je rentrai en Algérie puis en France.

Mais en 1948, j'effectuai un voyage au Cameroun au titre de Conseiller de l'Union française et j'eus alors l'occasion de voir, sur place, ce qu'était devenue l'U.P.C. Mon premier contact avec le mouvement eut lieu à mon arrivée, à l'aéroport de Douala. Je savais que les colonialistes m'y attendaient, décidés paraît-il, à m'interdire l'entrée du territoire. Je

---

2. Afrique Occidentale Française.

3. Je n'ai pas précisé la date du dépôt des statuts de l'U.P.C. car je n'étais plus au Cameroun lorsque cette formalité fut accomplie. Mes amis camerounais me signalent qu'il faut donner le 10 avril 1948 comme date de naissance de l'U.P.C. C'est certainement exact. Lors de mon passage au Cameroun que je situe à la mi-1948, les cartes d'adhérents venaient d'être imprimées et étaient distribuées dans tout le pays.

n'étais pas très tranquille lorsque je descendis la passerelle. Or, la première chose que je vis, ce fut deux camions remplis d'Africains qui s'étaient approchés très près de l'avion. Il y avait aussi beaucoup d'Européens. Mais dès que je fus parvenu au sol, les Camerounais m'enveloppèrent, me firent grimper dans un camion et ce fut le départ en trombe. Après bien des détours, je me retrouvai dans une case, en plein centre du quartier africain de New Bell.

Je suis demeuré trois semaines au Cameroun, me déplaçant dans Douala, à Yaoundé, en Pays Bassa, etc. Les autorités n'ont jamais connu les lieux de l'hébergement et n'ont jamais pu suivre mes déplacements. C'était une preuve du degré d'organisation auquel était déjà parvenue l'U.P.C. Oum n'était pas au Cameroun à cette époque. Je ne pus donc pas le voir. Je fus guidé pendant tout le séjour par un jeune camarade que je n'avais pas connu, se nommant Bagal. J'ai pu constater sa compétence et son dévouement.

En Pays Bassa, il m'a été donné de visiter une région où l'U.P.C. avait des ramifications dans tous les villages. Nous voyagions à pieds, par les pistes de forêt, traversant le Sanaga en pirogue, couchant chez les paysans. Ce fut très émouvant. J'ai ramené des photos prises dans un village qui venait d'être attaqué par des miliciens ayant détruit des cases, blessé des femmes et des enfants. La lutte physique commençait déjà et elle était le fait de l'administration coloniale.

A Yaoundé, j'ai contacté aussi des responsables de l'U.P.C. A Douala de nombreux militants sont venus me rendre visite dans ma case de New Bell où j'étais logé.

Il me fut donc possible de mesurer l'ampleur acquise par le mouvement et l'enthousiasme qu'il suscitait chez ses adhérents. C'était vraiment une organisation populaire où se mêlaient toutes les ethnies.

J'eus la joie d'être l'objet d'un petit cérémonial, au cours duquel les camarades m'offrirent la carte n° 1 de l'U.P.C. J'ai conservé longtemps cette relique dont j'étais fier, portant le tracé géographique du Cameroun imprimé au recto. Malheureusement au cours de la guerre d'Algérie, elle sera détruite pas les colonialistes de là-bas lorsqu'ils pillèrent mon appartement, à l'école du Vieux Ténès.

Vers la fin de mon voyage au Cameroun, je fus rejoint par Raymond Barbé, le responsable de la section coloniale du Parti. Nous décidâmes de nous rendre à Dschang où nous fûmes hébergés par le chef traditionnel Mathias Djoumessi, adhérent de l'U.P.C. Le lendemain de notre arrivée, je vins annoncer au chef de région notre intention d'appuyer une manifestation du groupement Bamiléké de Dschang. L'administrateur Tirant était un élève de Delavignette. Je ne décrirai pas sa consternation ! L'après-midi même, un cortège de plusieurs milliers de Bamilékés quittait la chefferie pour défiler jusqu'au centre administratif. En tête, marchaient Djoumessi et ses adjoints, Barbé et moi-même avec nos écharpes d'élus. Tout se passa bien. Tirant fut obligé de recevoir une délégation que nous accompagnâmes. Les problèmes furent nettement posés il s'agissait

d'obtenir le libre exercice de la chefferie traditionnelle, la fin des ingérences administratives et la restitution de biens appartenant à la communauté.

Au passage, dans la région de N'Kong Samba, nous fûmes reçus par des délégués venus de plusieurs villages : là encore, l'U.P.C. était bien implantée.

A Douala se tint un grand meeting dans la salle des fêtes d'un quartier africain. La foule ne put y tenir. Un grand nombre de participants durent se grouper à l'extérieur. C'était un succès remarquable. La député R.D.A. du Tchad, Lisette, s'était joint à nous. Tous les mots d'ordre et objectifs du R.D.A. furent développés. Nous apportions le soutien total du Parti Communiste français. La réunion se déroula dans un enthousiasme débordant. Ce meeting marqua la fin de mon dernier séjour au Cameroun que je ne reverrai plus... Sauf une visite de quelques heures à Fort Foureau, en 1949, où venant de N'Djamena (Fort Lamy), au Tchad, après une traversée du fleuve Chari, en pirogue, juste à l'endroit où il rejoint son frère le Logone, je fus reçu par des adhérents de l'U.P.C. Ainsi, même aux confins de l'extrême Nord Cameroun, l'organisation était bien vivante !

Je retrouvai Oum à Paris, où nous eûmes de nombreux entretiens. Nous échangeâmes nos photographies en gage d'amitié. Brave camarade Oum. Ce fut plus qu'un camarade, ce fut un ami, un frère, un héros. C'était un marxiste, un dirigeant national de grande classe. L'ennemi ne s'y était pas trompé. Il s'est acharné sur lui, allant jusqu'au crime. J'ai appris officiellement sa mort dans le courant de l'année 1958. Des inspecteurs de la D.S.T. se présentèrent dans mon école de Village Céleste, près d'Alger et m'emmenèrent à la fameuse villa des Oiseaux où avaient lieu les interrogatoires. C'était ma troisième arrestation en deux ans ! Et là on m'apprit que Oum Ruben avait été tué par les « forces de l'ordre » *(sic)* et l'on avait trouvé ma photo dédicacée dans son portefeuille. Je fus interrogé pendant plus d'une heure, on voulait me faire dire que je maintenais des relations avec lui et que je participais au « téléguidage » de l'U.P.C. Ce qui était stupide. Finalement, ils me relâchèrent. Le camarade Suret-Canale, m'a fait connaître l'existence à Paris du rapport établi par le colonel de gendarmerie française qui a abattu Oum. Ils se sont débarrassé de lui peu avant l'accession à l'indépendance et ils ont pourchassé tous les militants de l'U.P.C., assassinant notamment Félix Moumié.

Si l'U.P.C. n'avait pas été persécutée, traquée militairement par l'Armée française, peut-être la destinée du Cameroun ne serait pas celle qu'il connaît aujourd'hui ; ce ne serait pas un des plus beaux fleurons parmi les pays soumis au néocolonialisme mais, l'histoire ne s'arrêtera pas là. Dès aujourd'hui, le souvenir de l'U.P.C. subsiste puisque des camarades en exil en assurent la pérennité. Je suis persuadé qu'un jour viendra où le Cameroun reprendra le bon chemin qui avait été tracé par Oum Nyobé Ruben et ses compagnons et cette certitude s'est confirmée lorsque j'ai appris l'existence, sur place, de militants et de dirigeants menant le combat, sous le sigle de l'U.P.C.

DOCUMENT ANNEXE

A PROPOS DE L'ETUDE DE GASTON DONNAT SUR SON SEJOUR ET EXPERIENCE AU KAMERUN DE 1944 A 1947

(Document émanant de l'U.P.C., mars 1984)

Cette étude qui fait partie d'un livre en préparation s'étale sur trois chapitres ainsi intitulés :

— Premiers contacts avec le Cameroun
— A Yaoundé — Le Cercle d'Etudes marxistes
— L'Union des Syndicats du Cameroun.

Appréciation générale

Dans les conditions présentes de notre lutte, cette longue marche entreprise par notre peuple de façon ininterrompue depuis une quarantaine d'années, avec tous les inconvénients d'une situation où les chefs historiques sont tombés les uns après les autres, où différents documents du Parti susceptibles d'éclairer d'importants points de notre Histoire restent confisqués dans les archives de l'Administration, où les jeunes générations de patriotes qui ont maintenu haut le flambeau de cette lutte butent tant à l'extérieur qu'à l'intérieur à de gros handicaps, le document du camarade Gaston Donnat concernant son action au Kamerun dans les années ayant précédé la naissance de l'U.P.C. est d'une inestimable valeur pour les upécistes et tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de notre lutte.

Le nom de Donnat est resté jusqu'ici une sorte d'énigme pour beaucoup de patriotes Kamerunais dans la mesure où l'utilisation de l'épouvantail « communiste » par les autorités de la période tant coloniale que néocoloniale forçait ceux l'ayant fréquenté à garder à son sujet un prudent silence, tandis que de temps en temps quelqu'un ou un journal de l'autre camp insinuait comme une sorte d'insulte à l'adresse des patriotes que le nationalisme kamerunais n'était qu'un masque introduit dans notre pays par un certain Donnat au service du communisme international.

Le document du camarade Donnat si vivant, si éclairant est daté et signé. Donnat n'apparaîtra plus pour nos militants un être mythique, mais plutôt il leur révélera que c'est bien un progressiste français en chair et en os qui a, au milieu des difficultés innombrables, entre 1944 et 1947, fait

œuvre de pionnier, par-dessus de la différence de races, de cultures, de mentalités, en épousant la juste cause de notre peuple. Donnat le progressiste, le militant communiste français, le syndicaliste adepte de l'internationalisme vrai, a été, dans les circonstances historiques de la fin de la guerre et des perspectives de bouleversements d'une France libérée et d'un monde débarrassé du cancer du nazisme, le levain qui a permis à la pâte nationaliste kamerunaise d'être à l'heure au rendez-vous de l'Histoire.

Si ce n'est pas lui qui a fabriqué un Ruben Um Nyobé (l'itinéraire d'un Charles Assalé ou d'un Fouda André ayant suivi comme Mpodol la même formation au même cercle d'études marxistes montre amplement qu'une formation peut aider, mais ne crée par le génie), il a incontestablement facilité la tâche de formation à ceux des éléments de son groupe dont le patriotisme ardent cherchait une occasion favorable pour exploser.

L'initiateur du marxisme dans notre pays a joué un rôle important dans le terrain du syndicalisme dont il a participé à la mise en place des premières structures. A ce titre, l'histoire de la classe ouvrière kamerunaise lui réservera une place de choix.

Le récit de ses actions, de ses luttes, de certaines situations tragiques (comme celle de son enlèvement en septembre 1945 par les colons paniqués pendant la grève de Douala) mérite une attention minutieuse, car l'auteur s'y révèlant à la fois bon peintre et bon conteur réussit à reconstituer l'atmosphère et la couleur locales où se déroulaient réellement les événements de l'époque coloniale.

Autre intérêt : ses réflexions étayées d'exemples concrets et précis sur les objectifs du système d'éducation de l'époque, objectifs que peu de gens du système ont encore aujourd'hui l'honnêteté de reconnaître. Il est par ailleurs significatif que ce Français pur sang ait eu à faire à cette époque de destruction en règle des traditions et cultures autochtones exigée par la politique colonialiste d'assimilation des réflexions audacieuses sur la nécessité de préserver et de développer les langues nationales en montrant comme exemple (aux pages 29 et 30 du manuscrit) les possibilités qu'offre une langue comme le fang.

Ami sincère des Kamerunais, Donnat n'a jamais voulu revendiquer autre chose. Quand il a mis en place des syndicats viables il s'est fixé pour tâche prioritaire de s'effacer rapidement derrière les cadres autochtones de relève formés par ses soins ; et en s'eclipsant il n'entendait pas maintenir sur eux une forme quelconque de tutelle. Un tel comportement, les colons et les autorités coloniales ne pouvait pas le comprendre. C'est ce qui explique certainement qu'ils aient gardé de l'homme bien des années après son départ une certaine hantise. Comme pour eux, l'Africain est congénitalement incapable de toute entreprise sérieuse propre, les grands développements de notre lutte intervenue après Donnat ne pouvaient qu'être téléguidés par Donnat, même si curieusement en même temps on s'acharnait à liquider physiquement les chefs historiques de notre Parti.

Ce n'est qu'avec une telle vision des choses qu'on peut saisir la scène stupide rapportée par le camarade Donnat à la page 79 de son étude : son arrestation à Alger en 1958 pour le motif que sa photo dédicacée avait été trouvée dans le portefeuille de Ruben Um Nyobé que ses assassins avaient emportée comme trophée une fois leur forfait réalisé...

Le 30 mars 1984

Signé Michel NDOH
Rapporteur désigné par le C.C. de l'U.P.C.
pour l'étude du texte

5 Février 46.

Mr. Le Gouverneur du Cameroun Français

D O U A L A.

D....

Monsieur Le Gouverneur,

Monsieur DENIAU, Secrétaire de la C.G.T., vous ayant demandé avant son départ d'envisager l'affectation pour la prochaine rentrée des classes de l'Instituteur Gaston DONNAT à Douala, vous avez bien voulu répondre affirmativement, sous conditions que le Chef du Service de l'Enseignement au Cameroun approuverait cette mutation.

La même question ayant été posée par DENIAU et SOULIER à Monsieur DELAGE, Directeur de l'Enseignement, celui-ci a immédiatement répondu favorablement.

Nous pensons donc que rien ne s'oppose à ce que notre Camarade, déplacé lors des évènements de Septembre, reprenne sa place à la tête de nos organisations syndicales et d'avance nous vous en remercions très sincèrement.

Croyez, Monsieur le Gouverneur, à nos sentiments respectueux et dévoués.

Pour le Bureau de l'Union Régle.
Le Secrétaire général :

Maurice SOULIER.-

Le bureau de « l'Union Régle » signifie *Union Régionale* des Syndicats de Douala. Je possède une autre lettre signée « Bureau de l'U.R. des S.C. », soit : *Union Régionale* des Syndicats du Cameroun (de Douala).

Yaoundé le 26 Sept 1945

Il est ordonné à M Donnat
Instituteur à l'E.P.S de Yaoundé
de se rendre à Nanga Eboko pour
assurer la suppléance du moniteur
évacué sur l'hôpital –
Il aura droit aux frais de déplacement
Départ le 26 septembre 1945
M Donnat sera rappelé par télégramme

M Rivot est autorisé à accompagner
M Donnat dans l'accomplissement
de sa mission –

Le Chef du Service de l'Enseigt
P.i.
[illegible]

Madame Donnat

Yaoundé

Monsieur le Gouverneur

du Cameroun

Douala

Monsieur le Gouverneur

Je suis sans nouvelles de mon mari depuis son départ de Yaoundé... Mes enfants sont inquiets aussi.

Je vous serais reconnaissante de me rassurer au plus vite et de me dire ce que vous décidez à son sujet.

Il est inhumain de séparer un homme de sa femme et de ses enfants lorsqu'on ne peut rien lui reprocher et qu'on ne lui donne peut être pas les moyens de s'expliquer.

Mon mari m'aurait écrit si on le lui avait permis. J'ose espérer, Monsieur le Gouverneur qu'une prompte décision va me fixer et me rassurer. De plus, je dois vous signaler que je ne peux disposer, sans procuration, de l'argent déposé au trésor du compte de mon mari.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur l'assurance de mon profond respect.

Donnat

2 octobre 1945

3

L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE CONTACTS AVEC LES PEUPLES AFRICAINS, MALGACHES, ANTILLAIS

CHAPITRE I

LE RETOUR EN ALGÉRIE

A la mi-avril, je quittai le Cameroun en compagnie de Charles Assalé à destination de Dakar. Nous allions participer pendant plusieurs jours à la deuxième conférence de la Fédération syndicale mondiale. La F.S.M. regroupait toutes les grandes centrales du monde entier y compris celles des Etas-Unis et de l'U.R.S.S. Cette unité syndicale réalisée à la suite de la défaite du nazisme paraissait prometteuse pour l'avenir. Elle aurait pu permettre une avancée prodigieuse du sort des travailleurs de tous les pays. C'était l'espoir que nous avions alors.

A Dakar, les délégués de la C.G.T. et ceux des mouvements syndicaux existant dans les pays d'outre-mer rattachés à la France étaient logés en commun. J'y retrouvai André Tollet qui dirigeait la délégation française. A partir de 1948 et jusqu'à 1951, je serai un collaborateur de ce militant d'exception et j'aurai l'occasion d'en parler plus en détail. Les camarades d'Algérie, Mohamed Babou et Elie Angonin, apportaient des nouvelles fraîches de ce pays qui m'était cher et que j'allais bientôt retrouver.

L'atmosphère qui régnait au sein de la conférence ne tarda pas à m'inquiéter. Les travaux ne reflétaient pas une volonté unanime de lutte contre les injustices sociales, les inégalités criantes, les oppressions de toutes sortes et notamment celles qu'impliquait le système colonial.

Le mouvement syndical français avait toujours fait référence à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'abolition de l'hégémonie du capital. Cette position fondamentale résultait d'un constat scientifique que l'on a appelé « la lutte des classes ». Tant qu'une classe tirera son profit, ses richesses et sa puissance du travail d'autres classes sociales maintenues en état d'infériorité, un antagonisme subsistera. Il s'aggravera même, passant à un niveau supérieur jusqu'à devenir mondial à l'époque des multinationales et de l'existence de pays socialistes.

Il s'agit d'un constat, non pas d'une sorte de doctrine comme voudraient le faire croire nos détracteurs. Marx n'a pas « inventé » la lutte des classes : il l'a constatée, analysée, expliquée. Aujourd'hui encore, dans le monde dit de « la libre entreprise » (!), rien n'est venu modifier cet état de fait que nous déplorons plus que tout autre. Bien au contraire,

l'antagonisme est aggravé par la misère accrue du Tiers Monde, par le chômage, l'inflation, la désespérance de la jeunesse, etc. Un exemple typique le montre : celui du pouvoir d'achat qui rend chaque année plus difficile la vie des salariés pendant qu'au contraire, les profits capitalistes connaissent un accroissement continu et considérable en valeur absolue. Donc, d'un côté, plus de misère... et de l'autre, plus de richesses qui s'investissent dans les patrimoines privés, dans la spéculation plutôt que dans la production. Le chômage aussi ne touche que la classe ouvrière.

C'est cela la « Lutte des classes ».

Ceux qui pontifient en voulant faire croire qu'il s'agit là de notions périmées, dépassées, prennent les gens pour des benêts : ils ont malheureusement l'audience que leur donnent tous les moyens énormes dont ils disposent, les médias (radios, télévision), le livre, la presse, le cinéma, le théâtre, l'école même... et j'en passe !

A Dakar, en avril 1947, au lieu d'organiser le front commun du travail contre le capital à l'échelon mondial, et donc au lieu d'organiser réellement la défense et l'émancipation des différentes classes ouvrières, on se préoccupait de conflits de tendances. Conflits marqués justement par ce terrible antagonisme de classes car les puissances dominantes parviennent à diviser le monde des travailleurs.

Dans certains pays comme l'Angleterre, les Etats-Unis, les équipes syndicales dirigeantes croyaient et croient encore à une collaboration possible avec le capital, comptant sur son bon vouloir ! Elles sont devenues parties prenantes du système qu'elles acceptent, et défendent même, avec ses crises, ses contradictions, son injustice fondamentale, laissant croire aux travailleurs qu'on peut améliorer cette forme de société, la mieux adaptée aux temps modernes affirment-elles !

Les délégations de ces pays, à Dakar, intriguaient, manœuvraient pour entraîner la majorité de la conférence vers ce genre de syndicalisme. Elles étaient appuyées par d'autres participants y compris des Français. Très vite, il s'avéra que la délégation des Etats-Unis dirigeait les opérations, multipliant les conciliabules. Nous saurons, par la suite, que la fameuse C.I.A. n'était pas absente. Déjà, se tramaient certainement des scissions syndicales que nous connûmes peu après, en France, par exemple, avec le départ des Bergeron et consorts, quittant la C.G.T. pour créer Force Ouvrière.

Bien entendu, les délégués demeurant sur des positions de classes n'étaient pas inactifs. Eux aussi se concertaient, élaboraient des motions à proposer à la conférence. Les dirigeants les plus représentatifs de cette tendance, dont nous faisions partie, gardaient un étroit contact. Tollet nous y représentait et nous informait. Ce n'était que manœuvres et contre-manœuvres. De notre côté, nous entendions maintenir l'unité syndicale, mais nous voulions une centrale syndicale non inféodée au système capitaliste, un syndicalisme visant réellement à l'émancipation des travailleurs. Visiblement le dirigeant de la délégation des Syndicats de l'Union Soviétique jouait, dans notre camp, un rôle déterminant. Les

comptes rendus de Tollet s'y référaient sans cesse. Et nous trouvions cela normal, car la classe ouvrière soviétique formait l'avant-garde du prolétariat mondial.

Cependant, il est honnête de dire que nous étions choqués, souvent par la forme qu'employaient nos camarades soviétiques vis-à-vis des autres délégués de notre tendance. Ils appuyaient beaucoup trop sur le rôle dirigeant qui, dans leur esprit, leur revenait de droit de par la situation historique de leur pays ayant réussi la révolution prolétarienne.

Je crois avoir beaucoup réfléchi, comme certainement tous mes camarades français, au sujet de nos relations avec les communistes soviétiques et bien entendu aux problèmes posés par leur expérience socialiste. Je ne crains pas de dire tout le fond de ma pensée sur bien des aspects inacceptables pour nous.

Cependant, il me paraît indispensable d'affirmer qu'à mon avis, ils ont réellement construit une société socialiste puisque tous les grands moyens de production et d'échanges ont été arrachés au capital privé, ce qui est fondamental. Le mode de production, en U.R.S.S. est donc bien socialiste.

Partant, de là, les peuples soviétiques se placent tout naturellement parmi tous ceux qui résistent et luttent contre l'hégémonie du capitalisme des multinationales. Sur le plan de la lutte des classes que l'on nous impose, ils se trouvent du bon côté, sur l'échiquier international.

Et je ne vois pas de cas historique, où, quant au fond, l'Union Soviétique ait pris parti en faveur d'un régime rétrograde. On ne l'a jamais vue du côté des Pinochet, Somoza, ou des dictateurs guatémaltèques, coréen, philippin, pakistanais, soudanais, zaïrois... et autres, beaucoup trop nombreux, malheureusement, de par le monde.

Par contre, elle se trouve être l'objet d'une haine bestiale, aveugle de la part de tous les tenants de ces régimes et de tous leurs partisans dans le monde y compris nos Le Pen et notre Droite française soutenus, malheureusement, par une certaine « gauche » ayant opté pour la société de marché et la primauté de l'argent.

Cette prise de position fondamentale ne m'empêche pas d'apprécier ce que, personnellement, je considère comme négatif et décevant. Bien sûr, je ne suis pas assez informé et ne possède pas une formation théorique suffisante pour pouvoir me permettre des analyses valables.

La Conférence syndicale de Dakar ne devait rien apporter de vraiment très positif. Elle allait être suivie, quelque temps après, d'une intensification des manœuvres scissionnistes et finalement du retrait de la Fédération syndicale mondiale des syndicats américains, anglais, et de bien d'autres. En France, les dirigeants « réformistes » quittaient la C.G.T. Le rêve de l'unité syndicale était terminé.

L'atmosphère de « Guerre froide » commençait à s'installer et c'est sur cette impression décevante que je pris l'avion. Après deux longues escales à Tindouf, dans le Saharah, et à Colomb Béchar, un voyage de trois jours m'amena à Alger.

La famille s'y retrouvait de nouveau réunie au complet. Lili s'était rétablie et sa grossesse bien avancée, suivait son cours normal.

Je tiens à décrire nos conditions de logement pendant deux mois, jusqu'à la naissance de notre petite Joëlle. Et cela, pour confirmer le niveau social de nombreux Pieds-noirs, en cette années 1947, à mon avis guère différent de celui que j'avais constaté dans les années 1930.

Nous fûmes hébergés par l'oncle et la tante de Lili. Chômeurs en 1937, ils étaient allés chercher du travail à Paris, lui comme ouvrier maçon et elle dans un atelier de confection. Revenus en Algérie en 1941, nous les avions gardés quelque temps chez nous, à Bou Haroun.

L'oncle finit par trouver une place à Alger et ils s'installèrent dans un petit appartement situé dans la montée de Notre-Dame d'Afrique, au-dessus de Bal El Oued. C'est là qu'ils nous reçurent.

Ils disposaient d'une chambre et d'une petite cuisine. Chaque soir, il fallait tirer un matelas du lit conjugual et le placer, à même le sol, dans la cuisine. Lili et moi couchions là et notre fils Yvan dormait sur un petit matelas à côté de l'oncle et de la tante. Quant à Colette alors âgée de huit ans et demi, il avait fallu la confier à mes parents, à El Biar.

Les W.C. se trouvaient dans la cour et ils étaient communs aux trois autres locataires. La cuisine se faisait sur un réchaud à pétrole à pression avec un seul feu car il n'y avait pas le gaz de ville.

Tous les habitants de ce petit quartier formé par une ruelle allant se perdre dans un terrain vague, vivaient de la même manière. C'étaient des ouvriers, des petits employés pieds-noirs, la plupart d'origine espagnole.

Mon retour fut marqué par deux séries de contacts qui me permirent de juger des changements survenus en Algérie pendant notre absence.

Nous retrouvâmes la nombreuse famille de Lili comptant trente-cinq cousins germains pour la plupart habitants de Bab El Oued, tous de condition modeste. Avant 1939, la majorité d'entre-eux militaient au Parti Communiste algérien. Pendant la guerre, beaucoup maintinrent le contact avec le P.C.A. clandestin. Dans la période de 1943 à 1945, ils participèrent à toutes les activités du parti, de l'Union des syndicats alors rattachée à la C.G.T. française. La tante qui nous hébergeait s'était occupée de l'« Union des Femmes d'Algérie »...

Tous nos parents nous reçurent avec la chaleur humaine qui est une des grandes qualités du peuple pied-noir. On est pauvre, on se prive, mais on se sacrifie pour bien accueillir un parent, un ami. Le repas offert devient un rite... On s'inquiète de la santé, des soucis de chacun. Personne n'est oublié dans la famille, si large soit-elle...

Or, dans les conversations, j'observais un doute, une inquiétude qui se manifestaient très souvent lorsqu'on parlait de l'Algérie. Certes, le Parti n'était pas mis systématiquement en cause. Chacun continuait à lire *Alger républicain*. Dans les élections, on continuait probablement à voter pour le candidat communiste. Mais, je sentais des réticences ; l'enthousiasme n'y était plus. La tante avait abandonné l'« Union des Femmes d'Algérie ».

L'oncle me lançait souvent : « Nos frères... nos frères... Ils nous couperont la tête ! »... Je me souviens de cette interrogation que les uns et les autres me faisaient : « Alors, Gaston... tu t'en occupes toujours ? », voulant me demander si je continuais à militer, eux s'étant placés sur la touche...

— Que s'était-il donc passé ?...

— Il y avait eu Mai 1945 !

Au Cameroun, nous n'eûmes que des échos lointains des graves événements qui secouèrent l'Algérie, à ce moment-là. Nous connaissions les bombardements aériens et les canonnades des navires de guerre écrasant des villages algériens dans la région de Bougie Sétif ainsi que les horreurs commises par des milices de colons dans celle de Guelma. Plusieurs dizaines de milliers de morts algériens, des villages détruits, des centaines d'arrestations, tel fut le bilan de cette atroce répression. Il était dès lors certain que les Algériens ne pourraient plus oublier ces massacres et qu'ils chercheraient la voie la plus rapide conduisant à leur libération totale.

Oui, je crois que mai 1945, fut pour le petit peuple pied-noir, le commencement de la peur.

Comme j'ai essayé de l'expliquer au début des mémoires, dans leur majorité, les « Français » d'Algérie étaient loin d'être riches. Ils étaient exploités par les colons et la bourgeoisie coloniales. En tant qu'exploités, ils réagissaient en rejoignant les syndicats et pour beaucoup appuyaient l'action du Parti Communiste algérien.

La plupart d'entre eux vivaient dans les villes et peuplaient des quartiers bien connus comme celui de Bab El Oued, à Alger. Ils formaient une communauté spécifique et détestaient ceux qu'ils appelaient « les riches ». Ils vivaient parfois à côté de certaines familles algériennes. Mais, selon moi, il n'y a jamais eu, entre les deux communautés, de liens sérieux et encore moins d'interpénétration.

Européens pauvres et Algériens pouvaient se côtoyer, se rendre des services mutuels, échanger des marques de sympathie à l'occasion des fêtes, par exemple... Mais tout cela n'était que superficiel. Les ouvriers pieds-noirs se retrouvaient, le soir, au bistrot, autour d'une anisette... Tandis que les travailleurs algériens entamaient une partie de dominos au « Café Maure ». Les femmes se voyaient assez peu. Pour l'essentiel, les enfants non plus ne se mélangeaient pas : à part quelques privilégiés, il n'y avait pas d'Algériens dans les écoles affectées à l'enseignement des Européens [1].

Les deux communautés vivaient côte à côte sans réellement se connaître, sans se comprendre. Jusqu'ici, la cohabitation s'était faite sans de trop graves conflits. Bien sûr, se produisaient assez souvent des scènes de racisme regrettables. Mais l'influence du P.C.A. permettait d'espérer une élévation du niveau politique qui aurait favorisé une meilleure

1. La fusion des deux enseignements se fera plus tard, mais cela ne changera pas grand chose à ce problème.

compréhension intercommunautaire. Dans cette optique, le rôle joué par le journal quotidien « Alger républicain » était considérable.

Je persiste à penser que, quant au fond, la masse des Pieds-noirs pauvres ignorait tout du problème national algérien. Leur niveau culturel généralement assez bas les rendait perméables à l'intoxication colonialiste qui répandait des contre-vérités historiques.

Pour eux, les manifestations qui se produisirent en mai 1945, firent l'effet d'une bombe. Pour la première fois des masses algériennes, sortant de leurs quartiers, osaient défiler dans la ville européenne, portant des banderolles, criant des mots d'ordre. Le style des manifestations était effrayant pour ceux des Européens qui s'en trouvèrent spectateurs. Ce jour-là, des milliers d'Algériens misérables clamaient leur colère, leur indignation au grand jour. Leurs visages, les cris, la discipline quasi militaire de l'encadrement, le défilé au pas de course, tout cela avait été vraiment très impressionnant.

Et puis, il y avait eu les bruits concernant des massacres d'Européens dans l'intérieur du pays qui circulaient, véhiculés par les milieux colonialistes déformant et amplifiant la gravité des incidents survenus çà et là.

En effet, si l'on fait le bilan de l'ensemble des victimes dans le Constantinois, on compte 45 000 morts du côté algérien et quelques dizaines seulement du côté européen : devant de tels chiffres, tout commentaire est superflu.

L'ampleur du mouvement a très certainement effrayé non seulement les Pieds-noirs pauvres mais aussi les tenants de la colonisation. Je pense que cette peur a incité ces derniers à prendre toutes les mesures leur permettant de rallier à eux l'ensemble des Européens d'Algérie, y compris ceux qu'ils avaient exploités et tenus pour quantité négligeable dans le passé.

Dans un premier temps, leur tactique a certainement consisté à développer une psychose de peur et à l'utiliser pour détacher le plus possible de travailleurs européens de l'influence du Parti Communiste algérien. Mes constatations auprès de notre famille me donnèrent à penser qu'ils avaient en partie réussi.

Plus tard, les colonialistes iront encore plus loin dans cette voie. C'est ce que nous verrons au moment de notre réinstallation en Algérie, en 1952.

Il avait été convenu avec André Tollet que nous passerions une partie de notre congé colonial à la Maison de repos de la C.G.T. située à Tullins, dans l'Isère. Nous avions donc décidé de nous y rendre après la naissance de notre futur bébé, dès qu'il serait en état de voyager. Notre séjour à Alger ne devait être que de courte durée. J'eus le temps néanmoins de revoir de nombreux camarades desquels j'avais été séparé par les années de guerre, de vichysme et par mon départ au Cameroun. C'est avec une grande joie que je retrouvai Monacelli, Moll, Moureaux...

J'allais souvent à l'« Union des syndicats » dirigée alors par Rouzeau. Je fus reçu à *Alger républicain* et à la permanence algéroise du P.C.A. où je

rencontrai pour la première fois André Ruiz qui plus tard dirigera l'« Union générale des syndicats algériens »[2] jusqu'à sa dissolution au cours de la guerre d'Algérie. Ce fut avec émotion que je pus bavarder avec Amar Ouzegane que j'avais connu dans les débuts de sa vie militante, alors qu'il était un jeune télégraphiste auxiliaire.

J'ai pu me rendre compte de l'énorme mérite de ces militants qui avaient la charge d'orienter les activités du P.C.A. et du Mouvement syndical algérien, aux prises avec une situation difficile, complexe et dangereuse.

Ils luttaient avec une foi absolue, pour une Algérie nouvelle, débarrassée du carcan colonial et ouverte démocratiquement à toutes les ethnies vivant dans le pays. Et de fait, la vie interne du P.C.A. était le reflet de cette Algérie que nous souhaitions. La camaraderie qui régnait entre tous les militants communistes actifs qu'ils soient Musulmans, Européens, Israélites était sans faille. Elle préfigurait, pour nous, le type de relations qui existeraient dans la future Algérie.

Il m'est apparu que le Mouvement syndical où pourtant beaucoup de communistes occupaient des postes de direction ne connaissait pas la même ambiance. Il y avait trop d'Européens parmi les responsables, pas assez d'Algériens. Et chez pas mal de militants syndicalistes pieds-noirs, je discernai la même inquiétude, les mêmes appréhensions que chez nos cousins.

Les tâches d'un militant du P.C.A. hors du Parti, n'étaient pas faciles à remplir. Il devait s'adresser à la fois aux masses algériennes et au peuple pieds-noirs.

Or, à mon avis, la grande majorité des premières lui était très difficilement accessibles puisqu'elles vivaient dans les montagnes, dans l'intérieur. Leurs conditions de vie et l'analphabétisme cultivé par la colonisation les maintenaient dans une situation quasi féodale. Leur principal recours contre cette misère et les frustrations dont ils souffraient, était l'Islam. Pour eux, l'Islam, c'était la sauvegarde de leur identité, de leurs traditions, de leur culture nationale ; c'était un moyen de résister aux empiètements de la colonisation ; c'était un réconfort, une espérance.

Le communisme dont les religieux dénonçaient l'athéisme, avait peu de chance de pénétrer profondément dans ces masses. Malgré tout, des efforts méritoires ont été faits par le P.C.A. dans leur direction. Il s'est trouvé des camarades algériens qui ont réussi à orienter des actions sur des revendications très sensibles. Et, partant de là, ils ont pu jeter des bases d'organisation prometteuses. Cela s'est vu dans la région d'Al Asnam (Orléansville), Ténès-Francis Garnier, dans celle de Tlemcen, dans les Aurès, etc.

Mais, après ce que j'ai observé au cours des années 1955-56, dans la région de Ténès, je demeure persuadé qu'il s'agissait de taches d'huile bien

2. L'U.G.S.A. était rattachée à la C.G.T. française. Quelque temps avant l'insurrection nationale, elle devint une centrale syndicale purement algérienne.

trop petites pour espérer pouvoir atteindre une proportion importante de cette population. De plus, les fellahs faisant confiance au camarade qui les avait guidés, et au P.C.A. à travers celui-ci, étaient-ils susceptibles d'accéder à la conception d'une Algérie multinationale avec la cohabitation de deux cultures aussi différentes ? Comme tous les autres Algériens, leur souhait le plus profond n'était-il pas la libération totale de leur Pays et une indépendance permettant de reprendre le cours de l'histoire interrompu en 1830.

Dans les agglomérations aussi, il n'était pas facile de toucher les habitants des bidonvilles. Le P.C.A. y avait tout de même plus de possibilités et ses efforts furent souvent récompensés.

Bien évidemment, là où les communistes avaient les plus grandes chances de réussite, c'était parmi les Algériens salariés, les fonctionnaires, les intellectuels, parmi ceux des Algériens qui avaient pu bénéficier d'une certaine instruction. Ils se trouvaient pris dans l'engrenage de la société marchande. Ceux-là habitaient en général, dans les villes. Ils pouvaient lire *Alger Républicain*. Plus éloignés des formes de vie ancestrales, ils étaient moins effrayés par l'athéisme des communistes : athéisme d'ailleurs, auquel le P.C.A. ne s'était jamais référé, ses membres pouvant pratiquer la religion de leur choix, s'ils le souhaitaient. Pour un nombre important d'Algériens appartenant à ces couches, le P.C.A. apparut comme proposant la meilleure forme de lutte contre le colonialisme. Leur condition de salariés les poussait à orienter le mouvement de libération vers des options socialistes. Comme je l'avais vu en Afrique, les victoires de l'armée soviétique avaient projeté le pays de Lénine au premier plan de l'actualité. Le P.C.A. apportait une solution à la fois au problème national mais aussi à celui des structures économiques et sociales de l'après-colonialisme. C'était la solution marxiste-léniniste comme nous disions alors.

Je crois que ces dernières couches algériennes aspiraient à se dégager de certaines contraintes issues de la société traditionnelle à laquelle elles étaient encore très liées. Combien de mes collègues instituteurs m'ont fait part des multiples obligations et quelquefois même des aliénations qu'ils n'acceptaient qu'à contre-cœur, sans oser s'y soustraire. La société socialiste, sur ce plan, leur apparaissait comme une belle avancée.

La grande majorité des cadres algériens du Parti provenait donc de cette dernière catégorie qui, je pense, devait représenter moins de 10 % de la population algérienne. Ces cadres, au contact permanent des camarades européens, acquérant leur formation idéologique sur des textes conçus par des théoriciens européens et d'ailleurs basés sur des expériences européennes, ne risquaient-ils pas de voir s'émousser leur algérianisme ?... de s'éloigner de leurs racines ? Et donc de se couper des grandes masses du pays.

On a beaucoup parlé des théories assimilationnistes des sociaux-démocrates notamment. Mais ne risquait-on pas de tomber involontairement dans une autre forme d'assimilationnisme qui tendrait à placer dans

un même moule trop européanisé, serait-il marxiste, les camarades algériens et pieds-noirs ?

Voilà donc, déjà, des complexités auxquelles devait faire face le P.C.A.

Mais il y avait aussi le travail politique parmi les Pieds-noirs ! Et là encore, ce n'était pas facile. Le Parti avait pris naissance parmi eux, dans les années 1920. Ils venaient au Parti comme y seraient venus des ouvriers d'Alicante ou de Marseille. Ils défendaient des intérêts de classe ; pour eux, le problème colonial était très confus.

Au travers de ce que j'ai pu entendre dire par des communistes pieds-noirs, mon beau-père par exemple, il est clair que pour eux, en Algérie, il fallait « arracher » les masses musulmanes à leur « arriérisme ». Ils pensaient que l'Islam était un facteur de retard et qu'il fallait développer l'instruction laïque au maximum.

Au fond, ils proposaient un modèle européen de culture sans lequel pensaient-ils, l'Algérie ne pourrait accéder au socialisme. C'était la négation des réalités culturelles algériennes, des racines historiques, sociologiques des Algériens.

Lorsque, dans les années 1930, la direction du mouvement communiste lança la campagne d'« arabisation » du Parti (c'est-à-dire d'algérianisation), ce qui était hautement méritoire à l'époque, je crains que ce mot d'ordre n'ait pas été compris par de nombreux communistes pieds-noirs. Mon beau-père qui restera pourtant très attaché au Parti jusqu'à sa mort, me traitait de « nationaliste » quand j'essayais de lui expliquer la nécessité, pour les masses algériennes, de prendre comme base de départ leurs réalités historiques y compris la culture arabe, pour entreprendre leur marche vers le socialisme.

A partir de 1945, la peur s'ajoutera à ces confusions.

Les dirigeants du P.C.A. étaient conscients de toutes ces difficultés. C'était un parti jeune et qui n'avait pas derrière lui des générations de militants suffisamment formés sur le plan idéologique pour avoir procédé à des analyses approfondies du cas algérien. Il fallait donc parfois improviser, marcher à tâtons.

En ce sens, l'aide apportée par le Parti Communiste Français fut important. J'ai déjà parlé de camarades comme Barthel, Mignot venus en Algérie au titre de conseillers politiques.

Depuis 1939, le P.C.A. fut imprégné de l'idée lancée par Maurice Thorez « L'Algérie, nation en formation... avec tous ceux qui y vivent ». Cette formule symbolisait parfaitement le désir profond de tous les communistes algériens et pieds-noirs, tout au moins les plus politiquement conscients d'entre-eux.

Mais le danger ne consistait-il pas à se contenter trop souvent d'une formule lapidaire née à l'extérieur du pays. Combien de communistes d'Algérie ont-ils pu entrevoir toutes les complexités du processus susceptible d'aboutir à cette Algérie dans laquelle toutes les ethnies se sentiraient algériennes à part entière ? Processus qui ne pouvait être que de

longue durée et devait pouvoir bénéficier d'un contexte favorable tant sur le plan local que sur les plans français et mondial.

En tout cas, c'est avec la foi en cette Algérie nouvelle que les militants du P.C.A. ont fait face à toutes les situations qui se présentèrent à eux. Et, ils y sont restés fidèles jusqu'au jour où l'histoire imposera une autre solution dont ils portent le regret au fond du cœur.

Au cours des deux mois que je passai en Algérie, tout ce que je vis et entendis fit naître en moi une sourde inquiétude. Plusieurs collègues instituteurs algériens que j'eus l'occasion de rencontrer dirent nettement qu'après mai 1945, il n'y avait plus qu'une alternative possible : la conquête de l'indépendance par tous les moyens qui se présenteraient aux Algériens. Et ce qui me fit le plus de mal, c'est qu'ils mirent en cause le Parti Communiste Français pour son appartenance au Gouvernement qui avait fait effectuer les bombardements et avait laissé s'opérer les ratonnades colonialistes. De ce fait, ils retiraient leur confiance à notre parti et ne comptaient plus que sur les forces nationalistes. J'eus beau leur expliquer que les ministres communistes n'avaient pas été mis au courant et que le Parti avait pris rapidement une position très nette condamnant la répression, ils restèrent sur leurs appréciations ; toute mon argumentation ne servit à rien.

Je voyais bien que, déjà, dans les deux communautés les points de vue se cristallisaient, que le fossé s'était creusé, et l'avenir me paraissait incertain.

C'est sur cette impression que je quittai à nouveau Alger, avec ma famille pour la France.

Entre-temps, notre petite Joëlle était née dans la clinique même, où ses deux sœurs aînées avaient vu le jour. C'était aussi un beau bébé. Lorsque nous prîmes le bateau, Joëlle n'avait qu'un mois et demi et cela nous posa des problèmes au cours du voyage en chemin de fer pour nous rendre de Marseille à Tullins. Aussi, c'est avec un grand soulagement que nous prîmes place dans la vieille automobile qui nous attendait devant la gare d'arrivée. Le camarade gérant de la maison de repos était venu lui-même nous prendre en charge. C'était un homme d'une soixantaine d'années, le type même du militant des années 1930-40. Il avait consacré toute son existence au mouvement ouvrier politique ou syndical, effectuant les besognes sans lesquelles nulle organisation populaire n'aurait pu survivre : distribution de tracts, collage d'affiches, service d'ordre dans les manifestations, protection des dirigeants importants, etc. Il avait combattu dans les rangs des Francs tireurs et Partisans français.

Ces deux mois passèrent très vite. A la mi-septembre, nous quittâmes Pont Pinet pour rejoindre Madame Jacquot à Agde, dans l'Hérault, où elle s'était retirée après son retour du Cameroun. Elle nous avait invités chez elle pour y terminer notre congé colonial de six mois. J'allai donc retrouver la camarade que j'avais perdue de vue depuis notre séparation après notre internement à Edéa en 1945.

Notre premier souci, dès notre arrivée à destination, fut d'organiser notre vie matérielle. Les Jacquot avaient acheté une maison qu'il fallait transformer pour la rendre habitable. Monsieur Jacquot s'y était employé avec l'aide d'un jeune maçon en chômage, membre de notre Parti, puis, il était reparti en Afrique pour quelques mois, le temps de bénéficier d'une retraite complète... Et les travaux avaient été interrompus, laissant un étage sans escalier, le fond du rez-de-chaussée ouvert en plein vent.

Nous nous y installâmes de notre mieux.

J'aurais dû m'occuper de mes enfants : j'étais en congé ! Or à la mi-novembre, se déclencha un puissant mouvement de grève qui toucha toute la France. Le Midi fut particulièrement actif. A Agde, toutes les corporations entrèrent dans le mouvement. Il se constitua un comité local de grève. Ayant eu connaissance, par Madame Jacquot, de mes responsabilités syndicales au Cameroun, les camarades me demandèrent d'occuper le secrétariat du Comité et donc m'en confièrent la responsabilité.

Dès la fin des grèves, je reçus un télégramme signé Raymond Barbé, me demandant de venir d'urgence à Paris, car il avait une communication importante à me soumettre. Ce télégramme causa un grand choc à notre famille. Lili s'opposait fortement à ce voyage. Sa réaction était compréhensible. Depuis notre mariage, nous ne nous étions jamais séparés. Nous nous trouvions loin de sa terre natale, sous un climat plus rude, aux prises avec des difficultés auxquelles nous n'étions pas habitués. Mon départ l'inquiétait donc et l'angoissait. De mon côté, j'hésitais à prendre une décision. Une discussion avec Raymond Barbé, responsable de la section coloniale du P.C.F. m'intéressait au plus haut point. J'avais beaucoup à y apprendre. Tous les camarades d'Agde que nous voyions tous les jours m'y encourageaient fortement. Finalement, je pris l'un des premiers trains circulant en direction de Paris. Ce fut pour notre ménage une des crises graves qu'il connut dans son histoire. Il y en aura d'autres, par la suite, surtout au cours des années 1948 et 1952 et j'essaierai au travers de mon cas de montrer la situation familiale dramatique qu'ont connue de nombreuses épouses de militants.

A Paris, je fus hébergé chez Maurice Méric. Lui et sa femme me reçurent très gentiment et nous passâmes des heures à évoquer nos souvenirs de Yaoundé... Les heures inoubliables du « Cercle d'Etudes marxiste »... et je lui détaillai tous les événements survenus après son départ. Lui, de son côté, avait connu des déceptions sur le plan de son métier et il n'avait pas encore pu obtenir un rôle à sa taille au Théâtre de l'Atelier qui, d'ailleurs connaissait des difficultés. Pourtant, c'était incontestablement un excellent artiste et un homme bénéficiant d'une culture exceptionnelle.

Le jour même de mon arrivée à Paris, je me rendis au n° 2 de la rue Maubeuge. La section coloniale occupait tout un étage de cet immeuble ancien. Les pièces avaient été transformées en bureaux. Il y en avait une dizaine. L'une des pièces abritait le secrétariat qui était tenu alors par Paul

Vergès aidé d'un camarade sténodactylo. Je me présentai devant Paul et lui montrai le télégramme. Il me connaissait déjà puisqu'il assurait l'arrivée et le départ du courrier. Je fus immédiatement introduit dans le bureau de Raymond Barbé. J'y trouvai un homme vêtu sans recherche, d'un abord plutôt froid et ne perdant pas son temps en excessives politesses. Le ton qu'il utilisait avec ses interlocuteurs était dur. Il était très différent des militants algériens que j'avais connus pour lesquels la chaleur humaine comptait beaucoup. J'éprouvai une gêne à me trouver en face de Barbé, réaction que je n'avais pas eu du tout lors de mes contacts avec André Tollet par exemple.

Raymond entra tout de suite dans le vif du sujet. Il me dit que le Comité Central du Parti avait apprécié l'activité que j'avais déployé au Cameroun et qu'en conséquence, il me demandait d'accepter le mandat de Conseiller de l'Union française que m'offrait le Parti. En quelques mots, il m'expliqua en quoi consisterait cette responsabilité.

CHAPITRE II

L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

Il me paraît nécessaire d'exposer rapidement ce que fut cette Assemblée de l'Union française créée par la Constitution de 1946, celle de la Quatrième République française.

Parmi les objectifs de la Résistance à l'occupation nazie figurait en bonne place l'émancipation des peuples coloniaux. Il n'était pas question de maintenir l'« Empire colonial » français. La France libérée se devrait de définir des formes politiques et administratives ayant pour but d'amener ces peuples à gérer eux-mêmes leurs propres affaires. Cependant, au cours des discussions qui s'ouvrirent au sein des deux assemblées constituantes élues pour élaborer une nouvelle constitution de la France, on vit apparaître nettement la résurgence du clan colonialiste qui n'avait pas désarmé. Il avait des représentant chez les gaullistes et dans le « Mouvement des Républicains Populaires » (M.R.P.) regroupant la démocratie chrétienne.

La notion d'une Union française librement consentie, formée de peuples libres et égaux en droit, soutenue par les communistes et les progressistes ne fut pas retenue. Elle aurait laissé à chaque peuple le libre choix entre l'adhésion à l'Union et la séparation totale.

Le texte adopté, puis proposé aux Français et voté par eux le 13 octobre 1946, crée bien une Union Française, mais on ne laisse plus de choix aux intéressés, ils font autoritairement partie de cette union. Et, comme pour marquer le sens de cette orientation, à partir de 1945, des répressions sanglantes en Algérie (45 000 morts), à Madagascar (des millier de victimes), au Cameroun... puis le début des affrontements au Viét-Nam (bombardement d'Haï Phong) apportèrent la preuve que le système colonial n'avait pas été aboli.

Il y avait bien, dans le préambule de la Constitution quelques phrases marquées de bonnes intentions condamnant « les guerres de conquêtes », les systèmes de colonisation fondés sur l'« arbitraire », affirmant l'« égalité des droits et des devoirs pour les peuples d'outre-mer », assignant à la France « la mission de conduire les peuples dont elle a la charge, à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ». Mais il ne faut pas oublier que les meilleures intentions ont toujours été proclamées même par les pires colonialistes.

En réalité, le refus d'accepter la libre détermination et la constatation de ce qui se passait réellement dans les pays coloniaux montraient bien que l'impérialisme français n'entendait pas renoncer à ses privilèges exorbitants. La Constitution allait être utilisée par eux pour installer la nouvelle forme de colonialisme ébauchée à la « Conférence de Brazzaville » sous l'égide du Général de Gaulle, en 1944. Le néocolonialisme s'appuiera sur une caricature de démocratie et manœuvrera pour circonvenir ou corrompre certaines couches sociales des divers pays. L'Assemblée de l'Union française constituait l'un des instruments utilisés dans ce but.

Cette Assemblée aurait joué un rôle important dans le cadre d'une véritable Union de pays libres et égaux en droit. Elle aurait constitué un Parlement fédéral légiférant sur les problèmes intéressant l'ensemble des peuples adhérents. Mais la Constitution élaborée contre le vœu des députés communistes et progressistes en avait fait un ridicule aréopage, dont l'inutilité était manifeste.

Pour donner du panache à cette farce, on avait mis à contribution le château de Versailles. Le palais de Louis XIV allait abriter les parlotes, les parodies de travaux parlementaires auxquelles ne manquèrent pas d'exceller de graves personnages jouant à se prendre au sérieux. A grands frais, on avait meublé, décoré une grande salle des séances qui n'avait rien à envier à celle de l'Assemblée nationale. Tout était prévu : salles des commissions, bureaux des groupes parlementaires, salle des Pas Perdus, buvette, restaurant, huissiers, gardes-républicains, etc. On n'avait pas lésiné sur les dépenses !

Les conseillers de l'Union française étaient au nombre de 205. Cent trois d'entre eux représentaient soi-disant la France métropolitaine. Ils étaient cooptés par l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, c'est-à-dire que chaque groupe parlementaire de ces assemblées avait le droit de désigner un nombre de conseillers proportionnel au chiffre de ses effectifs. Avec ce système, il est clair que ces parlementaires pour rire étaient parfaitement inconnus de la population française et ne pouvaient justifier d'aucune représentativité.

Les cent deux autres membre de l'Assemblée de l'Union venaient des Pays d'Outre-mer. Ils étaient désignés par les assemblées dites « représentatives » que l'on avait installées dans ces pays, assemblées qui n'avaient effectivement aucun pouvoir, si ce n'est celui de donner des avis dont le gouverneur ne tenait compte que lorsqu'ils correspondaient à ses vues. Avec le système du double collège, ces assemblées territoriales comprenaient un nombre d'Européens disproportionné. A Versailles, par exemple, l'Algérie était représentée par neuf délégués européens et neuf délégués algériens alors que ce pays comptait 800 000 Européens et 8 millions d'Algériens ! Et parmi les élus autochtones, un certain nombre avait bénéficié de l'appui administratif au moment des élections.

Les notables des pays coloniaux faisant partie de toutes ces assemblées nouvellement créées tant en France (Assemblée nationale, Conseil de la République, Assemblée de l'Union française, Conseil économique) que

dans les territoires furent sollicités en permanence, par les tenants du néocolonialisme. Les moyens les plus divers étaient utilisés : flatterie, obséquiosité feinte à leur égard, propositions d'intéressement aux affaires financières et jusqu'à l'emploi de femmes légères dont certaines artistes quelquefois bien connues.

Malheureusement, l'histoire nous apprendra que même certains élus anticolonialistes qui avaient eu la confiance des masses de leur Pays se laisseront prendre au piège. C'est bien souvent grâce à des élus de ce type que les maîtres des multinationales pourront passer sans risque du système de l'Union française à des indépendances formelles qui ne feront que garantir leur domination économique. Les peuples, eux, en font les frais car leur misère s'aggrave sans cesse. L'Assemblée de l'Union française était bien placée pour couvrir de telles entreprises.

Voilà donc, si j'acceptais la proposition du Parti, le milieu dans lequel il me faudrait travailler. Mais il faut tout de suite faire connaître notre position sur ce problème. Le P.C.F. a toujours utilisé tous les moyens dont il pouvait disposer pour mener son combat. Cette Assemblée, telle qu'elle était, nous apportait de grandes possibilités de travail. C'étaient vingt-quatre militants bénéficiant d'une indemnité parlementaire et de tous les avantages attachés à cette fonction, notamment des cartes de transport à tarif réduit. La plus grande partie de l'indemnité était retenue par le Parti, ce qui était une aide non négligeable à sa trésorerie. Les vingt-quatre militants assuraient des tâches permanentes au service de l'organisation, la suite de mon récit le montrera. Grâce aux cartes de transport, ils pouvaient sillonner la France sans frais. De plus, dans le cadre de leur travail en commission de l'Assemblée, ils avaient le droit d'effectuer des missions dans les pays d'Outre-mer et donc d'y entreprendre des voyages permettant des contacts avec tous ces peuples. Les frais de transport étaient alors à la charge de l'Assemblée et ils étaient considérables quand il s'agissait de se rendre à Madagascar, à Tahiti par exemple.

Le Parti utilisera même certains débats pour aider les peuples d'Outre-mer. Je citerai un cas que je connais bien puisque l'on m'avait confié la responsabilité de cette affaire. L'Assemblée fut saisie d'un projet de loi destiné à instituer un Code du travail en Afrique noire. La Commission des Affaires sociales étudia ce texte pendant près d'un an. De notre côté, le groupe de travail spécialisé sur l'Afrique noire, fonctionnant au sein de la Section coloniale du Parti, en liaison avec des militants syndicalistes français et africains, entreprit lui aussi l'élaboration d'un texte prévoyant toutes les dispositions indispensables à la défense des travailleurs. Ces travaux permirent l'établissement d'un code complet constituant une véritable législation du travail adaptée à ces pays. Nous le mîmes en forme de projet de loi qui fut déposé à mon nom sur le bureau de l'Assemblée. Cela permit l'impression de ce texte à plusieurs centaines d'exemplaires par les moyens officiels. Et il fut adressé dans tous les territoires aux militants politiques et syndicaux avec lesquels nous étions

en relation, les frais d'envoi étant au compte de l'Assemblée. Ainsi, nous donnions aux travailleurs de ces pays, un document important leur permettant d'engager la lutte pour obtenir des garanties et des droits tout à fait nouveaux.

Le travail dit « parlementaire » de l'Assemblée de l'« Union française » sur ce même projet, après un an de débats stériles, se perdit dans les cartons des services de l'Assemblée nationale ! Donc, malgré son inutilité, le Parti parvenait malgré tout à tirer parti de l'existence de cette assemblée pour jouer son rôle de solidarité internationale.

Je pense avoir réussi à éclairer la place qu'occupa l'Assemblée de l'Union française dans la Quatrième République. Aujourd'hui, elle est totalement oubliée, son existence n'est signalée dans aucun livre d'histoire, dans aucun dictionnaire moyen, du moins à ma connaissance. Et cela est normal puisqu'elle s'est avérée absolument inutile.

Raymond Barbé me fit connaître ce que le Parti attendait de nous. Notre temps se partagera entre les travaux du Groupe de travail de la Section coloniale du Comité central auquel je serais affecté (étude de problèmes, recherche de documentation, participation aux réunions du groupe qui se tenaient le soir à partir de 21 heures, etc.) et les séances plénières plus celles des commissions de l'Assemblée de Versailles. De plus, on nous demandera d'assurer des délégations auprès des fédérations du Parti, en France, qui auraient besoin d'aide ; il fallait ajouter à cela, les voyages Outre-mer et bien entendu l'activité militante dans le cadre de la cellule et de la section du quartier de notre domicile.

Je ne prévoyais pas du tout une telle proposition. Nous étions décidés, Lili et moi, à effectuer un autre séjour en Afrique, au Cameroun si possible.

Lili avait eu, en Afrique, la satisfaction de jouer un rôle social qui l'intéressait. Le travail de monitrice d'enseignement ménager lui plaisait beaucoup. Elle avait toutes les qualités nécessaires pour accomplir cette tâche ; excellente couturière et d'ailleurs pourvue d'un diplôme, très bonne cuisinière et ménagère, de plus particulièrement douée pour se faire aimer des enfants qu'elle adore, elle y avait parfaitement réussi tant à Yaoundé qu'à Douala. Il est certain qu'à notre retour elle aurait obtenu un poste très facilement et aurait même pu être titularisée dans le cadre colonial. C'était pour elle une chance d'assurer son indépendance économique qu'elle ne retrouvera jamais plus.

Je répondis donc à Barbé que je m'estimais flatté de la confiance du Parti et que la vie exaltante qu'il me laissait entrevoir me tentait énormément. Cependant, je ne pouvais pas prendre une décision sur le champ. Il me fallait consulter mon épouse, réfléchir car cela supposait un bouleversement total de notre vie, de tous nos projets. Je lui demandai de me laisser quelques jours, le temps de revenir à Agde, d'en discuter en famille, ma décision lui étant ensuite communiquée par télégramme.

Mais il refusa ce délai et m'expliqua que la liste des camarades proposés par le Parti devait être établie au plus tard le lendemain de notre

entretien et que je n'avais que quelques heures pour faire connaître ma réponse. Je le quittai en proie à un grand désarroi. Au fond de moi-même, je souhaitais occuper cette responsabilité. C'était pour moi la consécration de la vie militante que j'avais connue au Cameroun. Agir sur l'histoire, être parmi ceux qui font l'histoire au lieu de la subir passivement, et en particulier aider les peuples que j'avais vu souffrir par la faute des dirigeants de mon propre pays, cette perspective comblait tous mes vœux. Cette manière de vivre mettrait en accord ma conception de l'évolution humaine avec tous les actes de ma vie quotidienne. Les expériences entreprises au Cameroun, l'approfondissement de ma connaissance des textes marxistes concernant le matérialisme historique et le matérialisme philosophique, m'incitaient à persévérer dans cette voie qui consistait à mettre en pratique, dans la vie réelle, parmi les masses humaines intéressées, des principes qui allaient dans le sens de la marche en avant de l'humanité.

Un camarade européen m'avait offert au Cameroun un ouvrage qui a été longtemps mon livre de chevet. Je lisais et relisais les trois cents pages que deux auteurs, Nicolaïevski et Maenchen Helfen, des inconnus pour moi, avaient consacré à Karl Marx. J'y trouvais tous les détails de sa vie tumultueuse et aussi de sa vie familiale marquée par l'amour qu'il portait à ses nombreux enfants et par le dévouement héroïque de son épouse qui ne perdit jamais courage même dans les jours terribles où la misère menaçait la vie des plus jeunes gosses. Je pus suivre le cheminement de la pensée de Marx depuis son adolescence jusqu'à sa mort, pensée constamment confrontée aux réalités de son temps, car il n'est pas d'événements ou de situations historiques concernant l'Europe des années 1830 à 1880 auxquels il ne se soit intéressé, apportant ses analyses, ses appréciations, ses critiques, ses conseils.

Pour moi, Marx était d'une dimension inouïe. Ce livre m'a profondément marqué. Malheureusement, sans doute, l'ai-je lu trop tard, comme j'ai commencé trop tard mon initiation puis l'approfondissement de ma formation marxiste. Et je pense en écrivant cela à ma propre histoire et surtout à celle de notre couple. Si j'étais parvenu plus tôt à cette vision du monde et à la logique de mon comportement devant y correspondre, j'aurais tout fait pour tenter de convaincre Lili au moment de nos fiançailles. Tout au moins, je lui aurais honnêtement fait connaître quel genre de vie je pouvais être amené à adopter ; celui du militant avec tous les sacrifices et les aléas qu'il comportait alors. Or, bien que communistes l'un et l'autre, nous avions dès le départ, basé notre ménage sur des principes « bourgeois » traditionnels. Les nécessités familiales étaient, pour nous, absolument prioritaires, cela concernait tous les problèmes se posant à une famille normale de ce temps : économiques, de sécurité, du temps libre, des enfants, etc. Nous avons vécu sur cette lancée depuis les années 1936 jusqu'en 1947, avec il est vrai, l'épisode du Cameroun qui, d'ailleurs a pesé lourd dans notre vie de couple.

Notre famille comprenait maintenant trois enfants. Je me sentais lié à

elle par une sorte de contrat tacite. Il était trop tard pour revenir en arrière et il ne m'était pas possible d'imposer à mon épouse un style de vie qu'elle ne pouvait pas accepter car elle n'y était pas préparée et qui était contraire à celui sur lequel reposait notre engagement réciproque au moment de notre mariage.

J'arrivai chez Méric en proie à une grande angoisse. J'étais absolument décidé à refuser l'offre du Parti et dans le même temps, j'appréhendais la réprobation des camarades. Il faut dire qu'à cette époque, le Parti représentait pour nous beaucoup plus qu'une simple organisation politique. L'opinion des camarades sur nos qualités ou défauts de militants prenait, à nos yeux, une très grande importance. Il est vrai que les critiques étaient sévères et sans complaisance, aussi avions-nous souvent la crainte de démériter.

Bien entendu, la discussion s'engagea avec Méric. Il ne comprenait pas mon attitude et était persuadé que Lili accepterait volontiers de monter à Paris. Ce n'était pas mon avis. Finalement, nous essayâmes de lancer un appel téléphonique à Agde, pour tenter un échange de vue avec mon épouse, mais les délais étaient longs et il fallut y renoncer.

En fin, d'après-midi, je retournai rue Maubeuge, et fus immédiatement reçu par Raymond Barbé ; je repense souvent à cette entrevue qui fut très brève. En présence de ce dirigeant, je me sentais gêné, bloqué. Je n'osai pas décliner l'offre et c'est ainsi que je fus porté sur la liste.

A mon retour à Agde, il me fut difficile d'annoncer cette nouvelle à Lili. Il me fallut bien en arriver là. Je crois que sur le moment elle ne réalisa pas exactement les conséquences que ma décision entraînait. En fait, elle ne pouvait pas deviner ce qui l'attendait à Paris... et moi non plus d'ailleurs. C'est plus tard que les problèmes se poseront avec souvent une acuité dramatique.

Elle se résigna donc au fait accompli sans son acceptation préalable. Il fut convenu que je monterais à Paris seul, que j'y chercherais un logement pour toute la famille avec l'espoir de le trouver rapidement.

Je débarquai à Paris en fin décembre 1947 et l'on m'installa provisoirement à l'Hôtel d'Angleterre où étaient hébergés les élus africains progressistes. Dès le lendemain, je m'initiais à mes nouvelles tâches. Mais avant de les décrire, je voudrais en terminer avec le problème du logement de ma famille qui était primordial pour moi. J'en parlai à Raymond Barbé : il me répondit que lui ne pouvait rien faire. Ne connaissant pas Paris et n'y connaissant personne hormis Méric, je demandai à Raymond des conseils sur la manière la plus rapide d'obtenir un appartement. Il ne put que me suggérer de m'adresser à tous les camarades, d'aller voir les maires communistes de banlieue ou des arrondissements de Paris, de faire passer une annonce dans l'« Humanité ». C'est ce que je fis. Hélas ! j'allais de déception en déception. Je me rendis dans de très nombreuses banlieues : Nanterre, Aubervilliers, Suresne, St-Denis, Joinville, etc. J'y était reçu courtoisement, mais on ne me laissa pas le moindre espoir. J'avais beau exposer ma situation, venant d'Afrique, sans attaches en France, sans

connaissances à Paris, il me fallait loger ma famille. Rien n'y fit. Les camarades du collectif de la Section coloniale ne purent pas m'aider non plus. J'étais désespéré et je l'avoue, bien déçu par l'attitude des maires communistes car je savais qu'ils avaient, à cette époque, des possibilités en ce qui concerne les logements. Je pense qu'ils se gardaient de tout favoritisme et s'obligeaient à ne pas attribuer sur le champ un logement à un camarade alors qu'il existait des listes d'attente... et pourtant, j'étais recommandé par des élus de leur commune.

Finalement, je reçus une réponse à l'annonce parue dans l'*Huma.* Je me rendis donc à St-Maur où l'on me fit visiter un tout petit appartement situé sous le toit d'un pavillon de deux étages. En désespoir de cause, j'acceptai cette location, d'autant que Raymond Barbé, à plusieurs reprises déjà, m'avait fait remarquer que je ne devais pas m'éterniser à l'Hôtel d'Angleterre !

Nous nous installâmes sans tarder à St-Maur. Malheureusement, notre logeur n'était qu'un « squatter » qui avait forcé la porte de cette villa au moment de la Libération de Paris, en 1944 ! Le vrai propriétaire s'étant manifesté, il fallut décamper.

Nous nous réfugiâmes dans un petit appartement situé au Perreux sur Marne grâce à l'obligeance d'un élève de l'Ecole d'Administration coloniale, membre de notre groupe de l'Afrique noire. Il nous remit les clefs de ce local vide, loué par le député du R.D.A. Ouezzin Coulibaly qui ne l'avait jamais occupé et ne l'utiliserait pas car il était trop petit et malsain.

Entre-temps, je m'étais totalement intégré au collectif de camarades dont je faisais partie.

Il y avait d'abord la section coloniale du Parti qui avait son siège rue de Maubeuge. En principe, je m'y rendais tous les matins pour y être à 9 heures. Il me fallait, pour cela, plus d'une heure de trajet. Le premier travail consistait à participer à la revue de la presse. Chaque camarade était responsable de plusieurs quotidiens ou revues qu'il devait lire attentivement puis, il lui fallait noter tout ce qui se rapportait aux problèmes politiques, économiques, etc., intéressant les pays coloniaux.

Personnellement, j'étais affecté au groupe de l'Afrique noire. Ce groupe ne se réunissait en assemblée générale qu'en soirée, à 21 heures. Dirigé par Raymond Barbé, il comprenait une trentaine de membres. Il est intéressant de noter quels étaient les camarades qui participaient à ces réunions de travail car l'on peut en déduire la méthode d'organisation utilisée par la direction du Parti lui permettant d'être constamment à même de connaître tous les problèmes nationaux et internationaux. Car, s'il existait une section coloniale, à tous les autres secteurs importants de la vie publique correspondait un organisme du même type. Ces commissions fonctionnaient sous la responsabilité d'un membre du Comité central, comme c'était le cas de Barbé pour la nôtre. Un membre du Bureau politique réunissait les documentations et les résultats des travaux les plus importants de chacune d'elles. Pour notre cas, il s'agissait d'André Marty.

Le groupe de travail spécialisé sur l'Afrique noire - Madagascar comprenait deux sortes de participants. Tout d'abord ceux qu'on pouvait qualifier de « politiques » : députés, conseillers de la République, conseillers de l'« Union française », permanents du Parti, puis ensuite les « spécialistes ». Ces derniers étaient de haut niveau : géographes, historiens, agronomes, fonctionnaires coloniaux, etc. J'y retrouvai Jean Dresch, professeur à la Sorbonne que j'avais connu au Cameroun à l'occasion d'une de ses missions d'études géographiques en Afrique. J'y ferai la connaissance de Jean Suret Canale, historien de l'Afrique noire, de Faure haut fonctionnaire colonial, héros de Bir Hakim au cours de la guerre du désert contre le Maréchal Rommel, de Saller, gouverneur des colonies alors directeur du plan, organisme issu du « Fonds d'Investissements pour le Développement Economique et Social (FIDES) » des pays d'Outre-mer. Saller devait nous quitter quelques mois plus tard... pour tenter une carrière politicienne qui l'amènera au Parti radical !

Des élus du Rassemblement démocratique africain (R.D.A.) participaient aussi à nos travaux. A cette époque, le R.D.A., très puissant en Afrique Occidentale, était l'allié du Parti Communiste Français. Son secrétaire général Gabriel d'Arboussier, était le plus assidu à nos réunions. Il y apportait une compétence remarquable, appuyée sur une brillante culture générale et une étonnante facilité d'élocution.

Le groupe étudiait tous les problèmes intéressant l'Afrique noire et Madagascar. Un camarade présentait un rapport sur un sujet prévu lors de la réunion précédente, ce qui laissait à chacun le temps de se documenter, de réfléchir et de se préparer à apporter sa riche contribution à la discussion générale qui ne laissera aucun détail dans l'ombre. De ces confrontations naissaient des textes précieux, textes pouvant être utilisés dans le travail parlementaire, dans les analyses effectuées par la direction du Parti destinées à vérifier, à modifier si nécessaire l'orientation de la stratégie ou de la tactique du moment, dans la mise à jour de la documentation indispensable à un grand parti comme le nôtre.

Si l'on considère que tous les secteurs de la vie du pays et de celle du Monde était explorés, analysés par des collectifs du même type comprenant, en même temps, des techniciens et des spécialistes de très haut niveau et des responsables politiques pour beaucoup issus de la classe ouvrière, on peut comprendre l'insistance du P.C.F. à revendiquer la qualité de parti de gouvernement. D'après mon expérience personnelle, je suis absolument persuadé que n'importe quel ministère d'un gouvernement peut être confié à un communiste. Oui, parti de gouvernement pour la France, à la fois par sa stratégie spécifiquement française et maintenant entièrement dégagé de toute tentation de regarder vers des modèles étrangers (ce qui n'est pas le cas de la Droite) et par la valeur, le sérieux et le désintéressement de ses éventuels ministrables !

Notre groupe de travail avait une autre tâche importante à remplir. Il entretenait une correspondance suivie avec des camarades résidant en Afrique noire et à Madagascar, surtout avec les secrétaires des « Groupes

d'Etudes communistes » du type de celui que nous avions créé à Yaoundé. Nous leur adressions des informations, de la documentation ; nous essayions de les aider à résoudre les problèmes sur lesquels ils sollicitaient des conseils. Nos correspondants étaient des Français, des Africains, des Malgaches. Le courrier était abondant.

Enfin, nous participions activement à l'étude des textes parlementaires intéressant l'Afrique et se trouvant en discussion devant l'une ou l'autre des trois assemblées (projets et propositions de loi), en liaison avec les élus communistes et du Rassemblement démocratique africain chargés de les suivre.

Le groupe communiste de l'Assemblée de l'Union française était en liaison permanent avec la section coloniale.

J'étais de ceux qui devaient suivre au maximum les travaux parlementaires. J'avais été élu vice-président de deux commissions : celles des Affaires sociales et des Affaires culturelles. Je devais donc assister à toutes leurs réunions qui se tenaient quelquefois le matin et souvent l'après-midi. Les présences en commissions et en séances publiques de l'Assemblée m'imposaient le va-et-vient sur Versailles jusqu'à cinq fois par semaine. Je m'y rendais soit depuis la maison, soit depuis la rue Maubeuge. Le voyage le Perreux-Versailles était absolument fastidieux. De toute manière, je quittais Le Perreux vers sept heures, le matin, pour n'y rentrer qu'à vingt et une heures le soir et souvent bien plus tard lorsque nous avions des séances de nuit à Versailles ou des réunions rue Maubeuge.

Pour le repas de midi, je le prenais à la cantine du Comité central située au rez-de-chaussée de la rue Maubeuge, lorsque je me trouvais à Paris. Mais si j'étais à Versailles, Lili me préparait une gamelle et je mangeais dans le bureau du groupe communiste. Il y avait bien le restaurant de l'Assemblée, mais mes possibilités financières ne me permettaient pas d'en profiter : en cinq ans, je n'y ai pas pris plus de cinq repas... et cependant les tarifs étaient assez réduits. Je dois donc aborder ici le problème de nos moyens d'existence durant ces années passées à Paris.

Le Parti nous reversait, mensuellement, l'équivalent du salaire d'un ouvrier non spécialisé ce qui à l'époque, représentait bien peu. Dans les débuts, nous pûmes arrondir un peu les fins de mois car nous avions quelques économies. Mais elles furent rapidement écornées. Il fallut habiller toute la famille. Après plusieurs années passées en Afrique, alors que déjà nous provenions de l'Afrique du Nord, nous n'avions aucun vêtement adapté au climat parisien. Et le carnet de la Caisse d'épargne fut entièrement vidé pour payer le pas de porte que l'on nous imposa quand nous pûmes trouver à louer un petit pavillon au Perreux sur Marne. A partir de ce moment-là, c'était au début de 1949, nous n'avions plus aucune disponibilité. Il fallut vivre avec ce que nous donnait le Parti. Bien souvent, vers le 20 du mois, il n'y avait plus de sou à la maison. Il me fallait demander des avances. Lili faisait des miracles pour nourrir, entretenir sa petite famille. Elle s'arrangeait toujours pour que les enfants ne souffrent pas de la faim. Elle fit deux tentatives pour essayer de gagner un peu

d'argent. Ce fut d'abord un petit commerce de blanchisserie, mais nous étions mal placés dans le quartier. Connus comme communistes, il était inutile de compter sur la clientèle petite-bourgeoise du Perreux, ville à la municipalité réactionnaire, aux mains du R.P.F. à l'époque. Quant aux familles ouvrières, elles ne pouvaient pas se permettre d'utiliser un tel service. Cela ne marcha pas, elle dut abandonner. Puis grâce à André Tollet, elle put disposer d'une grosse machine à coudre et obtenir un travail de confection à domicile. Or, pour parvenir à gagner des sommes qui nous auraient vraiment aidés, il lui fallait des heures et des heures de labeur à une cadence accélérée. Le travail à domicile est une exploitation honteuse de la femme. Lili, malgré toute sa volonté ne put pas tenir plus d'un mois. La machine était trop lourde pour elle, car malheureusement, sa santé se dégradait de plus en plus. Elle n'acceptait plus cette situation et ce refus était aggravé par le dépaysement (ni l'un, ni l'autre, nous ne nous sommes jamais adaptés au climat et aux mentalités de la Région parisienne). Il en était résulté, pour elle, un grave déséquilibre nerveux qui la marquera toute sa vie. Nous le verrons encore par la suite.

Donc, de 1949 à juillet 1952, les soucis d'argent nous angoissèrent à chaque deuxième quinzaine du mois. Personnellement, le travail exaltant que j'accomplissais ne me laissait pas le temps d'y penser. Mais, Lili qui restait à la maison, avec les enfants, à entretenir, à soigner, en subissait tout l'impact.

Ces difficultés financières m'amenèrent même à tricher avec elle. Je ne lui avouai jamais, par exemple, que je ne pouvais plus payer les retenues de 6 % pour ma retraite d'instituteur et que de ce fait, je perdrais certainement cinq annuités. Je lui laissai croire que le mandat était de quatre ans et non de cinq. Il m'arriva aussi de me trouver en faute avec le Parti. Ainsi, pour la santé de mon épouse, il était nécessaire de faire chaque année un séjour de quelques semaines dans son pays. Mais nous ne pouvions pas payer les frais de transport. Or, j'avais appris que l'Assemblée prenait cette dépense en charge pour tous les conseillers domiciliés en Algérie. J'en parlai à Raymond Barbé en lui expliquant notre cas. Il prit très mal la chose, me disant que j'avais été désigné au titre de Français, que je n'avais pas droit à cet avantage, et que je n'avais pas à me rendre là-bas. Malgré cela, je fis la demande en indiquant comme domicile celui de mon beau-père à Tizi-Ouzou. Elle fut acceptée et de ce fait nous pûmes passer nos vacances dans la famille. Cela me permit aussi de rapatrier gratuitement nos affaires en Algérie en 1952. Mais, je considérai mon attitude comme un acte d'indiscipline et me sentis moralement en position de coupable vis-à-vis du Parti, alors qu'en vérité aucune remarque ne m'a jamais été faite au sujet de ces voyages.

Cette culpabilisation me troubla pendant des années. Aujourd'hui j'estime que j'ai eu raison d'essayer de maintenir l'équilibre de mon foyer en profitant d'une possibilité qui n'entraînait pas une fraude. J'étais en effet, un instituteur d'Algérie détaché au Cameroun ; il était normal que mon domicile de base se trouve en Algérie car les séjours coloniaux en

Afrique noire n'impliquaient pas une domiciliation définitive dans cette région, elle n'était que temporaire. C'est grâce à ces vacances que nous avons pu tenir à Paris, tant bien que mal, jusqu'à la fin du mandat.

Pour terminer avec cet aspect de nos problèmes, je persiste à penser que ce principe appliqué par le Parti vis-à-vis des indemnités parlementaires dues aux élus est absolument nécessaire. Il est normal que les élus communistes aient des moyens correspondant à ceux des couches populaires qui leur font confiance. Mais, surtout, il s'agit de bien marquer que les élus doivent rester sous le contrôle du Parti ce qui est le gage de leur fidélité au mandat qu'ils ont reçu de la part de leurs électeurs. En cela, il a été tenu compte des expériences historiques concernant les groupes parlementaires des partis ouvriers d'avant la guerre de 1914. La plupart de leurs élus, comme de leurs dirigeants d'ailleurs, étaient des avocats, des médecins... des enseignants. Ils étaient soumis aux effets corrupteurs des milieux politiques bourgeois. Sans attaches réelles avec la classe ouvrière ou avec les couches populaires les plus pauvres, ils étaient très vulnérables et sombraient souvent dans un électoralisme vulgaire, échappant à la discipline de leur parti ou l'entraînant vers des compromissions.

Cependant, après ce que j'ai vécu, je pense que l'élu ne devrait pas risquer de voir sa situation familiale compromise par des émoluments trop faibles. Et surtout, il devrait être possible de mieux connaître chaque cas particulier afin, au besoin, de pallier de trop grandes difficultés éventuellement rencontrées par certains camarades.

CHAPITRE III

VOYAGE EN AFRIQUE ÉQUATORIALE

Il est, je crois, parfaitement inutile de donner davantage de détails concernant l'activité qu'il me fallut consacrer à l'Assemblée de l'Union française. Sur une période de cinq ans, cela représentait des dizaines et des dizaines d'heures de voyages sur Versailles, de discussions en commissions, de présence en séances publiques, quelquefois d'interventions à la tribune... mais je n'en vois guère l'intérêt.

Vers la fin de 1948, Raymond Barbé me demanda d'effectuer un voyage au Cameroun et en Afrique Equatoriale française. Les détails en furent discutés et il fut décidé qu'une quinzaine de jours seraient consacrés au Cameroun ; le reste du temps, je devrais visiter l'Oubangui-Chari et le Tchad. Les contacts furent pris avec les camarades ou amis résidant dans ces pays afin qu'ils préparent mon accueil sur place. Je me fis attribuer une mission d'études par la Commission des Affaires culturelles. Les services de l'Assemblée s'occupèrent des formalités : achat des billets d'avion, passeport (on faisait alors escale à Kano, au Nigeria).

J'allais laisser Lili avec les enfants pendant plus d'un mois et cela m'inquiétait. L'amitié qu'elle avait trouvée chez une voisine immédiate (nous habitions encore le petit pavillon d'Ouezzin), me rassurait un peu car elles passaient souvent leurs soirées ensemble occupées à des travaux de couture. Elle ne serait donc pas tout à fait isolée et son angoisse pourrait être atténuée.

Je débarquai à l'aérodrome de Douala dans les conditions que j'ai décrites dans la deuxième partie de mon récit, je ne reviendrai pas sur mon voyage au Cameroun qui me permit de constater l'extension très importante prise par l'« Union des Populations du Cameroun » (U.P.C.), mouvement à la création duquel j'avais contribué, un peu plus d'un an auparavant.

Après une courte escale à Pointe Noire ; je me retrouvai pour quelques heures à l'aéroport de Brazzaville pour y attendre l'avion devant m'emmener à Bangui.

Quelques camarades européens s'y trouvaient, voulant profiter de mon passage pour me communiquer des informations, échanger des points de vue. Parmi eux se trouvait le secrétaire du « Groupe d'Études

communistes ». Je leur remis la documentation qui leur était destinée et nous conversâmes jusqu'à mon départ.

Pour la petite poignée d'Européens communistes ayant gardé, à la colonie les sentiments humanitaires leur rendant inacceptables les injustices, le racisme, la situation faite aux Africains, pour ces Européens donc, qui essayaient de se comporter en communistes, le passage d'un responsable du Parti était un événement. Ils avaient là une occasion, ne serait-ce que pour quelques heures, d'oublier leur isolement dans le milieu hostile de la société blanche. Aucun d'entre-eux ne l'aurait manquée !

Il me fallait les réconforter, prendre note de toutes les difficultés qu'ils signalaient et leur promettre l'aide du Parti sur le plan parlementaire surtout.

L'un d'entre eux était un employé d'Air-France, par lui, j'appris que mes déplacements aériens étaient signalés par radio, depuis l'avion, à certains services des aéroports qui les communiquaient aux milieux ultra-colonialistes. C'était, me dit-il, une vraie maffia bien organisée, très dangereuse et dont on devait tenir compte... Le temps s'était écoulé très vite et il fallut se séparer car l'avion de Bangui allait partir.

Depuis Douala nous avions survolé l'immense forêt équatoriale. Ces appareils transafricains étaient de faibles dimensions car ils devaient se poser sur des terrains qui n'auraient pas pu recevoir de gros porteurs. Ils transportaient environ vingt à trente passagers au maximum et naviguaient à basse attitude sauf en cas de tornade : il leur fallait, alors, s'élever au-dessus des nuages ou se dérouter.

Les passagers bénéficiaient, pendant presque toute la durée du parcours, d'un panorama splendide. Vue du ciel, la grande sylve n'offre pas un spectacle uniforme et monotone. Elle est sillonnée de très nombreux cours d'eau qui serpentent, s'élargissent, se rétrécissent, se rejoignent en confluents bien marqués. Ils apparaissent comme de grandes tranchées brillantes s'ouvrant dans la masse verte s'étendant à l'infini. Des clairières viennent aussi apporter de la diversité et lorsqu'elles abritent un village, celui-ci se détache nettement. Lorsqu'on se trouve à la verticale, on peut distinguer son ordonnancement comme s'il s'agissait d'un plan. J'ai toujours aimé survoler les villages africains. Ils s'adaptent parfaitement au site environnant ; ils font partie du paysage qu'ils ne déparent pas comme le font les constructions européennes. Les habitations, bien séparées les unes des autres, faites avec des matériaux pris sur place, s'intègrent dans le milieu naturel. Les cases couvertes avec des feuilles de palmiers tressées et les palissades entourant les petits champs des forestiers ne tranchent pas sur la végétation qui les encercle, au contraire, leur ensemble apparaît comme l'une des composantes de la forêt. Il en est de même pour les groupes de cases du Sahel, couleur du sol qui les porte, formant des volumes bien proportionnés sur une terre dénudée.

L'avion passe aussi, à les frôler, sur des hauteurs pour la plupart couvertes de végétation jusqu'au sommet.

Mais sur le trajet Brazzaville-Bangui, le spectacle change quelque peu.

L'appareil, en effet, survole depuis le départ jusqu'à l'arrivée, le fleuve Congo puis son affluent l'Oubangui. C'est donc là l'occasion de faire connaissance avec ces géants africains. Au moment de l'envol, on a une vision globale de l'étendue d'eau qui sépare Brazzaville de Kinshasa, capitale du Zaïre qui à l'époque s'appelait le Congo Belge. Les deux villes sont situées sur les deux rives opposées. Là, le fleuve s'est demesurément élargi et se trouve semblable à un bras de mer. En aval, on l'aperçoit qui se précipite dans des rapides aux eaux écumantes. Vers l'amont, le fleuve paraît régulier et de temps à autre apparaissent des bateaux. Malgré l'altitude, et malgré les sinuosités on peut se rendre parfaitement compte de l'extraordinaire masse d'eau qui coule entre les arbres géants et la verdure luxuriante des deux rives. Le confluent du Congo et de l'Oubangui marque à peu près le milieu du parcours. Quoique moins important, cet affluent est un cours d'eau comme il n'en existe pas chez nous, il est naviguable jusqu'à Bangui [1].

Avant d'aborder la piste, l'avion passe au-dessus de la ville s'allongeant le long de la rive droite du fleuve. Bangui me parut peu différent de Douala mais de bien moins grande importance. Le port fluvial ne comportait pratiquement aucune installation. Les constructions de taille très modeste, bien séparées les unes des autres, disparaissaient parmi les arbres et les arbustes.

La descente de la passerelle, comme ce fut le cas à Douala, fut pour moi un moment assez inquiétant. N'aurai-je pas droit à une « réception » des ultras prévenus de mon arrivée ? Y aura-t-il des amis africains venus m'attendre ? Je savais que le secrétaire de la Section coloniale avait fait connaître la date de mon passage à notre correspondant africain de Bangui. Mais, il n'existait pas ici de Groupe d'Etudes communistes ni aucune organisation amie. Si personne ne venait m'accueillir, que pourrais-je faire ? où irais-je loger ? Car, je me suis toujours posé comme principe de ne jamais utiliser l'hôtellerie blanche et même de ne pratiquement pas mettre les pieds dans le quartier européen qui ne m'intéressait pas. Je venais en Afrique pour prendre contact avec les peuples africains et cela ne pouvait être réalisé que dans les quartiers africains, parmi les familles africaines.

Aussi, quel soulagement, alors que j'étais le dernier passager de l'avion à rester, la valise à la main, devant la sortie de l'aéroport, lorsque je vis s'approcher deux Africains me demandant, après quelques hésitations, si j'étais M. Donnat ! Les présentations furent vite faites.

---

1. Bangui était la capitale de l'Oubangui - Chari qui fut une colonie française jusqu'en 1958. Le territoire comprend surtout des savanes et des forêts galeries le long des cours d'eau. Il compte aujourd'hui environ 2 millions et demi d'habitants pour 617 000 km^2. C'est la République centre africaine où régna jusqu'à ces dernières années l'inénarrable Bokassa qui s'était fait proclamer empereur sous le haut patronage de Giscard d'Estaing. Bokassa est parti, mais les « conseillers » néocolonialistes sont restés et c'est sans doute l'un des territoires d'Afrique où les populations souffrent du plus grand retard.

Je leur expliquai mon désir d'être hébergé dans un quartier africain. Ils parurent étonnés et me dirent que c'était difficile, car il n'y existait pas de logement convenable. Cela, je le savais bien, je l'acceptais en toute connaissance de cause. Comment, en effet, comprendre les problèmes qui assaillent ces populations, comment obtenir une communication réelle faite de confiance mutuelle, si je me présentais à elles comme une sorte de touriste se gobergeant au restaurant des Blancs et logeant parmi eux, se contentant de va-et-vient en taxi entre la ville des Blancs et les quartiers africains.

Finalement, nous prîmes un taxi et je fus conduit à la case de notre correspondant qui était l'un des deux amis venus m'accueillir. Après bien des palabres, il fut convenu que je louerais, pour la semaine, une case voisine et que je paierais un cuisinier pour me confectionner les repas... Dans la plupart des visites que j'ai effectuées en Afrique, je fus reçu dans la famille des amis africains avec lesquels nous étions en relations. Mais, ici, à Bangui, il n'y avait aucune organisation anticolonialiste. Ce territoire était le plus en retard de toute l'Afrique noire dite française. J'ai pu le constater pendant la semaine que j'y vécus.

Le quartier était misérable. Pour entrer dans mon logis, il me fallait patauger dans une mare d'eau nauséabonde. C'était une case comme les autres, faite de boue séchée avec toiture en feuilles de palmier. Pour tout mobilier, il n'y avait qu'une table bancale, quelques chaises et un lit de bois très rustique. Je buvais une eau trouble que fort heureusement je pouvais désinfecter avec les comprimés d'Hydroclonazone. Le malheureux cuisinier me présentait une nourriture infecte. Le nuit, de gros rats se promenaient au-dessus de ma tête et je n'ai pas honte de dire qu'après quelques jours, j'eus la très désagréable surprise de découvrir des poux sur mon corps. Car c'est cela la misère. Ces Africains qui, dans leurs villages, ne négligent jamais les ablutions dans le cours d'eau voisin, ici, dans ces quartiers éloignés du centre de la ville, ils ne trouvent pas d'eau en quantité suffisante pour satisfaire leurs besoins d'hygiène. Il n'existait pas d'égouts non plus, pas de service d'enlèvement des ordures.

Je me rendis rapidement compte du niveau de vie des habitants africains de Bangui. C'était pire qu'au Cameroun. L'analphabétisme, la malnutrition, les maladies, tel était le sort réservé à ces pauvres gens. L'exploitation était encore plus féroce que celle que j'avais connue ailleurs. Il n'y avait pas de syndicat vraiment digne de ce nom, pas de mouvement politique anticolonialiste structuré.

Pendant une semaine, je vis beaucoup d'Oubanguiens dont certains venaient de villages très éloignés. A tous, j'apportais les mêmes paroles d'espoir que j'avais prononcées devant les Camerounais citant en exemple ce que j'avais vu à Douala, Edéa, Dschang, etc. Mais que pouvais-je faire en huit jours ? Il fut question d'un syndicat d'employés de commerce et de syndicats de petits paysans. Il ne fut pas possible d'organiser une réunion publique comme je l'aurais désiré.

Au cours de ce séjour à Bangui, je ne rencontrai qu'un seul Européen

et je n'eus pas la curiosité de jeter un coup d'œil à la ville des Blancs. La seule fantaisie que je me permis fut d'assister à une grande course de pirogues sur le fleuve Oubangui. Il s'agissait de très grandes embarcations impulsées par de nombreux pagayeurs. Le rythme était donné par les tam-tams et le chant collectif de chaque équipage. Les pirogues filaient sur l'eau à une vitesse étonnante, c'était un spectacle grandiose.

Un petit planteur français vivant dans l'intérieur du pays vint me rendre visite dans ma case. Il était en liaison avec notre correspondant africain de Bangui. C'était un de ces marginaux vivant à l'« africaine », complètement coupé du monde blanc. Très sympathique, humain, intelligent, il m'apportait une foule de renseignements concernant les exactions, les spoliations, les crimes même qui fleurissaient dans cette colonie. Cela ne faisait que confirmer mon sentiment sur l'état du territoire, des populations et sur les immenses difficultés que rencontrerait un mouvement anticolonialiste pour prendre naissance, se structurer, et trouver une assise populaire. En tout cas, je fus vite persuadé que notre ami planteur, tant pour son isolement dans la brousse que par son confusionnisme et son genre de vie où l'alcool paraissait jouer un grand rôle, ne pourrait être d'aucune utilité.

Je ne voulus pas quitter Bangui sans aller rendre visite au collègue conseiller de l'Union française oubanguien. Il s'agissait d'un métis nommé Darlan. C'était un élu administratif mais en tant qu'Oubanguien, il avait parfois des velléités de résistance à certaines formes du régime colonial. Il me reçut cordialement.

Au cours de notre entretien, il se montra désabusé, conscient de son inutilité et inquiet pour son propre avenir. Une fois de plus, j'étais confronté au problème des métis. La plupart d'entre eux étaient le fruit de rapports passagers entre coloniaux et femmes africaines. Ces rapports marquent un aspect odieux du régime colonial. Profitant de la misère imposée à ces populations, tous les célibataires coloniaux pouvaient acheter facilement les « faveurs » de jeunes Africaines... et il est arrivé que la violence fut aussi employée...

Il en résulte des naissances de métis. Ces malheureux, marqués physiquement, allaient se trouver rejetés par les uns et par les autres et condamnés à devenir des marginaux. Au Cameroun, on avait essayé de sauver un certain nombre de filles métisses en les regroupant dans un internat spécial car elles étaient vouées à la prostitution.

Certains métis ont tout de même eu la chance de trouver une famille : leur père blanc s'était attaché à sa compagne noire et avait même parfois reconnu ses enfants. Il a existé des pères, trop peu nombreux malheureusement, qui ont élevé leurs enfants ou les ont envoyés en France. Nous avons connu au Cameroun une institutrice, Madame Jauze, ex-élève de l'Ecole normale de Foix qui devint une de nos meilleures amies. Elevée en France depuis son tout jeune âge, c'était une Française de culture et d'esprit ; seule sa couleur pouvait laisser deviner sa demi-origine

africaine. Mais ce n'était qu'une toute petite exception, l'immense majorité des métis se trouvait confrontée au problème du rejet raciste.

L'étape suivante devait m'amener à Fort-Archambault, aujourd'hui Sahr. Là, je n'avais pas d'inquiétude pour mon hébergement. Je me trouvais au Tchad où existait une forte section du Rassemblement démocratique africain (R.D.A.).

Le responsable du parti de Fort-Archambault adhérent au R.D.A. m'attendait à l'aéroport entouré de quelques camarades. C'était un homme grand, bien charpenté, le visage balafré de cicatrices rituelles. Il appartenait à l'ethnie des Saras comme la majorité des habitants de la région. A la différence des Bantous du Cameroun, les Saras sont de grande taille, leur peau est plus foncée, leur allure reflète leur passé de guerriers et de chasseurs. Comme au Sud Cameroun, ils avaient été animistes et on les avait convertis au christianisme au cours de la colonisation. Ils vivent dans des villages où ils pratiquent quelques cultures vivrières dans une terre pauvre et sèche. L'administration leur avait imposé la culture obligatoire du coton.

François Tombalbaye qui m'accueillait était un collègue, un instituteur. Il venait à peine de sortir de prison, car, à cette époque, la répression frappait durement les anticolonialistes. Après les accolades traditionnelles en Afrique, une voiture nous emmena à la résidence que l'on m'avait affectée. C'était une maison en pisé de style sahélien que l'on retrouve partout au sud du Sahara. Mes hôtes n'étaient donc pas des Saras mais des commerçants haoussas, membres actifs du R.D.A. On avait choisi pour moi, le meilleur logement possible. Je ne pouvais pas le refuser bien que j'aurais préféré un hébergement plus modeste en milieu sara. Mais, il aurait été malséant de présenter la moindre objection et je m'en serais bien gardé connaissant la sensibilité et la délicatesse des Africains.

On m'avait affecté deux pièces auxquelles s'ajoutait un W.C. Ce qui frappait dès l'entrée, c'était la sensation de fraîcheur, qui régnait à l'intérieur alors que la chaleur était torride au dehors ; et aussi la propreté absolue de tous les locaux. Le W.C. lui-même, un simple trou très profond creusé sous la maison, ne laissait échapper aucune odeur ce qui me parut difficilement explicable. Les murs intérieurs étaient badigeonnés à la chaux et le sol de terre battue paraissait être revêtu de ciment tant il était net et patiné. Ces maisons sont de forme régulière. Les proportions sont harmonieuses et la couleur des revêtements extérieurs est bien adaptée à l'environnement. Leur couverture en terrasse est ornée de quelques merlons arrondis évoquant le style arabe. Les maigres troncs d'arbres qui la soutiennent débordent largement au dehors.

Mes hôtes étaient très sympathiques. Le père possédait une bonne formation islamique et c'est peut-être lui, qui, le premier m'a permis de corriger bien des erreurs, des incompréhensions à l'égard de la culture arabe et de la philosophie de l'Islam. J'aurai plus tard l'occasion d'approfondir cette connaissance dans le camp d'internement de Lodi, en

Algérie, avec de nombreux lettrés et docteurs de la foi musulmane. J'en parlerai dans la quatrième partie de mon témoignage.

L'un des fils était très ouvert sur le monde extérieur et je lui donnai l'adresse de mon camarade Larbi Bouhali, secrétaire du Parti Communiste Algérien.

Je mangeais la nourriture préparée par les femmes de la maison. L'influence arabe se retrouvait encore dans l'alimentation : galette de mil, une sorte de couscous, lait, viandes grillées, gâteaux de miel...

François Tombalbaye me fit visiter les villages des environs ; nous nous déplacions à bicyclette. Je pus assister aux travaux des paysans dans les champs de coton. L'administration imposait des surfaces de culture obligatoire pour chaque famille : pour les mesurer, on utilisait une corde de longueur officielle. La récolte devait correspondre à cette surface sous peine de sanctions. Je ne connaissais rien à cette culture mais les plants de coton me paraissaient bien mesquins relativement aux images de champs américains que j'avais eu l'occasion de voir. La terre devait être très pauvre et les pluies insuffisantes. J'ai pu constater qu'il s'agissait d'un travail harassant sous le soleil tropical. Et tous se plaignaient des prix qu'on leur accordait, absolument ridicules. Or, je savais que les sociétés coloniales comme la « Cotonfran » encaissaient des milliards de profits sur le dos de ces pauvres gens vivant dans la misère et qui devaient, de plus, payer un lourd impôt de capitation (par tête d'habitants).

Ici, le mouvement était bien implanté. Tous les paysans portaient l'insigne du R.D.A. C'étaient, pour eux, l'espoir d'une vie meilleure, de la conquête de leur identité. J'ai pu noter combien Tombalbaye était populaire dans la région parmi les masses paysannes, les fonctionnaires, les employés.

Il n'aimait pas le député R.D.A. du Tchad lequel n'était pas un Africain mais un administrateur des colonies... guadeloupéen ! Or ce dernier avait fait reproduire sa photographie à des milliers d'exemplaires sous forme de médaillons. Et dans chacune de ses tournées, il les vendait un bon prix à ses auditeurs. C'était un véritable trafic. Cela me rappelait le scandale des ventes d'images religieuses effectuées par les missionnaires du Cameroun.

Il me mit au courant aussi d'une sombre affaire de camions. Le député s'était entremis pour permettre à un certain nombre de commerçants tchadiens l'achat de camions militaires américains de récupération. Les fonds lui avaient été versés. Or, depuis plusieurs mois, les intéressées attendaient les véhicules qui devaient être débarqués à Douala pour remonter au Tchad par les pistes. Le commerçant qui m'hébergeait me confirma le fait car il était parmi les acheteurs. Je n'ai pas su comment se termina cette histoire, selon certains échos les camions arrivèrent bien à Douala, mais ils étaient dans un état lamentable ne leur permettant pas d'effectuer le voyage... et je n'ai pas connu la suite.

J'ai dit que les Saras avaient été d'excellents guerriers. La colonisation profita de cette aubaine. Un gros effort fut entrepris pour enrôler le

maximum d'entre-eux dans l'Armée française. Les tirailleurs saras étaient de bons soldats. Ils formèrent le gros des troupes stationnées en Afrique équatoriale. Il faut savoir que la colonisation utilisa aussi les différences de cultures et de traditions entre les populations chrétiennes du Sud et celles du Nord qui sont musulmanes, pour diviser ces peuples. De nombreux fonctionnaires furent recrutés dans le Sud et utilisés dans le Nord. Il en fut de même pour ce que l'on appelle « les forces de l'ordre ». Cela ne pouvait que créer des inimitiés, des heurts entre les ethnies et le réveil de vieilles rancunes historiques. Les effets de ces divisions se feront sentir après les indépendances et il faut souvent y trouver l'une des causes des conflits qui éclatent aujourd'hui.

A l'occasion de la Guerre mondiale de 1939-45, les Saras furent mis à contribution. L'armée Leclerc en utilisa un grand nombre dans son infanterie. On leur fit de belles promesses.

Tombalbaye me présenta plusieurs anciens combattants démobilisés. Leur déception et leur colère s'exprimaient violemment. On les avait déshabillés, on leur avait remis une prime ridicule... et on les avait abandonnés à eux-mêmes. Ils retrouvaient leurs villages aussi misérables qu'auparavant, ils étaient toujours soumis au bon vouloir de l'autorité et ne trouvaient pas de travail.

Nous décidâmes de tenir un meeting destiné aux anciens combattants, le lendemain, sur la place du marché.

A l'heure fixée, une foule compacte était présente au rendez-vous. En une journée, la propagande à l'africaine avait réussi à toucher plusieurs milliers de participants. Tombalbaye prit la parole le premier, puis me fit connaître au public et je dus improviser un petit discours. Fort heureusement, mon expérience camerounaise m'avait rôdé à ce genre d'intervention. Je parlais pendant quelques minutes puis je m'interrompais pour que Tombalbaye puisse assurer la traduction. Rappelant les promesses qui leur avaient été faites, le rôle qu'ils avaient joué dans la guerre, leurs sacrifices, les raisons pour lesquelles ils avaient combattu, je leur expliquai qu'on leur devait beaucoup, qu'ils avaient des droits. Et tout d'abord celui de vivre librement et dignement dans leur propre pays. Il fallait aussi qu'on les indemnise pour tout le manque à gagner pendant leur absence, qu'on leur donne les moyens de faire vivre correctement leurs familles en leur offrant des emplois. Il n'était pas normal non plus que la culture du coton ne profite qu'à quelques grosses sociétés étrangères. Pourquoi ne pas aider la population, en commençant par les anciens combattants, à moderniser cette culture, à créer des coopératives de vente afin qu'ils puissent discuter des prix, coopératives dirigées par les intéressés eux-mêmes. La montée du R.D.A. dans toute l'Afrique dépendant de la France prouvait que rien ne pourrait plus être comme avant. Les anciens combattants avaient donc intérêt à appuyer l'action de ce mouvement. Ils gagneraient beaucoup aussi en créant, avec l'aide du R.D.A. une association chargée de leur défense. Bien organisés, ils

pourraient alors forcer la main de l'administration qui serait obligée de les écouter.

Je terminai en les assurant de la solidarité du Parti Communiste Français et en leur affirmant que seule la lutte organisée peut permettre des succès, qu'ils devaient compter avant tout sur eux-mêmes, sur leur propre détermination.

Les applaudissements, tant pendant l'intervention qu'après la péroraison, nous montrèrent que les auditeurs avaient bien compris. Ils manifestèrent bruyamment, sur place, pendant de longues minutes, puis nous réussîmes à obtenir leur dispersion.

Le lendemain après-midi, alors que je m'apprêtais à sortir, deux employés africains de l'administration vinrent me rendre visite. L'un d'entre eux était le propre secrétaire du chef de région, un administrateur des colonies d'un grade élevé. Ils m'apportaient deux feuilles manuscrites qui n'étaient autre que le brouillon du rapport établi par ce haut fonctionnaire concernant le meeting de la veille, rapport destiné au gouverneur du Tchad. Je pus y lire que j'avais « appelé les indigènes à la révolte », que mes propos étaient « séditieux » et qu'il demandait mon inculpation ! Je ne fus guère impressionné me sachant couvert par l'immunité parlementaire et j'avais très bien imaginé que les autorités réagiraient de cette manière. Mais ce qui me toucha surtout, ce fut le geste des deux fonctionnaires tchadiens. Ils avaient fait passer leurs obligations de fonctionnaires d'une puissance étrangère bien loin derrière leur dignité de Tchadiens, d'Africains colonisés. Pour eux, l'administrateur était un ennemi et par contre, le communiste français que j'étais leur apparaissait comme un ami, un allié. Partout où je suis passé, en Afrique noire, comme à Madagascar, dans les années 1944 à 1951, j'ai ressenti cela. Encore un exemple qui montre le rôle historique que le Parti Communiste Français a joué dans la lutte contre les régimes coloniaux, contre le racisme. Et c'est pourquoi j'étais fier d'appartenir à un tel parti.

Je dois dire qu'une fois de plus se confirmait pour moi la stupide fatuité des colonialistes. Je suis certain que Monsieur l'Administrateur était persuadé de la « fidélité » de son secrétaire ; pour lui, ce devait être un « bon nègre », incapable de toute initiative, soumis et discipliné... et pourquoi pas, plein d'admiration pour son chef !

J'ai gardé longtemps ces manuscrits, malheureusement, ils ont été détruits pendant la guerre d'Algérie et je le regrette beaucoup.

Le jour suivant, je prenais l'avion pour Fort-Lamy (aujourd'hui N'Djamena). Mais avant l'embarquement, un Blanc m'aborda. C'était le premier européen avec qui j'ai eu à m'entretenir depuis mon arrivée à Fort-Archambault. Il me déclara être un officier judiciaire, me signifia mon inculpation pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », « incitation à la révolte »... etc., et me demanda de signer un certain nombre de papiers. Je pris les feuillets qui m'étaient destinés, refusai de signer quoi que ce soit. Invoquant mon immunité parlementaire, je lui affirmai qu'il n'avait pas le droit de m'arrêter. Il le reconnut immédiatement en me disant qu'il n'en

avait pas l'intention et que d'ailleurs il n'était pas accompagné d'agents de la force publique. Sans même lui répondre, je le plantai là et pris place dans l'avion. Je n'ai jamais plus entendu parler de cette inculpation et je n'ai jamais su à quel niveau l'affaire avait été classée.

A Fort-Lamy (N'Djamena), je fus reçus par Toura Gaba, secrétaire général de la section tchadienne du R.D.A. Ce n'était pas un homme du Nord. A cette époque de nombreux originaires du sud de la colonie, animistes christianisés, occupaient des fonctions administratives dans le nord du pays peuplé de musulmans. Or, à Fort-Lamy (N'Djamena), on se trouve nettement en territoire islamique. Le caractère islamique de la population va d'ailleurs se marquer de plus en plus, au fur et à mesure que l'on approche du désert et qu'on y pénètre, jusqu'à prendre celui des Lybiens dans la région des Toubbous. Il y a, là, encore, le scandale des frontières imposées par les colonisateurs. Une ligne tracée sur une carte a coupé en deux les espaces occupés par les Toubbous du Tibesti. Les uns se sont trouvés « indigènes » d'une colonie française, le Tchad, les autres furent « indigènes » d'une colonie italienne, la Tripolitaine devenue par la suite la Lybie indépendante ! Bien entendu, ils n'ont pas cessé de communiquer par-dessus cette frontière conventionnelle et injuste. Il ne faut pas s'étonner si des conflits éclatent aujourd'hui : ce sont des séquelles de la colonisation. Pourquoi s'étonner que les Lybiens s'intéressent au sort des populations dont une partie vit sur leur territoire et l'autre au Tchad ?

Les malheurs qui frappent le Tchad, de nos jours, sont les tristes conséquences de ces deux crimes colonialistes : frontières écartelant les peuples dans des pays différents, utilisation des ethnies les unes contre les autres.

Je ne connais pas au moment où j'écris ces lignes, quelles sont les réactions des régions du sud du Tchad et notamment celles des Saras devant les événements qui se déroulent au Nord. Mais certaines informations me permettent de penser qu'il y existe un mouvement d'opposition à l'aventurier Hissène Habré. Cela ne m'étonne pas. En tout cas, je ne crois pas, personnellement, à un conflit religieux entre le Nord et le Sud. L'Islam n'a cessé de progresser en Afrique pendant toute la période de la colonisation et l'administration coloniale n'a pas pu s'opposer à ce phénomène. J'ai connu, au Cameroun, des ethnies qui ont basculé vers l'Islam dans les années 1940, c'est le cas des Bamouns par exemple. C'est que la religion musulmane est beaucoup mieux adaptée aux conditions africaines du Sahel, des savanes que le christianisme des colonisateurs blancs. Et elle n'est jamais apparue comme la religion officielle d'une administration oppressive. Il faut donc s'attendre, pour le moins, à une bonne coexistence entre Tchadiens de religions différentes et même, à mon avis, à l'accentuation du phénomène d'islamisation.

S'ils ont à faire un choix entre deux équipes gouvernementales nord-tchadiennes, il est évident que les progressistes du Sud, ceux de la région de Sahr (ex Fort-Archambault) refuseront de cautionner un Hissène Habré notoirement inféodé au noécolonialisme et ouvertement

soutenu par les Etats-Unis. Ne s'est-il pas emparé du pouvoir grâce à une force armée équipée au Soudan par le dictateur de ce pays, assassin de syndicalistes et de communistes et par les Américains ?

C'est pourquoi, je trouve regrettable et dangereux qu'un gouvernement de gauche vole à son secours. Si une instance doit aider le Tchad, ce devrait être l'O.U.A. [2], organisation spécifiquement africaine. Je pense que si la France entend mériter l'amitié des peuples d'Afrique noire, elle doit regarder l'avenir et non le passé. L'avenir de l'Afrique, ce ne sont pas les Bokassa, Hissène Habré, Houphouet Boigny et autres, sans parler de Mobutu ! L'avenir se prépare au sein des peuples qui n'acceptent pas le luxe insolent étalé par les dirigeants de leur pays et sont las de supporter la misère qui leur est imposée. Pour le Cameroun, par exemple, l'avenir, c'est l'« U.P.C. » qui a tenu son quatrième congrès et lutte pour obtenir son existence légale. Le départ du dictateur Ahidjo (emportant, bien entendu, avec lui, une somme fabuleuse) est la preuve que dans ce pays les choses commencent à bouger. L'histoire de ces jeunes états débute à peine. Ceux des dirigeants qui sont actuellement inféodés aux multinationales seront balayés un jour ou l'autre. Si la France persiste à les soutenir, elle retardera l'avènement de régimes vraiment populaires et prolongera l'exploitation et la misère qui décime des régions entières. La lutte contre « la faim », en Afrique, passe par la disparition du néocolonialisme et non par des actes de charité, des quêtes et des discours académiques. En tout cas, il n'est pas acceptable qu'un gouvernement de gauche prenne la suite de la Droite française, de De Gaulle à Giscard, et soutienne certains dirigeants africains dits « modérés » !!! alors que les présidents comme Ahidjo ou ceux de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Zaïre, etc. sont des dictateurs, purement et simplement, et ont partie liée avec les multinationales qui exploitent leurs peuples !

Je sais quelle est l'opinion de mon Parti sur ce problème et je sais que mes camarades souffrent de ne pas pouvoir aider davantage les peuples africains. C'est pourquoi je souhaite ardemment son renforcement qui lui permettrait de peser avec plus de force sur l'ensemble de la gauche qu'il faut convaincre de promouvoir une solidarité véritable à l'égard des peuples au lieu du soutien de régimes corrompus.

Toura Gaba m'installa dans la maison de l'un de ses parents. Elle était de même style que celle qui m'avait abrité à Fort-Archambault. Ici, à Fort Lamy, toutes les constructions étaient de type sahélien ou même saharien. Les va-et-vient de la population, les cohortes de chameaux déambulant dans une ville très étendue, le marché public, tout cela me rappelait le Sud algérien. Je me trouvais, ici, dans une autre Afrique. Plus de forestiers, de

2. L'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine) réunit la grande majorité des Etats africains. Elle est malheureusement profondément divisée et pourrait jouer un rôle très positif si, par chefs d'Etats dits « modérés » interposés, les milieux néocolonialistes cessaient de paralyser ses activités concernant les intérêts des pays africains.

En soutenant ces « modérés », le gouvernement français contribue largement à l'inefficacité de l'O.U.A., au détriment de l'Afrique.

petits paysans, mais des éleveurs et des nomades. On devinait la proximité du Sahara. Il était clair pour moi que l'immense majorité des gens que je côtoyais appartenaient à une civilisation bien différente, proche parente de celle que j'avais connue en Algérie, mais avec ses spécificités bien sûr. J'étais, ici, en terre d'Islam.

Le secrétaire général du « Rassemblement démocratique africain » me parut, je m'excuse de le dire, assez incongru dans ce cadre. Il faisait partie de la petite minorité d'habitants de la région qui s'habillait à « l'européenne ». Il n'était pas musulman et venait du Sud. Aussi, je ne fus guère étonné de l'entendre parler des difficultés qu'il connaissait à Fort-Lamy. En fait, tout au long de la semaine que je vécus dans la capitale du Tchad, je n'eus pas le moindre contact avec la population de la ville et des environs. Toura Gaba me pésenta des amis, presque tous originaires du Sud. Il me fit faire des promenades plutôt touristiques !

Le seul souvenir intéressant que j'ai conservé de ce séjour est la traversée, en pirogue, des fleuves Logone et Chari pour aller visiter, avec Toura Gaba, des amis de l'« Union des Populations du Cameroun » vivant à Fort-Foureau, en territoire camerounais.

J'avoue que mon impression générale, après ce premier voyage, n'était pas très optimiste. A mon avis, il n'existait une implantation réellement populaire du mouvement anticolonialiste que dans la région de Fort-Archambault (Sahr). En Oubangui-Chari (aujourd'hui République centrafricaine), le retard global régnant dans ce territoire faisait que les populations vivaient repliées sur leurs ethnies dans un état de misère physique et culturelle affreuse. Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que les organisateurs de l'« indépendance » néocolonialiste aient pu trouver facilement des fantoches à leur dévotion du genre Bokassa « Empereur de Centre Afrique ! » Dans ce pays comme ailleurs, il se trouvera néanmoins des hommes susceptibles de promouvoir une marche allant vers le progrès. Il en existe certainement déjà, et un jour viendra où ils pourront créer des formes d'organisation adaptées à la situation pour engager un combat sérieux.

Pour ce qui concerne le Tchad, j'ai été impressionné par les disparités que j'ai cru discerner entre la partie sud et le nord de ce pays. Cette partie sud, d'ailleurs, fut pendant de nombreuses années rattachée à l'Oubangui-Chari et non au Tchad. Il y a, en effet, beaucoup de similitudes géographiques et humaines entre la région de Fort-Archambault et la majorité de celles de l'Oubangui-Chari. Par contre, il y a peu de rapport entre le milieu géographique, le genre de vie et l'histoire des habitants du pays Sara par exemple et ceux existant dans la région de Fort-Lamy.

Il m'est apparu que le Sud avait été plus touché par la colonisation. Les missions catholiques s'y étaient implantées y jouant leur rôle. L'administration avait davantage pesé sur les individus, la culture obligatoire du coton y était largement institutée.

Un mouvement comme le Rassemblement Démocratique Africain avait pu s'y développer car il ne manquait pas de cadres administratifs

locaux pour en prendre la tête, l'organiser, l'encadrer. Comme au Cameroun, ces cadres souffraient de la discrimination raciale, ils étaient victimes comme les autres du « Code de l'Indigénat ». Ils aspiraient donc à la suppression du régime colonial, à la conquête de leur dignité. Ils étaient réellement anticolonialistes. C'était le cas de François Tombalbaye, instituteur comme c'était celui de Toura Gaba.

J'ai pu constater que la majorité des dirigeants de ce mouvement était formée de gens originaires du Sud et qu'il ne comprenait qu'un nombre très insuffisant de Tchadiens islamisés.

J'ignore ce qui s'est passé exactement au moment de l'indépendance. Mais lorsque j'ai appris la désignation de François Tombalbaye au titre de premier président de la République, je n'en ai pas été très étonné. C'était vraiment le militant le plus valable du parti tchadien adhérant au R.D.A. Et compte tenu de l'attitude presque générale des dirigeants de ce mouvement, en Afrique, à partir de 1951-52, il était normal que les néocolonialistes s'intéressant au Tchad, aient pensé à lui pour orienter l'indépendance. De culture française, populaire parmi les fonctionnaires et employés africains, populaire en pays Sara, prenant appui sur un parti structuré, dans le Sud surtout, il était l'homme qu'il leur fallait pour tenir en respect les peuples multiples de la nouvelle République et notamment ceux du Nord. Ceux-ci entendaient bien vivre leur indépendance dans le cadre de leur civilisation et de leur culture islamique comme ils entendaient participer activement à la direction de leur pays.

On me dira, mais comment cet anticolonialiste a-t-il pu accepter de jouer un tel rôle ? Je répondrai qu'il n'a pas été le seul. Son anticolonialisme, malheureusement s'est arrêté au refus des formes périmées d'oppression et d'exploitation du vieux colonialisme classique. Il n'est pas allé jusqu'à appréhender le problème de la colonisation dans toutes ses implications nationales, financières, structurelles, politiques, sociales et surtout économiques. On doit ajouter à cela, bien sûr, l'attrait du pouvoir, l'ambition, le profit personnel... Peut-être l'illusion de parvenir à faire progresser son pays. Mais très vite, certainement, il s'est trouvé pris dans un engrenage fatal. Les oppositions violentes n'ont pas tardé. Pour se maintenir au pouvoir, il lui a fallu les réprimer... Il en est arrivé à faire appel à l'Armée française... C'est donc lui qui a inauguré l'ère des désordres et des combats fratricides vécue depuis des années par ce malheureux pays. Il en a été victime puisqu'il est mort assassiné en 1975. En 1948, pendant les huit jours que j'ai vécus auprès de Tombalbaye, jamais je n'aurais pu supposer que telle serait la destinée de ce garçon sympathique, courageux, et alors très honnête.

L'indépendance était vraiment très mal partie. J'espère que la solution des problèmes complexes du Tchad pourra être trouvée le plus tôt possible. Seuls les Africains eux-mêmes doivent y parvenir. Toute tentative d'ingérence extérieure par fantoches interposés ne peut que contribuer à aggraver la situation. C'est ce qu'il faut faire comprendre aux responsables de notre pays.

CHAPITRE IV

PARIS 1949

L'année 1949 fut marquée de plusieurs changements pour moi et ma famille. Cette année-là, nous nous installâmes dans un pavillon vétuste mais assez spacieux planté au milieu d'un petit jardin, situé dans une rue calme du Perreux. À la belle saison, les enfants s'y trouvaient très bien, pouvant y jouer à leur aise. Mais, l'hiver se posait le problème du chauffage : nous n'avions qu'une mauvaise cuisinière à charbon dans la petite cuisine où toute la famille devait se serrer. Les chambres étaient situées à l'étage, elles étaient glaciales comme l'était l'escalier par lequel on y accédait. Nous avons passé là deux hivers pénibles.

Nous avions fait de gros efforts pour n'être plus isolés au Perreux. Par le canal de notre cellule du parti, nous avions fait la connaissance de quelques bons camarades. Lili eut la joie de voir s'installer près de nous la famille Benoît, nos amis de Yaoundé. Guy Benoît ne voulut plus retourner à la colonie, il chercha du travail à Paris. Grâce à un de mes camarades, je pus l'aider à trouver un emploi dans une entreprise de distribution de presse. Ils avaient cinq enfants et vivaient avec un très maigre salaire. Emma Benoît était une excellente amie pour Lili.

Les camarades du Perreux me désignèrent pour siéger au Comité de Section.

A partir de ce moment, le travail politique au Perreux me prit le peu de temps qui me restait à vivre en famille. Lorsque mes soirées ne se passaient pas à Versailles ou Rue Maubeuge ou ailleurs, j'assistais aux réunions de cellule, à celles du bureau de section. Le dimanche, c'était la vente publique de l'« Huma », le porte-à-porte, les interventions sur le marché sans compter les affichages et les distributions de tracts...

Lili, à son tour, fut prise dans le tourbillon. Avec ses amies de l'« Union des femmes françaises », chaque dimanche, elle tenait son poste de vente du journal de cette association et ce n'était pas une sinécure, en plein hiver, quand il fallait rester des heures à battre la semelle dans la neige et le verglas. Elle assistait à leurs réunions et les aidait dans de petits travaux destinés à porter secours aux familles pauvres en difficulté.

L'année 1949, apporta une modification importante dans l'organisation de mes tâches. André Tollet, l'un des secrétaires de la C.G.T. me

demanda de venir l'aider à assurer les relations de la centrale avec les syndicats d'Afrique Noire et des autres territoires appartenant à l'Union française. On sait que j'avais fait la connaissance de Tollet au Cameroun et à Dakar. J'acceptai avec un grand plaisir car cela me ramenait au point de départ de ma vie militante au Cameroun. Je dois dire aussi que comme la majorité des camarades français ayant vécu en Afrique, je jugeais très important le mouvement syndical. Bien organisé et bien enraciné, celui-ci, basé sur la défense des revendications des salariés, pourrait peut-être influer sur les dirigeants du mouvement politique anticolonialiste dans le cas où ils seraient tentés de se replier sur des intérêts personnels ou céderaient aux multiples incitations des néocolonialistes.

Avec l'accord des camarades de la section coloniale, je m'installai donc dans un bureau de la rue Lafayette, voisin de celui de Tollet. Je devais l'occuper jusqu'en juillet 1952, date de mon retour en Algérie.

Pendant trois ans, j'allais travailler au contact quotidien de ce militant que j'admirais et pour lequel j'eus une grande estime quand j'appris à mieux le connaître. C'était le type même du cadre ouvrier formé sur le tas. Né à Paris, il avait gardé de son origine l'accent, les expressions, les gestes du titi parisien. Il en avait aussi toutes les qualités : vivacité, courage, rapidité de décision, esprit offensif. On aurait pu peut-être lui reprocher parfois ses impulsions mais elles étaient tempérées par le fait qu'il savait écouter les avis des autres et en tenait compte. Je me souviendrai toujours de sa formule favorite : « Il y a plus d'idées dans dix têtes que dans une seule fut-elle exceptionnelle ».

Tollet avait joué un grand rôle dans la Résistance française à l'occupant nazi : il fut « Président du Comité parisien de Libération nationale ».

Aux côtés de Tollet, je m'occupai surtout des liaisons avec les directions syndicales d'Afrique noire, Madagascar mais aussi avec les syndicats de la Nouvelle-Calédonie, de Tahiti, des Antilles. Une de mes tâches consistait à conseiller les fédérations d'industrie pour les inciter à apporter leur aide aux syndicats correspondants existant dans les territoires de l'Union française. Les dirigeants fédéraux, avant d'effectuer un voyage sur place, venaient nous consulter et il m'arrivait souvent d'aller les trouver dans leur bureau. C'est ainsi que j'ai fait la connaissance de Georges Séguy, à la Fédération des Cheminots.

Au cours de mon séjour, rue Lafayette, j'ai pu avoir de nombreux contacts avec des syndicalistes de passage, venus d'Afrique noire, d'Afrique du Nord, de tous les territoires. Je me souviens particulièrement des passages de Sékou Touré qui, alors, me parut l'un des plus solides militants africains. Un responsable africain avec lequel je nouai une grande amitié venait souvent me voir. Il s'agit d'Abdoulaye Diallo. Secrétaire général de l'Union des syndicats du Soudan français (aujourd'hui le Mali), il avait été élu vice-Président de la Fédération syndicale Mondiale (F.S.M.) et, à ce titre se trouvait souvent à Paris. Il était d'une simplicité, d'une gentillesse extraordinaires. J'ai conservé une grande photo qu'il m'avait

offerte en même temps qu'un album consacré à la conférence internationale à laquelle il avait assisté. Je souhaite qu'il n'ait pas eu à souffrir des aléas connus par le Mali depuis son indépendance et j'espère qu'il vit en toute tranquillité en Guinée, son pays d'origine, puisqu'il est né à Kankan.

Charles Assalé, mon successeur à l'Union des Syndicats du Cameroun, membre du « Conseil économique » au titre de la C.G.T., me rendait de nombreuses visites... jusqu'au jour où il décida de quitter notre organisation...

Le groupe C.G.T. au Conseil économique comprenait un camarade qui venait souvent travailler avec moi. Faure avait terminé sa carrière africaine avec le grade de gouverneur des colonies. C'était une très forte personnalité. Il était parti le dernier de Bir Hakeim, quoique blessé, couvrant la sortie des troupes françaises assiégées dans cette oasis saharienne pendant 16 jours par l'Armée de Rommel, en 1942. Rompant l'encerclement, les Forces françaises libres purent échapper à l'ennemi, demeurant intactes, et poursuivirent leur combat après s'être regroupées. Ce fait d'armes eut un grand retentissement.

En Afrique, une anecdote courait à son sujet. Il était le seul chasseur connu affrontant les buffles sauvages armé d'un seul pistolet. Il attendait la charge sans broncher et d'un seul coup de feu abattait la bête parvenue à quelques mètres de lui. Cet exploit exigeait un courage, un sang-froid et une adresse absolument extraordinaires.

Nous eûmes, un jour, l'occasion de débattre de ce problème du courage. Nous nous tenions tous deux sur un grand boulevard parisien, où nous nous étions rendus ensemble depuis la rue Lafayette. Nous venions participer à une manifestation organisée contre la venue en France du général américain Rigway. Cette protestation s'inscrivait dans le cadre d'une campagne menée contre l'adhésion de notre pays à l'Alliance Atlantique et à l'O.T.A.N. et Faure m'expliqua qu'il se trouvait mille fois plus à l'aise face à un buffle furieux que dans la situation d'un manifestant désarmé, matraqué par des policiers déchaînés. Le manifestant n'avait aucune chance de son côté, il lui fallait ou encaisser les coups ou fuir. Résister à mains nues signifiait accepter d'être meurtri, blessé par des brutes casquées, armées, spécialement entraînées. Le combat, disait-il était trop inégal... Il n'aimait pas ça.

Mon travail, rue Lafayette, fut très enrichissant pour moi. J'avais été chargé, par exemple, de la rédaction d'un petit journal destiné aux mouvements syndicaux des pays coloniaux. Pour l'alimenter, il me fallait recueillir le maximum d'informations, entretenir une correspondance régulière avec les camarades de ces pays. C'était une lourde tâche mais combien intéressante car elle m'obligeait à étudier et connaître les multiples problèmes se posant outre-mer. Je ne citerai qu'un exemple parmi des centaines de situations qu'il me fallut appréhender. Il s'agit des travailleurs vietnamiens transportés dans les îles du Pacifique et soumis à des contrats léonins absolument odieux. C'était le cas notamment pour la partie française du condominium franco-anglais des Nouvelles-Hébrides.

Nous avons eu à ce sujet une correspondance abondante avec nos camarades de Port-Vila. Notre devoir était d'aider ces travailleurs exilés à arracher des contrats humains prévoyant en particulier leur retour au pays natal dès qu'ils le désiraient. Il s'agissait pour eux de passer de l'état de semi-esclaves à celui de salariés libres. La C.G.T. mena une campagne pour faire cesser ce scandale.

Une autre activité me plaisait beaucoup, bien qu'elle m'imposât une réunion nocturne de plus. On m'avait demandé de participer au Comité de rédaction d'une revue créée par la C.G.T. : « Servir la France ». Il siégeait dans le vieux local de l'ancienne C.G.T.U., rue Mathurin Moreau, évocateur de nombreux souvenirs historiques concernant le mouvement syndical révolutionnaire. Le rédacteur en chef était Leriche, mais celui qui dominait le groupe de très haut était un militant historique lui aussi : Gaston Monmousseau.

Deux fois par mois, je me trouvais donc assis face à un Monmousseau bien calé sur son siège, sa pipe à la main. Les réunions étaient bien ordonnées. Leriche proposait un schéma pour la revue et demandait des volontaires pour rédiger tel ou tel article. On ouvrait une discussion sur l'orientation de la revue et sur le contenu des articles. Chacun y participait, selon sa spécialité. Et Monmousseau, avec sa bonhommie extraordinaire, une tranquillité parfaite, critiquait, donnait son point de vue. Il lui fallait peu de mots pour éclairer une situation : ses explications étaient simples et nettes, sa clairvoyance était étonnante. Je prenais un plaisir extrême à écouter un tel militant.

Or, jamais je n'ai entendu Monmousseau élever la voix, se faire impératif. Je ne l'ai jamais vu trancher arbitrairement. Les camarades le respectaient certes, mais dans la discussion, ils se sentaient bien à l'aise devant lui ; ils exposaient leur point de vue et en cas de désaccord avec Gaston, s'ils n'étaient pas convaincus, ils maintenaient leurs positions. Il n'était pas question d'avoir avec lui des rapports de subordonnés à chef investi de tous les pouvoirs imposant impérativement ses directives. Pour nous, c'était un camarade respecté, écouté, aimé. Nos sentiments à son égard étaient suscités par sa valeur militante, par l'histoire d'une longue vie exemplaire au service de la classe ouvrière et aussi par l'humanisme qui se dégageait de lui dans toutes ses paroles et ses attitudes.

J'ai beaucoup moins approché Benoît Frachon, mais les camarades qui ont travaillé avec lui et qui m'en ont parlé, l'ont vu sous le même jour. Il en est de même de Maurice Thorez que je n'ai eu l'occasion de voir à Paris que lors des réunions inter-groupes parlementaires des trois assemblées. Son style d'intervention était toujours calme, mesuré, argumenté et sans aucune marque d'autoritarisme non plus. Tous ceux qui ont approché Maurice et que j'ai connus mettaient l'accent sur l'ampleur de sa culture générale, sur sa curiosité de connaître l'opinion de ses interlocuteurs, sa gentillesse, son équilibre.

Toutes mes informations provenant de mon expérience personnelle et de celle des camarades que je fréquentais, quand je les recoupe

aujourd'hui, me permettent d'être persuadé que le fameux « Culte de la personnalité » a peu perturbé les grands dirigeants du mouvement ouvrier français. Il y a eu, peut-être des camarades, qui au lieu de consacrer du temps à étudier et à réfléchir afin de se hisser à la hauteur des problèmes de leur époque, se sont contentés de répéter ou de plagier des textes de Maurice Thorez, allant jusqu'à imiter le ton de sa voix comme le disait le regretté Egretaud. C'étaient loin d'être les meilleurs !

Au cours de cette année 1949, notre vie, au Perreux, fut quelque peu modifiée. En effet, Gabriel d'Arboussier, secrétaire général du « Rassemblement démocratique africain » (R.D.A.) m'avait demandé de lui rechercher un domicile. Lili se mit en quête d'un logement et finalement elle tomba sur une vieille dame seule habitant une grande maison bourgeoise située au milieu d'un beau parc. Le montant de ses rentes ne lui permettant plus de vivre et d'entretenir un tel ensemble, elle se résignait à louer une partie de l'immeuble. J'avertis immédiatement Gabriel qui vint visiter les lieux et fut emballé par le site. Il gagna la sympathie de la dame et l'affaire fut rapidement conclue ; en fait, la famille d'Arboussier occupa pratiquement toute la maison, la propriétaire ne conservant que deux petites pièces. Elle ne regretta jamais cette location car la gentillesse africaine fit sa totale conquête et il est vrai, aussi, qu'elle bénéficia constamment des attentions des d'Arboussier.

Nous étions donc devenus voisins et de ce fait, Lili en particulier, voyait souvent Tania l'épouse de Gabriel. La personnalité de d'Arboussier vaut la peine que je m'y arrête un peu. Son père, haut fonctionnaire colonial, appartenait à une riche et ancienne famille de planteurs de canne à sucre. Sa mère africaine était descendante du grand sultan El Hadj Omar, souverain d'un des plus grands empires ayant précédé la colonisation.

On peut distinguer deux périodes très distinctes dans la vie de d'Arboussier. La première le rattache entièrement à la culture française et aux traditions de sa famille paternelle avec très certainement pas mal de problèmes issus d'un métissage qui devait faire scandale dans ce milieu bourgeois. Il fit donc de brillantes études qui lui permirent d'acquérir un savoir remarquable, puis il embrassa la carrière d'administrateur des colonies. Il était destiné à y occuper les plus hautes fonctions.

Et comme tant d'autres il se trouva confronté aux bouleversements provoqués par les affrontements d'idées au lendemain de la grande guerre mondiale. D'un cœur généreux, son africanité s'éveilla dans le tourbillon du mouvement de libération anticolonialiste. Il fit alors de gros efforts pour s'africaniser et s'imprégner de l'esprit, des mentalités et de la culture de ses racines maternelles. Il se maria avec une fille originaire des iles du Cap Vert, alors colonie portuguaise, et vivant à Dakar. Le tempérament africain de Tania transpirait par tous les pores de sa peau. Inutile d'invoquer, avec elle, des notions comme celles de budget familial, de mesure du temps, de la nécessité du respect de certaines règles du « savoir vivre » bourgeois européen ! Seuls comptaient ses impulsions, ses goûts, ses habitudes. Elle eut une grosse influence sur Gabriel car elle possédait

une forte personnalité et savait, très habilement, parvenir à ses fins. Les enfants d'Arboussier, Mireille la petite amie de notre Joëlle, Henri, etc. étaient de vrais petits Africains. Ils furent nombreux.

Les connaissances de d'Arboussier s'étaient enrichies d'une étude sérieuse des textes marxistes tels qu'on les diffusait à l'époque. Ses analyses des situations africaines prenaient pour base de départ une méthode imprégnée de la pensée marxiste. Gabriel n'a jamais adhéré au Parti communiste ; ce n'était donc pas un communiste. Il a joué un grand rôle dans la création, puis la structuration du Rassemblement démocratique africain. Il en fut le secrétaire général alors qu'Houphouet Boigny en était le président.

J'ai connu de près les réflexions, les difficultés suscitées par la responsabilité de Gabriel au sein du R.D.A. ... Ses doutes, ses inquiétudes. Il menait un combat permanent, difficile, tentant de donner à ce mouvement un contenu à la fois révolutionnaire selon les critères modernes et spécifiquement africain quant au fond. Bien des fois, je l'ai trouvé découragé devant les incompréhensions des uns et des autres, devant des appétits dangereux aussi. Il m'en parlait souvent et il nous arrivait d'échanger nos impressions, nos informations, et le résultat de nos réflexions. Gabriel a fait de gros efforts pour s'ancrer fortement dans le mouvement révolutionnaire de cette époque et cela à l'échelle internationale.

Pendant plus de deux ans, nos relations de voisinage furent très suivies. Nous allions souvent chez les d'Arboussier. Tania et Lili échangeaient des recettes de cuisines, s'occupaient des enfants. La maison, d'ailleurs, était pleine des exclamations, des rires, des plaisanteries de cette grande femme qui ne pouvait rester en place. Elle n'hésitait pas à interrompre les conversations des « hommes » ; à se moquer d'eux, et même à les contraindre à cesser leurs conciliabules trop sérieux. Elle racontait souvent comment elle avait interpellé le Président de la République, Vincent Auriol, au cours d'une réception officielle : ce fut une scène mémorable !

Nous trouvions souvent, chez eux, une maisonnée pleine. Ils recevaient les enfants des élus du R.D.A. présents à Paris. Nous y avons connu les fils d'Houphouet, de Ouezzin, de Konaté et d'autres. Nous avons même dû en héberger chez nous à plusieurs reprises.

Bien entendu, nous avons côtoyé aussi de nombreuses personnalités africaines de ce temps-là.

Mais lorsque nous étions seuls, d'Arboussier et moi, c'était toujours pour échanger nos appréciations. Je crois donc pouvoir affirmer que jusqu'en fin 1951, Gabriel a été un sincère allié du P.C.F. Il a toujours ressenti le besoin de venir vérifier ses analyses auprès des camarades communistes dont il recherchait les avis. Il fréquentait assidûment la section coloniale du parti quand il était à Paris. Il se situait sans hésitation dans le courant de pensée marxiste.

La fin de l'année 1950, fut marquée par des modifications dans la grande maison du Perreux abritant nos amis ; les va-et-vient d'invités africains s'étaient bien réduits. L'optimiste ne régnait plus dans ces lieux. Gabriel ne masquait pas ses inquiétudes, son découragement.

Nous en verrons les raisons plus loin dans le changement d'orientation du R.D.A. qu'Houphouet Boigny, à la suite de tractations secrètes, avait accroché au char du néocolonialisme.

D'Arboussier n'avait pas été informé de ce qui se tramait mais il se doutait bien que des événements graves se préparaient. Il avait surpris des conciliabules auxquels il n'était pas invité ; des amis lui avait rapporté des bruits qui couraient. Ce fut une très dure épreuve pour lui qui avait cru, sincèrement, à l'avenir d'un grand mouvement révolutionnaire africain impulsé par le R.D.A.

Cette épreuve s'ajoutait à d'autres inquiétudes. Comme nous, Gabriel avait idéalisé l'expérience qui se déroulait en Union Soviétique. Dès 1949, il avait été chargé d'une grande responsabilité, celle de Vice-Président du Mouvement Mondial de la Paix. A ce titre, il accomplit de nombreuses missions. Il se rendit, par exemple, aux U.S.A. où il prit contact avec le pasteur Luther King avec qui il eut une entrevue émouvante. Mais King ne vint pas à Paris comme il le lui demanda, pour assister au Congrès des Partisans de la Paix : il ne voulait pas quitter son pays. Ce fut Paul Robeson qui le remplaça.

Gabriel alla aussi en Chine et fit plusieurs voyages en U.R.S.S. Au retour de son premier contact avec le pays de Lénine, il était enthousiasmé. Il nous annonça, par exemple, un événement stupéfiant : à partir du 1 er janvier 1950, le pain serait distribué gratuitement à tous les Soviétiques, c'était le premier pas vers le communisme !

Il fit, là-bas, la connaissance du grand écrivain Ilya Ehrenbourg, l'un des dirigeants du Mouvement de la Paix soviétique ; ils se lièrent d'amitié et se voyaient souvent. Or, en 1951, au retour d'un voyage en U.R.S.S., Gabriel revint effondré. Ehrenbourg lui avait fait part de grandes difficultés survenues dans son pays et de grands retards dans les prévisions bien trop optimistes faites depuis des années. Il lui avait parlé de la nécessité pour l'U.R.S.S. d'obtenir une longue période de paix (de près d'un siècle, nous dit-il !) et pour ce faire, il fallait absolument inaugurer une ère durable de coexistence pacifique entre les systèmes socialiste et capitaliste.

Pendant des décades, nous, les communistes, nous avons cru à l'impact du « modèle exemplaire » que deviendrait l'U.R.S.S. quand sa supériorité serait indiscutable sur tous les plans. Pour un homme comme d'Arboussier, acquis à cette même idée, après un point de départ au sein de l'idéologie grande bourgeoise, n'ayant été impliqué que dans des confrontations d'Etats majors, n'ayant jamais eu de contacts avec une masse ouvrière, c'était la fin d'une illusion, l'écroulement d'un rêve.

C'est ce qu'il exprima à Lili, lors de la dernière entrevue qu'elle eut avec Tania avant notre départ du Perreux, en octobre 1951. Ce jour-là, il

apprit à mon épouse que mon mandat était de cinq ans et non de quatre comme elle le croyait. Et de plus, il lui expliqua que compte tenu de ce qu'il venait d'apprendre en U.R.S.S. nous devions nous préparer à une longue période de survie du capitalisme, près d'un siècle ! Notre génération, bien sûr, n'en verrait pas la fin, et dans ces conditions, il lui conseillait de me convaincre de reprendre mes fonctions d'instituteur ! Cela allait, bien sûr, rendre ma situation encore plus difficile. Mais là n'est pas la question.

Dans de telles dispositions d'esprit, il est certain que d'Arboussier ne pouvait plus aller bien loin dans sa lutte contre la clique Houphouet Boigny. Pendant plusieurs mois, il fit front et engagea une polémique journalistique avec la direction du R.D.A. Puis, il se tut.

Nous avons quitté le Perreux en octobre 1951 et, à partir de cette date, nous n'avons plus rencontré les d'Arboussier. Ils devaient en principe, s'installer à Dakar. Nous avons échangé quelques lettres en 1958, et en 1962, puis la vie nous a séparés.

J'ai su que d'Arboussier avait été ministre dans un des gouvernements du Sénégal, puis ambassadeur de ce pays. Il a occupé les fonctions de directeur adjoint de l'U.N.E.S.C.O. vers 1962, et d'après un article paru dans le journal « le Monde », il serait décédé, ce dont je n'ai pas eu confirmation.

Que penser de l'attitude d'un personnage si cultivé, si intelligent ? Je crois que sa dimension, logiquement le destinait à un grand avenir politique. Mais, pour cela, il aurait fallu que l'histoire suive un cours correspondant à ses illusions, à ses motivations. Tel n'a pas été le cas et il n'a pas trouvé une place à sa mesure dans les systèmes africains instaurés après 1960. Il n'était pas homme à mener une lutte longue et difficile, dans le rang. De plus, l'influence de sa femme lui imposait un standing de vie élevé et il n'aurait pas accepté la misère.

Quel qu'il ait été, Gabriel d'Arboussier a été mon ami ; tous nos rapports personnels ont été marqués de fraternité, de confiance, d'honnêteté dans nos convictions. Je lui garde une bonne place dans ma mémoire et souhaite que la nouvelle de sa disparition ne soit pas exacte [1].

---

1. Malheureusement, elle m'a été confirmée par mon camarade Suret Canale.

CHAPITRE V

EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE EN 1949

En octobre 1949, il me fut demandé d'effectuer un voyage couvrant tous les territoires de ce que l'on appelait alors l'Afrique Occidentale française. André Tollet m'avait confié la mission de contacter les responsables des mouvements syndicaux là où ils existaient, de ramener des informations à leur sujet, de leur apporter le salut fraternel de la C.G.T. et de les assurer de la solidarité de notre centrale. Là où il n'y avait pas de syndicats, je ne pouvais prendre de contacts qu'avec des individualités, des correspondants isolés.

Je commençai ma tournée par le Dahomey, aujourd'hui République du Bénin. Il n'y existait pas de mouvement syndical vraiment organisé hormis un syndicat des cheminots et des embryons de syndicats d'employés du commerce. Je n'avais, à ma disposition, qu'un seul nom, celui d'Houessou, un cheminot, demeurant à Cotonou qui correspondait avec la section coloniale du P.C.F. Fort heureusement, il m'attendait à l'aéroport. Il m'installa dans un hôtel africain de la ville situé hors de l'agglomération européenne.

Je ne me faisais pas d'illusion sur ce qui m'attendait au Dahomey. Je savais que certains éléments de la population (fonctionnaires, militaires, petits cadres cheminots, commerçants) avaient été utilisés dans les territoires voisins où ils apparaissaient comme des auxiliaires de la colonisation. Le Dahomey, avant la conquête française était un pays structuré, comprenant plusieurs royaumes. On a beaucoup parlé de la férocité du roi le plus connu, Béhenzin, du sort terrible des esclaves. Mais il convient de faire la part des exagérations et de replacer ces affirmations dans le contexte de l'époque. Le colonialisme n'allait pas, non plus, être tendre pour les Africains ! En tout cas, ayant gardé le souvenir de leur histoire passée, les Dahoméens manifestaient un sentiment de supériorité à l'égard des peuples environnants dispersés en nombreuses ethnies plus ou moins autonomes. C'est ce sentiment que la colonisation crut bon d'entretenir et d'utiliser. Dans ces conditions, il était difficile de croire à la naissance d'un mouvement anticolonialiste puissant dans ce pays. A l'Assemblée de l'Union française, nous avions deux délégués dahoméens.

L'un d'eux, Monsieur Hazoumé se plaisait à apparaître sous le jour d'un intellectuel français, féru de littérature classique. L'autre Monsieur Zinsou, s'appliquait à ne donner un avis que sur des questions économiques, fuyant les prises de position politiques.

Il me reste assez peu de souvenirs de mon séjour au Dahomey. A Cotonou, Houessou me présenta un certain nombre de ses camarades et, de leurs discussions, je ne pus guère entrevoir que l'existence de nombreux clans hostiles plus préoccupés de se combattre que de créer un front unitaire contre le colonialisme. Le mouvement syndical embryonnaire souffrait aussi du même mal.

J'eus l'occasion, tout de même, de visiter plusieurs villages d'agriculteurs où je retrouvai à peu près les mêmes problèmes que j'avais connus au Cameroun. La population nous faisait un bon accueil, et si un mouvement organisé avait existé, il aurait trouvé là de grandes possibilités.

On tint aussi une petite réunion dans une habitation d'un quartier africain de Porto-Novo, capitale administrative du Dahomey. Cotonou est situé sur la côte même de l'Océan atlantique, c'était le port africain typique de cette région. Un impressionnant appontement appelé Wharf s'avançait très loin vers le large, portant quelques grues de levage. Les navires pouvaient y accoster de chaque côté sans avoir à franchir la barre. On appelle ainsi l'énorme rouleau de vagues qui se forme à proximité du littoral du Dahomey, de la Côte d'Ivoire etc. le passage de la barre est très dangereux pour tous les bateaux.

Porto-Novo est séparé de Cotonou par une lagune parallèle à la côte, très large par endroits, semblable aux étangs de notre Languedoc. La route reliant les deux villes la traversait sur un terre-plein et des ponts.

La réunion rassembla une quinzaine de Dahoméens, fonctionnaires, employés de commerce, cheminots. Tous souscrirent d'emblée aux idées que j'exposai concernant l'importance du développement d'un puissant mouvement syndical. Mais, j'avais compris qu'ils représentaient un clan et que cela n'irait pas plus loin que les intérêts du clan.

Mes amis insistèrent pour que je rende visite à une importante personnalité traditionnelle de la région. Il s'agissait du descendant de l'ancienne famille royale qui exerçait sa souveraineté sur le petit Etat de Porto Novo avant la colonisation. Je me retrouvai dans une grande case construite en dur, les murs badigeonnés à la chaux. On m'introduisit dans une grande pièce au centre de laquelle siégeait un personnage impressionnant, bien installé sur une sorte de trône. Il portait des vêtements dahoméens. Les marques de respect dont il était l'objet me stupéfièrent. Ses interlocuteurs se tenaient à genoux devant lui et il recevait leur hommage avec l'attitude d'un grand seigneur. J'eus un long entretien avec lui. Il me fit connaître ses difficultés avec l'administration française et de mon côté, je lui expliquai qu'à mon avis, il avait un rôle à jouer dans la lutte engagée pour obtenir la disparition du régime colonial.

Je ne tardai pas à quitter le Dahomey et décidai de me rendre au Togo voisin par la route. Mes amis me présentèrent un camionneur qui accepta

de me prendre dans sa cabine pour un prix raisonnable. Ce fut un très agréable voyage. La faible vitesse du camion permettait de ne perdre aucun détail du paysage. Cent trente kilomètres environ séparent la ville de Cotonou de celle de Lomé capitale du Togo.

Le début du parcours se fait dans un environnement lagunaire ; étangs s'étirant en longueur, plus ou moins larges, sur lesquels de nombreuses pirogues vont et viennent. Les villages de pêcheurs s'étalent sur les rives. Après Grand-Popo, ou entre en territoire togolais et on suit d'assez près le littoral. Ce sont des kilomètres de belles plages de sable jaune. De véritables petites forêts de palmiers cocotiers s'étendent entre les plages et la route. J'ai toujours beaucoup aimé les palmiers dans un paysage, peut-être est-ce une réminiscence de mes rêves d'enfant issus de mes lectures et de leur imagerie ? Le cocotier est, de loin, le plus gracieux, le plus beau des palmiers. Chaque arbre a son caractère particulier, chacun se distingue de l'autre par sa hauteur, la finesse ou l'inclinaison de son tronc, l'abondance de son feuillage. Les cocotiers s'adaptent bien aux horizons maritimes que l'on découvre entre leurs troncs, ils donnent un caractère commun à des paysages que l'on rencontre non seulement en Afrique, mais aussi en Asie, en Océanie.

Mon arrivée au Togo fut celle qui me fut la plus désagréable. Personne ne m'y attendait. Je n'avais qu'une vague adresse, celle d'un employé de commerce portant un nom à consonance portugaise. Le camion me déposa au centre de Lomé à la tombée de la nuit. Je n'avais pas d'autre ressource que d'aller à l'hôtel. Celui que je découvris était en même temps un restaurant. Je m'y installai donc. Le lendemain, je partis en taxi, à la recherche de notre correspondant. Grâce à l'aide du chauffeur et après bien des palabres et des va-et-vient, je finis par trouver notre ami dans la maison de commerce où il travaillait. Il ne fut pas très emballé lorsque je lui appris qui j'étais et me donna rendez-vous à proximité de mon hôtel en fin de journée.

J'en profitai pour visiter Lomé qui me parut une ville coloniale comme les autres quoique, sans doute plus coquette, mieux construite. Les Allemands, premiers colonisateurs du Togo, y avaient apporté leur cachet particulier : bâtiments officiels plus imposants, espaces verts. Ce fut surtout le Wharf qui attira mon attention. Il se prolonge très avant vers le large, à près de 500 m du rivage et son extrémité se trouve donc bien au-delà de la barre. Les navires pouvaient charger et décharger de jour comme de nuit grâce à un bon éclairage électrique inexistant à Cotonou. Une voie ferrée permet d'amener et ramener les marchandises jusqu'aux bateaux.

Je ne trouvai rien d'autre à voir qui puisse m'intéresser dans la ville européenne et le temps me manquait pour accéder aux villages africains. C'était l'heure du rendez-vous. Notre correspondant n'était pas optimiste. Ma venue l'effrayait. Il vivait dans l'optique de sa situation sociale de petit employé d'une maison de commerce coloniale, mal payé, sans sécurité d'emploi, pouvant être licencié sous le moindre prétexte, chargé de famille.

Il était conscient de son état de colonisé et avec quelques collègues, il avait constitué un petit groupe où l'on discutait, s'informait et tentait d'imaginer des moyens de défense. Mais, il régnait ici une atmosphère de délation, de divisions de toutes sortes, d'où une méfiance empêchant la création d'organisations sérieuses. C'était déjà énorme qu'une correspondance prudente ait pu s'établir entre eux et la C.G.T. Ils comptaient beaucoup sur une aide extérieure, mais je ne pus pas convaincre mon interlocuteur de la possibilité d'organiser une réunion de salariés qui m'aurait permis d'expliquer que le Togo subissait le même régime colonial que les autres territoires où pourtant un mouvement syndical s'était développé.

Tout ce que j'obtins fut une entrevue avec ses amis, et encore organisée avec mille précautions. Il n'en sortit rien de réellement concret. Je ne parvins pas à sortir de ce petit cercle restreint et décidai de ne pas traîner au Togo.

Cependant, j'étais curieux de revoir mon ancien condisciple togolais de l'Ecole normale d'Aix-en-Provence, Samuel Aquéruburu. J'en parlai à notre correspondant. Il m'apprit que Samuel était devenu une personnalité importante et me proposa de m'accompagner chez lui. Je me retrouvai donc devant une belle villa entourée de verdure et fut reçu à bras ouverts. J'avais devant moi un gros homme respirant la bonne chère et l'embourgeoisement. J'avais, en effet, gardé le souvenir d'un grand garçon mince, dégingandé, très spontané, naïf. Rien de commun avec ce personnage empesé, soignant son langage et ses attitudes. Il était néanmoins heureux de ces retrouvailles et pour mieux en profiter, il m'invita à un repas au restaurant, en ville.

Aquéruburu me conduisit à l'établissement où j'étais logé et il commanda deux repas, à la manière d'un habitué. Je n'osai pas lui poser de questions, mais j'étais sidéré. Nous étions en 1949, et je suis bien persuadé qu'au Cameroun, en 1948, puisque je m'y étais trouvé à cette date, un Africain n'aurait pas osé s'installer ainsi dans un restaurant de la ville blanche. Pourtant, nul n'y prêta attention, pas davantage les clients que les hôteliers. D'ailleurs, Samuel me dit qu'il venait souvent manger là avec des amis.

Bien entendu, nous évoquâmes les bons moments d'Aix, les camarades auxquels nous étions particulièrement liés sans oublier l'affreux directeur de l'époque. Il n'avait rien oublié et il m'apparut qu'il avait gardé un bon souvenir de son séjour en France. Puis j'orientai la conversation sur la situation actuelle de son pays, sur la fonction qu'il remplissait et je ne fus guère étonné de constater qu'au fond, il était satisfait de son sort.

De ses appréciations, j'en déduisis un Togo différent du Cameroun, très différent du Tchad et de l'Oubangui. Ici, le pays était coupé en deux parties égales. L'ancienne colonie allemande avait été divisée en un territoire sous mandat français et l'autre sous mandat anglais, comme au Cameroun. Mais, là-bas, la partie anglaise occupait un espace dérisoire, géographiquement isolée du reste du pays, sans contacts réels. Tandis que

les deux Togo s'alignaient de chaque côté d'une longue frontière commune, perpendiculaire à la côte. Du sud au nord, c'étaient donc les deux mêmes Togo, sur les plans géographique et ethnique, ils étaient accolés et les échanges se poursuivaient certainement de part et d'autre.

Dans ces conditions, il est clair, que les administrations française et anglaise devaient rivaliser pour apparaître chacune comme la meilleure. Une partie de la population togolaise a évidemment profité de cette situation et elle se contentait d'attendre que la position particulière de pays sous mandat débouche sur l'indépendance prévue dans les textes internationaux, persuadée qu'elle n'aurait plus qu'à occuper un pouvoir laissé vacant pour elle. Il était difficile d'imaginer que ces couches puissent envisager une voie révolutionnaire pour aboutir à leurs fins : elles se contentaient donc de rappeler sans cesse les droits issus du statut spécial des deux Togo, se cantonnant surtout dans le juridisme international. Elles formaient déjà les éléments de base des futurs dirigeants qui tireront profit de la forme néocolonialiste d'exploitation du peuple : celui-ci continuera à vivre dans la misère.

Nous nous quittâmes, tous deux émus et satisfaits de cette rencontre qui nous avait fait revivre notre jeunesse.

CHEZ HOUPHOUËT-BOIGNY

Je ne revis pas notre correspondant au Togo, et pris l'avion qui devait m'amener en Côte-d'Ivoire où j'étais attendu par les dirigeants de l'Union des Syndicats. Le secrétaire général dont j'ai oublié le nom, un instituteur, vint me recevoir à l'aéroport et me conduisit directement à Treichville, faubourg africain d'Abidjan. Là, il m'annonça que j'allais être hébergé chez Houphouët-Boigny, le président du Rassemblement démocratique africain, qui m'attendait. Nous pénétrâmes dans une maison assez grande, mais tout à fait quelconque et modestement meublée. Félix Houphouët-Boigny se trouvait effectivement dans la salle de séjour. Il me reçut avec effusion, à la manière africaine. Je l'avais seulement aperçu quelques rares fois à Paris. Les seuls dirigeants africains que je connaissais bien pour les rencontrer assez souvent, rue de Maubeuge, à la Section coloniale étaient : Gabriel d'Arboussier, Ouezzin Coulibaly, député de la Haute-Volta, Mamadou Coulibay, conseiller de la République de Côte d'Ivoire, Boubou Hama, conseiller de l'Union française du Niger. Houphouët ne participait pratiquement pas à nos travaux.

Bien entendu, j'avais beaucoup entendu parler de lui, par les uns et les autres. Sa personnalité très curieuse faisait jaser. Il y a d'ailleurs là un problème qui a suscité bien des controverses, qui en suscite encore et sur lequel mon passage en Côte-d'Ivoire me permettra de me faire une opinion personnelle.

Voici, d'abord ce que je constatai au « quartier général » de celui qui, en 1949, était le président incontesté de ce grand mouvement ayant gagné

toute l'Afrique française. Chez lui, c'était l'hospitalité à l'africaine ; la maison connaissait un perpétuel va-et-vient d'invités, mais le train de vie était simple.

La maîtresse de maison, Madame Houphouët, se présentait comme l'Africaine traditionnelle de ce temps-là, tant par ses vêtements que par son mode de vie. Elle parlait, d'ailleurs difficilement le français, n'ayant probablement pas été scolarisée.

C'était une brave femme, qui, sans jamais montrer de mauvaise humeur, faisait face à tous les tracas provoqués par les perpétuels convives, qu'il fallait nourrir, loger. Elle mangeait à table avec tous, son plus jeune fils sur les genoux. Qu'est-elle devenue après que son mari l'ait répudiée pour la remplacer par une jeune beauté ?

Houphouët-Boigny était souvent absent, et pendant mon séjour, je ne le vis qu'assez peu. A table, les conversations se déroulaient à bâtons rompus : échanges d'informations, banalités, appréciations personnelles très prudentes sur la situation en Afrique.

Parmi les invités, je trouvai deux Français, Maître Douzon avocat et le jeune Vogel, cinéaste. Douzon participait au collectif d'avocats organisant la défense des militants du R.D.A. qui avaient été emprisonnés à la suite d'incidents graves. L'administration avait décidé de briser le mouvement par la répression. Des arrestations avaient eu lieu aussi en Guinée, au Tchad...

A Paris, nous avions constitué un comité de défense de l'Afrique auquel collaboraient un certain nombre d'avocats communistes, comme maîtres Douzon, Kaldor ou progressistes comme maîtres Stibbe, mari et femme. Ces avocats faisaient donc de nombreux séjours sur place.

Je partageais ma chambre avec Douzon et bien entendu nous échangions nos impressions. J'appris, par exemple, qu'Houphouët était très affecté par l'atmosphère de répression qui paraissait s'amplifier. Il ne s'attendait pas à cet aspect du combat politique. Le R.D.A. avait pris naissance dans l'euphorie qui régnait en fin 1944. Il semblait alors que les forces démocratiques, en France, étaient solidement installées et que leur appui permettrait le développement d'un puissant mouvement anticolonialiste sans trop de risques. Puis, il y avait eu, sous l'impulsion des U.S.A., le virage de la « guerre froide » qui avait rejeté les communistes et les progressistes dans l'opposition et durci la résistance du colonialisme aux revendications des populations d'Afrique noire. Houphouët n'était guère préparé à cette éventualité. On a parlé de sa « peur », on a même dit, qu'il vécut toute une période enfermé dans son fief de Yamoussoukro ! il y a certainement du vrai dans ces bruits.

Nous avons aussi parlé, avec Douzon, des aspects traditionnalistes qu'Houphouët donnait à toutes ses démarches. C'est un gros problème.

Certains, aujourd'hui, nous reprochent d'avoir apporté notre appui, à des chefs traditionnels de plus ou moins gande envergure. Pour comprendre notre attitude, il faut se reporter à la situation de l'Afrique

noire telle que nous l'avons connue en 1945 ou même en 1944 comme ce fut mon cas au Cameroun.

Le récit [2] que j'ai fait de mon arrivée dans ce pays, de mes réactions face au fait colonial africain, des motivations qui m'ont poussé à « faire quelque chose » pour aider les Camerounais, de la création du « Cercle d'Etudes marxistes » de Yaoundé, ce récit éclaire l'attitude des quelques communistes qui, ici et là, se sont trouvés dans la même situation et ont eu des possibilités de contacts avec des Africains. J'insiste sur le fait qu'il s'agissait de communistes isolés, qui, au départ, n'avaient pratiquement aucune liaison avec le Parti français. Ils ont agi de leur propre initiative et dans des formes correspondant aux problèmes locaux auxquels ils étaient confrontés. Et cela est indéniable, car il est bien évident que de 1939 à fin 1944, le P.C.F. n'avait aucun moyen de communication possible avec l'Afrique noire. Ce n'est qu'en 1946 que, personnellement, j'ai eu quelques informations provenant d'un organisme officiel du Parti réinstallé à Paris. Une lettre adressée à Henri Lozeray, à Alger, en 1944, et sa réponse très courte, évasive, et ne comportant qu'un encouragement ne peuvent pas être considérées comme une liaison. Il faut bien dire aussi que les initiatives que nous avons prises n'ont été possibles que dans le contexte d'une guerre mondiale qui allait se terminer par la défaite du nazisme, du racisme. Nous avons saisi l'opportunité car il était normal que le système colonial soi impliqué dans cette défaite et que les populations africaines y trouvent des conditions exceptionnellement favorables à leur éveil. Les calomniateurs de notre Parti, ont vite fait de parler « d'agents » communistes, de « noyautage », etc., comme si nous étions des « pions », des « robots » sans cesse téléguidés, déplacés de-ci de-là, obéissant aux ordres d'une direction toute puissante, quasi-secrète. Ils nous présentent comme des conspirateurs. Or, nous sommes le contraire de tout cela et l'attitude des communistes ayant décidé d'agir, en Afrique, dans les années 1944-45, alors qu'ils étaient coupés de leur Parti, le montre bien.

Il faut savoir aussi, qu'il n'y a jamais eu en Afrique de communistes français agissant dans le cadre d'un organisme officiel du Parti. Aucun d'entre nous n'avait la carte de membre du P.C.F., même lorsqu'il fut reconstitué légalement en fin 1945. Et ceci pour une bonne raison : notre parti est français, son activité se limite au territoire national. Lorsqu'un communiste français quitte la France pour s'installer à l'étranger, il doit remettre sa carte de membre au secrétaire de cellule ; il n'est plus adhérent du P.C.F.

Les Européens participant à nos « groupes d'études communistes » en Afrique ne représentaient qu'eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de 1946 que ces groupes ont bénéficié d'une aide idéologique de Paris, mais, jamais, ils n'ont reçu de directives qui auraient été impensables puisqu'ils ne pouvaient pas être des organismes du Parti.

2. Voir deuxième partie de mon « témoignage » consacré au Cameroun (1944-1947).

Cela dit, nous nous sommes trouvés en 1944, à Yaoundé, Douala, Abidjan, Dakar, Bamako et ailleurs en face de nos responsabilités morales de communistes. Que pouvions-nous faire ?

Le problème fondamental qui se posait à nous, était celui du régime colonial auquel il fallait mettre fin le plus tôt possible, régime qui impliquait l'aliénation des peuples et leur domination par des puissances étrangères.

Avec notre analyse de l'impérialisme, l'une des phases du capitalisme, nous étions persuadés que la lutte des peuples coloniaux, comme nous disions alors, viendrait en complément de celle des classes ouvrières. C'était un combat contre un même ennemi. Il s'agissait donc d'une alliance normale, fondamentale.

Or, cette lutte des peuples coloniaux ne pouvait pas être copiée sur celle menée par les ouvriers des pays développés. En Afrique noire, en particulier, à quelques exceptions près, tous les Africains étaient victimes du régime colonial, tous avaient intérêt à sa disparition. Et tout ce que les Africains, quels qu'ils soient, pourraient entreprendre contre ce régime ne pouvait qu'affaiblir l'impérialisme et donc aller dans le sens général du progrès de l'Humanité.

Dans la pratique, que pouvions-nous constater sur place ? Je prendrai deux exemples. Les Africains que l'on appelait « les évolués », ceux qui avaient reçu une certaine instruction et servaient d'agents intermédiaires à l'administration coloniale, au commerce de traite, aux colons blancs, ceux-là donc étaient méprisés, brimés, bafoués, exploités par les racistes blancs. Ils étaient soumis au Code de l'Indigénat comme les autres. Leur rancœur était immense, et ils aspiraient à la fin de cette indignité.

Il en était de même de la majorité des chefs traditionnels. Beaucoup avaient été dépossédés de leurs chefferies par une administration attentive à n'avoir affaire qu'à des « béni-oui-oui » soumis et sûrs. Ils s'inscrivaient tout naturellement dans la lutte anticolonialiste. Les chefs en exercice eux-mêmes ne manquaient pas de motifs de mécontentement. La société coloniale les méprisait. Le Code de l'Indigènat s'appliquait à eux aussi, même s'ils bénéficiaient d'indulgences administratives. Ils n'étaient que les valets de l'administration. Ils souffraient pareillement dans leurs intérêts économiques. La colonisation avait introduit la valeur marchande dans le pays, la circulation de l'argent. Les cultures obligatoires avaient instauré un commerce de ventes de produits d'exportation : cacao, café, coton, etc. Les chefs étaient les mieux placés pour y participer. Ils pouvaient obtenir des récoltes plus importantes et ils étaient donc les plus gros vendeurs. Là, je crois qu'il faut être attentif à un problème fondamental : jusque vers les années 46-47 (pour ce que j'ai bien connu tout au moins) la terre ne leur appartenait pas. La propriété du sol était collective. C'était celle des groupements ethniques dont les chefs ne constituaient qu'un élément, important, certes, mais soumis au droit coutumier. Ils ne pouvaient pas disposer de la terre à leur gré ; ils se taillaient certes la part du lion mais ne pouvaient pas dépasser certaines limites.

C'est donc en tant que récoltants et vendeurs de produits et non pas en tant que propriétaires fonciers, que les chefs se trouvaient en état d'infériorité vis-à-vis des planteurs européens. Ceux-ci, par exemple, disposaient d'une main-d'œuvre abondante fournie au besoin par l'administration, sous la forme de travail forcé... Alors que les chefs voyaient leurs propres sujets requis pour travailler chez les blancs. Et ils n'avaient pas le droit d'utiliser des saisonniers migrants comme les Mossis venus travailler en Côte-d'Ivoire. Les prix des produits offerts aux Africains quels qu'ils soient n'étaient pas les mêmes que ceux dont bénéficiaient les planteurs européens.

Les chefs donc, malgré leur situation privilégiée, étaient, à leur niveau, victimes du régime colonial et il est naturel que les plus conscients et les plus courageux d'entre eux aient été amenés à prendre place dans le mouvement anticolonialiste.

Pour nous communistes, l'objectif fondamental étant la disparition du système colonial, première étape vers une prise de conscience nationale, il était normal que nous contactions tous ceux qui étaient intéressés par cette lutte et nous ne pouvions nous adresser qu'à ceux qui étaient pourvus d'un niveau culturel leur permettant de nous comprendre : ceux qui répondaient à l'appellation colonialiste d'« évolués » y compris certains chefs coutumiers.

Au Cameroun, nous avons eu nos premiers contacts avec des petits fonctionnaires, des salariés. Cette circonstance nous a conduits à donner la primauté au mouvement syndical qui a démarré en janvier 1945. Le mouvement politique, l'« Union des Populations du Cameroun », a été créé en 1948 par des militants syndicalistes déjà rodés aux luttes salariales. Ceci est sans doute la raison qui explique le maintien de l'U.P.C. dans le combat anticolonialiste après le tournant du R.D.A. en 1950. L'U.P.C. n'a pas suivi Houphouët-Boigny et aujourd'hui encore, en 1986, elle poursuit son chemin sur la lancée inaugurée en 1948, et a tenu son 4e Congrès.

En Côte d'Ivoire, il en a été autrement. Nos camarades ont cherché des contacts eux aussi. J'ai appris par mon beau-frère qui y a participé, qu'une première réunion de communistes européens s'est tenue à Abidjan à la mi-1945, il y avait 5 ou 6 présents, aucun Africain n'y assistait. Aucune décision n'y a été prise. Ce n'est donc qu'un peu plus tard que des entrevues ont pu s'organiser entre communistes et *Cotivoiriens*. D'après ce que j'ai pu apprendre, c'est Lambert qui aurait facilité les contacts. Il était chef de cabinet du gouverneur Latrille qui avait été nommé en 1943 par le gouvernement provisoire installé à Alger. Latrille était progressiste et antiraciste. Il se heurtait à l'hostilité violente des Européens, en particulier des planteurs.

Latrille, et son chef de cabinet ne mirent aucun empêchement à la création et à la progression du « Syndicat agricole africain », né en juillet 1944. Félix Houphouët-Boigny avait eu l'initiative de ce mouvement dont il prit la présidence. Qui était-il ? Fils de chef, il avait bénéficié d'une bonne scolarisation et avait obtenu le titre de médecin africain ce qui le

situait entre les médecins coloniaux français et les infirmiers. Mais, finalement, il se décida à prendre la succession de son père à la chefferie de Yamoussoukro. Les terres y sont très fertiles et Houphouët se consacra à l'agriculture d'exportation (cacao, café). Il se trouva donc dans la situation dont je viens de parler, en conflit avec les planteurs européens. La présence de Latrille, la proximité de la fin de guerre et les perspectives que cela ouvrait, l'encouragèrent à organiser les planteurs africains pour la défense de leurs intérêts : suppression du travail forcé, possibilité de se procurer de la main-d'œuvre, problèmes de la commercialisation, etc. Bien sûr, les Européens menèrent une campagne acharnée contre ce « syndicat » qualifié de dangereux, accusé de préparer une révolte, etc.. Ils s'en prirent aussi au gouverneur qui fut couvert d'injures.

Il est clair que les conditions de la rencontre étaient réalisées. Houphouët et ses amis se sentant menacés recherchaient des appuis. Or, le seul parti politique ayant une réputation intacte d'anticolonialisme était le Parti communiste. En 1945, il apparaissait comme un parti destiné à jouer un grand rôle dans la France d'après-guerre. Et d'ailleurs il ne se trouvait certainement, à Abidjan, aucun Européen, en dehors des communistes susceptibles d'aider un syndicat africain, le premier du genre dans cette colonie. De plus, si vraiment Lambert a conduit les pourparlers, son autorité ne pouvait être qu'un encouragement pour Houphouët.

De leur côté, les camarades communistes n'avaient aucune raison de refuser ce contact. Ils savaient bien qu'Houphouët et ses amis visaient avant tout la défense de leurs intérêts de planteurs. Ils savaient très bien aussi qu'ils constituaient l'embryon d'une bourgeoisie qui, plus tard, deviendra exploiteuse. Mais, en 1945, leur lutte était progressiste car elle était dirigée contre le régime colonial, contre le racisme. La suppression du travail forcé, l'obtention des libertés syndicales, la disparition du Code de l'Indigénat, par exemple, constituaient un pas en avant important. Et, il n'était pas exclu que dans l'ambiance de cette lutte et avec l'apport idéologique du « Groupe d'Etudes communistes », un certain nombre de dirigeants, fussent-ils de futurs bourgeois, puissent dépasser leurs intérêts de classe pour se hisser au niveau d'une compréhension plus élevée des nécessités nationales et des besoins réels de tous leurs compatriotes. Comme l'on pouvait penser encore que les idées propagées au cours de l'action anticolonialiste constituaient des ferments facilitant des prises de conscience au sein des populations... et tout d'abord, chez les salariés exploités par la société marchande, les aidant à s'organiser en un puissant mouvement syndical réellement revendicatif. Pourquoi ne pas envisager enfin l'émergence de militants poussant plus loin leur analyse de la situation de leur pays et parvenant à une conception vraiment nationale et révolutionnaire de son devenir ?

Nos camarades, à cette époque, c'est-à-dire en 1945, ont eu raison d'envisager ces possibilités qui d'ailleurs, auraient pu se développer, peut-être, dans un contexte international favorable. Pouvait-on prévoir, à

ce moment-là, en Afrique noire, un monde plongé dans la guerre froide américaine en 1948 ?

C'est dans ces conditions qu'ont été jetées les premières bases d'une alliance effective entre le mouvement côtivoirien qui allait être impulsé par Houphouët-Boigny et des communistes européens vivant en Côte d'Ivoire. Cette alliance allait se concrétiser plus tard, par les apparentements des élus R.D.A. aux groupes parlementaires du P.C.F. et par des échanges d'analyses et d'informations entre P.C.F. et R.D.A. et cela jusqu'au 10 octobre 1950.

Les critiques ne manquent pas à l'encontre de cette alliance, la jugeant contre nature, accusant le P.C.F. d'avoir été le « pourvoyeur » de la bourgeoisie côtivoirienne. Certains parlent d'erreur, de dogmatisme, d'ignorance totale des problèmes africains. Ces critiques portées, aujourd'hui, quarante années après, sur le vu des situations actuelles tant en Afrique qu'en France et dans le monde, ne sont pas sérieuses. Si les censeurs actuels s'étaient trouvés là-bas, sur place, en 1944, qu'auraient-ils fait ? Ils avaient trois solutions possibles : — soutenir ceux des Africains qui étaient décidés à agir contre le travail forcé, les injustices, le racisme, pour une démocratisation de leur pays — ou bien se placer, au contraire, aux côtés des planteurs blancs et de la grande majorité des coloniaux européens qui entendaient conserver tous leurs privilèges — ou alors, se cantonner dans une lâche expectative tout en bénéficiant, bien entendu, des avantages coloniaux de l'époque !

Ces critiques sont un des volets de la campagne anti-communiste effrénée qui constitue un signe marquant de notre temps. On veut atteindre le P.C.F. dans son histoire même, dans sa réputation de parti anticolonialiste. On compte sur la fuite du temps, sur l'ignorance de la jeunesse d'aujourd'hui concernant ces événements déjà lointains qui, d'ailleurs, n'ont jamais été portés à la connaissance du grand public français sous leur aspect réel. Notre parti lui-même, à mon avis, n'a pas suffisamment expliqué, popularisé ses positions en dehors des campagnes courageuses menées à l'occasion des guerres coloniales ou d'actes de répression particulièrement odieux. La littérature concernant ces problèmes aurait pu être plus riche. Il est vrai que nos moyens de diffusion sont très faibles et ne touchent qu'une petite partie des Français : nos adversaires en profitent largement.

Je séjournai donc à Abidjan un an avant le désapparentement des élus du R.D.A. Ce virage était-il alors prévisible ? Sans aucun doute, quoique les problèmes ne se posaient pas de la même manière dans les divers territoires. En Côte-d'Ivoire, il est clair que les planteurs africains ayant vu aboutir une partie de leurs revendications concernant la main-d'œuvre et les prix se préoccupaient de plus en plus de leurs intérêts propres : le « Syndicat agricole africain » avait accru sa puissance et la personnalité de Félix Houphouët-Boigny avait suivi cette ascension.

Je m'en rendis compte en discutant avec les dirigeants de l'Union des syndicats de salariés soutenue par la C.G.T. Tous prenaient leurs

directives chez Houphouët et ils l'informaient de tout ce qu'ils entreprenaient. Je pus noter déjà que certaines initiatives syndicales étaient freinées par Houphouët sous prétexte, par exemple, de ne pas donner prise à la répression. Le dirigeant que je jugeais alors comme le meilleur était Gris Camille [3] il était à la tête des syndicats groupant les salariés du secteur privé : employés du commerce, ouvriers, etc. C'était un garçon sérieux, courageux, honnête. Très prudemment, il eut l'occasion de me faire part de ses inquiétudes, concernant l'emprise qu'Houphouët prenait sur l'ensemble des mouvements, ne leur laissant guère d'autonomie.

Je participai à un meeting tenu dans un cinéma de Treichville. La salle était comble. Nous avions pris comme thème la résistance à la répression. Houphouet n'y assista pas et il n'eut pas l'air de priser cette initiative.

J'eus assez peu l'occasion de discuter sérieusement avec lui. Mais je voudrais tout de même répondre à une allégation que j'ai trouvée dans un ouvrage récent. On y publie un témoignage de Madame Stibbe, avocate que je n'ai pas aperçue pendant mon séjour. Elle déclare entre autres qu'Houphouët était un membre assidu du « Groupe d'Etudes communistes » d'Abidjan, qu'il l'avait même incitée à y participer activement. Cela me paraît impensable. Pendant tout mon séjour chez lui, je ne l'ai jamais entendu parler de ce groupe, ceci est vrai aussi pour tous les autres Africains que j'y ai rencontrés. J'ai tout de même eu quelques échanges de points de vue avec Houphouët : rien dans sa conversation ne permettait de déceler une approche marxiste quelconque. On devait lui reconnaître une connaissance remarquable des problèmes africains : situations politiques, ethniques, économiques, problèmes des chefferies, ainsi que beaucoup d'astuce et de rouerie. Mais il n'avait rien d'un d'Arboussier : Houphouët se cantonnait surtout dans les situations ponctuelles et pas toujours d'un haut niveau.

A mon avis, après 1950, il n'a pas eu à renier des principes qu'il n'a jamais adoptés... et même, sans doute, jamais réellement connus.

Je quittai donc la Côte-d'Ivoire après avoir constaté l'existence d'un mouvement syndical structuré mais dépendant d'une direction extérieure orientée vers des préoccupations risquant d'entrer en conflit avec les intérêts des salariés. On le verra d'ailleurs à l'occasion de la grève des cheminots africains contrée par Houphouët.

EN HAUTE-VOLTA, AU NIGER ET AU MALI

Ma destination suivante était Bobo Dioulasso, en Haute-Volta, où je ne restai que deux jours. Ce territoire assez curieux était constitué essentiellement par une sorte d'état féodal toléré par l'administration

3. Gris Camille sera ministre du Travail dans un des premiers gouvernement Houphouët, après l'indépendance. Quelques années plus tard, sous le prétexte d'un complot certainement fabriqué, il fut emprisonné : c'était un gêneur.

coloniale : l'Empire Mossi, ayant à sa tête un sultan appelé le Moro Nahba. Le peuple Mossi, très opprimé et misérable était l'objet d'une sorte de traite des esclaves qui amenait des milliers de malheureux en Côte d'Ivoire surtout où ils effectuaient des travaux saisonniers. Le domaine du Moro Nahba était une classe gardée difficilement pénétrable où régnait une sorte de demi esclavage. Le R.D.A. pas plus que les syndicats n'avaient pu s'y installer.

Par contre la Haute-Volta comprenait au sud-est une région différente échappant au Moro Nahba. C'était le pays Bobo. Les Bobos y constituaient l'ethnie principale et la ville la plus importante était Bobo Dioulasso. Là existait une Union des syndicats. Son secrétaire général Frédéric Traoré m'y reçut et m'hébergea chez lui.

J'ai pu constater l'exploitation particulièrement abusive subie par les salariés et les petits paysans. Frédéric Traoré se démenait, mais sa position était difficile car il se heurtait à la répression administrative, à la crainte des travailleurs souffrant d'un grand retard culturel et même à l'hostilité de la Mission catholique installée aux environs de Bobo. Il me parla d'ailleurs longuement de cette mission. Il avait été scolarisé par les pères blancs et en avait gardé un très mauvais souvenir. Frédéric tint à me faire visiter les plantations de la Mission, très étendues et représentant une grande richesse. Tout ce qu'il m'expliqua et me montra ne faisait que corroborer ce que j'avais constaté au Cameroun et au sud du Tchad. Les Missions ont bien été des auxiliaires précieux de la colonisation et ont participé effectivement à l'exploitation des peuples africains.

J'ignore où en est aujourd'hui le catholicisme dans cette région : mais là aussi, si l'on m'apprend une extension de l'Islam, cela ne m'étonnera pas. Le processus était déjà perceptible en 1949 et à l'époque, le « terrible » colonel Khadafi n'était qu'un enfant !

Apprenant ma présence à Bobo, le député Ouezzin Coulibaly vint m'y rejoindre et nous participâmes ensemble à plusieurs réunions regroupant quelques centaines d'auditeurs.

De Bobo, je sautai à Niamey, capitale du Niger. Là, j'étais attendu par mon collègue et ami Boubou Hama, conseiller de l'Union française du Niger. Il vint me chercher à l'aéroport et m'emmena directement dans une grande cour environnée de maisons sahéliennes, semblables à celles que j'avais connues au Tchad, un an auparavant. Et je me trouvai en présence de quelque deux cents femmes assises à même le sol. Toutes vêtues de leurs habits traditionnels bariolés, elles constituaient par elles-mêmes un spectacle surprenant. Mais cela ne s'arrêta pas là. J'eus droit à un concert d'instruments, de chants, de danses et au discours de bienvenue. Il s'agissait d'un groupe de femmes du R.D.A.. Boubou m'expliqua qu'elles jouaient un grand rôle à Niamey et étaient les meilleures propagandistes du mouvement. Le R.D.A. n'avait fait que s'adapter à une forme traditionnelle de la société nigérienne qui comprenait de nombreuses associations coutumières dont certaines plus ou moins secrètes.

Il me fallut répondre à ce discours, je le fis selon la méthode habituelle, par le truchement de Boubou Hama.

A Niamey, il n'était pas question d'être reçu par des syndicalistes quasi inexistants. J'étais l'invité du R.D.A. et hébergé chez Boubou Hama. Hamani Diori, député du Niger et président de la section nigérienne du R.D.A. se trouvait alors à Paris.

Je retrouvai ici à peu près les conditions de vie que j'avais connues à Fort-Lamy (N'Djamena). Mais le R.D.A. avait bien mordu dans la population islamisée. Hamani Diori appartenait à une famille seigneuriale. Le R.D.A. connaissait des situations curieuses. Les deux personnages politiques principaux du mouvement étaient Hamani Diori et Boubou Hama. Or l'ethnie de Boubou Hama avait été réduite en esclavage par celle de Diori, qui, de plus était un chef traditionnel. A peu de générations près donc, l'un n'aurait jamais pu approcher l'autre sans s'agenouiller devant lui et lui baiser les pieds !

A la vérité, on ne peut pas dire qu'il ne restait absolument rien de ce passé. La déférence de Boubou face à son camarade était évidente. De l'un émanait la certitude du chef et de l'autre l'hésitation de celui qui n'ose pas se prononcer de peur de lui déplaire. Et pourtant, Boubou était un instituteur formé à l'école française. C'était cela le Niger de 1949 et cela explique bien des situations africaines incompréhensibles pour ceux qui n'ont jamais pu appréhender, sur place, les réalités découlant de l'histoire, des cultures, des civilisations africaines, différentes souvent d'un endroit à l'autre. C'est pourquoi toute tentative de copie, en Afrique, d'un modèle européen est vouée à l'échec. Et personnellement, je suis persuadé, de plus, que les Européens, n'ont pas chez eux de modèles dont ils puissent être vraiment fiers !

Boubou me fit participer à de nombreuses réunions de quartier. Le R.D.A. était bien implanté dans la région. Je pus surtout observer la vie misérable de ces populations se trouvant avec peu de ressources sérieuses, provenant pour l'essentiel du fleuve Niger. Dès qu'on s'en éloigne quelque peu, on trouve une terre désséchée, ingrate, ne pouvant nourrir que quelques maigres troupeaux et permettre de bien aléatoires récoltes. C'est le pays de la faim. Je ne découvris aucune réalisation importante de l'administration coloniale pour venir en aide aux populations et pourtant elle régnait là depuis cinq décades !

Le cas Hamani Diori ne peut pas être comparé à celui d'Houphouet. Ce fut un grand chef qui reconquit son rang en accédant à la présidence de la République. Mais, ceci, en pays musulman, avait un autre sens, probablement pas celui de l'accession au rang d'une grande bourgeoisie capitaliste. Du moins, je ne crois pas. Mais au Niger, vivent d'autres ethnies que celle dont Hamani Diori était le chef. Des rivalités de diverses origines ont certainement surgi. Finalement, le président de la République a été renversé par un complot militaire en 1974.

Mon étape suivante était Bamako après une escale à Tombouctou. Je

me trouverai alors au Soudan français, devenu aujourd'hui la République du Mali.

J'y étais attendu par mon camarade et ami Abdoulaye Diallo, secrétaire de l'Union des syndicats et vice-président de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.). Depuis l'aéroport, il m'emmena directement chez lui où je fus reçus tout simplement, en famille. Accueil sans faste qui me permit de constater que la modestie d'Abdoulaye faisait partie de son caractère, de son style de vie. Ce n'est pas toujours ainsi en Afrique... Je vécus donc pendant quelques jours l'existence de cette famille africaine, son existence normale de tous les instants. J'avais déjà connu cette expérience au Cameroun, au Tchad, à Bobo Dioulasso, à Niamey, en Côte-d'Ivoire et puis ce sera en Guinée. chez Sekou Touré, à Conakry. Chaque famille était différente des autres, plus ou moins riche... je devrais dire plus ou moins pauvre. Mais, partout, j'ai trouvé la même atmosphère, les attentions de tout le groupe familial, à l'égard de l'invité, sont touchantes ; les lois de l'hospitalité, en Afrique sont sacrées. Partout, j'ai pu constater le grand amour qui entoure les enfants, le rôle important joué par la mère qui est vraiment la gardienne du foyer. Les liens affectifs qui unissent les uns aux autres sont bien plus étroits et profonds que chez nous. L'esprit de solidarité qui anime toute la parenté même éloignée crée une sécurisation que nous ne connaissons plus en Europe où l'individualisme forcené et inhumain fait des ravages. Dans ces familles-là, je me sentais redevenir un homme, un homme social tel que nous n'aurions jamais dû cesser d'être. Je crois que c'est une expérience qui remet les pieds-à-terre et donne à réfléchir sur le devenir de nos sociétés dites modernes si elles ne parviennent pas à reprendre un visage humain.

Le couple Diallo était bien assorti ; gentils, modestes tous deux, respirant la franchise. Leur intérieur était très simple, mais propre et bien tenu. Ils avaient de la peine à joindre les deux bouts car les sommes qui étaient allouées à Abdoulaye servaient souvent à payer des dépenses de toutes sortes intéressant le mouvement syndical. Les cotisations des syndiqués étaient difficiles à faire rentrer et les trésoreries des syndicats et de l'Union étaient bien loin de couvrir les frais.

A Bamako, ma visite fut entièrement consacrée aux problèmes qui se posaient aux organisations syndicales. Ils n'étaient pas simples car l'administration locale créait toutes sortes de difficultés. Je trouvais Abdoulaye bien seul pour accomplir toutes ces tâches. Il s'en plaignait. Il me fit participer à plusieurs réunions dont l'une sur le plateau administratif qui domine la vallée du Niger dans laquelle s'étalait la ville africaine. A mon avis, la situation ici ressemblait un peu à celle de Bobo Dioulasso avec Frédéric Traoré. Quelques bonnes volontés mais pas de grandes masses syndiquées.

J'eus tout de même une rencontre avec Modibo Kéita président de la section R.D.A. du Niger et à plusieurs reprises, je vis son frère Kassé Keita qui, lui, correspondait avec la Section coloniale du P.C.F. et s'était donné une bonne base de culture marxiste. Ils se plaignaient de leur député

R.D.A., le vieux Mamadou Konaté qui n'en faisait qu'à sa tête et refusait d'écouter « les jeunes ! » Les Keita étaient les descendants d'une antique famille qui, dans le passé, avait créé un grand empire dans cette région d'Afrique : l'empire du Mali à l'histoire prestigieuse, que les griots racontent encore aujourd'hui, sur les places des villages. J'ai bien connu aussi, chez nos amis d'Arboussier, le poète Keita Fodéba qui a chanté la gloire de ses ancêtres et mit en musique les vieilles légendes des Malinkés se rapportant bien souvent à « Djoliba », le fleuve Niger.

Modibo et Kassé Keita ne me parurent pas du tout « Seigneuriaux » comme c'était le cas d'Hamani Diori. Au sein du R.D.A., ils représentaient une tendance nettement marquée d'anticolonialisme, de perspectives nationales, de démocratisme. Ils m'apparurent comme les meilleurs parmi les dirigeants que j'avais contactés jusqu'ici, excepté Gabriel d'Arboussier. Ils étaient, peut-être, descendants d'une famille impériale, mais ceux-ci sont si nombreux qu'on en trouve partout au Mali, en Guinée, etc. cela n'avait pas l'air d'influer sur leur comportement ni sur celui de leurs interlocuteurs africains à leurs égards.

Modibo Keita fut le premier Président de la République du Mali. Après une tentative de fusion manquée avec le Sénégal, le Mali, région très pauvre, connut de graves difficultés : le Président fut déposé par des militaires qui prirent le pouvoir. Keita fut emprisonné, en pleine zone désertique du pays, dans des conditions, paraît-il affreuses, il y a trouvé la mort : il ne méritait pas cela.

EN GUINÉE ET AU SÉNÉGAL

Après mon départ du Soudan, je débarquai à Conakry, en Guinée. J'y fus accueilli par Sékou Touré, alors secrétaire de l'Union des syndicats de Guinée. Ce fut d'ailleurs de justesse, car, la veille seulement, il sortait de prison. J'avais déjà connu cette situation à Fort Archambault avec François Tombalbaye ! En cette année 1949, dans toute l'Afrique française un vent de répression soufflait sur le mouvement syndical et le R.D.A. L'administration avait décidé d'effrayer les Africains, d'empêcher le développement de leur prise de conscience.

Je demeurai une dizaine de jours dans la maison de Sékou Touré. Là, encore, je fus l'objet d'attentions touchantes. Madame Sékou Touré s'ingéniait à préparer des plats correspondant à mes goûts d'Européen. Et ce n'était pas facile pour elle.

Chez les Touré, c'était un défilé perpétuel de visiteurs venant transmettre des informations ou demander des conseils. On m'avait dit que comme les Keita, Sekou Touré, était un descendant d'une ancienne famille royale. Son allure assez distante et fière, son comportement à l'égard de ses camarades paraissaient corroborer ces dires.

Le prestige de son origine a-t-il contribué à lui donner cette popularité, que j'ai eu l'occasion de constater en 1949 ? Son rôle de Chef

du Mouvement syndical, puis du mouvement politique de Guinée a-t-il été favorisé par cette situation ? Je ne saurais le dire.

En tout cas, économiquement, il vivait comme un petit fonctionnaire africain et avait conservé le train de vie que lui permettait son maigre traitement, avant qu'il ne soit devenu un permanent syndical.

C'est le meilleur Secrétaire général d'Union de syndicats que j'ai connu en Afrique occidentale. C'est à ce titre, que je venais le voir à Conakry. Nous ne parlâmes que de problèmes syndicaux. Son langage était celui d'un militant déjà rodé. Il lisait beaucoup et était parfaitement informé de tout ce qui pouvait survenir dans le Monde. Je l'ai, d'ailleurs, vu, à plusieurs reprises à Paris, par la suite, où il prenait contact avec tous les dirigeants syndicalistes, s'informait, apprenait. Il se rendit en Union Soviétique, en Chine.

Je trouvai donc Sékou Touré, beaucoup plus près de nous que les autres dirigeants africains exceptés ceux du Cameroun. Son africanisme était absolument certain, mais ses analyses l'amenaient bien au-delà d'une simple lutte contre le colonialisme classique. L'option socialiste comme solution de sortie du régime colonial lui paraissait la meilleure. Personnellement, il m'inspirait confiance et à mon avis, il représentait un grand espoir pour l'avenir de l'Afrique.

Il avait son franc parler et n'hésitait pas à critiquer tout ce qui ne lui convenait pas. Je me souviens avoir eu une discussion avec lui au sujet de l'attitude et du langage de certains dirigeants syndicalistes français qu'il jugeait grossiers et brutaux. Il me fallut lui expliquer que beaucoup d'entre-eux étaient des ouvriers et qu'ils gardaient le tempérament et les formes de communication des prolétaires de cette époque avec lesquels ils maintenaient un contact étroit. Les syndiqués, dans les usines, n'auraient pas accepté qu'un dirigeant syndical vienne à eux, la bouche en cœur, leur parler de leurs revendications avec un langage fleuri, académique ! C'était donc une attitude normale de leur part et ils pouvaient difficilement comprendre qu'elle puisse être offensante. Je lui promis d'en parler à mon retour en France. Ce que je fis d'ailleurs.

Sekou Touré était particulièrement furieux à l'encontre du rédacteur en chef de l'époque du journal de notre parti « L'Humanité ». Ce dernier avait fait un séjour en Guinée pour trouver de la matière à plusieurs articles. Or, il était allé s'installer dans un hôtel de la ville blanche et fréquentait les restaurants et les bars des Blancs. Et c'est là qu'il donnait rendez-vous à Sékou lorsqu'il désirait le voir. Celui-ci était au comble de la vexation d'avoir à s'exposer aux regards malveillants, aux réflexions racistes des consommateurs européens n'acceptant pas la présence d'un Noir dans ces établissements. De plus le « camarade », sous les yeux de Sékou Touré, remplissait des cartes postales que celui-ci jugeait scandaleuses, représentant des jeunes Africaines nues dans des postures indécentes. Il s'agissait d'une attitude raciste de la part du journaliste adressant, à ses amis, en France, des images « exotiques » qui constituaient une atteinte grave à la dignité des peuples africains, faisant apparaître la

femme africaine comme un jouet bon marché à la disposition des colonialistes vicieux.

Je compris parfaitement les sentiments de notre camarade Sékou Touré et là encore je dus lui expliquer qu'un communiste conscient de ses responsabilités ne pouvait pas se conduire ainsi, surtout lorsqu'il représente le Parti à l'étranger. Il ne pouvait pas être, lui dis-je, un communiste sincère. Et l'avenir, viendra d'ailleurs, confirmer cette affirmation.

Avant mon départ de Conakry, nous organisâmes un grand meeting qui fit salle comble et se déroula dans un grand enthousiasme. Je pus y mesurer la popularité de Sékou Touré et aussi la confiance des travailleurs présents dans la solidarité fraternelle de la C.G.T. française.

Je quittai donc la Guinée satisfait et optimiste quant à l'avenir du mouvement syndical.

Je me garderai, ici, de porter un jugement concernant la situation actuelle de ce Pays et les options choisies par Sékou Touré pour faire avancer son Pays. Tout ce que je sais c'est qu'il a trouvé une situation difficile et que la France, pendant, des années a multiplié les obstacles et les complots dans le but de provoquer ruine, mécontentements, et désordres. Comment le Président de la République y a-t-il fait face ? Quelles ont été ses hésitations, ses solutions, bonnes ou mauvaises ? Où en est-il exactement aujourd'hui ? je ne suis pas assez documenté pour en juger [4].

Mon périple africain devait se terminer par un court séjour à Dakar. Justement, Gabriel d'Arboussier, s'y trouvait et il m'invita chez lui. Depuis peu, en effet, au nom du R.D.A., il avait acheté un appartement dans un immeuble qui venait de se construire. Il était destiné à recevoir les dirigeants de passage à Dakar. Je vécus de nombreuses heures en compagnie du Secrétaire Général du R.D.A. et nous apprîmes à mieux nous connaître encore. Les difficultés, les problèmes, ne manquaient pas au sein du mouvement. Mais, en cette année 1949, Gabriel était loin de se douter qu'un an après il aurait à faire face à la grave décision impulsée par Félix Houphouet Boigny, celle du désapparentement, puis de la rupture de l'alliance avec le P.C.F. Je le trouvais donc encore optimiste quoi que sans trop d'illusion sur la fermeté de nombreux élus R.D.A. Il lui fallait manœuvrer avec intelligence et habileté.

A Dakar, j'ai assisté aux efforts qu'il poursuivait pour approfondir son africanité. Il rendait de fréquentes visites à celui qu'il appelait le « vieux » ou « l'oncle ». Cela devenait presque un rite ; il lui avait promis de ne rien entreprendre d'important sans venir, au préalable, lui demander conseil. L'« Oncle », d'après ce que j'ai compris était le frère de sa mère. Il s'agissait d'une famille renommée dont l'origine remonterait jusqu'au Grand El Hadj Omar, bâtisseur d'un Empire. De plus, elle fournissait de

4. Depuis que ces lignes ont été écrites, j'ai appris successivement la mort de Sékou Touré et les exactions commises pendant sa présidence. Cela m'a peiné mais ne change pas mes appréciations de 1949 concernant mes constatations à cette époque.

hauts dignitaires religieux assurant la direction d'une importante confrérie, la Tidjanyia, jouant encore un certain rôle dans cette partie de l'Afrique. Rôle plus ou moins occulte mais, dont un chef politique, devait tenir compte à cette époque-là. En fait il existait d'autres confréries comme la Qaddryya qui se disputaient quelque peu le monde musulman africain. La Tidjanyia passait pour plus progressiste. L'« Oncle » aurait été, en 1949, le chef ou l'un des chefs de cette dernière confrérie.

Avec le plus grand sérieux, Gabriel me confiait : « Mon oncle m'a dit » : « Mon petit, méfie-toi de cet homme dont tu me parles. Il n'est pas franc, il te trompe. Il ne parle pas à son peuple comme il te parle à toi... »

Il était persuadé que grâce au « vieux », il était parfaitement informé de tout ce qui se mijotait dans les profondeurs des sociétés africaines, en pays musulman. Etait-ce exact ? En tout cas l'Afrique non musulmane, celle des forêts en particulier, celle d'Houphouet Boigny, par exemple, échappait totalement à l'influence de ces confréries.

Ce que je peux affirmer c'est que Gabriel d'Arboussier, à Dakar, n'avait plus rien de l'ancien administrateur des colonies francisé, c'était un Africain.

Mais, j'étais venu à Dakar, pour y contacter l'Union des Syndicats. Deux fois, par jour, je me rendais à la Bourse du Travail où j'avais des entrevues avec les dirigeants de l'Union et ceux des syndicats existants.

Compte tenu de la grande ancienneté de l'apparition de l'économie marchande à Dakar, port de commerce, et donc de la formation d'une couche de salariés, compte tenu aussi des contacts fréquents avec des marins français syndicalistes, le mouvement syndical dakarois aurait dû être très puissant, structuré et efficace. Or, je constatai une fragmentation du mouvement sous l'influence de clans politiques ou même de « pontes » syndicaux s'étant taillés leurs zones personnelles. Dans ces conditions, il était difficile d'organiser une action unitaire, une orientation commune des directions.

Par exemple, je ne pus guère approcher le Secrétaire Général de l'Union qui paraissait me fuir. Je pus assister à quelques réunions de certains syndicats, mais, je crois, que mon passage, par ailleurs très rapide, n'a pas dû servir à grand chose ! Et c'est sur une mauvaise impression concernant le syndicalisme dakarois que je rentrai à Paris.

CHAPITRE VI

A PARIS EN 1950

Je retrouvai la maison après cette longue absence avec beaucoup de joie. Et la vie reprit son cours, à Paris.

Bientôt, à mes activités habituelles, s'en ajouta une autre : la « Section coloniale » du P.C.F. avait décidé d'éditer un journal « Le Travailleur Algérien en France » dont s'occupait plus particulièrement le jeune camarade Lachenal. Elie Mignot supervisait le groupe chargé des problèmes d'Afrique du Nord, il me demanda de participer au travail entrepris auprès des travailleurs nord africains immigrés en France dans le but de les aider. Il s'agissait aussi de diffuser le journal.

Cela m'amena à visiter des usines de produits chimiques, dans la région parisienne. Avec l'aide de responsables de cellules d'entreprises, je pénétrai dans les ateliers et je pus voir, sur place, les conditions de travail scandaleuses qui étaient imposées aux Algériens. Travaillant sans masque, et sans vêtement de protection, enveloppés de vapeurs délétères, d'odeurs de peinture insoutenables, ils devaient vivre, là, pendant des heures et des heures. Pour résister à l'intoxication, ils buvaient de temps à autre un peu de lait. Les malheureux étaient blafards : combien de temps pourraient-ils tenir ainsi ? Que devenaient-ils quand leur corps vidé ne leur permettait plus d'effectuer le moindre travail ? Et au surplus, ils devaient se grouper à 10 pour occuper une petite chambre où quelquefois les dormeurs du jour devaient attendre que ceux de nuit leur aient cédé la place !

Ces conditions inhumaines constituaient un véritable crime du patronat qui était allé chercher ces malheureux dans leur pays natal en leur faisant des promesses mensongères.

Nous réussissions à entrer en conversation avec les plus clairvoyants parmi les Algériens, avec ceux, qui parlaient un peu le Français. Notre objectif était l'établissement de contacts entre eux et les responsables des cellules d'entreprises afin d'organiser la solidarité entre travailleurs français et algériens et de prévoir des luttes contre cette exploitation honteuse. Nous avons eu quelques bonnes réussites qui, je crois, ont facilité nos relations avec les organisations nationalistes d'Algériens en France, ce qui n'était pas toujours facile. Ces relations reflétaient, en effet, les difficultés rencontrées par les communistes algériens, et, à mon avis les rapports trop étroits entre les deux partis communistes français et algérien.

On m'avait affecté la Fédération communiste de la Seine Maritime auprès de laquelle je devais agir afin qu'elle place le problème des travailleurs immigrés parmi ses principales préoccupations. Un camarade du Bureau Fédéral avait été désigné pour cette tâche et c'est lui que je rencontrais à chacun de mes voyages à Rouen ou au Havre. Il s'agissait d'un travail d'explications, d'informations et de conviction. Le premier but à atteindre était donc de convaincre les dirigeants fédéraux pour qu'eux-mêmes trouvent les formes d'organisation pouvant toucher tous les communistes du département. La solidarité à l'égard des travailleurs immigrés devait devenir l'affaire de tous les communistes et tout particulièrement de ceux vivant à leur contact dans les entreprises ou dans les quartiers. En compagnie du camarade responsable, je participai à de nombreuses réunions organisées par des cellules ayant réussi à convaincre un certain nombre d'immigrés. Ce n'était pas facile car, à juste titre, ceux-ci étaient très méfiants, et de plus se posait le problème de la langue... il m'est arrivé, trop rarement malheureusement de connaître la joie de trouver un camarade algérien ayant adhéré au P.C.F. : là, le travail était simple.

Cette campagne organisée au sein du Parti, fut de grande envergure. A mon avis, elle était très importante. Quel autre parti français, à cette époque-là, aurait pu songer à une telle initiative ? Absolument aucun...

Seul le P.C.F. se battait en 1949 ou 50, pour créer un grand mouvement de solidarité en faveur des travailleurs immigrés, pour créer un esprit de fraternité de lutte entre-eux et les salariés français, pour faire disparaître toute trace de racisme. C'est une vérité qu'il faut faire connaître, face à ceux qui ont entrepris, aujourd'hui, de gommer ou de déformer toute l'histoire passée de notre Parti.

C'est dans cette période aussi que j'appris la démarche, d'Houphouet Boigny annonçant officiellement, le 18 octobre 1950, la rupture de l'alliance du R.D.A. avec le P.C.F. et le désapparentement des élus R.D.A. de nos groupes parlementaires, alors, qu'en juin, encore il prodiguait des marques d'amitié à notre égard. Depuis, quelques jours, nous savions, que les conciliabules allaient bon train, à Paris, parmi les élus du R.D.A. D'Arboussier, en avait eu des échos bien qu'on l'ait tenu à l'écart des tractations entreprises déjà, depuis plusieurs mois, par l'intermédiaire du sénateur Raphaël Saller qui fit un court passage au sein du P.C.F. en 1946-47. Ainsi, dans l'ombre, certains dirigeants du R.D.A. négociaient avec le gouvernement de l'époque son virage vers le néocolonialisme.

L'affaire du R.D.A. a évidemment, suscité bien des remous. Le colonialisme marquait des points et pouvait se préparer à organiser la nouvelle phase qui allait s'ouvrir pour l'Afrique Noire sous domination française. La forme d'exploitation des richesses de cette contrée, ébauchée à la Conférence de Brazzaville en 1944 allait prendre corps progressivement pour déboucher finalement sur des « indépendances » sans danger pour les multinationales et le gros colonat blanc.

En ce qui nous concerne, au Parti, ce fut un choc désagréable. L'évolution des structures économiques, au cours des années 1948-49 surtout ne laissaient guère l'espoir de voir certains élus du R.D.A. résister à leurs intérêts, devenus des intérêts de classe. J'ai assisté, à Abidjan, en 1949, à une conversation, entre deux élus africains, très symptomatique. Le député Ouezzin Coulibaly s'entretenait tranquillement avec un de ses camarades de très gros achats de terres cultivables qu'il venait d'effectuer en Côte d'Ivoire. Et d'après ses dires, d'autres élus étaient impliqués dans ces achats.

Achat de terres cultivables... Je crois, que nous n'avons pas assez accordé d'importance à cet événement. J'ignore quel était le régime foncier de la Côte d'Ivoire avant 1945. Au Cameroun, en tout cas, il n'y avait pratiquement pas de propriété privée du sol sauf, sous une forme spécifique, en pays Bamiléké. Il y avait des concessions attribuées à des planteurs européens ou des Missions religieuses. Dans toutes les régions forestières, pays du cacao, du café, du palmiste, du bananier, les Africains vivaient sur des espaces tribaux collectifs dont la mise en exploitation se faisait selon les règles coutumières. Je suis persuadé qu'en Côte-d'Ivoire, avant 1945, il n'existait pas de cadastre délimitant les terres cultivées par les Africains. Il m'étonnerait que ceux qu'on appelait les planteurs africains aient disposé de terres à titre de propriétaires selon les normes du droit européen. Ce passage à la forme de propriété moderne a dû se faire très rapidement profitant d'abord, sans doute, aux chefs comme Houphouet Boigny qui a dû s'approprier des terres, qui, à l'origine, étaient collectives. D'autres ont acheté... Mais à qui ? Comment ! Il y a là une étude à faire, à mon avis.

En tout cas, devenus gros propriétaires terriens, gros vendeurs de produits à exporter, gros utilisateurs de main-d'œuvre... ces gens qui avaient vu certaines de leurs revendications satisfaites, finalement, rejoignaient leur camp, celui des exploiteurs.

En somme leur alliance avec le P.C.F. aura duré le temps qui leur a été nécessaire pour se constituer en classe sociale. Cette finalité n'est pas très surprenante. Nous l'avions évidemment envisagée, mais je crois que nous avons été surpris par la rapidité du processus et la forme qu'il a pris.

En tout cas, notre responsable Raymond Barbé a probablement payé ce retard dans l'analyse. Presque à la même époque, après une discussion au sein du Comité Central, il fut relevé de ses fonctions à la tête de la Section coloniale. Comme chacun, Barbé avait des qualités, des défauts. Quoique brusque et peu communicatif, il était un bon camarade, marqué, sans doute, par la vie du maquis qui fut la sienne pendant la Résistance. C'était un excellent économiste et quoiqu'en disent certains, il avait une bonne connaissance de l'Afrique surtout sur ce plan-là. Je crois que son plus grand défaut était un certain dogmatisme. Il faisait référence, en toutes occasions, aux textes théoriques des auteurs marxistes qu'il connaissait quasiment par cœur. Nous étions sidérés de l'entendre dire : « Page tant, alinéa tant... Lénine a écrit »... etc. Aujourd'hui, évidemment

cela paraît désuet et c'était sans doute dangereux car, ces textes visaient des situations tellement différentes et survenues à une toute autre époque, dans des Pays, n'ayant aucun rapport commun avec l'Afrique. Je crois qu'on peut reprocher aussi à Barbé une trop grande présence auprès des élus africains et notamment dans les coulisses du Congrès de Bamako.

Le Comité Central a peut-être eu raison. Mais je ne peux m'empêcher de regretter un camarade si dévoué, ne vivant que pour le Parti. Cette décision a sonné le glas de sa vie militante. Il vit aujourd'hui, retiré de la vie politique, mais sans causer le moindre préjudice à notre Parti.

CHAPITRE VII

A LA MARTINIQUE ET A LA GUADELOUPE

L'année 1951 allait être très chargée et mouvementée pour notre famille. Les événements ayant marqué le R.D.A. avaient modifié l'atmosphère régnant chez nos amis d'Arboussier. Le pessimisme dominait maintenant dans leur maison, alors que, quelque mois auparavant une animation joyeuse et bruyante y était entretenue par de nombreux Africains de passage et par Tania d'Arboussier. Lili, en particulier, déjà déçue, en apprenant que 1951 ne verrait pas la fin de notre séjour parisien (et cela de la bouche de Gabriel d'Arboussier) fut fortement touchée par le découragement communicatif qui avait gagné nos amis. Il y eut pire : ce fut le départ du Perreux de nos amis Benoît qui, enfin, avaient obtenu un appartement dans un H.L.M. de Châtenay Malabry, à l'autre bout du département de la Seine. Son état de santé s'aggrava et notre situation n'était pas brillante. Je faisais de gros efforts pour essayer de rester à la maison, tout au moins les dimanches, sans trop y réussir.

Certain jour, navré de voir souffrir mon épouse, j'en fis part à Raymond Barbé qui était demeuré Président de notre groupe à l'Assemblée de l'Union française et lui déclarai que je ne pouvais plus continuer ainsi. Il me répondit qu'il s'agirait alors d'une démission et que c'était inacceptable. Nous avions, à cette époque, une très haute idée des engagements pris envers le Parti. Les tenir envers et contre tout était la loi d'honneur des communistes. Il ne me resta plus qu'à m'ingénier, avec un succès relatif, à faire patienter ma petite famille pour les mois qui restaient encore à accomplir.

Dans les débuts de l'année, la Section coloniale du Parti, me demanda d'effectuer un voyage à la Martinique et à la Guadeloupe. Il existait, en ce temps-là, une Fédération du P.C.F. dans chacune des deux îles. Elles possédaient leurs caractères particuliers correspondant à leurs spécificités, mais, statutairement, elles constituaient des instances de notre Parti.

En Martinique, se posait un problème grave au sein de la Fédération, j'étais chargé de l'étudier sur place et d'essayer, si possible d'aider les camarades à y trouver une solution. Deux tendances se déchiraient et l'on risquait une scission.

Pour arriver jusqu'à Fort de France, il me fallut utiliser un avion Américain de la T.W.A. qui me débarqua à New York après une escale à Shannon, en Irlande, et une autre à Terre-neuve. A New York, on me fit changer d'aéroport pour prendre un avion qui desservait toutes les Antilles. Il était chargé et même surchargé de passagers porto ricains rentrant chez eux... avec leurs animaux familiers y compris des volailles... spectacle inhabituel dans un voyage aérien. Ces gens paraissaient très pauvres et ils avaient l'aspect typique des travailleurs immigrés de toutes les origines.

On me laissa deux jours entiers à San Juan de Porto Rico pour y attendre la correspondance vers la Martinique. J'étais logé dans un hôtel luxueux. Il me fut donc possible de jeter un coup d'œil sur cette ville. J'y trouvai un contraste encore beaucoup plus frappant que dans les agglomérations coloniales que j'avais connues en Afrique, en Algérie, entre la cité des seigneurs et celle des pauvres gens. D'un côté une débauche d'installations ultra modernes utilisant toutes les possibilités du climat tropical particulier aux îles : les palaces succédant aux palaces, des plages magnifiques et superbement aménagées et entretenues. De l'autre les masures, les ruelles sales, malodorantes, les détritus partout, des Porto Ricains dépenaillés, misérables, traînant, inoccupés, formant des petits groupes de causeurs ou de joueurs assis à même le sol. Ce spectacle ajouté aux piaillements des enfants maladifs est celui que j'ai rencontré dans tous les quartiers où sont parquées les populations colonisées.

Quand j'écris ces lignes, je ne puis m'empêcher de penser que telle était La Havane à la même époque ! Un lieu de loisirs (et de débauche) pour riches Américains sur un fond de misère pour les pauvres Cubains. Aujourd'hui, il n'y a plus de luxueux lupanars à La Havane ; par contre ils subsistent dans l'île voisine, à côté d'une population porto-ricaine toujours aussi pauvre et bafouée alors que celle de Cuba s'est libérée devenant maîtresse de sa destinée.

Finalement, je débarquai à l'aéroport de Fort-de-France, où j'eus la surprise (pour moi pas tellement agréable !) de me voir accueilli par le Maire de la ville accompagné de la fanfare municipale ! Après la petite démonstration musicale, il m'emmena dans sa voiture jusqu'à sa demeure et me présenta son épouse ; puis je fus invité à prendre, chez eux, mon premier repas martiniquais. Le maire de Fort-de-France, était communiste, il profita de ce premier contact pour m'exposer son point de vue sur la situation du Parti à la Martinique.

Un responsable fédéral vint me prendre en charge. Il m'installa chez un vieux docteur qui disposait d'une chambre située sous la toiture, à l'étage. C'était un brave homme que je vis assez peu car je ne venais chez lui, le soir, que pour me coucher et je partais de bonne heure, le matin. Pour mes ablutions, je disposai d'une sorte de bassin en ciment situé dans la cour de la maison. Je remarquai immédiatement la couleur suspecte de l'eau et l'odeur écœurante qui s'en dégageait. Ce fut l'aspect le plus désagréable de mon séjour à Fort-de-France. Me laver, me raser

constituaient pour moi des corvées peu ragoûtantes. Je n'osai en parler à mon hôte. Mais lui-même, un certain jour, me fit connaître qu'il n'utilisait jamais l'eau pour sa toilette. Il se lavait entièrement à l'alcool ! Et j'eus ainsi l'explication de l'insupportable odeur de rhum qui flottait, en permanence, dans l'escalier menant à ma chambre.

Les camarades que j'interrogeai sur le problème de l'eau, m'expliquèrent que les vieilles canalisations de plomb circulaient à fleur de terre et quelquefois même dans les rigoles bordant les rues. Le plomb était devenu poreux. On m'affirma que les analyses avaient décelé un gramme d'excrément humain par litre d'eau fournie aux habitants. Ce devait être très exagéré... Mais peut-être avais-je là l'explication concernant la couleur de l'eau du bassin du docteur ! On me donna la même information, trois semaines plus tard, à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, où la situation était exactement semblable.

La Martinique constitua pour moi un considérable dépaysement : je n'y retrouvais pas les situations que j'avais connues en Algérie et en Afrique Noire. Il y avait tout de même un point commun fondamental : la scandaleuse misère que connaissait la grande masse de la population. J'appris rapidement que l'on pouvait distinguer plusieurs classes sociales dans la société martiniquaise, entre lesquelles existaient des différences de niveau absolument inadmissibles. Les priviligiés occupaient les hautes fonctions administratives, le grand commerce, et surtout, une petite minorité d'entre-eux possédaient pratiquement toutes les terres cultivables de l'île. C'étaient les « békés », descendants blancs des colonisateurs des siècles passés. Une couche intermédiaire de petits fonctionnaires, employés, ouvriers qualifiés, etc. jouissaient d'un niveau de vie précaire et à observer leur habitat, comme j'en eus l'occasion, on pouvait apprécier leurs conditions de vie comme misérables relativement à celle que connaissaient leurs semblables en France. C'est que les prix en Martinique étaient très élevés. Il faut considérer que la farine destinée à la fabrication du pain venait de France, la viande était importée des Etats-Unis via Porto Rico. L'île ne produisait pratiquement rien pour l'alimentation des habitants et pour leurs besoins essentiels, si l'on excepte la pêche, et le petit élevage bien insuffisant. Sur le plan agricole les gros propriétaires terriens se contentaient de la monoculture de la canne à sucre à laquelle ils ajoutaient quelques plantations de bananiers, le tout destiné à l'exportation.

La grande masse des Martiniquais ne connaissait que la misère, son niveau culturel était très bas. La plupart de ces malheureux ne trouvaient du travail que quelques mois par an. Les soins culturaux nécessités par la canne à sucre sont très réduits. La grande époque du travail est celle de la récolte et du transport des cannes vers « les usines ». Cela concernait les ouvriers agricoles qui restaient donc de nombreux mois sans ressources. Il en était de même pour les ouvriers des « usines » dont seuls quelques-uns étaient permanents. Les autres n'étaient embauchés que pour la campagne de fabrication du sucre et du rhum. « L'usine » : ce mot en Martinique

prend un sens particulier. « L'usine », c'est le fief du gros propriétaire, c'est le symbole d'une exploitation honteuse, c'est le rappel permanent de l'esclavage.

Les périodes de travail rapportaient aux ouvriers agricoles et à ceux des « usines » à peine de quoi faire vivre leurs familles pendant quelques mois. Le reste du temps, il fallait trouver des expédients : se nourrir de fruit de l'arbre à pain, composer avec la faim... et malheureusement, oublier sa misère en buvant les déchets de rhum vendus très bon marché. J'ai appris que les enfants tout jeunes en absorbaient déjà des quantités considérables. Si l'on ajoute à cette malnutrition les mauvaises conditions d'hygiène et d'habitat, on devine facilement quel pouvait être l'état général de cette population. Une enquête officielle en a apporté une preuve navrante : lorsqu'il fallut recenser les Martiniquais en âge de bénéficier de la retraite des vieux dont l'attribution venait d'être étendue aux Antilles, on s'aperçut que presque aucun intéressé ayant atteint l'âge requis par la loi n'était encore vivant !

L'île comptait environ 250 000 habitants ; c'est près de 200 000 d'entre-eux qui vivaient dans cette situation. Ils étaient les descendants des esclaves arrachés à l'Afrique, la plupart étaient des Noirs ou des Métis. Bien entendu, ils supportaient très mal leur misère. Les révoltes avaient été nombreuses dans le passé. Et à l'époque de mon voyage encore les manifestations violentes n'étaient pas rares, surtout dans les périodes creuses, quand la faim devenait intenable. Les pauvres gens attaquaient même parfois les responsables de leurs malheurs ; de temps à autre, il y eu des « békés » tués. La répression était féroce : les gendarmes, l'armée étaient opposés à la foule, faisait des morts, des blessés, multipliant les arrestations, semant la terreur.

Grâce à l'appui de la classe ouvrière française, un mouvement syndical était né. Il avait pour mission de transformer les actions spontanées de « désespérados » en luttes organisées, disciplinées. L'Union des Syndicats de la Martinique possédait une direction qui avait rapidement fait ses preuves. Elle avait été amenée à impulser de grandes grèves d'ouvriers agricoles et de ceux des usines. Tout de suite après la guerre, des victoires avaient été remportées et les salariés avaient obtenus certaines garanties. Le prestige des dirigeants syndicaux devint alors très grand. Les masses commençaient à prendre confiance en elle mêmes. Notre camarade Lamon, secrétaire général de l'Union avait été élu maire de sa commune où existait une très importante usine.

Il s'était créé aussi une importante organisation communiste structurée dans la fédération adhérente au P.C.F. Son influence était très grande. De nombreuses communes s'étaient données des maires communistes.

Or, au moment, de mon passage, une crise se développait au sein de la fédération. C'est le camarade Guitteau, un postier, secrétaire général fédéral, qui me permit d'en pénétrer les causes. Ce militant me plut

beaucoup, il était modeste, intelligent, et très direct. Il menait la lutte sur deux fronts.

Il fallait tout d'abord parvenir à inciter certains élus du Parti à mieux respecter les règles fondamentales qui auraient dû être leur préoccupation constante dans l'exercice de leur mandat. La première nécessité, pour eux, était de maintenir un contact permanent avec le Parti, de vivre la vie du Parti en militant dans les instances statutaires dont ils faisaient partie. On leur demandait aussi, pour les élus municipaux, principalement, de veiller à promouvoir une gestion vraiment démocratique des communes, de tenir la population bien informée, d'éviter le favoritisme, bref de pratiquer une politique qui soit à l'inverse de celle dont les Martiniquais avaient toujours souffert.

Et, il y avait ensuite un problème sans doute encore plus grave car il touchait aux fondements même de la raison d'être communiste en Martinique. Il se posait dans l'esprit de certains dirigeants syndicaux, membres du Parti. Ils étaient entraînés par le secrétaire général de l'Union des syndicats, Lamon, qui était aussi, maire du Lamentin, commune assez importante. Il avait conduit des mouvements revendicatifs victorieux et il était très populaire parmi les ouvriers.

Or, depuis quelque temps, le patronat colonial s'était durci. Il avait le soutien du gouvernement français. Nous étions en pleine guerre froide et les Américains faisaient pression sur lui car ils entendaient mettre l'espace des Caraïbes à l'abri de « la contagion communistes » (!)... Ils souhaitaient donc la liquidation des organisations syndicales existantes et bien sûr des fédérations communistes de Martinique et de Guadeloupe. On parlait à ce moment-là de l'installation de bases américaines dans les îles.

Les ouvriers martiniquais étaient conscients du danger. Je me souviens d'un moyen psychologique assez naïf qu'ils avaient imaginé. Une publicité massive, à l'américaine, tentait d'introduire dans le Pays l'usage de la « Coca Cola ». Or, systématiquement, les panneaux publicitaires étaient soit détruits, soit surchargés d'inscriptions du genre : « Attention poison », ou encore « Go home ». La propagande anti-Coca Cola se faisait aussi, très activement de bouche à oreille. Et nos camarades m'affirmèrent qu'après plusieurs mois, les vendeurs de cette boisson devaient constater leur échec. En ce mois de janvier 1950, les Martiniquais, n'étaient pas devenus buveurs de Coca Cola !

Ce durcissement patronal fut marqué tout de suite par le ton qu'il employa vis-à-vis des dirigeants syndicaux. C'était le refus brutal de toute concertation. Le seul argument était la menace. Probablement encouragés par les services américains, les « békés » brandissaient un argument nouveau. Ils allaient mécaniser à outrance leurs exploitations et leurs usines : puisque les ouvriers devenaient « revendicateurs », on allait se passer d'eux ! Les maîtres n'emploiraient plus que quelques spécialistes conducteurs de machines.

Je crois, que c'était, toute proportion gardée, un peu ce que nous connaissons, dans les années 1980, pour l'industrie française.

Et déjà, quelques propriétaires commençaient à passer aux actes.

Lamon, et ses camarades, désorientés, n'entrevoyant pas d'issues, se décourageaient. Ils étaient prêts à céder à la pression patronale et à accepter des compromis qui auraient coûté cher aux travailleurs et cela pour de longues années. Lamon était membre du bureau fédéral du Parti. Il participait à tous ses travaux. Or, les dirigeants les plus conscients de la fédération, Guitteau, en particulier, mesuraient le danger. Il y eut des discussions violentes sans résultats : chacun restait sur ses positions. Lamon risquait d'entraîner avec lui un nombre important de camarades, surtout ceux qui militaient dans les syndicats.

A Paris, la direction du Parti était au courant, bien entendu, de cette situation. Plusieurs camarades avaient déjà été délégués sur cette place pour tenter d'apporter une aide à la direction fédérale. Rien ne pouvait être réglé depuis Paris. Et nos séjours, en Martinique, bien que très profitables à nos camarades, n'étaient pas, non plus, des remèdes miracles.

Que pouvais-je faire de plus ?

Je décidai, bien sûr, après avoir bien étudié la question avec Guitteau, d'avoir une entrevue avec Lamon. Je jugeai qu'il valait mieux demander à être reçu chez lui, aller chez lui, plutôt que de le convoquer à Fort-de-France. Il fut sensible à ma demande et me reçut avec effusion dans sa mairie.

Face à Lamon, je me présentai comme un ancien responsable syndical et nous ouvrîmes la discussion, d'abord, sur des bases uniquement syndicales. Il m'exposa donc la situation qui était réellement sérieuse... et malheureusement, en cette année 1951, je ne pouvais guère lui promettre une aide concrète efficace de la C.G.T., en France. Nous en avions évidemment discuté avec Tollet avant mon départ ; hormis des interventions auprès des pouvoirs publics hostiles et une petite aide financière à l'Union des syndicats rien d'autre n'était possible.

Je ne pus donc qu'essayer de faire appel à des arguments idéologiques concernant les luttes de la classe ouvrière. Il me revint alors en mémoire les fameuses lignes de Karl Marx : « Une classe ouvrière qui cesse de résister aux empiètements permanents du capital, une classe ouvrière qui capitule est vouée à l'esclavage. »

Je l'utilisai avec Lamon, m'attachant à la développer, à essayer de l'adapter à la situation des travailleurs martiniquais. Lorsqu'ils n'étaient pas organisés, ils réagissaient en esclaves, leurs révoltes, ne pouvaient donner aucun résultat positif. Aujourd'hui, c'était différent. Ils pouvaient définir une stratégie, l'adapter aux circonstances et poursuivre une lutte correspondant à ces circonstances et aux nouvelles conditions technologiques et économiques. Il n'était pas question d'accepter que la modernisation se fasse sur le dos des ouvriers. Il convenait donc, à mon avis, d'étudier attentivement la question, de chercher des solutions favorables aux salariés et ensuite d'organiser tout le travail syndical autour des actions à mener pour les faire aboutir. Et là, intervenait l'aspect politique de la

question : tous les Martiniquais devraient être impliqués dans cette campagne car tous y étaient intéressés, sauf la petite minorité de profiteurs.

Et cela m'amena à lui parler du rôle du Parti, de la nécessité de son unité, de sa mobilisation. À tout prix, il ne fallait rien faire qui puisse décourager les ouvriers mais au contraire leur ouvrir des perspectives et les maintenir dans la conscience de leur force.

Je ne puis savoir quel a été l'impact exact de mon entrevue avec Lamon. Il ne manifesta aucune marque d'approbation ou de désapprobation. Mais, je le sentais touché, ému, et il me prodigua d'évidentes marques de sympathie au moment de notre séparation.

Cette allusion à Marx et cette argumentation devait devenir mon leitmotif dans toutes les discussions que j'eus avec de nombreux camarades. Elle fut la base de mon intervention lors de la conférence fédérale du parti qui se tint à la mairie de Fort-de-France : les délégués venus de toute l'île remplissait la salle. A la sortie, le camarade Guitteau tint à me remercier. Il m'affirma que la majorité des délégués avait très bien réagi (ce que j'avais constaté d'après les applaudissements) et il espérait des résultats positifs pour le mouvement.

Je parcourus toute l'île, répétant, développant, adaptant mon argumentation. Je fus reçus dans de nombreuses mairies : le Marin, Morne-Rouge, Basse-Pointe, etc.. Le maire de Basse-Pointe, Crétinoire, était un homme court et trapu, très noir, ami de Lamon. De fort tempérament, la discussion avec lui devenait assez vite violente. Mais il fut facile à convaincre et bientôt la conversation s'élargit à des anecdotes concernant le passé de l'île. Il m'expliqua comment les pauvres habitants de son village ne pouvaient trouver aucune terre pour cultiver au moins quelques légumes, qu'ils ne pouvaient pas posséder du petit bétail car il n'y avait aucun endroit où ils puissent paître. Les terres des « békés » étaient des chasses gardées et effectivement, des gardes brutaux les parcouraient en permanence. Il me conta des histoires de révoltes au cours desquelles, des pauvres absolument fous de colère, obsédés par la faim s'étaient jetés sur un « Béké » ou sur un garde et l'avaient massacré à coups de serpes. Pour lui, donc, se posait actuellement le problème de la terre et il pensait que seule une nouvelle répartition équitable permettrait de nourrir vraiment la population.

Mais le séjour arriva à sa fin. J'allai quitter ma chambre torride sous les tôles surchauffées, les repas martiniquais pris dans un restaurant en compagnie de nombreux amis qui, trop souvent m'obligeaient à absorber le fameux punch, boisson nationale, et tous les sympathiques camarades à qui je souhaitais une solution favorable à leurs problèmes.

Après un court trajet aérien, je débarquai à l'aéroport de Pointe-à-Pitre. J'y étais attendu par Ludger secrétaire de l'Union des syndicats de la Guadeloupe. On me logea dans une chambre située au-dessus de la librairie du Parti, au centre de la ville.

Davantage peut-être qu'à Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, me donna une impression d'agglomération vieillote, appartenant au passé. Au centre

même, on ne voyait que de petits immeubles d'un ou deux étages, mal entretenus. Dès qu'on s'en éloignait un peu, on ne trouvait plus que des constructions de bois, vétustes, bien trop petites pour abriter les familles nombreuses qui s'y pressaient. Les toits étaient en tôle ondulée. Les conditions d'hygiène étaient très mauvaises : eau sale coulant dans les rigoles des rues, nettoyage public rudimentaire.

Pour mes repas, je fus accueilli par un couple de camarades, le mari infirmier et l'épouse institutrice. Cela me permit de jauger le niveau d'un ménage de moyens fonctionnaires. L'habitation était en bois. Ce qui me frappa immédiatement ce fut un phénomène absolument inattendu. Le plancher de la salle à manger était fait de lattes disjointes. Les interstices laissaient apercevoir les dessous de la construction. Or, quelle fut ma surprise de constater qu'une véritable rivière souterraine coulait sous la maison. Des immondices passaient ainsi, défilant très lentement au rythme du courant.

Mes amis m'expliquèrent que le mouvement des eaux était commandé par la marée. Cette partie de Pointe-à-Pitre était bâtie sur un terrain marécageux. Le plancher de la maison de mes hôtes, à certaines heures du jour, se trouvait à quelques centimètres seulement au-dessus d'une eau polluée sur laquelle flottaient des débris de toutes sortes ! Voici dans quelles conditions d'hygiène vivaient un couple de fonctionnaires et ses enfants.

Sur le plan social, la situation de la Guadeloupe n'était pas meilleure que celle de la Martinique. La misère de la grande masse des Guadeloupéens était aussi grande que celle des Martiniquais. La seule différence entre les deux îles résidait dans le caractère particulier à chacune d'elles concernant les propriétaires terriens. En Martinique, la terre appartenant aux « békés » martiniquais tandis qu'en Guadeloupe, ce sont des sociétés françaises qui possédaient les plantations, et les usines, du moins pour l'essentiel. Ceci, a peut-être eu comme conséquence une conception spécifiquement guadeloupéenne du travail syndical. Mais, quant au fond, les objectifs étaient les mêmes : transformer les émeutes spontanées en mouvement revendicatif organisé, structuré.

L'Union des syndicats fonctionnait dans de bonnes conditions. Ludger était un bon dirigeant, populaire, courageux, intelligent. Ici aussi, on rencontrait les mêmes difficultés et le patronat entendait bien ne plus rien céder.

Le Parti Communiste n'était pas aussi puissant qu'en Martinique, mais il était bien implanté et solide, il ne connaissait pas de problèmes intérieurs majeurs.

Il avait été prévu une tournée qui m'aurait fait parcourir toute l'île et visiter les communes dirigées par des camarades.

Nous commençâmes par la capitale administrative. Pointe-à-Pitre, en effet, est la ville principale, et le port de l'île, mais tous les services publics et leurs directions sont situées à Basse-Terre.

La Guadeloupe est divisée en deux territoires très distinct séparés par un minuscule détroit appelé la Rivière-Salée. L'un, appelé, Grande-Terre est peu accidenté, assez sec ; l'autre la Basse-Terre comporte de nombreux pitons volcaniques couverts d'une végétation luxuriante. L'un deux, la Soufrière est en activité.

La ville de Basse-Terre est située dans la partie volcanique, non loin de la Soufrière. Pour se rendre de Pointe-à-Pitre à Basse-Terre, il faut franchir la Rivière Salée, longer la côte est de Basse-Terre et la contourner par le sud, la capitale se trouvant placée au sud-ouest de la région.

La route suit le littoral sans pratiquement s'en écarter et offre un paysage magnifique. On aperçoit au loin, l'île de Marie-Galante, puis ensuite, beaucoup plus rapprochées les Iles des Saintes.

La cité de Basse-Terre, à cette époque, n'était qu'une bourgade où j'ai observé très peu d'activité. Elle est placée entre une côte inhospitalière et les premières pentes des pitons volcaniques, donc entre la mer et la luxuriance de la forêt tropicale maritime.

Nous y visitâmes quelques camarades sans trop y perdre de temps, car nous savions bien que là ne résidait pas l'essentiel de nos forces. Il s'agissait uniquement de fonctionnaires des administrations centrales.

Sur le chemin du retour, par contre, nous fûmes reçus par le maire de Capesterre qui nous invita à sa table. Je retrouvai chez lui la même atmosphère que j'avais connue à la Martinique avec notre camarade Crétinoire : même bonhommie, mêmes problèmes. Puis ce fut la rentrée à Pointe-à-Pitre.

Je visitai encore deux ou trois communes. Et, l'on me demandait surtout avec instance de me rendre au Moule où se posaient de graves problèmes. La population y était surexcitée et on craignait une émeute provoquée par l'attitude provocatrice du patronat de la région. Or, depuis la veille, je souffrais d'une violente dysenterie accompagnée de fièvre. Je décidai néanmoins de faire le voyage.

Il me fallut faire des efforts considérables pour parvenir à supporter les cahots de la voiture et surtout pour tenir debout devant une grande foule rassemblée devant la mairie et à laquelle, il fallait expliquer la nécessité de demeurer disciplinée derrière les militants qui assuraient la direction du mouvement. Les adversaires provoquaient pour obtenir, comme par le passé, un bain de sang et le découragement. Dans mon état, ma prestation ne devait pas être brillante. Des camarades me succédèrent et finalement le meeting se termina assez bien. Un certain calme paraissait être instauré... Mais jusqu'à quand ?

Le retour à Pointe-à-Pitre fut terrible pour moi. Et ce fut la fin de ma mission en Guadeloupe. Je restai une semaine cloué au lit, avec ma dystenterie sanglante, terrassé par la fièvre. Le médecin me visitait deux fois par jour et les camarades étaient aux petits soins... et navrés.

Fort heureusement, je me rétablis et put prendre l'avion de retour. Cette fois-ci, l'escale de deux jours n'eut pas lieu à San Juan de Porto Rico mais à New York où je fus logé dans un grand hôtel situé au centre ville.

J'ai gardé un mauvais souvenir de New York que j'ai trouvé sale, bruyant. Ne pouvant dormir dans ma chambre d'hôtel pourtant située au 18e étage, je me suis longuement promené dans les rues principales inondées par un déluge de lumières. Cela ne m'a pas emballé et je ne souhaite absolument pas consacrer du temps à revoir cette agglomération inhumaine.

Ce séjour aux Antilles m'avait donné à réfléchir sur le devenir des îles. J'avais trouvé deux populations présentant beaucoup de similitudes mais aussi des différences. Ce qui m'avait frappé, c'était le manque de contacts, l'absence de relations entre elles. Et ceci m'a paru vrai pour l'ensemble de l'archipel. Par exemple, face à Basse-Pointe, en Martinique, on aperçoit, très nettement l'île de la Dominique, alors sous domination anglaise. J'en parlai avec Crétinoire : il n'y avait absolument aucune liaison entre Martiniquais et Dominicains. Ils s'ignoraient presque totalement. Ce repli sur leurs îles respectives me parut une des caractéristiques des Antillais. Or, la mer des Caraïbes comprend des dizaines d'îles qui sur le plan économique et ethnique connaissent des situations presques semblables. Géographiquement cet ensemble forme un tout. Il vient normalement à l'esprit que leurs perspectives d'avenir devraient s'inscrire dans une Fédération des Caraïbes. A cette époque-là, cette idée germait dans l'esprit de quelques-uns.

De nos jours, il me semble que les particularismes sont toujours très forts, ils sont liés à l'histoire de ces peuples. Sans doute les problèmes seront-ils résolus par étapes successives, mais il n'est pas normal que leur vie politique, sociale, économique et culturelle dépende d'événements survenus à des milliers de kilomètres au-delà de l'océan, à Paris, pour ce qui concerne la Martinique et la Guadeloupe. Il y a aussi un danger dans cette région, c'est celle d'une main mise totale venant des Etats-Unis qui ferait de chacune des îles un Porto Rico ou même pire une Haïti...

Grâce aux moyens modernes de communication, j'espère qu'aujourd'hui les contacts sont meilleurs, qu'existent des échanges d'expériences et que se développera la notion de défense des intérêts communs à tous les insulaires par une plus grande solidarité inter-îles pour finalement arriver, peut-être, à la naissance d'une grande communauté des Caraïbes.

CHAPITRE VIII

LA VIE CONTINUE A PARIS (1951)

Dès mon retour au Perreux, mon existence reprit son cours habituel. Cette année 1951 allait être marquée par une accentuation de la campagne anticommuniste. Nous étions la cible de tout le personnel politique, depuis les socialistes jusqu'à l'extrême droite sans oublier aussi les gauchistes.

A la section coloniale, nous avions un nouveau responsable Léon Feix qui avait vécu plusieurs années en Algérie où il avait été déporté en 1939. Il était très différent de Barbé. Je l'ai rarement vu faire référence à des textes théoriques. C'était un homme de terrain, de contacts humains et non de recherches livresques. Il aimait bien aussi laisser se décanter les situations, ne pas se presser pour donner une appréciation. Avec lui, les camarades se sentaient beaucoup plus à l'aise : l'atmosphère changea rue St-Georges. Le siège, en effet, ne se trouvant plus à la rue Maubeuge, il avait été transféré dans un nouvel immeuble qui venait d'être aménagé par le Parti. Le grand vestibule d'entrée de ce nouveau local avait été décoré : une grande fresque recouvrant tout un mur récemment réalisée par un artiste de renommée mondiale. La section coloniale y disposait de bureaux plus modernes et plus commodes.

Paul Vergès en assurait toujours le secrétariat aidé par la camarade dactylo qui allait bientôt devenir son épouse. Je n'ai plus revu Paul depuis mon départ de Paris. Ce n'est que pendant la guerre d'Algérie que j'ai appris qu'il avait rejoint son Pays, l'île de la Réunion où ses camarades lui confièrent le poste de secrétaire général du Parti Communiste Réunionnais. Il est maire de St-Denis le Port et je souhaite que des élections enfin honnêtes lui permettent d'occuper le siège de député.

Je continuai donc mes va-et-vient le Perreux-Paris ou Versailles, mes réunions du Perreux, mes voyages au Havre ou Rouen.

André Tollet m'avait demandé de faire des conférences sur les peuples coloniaux aux élèves stagiaires de l'Ecole des cadres de la C.G.T. à Gif-sur-Yvette, dans la vallée de Chevreuse. La centrale syndicale possédait là une sorte de petit château qu'elle avait aménagé. Je m'y rendais donc de temps à autre.

Au cours de l'une de mes conférences, je constatai parmi les stagiaires la présence d'un Algérien. Cela ne pouvait que m'aider et je le mis à contribution.

Or, le stage étant terminé, chaque élève rentrait chez lui. Je fis donc le voyage avec le délégué algérien. Je savais qu'il s'agissait d'un responsable national de l'organisation des Algériens en France qui souhaitait se pencher sur les problèmes ouvriers. La C.G.T. avait donné son accord pour l'aider.

Nous parlâmes donc de l'Algérie pendant tout le trajet qui séparait Gif-sur-Yvette de la station de métro Denfert Rochereau. Cette conversation fut pour moi la confirmation de l'impression que j'ai évoquée lorsque j'ai raconté notre passage en Algérie en 1947. Ce militant d'un haut niveau, c'était clair, ne vivait que dans la perspective d'un mouvement décisif dans son Pays. Il s'y préparait. Il avait perdu toute confiance dans les moyens pacifiques d'action : élections, revendications syndicales, concertation : il n'y croyait plus du tout. Quoique reconnaissant les actes de solidarité venant de la C.G.T. et des communistes il était convaincu que la classe ouvrière française n'était pas susceptible d'apporter une aide décisive à la lutte du peuple algérien. D'après lui, les communistes en particulier n'en avait pas le pouvoir et il les soupçonnait même de n'en avoir pas l'intention. Il se méfiait en particulier des dirigeants syndicaux de l'U.G.S.A. [1] qu'il qualifiait de « colonialistes » et il n'aimait guère non plus le Parti Communiste Algérien. Il ne manqua pas de me rappeler les massacres de 1945 et de nouveau, j'entendis un Algérien nous reprocher notre présence au Gouvernement à ce moment-là.

A l'écouter, on devinait bien l'esprit qui animaient les nationalistes algériens de Paris : c'était la guerre à outrance qui allait commencer, une guerre sans merci, une guerre qu'ils entendaient mener sans les communistes, qu'ils tolèreraient peut-être, à la condition qu'ils soient écartés de toutes les décisions. Et cela avait pour moi un goût bien amer au souvenir de tous ces camarades admirables qui, dans les années 1920, 1930, s'étaient trouvés à la pointe du combat anticolonialiste et presque seuls ! et pourtant cette position du dirigeant nationaliste n'aurait pas dû me choquer car depuis des années déjà, comme je l'ai expliqué, il n'était probablement plus possible d'espérer une Algérie telle que nous la souhaitions, nous, les communistes.

Je tentai bien de défendre notre point de vue, celui, du Parti Communiste Algérien, mais mon interlocuteur était totalement imperméable à mes arguments. Il était inutile d'insister.

Je ne pouvais, à ce moment-là, m'empêcher de songer à ce qui nous attendait lors de notre réinstallation en Algérie. J'avoue honnêtement que j'aurais voulu pouvoir être capable de convaincre mon épouse de rester en France, mais psychologiquement, je n'en trouvai jamais la possibilité.

1. U.G.S.A. Union Générale des Syndicats d'Algérie, alors encore reliée à la C.G.T. française.

En octobre 1951, après bien des hésitations, Lili et moi, nous décidâmes d'abandonner notre pavillon du Perreux. Nous envisagions déjà notre rentrée en Algérie. Et pour les mois restants, nous acceptions de faire le sacrifice de vivre dans un petit appartement. Cela nous permettait de récupérer le pas de porte investi dans le pavillon et donc de récupérer une somme dont nous avions absolument besoin.

Une occasion se présenta. Un commerçant de Neuilly-sur-Seine nous offrait l'échange de son appartement contre notre logement du Perreux et une somme importante. Notre propriétaire ayant été d'accord, l'affaire fut conclue.

Notre nouveau logis minuscule se trouvait au premier étage d'une vieille maison située dans une petite rue de Neuilly.

La famille n'a pas gardé un bon souvenir de ce séjour de huit mois dans cette maison envahie par les puces installées entre les lattes du parquet et par les rats, qui la nuit, couraient dans les escaliers.

Vers le mois de février, l'état de santé de Lili, nous causa une grande inquiétude. Sa température était montée à 40°, j'allai trouver l'un des docteurs adhérents de notre cellule, c'était un dimanche et j'eus la chance de trouver les Kestenberg chez eux. Il s'agissait d'un couple de médecins tous deux membres du parti. Madame Kestenberg vint aussitôt à la maison, pronostiqua une importante infection et décida une hospitalisation d'urgence. Avec beaucoup de gentillesse, elle s'occupa de toutes les formalités et emmena Lili, dans sa propre voiture, à l'hôpital Rotschild. Elle recommanda la malade à ses collègues et me promit qu'elle serait parfaitement soignée. Elle ne me cacha pas que c'était grave et me rassura en m'affirmant que fort heureusement, l'intervention médicale pouvait se faire dans de bonnes conditions, mais, il était temps...

Je fus obligé de laisser Lili, seule à l'hôpital, car, je devais m'occuper des enfants, à Neuilly.

A cette époque, il n'était pas question que je puisse abandonner mes tâches politiques. Il fallait donc que je m'organise.

J'essayai de m'arranger, le soir, pour rentrer de plus bonne heure... et Colette, notre aînée, alors âgée de 13 ans et demie dut faire son apprentissage de mère de famille. Ce n'était pas gai pour les enfants. Ce l'était encore bien moins pour la maman qui souffrait à l'hôpital et se faisait beaucoup de soucis pour sa maisonnée.

Benoît Frachon, secrétaire de la C.G.T. m'avait demandé de me rendre à Madagascar où le mouvement syndical avait été anéanti après les massacres de 1946... Ce voyage avait été retardé pendant plusieurs mois par mon état de santé. Mais, celui-ci s'étant normalisé, le départ devait être envisagé au plus tôt. J'avais obtenu de la commission des affaires sociales que me soit confiée une mission d'information à Madagascar.

Je devais enquêter sur la condition des travailleurs malgaches et le respect de la législation du travail. Cette attribution de mission datait déjà de plusieurs mois et le moment approchait où je serai forclos. Les camarades tenaient beaucoup à ce voyage. La maladie de Lili venait encore

apporter du retard. On me demanda donc de partir dès que son état le permettrait. Et c'est ce que je fis.

J'entrepris le voyage pour Madagascar le cœur bien gros. Mon épouse était encore à l'hôpital pour quelques jours et mes enfants allaient rester seuls à Neuilly. Ce départ fut l'instant le plus pénible de tout mon séjour à Paris. Avant de prendre l'avion je rendis visite aux Kestenberg pour leur expliquer la situation et les prier de bien vouloir s'occuper un peu de ma famille.

CHAPITRE IX

A MADAGASCAR

Je débarquai sur l'aéroport de Tananarive avec ma valise et un lourd colis qui m'avait été confié par la C.G.T. : il contenait un lot important de cartes syndicales d'adhérents. Il me fallut parlementer longuement avec les services de police et ceux des douanes : ils ne voulaient pas me laisser entrer à Madagascar avec les cartes syndicales et exprimaient l'intention de les confisquer. Je ne lâchai pas le paquet... Finalement, ils cédèrent et je pus m'embarquer dans le minicar qui amenaient les voyageurs à Tananarive.

Après un long trajet, au moins trente kilomètres, le véhicule pénétra dans la ville, puis nous déposa devant le siège d'Air France. Ne sachant que faire, j'entrai dans l'unique pièce servant à la fois de bureau de vente des billets et de salle d'attente. J'avoue que j'étais très inquiet. Mon arrivée avait été annoncée notamment par un jeune étudiant malgache vivant à Paris et qui gardait le contact avec des progressistes de son pays. Avant, mon départ, il m'avait assuré que quelqu'un viendrait me contacter au bureau d'Air France.

Or, la salle était vide, tous les voyageurs étant partis, et je restais seul avec ma valise et mon paquet. Dans ces moments, on ne sait qu'imaginer. A cette époque, l'île vivait sous un régime policier très sévère. Il n'existait plus de syndicats, ni de partis politiques anticolonialistes. A la suite des événements de 1946, une situation d'exception avait été décrétée. En 1952, elle subsistait encore sous beaucoup d'aspects.

La plupart des progressistes et des syndicalistes peuplaient les prisons et le bagne de Nossi-Bé, petite île située au nord-est de Madagascar. La seule organisation existante était un « Comité de défense des victimes de la répression » dirigé par une jeune étudiante. Dans ces conditions, il pouvait très bien arriver que la police ait intercepté la personne chargée de ma réception sous un prétexte quelconque.

J'attendis ainsi un bon quart d'heure et ne voyais plus comme solution que la recherche d'une chambre d'hôtel en attendant de trouver un moyen de contact.

C'est juste au moment où j'allais sortir qu'un jeune employé européen d'Air France entra dans la pièce et s'approchant de moi, prononça mon

nom. Il m'expliqua qu'il était radio qu'il avait été mis au courant de mon arrivée et venait d'ailleurs de le vérifier sur la liste des passagers. Il était communiste et était en contact avec les progressistes malgaches. Ceux-ci l'avaient chargé de me prévenir d'avoir à attendre, au local d'Air France, la personne qui avait été désignée pour me recevoir. Inutile de dire combien j'étais soulagé. Nous bavardâmes pendant environ dix minutes.

Le jeune radio m'avait dit que notre ami malgache se présenterait devant la vitrine d'Air France et qu'il me le désignerait ; quant à lui, il se retirerait discrètement, n'ayant pas intérêt à trop se faire remarquer.

Ce fut une toute jeune fille malgache, qui vint se placer sur le trottoir, à l'endroit indiqué. C'était bien elle qui devait me prendre en charge. Je vins la rejoindre, me présentai. En quelques mots elle m'indiqua ce qui avait été prévu. Elle allait me conduire, à quelques mètres de là, vers un taxi appartenant à un ami. Celui-ci avait comme instruction de m'emmener dans un petit village des environs, mais en faisant des quantités de détours pour essayer de dépister d'éventuels suiveurs. C'est ce qui fut immédiatement réalisé.

La jeune malgache me promit de venir me rendre visite le lendemain, puis disparut dans une rue voisine. La voiture s'élança donc à vive allure vers la sortie de la ville puis longea toute une série de rizières, traversant plusieurs villages. Finalement, le chauffeur qui m'affirma avoir réussi à semer les policiers chargés de nous suivre s'arrêta dans une petite agglomération et me déposa devant une vieille maison, assez coquette. J'y fus reçu par une dame malgache d'un certain âge, maigre, l'air maladif qui m'attendait et m'installa dans une chambre qu'elle avait préparée.

Les premières informations qui me furent communiquées concernaient les vexations policières que subissaient les Malgaches. Ils étaient soumis à une étroite surveillance et une atmosphère de délation rendait les relations difficiles. D'après l'amie qui me recevait, on avait adopté pour moi la seule méthode qui pouvait rendre un séjour quelque peu efficace. Elle consistait à me loger dans un lieu discret, en prenant toutes les mesures possibles pour que la police en ignore l'emplacement. Ce n'est qu'à cette condition, me dit-elle, que les Malgaches progressistes ou syndicalistes pourraient accepter de venir me voir.

Mon hôtesse ne m'était pas inconnue. Mon camarade Lombardo, conseiller de l'Union française, qui était né et avait toujurs vécu à Madagascar, m'en avait parlé avant mon départ. C'était une femme courageuse et déterminée : malheureusement rongée par une phtisie qu'elle ne soignait d'ailleurs pas, son état de santé ne lui permettait plus de mener une grande activité. Chez elle se rencontraient des Malgaches anticolonialistes se trouvant encore en liberté. Ils y venaient avec mille précautions, toujours avec la crainte d'avoir été suivis.

Le premier visiteur qui se présente fut la présidente du Comité de Défense des emprisonnés ; elle n'était autre que la jeune fille qui m'avait reçu devant le local d'Air France. On m'avait parlé d'elle aussi à Paris. Le jeune étudiant Ravohangy m'avait recommandé de ne rien entreprendre

avant d'avoir une discussion avec elle. C'est en elle qu'il mettait toute sa confiance : il me semble me souvenir qu'ils étaient fiancés.

Là, je dois avouer mon incapacité, aujourd'hui, à me souvenir des noms des amis malgaches que j'ai eu l'occasion de rencontrer durant ce voyage. Ils ne m'étaient pas très familiers comme ceux de nos amis africains, par exemple, car, à Paris, je m'intéressais assez peu à Madagascar, en particulier. Madagascar, c'était surtout l'affaire de Pierre Boiteau et de Lombardo. Je veux rendre, à cette occasion, un hommage ému au regretté Pierre Boiteau qui alliait à des qualités humaines exceptionnelles, une valeur scientifique incontestée. Père d'une nombreuse famille, il a tout sacrifié au soutien des peuples colonisés et surtout à celui du peuple malgache au milieu duquel il a vécu. Agronome de grand talent, sa contribution, par exemple, à l'étude des méfaits de la colonisation, de la désertification de grands espaces, des problèmes de la faim, etc. a été très importante. Je suis persuadé que les Malgaches ne l'ont pas oublié.

Concernant les noms propres malgaches, il s'y ajoute aussi, pour nous Français, une difficulté de lecture et surtout de prononciation : l'alphabet français ne correspond pas du tout à la phonétique malgache. Il n'est pas facile de les retenir et, là, encore une fois, je regrette la perte de mes notes en Algérie. Que mes amis Malgaches veuillent bien me pardonner, mais je ne les ai certes pas oubliés. Et les objets qu'ils m'ont offerts à titre de souvenir, notamment une statuette en bois de rose et une épingle de cravate en or représentant le dessin de l'île, se trouvent en bonne place, à ma vue.

Le tableau de la situation que me fit ma jeune interlocutrice n'était guère réjouissant. Les mouvements (nationaux et syndicaux) avaient bien été détruits, les meilleurs militants se trouvant emprisonnés. La population était désorientée, vivait dans la crainte. Les contacts étaient très difficiles à établir.

Elle me promit la visite de plusieurs anciens militants syndicaux et surtout m'annonça la venue d'un jeune homme qui avait reconstitué un syndicat de petits paysans. D'après elle, je pourrais m'appuyer sur lui pour organiser mon séjour. Nous connaissions ce camarade et nous avions entamé une correspondance avec lui. Je n'avais pas d'autre moyen pour commencer mon travail.

Dès le lendemain, le militant se présenta, et nous étudiâmes, ensemble, un plan de campagne. Je devais accomplir tout mon séjour avec ce jeune homme à mes côtés. Nous verrons, par la suite, que ce ne fut probablement pas une bonne chose.

Je reçus donc de nombreux visiteurs appartenant à diverses branches de salariés avec lesquels fut ébauchée la reconstitution d'un certain nombre de syndicats.

Nous nous rendîmes, avec beaucoup de précautions, chez un ancien responsable cheminot qui avait accepté de réunir un certain nombre de camarades. La discussion fut confuse, le découragement paraissait dominer l'auditoire. Finalement, tout de même, le principe de la reconstitution du

syndicat fut adoptée et je laissai aux camarades un nombre important de cartes syndicales. Bien entendu je leur avais conseillé d'entrer immédiatement en rapport avec la Fédération des Cheminots (C.G.T.) à Paris pour obtenir son soutien, ses conseils.

Quelques jours après, en compagnie du jeune camarade paysan nous filions sur Majunga. Nous fîmes le trajet à l'aide d'un camion que nous avions loué. Bien sûr, le voyage fut pénible mais il me permit de connaître mieux le pays. Je ne décrirai pas les sites très variés que nous traversâmes, mais je pus constater les détériorations causées à la forêt malgache, si bien étudiées par Boiteau. J'ai retenu surtout l'image de la vallée fluviale de la Betsiboka qui, à son approche de l'Océan, rappelle beaucoup les paysages africains.

A Majunga, ma visite ne servit pas à grand chose. On me trouva une chambre dans une maison d'un quartier malgache mais il me fallut prendre mes repas au restaurant. Tout ce que j'ai retenu de cette ville, c'est la présence d'une importante communauté indoue avec les femmes en saris châtoyants, et aussi d'un quartier chinois.

On ne trouva pratiquement aucun contact et je décidai de rejoindre au plus tôt Diégo Suarez où j'étais attendu par les syndicalistes réunionnais de l'arsenal. Je pris donc l'avion, mon accompagnateur, lui, devant faire le trajet par la route. Ce voyage aérien fut marqué d'un incident spectaculaire. Alors que nous étions à mi-parcours, l'appareil se trouva soudain au centre d'une violente tornade. Nous volions au milieu des nuages noirs, l'obscurité nous entourait. Un véritable déluge s'abattait sur l'avion, les éclairs nous aveuglaient à chaque instant, c'était terrifiant.

Le pilote fit basculer l'appareil et pendant un bon moment, j'eus sous mes yeux une aile et l'un des moteurs que j'apercevais à travers le hublot. Des cataractes d'eau noyaient toute la surface de l'avion. Or, je constatai que le moteur, se mettait à crachoter, à pétarader irrégulièrement, puis l'hélice cessa de tourner.

Ce fut alors une descente rapide en cercles étroits. Nous n'y voyions toujours rien. Cela dura un temps qui, dans de telles circonstances, me parut très long. Finalement, la surface de l'océan apparut brusquement à nos regards, nous nous en rapprochions avec une rapidité effrayante. Le pilote redressa son appareil alors que nous avions l'impression d'être au ras de l'eau. Le moteur, situé de mon côté se remit en marche et le voyage se poursuivit à basse altitude. Quand le calme fut revenu, le pilote nous fit savoir que nous retournions à Majunga car il ne pouvait atteindre la prochaine escale de Nossi-Bé, l'état des moteurs ne le permettait pas. Et ce fut avec un grand soulagement que tous les passagers retrouvèrent l'aéroport de départ.

Le lendemain, je reprenais le même avion. Cette fois-ci nous parvînmes à Diégo sans encombre. J'y fus accueilli par le responsable syndical réunionnais qui m'emmena chez lui pour y être hébergé. Pour lui, c'était une aubaine, j'arrivais juste au moment, où se déclenchait une grève à l'arsenal ; il comptait donc sur mon appui.

Diégo Suarez était une base navale importante très bien située à proximité de la route maritime conduisant la sortie de la mer Rouge vers les Pays d'Extrême-Orient. On y avait installé un arsenal où venaient se faire réparer les navires de guerre français stationnés dans ces régions ou de passage.

Les travailleurs de l'arsenal étaient de deux origines. Il y avait une majorité d'ouvriers recrutés dans l'île de la Réunion voisine où régnait un chômage endémique. Les autorités maritimes préféraient ce recrutement à celui des Malgaches qui étaient peu nombreux dans les chantiers. Les Réunionnais expatriés se trouvaient dans la situation des travailleurs immigrés actuels. Vivant loin de chez eux, ils subissaient depuis des années les pressions de la direction de l'arsenal. Ils étaient sous-payés et astreints à un dur travail.

Mais il existait aussi un nombre assez important d'ouvriers français venus des arsenaux de Toulon, de Brest, etc. Ceux-ci, percevaient les mêmes salaires et connaissaient le même régime que leurs camarades, en France, assortis de ce que l'on appelait les avantages coloniaux, très substanciels. Ceci créait une différence énorme entre les deux catégories.

Les ouvriers français, pour la plupart étaient syndiqués et avaient formé une section syndicale adhérant à la C.G.T.

Or, les travailleurs réunionnais longtemps soumis, avaient pris conscience de l'injustice subie. Ils s'étaient concertés et avaient constitué leur syndicat qui avait demandé son adhésion à la C.G.T., à Paris. La Fédération des Travailleurs de l'Etat concernée ne pouvait accepter dans une même entreprise deux sections syndicales constituées sur des bases raciales. Aussi j'avais été chargé par la direction de la Fédération de tenter de résoudre ce problème sur place et essentiellement de convaincre les travailleurs européens d'avoir à rejoindre un syndicat unique.

Or, j'arrivais en plein conflit, un conflit n'intéressant que les Réunionnais. Dès que j'eus obtenu suffisamment d'informations pour pouvoir apprécier la situation, je demandai à être reçu par les dirigeants du syndicat des ouvriers français. J'espérais les convaincre d'avoir à se joindre aux grévistes dans un geste de solidarité. Et j'avais l'intention aussi d'aborder les problèmes de fond. Je pense avoir été assez prudent dans cette négociation car je connaissais bien les méfaits du racisme, à la colonie surtout. Or, je n'obtins que des invectives. D'après eux, la C.G.T. n'y connaissait rien il fallait vivre sur place pour comprendre, les Réunionnais étaient tous des « fainéants » et des « bons à rien », ils étaient bien assez payés pour la valeur du travail qu'ils exécutaient, les mettre à leur niveau était une insulte pour eux...

Je ne pus rien en tirer. C'était un échec. Je me permis tout de même de leur dire que je connaissais ce type de problème aussi bien qu'eux car j'avais été le secrétaire général d'une Union syndicale africaine, et que jamais la C.G.T. n'accepterait un syndicalisme raciste.

Le soir même, un grand meeting était prévu sur la place du quartier réunionnais. On tenta de l'empêcher en coupant le courant électrique.

Mais, la place s'était remplie quand même mêlant les travailleurs et leurs familles. L'atmosphère était surchauffée, on sentait ces gens à bout de nerfs. Le secrétaire réunionnais du syndicat prit d'abord la parole pour définir les revendications consignées sur un texte et pour exhorter les assistants à la fermeté dans la lutte mais au calme, à la discipline. Il leur demanda de bien suivre les directives données par le syndicat.

Je lui succédai pour affirmer la solidarité de la C.G.T. française dont l'un des principes fondamentaux s'exprimait par la formule « A travail égal salaire égal ». Leur lutte était juste. Il fallait tenir dans l'ordre et le calme. Je terminai en annonçant que j'accompagnerai la délégation qui devait être reçue le lendemain par l'amiral commandant la base.

Un tonnerre d'applaudissements et des hourras éclatèrent après mon intervention. Et nous eûmes la joie d'assister à une dispersion sans heurts. Mes camarades m'expliquèrent qu'ils avaient craint des violences souhaitées par les autorités afin de trouver un prétexte à une répression sanglante.

Et le lendemain, nous nous présentâmes à l'amirauté. Je me trouvais avec deux délégués réunionnais. L'amiral nous reçut aussitôt. Assis en face de lui, je ne pouvais manquer de trouver assez cocasse cette situation de l'ancien marin que j'étais, et de plus, secrétaire successivement de deux amiraux... Ici, je ne venais pas aux ordres, mais pour soutenir une négociation difficile. Je fus d'ailleurs surpris de constater l'attitude apparemment bienveillante de ce militaire. Au cours, de la discussion, je compris assez vite, que cette grève l'ennuyait énormément, qu'il craignait des répercussions pour sa carrière et peut-être aussi, y avait-il des réparations urgentes en prévision pour des bâtiments de guerre en mission. Toujours est-il qu'il accepta de discuter correctement. Mes amis réunionnais, intimidés, n'osaient guère s'exprimer. Pensant avoir percé les pensées de l'amiral, je pris l'initiative de présenter les revendications dans une forme très tempérée, mais sans transiger sur le fond.

Finalement, tout se termina très bien. Les Réunionnais obtenaient des avantages sérieux, même inespérés pour eux. C'était la victoire. Je crois que ce fut une de mes plus grandes joies de militant d'avoir pu aider ces gens à vivre mieux.

Dès le lendemain, le travail reprenait à l'arsenal, et je quittai Diégo Suarez, pour Tamatave.

De mon côté, j'avais laissé aux camarades réunionnais plusieurs centaines de cartes de la C.G.T. et à mon retour en France, je fis, bien entendu, un compte rendu à la direction fédérale de ce que j'avais constaté. Je n'ai pas su comment fut finalement réglé le problème du syndicat européen car quelques temps après nous rejoignions l'Algérie.

Mon passage à Tamatave fut totalement inefficace. Je ne pus contacter que quelques individualités peu désireuses de se compromettre. Je dois dire qu'à Diégo j'avais connu une grande contrariété. Le jeune camarade des syndicats de paysans m'y avait rejoint par la route. Or, le responsable réunionnais, m'ayant pris à part, m'affirma que ce personnage qui me

suivait partout, n'était autre qu'un mouchard au service de la police. Je lui rétorquai qu'il m'avait été présenté par des personnes absolument sûres. Il ne voulut pas en démordre. Comme, il ne m'avait fourni aucune justification de ses dires, je pensai qu'il s'agissait d'un réflexe de méfiance dû à la situation de l'île. Néanmoins j'étais ébranlé et je pris des dispositions pour me trouver seul à Tamatave. C'est peut-être la raison de mon échec dans cette ville...

A mon retour à Anosypatrana, le village où j'étais hébergé, je trouvai chez mon hôtesse la camarade Saramito, avocate, qui m'attendait. Je l'avais convoquée sur les directives d'André Marty. Venue à l'île de la Réunion pour défendre les emprisonnés politiques, elle s'y était attardée et les camarades réunionnais lui avaient confié la direction fédérale du Parti : ce qui était anormal, cette direction logiquement devant être tenue par un Réunionnais. Je devais donc la convaincre de rentrer au plus tôt à Paris. Bien sûr, la camarade, manifestement aurait préféré rester à la Réunion. Mais devant la justesse de l'argumentation, elle ne pouvait que s'incliner. Il faut dire aussi, honnêtement, qu'à cette époque-là, à l'échelon des organismes de direction, peu de camarades auraient été susceptibles de passer outre à une directive venant d'un membre du bureau politique du Parti.

La camarade me fit bonne impression : on la sentait très attachée au Parti, compréhensive. Elle nous quitta sans plus attendre pour rejoindre l'île de la Réunion et organiser son retour en France.

Il ne me restait plus que deux tâches à accomplir.

D'abord, je devais rendre visite à un vieux camarade, ami de Pierre Boiteau qui me l'avait recommandé. Brouette, c'était son nom, avait passé toute sa vie à Madagascar, à l'extérieur de la petite ville d'Antsirabé. Il avait toujours eu des relations fraternelles avec les Malgaches et il était très populaire parmi eux.

Je pris donc le petit train qui relie Tananarive à Antsirabé et me présentait chez Brouette qui me reçut avec joie. Nous parlâmes des jours passées, de Boiteau, des événements sanglants de 1946, de la situation actuelle de l'île.

C'était déjà un homme âgé, mais ayant conservé la passion de toute sa vie : le refus de l'injustice, du racisme. Je le comparais à mon beau-père et au rôle qu'il a joué à Tizi-Ouzou, en Kabylie.

Sa popularité était telle, qu'il réussit le tour de force en peu d'heures (je devais rentrer par le train du soir) de rassembler une bonne centaine d'ouvriers y compris des agricoles dans une grande cour où nous tînmes une véritable réunion publique.

Je quittai Antsirabé en laissant à Brouette un paquet de cartes de la C.G.T.. L'exemple de cet homme avait renforcé ma détermination et ma confiance dans la valeur de notre engagement.

Il ne me restait plus qu'à effectuer quelques démarches officielles afin de recueillir la documentation destinée à alimenter le rapport que je devais déposer devant la Commission parlementaire. Cela ne me demanda qu'une

demi-journée. C'était une corvée désagréable pour moi, mais je ne pouvais m'en dispenser. Bien entendu, les fonctionnaires visités me firent un accueil glacial et ne me transmirent que des imprimés comportant des données destinées d'ailleurs à la publication. Je dus m'en contenter.

Entre-temps, j'avais reçu, d'autres visites au village. Une Union locale des syndicats était en préparation à Tananarive : c'était donc un espoir de redémarrage du mouvement.

J'avais signalé à mes amis malgaches, essentiellement, à la jeune présidente du Comité de défense, le cas du syndicaliste paysan qu'ils m'avaient présenté comme un camarade sûr et qui était accusé de mouchardage. Tous furent étonnés, mais aucun ne prit la défense systématique du suspect. La seule décision fut celle de la prudence et de la vigilance donc finalement le contrôle de ses faits et gestes.

Au moment de mon départ, c'est avec émotion que j'écoutai mes amis malgaches me remerciant de ma présence parmi eux, en ces jours difficiles. Une petite cérémonie avait été organisée par eux, très touchante, ils tenaient à m'offrir une petite statuette comme souvenir de mon séjour dans leur île.

J'avais choisi un avion qui passait par Djibouti et j'avais prévenu nos camarades de là-bas afin de les voir un peu, à l'escale.

Dès que la passerelle fut mise en place, trois d'entre-eux montèrent à bord et me prièrent de les accompagner, la durée de l'arrêt permettant un petit tour rapide de la ville. C'est ainsi qu'il me fut montré toute la désolation de cette agglomération bâtie sur une terre aride, sous un climat torride. Et, en particulier, les quartier somaliens paraissaient invivables. Les camarades me firent part des problèmes qu'ils connaissaient dans ce coin de terre isolé où l'administration faisait régner son absolutisme opposant deux populations l'une à l'autre : les Afars et les Somalis, et maintenait des conditions de vie inhumaines pour les unes et les autres.

Mais il fallut se quitter, à regret, comme toujours et ce fut l'arrivée à Paris après des escales au Caire et au Pirée.

FIN DE NOTRE SÉJOUR PARISIEN

J'approchais de la fin de mon mandat.

La C.G.T. me demanda encore une fois de me déplacer en Afrique : ce fut pour la représenter au congrès de l'Union des syndicats du Congo Brazzaville. J'assistai donc à cette assemblée syndicale et demeurait deux jours seulement sur place. Je n'ai guère gardé de souvenirs de cette mission sinon l'impression d'un mouvement syndical jeune aux idées assez confuses mais possédant quelques militants plus clairvoyants et décidés.

A mon retour, en France, se posa le problème de la fin du premier mandat à l'assemblée de l'Union française. Mes camarades Raymond

Barbé, président du groupe et Léon Feix responsable de la Commission coloniale savaient que je ne désirais pas le renouveler et que je souhaitais quitter Paris.

Lili, avait d'ailleurs eu une entrevue avec Léon Feix à ce sujet. On n'insista donc pas pour me proposer un second mandat.

Cependant, est-ce le produit de mon imagination ?

J'eus l'impression que les camarades considéraient ma détermination comme un lâchage. Je devais ressentir longtemps cela. Et pendant, de nombreux mois, en Algérie, je ne serai pas « bien dans ma peau » et souffrirai d'une sorte de culpabilisation.

J'allais donc rentrer en Algérie, avec ma famille, mais j'y rentrerai avec l'angoisse au cœur. J'étais persuadé, en effet, qu'une inévitable explosion bouleverserait, un jour, ce pays. Ma discussion avec un dirigeant nationaliste algérien, les appréciations qui furent celles de Léon Feix, lors de ma dernière entrevue avec lui, ma propre vision des réalités algériennes ne me permettaient aucun doute à ce sujet.

Cependant, je ne pouvais pas continuer à laisser mon épouse séparée des siens et je ne pouvais plus, non plus, je l'écris honnêtement, continuer à mener ce style de vie qui nous détruisait tous les deux.

4

L'ALGÉRIE DES ANNÉES TERRIBLES

(1952-1966)

CHAPITRE I

LE RETOUR EN ALGERIE

Nous nous retrouvâmes à Alger à la fin de juillet 1952.

A notre arrivée, nous fûmes reçus par notre oncle et notre tante, les mêmes qui nous avaient hébergés en 1947. Ils n'habitaient plus le tout petit appartement de Notre Dame d'Afrique mais logeaient dans une belle villa à étage qu'ils avaient fait construire à La Madrague, résidence estivale située au bord de la mer.

Quelques années auparavant, ce site était réservé à la grande bourgeoisie coloniale qui s'y installait pour y passer les mois les plus chauds de l'année. Un petit port y avait été aménagé et il s'y trouvait aussi une plage très agréable. Depuis des décades, ces familles riches venaient là se livrer aux joies de la baignade et de la pêche, bénéficiant de la fraîcheur marine.

En cette année 1952, tous les terrains vacants situés en bordure de mer étaient devenus des chantiers. Tout avait été loti et des dizaines de villas étaient en construction. Celle de l'oncle était terminée.

La réussite sociale de notre parent réalisée en si peu d'années était frappante. Il avait pu créer une entreprise de maçonnerie assez importante, acheter un terrain à la Madrague, y édifier une grande villa et de plus, acquérir un grand terrain très bien placé sur l'avenue de Notre-Dame d'Afrique. Deux ou trois ans plus tard, le couple sera propriétaire d'un petit immeuble de trois étages comprenant quatre locaux commerciaux et quatre beaux appartements loués. Il se réservera tout le troisième étage d'où, depuis les fenêtres de l'immense salle de séjour et surtout depuis la terrasse s'étendant sur toute la longueur du bâtiment, il bénéficiera d'un magnifique spectacle. La baie d'Alger, dans son ensemble, s'étalera sous leurs yeux !

Ma famille y sera hébergée lors de mon internement au Camp de Lodi.

Cette prospérité de la corporation du bâtiment qui avait tellement profité à notre oncle m'apparut immédiatement comme un signe du temps. Ce n'était pas un hasard, ni un fait isolé. Très vite, dès notre retour, je notai des transformations importantes dans le niveau de vie de très nombreux Français d'Algérie. Je pourrais citer le cas de la majorité de nos cousins : mon épouse en compte trente cinq !... ce qui fait trente cinq famille !

Sur le plan de l'habitat, par exemple, la plupart d'entre eux se trouvaient maintenant correctement logés, ce qui n'était pas le cas quelques années auparavant. Je retrouvai l'ancien secrétaire du syndicat des tonneliers que j'avais connu au chômage en 1947 : il occupait, en 1952, un poste de planton au Gouvernement général, il était donc devenu un petit fonctionnaire et disposait à Bab el Oued d'un appartement convenable.

Un autre couple dont l'époux avait passé sa jeunesse dans les rues sordides du quartier de la Marine aujourd'hui disparues, l'épouse ayant été placée, toute jeune, chez des riches bourgeois de la rue Michelet comme bonne à tout faire, vivait maintenant dans une belle villa à deux étages au quartier des Sources, dans le faubourg de Birmandréis. Là aussi, comme à la Madrague, nous découvrîmes une zone entière en chantier. Les villas y poussaient comme des champignons. Ce même phénomène se reproduisait un peu partout autour d'Alger. Si on y ajoute les constructions de grands ensembles comme Diar Mahçoul, il est clair qu'il s'agissait d'une tendance générale : les Français d'Algérie pauvres et moyens connaissaient une amélioration de leurs conditions d'existence qui nous apparut spectaculaire à nous qui rentrions après une longue absence.

Bientôt chaque couple possèdera sa voiture automobile.

Je pense qu'il n'est pas possible d'expliquer ce phénomène par un boum économique qu'aurait connu l'Algérie de cette époque. Je n'ai pas constaté, sur place, la naissance de nouvelles industries importantes : l'Algérie demeurait un pays colonial à vocation agricole telle qu'elle était auparavant...

Alors ?

Eh bien, je suis persuadé, comme je l'avais laissé entendre dans la troisième partie de mon témoignage, que les tenants du système colonial, se sentant menacés, ont pris toutes les mesures pour attacher à la terre algérienne cette population qu'une politique criminelle avait attirée dans ce pays. Ils s'en faisaient ainsi des alliés pour les combats imminents qu'ils prévoyaient.

De quelle manière s'y sont-ils pris ?

D'abord, on a multiplié dans toute la mesure du possible les emplois administratifs. Certaines soi-disantes réformes en donnèrent le prétexte. Je l'ai constaté dans les secteur que j'ai pu connaître : enseignement, santé, service financiers, police, C.R.S., voierie, etc. Les traitements, assortis du 33 % algérien et de primes, étaient assez substanciels.

Ce mouvement s'accélérera aux cours de la guerre, à partir de 1958 surtout. A cette date, tous les jeunes Français d'Algérie pouvaient très facilement trouver un emploi d'un niveau supérieur à celui correspondant à leurs capacités réelles. Un décret permit le recrutement d'enseignants, d'agents des impôts ou d'autres administrations pourvus d'un simple B.E.P.C. (Brevet d'enseignement du Premier cycle) délivré à la fin de la troisième année des collèges, après un examen qui ne souffrait aucune comparaison avec l'ancien Brevet élémentaire.

On avait annoncé, il est vrai, qu'il s'agissait, en principe, de faciliter l'accès des Algériens à la fonction publique. S'il est exact qu'un certain nombre d'entre eux profitèrent de ce décret, en réalité, ce fut un flot de jeunes Français d'Algérie qui fut recruté.

Dans le secteur privé, la même politique fut suivie, favorisant la multiplication des cadres européens.

Un fait typique illustre cette tendance. Le gouvernement général avait institué un système de prêts immobiliers à intérêts très bas. Un nombre considérable d'Européens en ont bénéficié. C'est grâce à cela qu'ils ont pu, aussi rapidement faire construire leur villa. C'est grâce à cela aussi que de nombreux petits immeubles ont pu être édifiés, celui de notre oncle par exemple.

J'ai connu très, très peu d'Algériens qui ont ainsi accédé à la propriété. Les chiffres devraient être publiés, ils seraient édifiants ! Peut-être, le gouvernement algérien possède-t-il encore les dossiers de prêts : il y a là une enquête intéressante à faire.

Pour ma part, je me suis vu refusé ma demande de prêt parce que j'étais communiste ! Il en fut de même pour tous mes camarades. Je possède encore la lettre de rejet de mon dossier. Cela est la démonstration du caractère politique de cette mesure dite « sociale ».

Quand j'évoque l'élévation du standing des Européens d'Algérie, je ne nie pas celle de certaines couches d'Algériens. Si je considère le cas de mes collègues algériens, instituteurs, il est certain que leur traitement était exactement le même que celui des instituteurs européens, assorti aussi du 33 % supplémentaire. Certains collègues algériens, pères de famille très nombreuse, percevaient des allocations familiales doublant presque leurs émoluments.

Mais, il ne faut jamais oublier que ces couches relativement à la masse globale du peuple algérien ne représentaient qu'un faible pourcentage, environ 10 %. Les Européens occupaient 90 % des emplois publics et 86 % des postes d'encadrement du secteur privé alors que l'Algérie comptait 90 % d'Algériens contre 10 % d'Européens.

Les chiffres éclairent bien cette situation. Ceux que je cite sont tirés de documents publics établis par les services officiels. En 1954, sur une population totale d'environ huit millions et demi d'Algériens — six millions et demi d'entre eux, vivant à la campagne, auxquels il faut ajouter un million d'autres parmi ceux vivant dans les villes (soit au total près de 90 % des Algériens) ne disposaient que d'un revenu annuel de 20 000 francs de l'époque par habitant. C'était l'un des niveaux de vie les plus bas du Monde.

Pendant ce temps, le revenu moyen annuel des Européens se chiffrait à 360 000 francs par habitant, soit dix huit fois plus !

Une autre statistique illustre cette inégalité navrante. La consommation annuelle de céréales par habitant n'a pas cessé de décroître de 1871 à 1954 pour les Algériens pauvres, c'est-à-dire près des neuf dixièmes de la population. Cette consommation est passée de 5 quintaux de 1871 à 2

quintaux en 1954 ! En 1940, elle était de deux quintaux et demi, donc cela a diminué pendant que le standing des Européens marquait une progression certaine. Il faut noter la grande importance des céréales pour les Algériens, elles constituent la base de leur alimentation. Cette baisse constante de la consommation des céréales marque un appauvrissement continu des masses populaires algériennes.

Donc, dans la période même ou, d'après mes constations, le niveau de vie s'était élevé pour les Européens et certains Algériens, le caractère colonial de l'Algérie s'aggravait pour l'immense masse des Algériens. Et cela, je n'allais pas tarder à le percevoir. Ce fut d'abord en parcourant Alger et ses environs immédiats. Partout les bidonvilles s'étaient accrus. Ceux que je connaissais déjà s'étaient agrandis notamment à El Kettar, sur les hauteurs du Hamma, etc.. D'autres étaient nés qui n'existaient pas auparavant ou qui étaient peu visibles comme ceux garnissant, en 1952, l'un des flancs du Ravin de la Femme Sauvage ou fleurissant dans d'autres proches banlieues d'Alger. Cette prolifération était un signe de l'accentuation de la misère dans les campagnes, chassant les malheureux vers les agglomérations où ils espéraient trouver un moyen de survivre. Nous aurons l'occasion d'observer l'état des populations de l'intérieur lorsque nous nous rendrons chez mes beaux parents à Tizi Ouzou et surtout dans mon futur poste d'instituteur.

Mais, je persiste à croire que le mieux être dont ont bénéficié certaines couches d'Européens et aussi d'Algériens a été voulu par la colonisation. Et je pense que malheureusement, celle-ci aura réussi à séparer encore plus les deux communautés vivant dans le pays, faisant naître chez ces Européens la hantise d'être, un jour, chassés de cette terre si douce pour eux. Il n'est qu'à écouter parler les actuels Pieds Noirs de « leur Algérie » et de tout le bien-être qu'ils y ont connu. Il ne faut pas oublier qu'en 1954, le revenu moyen annuel par habitant, s'il était de 360 000 francs pour un Européen d'Algérie, celui des Français, en France, n'était que de 274 000 francs. Et il faut noter que le coût de l'alimentation, en Algérie (fruits, légumes, volailles, poisson, etc.) était bien moins élevé que dans la Métropole.

Je voudrais faire remarquer aussi que les couches d'Algériens bénéficiant d'un niveau de vie plus élevé — ou du moins un très grand nombre d'entre eux — avaient vu s'élever considérablement certaines charges inhérentes à leur milieu sociologique. J'ai déjà évoqué la grande solidarité existant au sein de la famille algérienne qui déborde largement celle que nous connaissons en France. Mes collègues instituteurs dépensaient des sommes considérables pour aider des parents restés au village. Ils étaient d'autant plus sollicités que la misère était plus grande à la campagne ou dans les bidonvilles. Et leur culture, leur mentalité, leurs traditions leur imposaient de répondre favorablement à toutes les demandes. Un refus aurait été déshonorant. Personnellement, je trouve cet esprit de solidarité sécurisant beaucoup plus positif et valable que

l'individualisme forcené que l'affreuse société de marché dite de la « libre entreprise » a fait naître dans nos pays.

J'ai trouvé, presque à chacune de mes visites, un cousin, un oncle, souvent aussi des enfants de la parenté, hébergés chez les collègues algériens qui me recevaient chez eux.

Compte tenu de ces charges considérablement accrues par l'accentualisation de la misère dans le pays, les Algériens mieux pourvus ne pouvaient pas profiter, comme les Européens, de leur niveau de vie sensiblement égal à celui de ces derniers. Ces charges s'aggraveront encore au cours de la guerre de libération nationale car la contribution financière de ces couches aux dépenses du F.L.N. sera considérable.

Mon appréciation concernant le cas de très nombreux Français d'Algérie qui avaient toujours manifesté leur hostilité à l'égard des riches colons et qui maintenant, se sentaient liés à eux par des intérêts communs (notamment celui de continuer à vivre dans de bonnes conditions dans ce pays qu'ils considéraient comme le leur) ne signifie pas, de ma part, une mise en accusation. Je pense, au contraire qu'ils ont été les victimes d'une politique criminelle inaugurée par un Bugeaud qui n'était que l'exécuteur de puissances financières moins voyantes ayant leur siège à Paris. Au fil des décades, on a attiré en Algérie des milliers d'immigrants dans le but de faire de cette terre une colonie de peuplement. Cela aurait pu aboutir à un pays dans lequel les Algériens auraient été réduits à quelques tribus folkloriques et à quelques couches « assimilées ». Ce but n'a pas été atteint surtout par suite de l'admirable vitalité et de l'incroyable faculté de résistance du peuple algérien. Il s'y est ajouté, il faut le dire, les incohérences, les hésitations des divers gouvernements français qui se sont succédés à Paris de 1830 à 1962.

Etant arrivé en Algérie en fin juillet, je ne retrouvai pratiquement aucun de mes camarades enseignants : ils se trouvaient en vacances en France, selon la coutume. Cependant, un service réduit fonctionnait à l'Inspection académique et les formalités concernant ma réintégration ne souffrirent pas de retard. Sur le plan financier, par exemple, je fus pris en compte à la date de la cessation de mon mandat, mettant fin à mon détachement. Dès le mois d'août donc, je percevais mon premier traitement. Pour mon épouse et moi, ce fut un vrai pactole comparé avec ce que nous touchions à Paris. Nous ne songeâmes plus qu'à nous réadapter en commençant par nous habiller et reconstituer notre intérieur. Un de nos camarades habitant Belcourt nous avait trouvé un petit logement dans ce quartier et c'est là que nous installâmes les quelques meubles dépareillés que nous avions ramenés de Paris. Je dois noter que je retrouvais ce camarade occupant un emploi administratif à l'Hôpital Mustapha, à Alger, alors que je l'avais quitté en 1943 au moment où il venait d'être embauché (à titre précaire) à l'Institut Pasteur. Il n'avait plus aucun rapport avec le Parti Communiste Algérien.

Tout en gardant des liens affectifs avec le mouvement communiste (il lisait « Alger Républicain »), il s'était replié, avec son épouse sur ses

problèmes individuels et commençait à construire sa villa à Birmandreis. Pourtant, tous deux avaient été très actifs dans les années 1941-42-43, hébergeant notamment pendant plusieurs mois, le camarade Caballero alors condamné à mort et vivant dans la clandestinité.

J'allais retrouver ce comportement chez la plupart des cousins de Lili ayant milité au P.C.A. depuis 1936. Certains même allaient plus loin et étaient carrément passé du côté des colonialistes accusant le Parti de les avoir trompés. Dans leur esprit, la Nation algérienne « en formation » entrevue par le P.C.A. depuis 1939 serait une Nation arabe dont ils seraient exclus et plusieurs m'affirmèrent que le Parti le savait très bien et qu'on les avait « fait marcher » ! Ce seront de futurs sympathisants de L'O.A.S.

A Tizi Ouzou je retrouvai mon beau père plus communiste que jamais. Chez lui, rien n'était changé. Le petit magasin atelier était toujours exactement le même et il recevait toujours autant de visiteurs. Seuls y manquaient mes deux beaux frères aînés. L'un d'eux se trouvait à Abidjan employé de banque et l'autre avait été embauché à l'Hôpital psychiatrique de Blida. Cet établissement moderne créé après 1936 avait pris un grand développement après 1945. D'ailleurs, le nombre important d'emplois créés ainsi à Blida vient à l'appui de ce que j'ai écrit plus haut.

La majorité des bénéficiaires furent des Européens pauvres, souvent sans formation professionnelle et parfois chômeurs. Nous avions connu certains d'entre eux, dans les années 1939-40, vivant dans de petits logements vieux et inconfortables ; en 1952, pratiquement tous construisaient leur villa.

A Tizi Ouzou, nous ne trouvâmes pas de grands changements. Déjà, en 1936, lorsque j'y résidai, il y existait assez peu d'Européens vraiment pauvres. La ville européenne de 1952 continuait sa petite vie bourgeoise avec la même mentalité. Il m'est apparu qu'une classe de Kabyles riches s'apercevait davantage, certains de ses éléments ayant pris une assez grande ampleur sur le plan des affaires : commerce en gros, transports.

Mais ce qui avait encore moins changé, c'était la « Tribu », le quartier des Kabyles pauvres ; les villages des alentours étaient toujours aussi déshérités. Ils étaient tels que je les ai décrits dans la première partie de mon témoignage, abritant une population tout aussi misérable.

Mon beau-père, le camarade Caracéna, s'escrimait à vouloir convaincre les uns et les autres. Avec les Européens, il s'attachait à démolir le slogan : « l'Algérie, c'est la France », utilisant des arguments simples ; il leur disait : « Puisque l'Algérie, c'est la France, pourquoi existe-t-il une monnaie algérienne qui n'a pas cours en France, des timbres algériens ?... Pourquoi les fonctionnaires ici, perçoivent-ils 33 % de plus que leurs collègues français ?... Pourquoi tous les hauts fonctionnaires présents à Tizi Ouzou, le sous-préfet, le commandant de la gendarmerie, le chef de la sûreté, le receveur des contributions, celui du trésor, le président du Tribunal, etc. et le maire aussi, pourquoi sont-ils tous des Français ? Alors que l'arrondissement de Tizi Ouzou comprend plusieurs centaines de

milliers de Kabyles pour quelques milliers d'Européens seulement : ceci est le contraire de la démocratie. La France est un pays démocratique mais pas l'Algérie. Non, l'Algérie, ce n'est pas la France, c'est une colonie dominée par la France »...

Bien sûr, il ne persuadait guère d'interlocuteurs, mais les embarrassait et c'est lui qui avait le dernier mot.

Avec ses amis Kabyles, sa préoccupation était d'exprimer sa méfiance à l'égard des mouvements nationalistes. D'après lui, il s'agissait d'organisations à l'idéologie confuse, dirigées souvent par des bourgeois ou des bourgeois en puissance qui aspiraient essentiellement à chasser les Français pour instaurer un régime dans lequel les profiteurs ne feraient que changer de nom.

Les victimes de la colonisation, disait-il, seraient tout aussi exploitées par la nouvelle bourgeoisie algérienne qu'elles l'étaient en 1952 par le patronat français. Et il préconisait la solution communiste de l'époque en marquant les avantages du socialisme pour sortir du système colonial. Je crois que là aussi, il n'obtenait plus la même audience que celle que j'avais connue en 1936.

Au cours de toute cette période de réadaptation à l'Algérie et jusqu'en 1954, je me trouvai aux prises avec un problème intérieur qui me troubla beaucoup. Ce fut une véritable crise morale frisant parfois la dépression. Je m'étais persuadé que mon départ de France constituait, de ma part, un lâchage, vis-à-vis du Parti Communiste français. Je m'estimais malhonnête à son égard. Les camarades m'avaient fait venir à Paris, le Parti m'avait permis d'acquérir une formation politique non négligeable. Je constituais, selon moi, un certain capital et je n'avais pas le droit de l'en priver.

Je vécus pendant des mois dans la conviction d'être jugé comme tel par mes camarades. Et cela au point que je n'osai pas entretenir une correspondance avec eux. Après mon arrivée à Alger, je n'ai écrit qu'une seule fois à l'un d'eux, à Pierre Boiteau. Celui-ci m'avait adressé, avec une gentille lettre d'accompagnement une broche d'or que m'offraient nos amis malgaches. Il avait dû avoir mon adresse par le canal de l'Assemblée de l'Union Française. Je lui répondis donc pour le remercier et lui renouveler ma grande sympathie pour lui. Ce fut le seul contact que j'eus avec un membre du P.C.F. jusqu'en 1968, après notre installation définitive en France, excepté quelques mots échangés avec Elie Mignot et Lachenal au cours d'un brève visite à la fête de L'Huma en 1961.

Dans une telle disposition d'esprit, je ne me pressai guère d'entrer en contact avec le Parti communiste algérien. Les mois d'août et septembre s'écoulèrent vite : nous nous partagions entre Tizi Ouzou, la Madrague et le petit appartement de Belcourt. Il nous fallait attendre le mouvement du Personnel de septembre pour savoir où je serai nommé.

CHAPITRE II

EN POSTE A SAINT-FERNINAND (1952-1954)

Finalement, ma désignation parut dans la presse : dès octobre 1952, je serai amené à exercer mes fonctions d'instituteur, à titre d'adjoint, à l'école de garçons de Saint-Ferdinand. Il s'agissait d'un village situé dans le Sahel d'Alger, à environ une trentaine de kilomètres de la capitale.

Nous nous rendîmes immédiatement sur les lieux. Nous fûmes reçus par mon collègue, directeur de l'école, Monsieur Molinès. Il appartenait à une promotion de l'Ecole normale de Bouzéréah de trois ou quatre années plus âgée que la mienne. Molinès et son épouse formaient un couple comme le nôtre, car elle, n'exerçait pas non plus. Dès l'entrée, je ne lui cachai rien de mes convictions et de ma récente appartenance à un groupe parlementaire communiste. Cela ne le dérangeait nullement, au contraire. Il m'apprit qu'il était le correspondant d'« Alger Républicain » à Saint-Ferdinand et donc que nous étions de la même famille politique. Il n'était pas adhérent au Parti communiste algérien, mais il représentait bien le type de communiste français d'Algérie peu ouvert aux réalités algériennes. Les nombreuses discussions que j'aurai avec lui me permettront de bien appréhender ce cas qui, à mon avis, a été l'une des causes de la défiance, puis de l'hostilité manifestées par les nationalistes algériens à l'encontre du P.C.A.

Molinès nous apprit que nous disposerions de l'appartement de fonction existant dans l'ancienne école de garçons. Un bâtiment neuf avait été récemment construit à la limite du village, il abritait deux classe et deux logements.

Jusqu'à l'année précédente, Saint-Ferdinand connaissait exactement le même type de scolarisation que j'avais trouvé en 1933 à Cap Matifou. Une classe unique de garçons et une classe unique de filles recevaient les enfants européens de l'agglomération et de ses environs immédiats. Les locaux dataient de 1880 et se trouvaient en bordure de la place publique. Il n'y avait rien de prévu pour les petits Algériens qui restaient analphabètes !

Les deux classes nouvelles allaient permettre l'admission de ces derniers dans la limite des places. Ainsi, il avait fallu attendre cent vingt-deux ans pour qu'une partie seulement des enfants algériens de la commune soit scolarisés.

Ce progrès non négligeable venait en application de certaines réformes dont on discutait au Parlement français depuis 1946. J'ai déjà essayé d'expliquer dans la troisième partie de mon témoignage comme les projets impulsés par les éléments progressistes de la Résistance française concernant l'avenir des pays coloniaux dépendant de la France avaient été amendés de telle manière qu'au lieu d'aider ces peuples à s'émanciper, on leur imposa une nouvelle forme de sujétion qui devait prendre le nom de néocolonialisme. Les principes de cette vaste opération politique avaient été étudiés dès 1944, à la fameuse Conférence de Brazzaville présidée par le Général de Gaulle. On se contenta d'octroyer « certaines réformes » qui constituaient parfois un progrès mais maintenaient intactes les bases du système colonial.

Dans des pays comme l'Algérie, le Viet Nam, les éléments les plus conscients de la population n'acceptèrent pas cette farce. Pour eux, après les espoirs qu'avait fait naître la fin de la deuxième guère mondiale, il n'y avait plus qu'une solution possible, celle qui permettrait une émancipation totale de leurs peuples. Ils ne croyaient plus aux promesses et se refusaient à de nouvelles déceptions. C'est le sens qu'il faut donner aux manifestations algériennes de 1945 puis à l'héroïque combat des Vietnamiens. Le peuple malgache aussi réagit courageusement.

En ce qui concerne l'Algérie, personnellement, je regrette que nos partis communistes n'aient pas immédiatement apprécié l'importance fondamentale des événements de mai 1945 en analysant leurs causes profondes et en prévoyant toutes les conséquences prévisibles dans un proche avenir. Mais à cette époque, nous ne disposions pas des données acquises aujourd'hui.

Quand je lis les « Mémoires d'un Combattant » de Hocine Aït Ahmed, je ne peux m'empêcher de constater combien je me sens près de la pensée de ce chef de guerre du Front de libération nationale algérien. Cette lecture me rappelle des discussions dont j'eus des échos, à Paris, au siège de la C.G.T., lorsque Djermane, le secrétaire du Syndicat des dockers était venu se plaindre de la « main mise » exercée sur l'Union générale des syndicats d'Algérie par les syndicalistes européens.

Des hommes comme Aït Ahmed, comme Djermane seront amenés à prendre des positions anticommunistes, pourquoi ? Mais dès maintenant, je veux dire combien il serait utile d'ouvrir un débat sur cette question... Je souffre à cette idée que, selon moi, nous avons perdu de magnifiques occasions de jouer un rôle prépondérant au sein du mouvement de libération nationale algérien. Je ne peux effacer de mon souvenir ces discussions amicales se déroulant chez mon beau-père, à Tizi Ouzou, qui recevait la visite d'Algériens de toutes conditions y compris des croyants vénérés, grands connaisseurs de la pensée islamique, y compris aussi des petits bourgeois Kabyles de la ville et des environs. Comme je n'oublierai jamais les relations que j'eus, entre les années 1932 et 1939 avec tous les Algériens que j'ai eu l'occasion de connaître, On sentait, à ce moment-là, que les communistes qui allaient vers eux avec une pensée et un comportement sans équivoque, ne laissant planer aucun doute sur leur

volonté d'être à leurs côtés, dans leur camp, pour mener la lutte contre le colonialisme, pour mettre fin aux indignités qu'on leur faisait subir... que ces communistes, même Français, étaient considérés comme des amis sincères sur lesquels ils pouvaient compter.

Et il fut une époque où nous étions pratiquement les seuls à proclamer publiquement notre rejet du système colonial.

Comme je l'ai constaté sur place, les mouvements nationalistes n'ont commencé à se développer sur le territoire algérien qu'après le débarquement allié de novembre 1942. Aït Ahmed l'écrit en toutes lettres dans ses mémoires : « Le véritable coup de fouet pour moi fut le même que pour la majorité du Peuple algérien : le débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942 » (page23). Il explique qu'auparavant,... « les Masses étaient dépolitisées ou plutôt n'étaient pas politisées... » Il n'y avait que... « quelques noyaux urbains du Parti du Peuple algérien » (P.P.A.).

Et c'est là qu'il faudra chercher l'explication de ce fait historique : pourquoi le mouvement communiste algérien qui avait pris un essor considérable au moment du Front populaire a-t-il perdu, par la suite, la confiance d'un grand nombre d'Algériens qui ont rejoint le Mouvements nationalistes jusqu'à prendre des positions anticommunistes ?

Pour l'instant, je veux en revenir aux réformes octroyées aux Algériens après 1945 et à celle qui m'intéresse particulièrement, celle de l'enseignement. Je dois dire, tout de suite, que ces réformes ne furent pas acceptées par les Mouvements nationalistes du fait qu'elles étaient « octroyées » et qu'elles s'inscrivaient dans le cadre d'une Algérie néocoloniale qu'ils rejetaient.

Me trouvant à Paris préoccupé surtout des problèmes d'Afrique noire et des problèmes syndicaux, je n'avais pas connaissance de la politique du Parti communiste algérien. Ce ne fut que par la lecture d'*Alger Républicain* et de *Liberté* à partir d'août 1952, que je pus avoir quelques informations.

Je crus comprendre que le P.C.A. se battait sur des positions qu'il jugeait réalistes et consistant à tenter d'obtenir le maximum de démocratisation, le maximum de réformes et surtout la mise en application réelle de ces réformes lorsqu'elles paraissaient positives. Car, comme toujours, dans un régime colonial, les promesses sont nombreuses mais les réalisations bien rares !

Or, le Pouvoir colonial harcelé par la grosse colonisation entendait bien n'« octroyer » que ce qui ne mettait pas en cause les fondements mêmes du système imposé aux Algériens. Il acceptait bien des élections, ô combien injustes puisques les élus des Français d'Algérie et ceux des Algériens se trouvaient à égalité alors que les premiers étaient neuf fois moins nombreux que les seconds ! Et de plus, chaque élection était truquée dans le Collège des Algériens où il se trouva des candidats élus avec un nombre de suffrages supérieur à celui des électeurs !

En ce qui concerne la scolarisation, on avait enfin, supprimé l'« Enseignement des indigènes » et fusionné les deux systèmes d'écoles. C'était donc la promesse de l'accès aux écoles offert à tous les enfants d'Algérie à quelque communauté qu'ils appartiennent.

Que se passa-t-il dans la réalité ?

Le nombre d'enfants algériens admis dans les écoles demeura très faible par manque de place. Pour appliquer la réforme, il aurait fallu construire des milliers et des milliers de classes et former plusieurs dizaines de milliers d'instituteurs. Cela exigeait des crédits considérables qui ne furent jamais débloqués. Cette situation provoqua d'interminables discussions qui aboutirent à l'élaboration d'un plan de scolarisation en dix ans. Le syndicat des instituteurs lui-même, pourtant réformiste, ne cessa de protester contre les insuffisances de ce plan, prouvant que les modalités prévues ne permettraient une scolarisation totale que... dans une dizaine de décades !

Seuls, les enfants algériens étaient victimes du manque de classes et de maîtres. En effet, l'école était vraiment unique mais on y accédait par deux voies. Tous les enfants de six ans connaissant bien la langue française étaient admis au Cours préparatoire. Les enfants algériens des couches plus instruites seulement avaient une connaissance suffisante du français, ils représentaient à peine un dixième des scolarisables. Ceux-là continuaient comme par le passé, à suivre la filière normale. Dans les années 1933 à 1942, j'avais déjà quelques petits Algériens de cette catégorie dans mes classes.

Mais les neuf dixièmes restant devront, après la fusion, passer obligatoirement par une classe spéciale dite « d'initiation ». Or, si les cours préparatoires étaient calculés pour recevoir toute la population scolaire âgée de six ans, parlant bien le français, les classes d'initiation ne pourront accepter les enfants que dans la limite des places.

J'allais faire l'expérience du système à Saint-Ferdinand.

Dans les débuts de la mise en application du plan de scolarisation, seulement 10 % des enfants algériens pouvaient trouver place dans une école. Quelques années après, d'après les chiffres officiels, la progression du pourcentage était insignifiant, sans nier un certain effort de constructions scolaires.

Il est un autre problème fondamental qui restait en suspend. C'est celui du contenu de l'enseignement. La Réforme prévoyait bien une extension de la diffusion de la langue arabe dans les écoles. Aucune mesure ne fut prise permettant une avancée rapide dans cette direction. Cela commença par une discussion byzantine sur le fait de savoir si on utiliserait l'Arabe algérien (Arabe parlé ou dialectal), l'Arabe régulier ou l'Arabe littéraire ! Et puis, il se posa là encore un problème de crédit et de personnel ... et surtout une mauvaise volonté évidente... sinon un refus systématique de procéder à une « arabisation » massive de l'enseignement. En 1952, le nombre de maîtres d'arabe exerçant en Algérie était dérisoire.

A Saint-Ferdinand, il n'y en avait aucun. A Ténès, en 1954, ils étaient deux pour l'agglomération comptant cinq écoles, soit environ vingt cinq classes. Il s'agissait, là encore, d'une promesse aléatoire.

Mais il y avait pire. Le contenu même de l'enseignement n'avait pas changé. C'était toujours une formation culturelle spécifiquement française ne laissant aucune place à la prise en compte des valeurs algériennes issues de la longue histoire des populations autochtones du pays, c'est-à-dire de 90 % des habitant. Même avec une vague référence à la langue arabe, on poursuivait la « francisation » et on l'aggravait encore en étendant la scolarisation. Et surtout se perpétuait, sur le plan scolaire, la négation des réalités de la Nation algérienne et donc la confirmation de la situation coloniale. C'était l'école de l'« Algérie française » inacceptable pour les Algériens. Cela était perceptible notamment en histoire. Les meilleurs livres mis entre les mains des enfants traitaient bien de l'histoire de l'Algérie mais on y insistait d'abord sur les temps très anciens.

Après un peu de préhistoire, on abordait la séquence carthaginoise puis surtout l'occupation romaine longuement développée sans analyser au fond ce qu'elle fut réellement. Le cas des rois berbères Massinissa, Jugurtha était relaté comme des faits isolés relevant plutôt de l'exploit personnel que de « hauts moments » de la résistance d'un peuple dressé contre l'envahisseur.

Et après une présentation tendancieuse de l'invasion arabe, on gommait pratiquement douze siècles pour aborder ce que la colonisation appelait la « véritable » histoire de l'Algérie, celle de l'Algérie française ! Avec toutes les contres vérités bien connues...

Pour les douze siècles gommés, l'accent était mis sur « L'anarchie générale » existant dans tout le pays, sur l'occupation turque et la piraterie des Raïs... Mais nulle part n'était posé le problème de savoir pourquoi les populations algériennes qui avaient été, pour l'essentiel réfractères au mode de vie et à la culture romaines, adoptèrent d'une manière aussi définitive ceux de l'Islam importés par les Arabes. Ceux ci, au demeurant, ont dû livrer certes de durs combats mais ils ne furent pas de très longue durée et il ne faut pas oublier que les armées arabes ne comprenaient pas un nombre considérable de combattants. En réalité les conversions à L'Islam furent rapides et l'histoire de l'Algérie, à partir des huitième et neuvième siècles sera celle des Algériens islamisés. L'« occupation » turque ne sera jamais qu'une situation formelle sans grand impact sur le pays profond.

Aucun livre d'histoire, non plus, ne rendait un compte exact de ce que furent les siècles de lumière aux cours desquels la pensée arabe assura le relai entre les acquis de l'Antiquité gréco-romaine et ceux de notre époque. Sans ce relai, où en serions-nous aujourd'hui ?

Peut-on gommer ainsi l'existence d'Universités aussi célèbres que celles de Tlemcen, de Tahert, etc. ? Peut-on minimiser les apports à la Culture universelle dus à un Iban Khaldoun dont les « Prolégomènes »

fixent des méthodes de pensée préparant le devenir des sciences humaines modernes... Ibn Khaldoun qui vécu à Tlemcen, à Bougie.

L'Algérie, le Maghreb de ces soi-disants siècles du néant, connurent des savants, des philosophes, des médecins comme Averroès, Ibn Battùba, Ibn Tufayl, etc. Ils véhiculèrent vers l'Occident les connaissances d'un Avicenne... de tous ces penseurs arabes vivant au Moyen Orient ou en Asie centrale.

Alors que notre Moyen Age français s'enorgueillissait de son ignorance, des savants arabes préparaient le Monde moderne : mathématiques, astronomie, géographique, médecine, chimie, physique...

Je n'ai jamais lu nulle part cette constatation faite par des officiers de l'Armée française ayant débarqué en Algérie en 1830 : « Partout, témoignent-ils, nous avons vu même dans les plus petits villages des écoles où l'on apprend aux garçons le Coran, la lecture et l'écriture de la langue arabe ! » A la même époque, nous n'en avions pas autant en France. Mon grand-père né en 1860 et ma grand-mère née en 1871 ne sont jamais allés à l'école.

Certes, l'Algérie de 1830 n'était pas un pays développé, mais lequel, à cette époque pouvait se vanter de l'être réellement ? La situation de beaucoup de paysans français était-elle si différente alors, relativement à celle des paysans kabyles, par exemple ?

Et qui peut affirmer que sans le blocage du processus historique algérien dû au régime colonial, ce pays n'aurait pas trouvé, au cours de ce siècle et demi de servitude, les moyens d'aller de l'avant au lieu de régresser comme ce fut le cas sur les nombreux plans.

J'ai développé un peu cet aspect de l'une des réformes en cours (!) pour bien montrer qu'il ne s'agissait que d'un trompe l'œil.

Alors, quelle attitude fallait-il adopter à leur égard ? Et ceci est fondamental car de là dépendait la crédibilité que l'on pouvait rencontrer auprès des Algériens quand on abordait ces problèmes avec eux.

La réponse à cette question ne sera pas facile pour moi quand une circonstance imprévue me mettra, en automne 1953, au contact des dirigeants nationalistes algériens locaux...

Pour l'instant, en fin septembre 1952, nous nous installions dans le logement vétuste mais vaste de la vieille école de Saint-Ferdinand. J'exercerai mes fonctions dans la salle de classe attenante à l'appartement : la porte de notre cuisine donnait sur la cour de récréation. Cela me permettait de surveiller les élèves qui mangeaient, à midi, pendant l'interclasse.

Nos enfants allaient eux aussi reprendre le cours de leur scolarité, Joëlle à la classe maternelle annexée à l'Ecole de filles, Yvan dans le cours moyen tenu par M. Molinès. Nous fûmes obligés d'inscrire Colette au Collège d'Enseignement général de Douéra, fonctionnant dans l'Ecole de garçons de ce gros village situé à une dizaine de kilomètres de Saint-Ferdinand. Nous allions être dépendants des uns et des autres pour le trajet qu'elle allait effectuer chaque jour, pour se rendre à Douéra. Fort

heureusement, l'aide de M. Molinès nous fut précieuse et cela fut facilité encore par l'amitié qui ne tardera pas à lier nos deux filles. Suzanne Molinès était du même âge que Colette et celle-ci fut rapidement intégrée dans le groupe des élèves de Saint-Ferdinand fréquentant le C.E.G. de Douéra.

Le 1er octobre 1952 fut pour moi une journée mémorable. Je me retrouvais dans une classe après une interruption de dix ans. Depuis le débarquement allié de novembre 1942 qui avait provoqué la réquisition de mon établissement scolaire, je ne m'étais plus retrouvé face à de jeunes enfants. Et je n'avais au préalable que sept ans d'expérience pédagogique en classe primaire. J'étais donc très inquiet et cela d'autant plus que l'on m'avait confié la classe d'initiation nouvellement créée que j'allais inaugurer.

Le recrutement avait été effectué par M. Molinès. Il avait été submergé par un flot de parents algériens venus faire inscrire leurs garçons âgés de six ans et souvent plus. Le tri n'avait pas été facile. Il accepta en priorité les enfants de six ans et dut refuser un nombre considérable de gosses, faute de place. Il gonfla les effectifs au maximum pour satisfaire le plus possible de demandes et ma classe allait contenir près de soixante élèves ! Deux classes de plus, au moins, auraient été nécessaires pour scolariser les garçons de six à douze ans... Et pourtant Saint-Ferdinand ne connaissait pas de concentration importantes d'Algériens. Cette partie du Sahel Algérien était occupée pour l'essentiel par des moyens colons qui possédaient pratiquement toutes les terres de la Commune. Je n'ai connu que quelques petits propriétaires algériens, trois ou quatre, pas davantage. Il n'existait pas de douar important et les Algériens de Saint-Ferdinand étaient, pour la plupart des ouvriers agricoles utilisés par les colons. Il y avait aussi quelques ouvriers au service d'artisans européens locaux et quelques petits commerçants d'orgine kabyle.

Mes élèves seront donc, pour 90 %, des fils d'ouvriers agricoles qui constituaient la frange salariale la plus exploitée d'Algérie.

Grâce aux efforts de M. Molinès qui réussit à obtenir la création de deux classes nouvelles, Saint-Ferdinand pouvait être considéré comme privilégié sur le plan de la scolarisation. Il devait bien rester encore plus de 60 % des enfants algériens non scolarisés, en particulier les filles, mais relativement au reste du pays, c'était un pourcentage méritoire...

Je ne pense pas qu'en France on puisse imaginer en quoi consistait exactement une classe d'initiation. L'instituteur avait devant lui de cinquante à soixante pauvres gosses ne connaissant pas un mot de Français, souvent même davantage. Des gosses mal habillés, mal chaussés, pas toujours très propres. J'ai déjà écrit, à propos de mon passage à Bangui, en Afrique, en quoi consistait la misère pour des gens privés de tout y compris d'eau courante, vivant dans la promiscuité d'un habitat beaucoup plus que rudimentaire, sans rien de prévu pour évacuer les nuissances. Les colonialistes ont toujours utilisé cet argument odieux : « Ce sont des gens sales ! » N'importe quelle ethnie vivant dans de telles conditons de misère

connaîtrait la même impossibilité de préserver hygiène et propreté corporelles.

Le premier jour de leur présence à l'école, ces enfants étaient terrorisés. Les uns réagissaient par des cris et des pleurs et il n'était pas facile de les rassurer et de les calmer. La grande majorité d'entre eux était résignée et passive. Il fallait toute une période pour leur faire comprendre les gestes nécessaires au fonctionnement normal d'une classe.

Les instituteurs, pour la plupart d'origine européenne, connaissaient rarement la langue arabe. D'ailleurs, les instructions officielles interdisaient l'usage de l'arabe en classe d'initiation. Il n'y avait donc aucune communication verbale possible entre maître et élèves. Au début, tout devait se jouer par gestes et attitudes. Il fallait mimer et faire mimer des scènes très simples pour obtenir la compréhension des enfants et leur faire acquérir des mots, des expressions, de petites phrases d'un usage très courant.

L'objectif fixé par les programmes officiels imposé à cette classe était d'amener, en un an, les élèves à possèder une connaissance de la langue française suffisante pour leur permettre d'accéder au Cours élémentaire première année. Pour les mettre à égalité avec les élèves provenant du Cours préparatoire classique (les Petis Européens pour l'essentiel), il fallait donc ajouter à l'enseignement du Français ceux de la lecture, de l'écriture et du calcul. Cela paraît une gageure et pourtant c'était la tâche qui incombait aux maîtres des classes d'initiation... et il faut reconnaître qu'à force de patience et de dévouement, un grand nombre d'entre eux obtenaient des résultats surprenants...

Beaucoup de ces instituteurs parvenaient, chaque année, à conduire plus de 50 % de leurs élèves à un niveau qui leur permettra de suivre un Cours élémentaire normal.

Ils étaient aidés, dans cette réussite par deux facteurs importants. D'abord, de très nombreux petits Algériens recevaient de leurs parents une incitation permanente à prendre le travail scolaire très au sérieux. C'est chaque jour que je recevais des pères de familles venant s'informer du comportement de leurs fils et ils ne badinaient pas avec la discipline. Il me fallait souvent les calmer pour éviter aux enfants une correction trop sévère. La plupart de ces pères étaient des ouvriers agricoles totalement illettrés !

La première année, je fus d'ailleurs assez surpris de cette attitude : j'avais plutôt tendance à croire que l'école française était mal reçue et que la scolarisation était ressentie comme une contrainte. Mais en 1953 et surtout au Camp d'internement de Lodi, en 1956, j'en découvrirai l'explication. Les milieux nationalistes avec lesquels j'entrerai alors en contact me fourniront la raison qui les poussaient, eux-même, à encourager les Algériens à profiter au maximum des possibilitée qui s'offraient à eux pour sortir de l'anaphalbétisme et pour acquérir le plus de connaissances possibles. Le pays avait besoin de gens instruits, de gens sachant lire. Tant pis, si au début, cette lecture ne pourra être faite qu'en

Français. Mieux valait un lettré en Français qu'un analphabète complet et un ignorant. C'était donc sur un mot d'ordre nationaliste qu'à Saint-Ferdinand, en particulier, les parents d'élèves accordaient tant d'importance à la scolarisation de leurs enfants.

Un deuxième facteur favorable à la bonne marche de cette classe résidait dans une méthode pédagogique remarquable et parfaitement au point. L'enchaînement des exercices d'abord uniquement mimés, puis débouchant peu à peu sur la lecture et l'écriture était étonnament gradué. Il s'agissait d'une méthode active, les enfants jouaient leurs exercices. La manière de jouer à trois la conjugaison d'un verbe permettait de différencier très rapidement les trois personnes du singulier. Les enfants étaient placés en triangle, se faisant face et on leur enseignait un jeu de mains désignant la personne accomplissant une action simple : manger, par exemple. En quelques séances on obtenait facilement « je mange, tu manges, il mange »...

Pour ma part, je m'adaptai assez bien à cette classe si nouvelle pour moi. Dans l'ensemble, les enfants étaient gentils et ne posaient pas de gros problèmes. Il s'est trouvé, bien sûr, des sujets perturbés et donc perturbateurs ou réfractaires au rythme d'une vie scolaire. Ce sont des difficultés normales de notre métier.

Il faut signaler aussi un autre aspect du travail d'un instituteur dans ce genre de classe. C'est celui de veiller constamment à l'hygiène et à la santé des enfants. Chaque matin, c'était la visite des têtes : en cas de présence persistante de lentes : on demandait aux parents de couper les cheveux de leur fils et de supprimer tous les œufs.

L'instituteur était tenu encore de soigner les teignes, les gales et le trachome. Nous disposions de quelques médicaments permettant de faire les applications nécessaires. Le trachome était l'affection la plus dangereuse. Il est provoqué par un virus déposé par les mouches dans le coin des yeux. Dans les pays comme l'Algérie, au Sud surtout, cette maladie faisait des ravages, provoquant de nombreuses cécités. Au moment de l'entrée en classe, nous instillions une goutte de collyre spécial dans les yeux des enfants atteints.

Je crois que les deux faits que je viens de citer expliquent pour beaucoup l'attitude des parents d'élèves à l'égard du personnel enseignant même s'il était Français et même Français d'Algérie : elle était faite de confiance et de sympathie. Il faut dire aussi que s'il s'est trouvé des instituteurs racistes et colonialistes (ceux-là étaient vite catalogués) par contre la majorité des instituteurs de toutes origines ont fait consciencieusement leur métier. Et cela est tout à leur honneur car ce n'était pas toujours facile. Le manque de crédits les obligeait souvent à déployer des trésors de débrouillardise et leur imposait un surcroît de travail. Et bien souvent, dans l'intérieur du pays surtout, ils se heurtaient à la malveillance des colonialistes qui leur reprochaient d'instruire les petits « ratons » et d'en faire de futurs révolutionnaires dangereux pour leur sécurité !

Je n'oublierai jamais un incident dont je fus le témoin peu après ma sortie de l'Ecole normale. Avec mon camarade Monacelli, nous avions entrepris une longue promenade dans la région de Ménerville, porte de la Kabylie. En fin de journée, Mona avait prévu un hébergement chez l'un de ses oncles, petit colon dans la plaine des Issers. Nous nous présentâmes à la ferme. L'oncle était bien là, mais il nous reçut très mal. Nous eûmes droit à une violente diatribe pouvant se résumer ainsi : « Vous, les instituteurs vous ne servez qu'à instruire de futurs révoltés. Si on vous laisse faire, bientôt, ils nous "foutrons" dehors... Mais ça ne se passera pas comme ça ! »...

Devant cet accueil, il ne nous resta plus qu'à réenfourcher nos vélos et à rentrer à Ménerville tard dans la nuit. Et cela se passait en 1933, à une époque où à peine 5 % de petits algériens pouvaient trouver une école !

Je pense donc que les Algériens étaient parfaitement conscients du rôle joué par la majorité des enseignants. Certes, ils dispensaient un enseignement assimilateur, mais ils permettaient aux élèves d'acquérir des connaissances utiles que nombre d'entre eux sauront bien utiliser dans le combat libérateur. Aït Ahmed, par exemple, a conservé un souvenir ému du directeur de son école de Kabylie, un Français.

A ce sujet, je voudrais dire mon opinion sur une légende qui a été utilisée par les colonialistes pour justement inciter les enseignants à rejoindre leur camp en bloc. Il s'agit du meurtre d'un de nos collègues, dès novembre 1954, dans les Aurès. On a beaucoup écrit sur le cas de cette première victime européenne des « événements » d'Algérie et on a beaucoup insisté sur le fait qu'il s'agissait d'un instituteur.

Or, le récit fait par son épouse, publié dans le bulletin du Syndicat national des instituteurs à Alger explique bien que son mari n'était pas visé par l'attaque du commando contre le car dans lequel ils se trouvaient. Les maquisards avaient décidé de liquider un caïd haï dans la région. C'est lui qu'ils firent descendre du car et qu'ils commencèrent à rouer de coups. Or, ne pouvant supporter cette scène, l'instituteur voulut s'interposer après être descendu du véhicule.

Bien sûr, un groupe discipliné se serait contenté de l'immobiliser, de le bousculer même ; il ne l'aurait pas abattu. Malheureusement, les montagnards de l'Aurès, pressés d'en finir avec le caïd, surexcités, ne se maîtrisèrent pas et firent feu sur lui. Ce fut un incident regrettable, déplorable mais auquel on ne peut pas attribuer une volonté préméditée d'attenter à la vie d'un enseignant en tant que tel. Je ne pense pas qu'il ait existé des cas de meurtres d'instituteurs sur les lieux de leur fonction. J'en connais malheureusement un : c'est celui de mon malheureux collègue, directeur de l'Ecole des Sources (Birmandreis), toute proche de l'établissement que je dirigeais alors. Il fut abattu sauvagement, devant tous les élèves alignés dans la cour, au moment de la rentrée de huit heures, le matin ! Oui, mais c'était un collègue algérien et les tueurs étaient ceux de l'O.A.S., ultra colonialistes et racistes...

On m'a signalé aussi (sans que j'en obtienne la confirmation et je souhaite que ce soit inexact) le meurtre d'un de mes anciens adjoints de l'école du Vieux Ténès quelques mois après notre départ de la région. Il s'agit d'un jeune français, M. Tordo, que j'avais estimé car il faisait très correctement sa classe. Mais il avait été affecté à l'unité territoriale en sa qualité de lieutenant. Or, cette U.T.[1] se fit remarquer par son attitude répressive : c'est ce que m'ont appris quelques uns de mes anciens élèves rencontrés après la fin de la guerre... Ce n'est donc pas l'instituteur qui a été abattu mais le lieutenant, officier d'une unité combattante.

Je crois qu'il n'est pas inutile de souligner l'attitude très souvent honorable prise par un grand nombre d'enseignants, au cours des événements. Il s'est trouvé des collègues parmi les activistes et les ultras de l'Algérie française. Mais ils ne formaient qu'une minorité regroupée dans un syndicat indépendant. La grande majorité est restée fidèle au Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) qui a toujours adopté une attitude modérée... Et au sein du S.N.I. existait une tendance non négligeable animée par les camarades Siblot, Braïki, Monacelli, Nondédéo, Faradji, etc. qui, avec un grand courage, n'a pas cessé de lutter pour une paix donnant satisfaction au peuple algérien. Il y a eu aussi l'appel des 221 enseignants algériens et français lancé en 1955-56, au moment où les combats s'amplifiaient et gagnaient tout le pays. Les signataires savaient les risques qu'ils couraient ; d'ailleurs la plupart d'entre eux seront expulsés, internés ou emprisonnés.

*
**

En cette année 1953, après les quelques mois de réadaptation, nous étions revenus à notre style de vie des années 1937-42. Sur le plan matériel, les conditions étaient tout de même très différentes. Nous vivions beaucoup plus à l'aise. Notre Mutuelle avait fait construire un Centre médical très moderne où nous pouvions bénéficier gratuitement de tous les soins. Alger n'était pas loin et un service de cars permettait des va et vient commodes.

Nos fréquentations, à Saint-Ferdinand, se limitaient à la famille Molinès et à une famille de petits colons, parents des Molinès dont la petite fille devînt l'amie de notre petite Joëlle.

Je ne vais pas revenir sur le problème du colonat, sur celui des terres accaparées et confisquées aux Algériens qui avant la conquête française ne

1. Unité Territoriale — U.T. — Il s'agissait de formations militaires composées de réservistes Français d'Algérie (actuels Pieds Noirs). Ces territoriaux effectuaient des patrouilles de surveillance ou de contrôle. Ils devaient se mettre à la disposition de leur unité un certain nombre de jours et de nuits par mois. Bien des « Pieds Noirs » ont rechigné devant cette obligation et n'étaient certes pas des volontaires. D'autres ont fait du zèle et se sont associés à des actes de répressions racistes.

connaissaient pas la propriété privée du sol. J'ai suffisamment développé cette question fondamentale dans la première partie de mon témoignage. Je rappelerai seulement que dans le Sahel d'Alger où se trouvait Saint-Ferdinand, les colons français possédaient 93 % des terres cultivables !

Mais je ne peux pas parler de Saint-Ferdinand sans évoquer ce spectacle auquel nous assistions lors de toutes nos promenades dans la campagne : le colon, tranquillement assis dans sa camionnette, surveillant une ou plusieurs file de travailleurs agricoles algériens sarclant, retournant la terre au crochet [2], sulfatant les vignes, etc. sous un soleil de plomb, depuis le lever du jour jusqu'à la nuit.

Depuis, peu, ces travailleurs avaient acquis quelques droits sociaux. Mais l'absence d'un contrôle sérieux permettait au colons d'agir selon leur bon plaisir et les malheureux pouvaient difficilement se défendre. En certains endroits des syndicats d'ouvriers agricoles, aidés par l'« Union générale des syndicats d'Algérie » (U.G.S.A.), avaient pu se constituer et agir efficacement comme ce fut le cas dans la région de Blida avec le camarade Ali Khodja ou celle d'Orléansville (Al Asnam) avec le camarade Marouf.

Je ne peux pas, non plus, sur le plan de l'attitude patronale à l'égard des travailleurs souscrire aux opinions émises par de nombreux Français d'Algérie selon lesquelles, seuls les gros colons (quelques dizaines bien connus) porteraient la responsabilité de l'exploitation éhontée de la main d'œuvre algérienne, du racisme, des injustices, etc. Ce que j'ai vu à Saint-Ferdinand comme ailleurs m'a bien montré que les colons petits et moyens se conduisaient, en général comme les autres, avec peut-être des exceptions vers plus ou moins de partenalisme. Mais la plupart ont « fait suer le brunous » souvent avec plus de rapacité que les gros. Une comparaison peut d'ailleurs être faite entre les petits colons et les petits patrons français qui emploient, en général, les salariés les plus exploités de France.

Les colons jouissaient aussi de nombreux avantages. Le calcul des impôts, par exemple, leur permettait d'être souvent exonérés, parfois totalement. En cas de mauvaises récoltes, ils percevaient des primes (et en Algérie, on se gaussait de cette notion de « mauvaise récoltes » toujours appréciée par les colons relativement à une excellente récolte). Ils bénéficiaient de carburant détaxé, de primes à l'achat de matériel.

Les instituteurs pouvaient constater, entre autres, que les bourses scolaires étaient attribuées aux fils et filles de colons alors qu'on les refusait à leurs propres enfants. Avec trois enfants et un seul traitement pour faire vivre notre ménage, je n'ai jamais pu obtenir une bourse scolaire... pour aucun d'eux ! Or, grâce à mon collègue Molinès, j'ai eu connaissance des dossiers de demandes de bourses concernant des fils de colons dont nous

2. Crochet : C'est un outil très utilisé en Algérie pour le jardinage, l'entretien des vergers, des vignobles. Il s'agit d'une sorte de houe dont la plaque métallique est remplacée par deux dents d'acier très solides.

pouvions, tous les jours, constater la richesse évidente (plusieurs voitures automobiles à l'époque, nombreux serviteurs, vie opulente, etc.) ; j'étais scandalisé par les revenus déclarés à la Direction des Impôts. Tous ces dossiers étaient acceptés sans difficulté par la Commission des Bourses !

1953 m'offrit l'occasion d'une expérience nouvelle. Molinès me conseilla de m'intéresser au problèmes des colonies de vacances. Pour obtenir la direction d'un Centre de vacance, il fallait possèder le diplôme de directeur et pour cela, il était nécessaire de conquérir d'abord celui de moniteur. Pendant les vacances de Pâques 1953, j'effectuai un stage de moniteur dans un site merveilleux du Djurjdura [3], Tala Guilef, la Fontaine du Sanglier en langue kabyle. Je me retrouvai là avec trente jeunes de 18 à 25 ans, presque tous des Européens... j'en avais quarante ! Mais tout se passa très bien et je n'éprouvai des difficultés que lors de certains jeux au cours desquels je me montrai très maladroit.

La directrice du stage, M[me] Parcot, était déléguée régionale pour l'Algérie des C.E.M.E.A. [4], filiale de cet organisme français. Récemment venue de France, c'était une chrétienne progressiste, très libèrale. Elle s'était entourée d'une équipe de la même orientation et comprenant quelques enseignants membres du Parti communiste algérien. Pendant la guerre d'Algérie, ce collectif eut une attitude plus qu'honorable et personnellement, j'eus à plusieurs reprises, l'occasion de bénéficier, de sa part, d'une aide alors bien précieuse.

Au cours des discussions très larges clôturant chaque exposé traitant des problèmes pédagogiques se posant dans les collectivités d'enfants, j'interviens souvent. Et, de ma part, c'était pour exprimer mon inquiétude à l'égard d'un libéralisme que je jugeais outrancier concernant des enfants qu'il convenait d'initier au respect des règles indispensables dans de telles collectivités. En cela, je n'ai pas changé d'avis. Pour moi, l'homme est un être social, il est fait pour vivre en groupe, en société. Il n'est pas fait pour former à lui seul une entité isolée, s'enfermant dans l'univers étroit qu'il se crée au fil des ans et des circonstances. La société n'est pas une somme d'individus cloisonnés dans leur « soi », dans la conscience de leurs droits

---

3. Le Djurdjura est une chaîne de montagne qui domine la Grande Kabylie. Son aspect est celui de montagnes jeunes : pics, arêtes très découpées, aplombs verticaux atteignant jusqu'à 600 mètres de hauteur, flancs rocheux. Le Leila Khedidja culmine à 2 307 mètres. Les neiges couvrent les sommets de fin novembre à début mai. On y trouve des sites splendides et, depuis les sommets, on découvre des paysages lointains, la mer, Alger...

4. Les C.E.M.E.A. (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Actives) sont une organisation laïque liée aux associations entourant l'Ecole publique : Ligue de l'Enseignement, etc. Ils ont pour vocation de former des animateurs de collectivités : colonies de vacances, hôpitaux psychiâtriques, etc.

Il existe aussi une organisation catholique, l'U.C.V. Quoique chrétienne convaincue, M[me] Parcot dénonçait le sectarisme et l'esprit rétrograde de cette dernière. Cependant, tout en étant très démocrate et antiraciste, le C.E.M.E.A. d'Alger, tant par le fond que par la forme, enseignait une pédagogie et des activités (chants, jeux, rythmes de vie, etc.) absolument français, les mêmes qu'à Paris ou Marseille... donc totalement assimilationnistes.

exclusifs, dans leur égoïsme. Cette conception est sécrétée par les fondements mêmes de la société capitaliste.

La société de l'homme est collective ; les comportements totalement individualistes sont anormaux et dangereux pour tous. Chaque fois que l'homme s'éloigne de ses besoins collectifs d'homme, il perd son caractère humain, il n'est plus un homme. Il devient un danger pour ses semblables ou un marginal inutile. C'est le péril que nous courons aujourd'hui dans nos pays. Et cela d'ailleurs, selon moi, amène à une fausse conception de la liberté. Quand l'homme est entièrement enfermé dans égoïsme individuel, il lui devient impossible de vivre dans une société humaine. Dans une société constituée uniquement par une somme d'égoïsme, il ne peut pas exister de libertés réelles mais seulement des libertés formelles utilisées pour la propagande des tenants du système en place. Seuls, peuvent bénéficier d'une soi-disant liberté les biens pourvus, les riches, les gens sans scrupule. Les autres sont frustrées, écrasés, déséquilibrés. Une telle société doit disparaître au plus tôt, il y va de l'avenir de l'Humanité.

Je sais, bien entendu, qu'une société humaine comme je la souhaite constitue un idéal difficile à concevoir avec nos données actuelles, mais je pense qu'il est possible de s'en rapprocher toujours plus : c'est là le sens de mes combats. Et le socialisme, aujourd'hui, me paraît le meilleur moyen d'aller dans cette direction. C'est un combat permanent, parfois décevant car complexe et se déroulant souvent en dents de scie avec des avancées, des périodes de stagnation voire de reculs, mais il vaut la peine d'être mené. Il va dans le sens des progrès amorcés il y a des millions d'années et qui n'ont aucune raison de ne pas être poursuivies.

Ma satisfaction serait de savoir que j'ai transmis à la descendance les acquis de mes prédécesseurs enrichis de mes propres apports. Je trouve réconfortant de s'estimer être le maillon d'une chaîne née dans la préhistoire de l'homme s'allongeant au fil des temps. Cela constitue ma raison de vivre, d'espérer.

C'est dans cette direction que je voudrais voir se former la jeunesse.

Ma controverse, avec Mme Parcot, portait donc sur la meilleure manière d'obtenir des enfants d'hommes susceptibles de bien s'insérer, à l'âge adulte, dans une société nettement humaine. Les méthodes actives, telles qu'elles nous étaient exposées, me paraissaient axées sur la formation d'être trop individualistes, pas assez préparés aux responsabilités d'une vie réellement collective, dans laquelle chacun n'envisage ses droits que relativement à ceux des autres. Une vie collective laissant à chacun la liberté de son comportement social mais toujours avec la préoccupation d'être assuré de ne gêner personne, de ne brimer personne, de n'offusquer personne, de n'« écraser » personne.

Ce comportement suppose l'apprentissage du respect de certaines règles sans lesquelles il n'existe pas de société possible. Et je crois que les enfants d'homme sont des hommes en formation et non encore formés. Leur besoin fondamental comme celui de tous les jeunes êtres vivant dans la Nature est celui d'apprendre, d'acquérir toutes les notions qui feront

d'eux des adultes. Ils doivent acquérir notamment cette mentalité sociale qui permet d'avoir, en toute circonstances, l'attitude convenant à la situation vécue face à autrui ou face à la collectivité, attitude respectant les besoins et la liberté des autres.

J'étais partisan aussi de l'utilisation pédagogique d'une certaine émulation collective tout en étant bien conscient des limites à ne pas dépasser et du danger d'une systématisation de ce moyen.

Ce genre de discussion plut beaucoup à Mme Parcot et à son équipe. Nos désaccords subsistèrent mais au cours des stages suivants et au moment de l'organisation de mes différentes colonies de vacances, je pus mesurer toute la sympathie qui marqua nos rapports. J'adhérai d'ailleurs au groupement d'Alger des C.E.M.E.A.

Mes interventions ne furent pas inutiles car elles me permirent d'obtenir l'amitié de deux jeunes stagiaires algériens dont l'un était membre du P.C.A. Au cours de nombreuses discussions avec eux (nous avions formé un groupe d'affinité), je pus m'informer de l'état du moment dans lequel vivait la jeunesse algérienne, apprendre quels étaient ses espoirs, ses inquiétudes, les moyens qu'elle entrevoyait pour sortir du régime colonial. Pour eux, c'était clair, toutes les illusions dans une issue démocratique, par le canal élections notamment, avaient été balayées par les réalités historiques. Au colonialisme s'imposant par la force, il fallait opposer la force du peuple algérien, la lutte, y compris la lutte armée dès que ce serait possible. Et je ne pouvais que les comprendre et les approuver !

Bien entendu, l'activité promenade était celle qui m'enthousiasmait le plus car elle nous permettait de jouir des magnifiques spectacles que nous offrait le Djurdjura. Les « doigts » du Thalthat (la Main du Juif), quatre pitons s'élevant à la verticale, vus de près, forment un ensemble impressionnant. Du sommet de certains aplombs verticaux, on domine d'une hauteur de plusieurs centaines de mètres, des fonds verdoyants au milieu desquels scintillent des lacs reflétant le ciel intensément bleu. Les sites varient à chaque détour de piste. J'avais déjà parcouru la sente avec mon camarade Monacelli ; quinze ans après, rien n'avait changé. Je ne pouvais imaginer en ce printemps 1953 que peu de mois plus tard, la mitraille, les bombes, le napalm allaient apporter ici la destruction, la mort, la souffrance !

Au cours des grandes vacances d'été qui suivirent, Mme Parcot me fit affecter au titre du moniteur, à une colonie de vacances dirigée par un camarade instituteur, membre du P.C.A. Braud m'aida beaucoup et grâce à ses conseils tout se passa très bien malgré mon âge avancé pour un moniteur. Il avait accepté de prendre mon fils Yvan dans sa colonie, ainsi celui-ci put bénéficier d'un bon séjour de montagne.

Nous étions installés sur les sommets de Chréa faisant partie de l'Atlas blidéen, au milieu d'une magnifique forêt de cèdres du Liban multicentenaires, à une altitude de 1 500 mètres. Le massif s'élevait directement au-dessus de la plaine de la Mitidja. Celle-ci donc s'étalait à

nos pieds et nous profitions d'une splendide vue aérienne comprenant notamment la ville de Blida, et à l'horizon, la Méditérranée.

Les nombreuses promenades avec les enfants m'amenèrent dans des lieux qui me rappelèrent les scènes et les sites que j'avais connus en 1933, alors que jeunes communistes, nous venions encourager les montagnards dans leurs résistance contre la répression exercée par l'administration coloniale.

En 1953, absolument rien n'avait changé dans ces montagnes situées à moins de quarante kilomètres d'Alger. Je revis les mêmes villages aux petites maisons basses coincées les unes contre les autres. Les murs étaient faits de pierres sèches et la toiture consistait en larges pierres plates soutenues par des grosses branches ou des petits troncs d'arbres. Les groupes d'habitations s'abritaient au creux de petits vallons aux flancs arides et pierreux. Quelques arbres alentour, de tout petits espaces cultivés constituaient les seules possibilités de ressources pour les habitants.

Pauvres gens ! Presque nus, vêtus de guenilles, sans école, sans soins... et pour tout réconfort, le magnifique spectacle permanent de la plaine la plus riche de l'Algérie avec ses mosaïques de champs, de vignes, de vergers bien irrigués, ses nombreuses routes la silonnant en tous sens, ses villes florissantes (Blida, Boufarik...) Plaine se découvrant entièrement sous leurs yeux éblouis... plaine qui était celle de leurs grands-pères : ils en avaient été chassés pour faire place aux colons ! Qui ne peut comprendre, admettre la haine accumulée au fil des générations dans le cœur de ces montagnards ? Peut-être alors acceptera-t-on de porter un jugement plus serein, plus juste sur les violences refoulées éclatant brutalement au moment des heures décisives du combat libérateur ?

1953 avait été pour nous celle où nous pûmes acheter notre première automobile, une modeste quatre chevaux qui contenait à peine toute la famille. Elle facilitat énormément nos déplacements et améliora notre existence. Nous pouvions désormais amener nos enfants sur les plages voisines de Sidi Ferruch, de Zéralda et la voiture fut précieuse pour les approvisionnements.

Nous entrions dans une deuxième année scolaire. Je reprenais ma classe d'initiation et rien de nouveau ne paraissait devoir survenir dans l'immédiat.

Je m'aperçus, fin octobre, qu'un militant nationaliste vendait publiquement *L'Algérie Libre* à chaque parution. Je l'achetai une première fois, puis je demandai au vendeur de me réserver le journal régulièrement. Bientôt, nous sympathisâmes et échangeâmes nos points de vue sur la situation. J'étais informé par la lecture quotidienne d'« Alger Républicain » et aussi par celle de *Liberté*, organe du Parti Communiste Algérien.

Le militant nationaliste était un épicier kabyle. Un certain jour de novembre 1953, il vint me trouver pour me demander d'intercéder auprès du directeur de l'école afin d'obtenir l'ouverture d'un cours d'adultes. Il souhaitait que j'assure moi-même ce service. Cela ne me déplaisait pas car

j'aurais ainsi un contact avec la population et de plus, je percevrais une petite rétribution bienvenue pour notre ménage.

A cette époque, l'Education nationale avait organisé des cours du soir pouvant se tenir dans les écoles où existaient des maîtres volontaires, sous la responsabilité du directeur. Molinès accepta immédiatement et entreprit des démarches nécessaires.

Dès le début de décembre trente Algériens étaient réunis dans ma classe, trois fois par semaine, à partir de 21 heures. L'atmosphère devint rapidement sympathique car je ne masquai rien de mes options anticolonialistes. A la fin de la première soirée, le vendeur de l'« Algérie libre » qui, par la suite, fut un des meilleurs élèves, tint à me faire connaître qu'il était le responsable de la cellule du M.T.L.D. de Saint-Ferdinand, que tous les élèves étaient des membres de son parti et que je pouvais leur faire confiance. Dès lors, le sens était donné au contenu des cours : après les séances de lecture et d'écriture, c'étaient des échanges de vue sur les problèmes algériens. Mes élèves étaient de tout petits commerçants, quelques ouvriers dont le forgeron et surtout des ouvriers agricoles. Beaucoup parlaient à peine le Français.

A cette époque, le mouvement nationaliste principal, le « Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques » (M.T.L.D.) issu du « Parti du Peuple Algérien » (P.P.A.) de Messali Hadj, était en crise. C'était pourtant l'organisation la plus près des larges masses algériennes. Des tendances se querellaient. Il y avait les « légalistes » qui avaient encore certaines illusions sur les possibilités d'utiliser les réformes « néocolonialistes » pour faciliter la lutte en faveur de l'indépendance et il y avait tous ceux qui ne comptaient plus que sur la route armée, sur la « violence populaire » opposée à la violence colonialiste. Il y avait aussi les vieux cadres sclérosés autour du chef historique, Messali Hadj, qui se confinaient dans une attitude coupée des réalités, de plus en plus imprégnée de religiosité.

Aït Ahmed explique dans ses mémoires comment les « révolutionnaires », tout en restant dans l'organisation du M.T.L.D., se trouvèrent regroupés au sein de l'O.S. (Organisation Spéciale) clandestine dont le but était de préparer l'insurrection.

Mes élèves n'étaient pas des stratèges ni des théoriciens ! C'étaient des hommes prêts à tout pour sortir de leur misère et de leur indignité. Ils se préparaient tout simplement à agir physiquement pour en finir.

J'eus à défendre, auprès d'eux, l'existence du Parti Communiste Algérien. Ils m'opposèrent immédiatement des faits concrets qui me gênèrent beaucoup : toujours la fameuse présence de ministres communistes devant le Gouvernement massacreur de mai 1945... et aussi des exemples de membres européens du P.C.A. se conduisant comme les autres colonialistes, des noms étaient cités que je ne connaissais pas.

Le responsable de la cellule M.T.L.D. me parla de Molinès. Pour lui, c'était le représentant du P.C.A. à Saint-Ferdinand puisqu'il était le correspondant d'*Alger Républicain*. Or, sur place, il ne fréquentait que les

Européens, colons pour la plupart. Il n'avait aucun contact avec les Algériens. Son langage, ses attitudes étaient ceux de tous les autres ; il ne se distinguait en rien d'eux. La rubrique locale d'*Alger Républicain* ne contenait rien qui puisse intéresser les Algériens. Pour eux, c'était un colonialiste comme les autres et tout le P.C.A. était englobé dans cette vision des communistes, propagée d'ailleurs par les dirigeants nationalistes depuis le sommet de leur organisation.

Je fus bien embarrassé pour lui apporter des explications convaincantes concernant la complexité des problèmes rencontrés par le Parti communiste Algérien qui ne pouvait pas refuser de prendre en compte le sort de la masse des Européens d'Algérie ne bénéficiant pas directement de la surexploitation coloniale. Ce sont ces Européens qui avaient présidé à sa naissance, qui avaient assuré sa structuration sans laquelle il n'aurait pas pu s'algérianiser. Notre combat, tout en prenant en compte le principe du respect des nationalités, de leur droit absolu à l'indépendance, s'inscrivait fondamentalement dans le contexte de la lutte des classes. En Algérie, le P.C.A. devait donc ce déterminer en fonction de ces deux critères : le droit à l'indépendance de l'Algérie mais aussi la reconnaissance des droits des minorités nationales et la défense des classes exploitées.

Les nationalistes, eux, ne visaient qu'à la conquête de l'indépendance au profit des seuls Algériens sans tenir compte des conséquences présentes (et futures) de la lutte des classes. C'est ce que j'essayai de développer tout en n'oubliant pas de faire remarquer l'attitude de ces communistes européens qui dès 1920 et dans les pires périodes de l'Algérie coloniale, ont eu le courage de dénoncer les crimes, le racisme, l'exploitation subis par le peuple algérien et on lutté pour son émancipation. Je leur rappelai que dans les années 1930, par exemple, je n'avais trouvé que des communistes pour mener ce combat, dans un parti en voie de structuration, mais déjà présent dans toute l'Algérie. Par contre, je n'avais rencontré que deux condisciples algériens de l'Ecole normale de Bouzarréa soutenant des thèses nationalistes ; mais ils n'étaient adhérents à aucun parti et affirmaient essentiellement leur identité par leurs attitudes religieuses. Effectivement, si Messali Hadj avait déjà créé l'« Etoile Nord Africaine » à Paris (avec l'aide du Parti Communiste Français), cette organisation était surtout agissante dans la région parisienne ; en Algérie, il n'en existait que quelques groupuscules peu connus, comme l'a écrit Aït Ahmed dans ses mémoires. Et c'est pourquoi, d'ailleurs, je n'en ai pas parlé dans la première partie de mon témoignage.

Je tentai d'expliciter la personnalité de Molinès mise en cause par eux. C'était un très brave homme, consciencieux, humain. S'il était imprègné d'une mentalité l'empêchant de fraterniser avec les Algériens, cela tenait à ses origines, à son éducation, à sa culture. Comme beaucoup d'Européens d'Algérie, ses tendances progressistes issues de traditions familiales nées en Espagne, n'allaient pas jusqu'à lui permettre d'appréhender dans toutes leur conséquences l'ensemble des données du problème colonial. A titre individuel, il n'aurait jamais fait de mal à un Algérien, il reconnaissait

pleinement l'injustice du système. Mais il était installé dans la situation présente et pour lui, une solution ne pourrait intervenir qu'à terme, ce qui lui permettait d'envisager une longue période de statu quo marquée de progrès mesurés.

Ses parentés, de plus, le liaient à des colons de la commune et de la région et ses affinités allaient plutôt vers eux (tout en connaissant et reconnaissant leur nocivité) que vers les Algériens.

Je suis bien persuadé de n'avoir convaincu personne à ce sujet quoique j'était assuré qu'en toutes circonstances, ils respecteraient et même protègeraient l'enseignant, le directeur de l'école.

Je m'efforçai finalement de mettre l'accent sur tous les points de convergence entre les nationalistes et les communistes. Et bientôt, il ne fut plus question, entre nous que les problèmes pratiques, que de discusions sur des situations concrètes du moment axées sur les nécessités de la lutte quotidienne. Je les ai aidés notamment à acquérir quelques notions concernant l'histoire de leurs pays, la géographie, l'économie de l'Algérie, l'explication du fait colonial, etc.

Ayant reçu de mon camarade Charles Siblot, militant actif du P.C.A. un avis m'annonçant son passage à Saint-Ferdinand pour y discuter de l'enseignement de la langue arabe dans les écoles, j'organisai une petite réunion, chez moi, à laquelle j'invitai Molinès, le responsable de la cellule du M.T.L.D. et un condisciple de Bouzaréa présent au village. Siblot se présenta comme agissant au nom du P.C.A. qui préparait une campagne en faveur de la diffusion de l'Arabe dans toutes les écoles. La discussion fut très intéressante et le secrétaire du M.T.L.D. fut agréablement étonné de voir comment les communistes voyaient cette question. Il fut d'accord avec nos propositions. Molinès acquiessa lui aussi et c'était en toute sincérité : nous devions en reparler par la suite Quand au condisciple, il ne dit pratiquement rien, mais après la réunion il m'exprima ses craintes, son désaccord et son regret d'avoir été mêlé à cette discussion.

Je terminerai ce passage concernant mes relations avec les nationalistes algériens de Saint-Ferdinand en évoquant une remarque que me fit le camarade Abdelkader Babou alors membre du Bureau politique du P.C.A. Il était venu nous visiter à Ténès en 1955 en vue d'organiser, sur place , le passage du Parti à la clandestinité. Il s'était trouvé, quelques mois auparavant, incarcéré à la prison de Blida avec des militant nationalistes dont plusieurs étaient originaire de Saint-Ferdinand, notamment le responsable de la cellule M.T.L.D., le forgeron, etc. Et ceux-ci, me dit Babou, lui avaient fait part de leur satisfaction d'avoir pu connaître un instituteur communiste qu'ils considéraient comme un allié sincère... Babou accordait une grande importance à ce fait et évidemment cette appréciation m'alla droit au cœur. Et je ne puis m'empêcher de regretter, à nouveau, en cette circonstance, toutes les occasions perdues, au fils des années, qui nous auraient permis de conserver et même d'accentuer la confiance que de nombreux Algériens avaient ou auraient accordée à notre Parti.

Bien entendu, ce cours d'adultes devait faire jaser parmi les Européens du village. Molinès m'en fis, un certain jour, la remarque, très amicalement, me disant en plaisantant que la cellule nationaliste de Saint-Ferdinand avait trouvé un excellent lieu de réunion ! Mais, et c'est tout à son honneur, il trouvait cela sympathique. Il tenait surtout à me mettre en garde et à m'inciter à la prudence. Je savais maintenant toute sa réprobation à l'égard du colonat. Mais son insertion dans la société européenne d'Algérie comme sa crainte du peuple algérien qu'il jugeait immature et encore très éloigné des mentalités qui lui permettraient d'user de larges conquêtes démocratiques, ne lui laissaient que peu d'occasions d'exprimer ouvertement son rejet de l'injustice. Sa position demeurait donc intellectuelle et quasi confidentielle. Il faut tout de même lui reconnaître le courage d'avoir accepté la charge de correspondant du journal « Alger Républicain », connu partout comme étant le quotidien du Parti communiste algérien.

Je le vis pour la dernière fois à Lodi où il venait rendre visite à son neveu, militant actif du P.C.A., interné comme moi. Malheureusement, il ne put pénétrer dans le camp car ce dimanche-là, nous étions punis ! Les visites des familles avaient été interdites. Les parents des détenus avaient accompli un voyage de plusieurs heures en chemin de fer ; ils durent piétiner toute la journée dans la neige pour attendre le train du soir les ramenant à Alger ou ailleurs.

Je me suis un peu attardé sur le cas de mon collègue Molinès car il me paraît représenter une frange importante de Français d'Algérie aux idées généreuses mais qui se trouvaient dans l'impossibilité de les mettre en application car ils étaient prisonniers du contexte colonial. Cette frange a conservé sa sympathie au P.C.A. jusqu'au bout et au cours de la guerre nationale, elle n'a pris part à aucune violence anti-algérienne et souvent, bien au contraire, elle a aidé des personnes algériennes de leur connaissance maltraitées ou victime de la répression.

J'en donnerai plus loin un autre exemple au travers des activités de L'Unité territoriale de Bouzaréa en 1957.

Je sais que je n'ai pas pu convaincre mes amis nationalistes et obtenir d'eux qu'ils prennent en compte des cas comme ceux de Molinès qui les auraient incités à reconsidérer, peut-être, leur opinion concernant les Français d'Algérie appréciés par eux comme étant, en bloc, des colonialistes irréductibles et des usurpateurs.

Je le regrette beaucoup et je regrette que, depuis 1920, nous n'ayions pas réussi à obtenir un démarquage plus net entre les militants communistes européens et les Français d'Algérie fondamentalement acquis au système colonial. Je sais la gageure que cela représente : comment réussir un travail de masse chez les Européens si, dès l'entrée, on se coupe de la majorité d'entre eux ? Mais ne touche-t-on pas là aux fondements mêmes du problème algérien ? Car, la question est de savoir quel était le rôle historique dévolu au peuplement européen d'Algérie. Ce peuplement était-il algérien ? Pouvait-il le devenir dans un contexte colonial ? Par

Algérien, j'entends fils de la Nation algérienne réelle... celle issue de plus de 20 siècles d'histoire. Combien d'années, en 1953, pouvait-on accorder à l'existence de l'Algérie coloniale ? Combien d'années pouvait-on prévoir qu'elle subsisterait dans ce contexte des réalités néocolonialistes, de la prolongation du monde capitaliste des multinationales et de la France bien installée dans ce monde-là ?

Le Peuple algérien pouvait-il attendre, lui, des réformes hypothètiques, insuffisantes, sabotées, presque toujours inefficaces ? Pouvait-il supporter la perpétuation de sa sujétion à une nation étrangère ?

Le Peuple algérien a tranché et, pratiquement dès 1954, la grande masse des Européens s'est placée en situation de peuplement étranger à l'Algérie, opposé à la Nation algérienne en guerre pour sa libération. Le verdict de l'histoire fut sans appel. Je crois qu'il était prévisible comme je l'ai sommairement déjà évoqué dans ce récit.

Aujourd'hui, je crois qu'il faut bien voir les différences existant entre le cas algérien et celui des Républiques de l'Orient soviétique. Car, il faut dire que ces républiques ont constitué pour beaucoup d'entre nous un exemple exaltant... et un bon espoir de réussites semblables en Algérie. Je viens de terminer la lecture du livre de mon ami Henri Alleg : « Etoile rouge et Croissant vert ». Il constitue un monument de documentation et d'appréciations. Sa lecture est passionnante. Elle m'a incité à effectuer le voyage... pour aller voir ! Je suis certain d'en revenir convaincu et enthousiaste.

Mais nulle part, je n'y ai trouvé des situations semblables à celles que j'ai connues en Algérie. Les seules similitudes consistent dans les mêmes conséquences désastreuses découlant des systèmes coloniaux pour les peuples qui en sont les victimes : analphabétisme, misère, oppression, répression, manque de soins, régression, etc.

Pour tout le reste : histoire, géographie, mentalités, formes du régime colonial et structures importées, problèmes ethniques et linguistiques, caractères du peuplement étranger imposé par les colonisateurs (ses origines, rôle qu'il a joué sur le plan économique, social, et politique, son importance numérique, ses points de concentration), régimes politiques des métropoles... etc. : tout diffère et rien ne permet de déceler des situations comparables. Et il ne faut pas oublier l'impact de la Révolution d'octobre 1917... puis les événements riches de conséquences que ces pays ont vécus dans les années 1917 à 1921...

Pour ce qui m'intéresse particulièrement, la population importée d'origine russe ou de nationalités diverses n'avait rien de comparable au peuple « Pieds noirs ». J'emploierai désormais ce terme puisque c'est de cette manière que celui-ci souhaite marquer son identité.

Ce peuplement « Pieds Noirs », je le répète encore, forgé de toutes pièces par une volonté délibérée venu de Paris dès les années 1830-40 a été créé pour faire une Algérie française dans laquelle le peuple algérien n'aurait plus aucun rôle majeur à jouer. On a systématiquement fait naître

une mentalité spécifique alimentée par des slogans devenus presque des dogmes pour ces « Français » d'Algérie :

— « Les Arabes » ne parviendront jamais aux réalités modernes ;

— Leur religion leur impose des formes de vie arriérées, ils ne peuvent pas « évoluer » ; il faut se passer d'eux le plus possible, s'en méfier, les surveiller étroitement ;

— l'Algérie n'a pas d'histoire ; la Nation algérienne n'a jamais existé et n'existera jamais :

— « les Arabes » ne seront jamais capable de s'adapter à une économie moderne, leur langue ne permet aucune étude scientifique ou mathématique ;

— Sans les Pieds Noirs, l'Algérie s'effondrerait et sombrerait dans l'anarchie et la ruine ;

— « Les Pieds Noirs » ont fait l'Algérie, ils y ont créé toutes ses richesses, ils en ont fait un pays moderne ;

— La véritable Algérie, c'est donc l'Algérie française ! D'ailleurs, les « Arabes » sont des envahisseurs (?) : ils ne sont pas chez eux (?) ... d'où l'on peut conclure : « S'ils ne sont pas satisfaits, ils n'ont qu'à... retourner en Arabie » ?...

Toutes ces contre-vérités ont été démantelées par des historiens honnêtes appartenant à divers horizons politiques et philosophiques. La plus grotesque, par exemple, consiste à ignorer l'origine ethnique de la grande masse des Algériens qui sont les descendants des antiques Berbères occupant le pays depuis des millénaires. Désigner les Algériens par le nom d'« Arabes » est aussi stupide que d'appeler Romains les habitants de la France sous le prétexte qu'ils ont été latinisés voici plus de deux mille ans !

Cette mentalité ainsi forgée dans un contexte colonial particulier à l'Algérie avait donné naissance à un peuplement très spécifique né d'ethnies essentiellement méditerranéennes. Les Pieds Noirs se sont trouvés piégés, dans un pays qui, pensaient-ils était devenu le leur ; mais de mon point de vue, quant au fond, ils n'étaient que des étrangers sur le plan de l'histoire, des mentalités, de la culture, de la place occupée dans l'économie, etc. Pour eux, il n'y avait pas de Nation algérienne, elle n'avait jamais existé ! Il y avait leur Algérie... et ils se référaient à la nation qui assurait leur sécurité : la France... Tout en sentant bien au fond d'eux-mêmes qu'ils n'étaient pas réellement des Français. Cela s'est bien senti à certaines époques. En 1936-39, par exemple, un nombre important de colons et autres colonialistes d'Oranie ont effectué des démarches auprès du général Franco jugé par eux comme un meilleur protecteur : leur but était d'envisager la rattachement de cette région à l'Espagne !

Etaient piégées surtout les larges couches de Pieds Noirs pauvres et de condition moyenne. Ils ont été mobilisés au cours des guerres meurtrières de 1914-18 et de 1939-45. En 1943, tous les hommes valides se trouvant en Algérie furent rappelés sous les drapeaux et ils firent campagne en Tunisie, en Italie, en France, etc. Ce qui ne doit pas faire oublier que des dizaines et des dizaines de milliers d'Algériens le furent aussi.

Pendant des décades et des décades, ces couches ont été exploitées par les colons et les autres profiteurs de la colonisation.

Enfin le piège s'est refermé sur eux au cours des années 1954-62, les entraînant, dans leur grande majorité, à la rescousse du colonat, des tenants du système. Englués comme ils l'étaient dans leurs formes de vie, dans leurs mentalités, ils ne pouvaient pas réagir autrement. Cependant un nombre notable d'entre eux et en particulier beaucoup de membre Pieds Noirs du Parti Communiste Algérien n'ont pas suivi ce mouvement général : soit leur clairvoyance exceptionnelle, soit l'attachement à leur parti, soit un sentiment très élevé d'humanisme et d'horreur de l'injustice les ont placés dans le camp algérien, dans celui de la lutte pour l'indépendance. Personnellement je pense qu'il serait regrettable de ne pas reconnaître leur grand mérite.

Mais il n'est pas possible, d'autre part, de mettre en accusation les Pieds Noirs dans leur ensemble et en particulier la très grande majorité d'entre eux aux origines modestes : ouvriers, fonctionnaires, petits commerçants, artisans, professions libérales de petit et moyen niveau, certains tout petits colons vivant d'une exploitation familiale (il y en avait encore un certain nombre), etc. Tous ces gens ont été trompés sur le contenu réel de l'Algérie coloniale. Dès leur naissance, ou dès leur arrivée en Algérie, on les a enfermés dans un réseau serré d'idées fausses, on les a insérés dans un ensemble socio-économique qui leur était spécifique. On les a privés de tous les moyens de pouvoir comprendre et même de connaître la réalité concernant le peuple algérien qui dans le fond leur était étranger et inconnu.

Ils ont été utilisés par la colonisation lorsqu'elle avait besoin d'eux et cela sans qu'ils prennent conscience du rôle qu'on leur faisait jouer. Ils ont été des jouets sacrifiés d'un cœur léger à l'ultime moment. Ces Pieds Noirs là ont terriblement souffert de leur rejet de l'Algérie en 1962. C'était pour eux un arrachement aggravé par leur dispersion sur un territoire français vaste, varié et en somme étranger pour eux. Aujourd'hui encore quand ils disent « chez nous », ce « chez-nous » c'est Algérie que leur cœur ne pourra jamais oublier.

Ils ont été les victimes d'une politique coloniale, victimes de capitalistes sans cœur, des colons rapaces... Victimes d'un crime historique consistant à créer artificiellement un peuplement étranger dans un pays en vue de rendre définitif l'asservissement (voire la disparition) de ses véritables habitants jugés trop indociles. C'était ce que l'on appelait cyniquement une colonie de peuplement. Je pense, qu'aujourd'hui, beaucoup de Pieds Noirs ont appréhendé la vérité : nombreux en effet, sont ceux qui ont adhéré au Parti communiste français.

Mon opinion concernant les Pieds Noirs ne fait que renforcer ma sympathie pour le Parti communiste algérien qui a dû se créer, s'organiser, agir dans un tel contexte... et aussi dans celui d'une stratégie lui venant de l'extérieur. Animé par sa foi en la possibilité d'une Nation algérienne, formée *plus tard*, de toutes les ethnies y vivant, il a œuvré jusqu'au

sacrifice suprême de plusieurs de ses militants et à la répression sans pitié frappant des quantités d'autres, pour le rapprochement entre toutes les communautés, pour la fraternisation, contre les horreurs et les violences. Même si, aujourd'hui, on peut lui reprocher cette vue utopique et surtout ce « PLUS TARD » qui, dit-on, laissait supposer l'acceptation du régime colonial... jusque-là ; nul ne peut nier, en toute honnêteté, la générosité, le sens de la justice, le courage qui animaient ses combats.

Sa référence aux implications de la lutte des classes pour déterminer son orientation ne peut pas lui être imputé à crime. Car, l'Algérie coloniale était capitaliste et les problèmes fondamentaux ne pouvaient pas échapper aux conséquences des antagonismes de classes. Je pense que tout le problème était de parvenir à déterminer le rôle et la place des différentes classes existantes en Algérie relativement au combat qui, dans un pays colonial, doit être la préoccupation primordiale : celui de la lutte pour la libération nationale. Je ne reprocherai jamais au P.C.A. de s'être acharné à vouloir entraîner les Pieds Noirs salariés et appartenant aux couches moyennes et pauvres dans une lutte commune avec les masses algériennes. Cette lutte menée sur le base fondamentale de la supression de la situation coloniale de l'Algérie et en même temps sur la réalité des conflits de classes, ne pouvait que déboucher, à terme, sur la libre détermination du peuple algérien de rester ou non lié à la France et de choisir, lui-même, les strutures nationales qui lui conviendraient.

C'est ainsi que l'entendaient les communistes les plus conscients perduadés que dans le cours du processus, les luttes communes modifieraient les mentalités de nombreux Pieds Noirs et aussi celles de nombreux Algériens, forgeant ainsi les bases d'une Nation algérienne spécifique et riche des apports réciproques.

C'était évidemment un idéal généreux qui, s'il avait été atteint, aurait donné naissance à une Algérie susceptible de faire rapidement des bonds spectaculaires sur tous les plans : économique, social, culturel... une Algérie devenue une nation pilote dans le bassin méditerranéen.

Malheureusement, je crois, les analyses permettant d'entrevoir ces merveilleuses possibilités ne tenaient pas suffisamment compte des réalités algériennes du moment comme de celles aussi du Monde des années 1945-54. Notre méthode d'investigation marxiste ne peut être basée que sur des données existantes, réelles, permettant une orientation pour la période en cours. Mais je pense qu'il est dangereux, dans un cas complexe comme celui de l'Algérie surtout de proposer à des Communautés vivant dans un cadre colonial, une ligne de conduite déterminée par l'adaptation de textes ou d'expériences concernant des périodes historiques ou des situations tout à fait différentes.

Cela peut apparaître comme une sorte de prophétie risquant de provoquer d'amères illusions... et c'est ce qui est arrivé en Algérie. Comme beaucoup de Pieds Noirs, et avec eux, j'ai attendu l'indépendance avec espoir. Quand les réalités ont éclaté à nos yeux, il a bien fallu se résigner, ...

puis partir comme les autres... deux, trois ou quatre ans après eux, sans doute, après avoir tenté de nous accrocher. Mais nous avons quitté l'Algérie... le cœur bien gros !

Notre conception hautement proclamée du futur algérien n'était pas accessible, à mon avis, à la grande masse du peuple algérien, celle des montagnes, des régions deshérités, des bidonvilles, soit près de 90 % de la population. Tous les chefs nationalistes l'ont utilisée pour démontrer que, sous une phraséologie « hypocrite », nous souhaitions quant au fond la prolongation « jusqu'aux calendes » d'un système néocolonialiste. Car, pour eux, « Nation en formation » signifiait Nation non formée et donc devant attendre cette formation pour obtenir son indépendance, c'est-à-dire un processus dont personne ne pouvait fixer la durée pas plus que les péripéties. Pour les nationalistes donc, c'était encore une promesse aléatoire s'inscrivant dans un virage du Mouvement communiste devenu « impérialiste » (!). Beaucoup en étaient convaincus, d'autres étaient des anticommunistes motivés par leur philosophie ou leur religiosité, d'autres, tout simplement se trouvaient être des représentants d'une bourgeoisie avide de tirer profit de la future indépendance.

D'après mes contacts avec la population et avec des amis nationalistes de tous les milieux, je suis persuadé que cette position du P.C.A. qui a alimenté la propagande anticommuniste parmi les Algériens, lui a fait perdre de nombreuses sympathies qu'il aurait pu conserver. Sans elle aussi, il aurait pu en conquérir beaucoup d'autres y compris dans les milieux nationalistes... et jusqu'à certains éléments du sommet.

En réalité, comme je l'ai déjà exprimé : depuis mai 1945, le fait dominant en Algérie, celui qui était à l'ordre du jour, c'était le désir impératif qui avait gagné toutes les couches du Peuple algérien : celui d'accéder à l'indépendance nationale par tous les moyens possibles. C'est cette donnée, qui certainement, aurait dû servir de base à toutes nos orientations.

CHAPITRE III

AU VIEUX TÉNÈS : SÉISME
2 NOVEMBRE 1954, L'INSURRECTION NATIONALE
L'ACTION LOCALE DU P.C.A.

Nous étions entrés maintenant dans l'année 1954, année historique pour l'Algérie, celle du déclenchement de l'insurrection. Cette année avait débuté comme les autres. Les Européens, dans leur totalité, poursuivaient leur train-train quotidien habituel, absolument inconscients, convaincus de la pérennité de leur présence en Algérie garantie par la puissance militaire de la France. Comment supposer qu'une « horde » de « fanatiques » algériens puissent inquiéter sérieusement les centaines de milliers de Pieds noirs tenant tous les leviers de commande du pays, appuyés par une armée moderne pourvue d'une matiére sophistiqué... Et pourtant !

La plupart des Algériens eux-mêmes, interrogés en janvier 1954, auraient affirmé qu'un tel événement n'était pas encore possible. Les forces en présence étaient trop inégales, pensaient-ils, ce serait un massacre de plus dont les conséquences seraient beaucoup trop graves pour que l'on puisse prendre la responsabilité de la provoquer.

Et cependant, il s'est trouvé un groupe de dirigeants nationalistes qui ont jugé le moment venu car ils étaient persuadés que le peuple algérien ne pouvait plus attendre et aussi parce qu'ils craignaient que certains cadres de leur propre mouvement, le M.T.L.D., se laissent prendre au chant des sirènes néocolonialistes.

Finalement, l'histoire a montré qu'ils ont eu raison.

En ces mois d'été 1954, ces hommes mettaient au point leur dispositif, bien aléatoire à l'origine, qu'ils devaient déclencher quelques mois plus tard.

Dans la même période, nous nous préparions à un nouveau changement dans notre vie familiale. Pour des raisons diverses (financières, logement, plus d'indépendance dans l'organisation de mon travail), je tentai d'obtenir une direction d'école à laquelle mon ancienneté et ma note professionnelle me donnaient droit. Je participai donc au mouvement du personnel de mai 1954. J'avais demandé cinq ou six petites directions dans la région d'Alger, portées vacantes. A tout hasard, j'y avait ajouté celle du Vieux Ténès, mais j'étais persuadé de ma nomination sur l'une des petites

écoles sollicitées en premier. Or, en juin 1954, mon journal « Alger Républicain » publia la liste complète du mouvement des instituteurs et j'appris ainsi que l'on m'avait affecté au poste de directeur de l'école du Vieux Ténès comprenant quatre classe. Cette décision m'apparut injuste car des postes que j'avais placés avant celui-ci avaient été offerts à des collègues plus jeunes.

Nous aurions aimé aller visiter notre nouvelle résidence au début des vacances scolaires. Mais cela nous fut impossible car l'on m'avait proposé la direction d'une colonie de vacances organisée par les « Pupilles de l'Ecole publique » à Cherchell, pour deux sessions. Nous allions donc être immobilisés à Cherchell pendant près de trois mois en comptant les périodes d'installation puis de liquidation de la colonie.

C'est qu'au cours des vacances de Pâques, j'avais participé à un stage de formation de Directeur de Colonies de vacances, dans la même ambiance qu'à Tala Guilef évoquée plus haut. Pourvu du diplôme indispensable, je pouvais maintenant diriger une collectivité d'enfants ou d'adolescents.

La colonie de Cherchell laissa de bons souvenirs dans notre famille. En qualité de directeur, je pus, en effet, nous inclure dans le collectif. Nos deux plus jeunes enfants furent intégrés dans des groupes de colons, Colette joua un rôle d'aide monitrice et mon épouse s'occupa de la lingerie où il y avait fort à faire.

Ce séjour nous permit de connaître Cherchell et ses environs. C'est une petite ville riche en vestiges historiques. Au cours des millénaires, elle connut plusieurs civilisations. Ce fut d'abord celle des Berbères installés là depuis un âge préhistorique lointain. Certains éléments réfugiés dans les montagnes environnantes (Massif du Chenoua dont le pied plonge dans la mer, Massif du Dahara au nord et à l'ouest de la ville) ont encore conservé leur langue d'origine et des coutumes qui leur sont propres.

Puis les Carthaginois, s'y installèrent pour y établir un comptoir florissant. Leur présence s'étendit sur de nombreux siècles. Ce furent ensuite les Romains qui laissèrent de nombreux vestiges. Le musée archéologique de Cherchell est riche et des ruines ont été mises à jour en divers endroits. Il est dommage qu'au cours des siècles, les monuments aient été demantelés pour servir à la construction de maisons ou de murs. Et cela a continué pendant l'occupation française puisqu'il ne manque pas de demeures de colons ou autres bâties avec des pierres romaines.

Tipaza située au pied du Chenoua, était la rivale de Cherchell dans l'antiquité. On y voit encore les traces du port romain et les restes de très nombreux monuments et édifices qui en font un site précieux pour l'histoire de l'Algérie s'ajoutant aux célèbres ruines de Timgad, Djemila, Lambèse, Hippone, etc.

Cherchell fut la capitale d'un royaume berbère qui pendant une période fit allégeance à l'Empire romain. C'est ainsi que Juba II, qui régna à Césarée (c'est le nom qui fut alors donné à Cherchell) avait été élevé à Rome. Mais les fastes de la vie romaine ne s'étendirent guère au-delà des

limites des villes : dans les montagnes toutes proches, la culture, la langue, le mode de pensée berbères demeuraient intacts.

Au cours d'une excursion de la journée organisée avec les « grands » de la colonie, j'eus l'occasion de connaître ces montagnards du Dahra. Ils me parurent peu différents de ceux que j'avais trouvés dans les Monts de Blida-Chréa et leurs conditions de vie étaient exactement les mêmes, sauf qu'ils n'avaient pas la Mitidja sous leurs yeux mais seulement les paysages normaux des montagnes de ces régions : pentes dénudées, érodées, maigres oueds souvent à sec serpentant dans des vallons abrupts et étroits, quelques petites forêts, quelques points verts aux endroits humides, des points d'eau et toujours de tout petits champs et des petits troupeaux assurant une maigre subsistance.

Nous avons été hébergés dans une école installée sur un petit plateau et recevant des enfants de tous les groupes d'habitations de l'environnement, tout au moins ceux pouvant y trouver une place. Il n'y existait, en effet, que deux classes pour une considérable étendue de territoire abritant de nombreux petits villages couvrant quelques deux dizaines de kilomètres à la ronde.

Des groupes armés circuleront, plus tard, dans ces montagnes, bravant les puissantes unités françaises basées à moins de trente kilomètres de là, à Cherchell où se trouvait notamment l'Ecole de formation des Officiers de l'Armée de terre.

Pendant notre séjour à Cherchell, je fis la connaissance du vendeur de journal du P.C.A. *Libertés*. Le pauvre était handicapé, marchant avec des béquilles. C'était le frère du camarade Sâadoun pour lequel je fis campagne dans la région de Ténès à l'occasion des élections cantonales, dernière consultation à laquelle des communistes aient pu participer en Algérie. Je devais retrouver le jeune frère Sâadoun en 1956, dans des circonstances que j'évoquerai plus loin.

Nos deux sessions de colonie de vacances se déroulèrent sans incidents notables. Les enfants dans leur grande majorité étaient des petits Pieds noirs en provenance de la ville d'Alger ; il en était de même pour l'encadrement. Ceci est encore un exemple typique du caractère colonial de l'Algérie et de la place occupée par les Européens dans l'esprit des colonisateurs. Les petits Algériens qui auraient eu un bien plus grand besoin d'un séjour aéré et d'un mois de bonne alimentation, en étaient pratiquement exclus.

Parmi les moniteurs (une trentaine pour les deux sessions) il ne se trouva que trois Algériens. L'un deux, un jeune étudiant, sympathisa avec notre famille. Il devait connaître un sort tragique. Nous apprîmes, en 1959, qu'il avait été exécuté par l'A.L.N. dans les Monts de Blida. C'était pourtant un garçon sincère, loyal, et bon patriote. Il avait rejoint très vite les rangs des maquisards et avait conquis ses galons d'officier Il fut la victime des fameuses « purges » dont on a beaucoup parlé mais au sujet desquelles toute la lumière est loin d'être faite. Malheureusement, il semble bien que des combattants sans reproche aient été sacrifiés par des chefs

sectaires, bornés et fanatiques. Tragédie que l'on retrouve dans toutes les guerres du type de celle que connut le peuple algérien de 1954 à 1962 ; on retrouve des faits semblables, par exemple, dans les récits des combats s'étant déroulés en Russie de 1918 à 1920.

Nous avions hâte de liquider l'après colonie afin de nous rendre à Ténès pour y organiser notre installation. Nous étions donc encore à Cherchell lorsque parvint la nouvelle du séisme ayant dévasté la région d'Orléansville (El Asnam). Très vite, l'on put connaître l'étendue de la catastrophe qui devait se solder par plus de deux mille morts, des milliers de blessés, des destructions immenses. Nous apprîmes aussi que Ténès avait été sérieusement touché, d'ailleurs l'épicentre du séisme se situait entre les deux villes.

Très inquiet, j'écrivis à mon prédécesseur qui, je le savais, ne devait déménager qu'en fin septembre bloqué lui-même par un collègue qui attendait la fin des travaux de construction de son logement. Dans sa réponse, il nous fit connaître que l'école du Vieux-Ténès n'avait pratiquement pas souffert et nous précisa la date de son départ définitif.

Nous décidâmes, dès notre retour à Saint-Ferdinand après la liquidation totale des problèmes posés par la colonie, de faire le voyage de Ténès pour une première prise de contact. Toute notre petite famille s'embarqua dans la quatre chevaux et nous partîmes pas trop rassurés car les grandes secousses sismiques dataient de quelques jours seulement et nous savions que d'autres soubressauts importants persistaient.

On se rend normalement à Ténès par la route du littoral qui, à partir de Cherchell a été construite au flanc du massif du Dahra venant plonger dans la mer. Les lacets succèdent aux lacets : c'est un parcours merveilleux mais fatiguant en voiture.

Notre curiosité nous incitant à découvrir la ville d'Orléansville détruite nous fit préférer la voie de l'intérieur qui passe par El Affroun, Affreville, Orléansville puis Ténès.

Partant de Saint-Ferdinand, après la dégringolade qui vous fait dévaler les pentes sud du Sahel d'Alger, on pénètre dans la Mitidja que l'on traverse jusqu'à sa limite ouest, vers El Affroun. Puis, on aborde un massif de petites montagnes qu'il faut franchir pour pénétrer dans la vallée du Chélif que l'on atteint à Affreville. Le Chélif est le plus long cours d'eau algérien. Il prend sa source sur les pentes nord de l'un des massifs constituant l'Atlas saharien. Il traverse les Hauts Plateaux, puis devient l'axe d'une longue plaine se prolongeant à l'ouest jusque dans le département d'Oran vers Relizane. Enfin, il se dirige dans la direction du sud, vers la mer qu'il atteint à proximité de Mostaganem.

Cependant, ce n'est quand même qu'un oued. De mai à septembre, il ne roule que très peu d'eau. Mais ses colères sont brutales. Nombreux sont les récits de bergers emportés avec leurs troupeaux, surpris par une crue imprévisible à la suite d'un violent orage.

La plaine dite du Chelif, très étendue en longueur, comprend de nombreuses terres de colonisation comportant d'immenses domaines

bénéficiant d'une eau abondante qui provient surtout du barrage d'Oued Fodda. Comme pour la Mitidja, les Algériens y avaient été dépossédés de ce qui faisait l'essentiel de leurs ressources.

Orléansville (El Asnam aujourd'hui) était réputée comme la capitale de cette région très coloniale. Elle était réputée aussi pour son climat excessif : assez froid l'hiver mais torride en été ; des températures de 45° et bien davantage étant fréquentes en juillet-août.

A partir d'Affreville, nous commençâmes à souffrir de la chaleur. Les terres irrigables sont séparées par de longs intervalles arides, alors abandonnés aux paysans algériens : ondulations striées par l'érosion sur lesquelles n'existent aucun arbre, couvertes d'une maigre végétation totalement desséchée dès le mois de juin. Des villages algériens subsistaient dans ce demi désert ; leurs habitants vivaient à la limite du possible, avec quelques moutons et quelques pauvres céréales. Les zones irrigables, elles, étaient verdoyantes, bien cultivées et avaient donné naissance à des villages de colonisation comme Rouïna, Oued Fodda, Duperré. Toutes ces terres appartenaient à des colons pieds-noirs.

C'est entre Rouïna et Duperré que nous pûmes apercevoir les premières marques laissées par le séisme. Il s'agissait de profondes crevasses zigzaguant à travers champs. Nous aurons, plus tard, l'occasion d'observer des phénomènes géologiques absolument ahurissants. Entre Ténès et un village situé sur la route littorale qui mène à Mostaganem, tout un flanc de montagne a glissé vers la mer. La route a été coupées comme au couteau et la partie emportée s'apercevait, presque intacte, au niveau des eaux. Un paysan des environs a eu la stupéfaction de découvrir un petit champ de fèves là où il avait semé du blé ; le champ de blé se trouvait, lui, beaucoup plus bas après avoir glissé et pivoté en demi-cercle. Dans l'arrière-pays de Ténès, deux montagnes séparées par un oued se sont rapprochées à se toucher rendant difficile le passage des eaux.

Mais la vision d'Orléansville fut terrifiante. Pas une seule construction n'a résisté. Nous traversâmes un monceau de ruines, une ville morte... partout des guitounes, des baraquements en construction... des équipes civiles et militaires s'affairant à créer des conditions de vie provisoirement acceptables pour les sinistrés. Nous ne nous arrêtâmes même pas, prenant sans retard la direction de Ténès.

A partir de là, la route, sur une grande partie de son parcours serpente dans une région ondulée, quasi désertique ; parfois aucun arbre n'apparaît dans l'espace se trouvant à portée du regard. Nous ne rencontrâmes que deux ou trois villages de colonisation implantés là où existaient des points d'eau suffisants. Ils avaient été très touchés par le séisme. Mais les habitations qui souffrirent le plus se trouvaient dans les montagnes, en particulier celles qui étaient situées près de l'épicentre du phénomène. Il s'agissait de maisons du type dont j'ai déjà parlé, recouvertes de larges et lourdes pierres plates soutenues le plus souvent par de maigres branches, les arbres étant rares dans la région. Tous les toits se sont effondrés écrasant les malheureux habitants. D'après ce que j'appris, on n'a pas pu

faire un recensement précis des victimes montagnardes du séisme... et les secours centrés sur les agglomérations importantes leur sont parvenus bien trop tardivement. Les oubliés furent certainement très, très nombreux !

Après le village de colonisation de Montenotte, la route aborde des gorges profondes taillées par un oued qui rejoint la mer à Ténès après avoir contourné la falaise au sommet de laquelle a été construit le Vieux Ténès.

Nous savions que l'école se trouvait en contrebas de la route, immédiatement après la sortie des gorges. Elle fut facile à découvrir. D'autant qu'on nous l'avait décrite comme une construction de style arabe portant en son milieu une sorte de minaret surmonté d'une coupole et abritant une horloge. Nous pûmes constater qu'elle n'avait guère souffert du tremblement de terre : quelques petites lézardes seulement étaient visibles.

Mon prédécesseur était en plein déménagement et nous eûmes peu de temps pour obtenir de lui les informations que nous en attendions. Il se contenta de nous affirmer que les habitants du Vieux Ténès étaient des « sauvages », qu'il n'y avait rien à tirer des enfants lesquels ne connaissaient que le bâton ! Sur le plan scolaire, d'après lui, il n'y avait rien à espérer. Ses prédécesseurs comme lui-même n'avaient obtenu aucun résultat positif, prenant à témoin un ménage occupant le deuxième logement de fonction, qui se trouvait au Vieux Ténès depuis de très nombreuses années. L'époux de ce couple était l'ancien directeur de l'école ; il avait pris sa retraite depuis fort longtemps ; son épouse exerçait encore et sera mon adjointe pour la durée de l'année scolaire à venir, la dernière de sa carrière.

Cette prise de contact me mettait aux prise avec la réalité de nombreuses écoles relevant de l'« Enseignement des Indigènes » jusqu'à la fusion mise en place aux approches de l'année 1950. Ce qui était le cas de l'Ecole de garçons du Vieux Ténès. Car, s'il est exact que la plupart des collègues français exerçant dans ces écoles ont fait preuve d'un dévouement et d'une compétence remarquables, hautement appréciés par les Algériens, il s'en est trouvé un certain nombre d'autres qui ont pratiqué leur métier avec la haine au cœur à l'égard des populations ou pour le moins avec du mépris pour ces gens jugés arriérés et « indécrotables ». Dans ces conditions, il n'est pas besoin d'insister sur la valeur de l'enseignement qu'ils prodiguaient. Comme me le conseillaient mes prédécesseurs du Vieux Ténès :

« L'essentiel était la discipline, l'autorité : les petits "indigènes" ne connaissant que le bâton. Il fallait être très sévère et imposer le respect du maître... et des Européens. La moindre faiblesse serait fatale, ce serait une faute grave. Quant aux résultats scolaires : rien à espérer... D'ailleurs, à quoi bon donner trop d'instruction à ces gosses qui se retourneraient contre "nous" ensuite. Nous voyons bien ce que pensent les "intellectuels" "arabes" ! Pour ce qui concerne la population du village : il faut s'en garder, la surveiller car elle est dangereuse : un tas de fainéant prêts à tous les mauvais coups ! »

Il faut dire que le personnel enseignant de l'ex-Enseignement des Indigènes était très composite. A l'issue de la guerre de 1914-18 par exemple, on avait recruté n'importe qui, anciens militaires en fin de contrat, par exemple. De plus, les épouses des instituteurs exerçant dans cet enseignement pouvaient obtenir un poste dans l'école de leur mari ; il leur suffisait de posséder le Certificat d'études ; elles accédaient au cadre des "Moniteurs". L'épouse de l'ancien directeur du Vieux Ténès était une monitrice et j'ai eu l'occasion de juger ses méthodes pédagogiques (!)... Grâce aux protestations du Syndicat des Instituteurs, on avait fini par supprimer ce mode de recrutement et ce cadre était en voie d'extinction en 1954. Mais on allait bientôt le remplacer par celui des instructeurs !

Il est certain que les ménages pourvus d'une mentalité raciste au départ ne pouvaient que jouer un rôle néfaste dans ces écoles de village, éloignées du contrôle des inspecteurs primaires en nombre insuffisant. Ils étaient de plus au contact direct de l'administration coloniale des communes mixtes dont le but était surtout répressif.

On a même cité des cas absolument scandaleux. En Grande Kabylie, des directeurs d'écoles ont ajouté à leur métier celui ignoble, de « prêteurs à gages ». Au moment de la soudure, entre deux récoltes, ils prêtaient des sommes d'argent aux montagnards harcelés par les collecteurs d'impôts, en leur faisant signer des reconnaissances de dettes très surévaluées. Dans la région d'Aumale, certains ont spéculé sur les moutons !

Pour mieux situer, peut-être, ce problème de l'ex « Enseignement des Indigènes », je pense utile de signaler qu'une école de filles avait été récemment construite à Vieux Ténès, au cœur du village alors que celle de garçons se trouvait à l'extérieur. Les institutrices vivaient donc au milieu même de cette population jugée « dangereuse ». Or, dès les premiers contacts, la directrice et son mari, un collègue aussi, exprimèrent un avis très différent relativement aux affirmations des enseignants de l'école de garçons.

Mr Pichon qui exerçait dans une école de Ténès-ville et son épouse jugeaient sévèrement les collègues d'à côté. Ils reconnaissaient, bien sûr, que les enfants étaient très durs et difficiles à scolariser. Enfants de la misère, la plupart étaient fils de chômeurs. Ténès avait, à une certaine période, connu un notable essor économique. Les minerais de la région d'Orléansville arrivaient au port par un chemin de fer à voie étroite dont le dernier tunnel, à la sortie des gorges, se trouvait à quelques dizaines de mètres des premières maisons du village. Un tonnage important de minerais était embarqué à Ténès. Une main-d'œuvre nombreuse était alors nécessaire. Venues des montagnes environnantes, beaucoup de familles s'intallèrent au Vieux Ténès, les hommes exerçant divers métiers manuels sur le port ou dans des entreprises vivant de cette activité maritime.

Mais les sociétés minières jugèrent préférable d'expédier leurs minerais directement à Alger. De ce fait, le chemin de fer fut supprimé et le port de Ténès perdit l'essentiel de sa raison d'être. La quasi-totalité des travailleurs se trouva au chômage, sans secours. A notre arrivée, cela durait

depuis des années. Cette situation ne pouvait pas ne pas influer sur la mentalité des victimes et des enfants. Ils exprimaient leur colère, leur révolte, leur désespérance comme ils le pouvaient. Il est certain que les Européens s'aventurant au village (c'était si rare d'ailleurs !) ne pouvaient pas s'attendre à être accueillis avec bienveillance !

Cependant, M^r et Mme Pichon étaient formels, bien qu'habitant au centre de la petite agglomération, jamais ils n'avaient été l'objet de la moindre attitude agressive. Ils s'y sentaient parfaitement en sécurité. Et sur le plan scolaire, malgré de grosses difficultés, les institutrices faisaient correctement leur travail et obtenaient des satisfactions non négligeables.

Il nous restait une visite à faire avant notre retour à Saint-Ferdinand. Nous devions, en effet, rencontrer le directeur de l'école de garçons de Ténès-ville, d'abord par courtoisie car il s'agissait d'un de mes condisciples de l'Ecole Normale de Bouzaréa et aussi parce que les deux aînés de nos enfants devaient être inscrits au C.E.G. (Collège d'Enseignement général) annexé à cet établissement. Les C.E.G. avaient remplacé les C.C. (Cours complémentaire) ; comme ces derniers, ils conduisaient les élèves à l'examen du Brevet Elémentaire, préparaient au Concours d'entrée à l'Ecole normale et depuis quelques années, leurs études étaient cloturées par l'obtention du B.E.P.C. (Brevet d'Etudes du Premier Cycle) d'un niveau bien inférieur à celui du Brevet élémentaire. En 1952, le C.E.G. constituait la seule possibilité s'ouvrant aux familles modestes vivant dans de gros villages ou dans les campagnes environnantes. Inscrire un enfant dans un collège ou un lycée supposait de gros frais s'il n'était pas boursier, sans compter la séparation, les voyages, l'appréhension de l'internat.

M^r et Mme Fichet nous reçurent très gentiment ; Yvan et Colette furent inscrits sans difficulté. Malheureusement, les locaux scolaires, à l'inverse de ceux du Vieux Ténès, avaient été en partie détruits. Les réparations, même provisoires, allaient durer plusieurs semaines et la rentrée ne pouvait pas être envisagée avant le 15 octobre.

Là encore, on nous fit la leçon concernant le Vieux Ténès. On nous laissait prévoir de grosses difficultés et on nous conseillait de continuer ce qu'avaient fait les prédécesseurs : ne pas tenter l'impossible, se contenter de laisser vivoter l'école sans se soucier des résultats. Je préférai ne pas entamer de discussion à ce sujet et nous nous quittâmes très cordialement.

Le retour se fit par le littoral. Depuis Ténès jusqu'à quelques kilomètres avant Cherchell, sur près de 100 kilomètres, c'est en enchantement. Sauf dans la traversée de quelques rares toutes petites plaines formées par des oueds, près de leur embouchure, plaines ayant donné naissance à de petits villages, la route surplombe la mer et épouse tous les contours des contreforts montagneux plongeant dans les eaux. Les lacets succèdent aux lacets et à chaque virage, le paysage change. La côte est très variée. On se trouve parfois bien haut au-dessus des flots et la transparence des eaux laisse apercevoir nettement le fond sous-marin parsemé d'herbes et d'algues de toutes formes, de rochers ou de galets blancs. Sur certaines parties du parcours, la côte est formée de falaises

rocheuses aux aplombs impressionnants, ailleurs, ce sont des roches fragmentées, déchiquetées qui s'élèvent au-dessus de l'eau. La chaussée contourne de nombreuses petites criques bordées de plagettes de sable doré ou de galets.

A cette époque, on croisait très peu de véhicules et, sur la plus grande partie du trajet, on ne voyait personne. Un ou deux pêcheurs à la ligne aperçus, postés sur un rocher, étaient les seuls indices rappelant une vie humaine. Ici, c'était le règne de la nature, une nature intacte ne connaissant que les colères de la mer ou le calme troublé seulement par le léger clapotis du ressac.

Nous aurons souvent l'occasion de faire ce voyage Ténès-Alger et chaque fois avec un plaisir renouvelé. On ne se lasse pas d'un tel spectacle !

De retour à Saint-Ferdinand, nous n'avions plus qu'à préparer le déménagement confié à une société spécialisée. Malheureusement, mon épouse ne put nous accompagner lors de notre première installation. Il lui fallait, en effet, poursuivre pendant une dizaine de jours encore un traitement médical en cours. Je me retrouvai donc à Vieux Ténès avec deux de nos enfants et dès notre arrivée, nous commençâmes à organiser notre appartement. Il était grand mais mal ordonné, composé de nombreuses petites pièces. La salle d'eau, très rudimentaire, ne comportait qu'un vieux lavabo métallique et la plomberie était en mauvais état. Chaque enfant disposa d'une chambre et chacun s'employa à y ranger ses affaires. La première journée s'écoula très rapidement et la nuit nous procura un sommeil paisible.

Le lendemain, je commençai à me préoccuper des problèmes qui m'attendaient à l'école. Bien entendu, mon voisin, ex-directeur, se crut obligé de me venir en aide en multipliant les mises en garde. J'avais mesuré les inconvénients de cette présence dans les locaux scolaires. Je décidai de ne rien brusquer, de tout faire pour conserver de bonnes relations. Effectivement nous parvînmes à maintenir des échanges très courtois durant toute l'année. Sachant que cela ne devait durer qu'un an, je ne pénétrais jamais dans la classe de la vieille collègue. Mais, c'est surtout le comportement extraordinairement social de mon épouse, toujours disponible pour rendre un service qui donna le ton à nos contacts quotidiens. Fort heureusement, ils déménagèrent en juin 1955 car, l'année suivante les choses auraient changé : les événements avaient, en effet, pris un caractère beaucoup plus aigu et les positions des uns et des autres étaient devenues violemment antagonistes.

Je constatai l'état de vétusté, de délabrement du matériel : tout sentait l'abandon, le laisser-aller. La Commune de Ténès ne faisait aucun effort pour l'entretien des locaux et les achats de fournitures scolaires. La cour formant une pente dangereuse était poussièreuse, parsemée de petits cailloux. L'écoulement des eaux, mal conçu, se faisait très difficilement et était une source de mauvaises odeurs. Tout cela promettait beaucoup de travail et la multiplication des interventions auprès des services municipaux. Je savais que j'aurais d'abord à m'adresser à mon collègue Fichet qui

était conseiller municipal. Mais déjà, je ne me faisais pas d'illusions. Il me faudrait batailler contre le maire de Ténès, une grosse personnalité de la colonisation puisqu'il était vice-président de l'Assemblée algérienne, donc très influent.

Le soir venu, nous nous préparions à passer notre deuxième nuit à vieux Ténès. Nous avions mangé de bonne heure et il faisait encore jour. Yvan et Colette lisaient dans leur chambre et je m'occupais à ranger des paperasses.

Tout à coup, un grondement sourd se fit entendre. Il paraissait provenir des gorges situées à peu de distance de l'école ; puis, il sembla se rapprocher augmentant d'intensité, mais maintenant, nous avions l'impression que le bruit se produisait dans les profondeurs de la terre. Les enfants, effrayés, m'avaient rejoint.

Quelques secondes après, le sol devint mouvant sous nos pieds. Les murs, les lampes électriques pendues au plafond se mirent à osciller. Au grondement souterrain s'ajoutèrent des bruits divers ; objets projetés à terre, craquements, aboiements et hurlements de tous les chiens des environs... et ils étaient nombreux ! La cloche de l'école se mit à tinter. Il est difficile d'exprimer l'angoisse qui vous saisit dans ces instants. Je crois qu'elle provient surtout de cet instinct ancestral qui nous conforte dans une sécurisation naturelle concernant la solidité du sol qui nous porte. Notre mémoire a enregistré des réflexes nés de notre vie sur un support ferme, indestructible. Or, nous avions l'impression de flotter sur une terre instable, fragile, sur laquelle notre équilibre de bipèdes n'était même plus assuré !

Nous nous précipitâmes à l'extérieur jusqu'au milieu de la cour de l'école où se trouvaient déjà nos deux voisins. Ils notaient soigneusement le nombre de secousses enregistrées depuis les tout premiers débuts : il s'en produisait, en moyenne, une tous les deux ou trois jours. Les cadences étaient plus rapprochées dans la première semaine du séisme. D'après eux, celle que nous subissions en ce moment était très forte et il convenait d'attendre un long moment à l'extérieur, après le calme revenu, avant de réintégrer l'appartement.

Ces manifestations telluriques durèrent plusieurs mois et pendant toute cette période, chacun se demandait si un soubressaut plus fort que les autres n'allait pas causer de nouvelles catastrophes. Notre fils, Yvan fut marqué par ces angoisses répétées : aujourd'hui encore il souffre d'un tremblement des mains qui n'a jamais pu être guéri.

Le lendemain nous apprîmes que de nombreux murs déjà lézardés s'étaient écroulés. Mais depuis pas mal de jours déjà, les habitants vivaient sous des guitounes placées en des lieux sûrs. L'école, de nouveau avait tenu bon et ne portait aucune trace de cet ébranlement.

Le premier octobre venu, nous pûmes effectuer la rentrée scolaire normalement. Comme je l'avais prévu, les premières journées furent très pénibles. Les enfants étaient excités, violents, plus enclins au vagabondage dans les espaces environnants qu'aux obligations d'une journée de classe et

à la contrainte d'heures entières passées dans une salle, assis sur un banc. Les récréations étaient bruyantes, agitées, épuisantes pour le maître de service. Il ne fallait pas espérer obtenir des élèves modèles dans l'espace de quelques mois ou même de plusieurs années scolaires !

Sur le plan du niveau, par exemple, j'avais dans ma classe dite du cours moyen, des élèves sachant à peine lire et écrire, un nombre important d'entre eux étaient âgés de 14 et même 15 ans ! Il est clair qu'il ne fallait pas compter sur des miracles... Cette situation se répercutait de classe en classe, depuis celle d'initiation et c'est évidemment à partir de cette dernière qu'il était nécessaire de promouvoir une bonne base de départ. C'était exclu pour cette année avec la vieille maîtresse qui en était chargée. Cela se réalisera l'année suivante avec un nouveau collègue jeune et dynamique, un jeune Algérien sportif originaire de la région. Mais, pour l'instant, il me fallait commencer par me faire admettre de mes propres élèves et leur faire accepter le minimum de règles sans lesquelles aucun travail scolaire ne peut se faire... et cela en usant de méthodes prenant le contre-pied de celles utilisées par mes prédécesseurs.

Cependant, ce fut l'après séisme qui facilita de meilleurs contacts avec eux. En effet, les gestes de solidarité à l'égard de la région sinistrée se multiplièrent provenant du monde entier. Les dons en argent, en matériel, en produits alimentaires et pharmaceutiques affluaient de toutes parts. Divers organismes les répartissaient et au Vieux Ténès, nous étions bien placés pour assurer les distributions. La Ligue de l'Enseignement, les Pupilles de l'école publique nous envoyèrent de grandes quantités de couvertures, des vêtements, du lait en poudre, du matériel scolaire, etc. Nous pûmes organiser une distribution de lait à tous les élèves et cela deux fois par jour, au moment des récréations.

Après les tâtonnements du début, nous comprîmes qu'il fallait utiliser rationnellement les marchandises et notamment les produits alimentaires. De là surgit cette idée de créer une cantine scolaire à laquelle on ferait participer la population en demandant à plusieurs personnes du village de faire partie du conseil d'administration. C'est qu'entre-temps, j'avais pris contact avec les camarades communistes de Ténès et cela me plaça dans une situation nouvelle qui fut riche de conséquences.

En effet, au cours d'un passage à Alger, quelques jours avant notre départ de Saint-Ferdinand, j'avais rencontré mon collègue Siblot. Il me conseilla d'entrer en relation à Ténès avec le docteur Masseboeuf, un camarade, qui m'aiderait à m'insérer dans cette région et qui me permettrait de ne pas me trouver isolé. Il me demanda aussi de m'occuper de la sous-section du Syndicat des instituteurs (S.N.I.) devenu totalement inactive.

Quelques jours donc après notre installation je me rendis chez Masseboeuf qui fut très heureux de faire la connaissance d'un communiste venant vivre à Ténès. Il me mit au courant de la situation de la section locale du P.C.A. Elle vivotait, ne comprenant que trois ou quatre Pieds-Noirs et un nombre flottant de travailleurs algériens ; la cellule de

Vieux Ténès ne fonctionnait plus et les autres non plus d'ailleurs ou sommeillaient. Le coin le plus solide se situait dans la région de Francis Garnier située à environ 20 kilomètres de Ténès. Masseboeuf me parla du secrétaire de la section qui tenait une échoppe de marchand de beignets dans le marché couvert de la ville. Il était assez pessimiste sur l'avenir du mouvement ici. Cette entrevue fut l'amorce d'une collaboration politique qui deviendra quotidienne et qui durera jusqu'en juin 1956.

Masseboeuf me situa Ténès : petite ville quasi morte depuis que les minerais n'étaient plus embarqués dans son port. L'agglomération elle-même ne débordait guère à l'extérieur des remparts construits par les colonisateurs pour la protéger des attaques venues de l'intérieur du pays. La route d'Al Asnam passant au-dessus de notre école franchissait une ancienne porte dont les vestiges existaient encore. Une distance de deux kilomètres environ séparait notre village de Ténès-ville.

Une seule extention hors remparts était développée à partir du port et le long de la route d'Alger. Ténès n'avait donc pas beaucoup progressé depuis les débuts de l'occupation française. Présentement, le centre ville était peuplé surtout par les Pieds-noirs : fonctionnaires, artisans, commerçants, membres de professions libérales. Il y existait une caserne abritant une unité militaire. La mentalité y était exactement celle que j'avais connue à Tizi Ouzou en 1935 : mentalité d'une petite bourgeoisie coloniale, pas très riche. Tous se connaissaient, s'observaient, se critiquaient. Les points communs qui les rassemblaient étaient leur certitude quant à la légitimité de leur présence ici, l'importance qu'ils se donnaient quant au rôle qu'ils jouaient dans le pays et bien sûr, leurs réflexes de défense vis-à-vis du danger latent que présentait pour eux l'existence d'une population algérienne concrétisée par les habitants du Vieux Ténès. Assez débonnaires dans les périodes de calme, nombreux seront ceux qui se déchaîneront lorsqu'ils se jugeront menacés.

Il existait cependant quelques familles de commerçants israélites qui n'avaient pas oublié les horreurs nazis et l'attitude exemplaire des communistes pendant ces années terribles. Ces familles avaient gardé aussi le souvenir des vexations dont elles avaient été les victimes dans un passé assez proche, à Ténès même. Elles étaient des sympathisantes du P.C.A. et c'était un encouragement pour les quelques camarades pieds-noirs vivant dans la ville. Ils pouvaient compter aussi sur la compréhension de quelques enseignants. En fait, je n'ai connu que deux ou trois membres du parti. Un seul était actif : le docteur Masseboeuf. Depuis des années, il était connu par la population européenne comme le pilier du P.C.A. dans la région. Cependant, sa qualité de médecin, sa position d'ancien ténésien, sa forte personnalité aussi lui donnaient un prestige qui l'imposait aux yeux de tous. Il faisait partie de la géographie de la région. Les colonialistes eux-mêmes rangeaient ses opinions au rang de lubies et le voyaient comme un original peu dangereux : tout au moins ce fut le cas pendant toute la période où rien ne laissait prévoir une agitation sérieuse à Ténès. Sa société était recherchée par de nombreux ténésiens.

On trouvait encore à Ténès une frange assez réduite de petite bourgeoise algérienne faite de commerçants et de moyens fonctionnaires. Elle était en général d'un nationalisme modéré. Certains entretenaient de bonnes relations avec beaucoup d'Européens. Masseboeuf devait m'apprendre que quelques familles originaires du Vieux Ténès avaient des racines qui remontaient assez loin dans le passé. Les ancêtres avaient été des lettrés connus qui entretenaient d'étroites relations avec les maîtres à penser de la célèbre université de Tlemcen. Vieux Ténès avait donc connu des années de gloire. J'aurai, plus tard, l'occasion de connaître deux de ces familles, elles avaient conservé encore de solides traditions et formaient un monde à part dans le village.

Le seul événement important, pour moi, en octobre 1954 fut l'arrivée de Lili, mon épouse et de notre plus jeune fille, Joëlle, alors âgée de 7 ans. Nous lui fîmes d'abord fréquenter l'école des filles du Vieux Ténès. Mais les institutrices nous conseillèrent de l'inscrire à Ténès-ville car le niveau scolaire y était trop bas pour elle et elle perdait réellement son temps. Après bien des hésitations, nous nous y résolûmes et finalement, nos trois enfants effectuèrent, à bicyclette, matin et soir, le trajet qui séparait les deux agglomérations.

Lili mit le ménage en route et compte tenu de la vétusté et du manque de confort du logement, la tâche n'était pas simple. Ténès constituera pour elle un souvenir traumatisant qui la marquera pour toute sa vie. La tranche de soins qui lui avaient été prodigués devait être complétée par d'autres séries. Or, notre éloignement d'Alger, la situation angoissante créée par le séisme, les implications de la guerre qui allait bientôt éclater, nous amenèrent à consulter le camarade Masseboeuf qui pensa pouvoir trouver un traitement efficace. Mais un an après quelques troubles persistant, Masseboeuf consulta un chirurgien de l'hôpital d'Al Asnam. Ils décidèrent d'en finir en nous proposant une intervention chirurgicale. Dans l'ambiance du moment, nous étions alors en janvier 1956 et la lutte armée gagnait notre région, nous nous laissâmes convaincre. Aujourd'hui, je puis évaluer l'étendue de la responsabilité prise alors : j'aurais dû emmener Lili à Alger et sonsulter son spécialiste traitant. Pourquoi ne l'ai-je pas fait ? Je crois que je n'ai pas mesuré l'importance de ce qui allait se passer : nous n'avions aucune expérience à ce sujet. Sans doute aussi, a joué la confiance absolue que j'avais à l'égard des camarades...

L'opération eut lieu en février 1956, tout semblait s'être bien passé quoique je pris conscience de la gravité de l'intervention quand j'aperçus Lili encore sous l'effet de l'anesthésie : cette vision me bouleversa et sans les paroles rassurantes du chirurgien je me serais écroulé.

Puis, il se trouva que deux ans plus tard, souffrant de troubles nouveaux, Lili alla consulter son spécialiste de notre Centre médical d'Alger. Le Dr Pellegrin entra dans une violente colère, il appelait cette opération « un crime ». Il lui dit qu'on l'avait « estropiée » inutilement et que les conséquences étaient imprévisibles. Selon lui, il ne s'agissait que d'un petit kyste en voie de résorption et la poursuite du traitement amorcé

aurait abouti à sa disparition totale. Effectivement, depuis cette époque, Lili connaît des déséquilibres graves qui la font souffrir et perturbent son existence.

Mais il y a encore pire. En 1970, des douleurs persistantes de vessie l'amenèrent à consulter notre docteur généraliste. Au palper, celui-ci détecta une pointe d'acier qui perçait sous la peau du ventre. Il essaya de l'extirper, sans succès, et il prit la décision de la faire entrer dans une clinique de Manosque. Le chirurgien de cet établissement s'aperçut, grâce aux radiographies, qu'une chaîne de crochets formait la couture intérieure de la paroi ventrale. Plusieurs de ces crochets s'étaient ouverts et leur pointes acérées blessaient les chairs environnantes, deux d'entre elles avaient atteint la vessie qui était sur le point d'être déchirée. Le praticien fut stupéfait et indigné « Je n'ai jamais vu cela, nous dit-il, c'est un scandale. Il va me falloir réouvrir d'urgence et extirper tous ces crochets un à un, ce sera long et difficile, mais il était temps ! » Et effectivement la pauvre dut subir une deuxième opération très éprouvante.

Aussi, la seule évocation de Ténès constitue pour elle, un cauchemar et on comprend qu'elle ne puisse pardonner les erreurs dont elle a été victime.

Vers la fin d'octobre 1954, je fis la connaissance de Rabah Benhamou, sur le marché. Il était le secrétaire de la section de Ténès du P.C.A. J'eus la grande surprise d'apprendre qu'il était natif de Tizi-Ouzou. De plus, le hasard voulait qu'il ait été employé chez mes beaux-parents alors qu'il était âgé d'une douzaine d'années. Il rendait des petits services, effectuait des commissions et assurait la garde d'un jeune enfant de la famille. Bien entendu, mon beau-père n'avait pas manqué de tenter son éducation politique et de plus, Rabah assistait aux discussions qui se déroulaient quotidiennement dans le magasin atelier. De tout cela, il avait conservé le désir d'en savoir davantage et sa position de chômeur l'avait amené à donner son adhésion au parti communiste. Pour subsister, il avait exploité une petite échoppe installée dans le marché.

L'appréciation que Rabah me donna de la situation du parti à Ténès était pessimiste. Lui était un étranger dans le pays, venu de Kabylie depuis peu d'années. Or, les gens de cette région, tout au moins ceux des proches environs de la ville, étaient profondément marqués de vieilles traditions issues de leur passé islamique. Pour beaucoup, l'arabisme était cultivé jalousement. Ils considéraient avec quelque mépris un Kabyle parlant plutôt mal la langue arabe et, de plus, bien peu croyant. Il ne s'était trouvé personne d'autre pour assurer la direction locale du P.C.A. et Benhamou ne pouvait guère compter que sur lui-même. Son seul espoir résidait dans les chômeurs, les dockers notamment qui avaient été groupés dans un syndicat pratiquement disparu en cette année 1954. Il y avait aussi, bien sûr les mineurs de la région de Francis Garnier, village situé à une vingtaine de kilomètres de Ténès, au bord de la mer. Il y existait des mines de fer assez importantes. On chargeait directement le minerai sur les navires en utilisant un appontement spécial. Ces mineurs (semi-paysans)

étaient très combattifs. Ils avaient soutenu des grèves de très longue durée et se trouvaient organisés dans un puissant syndicat dirigé par le camarade Mokarnia, membre du P.C.A. Francis Garnier était le point fort de la section de Ténès.

Mais ce qui chagrinait le plus Rabah, c'était ce qu'il appelait le problème des Européens, membres du parti. Dès cette première entrevue, il fut très net. Je crois qu'il s'agissait de sa part d'une mise en garde à l'égard d'un camarade nouveau venu, ayant eu des responsabilités en France et qui était le gendre du père Caracéna. Ainsi, une fois de plus, j'entendais l'énoncé des griefs : les quelques camarades communistes connus ne se distinguaient pas des autres Européens, ils ne fréquentaient que ceux-ci, ne participaient à aucune action visible en faveur des victimes de la colonisation. Lui, responsable du Parti, se trouvait dans une situation très délicate quand les Algériens qu'il essayait de convaincre lui opposaient cette évidence. Il attribuait à ce fait, entre autres, les difficultés rencontrées par notre mouvement. Il me parla même du camarade Masseboeuf beaucoup trop introduit dans la société pied-noir et frayant avec des gens que les Algériens considéraient comme des colonialistes notoires. Je me souviens qu'il évoqua, avec une certaine indignation, des réceptions mondaines organisées par le maire de Ténès, dans sa propriété de Francis Garnier, auxquelles assistaient le docteur Masseboeuf et son épouse, m'affirmant que toute la population algérienne était au courant et que cela produisait un effet désastreux.

Il est vrai qu'il s'agissait là d'un problème sérieux que j'ai déjà évoqué. C'était celui de la place et du rôle tenus par le peuplement pied-noir en Algérie sur lesquels j'ai essayé de donner mon opinion. Le camarade Masseboeuf, médecin renommé dans toute la région, était considéré comme une notabilité. Il a été sans doute, lui-même, pris au piège de cette société coloniale et pouvait difficilement, à l'époque, percevoir tout ce qu'avait de contradictoire sa conviction de communiste anticolonialiste et sa participation aux manifestations de la vie bourgeoise où les réceptions, les invitations étaient de tradition. Il faut dire aussi qu'il y était entraîné par son épouse qui, de plus en plus, penchera vers des positions colonialistes et choisira de se séparer de lui.

En tout cas, Masseboeuf, le moment venu, n'hésitera pas une seconde et prendra une place importante dans un combat devenu physique, un combat compliqué et dangereux.

Benhamou, pour terminer, me dit l'espoir que représentait pour lui ma présence au Vieux Ténès. Il fallait tenter de faire revivre la cellule qui avait connu, il y a quelques années, une bonne activité notamment quand il s'agît de tenter le sauvetage du port de Ténès. Il me proposa de profiter de la prochaine venue d'un camarade délégé par la direction régionale de Blida pour organiser une réunion au village avec comme objectif la reconstitution de la cellule. Ce que j'acceptai.

Entre-temps, j'avais fait la connaissance du trésorier de la sous-section du Syndicat des instituteurs cherchant un volontaire pour assurer

le secrétariat du groupement. Lui ayant donné mon accord, il provoqua une assemblée rassemblant une vingtaine de collègues. C'est ainsi que j'assurerai pendant deux ans cette responsabilité qui me mettait en contact avec la grande majorité des enseignants de la région. Cela me permettait aussi de participer au Conseil syndical, à Alger, où ma présence venait renforcer le petit groupe de camarades communistes qui en faisaient partie.

A ce poste, j'avais à entreprendre une action importante concernant les situations créées par le séisme. Il fallait défendre les intérêts des quelques collègues ayant subi des dégâts matériels et surtout tenter d'obtenir une prime substantielle pour compenser les risques et les angoisses découlant de l'état des locaux et surtout de la persistance des secousses sismiques. Nous demandions encore le déblocage rapide de tous les crédits nécesaires aux réparations des écoles et à la reconstitution des matériels scolaires.

A l'occasion d'un passage à Ténès du Gouverneur général de l'Algérie, je conduisis une délégation chargée de lui présenter nos revendications. Léonard fut correct et nous assura de la mise en application rapide de mesures allant dans le sens de nos demandes... Les mesures annoncées furent effectivement mises en chantier et nous perçûmes pendant de nombreux mois une prime de « risques » importante.

Nous étions arrivés au 1er novembre 1954. Cette journée de Toussaint fut pour nous l'occasion d'une sortie aux environs de Ténès. C'est ce jour-là que nous découvrîmes un merveilleux site appelé « le Bain de la Reine » situé à proximité de la route d'Alger, à environ 5 kilomètres de l'agglomération. Un oued a creusé là un sol rocheux pourtant très dur. Les bassins de formes et de grandeurs variées se succèdent sur une distance de près d'un kilométre. La nature a réalisé en ce lieu une œuvre d'artiste. Une eau claire court dans de profondes et étroites rigoles naturelles pour s'amasser dans les bassins dont certains sont profonds. Partout, la roche est nue et sa couleur rougeâtre donne au paysage un caractère absolument, spécifique d'autant qu'il s'appuie sur une haute falaise verticale, rocheuse elle aussi. Nous restâme toute l'après-midi en ce lieu, les enfants trouvant mille jeux pour se distraire ; Colette entreprit l'escalade de la falaise, exercice hasardeux que pourtant elle réussit assez facilement.

Ce n'est qu'à la tombée de la nuit que nous fûmes de retour à l'école. Losqu'il nous entendit ouvrir le portail de la cour, notre voisin retraité sortit précipitamment de chez lui et courut vers nous. Il avait l'air excité. « Vous connaissez la nouvelle ! » nous cria-t-il. Et comme nous ignorions la raison de son émotion, nous lui demandâmes des explications.

« Il y a eu des "soulèvements", nous dit-il c'est, paraît-il grave, surtout dans la région des Aurès ! » L'inquiétude, la peur se lisaient sur son visage. Nous le rassurâmes, lui affirmant qu'un calme absolu régnait sur Ténès, ce qui était exact.

C'est ainsi que nous avons appris de déclenchement de cet événement historique, de cette guerre d'Algérie qui ne se terminera que huit ans plus tard...

Personnellement, quoique inattendue dans le contexte de cet automne 1954, compte tenu surtout du traumatisme causé par le séisme, cette nouvelle ne me surprit pas outre mesure. Cela, j'en étais persuadé, devait se produire un jour ou l'autre. Cependant, je ne pensais pas alors à un soulèvement de masse s'étendant à l'ensemble du territoire. Je croyais qu'il s'agissait de tentatives locales visant à préparer des foyers de résistance dans quelques régions favorables : montagnes de l'Aurès, de Kabylie par exemple, ou ailleurs. En Kabylie notamment, il a toujours existé des réfractaires armés que l'administration qualifiait de bandits. De mon point de vue, en ce jour du 1er novembre 1954, nous assistions à l'implantation de petits maquis et les quelques explosions signalées en plusieurs points du territoire me paraissaient constituer des actes de propagande destinés à mobiliser le peuple algérien afin d'élever le niveau de la lutte anticolonialiste.

Radio Alger, le soir même apporta peu de précisions et tous les commentaires n'étaient que des appels à la répression. Le premier « Alger Républicain » rendant compte de l'événement donna nettement l'impression d'avoir été totalement surpris et de n'être pas en mesure d'en produire une analyse sérieuse. On n'y écartait pas l'hypothèse de provocations et on y dénonçait le danger des actes individuels de violence... Il faudra plusieurs jours pour que nos camarades puissent recueillir un nombre d'informations suffisant pour y voir plus clair.

En tout cas, le déclenchement officiel de l'insurrection par le F.L.N. n'eut aucune répercussion visible dans la région de Ténès comme d'ailleurs en bien d'autres endroits. En apparence, la vie continuait comme si rien ne s'était passé, et il en fut ainsi pendant les deux derniers mois de 1954 et pendant toute l'année 1955.

Personnellement, je ne pris conscience de la portée historique des événements que grâce à Rabah Benhamou, le secrétaire de notre section. Je le rencontrai, un jour de fin novembre dans le marché couvert. Il souhaitait une sérieuse conversation avec moi et m'entraîna hors de la foule, dans un endroit tranquille et il me tint à peu près ce langage :

« Nous allons vers la lutte armée. De nombreux camarades vont se trouver au pied du mur. Le choix devra être clair. Bientôt on ne pourra se situer que pour ou contre le combat ouvert mené par le peuple algérien. Chacun sera jugé à ses actes... ! Et, personnellement, ajouta-t-il, j'ai peu de confiance dans les décisions que prendront nos camarades européens ! »

Je lui répondis que pour ma part, je pensais qu'il fallait être attentif aux mots d'ordre du Parti lequel était toujours légal et que le premier objectif était son renforcement à Ténés et je lui rappelai le projet de réunion au Vieux Ténès. En fait, celle-ci, plusieurs fois retardée, ne put se tenir que le 26 février 1955. On trouvera cette date (exacte) sur la photocopie d'un rapport de police me concernant et joint en annexe. En

effet, en 1964, me trouvant à l'Inspection académique d'Alger au titre de chef de service du personnel, j'y ai découvert un fragment de mon dossier contenant encore quelques pieces « confidentielles » que j'ai récupérées, l'administration algérienne n'ayant que faire de tels documents !

Et je ne pus m'empêcher de lui communiquer mes impressions concernant la situation, dans la région surtout. Pour l'instant, le mouvement du 1er novembre était loin de paraître se généraliser. La plupart des régions de l'Algérie restaient calmes. On ne signalait que de petites attaques de-ci de-là et quelques attentats. Pour ce qui concernait Ténès et son environnement, et cela jusqu'à El Asnam (Orléansville) et Mostaganem, en Oranie, la vie continuait normalement et aucune action n'y était signalée. Les relations entre les populations paraissaient n'avoir absolument pas changé. C'est ainsi que les chasseurs pieds-noirs de Ténès dont certains étaient de virulents colonialistes continuaient à parcourir les montagnes du Dahra à la poursuite du gibier, des sangliers surtout. Ils déclaraient être toujours aussi bien accueillis (!) dans les mechtas y compris les plus isolées. En ville, chacun vaquait à ses occupations habituelles et entre Européens et Algériens, on évitait de parler des « événements » qui semblaient ne pas les concerner directement. A mon avis donc, il fallait garder la tête froide, ne pas s'emballer, ne pas aller au-devant de provocations possibles.

Rabah me mit en garde contre ce calme apparent. D'après lui, un grand nombre d'Algériens étaient dans l'expectative n'attendant qu'un signal, l'amorce d'une organisation de combat. « Dès que les formes d'organisation seront en place, dès que cela sera possible, la lutte armée commencera, ici comme ailleurs », me dit-il.

Les Algériens, dans leur majorité, ne comptaient plus que sur cette solution et dans la mesure où ils auront conscience de la possibilité de mener des actions armées, les volontaires afflueront. Lui, de son côté, pensait que le Parti ne devrait pas attendre et devrait prendre des initiatives concrètes très rapidement sous peine d'être dépassé et de perdre sa raison d'être.

Cela rejoignait, au fond, ce que j'avais entrevu concernant la détermination du peuple algérien, il n'y avait que la question de date qui ne pouvait être appréciée. Le moment était-il vraiment arrivé ? Oui, pensait Rabah. Dans ce cas, il avait raison concernant l'urgence pour le Parti de prendre une décision. Il insistait sur le sentiment de nombreux Algériens nationalistes ou membres du P.C.A. avec lesquels il était en relation dans la région : ici, on n'attendait plus que la mise en place des groupes de combat.

J'aurai l'occasion d'entendre énoncer la même opinion en avril 1955 lors de la campagne électorale pour les élections cantonales alors que j'accompagnais le camarade Mokarnia dans différentes mechtas des montagnes environnantes et surtout, de juin à septembre 1955, dans les montagnes de Tlemcen où je dirigeais une colonie de vacances de

l'U.G.S.A. encadrée par un personnel nationaliste et communiste, entièrement algérien.

Il y a un point sur lequel je demeurais sceptique : quelles étaient les possibilités réelles du P.C.A. d'entrer dans un processus de lutte armée et d'y jouer un rôle assez important pour influer sur son orientation ? Du côté des communistes européens, Rabah Benhamou n'avait pas tort : il y aurait certainement beaucoup de déchet. De plus, de par leur implication dans la société pied-noir, de par leur culture, leur genre de vie, je ne voyais pas comment des camarades européens pourraient supporter une vie de maquis dans les montagnes algériennes. L'avenir dira que ces maquis n'ont pu exister, combattre et finalement vaincre que grâce à une mobilité extraordinaire, à des marches et contre-marches dans un relief aride et très mouvementé, sous un climat torride l'été, glacial en hiver. Seuls, des montagnards ou des gens spécialement entraînés pouvaient subir efforts et privations dans de telles conditions. De plus, les moudjahiddines devaient pouvoir se fondre rapidement dans les populations environnantes, disparaître parmi elles, partager leur existence et être acceptés par elles.

Il est certain que les communistes européens dont la plupart ne parlaient pas la langue arabe et encore moins la langue kabyle et qui ne pouvaient pas masquer leur aspect physique n'avaient aucune chance de passer inaperçus et d'autre part, comment aurait-ils pu s'intégrer à une vie sociale montagnarde ?

Je me souviens d'un cas dont m'a parlé le Dr Masseboeuf en 1956, il avait hébergé chez lui et soigné un camarade complètement épuisé, ne pouvant plus marcher, avec des plaies infectées aux deux pieds. Il a fallu le diriger sur le département d'Oran avec comme objectif de le faire passer clandestinement en France : quelques jours avaient suffi pour le mettre dans cet état. Masseboeuf m'avait affirmé alors qu'il n'y avait aucune chance pour qu'un camarade européen puisse s'intégrer dans un groupe du type correspondant aux nécessités de la lutte armée dans les montagnes de la région. Quelque uns y sont parvenus, mais ils se comptent sur les doigts de la main. Et nous savons ce qu'il est advenu de nos groupes dont je parlerai plus loin.

Le seul engagement physique que pouvaient prendre les militants européens était de jouer un rôle, dans les villes essentiellement : certains disparaissant dans l'illégalité, les autres, dans leur grande majorité, continuant à vivre normalement mais accomplissant les tâches qui leur étaient assignées par les organismes clandestins du parti : liaisons, hébergement, transports d'armes ou de militants, sabotages, etc.

Quant aux communistes algériens, ceux qui vivaient dans l'intérieur du pays en particulier, leur désir était de se battre. Mais très vite, ils ont pu constater que la direction de la lutte armée était prise en mains par des chefs nationalistes qui, progressivement structuraient l'ensemble du territoire algérien et qui attiraient à eux la grande majorité du peuple. Que pouvaient-ils faire sinon les rejoindre ?

Malgré cela le P.C.A. a tenté de jouer un rôle militaire autonome avec beaucoup de courage.

Rabah Benhamou, lui, dès fin novembre 1954, était prêt pour la lutte armée et attendait une décision du Parti pour passer à l'action. En attendant, la région était très calme et cela devait durer jusqu'au printemps, de 1956.

Pendant cette période, notre vie de famille se déroula normalement. Les jeudis et les dimanches, nous parcourions les sites environnants, utilisant notre petite quatre chevaux. Il y a tellement de paysages ravissants dans la région de Ténès ! Nous appréciions tout particulièrement le littoral qui nous attirait par toutes les journées de beau temps. A ceux qui visitent l'Algérie, je conseille de ne pas manquer de se rendre à l'extrémité du Cap Ténès, au-delà du phare. Là, les jours de mer calme, les eaux sont transparentes. L'énorme éperon rocheux qui paraît fendre les flots tel un gigantesque navire, s'élève à pic avec un surplomb impressionnant. Les couleurs de la roche, les formes, les reflets dans l'eau immobile, les splendeurs du fond de la mer nettement visibles, tout cela et sous cet aspect-là, nous ne l'avons jamais retrouvé ailleurs. On pouvait assister aux jeux bizarres de bandes de poissons de toutes tailles ; très souvent aussi, un troupeau de dauphins venait s'ébattre près du bord car ici la côte est accore.

Le littoral, dans le sens opposé, en direction de Mostaganem, est formé de rochers plats et curieusement découpés. Là les petits poissons pullulaient ainsi que les oursins et les patelles. C'est en cet endroit que nous avons appris à nager à notre fils Yvan.

Nous n'avons pas manqué aussi de parcourir les montagnes d'alentour. Le massif du Dahra s'étend, en longueur, depuis Cherchell jusque bien au-delà de Ténès, sur plus de 100 kilomètres. En profondeur, il couvre l'espace séparant le littoral de la Méditerranée et la vallée du Chélif qui lui est parallèle. Il comprend des séries de hauteurs, de formes, et d'orientations très variées. Les plus hauts sommets dépassent à peine 1000 mètres d'altitude. Dans l'ensemble, les pentes sont arides comme nous l'avions observé dans la région de Cherchell. Mais, nous avons découvert, au cours de nos promenades, sur de petites routes, des vallons et des petites vallées assez verdoyantes avec des versants boisés. On y trouve des coins charmants. De temps à autre, des mechtas [1] s'accrochent en des lieux abrités. Les villages qui ont la chance de connaître un environnement assez humide sont les moins malheureux. Mais pour les autres, on se demande vraiment comment ces pauvres gens peuvent survivre là !

Ces malheureux formaient, à cette époque, la grande masse de ces Algériens dont le revenu annuel était quasi nul et qui ne connaissaient que la misère. Qui ne comprendra qu'ils aient été des proies faciles pour des raccoleurs, les trafiquants de « chair humaine » venant dans leurs montagnes leur faire miroiter la possibilité de vivre dans un vrai paradis (!)

1. Les mechtas sont de petits hameaux plus ou moins définitifs constitués de masures ou de gourbis, habitations très rudimentaires.

et surtout celle de faire parvenir de l'argent à leurs familles, un argent qui leur faisait tant défaut ? Ce sont ces montagnatds qu'on a incités ainsi à venir en France pour y travailler au rabais dans des chantiers et des usines et y accomplir les tâches les plus pénibles et les plus malsaines.

Ils constituent la grande majorité des travailleurs immigrés algériens, victimes d'un double crime : la spoliation de leurs meilleures terres au profits des colons et l'exploitation de leur misère par les capitalistes français les ayant attirés sur une terre étrangère... Qui donc est responsable du phénomène de l'immigration ? Si un problème se pose aujourd'hui, qui donc doit en supporter les conséquences ? Va-t-on commettre un troisième crime en faisant payer les malheureuses victimes qui pendant des décades ont fait gagner des milliards aux sociétés capitalistes ? Ce serait monstrueux. Les responsables doivent payer, ils sont en même temps les profiteurs de cette situation. C'est vers eux qu'il faut se retourner. Il faut surtout combattre la démagorie des néofascistes du type Le Pen pour lesquels la campagne sur l'immigration n'est qu'un prétexte pour entraîner leurs dupes dans des aventures dont l'histoire nous a montré à quoi elles aboutissent. Mussolini, Hitler, Franco et les autres n'ont pu régner que par l'assassinat, la prison, l'exploitation des pauvres. Aujourd'hui, Pinochet, au Chili, nous fait la meilleure démonstration de ce que deviendrait la France avec des Le Pen : un pays ruiné, la violence étant devenue une institution d'Etat. Toutes les couches ayant applaudi à la prise du pouvoir par Pinochet, aujourd'hui, s'en mordent les doigts, à commencer par les camionneurs qui, par leurs grèves, avaient ébranlé le gouvernement démocratique d'Allende.

Une telle expérience désastreuse doit être épargnée à notre pays. C'est pourquoi, je pense qu'il est urgent de trouver des solutions justes, humaines aux problèmes actuels des travailleurs immigrés. Ces solutions doivent tenir compte de ces deux réalités historiques : « — les immigrés sont des victimes qui ont droit à des réparations, — les capitalistes français sont les responsables de cette situation et ils doivent payer. »

En février 1955, nous eûmes la visite d'Odet Voirin. Il était délégué par le bureau régional de Blida du P.C.A. dont dépendait la section de Ténès couvrant toute la région environnante. Il fut hébergé chez nous. Son but était de donner un coup de fouet aux communistes locaux. Sur le plan de la situation politique de l'Algérie, Odet ne nous apportait rien de nouveau relativement à ce que nous savions par la lecture de « Liberté » ou d'« Alger Républicain ». Le P.C.A. s'en tenait à la position ébauchée au début des événements : dénonciation de la « politique colonialiste d'oppression nationale »..., protestation contre « les mesures de guerre »..., exigence d'une « politique nouvelle faisant droit aux légitimes revendications du peuple algérien ». Ce n'est que quelques mois après que j'appris la présence de camarades du Parti dans plusieurs maquis de l'Aurès et les contacts qui s'étaient établis entre certains de nos organismes et des groupes nationalistes, à Oran, par exemple... et cela de la bouche du

camarade Babou Abdelkader au moment de la préparation de la colonie de vacances que j'allais diriger au Mizab, dans les Monts de Tlemcen.

Le deuxième soir de la présence d'Odet Voirin, nous organisâmes une réunion au Vieux Ténès à laquelle assistait aussi Rabah Benhamou. Elle eut lieu dans une petite salle au centre du village, en présence d'une vingtaine de personnes. Elles étaient toutes des adhérents ou d'anciens adhérents du Parti. Odet et Rabah insistèrent sur la nécessité de faire revivre la cellule. Le Parti avait, dirent-ils, un grand rôle à jouer pour orienter la lutte anticolonialiste dans le sens des intérêts des travailleurs. Evoquant le chômage régnant ici, ils pensaient que la propagande devait prendre un aspect concret et qu'il fallait inciter tous les dockers à engager des actions pour exiger la remise en activité du port de Ténès.

Placée sous le signe de la remise des cartes du Parti pour 1955, la réunion se termina par la distribution de celles-ci. Pour ce qui me concerne, c'était ma première adhésion officielle au P.C.A. En effet, avant 1938, nous avions des cartes du P.C.F., puis ce fut mon isolement à Bou Haroun et enfin la guerre : dans la clandestinité, il n'était pas question que l'on puisse respecter les normes statutaires ! Donc, désormais, j'étais en situation régulière avec le Parti Communiste algérien.

Cette réunion me permit d'être connu par quelques parents d'élèves et d'acquérir ainsi des sympathies dans le village. Benhamou profita de cette occasion pour me présenter un habitant du Vieux Ténès qu'il estimait être un personnage important. Il me conduisit chez un épicier tenant une petite boutique. En fait, il s'agissait d'un ancien technicien de Radio Alger qui avait été révoqué à cause de ses activité nationalistes ; il avait purgé aussi une peine de prison. Au Vieux Ténès, il était en liberté « surveillée » !

C'était un garçon très ouvert. Quelques mois plus tard je lui demanderai d'accepter le poste de trésorier du Conseil d'administration de la cantine scolaire. Ce qu'il accepta. Une telle confiance mutuelle s'établit entre nous qu'il n'hésita pas, un certain jour, à m'apprendre sa désignation au titre de responsable politico-militaire du F.L.N. pour la région de Ténès. Il put tenir plusieurs mois mais finalement, il fut mis en état d'arrestation. Il avait eu le temps néanmoins de préparer la structuration des groupes du F.L.N. dans la région.

J'ose espérer que ce jeune patriote plein d'avenir, arrêté vers la fin de 1955, aura pu sortir vivant des griffes colonialistes et qu'il vit, heureux, dans son Algérie libérée.

Le hasard voulut que son remplaçant fût l'un de mes adjoints, enseignant la langue arabe dans notre école. Lui aussi m'avisa de la lourde responsabilité qu'on lui avait confiée...

Mon implantation dans la circonscription de mon école était en bonne voie. Cela m'incita à engager la bataille pour obtenir des améliorations indispensables : salubrité, réfection de la cour, modernisation des locaux et du matériel. J'avais déjà présenté des demandes par l'intermédiaire de mon collègue Fichet, conseiller municipal chargé des affaires scolaires. Celui-ci me promit d'agir auprès du maire mais ne me cacha pas que la Municipalité

songeait surtout à porter ses efforts sur les écoles du centre qui recevaient les enfants des Européens de Ténès. A quoi, je rétorquai que justement, il fallait profiter de l'abondance de crédits attribués à l'occasion du séisme pour entreprendre d'importants travaux de rénovation là où la vétusté mettait en cause l'hygiène, la sécurité des enfants et aussi le bien-être du personnel. Je lui donnai nettement à comprendre qu'il ne s'agissait, en fait, que d'une question de bon vouloir : sur le plan financier, la Mairie disposait de très larges possibilités.

Après plusieurs rencontres avec Fichet, je compris que je n'obtiendrais rien par son intermédiaire. D'ailleurs, à plusieurs reprises, il ne m'avait pas caché l'opinion des élus municipaux concernant le Vieux Ténès, cette « plaie » aux portes de la ville !

Je tentai de voir le maire... en vain. Pendant les deux ans que j'ai vécus à Ténès, je n'ai jamais été reçu par cette « haute personnalité » ! Je ne connais même pas physiquement ce Monsieur Bortoloti, vice-président de l'Assemblée algérienne, à cette époque. C'était, à la fois, un colon et un industriel. Il exploitait un domaine situé à Francis Garnier. Il y possédait aussi une usine fabriquant des confitures. Sa « Karmoucette », mise en boîte, était vendue dans toute l'Algérie et exportée en France.

J'utilisai notre journal *Alger Républicain* pour dénoncer « La misère de l'École de garçons du Vieux Ténès », article qui fit assez de bruit dans la région et qui figure dans un rapport de police !

Finalement, Fichet, vint m'apprendre un beau jour que des travaux avaient été décidés et effectivement, on refit les égouts, on aplanit et on goudronna la cour et on modernisa quelque peu les locaux.

Pendant le même temps, je préparais l'ouverture de la cantine scolaire. A force de démarches, j'obtins un crédit important des « Œuvres scolaires » et de la M.G.E.N. (Mutuelle générale de l'Education nationale) au titre de secours aux sinistrés. Avec ces crédits, ces organismes nous offraient la construction d'un baraquement à construire sur place.

Dès cet instant, l'officialisation du Conseil d'administration de la cantine devenait indispensable. Le camarade Massebœuf en accepta la présidence, la trésorerie fut attribuée à notre ami nationaliste déjà cité. Mme Boisson, assistante sociale, épouse de l'un de nos rares camarades de Ténès, fut chargée du contrôle sanitaire. Plusieurs parents d'élèves vinrent renforcer le bureau. Ce petit collectif fonctionna efficacement jusqu'en juin 1956. Malheureusement, l'arrestation du trésorier nous priva d'un membre actif et pendant les mois d'avril à juin 1956, la situation, devenue dangereuse dans la région, nous obligea à une grande prudence.

L'œuvre départementale des cantines scolaires nous offrit le matériel de réfectoire nécessaire et quelques ustensiles de cuisine. Il fallut chercher un constructeur, discuter des prix comprenant aussi la confection des tables et bancs. Cela demanda du temps. Mais le plus difficile à obtenir fut la plate-forme cimentée devant servir de support au baraquement. Cette condition avait été nettement formulée par les œuvres sociales qui faisaient

de la participation municipale une nécessité de principe. Sans plate-forme, pas de baraquement...

Après des semaines de démarches, d'interventions venues d'Alger que j'avais provoquées en profitant de ma position de délégué syndical, le maire finit par céder et les travaux commencèrent et se poursuivirent... au ralenti. (Finalement, la cantine ne put fonctionner qu'à la rentrée d'octobre 1955.)

Les jours passaient... et nous arrivâmes à avril 1955. Et ce fut la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil général, tout au moins pour ceux des conseillers qui avaient terminé leur mandat. Ténès était concerné et le P.C.A. avait prévu deux candidats pour notre région. J'ai déjà parlé du régime des deux collèges. Le premier collège rassemblait tous les électeurs européens et le second collège, les électeurs algériens. Les électeurs du premier collège, en y comprenant les colons et les habitants pieds-noirs des villages environnants, se chiffraient par quelques centaines seulement. Quant à ceux du deuxième collège, on pouvait les compter par milliers, pour la majorité répartis dans les mechtas et villages de montagne. C'était le fameux pâté d'alouette ; un Pied-noir pour 10 Algériens au moins !... Et de plus, nous verrons comment se déroulait le scrutin dans les montagnes. Cette campagne électorale sera la dernière que put mener le P.C.A. en Algérie ! Il a donc une valeur historique.

A Ténès, nous y étions très mal préparés. Notre réunion du Vieux Ténès n'avait connu aucune suite positive sur le plan de l'organisation ; elle fut la seule et l'unique assemblée statutaire de cette instance du parti jusqu'à sa dissolution... Je n'ai assisté, non plus, à aucune réunion à Ténès. La section, ici, se limitait à quelques individualités qui, à l'occasion, se consultaient et maintenaient le contact avec la région de Blida. Nous apprîmes que le bureau régional de Blida proposait deux candidats ; Mustapha Saâdoun, de Cherchell et le Dr Masseboeuf.

C'est Masseboeuf qui vint, à l'école, me communiquer cette nouvelle. Je dois dire honnêtement, qu'il n'était pas convaincu du tout et se préparait à refuser cette proposition. Il se trouvait confronté à un grave problème ; son épouse s'opposait nettement à cette candidature et rien ne semblait pouvoir la faire fléchir. Aussi était-il très ennuyé. Je lui proposai d'avoir une discussion avec elle pour tenter d'obtenir son acceptation en faisant valoir que la candidature était de principe et que la campagne serait de courte durée. Cette entrevue avec Mme Masseboeuf eut lieu chez nous au Vieux Ténès. L'entretien fut difficile et si l'épouse de notre camarade, de guerre lasse, finit par céder, on sentait bien qu'elle n'était pas convaincue mais résignée. C'est probablement elle qui fit courrir le bruit que l'on me rapporta par la suite et selon lequel j'étais le « mauvais démon » qui entraînait son mari contre son gré.

Il ne m'est resté de cette campagne électorale que deux souvenirs marquants. Celui, d'abord, de la réunion publique qui se tint à Ténès dans le cinéma de la ville. Le parti y avait délégué Pierre Fayet, sénateur que j'avais connu alors qu'il assurait la direction de l'Union des syndicats

(C.G.T.U.) avant la réunification syndicale réalisée au moment du Front Populaire. Je l'avais rencontré quelquefois aussi à Paris.

Masseboeuf, notre candidat m'avait demandé de présider le meeting. Il convient de noter l'absence à cette assemblée de notre candidat du deuxième collège, Mustapha Saâdoun. Je me demande aujourd'hui si ce fait n'est pas à rapprocher des sentiments émis par Rabah Benhamou et si Saâdoun n'entendait pas se démarquer, auprès des masses algériennes, de cette image trop européanisée et donc suspecte qu'elles se faisaient du Parti Communiste algérien. La salle était pleine, ce fut donc un succès. La grande majorité des présents étaient des Algériens ; cela représentait environ deux cents personnes ayant, pour la plupart, des sympathies pour notre mouvement.

Je présentai notre candidat et Pierre Fayet aux auditeurs. Et, pour ouvrir la séance, j'improvisai une petite allocution dans laquelle je dénonçais la répression qui allait s'accentuant et je m'attaquai en particulier aux nouvelles mesures prises par les autorités coloniales en application de l'« Etat d'urgence en Algérie » qui venait d'être voté par l'Assemblée nationale française le 31 mars 1955. J'affirmai notre solidarité à l'égard des victimes du colonialisme et fit remarquer qu'une des premières personnes touchées par le nouveau texte était un instituteur communiste exerçant dans les Aurès, J.M. Galland, un Français. En vertu de cette loi, des camps de concentration allaient être installés dans toute l'Algérie et ne tarderont pas à se remplir de patriotes, de communistes arrêtés sur une simple décision administrative. L'existence de ces camps a été longtemps niée par le gouvernement français... puis on les appellera pudiquement « résidences surveillées » !

Je crois qu'il est amusant de reproduire un passage du rapport de police (CAB du Préfet n° 5757 CAB) du 9-03-1956 faisant allusion à cette réunion électorale :

« Mr Donnat a soutenu activement la candidature des communistes Masseboeuf et Saâdoun. Il a notamment présidé les réunions électorales du premier collège et participé à celles du deuxième collège organisées par le P.C.A. A cette occasion, il a prononcé un discours extrêmement violent contre les institutions françaises. »

Cette dernière phrase est la reproduction presque intégrale d'une formule utilisée en 1948 par le chef de région de Fort-Archambault au Tchad (Sahr aujourd'hui) dans son compte rendu d'un meeting au cours duquel je m'étais adressé aux anciens combattants Saras, compte rendu dont le secrétaire de ce haut fonctionnaire m'avait apporté le brouillon manuscrit ! Décidément, les mentalités colonialistes ne diffèrent guère qu'il s'agisse de l'Afrique noire, de l'Afrique du nord ou d'autres territoires !

Notre réunion de Ténès se déroula sans aucun incident et les applaudissements des assistants nous ont montré que notre solidarité à l'égard des victimes de la répression avait recueilli leur entière approba-

tion. Quelques autres réunions se tinrent dans certains villages et au Vieux-Ténès : elles attirèrent peu de monde.

Mais, ma mémoire a enregistré surtout la journée du 17 avril 1955, jour des élections. Le Parti m'avait demandé de faire la tournée des bureaux de vote du deuxième collège situés dans l'intérieur du pays et en particulier dans les parties montagneuses et cela en compagnie du camarade Mokarnia, responsable de la Fédération syndicale des mineurs. Nous partîmes, tous deux, à bord de ma quatre chevaux avec des piles de bulletins de vote au nom de Saâdoun.

Toute la journée, nous parcourûmes la partie ténésienne du Dahra, utilisant parfois de simples pistes à peine automobilisables. Nous avons roulé souvent pendant un temps qui nous paraissait interminable dans des sites absolument désertiques. Et je me souviendrai toujours des réflexions que je fis à Mokarnia dans ces moments-là.

« Nous sommes deux camarades, un Français, un Algérien, animés d'un même idéal. Nous sommes tous deux, seuls dans ce paysage écrasant. Mais nous sommes forts parce que nous savons qu'en réalité, nous ne sommes pas seuls. Partout, dans le monde, dans les lieux les plus divers, des hommes comme nous luttent pour aider à la progression des sociétés humaines. Nous formons une immense chaîne qu'aucune force ne pourra jamais briser. On ne peut pas faire remonter un fleuve vers sa source, de même, l'humanité, malgré tous les obstacles, ne peut aller qu'en avançant. Ces obstacles peuvent être effrayants, peuvent paraître invincibles et pourtant ils seront vaincus. Nous sommes là pour en convaincre les hommes. »

Et Mokarnia partageait mon sentiment ; cette émouvante communion d'esprit constituait notre réconfort.

Car l'obstacle concret n'allait pas tarder à se présenter à nous. Il s'agissait des bureaux de vote installés le plus souvent dans une petite école de bled. Partout, le même spectacle, la même scène ! Des files de pauvres montagnards encadrés par des gardes armés s'alignaient devant la porte du bâtiment. Arrivés dans la salle, ils étaient accueillis par le caïd qui donnait des ordres. Sur les tables, il n'y avait qu'une pile de bulletins de vote, ceux du candidat officiel ! Le votant effrayé, surveillé, contrôlé, n'avait qu'un geste possible à accomplir : prendre le papier qu'on lui désignait du doigt, le placer dans l'enveloppe qu'on lui tendait et mettre celle-ci dans l'urne. Ils avaient été obligés de venir là sous la menaces de sanctions les plus diverses. Ils avaient dû quitter leurs mechtas ou leurs villages au lever du jour pour rejoindre le lieu du vote par les sentiers de montagne et ils devaient attendre, debout, pendant des heures, que leur tour arrive, sous la garde des adjoints du caïd.

Bien entendu, nous venions pour protester et pour tenter d'obtenir un suffrage correct. Mais nous ne pouvions que constater les faits. Les représentants européens de l'autorité qui étaient là se moquaient de nous, nous menaçaient. Nous avons essayé de placer une pile de nos bulletins sur

la table de certains bureaux et devant nous, cyniquement, le caïd continuait à tendre aux votant celui du candidat officiel que le malheureux ne pouvait pas refuser. Nous ne pouvions pas demeurer longtemps dans un même lieu et nous savions que dès notre départ, nos bulletins seraient retirés et déchirés. Que faire ? On nous a expulsés de plusieurs salles en nous accusant d'être des fauteurs de troubles. Il y a eu encore pire, en d'autres endroits, on nous a purement et simplement interdit l'accès du bureau de vote et prié de décamper sous la menace des armes, alors que nous étions pourvus de mandats réguliers de notre candidat...

C'était cela les élections, dans le bled algérien pour ce qui concerne le deuxième collège, en 1955 ! J'en porte témoignage. Je ne découvrais pas un fait nouveau, inattendu. Je savais que ces méthodes électorales avaient été institutionnalisées par le gouverneur général socialiste Naegelen. Ce que je constatais en 1955 se déroulait sous la houlette d'un autre socialiste, le gouverneur Léonard...

Mais, connaître une situation par la lecture d'informations et la vivre sur place dans toute sa réalité, c'est tout autre chose. Jamais, je ne pourrai oublier ces scènes scandaleuses auxquelles j'ai assisté au cours de ce 17 avril 1955. On parle souvent de la haine, on s'accorde à réprouver ce sentiment « indigne » de l'homme. Mais, il est des scènes , il est des moments où il est bien difficile d'empêcher une fureur vengeresse de grandir en nous-mêmes à l'encontre des responsables de tels crimes contre l'humanité. Il est des cas où, pour penser et agir sans haine, il faut posséder une force d'âme exceptionnelle qui n'est pas donnée à tous. Une fois de plus, se trouvait justifiée à mes yeux la détermination de ceux qui ne comptaient plus que sur les armes pour reconquérir leur dignité et la libération de leur pays.

Je n'ai pas gardé le souvenir des résultats de cette élection et cela, sans doute, parce que je n'y ai attaché que bien peu d'importance. Que représentaient-ils, en effet, au regard de l'histoire si on les compare au formidable mouvement qui va soulever le peuple algérien dans les mois qui ont suivi ?

Elle a été la dernière campagne à laquelle le P.C.A. a pu participer. Peu de temps après, il a été interdit et a dû se réorganiser dans la clandestinité. Il revécut légalement pendant quelques mois seulement après l'Indépendance de l'Algérie ; puis il lui a fallu disparaître de nouveau, le pluralisme politique n'ayant pas été admis par les nouveaux dirigeants du pays. Je sais que beaucoup d'anciens camarades communistes algériens ont rejoint les rangs du F.L.N.

En sens inverse, des militants du F.L.N. et surtout des jeunes gagnés aux idéaux du marxisme sont venus à la rencontre du Parti Communiste algérien qui, en fusionnant en 1966 avec des éléments venus du F.L.N. est devenu le « Parti de l'Avant-Garde Socialiste d'Algérie » (P.A.G.S).

Ils essaient, par tous les moyens dont ils peuvent disposer, de faire connaître leur point de vue, de proposer des solutions aux problèmes posés par l'édification d'une Algérie nouvelle. Ils apportent tout leur soutien aux orientations progressistes et anti-impérialistes du F.L.N. et du

gouvernement, mais combattent les multiples et insidieuses offensives de la bourgeoisie et des milieux impérialistes étrangers pour faire dévier l'Algérie de ses options en faveur du socialisme. Ils s'expriment notamment à travers l'organe central (clandestin) du Parti, *Saout Al Chaab* (« La Voix du Peuple »). Le F.L.N., en effet, refuse d'admettre l'existence d'autres partis et de ce fait, le P.A.G.S. connaît une existence difficile.

La nouvelle de la présence à Paris en 1984, à la fête de « L'Humanité », à l'occasion d'une réunion des Français victimes de la répression pour avoir participé au combat de la résistance algérienne, d'amis chers venus d'Algérie m'a causé une grande joie et conforté dans ma certitude que le P.A.G.S., héritier et continuateur du P.C.A., bénéficiant de toutes les expériences vécues par ses aînés, sera à la hauteur de ses responsabilités historiques.

Les élections passées, rien de notable n'intervint à Ténès et dans notre famille jusqu'en juillet 1955. Vers la fin du mois de mai, je me rendis à Alger pour assister à une réunion du Conseil syndical du Syndicat des instituteurs (S.N.I.). J'y rencontrai le camarade Charles Siblot qui me transmit une proposition de la direction de l'Union générale des Syndicats d'Algérie, laquelle, depuis peu avait cessé son affiliation à la C.G.T. et était devenue une centrale syndicale nationale algérienne. On me demandait d'accepter la direction d'une colonie de vacances organisée en faveur des victimes du séisme. L'Union avait, en effet, reçu des fonds très importants collectés parmi les travailleurs du monde entier. Elle entendait en faire bénéficier les enfants de la région éprouvée car, pour eux, le désastre s'ajoutait à une situation normale de misère totale. J'acceptai de prendre cette responsabilité bien qu'étant conscient des difficultés qui m'attendaient. Il s'agissait d'une action humanitaire à laquelle je ne pouvais pas me dérober. Siblot m'en remercia et me fit savoir que je ne tarderais pas à être contacté par André Ruiz et Blanche Moine, deux dirigeants de la centrale.

André Ruiz, quelque temps après, m'écrivit pour me fixer un rendez-vous à Alger dans le but de m'emmener sur place pour obtenir mon avis sur les travaux en cours. La Centrale avait acheté des bâtiments à peine ébauchés et le terrain attenant, à un organisme défaillant qui avait dû abandonner son projet de construire un ensemble destiné à recevoir une collectivité d'adolescents.

Cette rencontre devant avoir lieu pendant le congé de Pentecôte, toute ma famille m'accompagna jusqu'à Alger et s'installa pour quelques jours chez notre tante. Dès notre arrivée, je me rendis à la Maison des Syndicats. Ruiz me donna tous les renseignements dont j'avais besoin pour prévoir l'organisation de la colonie. De mon côté, je le mis au courant des textes et des obligations concernant l'ouverture d'une colonie de vacances et lui demandai de respecter scrupuleusement les règles établies. Il était évident, en effet, que nous serions contrôlés de très près et que la moindre défaillance servirait de prétexte pour nous refuser les autorisations nécessaires. Il y avait de nombreuses démarches à effectuer à Alger et il fut

convenu qu'un camarade compétent, membre actif des C.E.M.E.A. dont j'ai déjà parlé, en serait chargé.

Mais les problèmes les plus importants étaient ceux des locaux, des aménagements, du matériel, du personnel d'encadrement, de celui de service. Tout était à voir et à étudier sérieusement.

Je savais que l'implantation se situait dans la région de Tlemcen. Il fallait aller sur place au plus tôt. Nous partîmes, en voiture, André Ruiz et moi, accompagnés de Blanche Moine l'une des responsables de l'Union syndicale. Dans la région d' El Asnam nous fîmes un arrêt ; le camarade Marouf, responsable des syndicats agricoles, nous attendait sur le bord de la route. Il avait reçu un important stock de matériel divers, de produits alimentaires, de vêtements, de médicaments envoyés par les syndicats de pays étrangers et notamment ceux des pays socialistes. Marouf était chargé de la répartition dans la région : André Ruiz et Blanche Moine profitèrent de l'occasion pour s'informer du déroulement de cette opération.

Puis nous poursuivîmes notre voyage jusqu'à Oran où nous passâmes la nuit chez le frère de Ruiz. Bien sûr, au cours du trajet, il fut question des événements. Ce qui fut dit alors me donne beaucoup à réfléchir aujourd'hui. André et Blanche étaient des responsables au plus haut niveau pour ce qui concerne le mouvement syndical algérien. Or, d'après leurs propos, ils jugeaient le moment venu du combat final pour la libération nationale de l'Algérie. Ils paraissaient très optimistes et envisageaient même tout ce qui pourrait être fait après l'indépendance. Cela, je l'ai bien retenu.

Mais, je n'ai pas oublié non plus, l'hostilité qu'ils manifestaient à l'égard des militants syndicaux nationalistes. Dans tous leurs propos, ceux-ci apparaissaient comme des ennemis. Cela me donna à penser qu'il existait, au sein de l'Union, une lutte farouche et sans merci entre deux tendances cristallisées sur leurs positions. A cette époque, je n'avais pas suffisamment réfléchi à ces problèmes pour intervenir dans ce genre de conversation. Mais aujourd'hui, je mesure toute la contradiction contenue, selon moi dans les paroles de nos deux camarades. Comment, en effet, parler de libération nationale si l'on se place uniquement sur des positions de classes sociales (et dans un pays colonial, on y risque d'ailleurs bien des confusions...) et si l'on s'oppose à la fraction la plus importante et aussi, il faut le reconnaître, la plus combattive du peuple algérien, celle qui, finalement exprimait le mieux tout ce que ressentait réellement la grande majorité des habitants du pays ?

C'est encore là toute la question du fond qui revient : celle de l'importance relative des nécessités de la lutte de libération nationale par rapport à celles de la lutte des classes. Or, en Algérie, nous les communistes, nous avions une orientation qui, je crois, nous conduisait à mal situer la place et le rôle des mouvements nationalistes... Et ceci, à mon avis, pour deux raisons.

Tout d'abord, celle découlant de la conception du mouvement communiste international de l'époque concernant le partage du monde en deux camps : le camp socialiste et la camp impérialiste.

En Algérie, le P.C.A. n'échappait pas à cette notion des deux camps. Malgré les efforts des camarades les plus conscients pour orienter le plus possible le parti vers la prise en compte des réalités algériennes, il était difficile de concilier ces réalités avec ce qu'impliquait cette conception du monde. Comment fallait-il classer les mouvements nationalistes ?

Le mouvement de libération nationale lui-même devait-il s'inscrire dans le camp socialiste ?

Quelle place attribuer aux luttes des peuples colonisés pour arracher leur indépendance ? Puisqu'il n'y avait que deux camps, dans lequel des deux pouvait-on les ranger ?

En Algérie, les nationalistes qui n'entrevoyaient que la libération nationale de leur pays et cela seulement, se refusaient à se ranger dans l'un des deux camps... y compris donc dans celui dont le combat impliquait la fin du régime colonial, ce qu'ils ne pouvaient pas percevoir car ils n'étaient pas des communistes. Leur mentalité, leurs expériences historiques avaient fait naître en eux une méfiance systématique pour toutes les initiatives venues de l'extérieur. Ils voyaient des colonialistes partout même là où il n'y en avait pas. Ils reflétaient d'ailleurs ainsi la pensée profonde de tout un peuple qu'il faut placer dans le contexte culturel, religieux, sociologique... issu de l'histoire et dans celui d'un système colonial fertile en tromperies les plus subtiles.

Ils nous jugeaient, nous, comme porteurs d'une idéologie étrangère, laïque de surcroît. Il nous était déjà très difficile de nous faire admettre par eux. Mais, cette méfiance devint de l'hostilité quand ils se persuadèrent, à tort évidemment, qu'au fond, les communistes entendaient se servir des peuples coloniaux pour parvenir à leur but : l'instauration d'un socialisme qui ne leur paraissait pas national. Cela apparaît nettement dans les écrits de quelques chefs nationalistes comme Messali Hadj ou Aït Ahmed.

C'est que notre conception du monde favorisant des schématisations et masquant les réalités spécifiques, nous marquait nous aussi et malgré tous nos efforts, elle était la source de tendances, de comportements sectaires. Comme beaucoup, j'ai pensé que nous étions les seuls à pouvoir impulser une véritable indépendance nationale ! D'où le fossé qui s'est creusé de plus en plus, au fil des années, entre les nationalistes, et nous, situation que j'ai pu suivre au cours des années 1930 et 1949 : on était parti souvent d'une amitié confiante pour arriver peu à peu à une opposition violente.

La deuxième raison qui, à mon avis influait sur notre comportement réside dans le cas particulier de l'Algérie de cette époque : celle de la présence d'un peuplement pied-noir sur lequel je pense avoir fait connaître ma pensée. Il faut être net, je crois : le peuple algérien était colonisé, le peuple pied-noir ne l'était pas. Le besoin de libération nationale ne pouvait donc se faire sentir que parmi les populations algériennes. Il était vraiment

difficile pour un pied-noir y compris un pied-noir communiste de s'imprégner profondément des sentiments réels des colonisés algériens. Pour lui, son anticolonialisme découlait d'une analyse théorique, il était surtout intellectuel, moral. Dans le contexte du mouvement communiste mondial, il était tenté de classer les nationalistes parmi les bourgeois : des adversaires qui, dans le futur, combattront le camp socialiste... (ce qui, d'ailleurs pouvait fort bien, se produire...).

Le P.C.A. portait en lui toutes ces contradictions et par mon expérience personnelle, j'ai bien perçu que les motivations de très nombreux communistes algériens étaient bien différentes de celles de très nombreux communistes pieds-noirs. Les premiers luttaient pour libérer leur peuple, pour la reconquête de leur pays, de leur identité issue de la culture arabo-islamique et de l'histoire passée. Les seconds n'avaient pas les mêmes raisons de se battre et leur engagement constituait plutôt un geste humanitaire et aussi leur certitude d'engager un combat de classe contre le capital.

C'est au travers de ces considérations que j'essaie aujourd'hui de comprendre le sens des propos tenus par André Ruiz et Blanche Moine au cours de notre voyage vers Tlemcen.

A mon avis, l'expérience des annés écoulées nous a montré que les luttes de libération nationale constituent des mouvements historiques d'une importance primordiale, prenant des formes particulières à chaque pays concerné. Ils ne s'inscrivaient pas forcément dans le cadre des deux camps, mais ils n'en étaient pas moins historiquement positifs. Je pense qu'il nous appartenait de tout faire pour ne pas apparaître comme désireux de les voir rejoindre à tout prix le camp socialiste.

Et il aurait fallu pouvoir définir clairement la place tenue par les Pieds-Noirs en Algérie pour déterminer les moyens de les démystifier et de les amener à bien se situer, tout au moins pour les plus conscients d'entre eux... Alors, sans doute, le Parti Communiste Algérien aurait pu s'identifier pleinement avec le mouvement de libération nationale.

Le lendemain, de bon matin, nous partîmes par Tlemcen. Là, nous nous rendîmes directement au local de l'Union locale des syndicats. C'est avec les dirigeants syndicaux de la région que nous devions régler le problème du recrutement du personnel de service de la colonie : le secrétaire de l'Union se proposa lui-même pour aider à la cuisine. Je tins à prévenir nos camarades qu'il s'agissait d'un travail pénible et que la rémunération dépendait du budget de la colonie... C'était une œuvre sociale... Nous comptions aussi sur eux pour nous aider à trouver à Tlemcen, aux meilleures conditions, les matériels nécessaires et les éléments de base du ravitaillement.

Puis nous prîmes la direction de Sebdou, l'agglomération la plus proche du Mizab où se trouvaient les bâtiments que nous allions visiter. La route de Sebdou s'élève dès le départ de Tlemcen pour franchir le massif portant le nom de cette dernière ville. Parvenue sur une zone de plateaux,

elle longe, depuis sa source, les premiers kilomètres de l'oued Tafna. Cette rivière naît à quelques mètres de la route ; elle surgit d'une grotte située au bas d'une petite élévation : c'est donc la résurgence d'un cours d'eau souterrain. La Tafna suit un tracé capricieux : elle paraît vouloir se diriger d'abord vers les hauts plateaux oranais, puis, après un très large virage, elle s'en va vers le nord pour atteindre la Méditerranée.

Son nom est resté dans l'histoire car, dans le passé, une partie de son cours a servi de frontière entre l'Algérie et le Maroc. Des combats sanglants se sont déroulés sur ses bords entre l'armée française de Bugeaud et les guerriers algériens commandés par le grand chef national, l'émir Abd el Kader. Le traité de la Tafna signé en 1837 consacrait la victoire des Français et le passage de l'Algérie à l'état de colonie française qui ne deviendra définitif qu'après une longue résistance de plusieurs dizaines d'années et qui n'a jamais été admis par les Algériens.

Sebdou, à l'époque, n'était qu'un gros village où venaient s'approvisionner les habitants des environs et qui abritait quelques services administratifs. Un excellent camarade paysan algérien, Tahar Ghomri, avait fait connaître le P.C.A. dans la région et lui avait attiré de nombreuses sympathies. Nous le constaterons par nous-mêmes pendant notre séjour de juillet-août 1955.

Arrivés à Sebdou , nous quittâmes la route menant à El Aricha dans les Hauts plateaux pour prendre une piste de terre se dirigeant vers la frontière marocaine Ce n'est qu'après un nombre respectable de kilomètres que nous atteignîmes la sente qui devait nous mener au Mizab. Cela devenait presque une expédition dans un site montagneux désertique. Finalement, nous aboutîmes à une maison forestière où nous trouvâmes un garde algérien et sa famille. Il nous reçut très correctement et s'offrit à nous guider vers la nouvelle propriété de l'U.G.S.A. qui était située à environ un kilomètre de là.

Dès cet instant, je fis part de mes premières craintes auprès d'André et Blanche. Le site était bien trop isolé, bien trop loin d'un centre habité, d'un poste médical. Nous allions connaître des situations difficiles et très risquées. Que se passerait-il en cas d'accident ? Mes craintes étaient fondées mais les camarades me dirent qu'il était trop tard pour revenir en arrière, il fallait ouvrir cette colonie à tout prix.

Or, quelle fut ma stupéfaction lorsque je vis les installations. Il n'existait, en tout et pour tout que deux plates-formes supportant des murs ne s'élevant qu'aux deux tiers de leur hauteur. Pour terminer le gros œuvre, il fallait donc achever les murs, placer la charpente, la couverture... et il restait le cloisonnement, l'installation électrique, les circuits d'eau pour W.C., douches et cuisines... plus les portes et fenêtres ! Et nous étions à la mi-juin, les matériaux n'étaient pas sur le chantier et on ne savait pas du tout par qui et comment seraient effectués les travaux ? Cette responsabilité relevait de l'Union départementale d'Oran et rien de précis ne nous avait été communiqué. Il y avait de plus trois problèmes importants à régler qui conditionnaient l'ouverture de la colonie : il fallait

trouver de l'eau en quantité suffisante, se procurer un générateur d'électricité et prévoir un système d'évacuation des eaux sales absolument réglementaire. Il existait une grosse source captée dans un bassin à 800 mètres de la colonie : elle alimentait la maison forestière. C'est d'ailleurs le magnifique ensemble de verdure créé par l'abondance des eaux qui était à l'origine du nom du lieu : le Mizab, terme poétique en langue arabe. Il convenait d'obtenir l'autorisation d'en détourner une partie pour notre usage et d'après le garde forestier, ce ne serait pas facile !

Personnellement, je l'avoue, j'étais assez pessimiste. Mes camarades avaient pris conscience de l'aventure dans laquelle nous nous jetions. Ils décidèrent de provoquer une mobilisation sérieuse du mouvement syndical oranais et de faire jouer l'esprit de responsabilité militant. Effectivement, nous le verrons en juillet, une forte équipe de jeunes volontaires arriva sur les lieux quelques jours après notre passage avec les matériaux nécessaires et se mit au travail d'arrache-pied.

Il nous restait environ un mois pour accomplir les multiples démarches indispensables, mener les travaux à bonne fin, recruter le personnel d'encadrement et les petits colons. Un grand nombre de camarades tant à Alger qu'à Oran furent mobilisés : c'était un pari contre la montre difficile à tenir. De mon côté, j'intervins auprès de Mme Parcot, responsable des C.E.M.E.A., qui me donna de précieux conseils et me promit de contacter l'inspecteur de la jeunesse qui serait chargé de venir contrôler les lieux et de qui dépendait l'autorisation d'ouverture. C'était, paraît-il un homme très compréhensif et de fait, le moment venu, il accepta les locaux et les aménagements tels qu'il les constata alors que les travaux étaient loin d'être achevés et que le problème de l'évacuation des eaux sales, par exemple, n'était pas encore résolu. C'était une attitude exceptionnelle et je crois qu'il nous fit confiance quand il vit l'équipe des jeunes volontaires au travail et la détermination de tous les gens présents sur les lieux (à ce moment-là, je m'y trouvais aussi accompagné de deux moniteurs et avec ma famille).

En cette deuxième quinzaine de juin 1955, toutes nos préoccupations allaient vers cette fameuse colonie de vacances. Il avait été décidé d'opérer le recrutement des enfants autours de trois centres : Orléansville (El Asnam), Ténès et Duperré (Aïn Defla). Il fallait faire un choix parmi les plus deshérités et aussi bien sûr parmi les parents volontaires pour nous confier leurs enfants. Pour la région de Ténès, l'essentiel du contingent provint du Vieux Ténès. Le Dr Massebœuf procéda à la visite des petits colons et établit leur fiche médicale. Je me rendis à Aïn Defla pour aider à cette opération dirigée là-bas par mon camarade et collègue Embarek, instituteur dans cette localité. La visite médicale eut lieu chez lui et fut effectuée par un jeune docteur adhérent au P.C.A., le Dr Djian. A Orléansville, le nombre de camarades était suffisant pour régler tous les problèmes. Dès la fin juin, nous avions la liste complète des petits colons âgés de 8 à 15 ans, une centaine environ.

Habituellement, le directeur est chargé de constituer son équipe d'encadrement et de choisir l'économe responsable de la gestion et du ravitaille ent. Mais les camarades m'avaient demandé de leur faire confiance et d'accepter les jeunes gens qu'ils me proposeraient. J'eus, à ce sujet, l'appréciation d'Abdelkader Babou, déjà cité, membre du Bureau politique du P.C.A. Sans me fournir de précisions, il me tint un langage qui me surprit car je n'y étais pas préparé. Cela se passait à la mi-juillet, lorsque je vins à Orléansville prendre place parmi les enfants et organiser leur installation dans les wagons qui leur avaient été réservés, une partie du trajet devant se faire en chemin de fer.

Babou me dit que cette colonie revêtait une grande importance, qu'on m'avait confié une tâche délicate ; mon rôle consistant à assurer son fonctionnement normal vis-à-vis de l'administration coloniale. Cependant, il insistait sur le fait qu'il fallait la placer sous le signe de la lutte pour l'indépendance nationale et que c'est dans ce sens que devraient être orientées les activités des enfants. Il m'apprit que tout notre personnel était constitué de jeunes nationalistes et de jeunes communistes. Ces propos tenus en juillet 1955 montrent bien que le P.C.A., à cette époque, avait pris la décision d'un engagement total dans la guerre qui allait bientôt gagner tout le pays. Ce fut pour moi une indication de plus s'ajoutant aux certitudes d'André Ruiz et de Blanche Moine, me persuadant qu'une phase nouvelle allait s'ouvrir dans le déroulement des combats.

Dès les premiers jours de juillet, toute ma petite famille augmentée d'un petit neveu dont nous assurions la garde, s'embarqua dans la quatre chevaux, en route pour le Mizab. Le camion de l'U.G.S.A. nous avait rejoints conduit par le camarade Tahar qui deviendra l'un des personnages les plus populaires de la colonie ; il emmenait sa femme et son bébé. Nous leur avions confié une jeune fille de Vieux Ténès prévue pour aider à la lingerie.

Nous fîmes route en convoi, vers Tlemcen où nous embarquâmes du ravitaillement et deux camarades. Ce voyage fut très pénible. La quatre chevaux surchargée faillit ne pas pouvoir franchir les derniers kilomètres de la sente du Mizab : le moteur chauffait, refusait de redémarrer ; sans l'aide de Tahar, nous n'y serions jamais parvenus.

C'est donc harassés, assoiffés, sous une chaleur accablante, que nous arrivâmes à la maison forestière. Lorsqu'il nous aperçut, le garde leva les bras au ciel. Ce fut lui qui nous mit au courant de l'Etat des travaux : les tuiles n'étaient encore posées qu'à moitié, l'autorisation de nous approvisionner à la source n'était pas encore parvenue... Il ne voyait pas comment nous allions vivre là, avec les enfants surtout. Très gentiment, il nous offrit l'hospitalité et c'est ainsi que nous passâmes les premiers jours à la maison forestière, y campant dans une pièce.

Cependant, une bonne équipe était au travail. Les jeunes étaient actifs, enthousiastes, les Algériens et les deux Européens qui s'étaient joints à eux formaient une communauté sympathique. Avec notre arrivée, le rythme

du travail allait s'accélérer et cela grâce à la présence du camion qui permettait un incessant va-et-vient entre Tlemcen, Sebdou et le Mizab. Nous avions carte blanche pour acheter l'indispensable, depuis le ravitaillement jusqu'aux matériaux les plus divers.

Nous commençâmes par organiser un abri provisoire sous la partie des bâtiments déjà couverte y compris une cuisine de fortune. Lits et couvertures ne manquaient pas, le stock nécessaire avait été reçu depuis plusieurs jours. C'est mon épouse, Lili, qui se chargea de préparer les repas, car les jeunes faisaient de gros efforts et avaient besoin d'une bonne nourriture. Sa cuisine fut la bienvenue et contribua certainement à maintenir un bon moral tout au long des derniers vingt jours dont nous disposions pour que tout soit prêt... Ce n'était pas un mince travail, pour elle, car le matériel était rudimentaire, le ravitaillement pas toujours facile et il y avait une vingtaine de personnes à satisfaire ! Mais, elle s'en tira à merveille.

Vingt jours pour terminer la toiture, cloisonner, installer les conduites d'eau et d'électricité, établir une évacuation des eaux sales correcte, installer un groupe électrogène et surtout réaliser la canalisation devant nous amener l'eau de la source... Cela paraissait absolument impossible... et pourtant nous fûmes prêts à temps !

Oh bien sûr, nous n'avons pas construit un palais ! Les cloisonnements ont été simplifiés au maximum, nous nous sommes contentés d'isoler deux dortoirs, deux douches, la cuisine, la dépense, deux pièces pour le personnel et le matériel sans oublier les W.C. Les murs n'ont pas reçu d'enduit. Nous avons prévu de faire manger les enfants sur la galerie extérieure recouverte par l'avancée du toit.

Pour la canalisation d'évacuation des eaux usées, nous avons obtenu le renfort de montagnards des environs qui ont effectué les travaux de terrassement. Déjà, à cette occasion, nous avons pu mesurer la sympathie qui nous entourait. Les camarades de Ghomri avait fait leur propagande dans les montagnes, on savait qui nous étions.

Nous prîmes la décision de commencer les travaux d'adduction d'eau alors même que nous n'avions rien reçu de l'administration. Cela ne plut pas au garde forestier. A force de palabres, nous pûmes lui faire comprendre que sa responsabilité n'était pas engagée, que nous ne capterions qu'au dernier moment et que nous allions faire intervenir nos camarades d'Oran pour activer les démarches.

Il nous fallut étudier le parcours, les pentes, les obstacles à éviter ; nous optâmes pour la pose d'une conduite à même le sol formée de tuyaux métalliques que Tahar fut chargé d'aller acheter à Tlemcen. En une semaine, tout fut en place et fort heureusement les responsables syndicaux d'Oran, à force de harceler les services forestiers départementaux arrachèrent l'autorisation de brancher notre canalisation sur le bassin de la source... ce qui suffisait car nos bâtiments se trouvaient en contre-bas. Et l'eau arriva à la colonie, une eau abondante, pure, fraîche : ce jour-là fut fêté avec joie par les constructeurs... et les chants se répercutèrent bien loin

dans la montagne, à la nuit tombée... et notre feu de camp devait s'apercevoir de toutes les pentes environnantes signalant notre présence aux habitants des mechtas et des habitations isolées... habitants qui allaient bientôt connaître nos enfants venus d'une plaine lointaine meurtrie par le séisme.

Une petite cabane de briques avait été construite à cinquante mètres des bâtiments. On y installa un moteur diesel et un groupe électrogène ramenés par le camion. Le père de l'un de nos jeunes volontaires s'était joint à nous et c'est lui qui se chargea de l'installation, de la mise au point et de la surveillance de cette source d'électricité. Le jour du premier éclairage de la colonie fut aussi un jour de fête. J'ai déjà dit que le site était totalement isolé et n'avait de voisinage que la maison forestière. Nous étions sur les hauteurs, presque à la crête de l'une des formations du massif. Sur les pentes, bien plus bas, nous pouvions apercevoir quelques habitations soit seules, soit regroupées par trois ou quatre. Les familles vivant là ont certainement découvert cette illumination, là-haut, au-dessus de leurs têtes. Quelque chose de nouveau se passait dans leur montagne. Mais nous étions certains qu'ils n'en étaient pas offusqués et encore moins effrayés. Car, ils savaient. Ils savaient qu'il s'agissait d'une colonie de vacances algérienne destinée à des petits Algériens et surtout qu'elle n'était pas organisée, ni dirigée par des agents de l'administration coloniale. Nous aurons l'occasion de faire connaissance avec ces gens et d'avoir avec eux des contacts émouvants.

Et vers le 20 juillet, comme prévu, je pris le train à Tlemcen pour Orléansville (El Asnam). Là, je trouvai les camarades à la gare avec l'équipe des moniteurs. J'en connaissais déjà deux se trouvant au Mizab avec nous dont le jeune Kiouar qui m'apprit beaucoup de choses sur la mentalité des jeunes algériens de son âge. Il dirigeait les Jeunesses communistes d'Orléansville et, avec lui, j'ai pu clarifier mes idées sur les motivations réelles de nombreux camarades communistes algériens.

Nous avions des wagons réservés et c'est Babou Abdelkader qui avait organisé le convoi en sa qualité de cheminot. Il présida à l'embarquement des enfants. Ceux d'Orléansville (El Asnam) furent regroupés sur le quai de la gare, rejoints bientôt par le contingent de Ténès venu en car. Il ne me restait plus qu'à procéder à une répartition provisoire entre les moniteurs, les groupes définitifs ne pouvant être constitués qu'à la colonie même. Lorsque le train se présenta à quai, nous aperçûmes, penchés aux portières de nos wagons les petits colons de la région de Duperré (Aïn Delfa) conduits par Embarek. De nombreux sympathisants étaient venus assister au départ de la colonie et celui-ci prit l'allure d'une petite manifestation.

Dans l'un des wagons, je trouvai la camarade Moréno, infirmière et sa fille Olga. Elle sera responsable de la santé des enfants. Son mari, Célestin Moréno, membre du Comité central du P.C.A. viendra nous rejoindre à la colonie où son aide nous fut précieuse car c'était un excellent mécanicien. Les Moréno et les Donnat étaient les seuls Européens présents au Mizab pendant le déroulement de la colonie. Et je peux affirmer que leur présence

n'a pas un seul instant gêné en quoi que ce soit le caractère national algérien de la session. Selon mes conceptions, toute l'organisation des journées, des activités, des sorties étaient discutée en conseil avec tout l'encadrement. Je laissais aux moniteurs une grande autonomie dans le cadre des décisions prises. Je leur demandai essentiellement de veiller à ne pas se laisser entraîner à des provocations aux cas où, par exemple, leur groupe croiserait des Européens. Nous étions évidemment surveillés et à la première occasion nous risquions la fermeture et pire. Nous avons convenu de nous méfier du garde forestier. Je dois dire que j'avais été convoqué par le responsable des services administratifs de Sebdou et celui-ci m'avait mis en garde et me rendait responsable du moindre incident. Il m'avait fallu aussi convaincre le médecin de ce centre d'accepter de soigner nos éventuels malades, en échange d'une rémunération, bien entendu.

Je dois avouer que la chance fut de notre côté. Nous n'avons jamais aperçu un seul Européen dans nos parages. Et les moniteurs disposaient d'espaces libres immenses où ils pouvaient en toute tranquillité jouer leur rôle éducatif et patriotique auprès des enfants. Bientôt, tous les chants populaires de la révolution algérienne fleurirent sur toutes les lèvres ! Ils devinrent des chants de marche des groupes. Il avait été recommandé aussi de rechercher le contact avec les montagnards ; de sympathiser avec eux, au besoin de les aider si nécessaire.

Nous eûmes de la chance, enfin, sur le plan sanitaire : très peu de blessures, toutes bien soignées par la camarade Moréno, pas d'épidémie. Le seul ennui nous vint d'un de mes élèves du Vieux-Ténès qui présenta des symptômes de la fièvre typhoïde. Or, d'après la date de détection de la maladie et compte tenu des délais d'incubation, il s'avéra qu'elle avait été contractée avant l'arrivée à la colonie. Il fallut le conduire d'urgence à l'hôpital de Tlemcen qu'il ne quitta que pour rentrer à Ténès.

Ce fut donc une bonne session dont j'ai gardé un souvenir exaltant. Les soirées étaient toujours bien meublées : nous avons multiplié les feux de camp agrémentés de chants et de scénettes ayant souvent un contenu anticolonialiste. Puis, les enfants couchés, c'étaient de longues discussions avec les moniteurs et le personnel. Je n'ai pas oublié aussi le point de vue absolument extraordinaire qui s'étalait sous nos yeux à partir d'un lieu situé à environ 50 mètres de nos bâtiments, sur la crête de la montagne. Il y avait là un gros rocher fendu en deux parties et par l'ouverture ainsi formée on découvrait tout le versant, jusqu'au fond de la vallée. On apercevait, sous la forme d'un mince ruban la route qui serpentait tout au bas, longeant la rive de la Tafna, et vers la gauche, on pouvait deviner le barrage de Béni Bahdel qui alimente en eau la ville d'Oran. C'est au moins dix kilomètres du cours de la Tafna, de sa vallée verdoyante qui s'étalait sous nos yeux, avec quelques villages épars. Les montagnards appelaient ce rocher : Ras Echchouf, le « Piton du guet » et effectivement, c'était un endroit rêvé pour un guetteur. Nous y trouvions souvent des bergers qui passaient là de longs moments. Nos moniteurs, notre personnel avaient

multiplié les contacts avec cette population et une sympathique réciproque s'était instaurée entre eux et notre collectif. Bien entendu, les commentaires allaient bon train et il est certain que les combats se préparaient ici aussi. Le site y était d'ailleurs très favorable, d'autant que la frontière marocaine était toute proche. Nous avions engagé un berger au titre de gardien de la colonie et par son intermédiaire, une quantité non négligeable de produits alimentaires vint aider ces pauvres gens.

Au sujet de nos relations avec les habitants de la région, le journal colonialiste « L'Echo d'Alger », sous la signature du trop connu Alain de Sérigny, publia un article, quelques mois après, mettant en cause l'administration qui avait laissé fonctionner ce « camp d'entraînement de fellaghas » dirigé par un communiste. Il y était affirmé que cette colonie n'avait été qu'un prétexte ayant permis notamment de former des cadres militaire, de doter en matériel les maquis des environs, etc.

Cela n'est évidemment pas exact. Notre douzaine de moniteurs avaient fort à faire pour s'occuper des enfants de leurs groupes respectifs. Nous n'avions, bien sûr, pas d'armes. Mais, il est vrai que, quant au fond, les problèmes éducatifs étaient basés sur les réalités et les nécessités de la guerre nationale. Nos colons en furent marqués, j'aurai l'occasion de le constater, au Vieux-Ténès, au cours de l'année suivante.

Vers la fin de la session, à la mi-août, nous décidâmes d'organiser une longue promenade de la journée. Nous descendîmes, à pieds, le long du flanc de la montagne, vers la vallée de la Tafna. J'avais envoyé Tahar avec son camion chargé du repas de midi à un point déterminé, proche du barrage. La descente nous prit de longues heures. Sur le parcours, nous fûmes accueillis à plusieurs reprises par des familles de montagnards qui nous offrirent de l'eau et des fruits. Arrivées au fond de la vallée, nous empruntâmes la route, nous dirigeant vers le barrage de Béni Bahdel. Après quelques kilomètres, nous découvrîmes un bon plan d'eau formé par la rivière et les enfants eurent la permission de se baigner. Je savais que Tahar nous attendait non loin de là et nous les laissâmes s'ébattre jusqu'à satiété... Après le bain, il nous fallut très peu de temps pour rejoindre le camion arrêté sous des arbres dans une prairie naturelle... Les enfants étaient affamés et le repas fut dévoré en un clin d'œil. Après un moment de repos, nous repartîmes vers le lac de retenue et le barrage. Je me souviens d'avoir raconté aux petits colons l'histoire de l'eau d'Oran illustrée par l'exploitation démagogique qu'en avait fait l'abbé Lambert, sourcier et surtout aventurier fasciste.

Pour le retour, les plus jeunes furent embarqués dans le camion ; avec les autres, nous prîmes la route, à pied. Tahar devait faire plusieurs va-et-vient et à chaque voyage, il remplissait son véhicule. Je restai avec les plus grands. Nous parcourûmes une bonne distance. Je n'oublierai jamais cette marche ni la fin de trajet effectuée en camion. Les enfants chantaient à tue-tête des airs patriotiques et rien ne pouvait les faire taire. Nous décidâmes de ne pas intervenir et les moniteurs, eux-mêmes, se prirent au jeu. Cela devenait une véritable manifestation ! Fort heureusement seules

de petites agglomérations algériennes bordaient la route et les villageois, bien entendu, ne cachèrent pas leur sympathie. Mais, là où je fus inquiet, c'est lorsque nous traversâmes Sebdou, en camion. Nous ne pûmes obtenir le silence des enfants que sur la courte distance où se trouvaient les bâtiments officiels et les quelques maisons habitées par des Européens. Mais, dès que cette zone fut dépassée, de nouveau fusèrent ; « Benbjébeliba... El Estiklal »...et autres chants, à la grande joie des passants rencontrés. La colonie se terminait ainsi et les moniteurs avaient bien rempli leur mission.

Bien entendu, je fus convoqué par les autorité de Sebdou : je me tirai d'affaire en invoquant la « spontanéité » des enfants et aussi le fait que notre départ avait lieu le lendemain. Je crois que le soulagement ressenti par les administratifs à l'idée d'être enfin débarrassés de nous les incita à l'indulgence. Peut-être aussi, voulaient-ils se montrer débonnaires dans une région jusqu'ici calme ? Quelques mois après ou même quelques semaines plus tard, il n'en aurait pas été ainsi : il est vrai, qu'alors, il n'aurait même pas été pensable de songer à créer une telle colonie de vacances !

Tout se termina donc très bien. Nous n'accompagnâmes pas le convoi de retour, suffisamment encadré. Nous rentrâmes au Vieux Ténès avec notre petite quatre chevaux. Nous laissions tout le matériel de la colo sous la garde d'un montagnard payé par l'Union des syndicats. Je n'ai pas su ce qu'il est advenu de tous ces lits, couvertures, objets et appareils les plus divers... des bâtiments non plus : il n'est pas douteux qu'ils ont été utilisés au cours des combats qui ont suivi... mais par qui ?

Je ne veux pas terminer ce chapitre de la colonie de vacances sans noter que cette expérience avait fait naître en moi une certitude grandissante concernant le futur de l'Algérie alors que jusqu'ici ce n'était qu'une intuition de plus en plus nette. Un mois et demi de vie au sein d'une collectivité algérienne libre, isolée, pouvant s'épanouir pleinement, m'avait montré qu'il n'était désormais plus possible que puissent continuer à vivre côte à côte deux communautés aussi différentes, dans le même pays. Le style de vie pour lequel se battaient les Algériens et qu'ils entendaient bien rendre dominant dans leur nation, ne serait jamais accessible aux Pieds-noirs, y compris aux Pieds-noirs communistes. J'ai discuté de cela avec les jeunes moniteurs communistes dont Kiouar était le plus représentatif. Pour eux, les communistes pieds-noirs ou français, nous étions des camarades poursuivant un objectif lointain commun, certes, mais nos chemins pour y parvenir étaient très différents.

Nous menions le même combat contre l'impérialisme, mais l'indépendance nationale obtenue, il leur paraissait impensable que nous puissions nous adapter à la nouvelle situation et accepter l'arabisation totale de l'Algérie. Ils avaient évidemment raison et c'est, d'ailleurs, la position que j'ai soutenue en novembre 1962, lors d'une réunion à Blida, en présence de Babou Abdelkader.

Un petit incident survenu à la colonie (ce fut heureusement l'unique du genre, la fraternisation ayant été totale sous tous les aspects de la vie collective) — montre bien l'extrême sensibilité des Algériens dès qu'il s'agissait de rapports avec des Européens. Le secrétaire de l'Union locale des syndicats de Tlemcen avait accepté un poste d'aide de cuisine. Il s'agissait d'un travail pénible, fatiguant et la rémunération n'était pas mirifique. Je l'en avais prévenu à Tlemcen et je lui avais communiqué le montant de l'indemnité que je percevrais moi-même, très inférieure à la sienne. A cette époque, la direction et l'encadrement des colonies de vacances constituaient pratiquement un bénévolat.

Or, un certain jour, ce camarade manifesta son mécontentement et entraîna tout le personnel de service dans une démarche au ton déplacé pour le type de collectif qui était le nôtre. Au lieu de présenter le problème sous une forme amicale et d'engager une discussion fraternelle, il s'adressa à moi comme si j'étais un patron et il employa même le terme de colonialiste. Or, il s'agissait d'un responsable syndical d'un certain niveau et il savait tout de même bien qui j'étais et me voyait, à longueur de journée, au milieu des enfants et des moniteurs. Il ne pouvait pas ignorer l'esprit qui régnait dans la colonie et honnêtement, il aurait dû reconnaître que le personnel de service n'était pas mis à l'écart : il participait aux veillées de nuit, aux discussions, etc. Les moniteurs, bien entendu, intervinrent et l'affaire fut vite réglée.

Mais, je suis bien persuadé que si le directeur avait été un communiste algérien au lieu d'un communiste européen, le camarade n'aurait pas employé les mêmes mots.

Je décrirai plus loin la grave mésaventure dont fut victime notre camarade Moréno, à Blida, en 1964, après la fin de la guerre.

CHAPITRE IV

LE P.C.A. S'ENGAGE DANS LA LUTTE ARMÉE

Septembre 1955 fut employé à préparer l'ouverture de la cantine scolaire. La baraque était prête, nous avions les tables et les bancs et l'on nous avait expédié assiettes, verres, couverts, etc. Nous avions reçu de nouveau des colis de produits alimentaires et notamment une grande quantité de conserves : légumes, compotes. La grande réserve située dans le minaret de l'école en était remplie.

Mais nous n'avions pas de cuisine. Il nous fallut cuire les plats dans un petit débarras situé dans un coin de la cour. Nous achetâmes un grand réchaud trépied fonctionnant au gaz butane, normalement employé pour chauffer de grosses lessives. Grâce à cet appareil rudimentaire, nous pouvions utiliser de très grandes marmites en aluminium. Très peu de temps après la rentrée scolaire, nous étions prêts. Pendant toute l'année 1955-56, nous fîmes bénéficier plus de cent enfants d'un repas chaud comprenant une viande. Mais quel travail pour y parvenir ! Nous avions recruté une dame du Vieux-Ténès habituée aux travaux domestiques. Mon épouse la conseillait et, chaque jour, venait l'aider. Il fallait transporter les marmites depuis la cour jusqu'à la baraque en faisant un long détour par l'extérieur de l'école et ensuite servir les enfants l'un après l'autre. Les jours de pluie, la situation devenait dramatique.

Le personnel enseignant avait décidé de participer à cette distribution à tour de rôle. C'était un geste vraiment remarquable de la part des trois collègues car ils n'y étaient pas obligés. Je dois dire qu'un nouveau maître avait remplacé la vieille collègue de l'année précédente. Il s'agissait d'un jeune Algérien très sportif et sympathique. Il était chargé de la classe des tout petits, amorçant le rééquilibrage pédagogique de l'école.

Il est évident que les trente élèves revenus de la colonie de vacances avaient informé tout le village de ce qu'ils y avaient appris. La cantine scolaire vient encore renforcer la véritable propagande qu'ils faisaient sur mon nom. Vers le printemps de 1956, cela devint même très dangereux pour moi. Un certain jour, un collègue de l'école de garçons de Ténès-ville, se présenta devant le portail d'entrée de l'école pour me crier des injures et proférer des menaces à mon encontre. Le soir même de l'incident, je découvris des inscriptions sur le mur extérieur du bâtiment.

On pouvait lire : « Vive Monsieur Donnat ! » C'était émouvant mais bien dangereux à cette époque. Je les ai évidemment effacées.

Quelques jours avant, le concessionnaire du gaz butane m'avait pris à partie aussi au moment où je venais échanger une bouteille vide contre une pleine. Il me dit textuellement qu'il était honteux de « goberger » des petits voyous qui, à la première occasion, n'hésiteraient pas à agresser des Européens... Il est certain qu'il exprimait ouvertement ce que la grande majorité des Pieds Noirs de Ténès pensaient du travail social entrepris dans notre quartier. Il s'y ajoutera bientôt les conséquences résultant de la décision du P.C.A. clandestin de passer à la lutte armée.

Vers novembre 1955, en effet, nous eûmes la visite d'Odet Voirin que nous hébergeâmes chez nous. Le P.C.A avait été dissous en septembre 1955, mais jusqu'ici rien n'avait bougé à Ténès ; nous n'avions fait l'objet d'aucune intervention policière. Benhamou se montrait très prudent et nous gardions des contacts discrets.

Odet venait nous informer des décisions prises par la région de Blida réorganisée dans la clandestinité. Masseboeuf, moi et mon épouse, nous étions affectés à l'organisaiton militaire du Parti. Je ne devrais avoir de contacts qu'avec Masseboeuf. Nous étions placés sous la responsabilité d'Abdelkader Babou, passé à l'illégalité, qui nous transmettrait toutes les directives nous concernant.

Je me souviens d'une entrevue que j'eus quelque temps après avec Masseboeuf rencontré sur la route d'Orléanville (El Asnam) (rencontre non fortuite bien entendu). Nous envisageâmes toutes les conséquences pouvant découler de cette nouvelle situation. Nous l'acceptions pleinement. Mais il est un point qui nous inquiétait. A cette époque, les attentats individuels commençaient à être organisés par le F.L.N. sur des objectifs non militaires, ni stratégiques, faisant des victimes souvent innocentes. Nous n'approuvions pas cette manière de faire la guerre et nous souhaitions ne participer qu'à des actions bien étudiées, dirigées contre des objectifs précis et ne risquant pas de faire couler le sang de n'importe qui. C'était d'ailleurs la positions du Parti et Maillot, un peu plus tard attaquera, par exemple, un poste de gendarmerie : il est bien évident que dans notre région, en avril-mai 1956, les gendarmes du bled, constituaient un élément avancé de l'Armée colonialiste. Et l'on a pu constater qu'il n'y a pas eu mort d'homme tant que nos groupes ont existé dans notre secteur.

La fin de l'année 1955 ne fut pas marquée, chez nous, par un grand nombre d'événements importants. Nous paraissions nous trouver encore hors des zones de combats. J'appris par des collègues, qu'existait un projet de rappel sous les drapeaux des réservistes pieds noirs pour former des unités de territoriaux auxquelles seraient confiées les opérations de patrouilles, de contrôles, de jour et de nuit. Je n'eus l'occasion de connaître l'existence de l'Unité territoriale de Ténès que bien plus tard, par ouï-dire notamment lorsqu'en septembre 1956, la population du Vieux Ténès vint me faire savoir que c'étaient des territoriaux qui avaient défoncé la porte de notre appartement, pendant notre absence, et avaient mis toutes

nos affaires sans dessus dessous... emportant certains objets tels que le petit microscope de notre fils ! Mais je ne l'ai jamais vue en action et bien entendu, je n'ai jamais reçu de feuille de mobilisation : on m'a totalement ignoré...

Nous subissions de temps à autre des contrôles de voitures, à la sortie de la ville, la route étant barrée par des herses. Ils étaient effectués par des gendarmes dont les effectifs avaient été renforcés ou par des militaires de la garnison.

Je ne me souviens plus de la date exacte d'une conversation avec Masseboeuf (nous nous voyions à l'occasion de visites médicales, de réunions du Conseil d'administration de la cantine scolaire ou au hasard d'une rencontre) au cours de laquelle il m'apprit l'arrestation de notre camarade Rabah Benhamou, secrétaire de la section de notre parti. Il fut incarcéré à la prison de Ténès. C'est à peu près à la même époque que fut arrêté aussi le trésorier de notre cantine scolaire que je savais être le responsable politico-militaire du F.L.N. en cours de structuration. Il ne m'avait pas caché le rôle qu'il jouait dans la région.

Ces deux arrestations ont marqué, à mon avis, le commencement des opérations militaires dans notre zone.

Janvier, février et mars 1956 ont été les mois consacrés à la mise en place de plusieurs de nos groupes armés. Abdelkader Babou effectua plusieurs passages au Vieux Ténès et nous mit au courant du travail en cours ; il nous assigna comme tâches celles du transport des armes et des camarades combattants en déplacement. Les transports d'armes ne deviendront effectifs qu'en avril 1956 lorsque nous pûmes disposer du lot enlevé à l'armé par notre camarade Henri Maillot.

Le Parti avait décidé de désigner nos groupes sous le nom des « Combattants de la Libération ». Dans la région de Ténès, couvrant la partie des Monts du Dahra proche de la mer, soit une zone montagneuse d'environ cinquante kilomètres de long sur une trentaine en profondeur, vers l'intérieur, le lieu le plus favorable pour leur implantation se situait dans l'arrière pays du village de Francis Garnier. Là, existaient des mines de fer et les mineurs, habitant des mechtas dispersées dans la montagne étaient bien organisés dans leur syndicat. Le Massif du Dahra est très accidenté et comprend de nombreuses petites vallées, vallons ou ravines. Il s'étend, on le sait, depuis Cherchell jusqu'aux environs de Mostaganem ; au nord, il limite la vallées du Chélif. Cela représente un territoire de 150 kilomètres de long sur une quarantaine de kilomètres dans sa plus grande largeur. L'intérieur du massif est peu peuplé mais il comprend suffisamment de villages pouvant servir de relais, de bases de ravitaillement, de lieux de repli. Il permettait, par exemple, à un groupe de se déplacer depuis les environs de Cherchell jusqu'à ceux d'Orléansville (El Asnam) ou de Ténès sans se faire repérer.

Les groupes installés dans les montagnes situées en arrière de Francis Garnier bénéficiaient donc d'excellentes conditions de liaisons avec la région de Cherchell, celle du Zaccar et de Miliana qui était aussi un pays de

mineurs où le P.C.A. avait de fortes positions et celle d'Orléansville où nous étions bien implantés avec des camarades comme Marouf, Keddar, Embarek...

Je dois noter qu'au moment où la décision fut prise de mettre en place nos groupes dans cette zone, il n'y existait pas encore d'unités de l'A.L.N. [1] réellement constituées. Des militants nationalistes s'y employaient, mais je pense qu'en certains points, nous les avons devancés.

Ce fut le cas pour ce qui concerne les groupes armés installés sur le territoire de notre section du P.C.A..

C'est alors que ces projets se précisaient, qu'au cours d'un contact, Massebœuf m'apporta une nouvelle réjouissante : notre camarade Rabah Benhamou avait réussi à s'évader de la prison de Ténès. Il avait aussitôt été dirigé vers la régon de Francis Garnier pour y prendre la tête du premier groupe des « Combattants de la Libération » en formation. Cela devait se passer en début de février 1956.

Il se posa immédiatement les problèmes des armes. Nos camarades ne possédaient que quelques pétoires plus symboliques qu'efficaces et durent s'en contenter pendant de longues semaines. Aussi, le plus clair de leur activité consistait à faire acte de présence dans les villages qu'ils visitaient et à inciter les montagnards à s'organiser pour les combats à venir.

Massebœuf, en sa qualité de médecin, pouvait trouver assez facilement des prétextes pour circuler : il assurait donc les contacts avec le groupe. Il faut dire aussi qu'en ces mois de janvier, février, mars 1956, les effectifs militaires français de Ténès étaient assez faibles et se hasardaient rarement au cœur des montagnes.

Cependant, l'existence de groupes armés ne tarda pas à être connue et les Pieds Noirs de Ténès commencèrent à parler de la présence de « fellaghas » dans la région : ils étaient, bien sûr, au courant de l'évasion de Benhamou et soupçonnaient fortement les communistes d'être à l'origine de cette nouvelle situation. Notre position devint donc très difficile : il nous fallait continuer à mener une vie normale tout en remplissant nos tâches de liaisons, en assurant les contacts, et cela parmi une population haineuse et vigilante à notre encontre.

Massebœuf, logé en plein centre ville, ne pouvait assumer ses responsabilités qu'en se couvrant derrière sa qualité de médecin recevant des malades, effectuant des visites à domicile. Il le fit avec un courage remarquable parvenant à héberger chez lui des camarades ayant besoin de soins ou simplement de passage. Il était assuré de la complicité de son infirmière et d'un employé, Algériens tous les deux. Je me suis toujours demandé comment la police a pu se laisser berner ainsi. Notre responsable régional, lui-même, Abdelkader Babou ainsi qu'un autre membre de notre comité central ont été hébergés chez Massebœuf. Pour ma part, je trouvais cela très imprudent et j'ai exprimé cette opinion à plusieurs reprises.

1. L'Armée de libération nationale (A.L.N.) était l'organisation militaire créée par le Front de libération nationale (F.L.N.) qui avait pris la tête de l'insurrection algérienne.

L'arrestation de Massebœuf est intervenue en juillet 1956, alors que son activité clandestine fut très intense depuis le début de l'année. La police était-elle stupide ou bien tenait-elle pour impensable qu'il puisse agir, sous son nez, avec tant d'audace ou enfin, a-t-elle laissé faire en préparant un grand coup de filet, au moment choisi par elle ? Nous ne le saurons sans doute jamais.

Pour ma part, notre situation isolée au Vieux Ténès facilitait les va-et-vient. L'école était très bien située pour cela. Le seul danger consistait dans le ménage occupant un logement contigu au nôtre... Ce collègue, à partir d'avril-mai 1956, fut mobilisé dans l'Unité territoriale. Bien sûr, on a dû le charger de ma surveillance. Mais la disposition des lieux ne lui permettait pas de contrôler toutes les entrées et sorties et nous avons pu héberger des camarades sans qu'il puisse s'en apercevoir.

Nous fûmes, pendant cette période, l'objet de nombreuses menaces. Un jour, Massebœuf m'apporta une liste qui circulaient en ville. C'était un tract signé de la « Main rouge » et qui annonçait la condamnation à mort d'un certain nombre de « Traîtres » ! Chose curieuse, je m'y trouvais en tête suivi de Massebœuf ! La « Main rouge » était un groupe ultracolonialiste qui était né au Maroc pendant les années troubles vécues par ce pays. S'agissait-il d'une ramification faisant surface en Algérie ? C'était certainement, en tout cas, une des premières manisfestations d'un mouvement qui s'appellera, plus tard, l'O.A.S.

Au début de ce mois de février, l'un de mes adjoints, M. Eddaïkra, maître d'Arabe, fils d'une vieille famille du Vieux-Ténès, me fit savoir, au cours d'une conversation pendant une récréation, qu'il venait de prendre la responsabilité de l'organisation ténésienne du F.L.N. Il avait eu, depuis plusieurs mois le temps de bien me connaître et nous profitions de toutes les occasions pour échanger nos informations et aussi nos conceptions concernant les événements. Je me souviens lui avoir prêter les poèmes de Nazim Hikmet, un célèbre militant communiste turc qui a passé une bonne partie de sa vie en prison. Il les avait trouvés admirables. Nous sympathisions donc beaucoup et sa présence, non loin de notre domicile, était très rassurante pour nous. J'ai appris, à son contact, a encore mieux connaître son milieu nationaliste issu d'une vieille souche traditionnaliste profondément islamique.

Je lui fis part, certain jour, d'un problème qui nous causait pas mal de désagréments. Chaque soir, à la nuit tombée, un Algérien déguenillé venait s'accroupir juste au-dessous d'une de nos fenêtres donnant sur un terrain vague, derrière l'école. La construction était peu élevée ; le bas des ouvertures se trouvait à guère plus d'un mètre au-dessus du sol. Et pendant plusieurs heures, l'homme psalmodiait à voix très haute. C'était véritablement lugubre dans le silence de la nuit et très impressionnant. La fenêtre était celle de la chambre de notre petite Joëlle qui ne pouvait pas s'endormir. D'ailleurs, la voix se répercutait dans tout l'appartement.

Renseignement pris, on m'avait expliqué que l'école avait été construite sur l'emplacement d'un « marabout »[2] où avait été enterré un saint musulman. Et c'est pourquoi notre dévôt, réputé simple d'esprit, avait choisi cet endroit pour faire ses prières. Pendant des mois, nous avons supporté cette situation traumatisante pour les enfants car nous étions très respectueux des traditions et des croyances des populations parmi lesquelles nous nous trouvions.

Je voulais avoir l'avis d'Eddaïkra sur ce sujet car je le savais très pieux. Eh bien, sa réaction me surprit énormément ! Il me fournit des précisions sur ce qu'il appelait le « maraboutisme ». Cette forme de manifestation religieuse, me dit-il, constituait une déformation de l'Islam. Elle s'appuyait sur des superstitions n'ayant rien de commun avec des prescriptions du Coran et donnait lieu à des abus mercantiles. Pas mal de « marabouts » monnayaient leurs interventions lorsqu'on venait les consulter pour un malade ou à l'occasion d'un mariage, etc. Ils étaient, en somme, des marchands de porte-bonheur ! Les vrais marabouts étaient des hommes de prières et de réflexion, ils n'avaient rien à vendre. D'après lui, le « maraboutisme » superstitieux avait eu l'appui de l'administration coloniale qui espérait ainsi dévoyer les Algériens et les éloigner du véritable Islam.

Pour ce qui concernait le nôtre, il s'agissait d'un vagabond qui se donnait une réputation de dévot afin d'obtenir davantage d'aumônes. Eddaïkra me reprocha de ne pas lui en avoir parlé plus tôt et me promit de mettre fin à cette pratique. Et de fait, le soir même de notre conversation, la voix ne se fit plus entendre et nous n'avons plus jamais revu le mendiant...

Nous eûmes aussi des relations amicales, au village, avec les Eddaïkra, vieille famille, dont les ancêtres étaient les correspondants des maîtres à penser de la fameuse université de Tlemcen.

Je voudrais consacrer quelques lignes à mon autre collègue algérien, le jeune Bourahla, car il représente un type particulier de victime de la colonisation. Il était né dans la partie montagneuse de la région. Le hasard l'avait mis en présence d'un instituteur du bled qui s'était particulièrement occupé de lui et il fut l'un des quelques Algériens qui purent accéder à l'Ecole normale d'instituteurs : au moment où j'étais normalien, il y avait une promotion annuelle de 10 élèves maîtres algériens pour toute l'Algérie ! Au environ de 1950, les enseignements ayant été fusionnés, les maîtres de l'Enseignement des « indigènes » purent obtenir des postes dans n'importe quelle école. Bouarahla réussit à se faire nommer à Ténès.

Là, il put s'adonner à son sport favori, le foot-ball. Il devint l'un des meilleurs joueurs de l'équipe locale composée en grande partie de Pieds-noirs. La fréquentation permanente de ses compagnons de jeu

2. Un marabout est un ascète menant une vie contemplative, il est très vénéré en terre d'Islam. Il se consacre à un saint dont il entretient le tombeau et perpétue la mémoire. On appelle souvent, par erreur, « marabout » le tombeau du saint qui est, en réalité, une kouba.

l'amena à adopter leur genre de vie : fréquentation des bars, distractions... A Ténès, il avait la réputation d'être « européanisé ».

Or, voilà qu'il avait demandé et obtenu un poste au Vieux-Ténès sachant bien que tous ses élèves seraient des Algériens. M'ayant rapidement fait confiance, il ne tarda pas à m'expliquer la raison de cette décision. Sa position devenait, en effet, de plus en plus insupportable. Les soi-disants copains pieds-noirs laissaient souvent échapper, devant lui, des propos vexants et racistes. Cela s'aggravait depuis l'accentuation de la guerre d'Algérie. Il me citait un fait : avec ses amis, il essayait de fréquenter les bals, or aucune jeune fille n'acceptait de danser avec lui. Il aurait souhaité fonder un ménage moderne et sans doute a-t-il aimé une jeune pied-noir, mais s'est bien vite aperçu que c'était sans espoir.

D'autre part, ses parents étaient très peinés de la mauvaise réputation de leur fils parmi la population algérienne et il n'osait plus retourner dans son village.

Il était donc en porte à faux des deux côtés : en butte au racisme des uns et à l'hostilité méprisante des autres. Il souffrait énormément et son amertume était grande.

C'est pourquoi, il avait tenu à s'éloigner de Ténès-ville et avait pris la décision de se marier au village, donc de se replonger dans ses racines algériennes, ce qui était sage. Depuis mon départ forcé du Vieux-Ténès, en septembre 1956, je n'ai plus eu de nouvelles de mon collègue Bourahla, j'espère qu'il a obtenu la place qu'il mérite dans la République algérienne.

C'est vers la mi-février que je conduisis Lili à l'hôpital d'Orléansville (El Asman) pour y subir cette maudite opération que nous devions tant regretter par la suite et sur laquelle je ne veux pas revenir. Cette circonstance fut à l'origine d'un intense va-et-vient entre Ténès et Orléansville. Masseboeuf, lui-même, au titre de médecin traitant fit de nombreuses navettes. Nous eûmes donc l'occasion d'entamer de longues conversations.

A cette époque, la situation politique en France nous inquiétait. Les élections législatives avaient envoyé au parlement une majorité de députés délégués par les électeurs français pour faire la paix en Algérie. Un espoir paraissait naître.

Guy Mollet avait constitué un gouvernement de gauche, sans les communistes ; mais ceux-ci lui avaient concédé un vote de confiance. Or, nous venions de connaître une première déception : le général Catroux qui avait été choisi pour entamer des négociations avec « ceux qui se battaient » était renvoyé en France avant même qu'il ait pu tenter les premières démarches. Guy Mollet avait cédé à la pression des tenants de la colonisation : quelques heures avaient suffi pour cette volte face ! Au moment où nous en parlions Robert Lacoste, désigné à la place de Catroux, faisait connaître ses premières décisions : c'était des mesures de guerre et non de paix. Aussi exprimions-nous notre colère. Une fois de plus, les socialistes allaient se faire les fourriers du régime : il y avait eu Léon Blum sacrifiant les républicains espagnols, il y avait eu Ramadier

excluant les communistes du gouvernement pour satisfaire un souhait américain et maintenant c'était la poursuite des combats en Algérie... La suite a d'ailleurs montré que Robert Lacoste a fait mieux puisqu'il a été le promotteur d'une guerre atroce avec ses ratissages, ses chasses à l'homme. C'est lui qui a livré la zone d'Alger aux soudards du général Massu et qui a chargé Bigeard de « nettoyer » la ville avec ses légionnaires et ses paras...

En ce mois de février 1956, nous nous préoccupions aussi de la position du Parti communiste français. Nous savions qu'il lui fallait se déterminer dans une situation complexe et difficile. La victoire du Front républicain aux élections de janvier aurait pu permettre une avancée sérieuse et amorcer une solution au problème algérien. Mais, il s'agissait d'une alliance confuse avec des éléments dont certains étaient nettement colonialistes : il suffit de rappeler les déclarations faite par un François Mitterand, à cette époque-là ! La majorité des Français ignorait tout des problèmes coloniaux et il était facile de lui faire accepter des contre-vérités. Il était normal que le P.C.F. agisse avec prudence. Mais nous qui nous trouvions ici, aux prises avec la guerre, nous espérions un geste significatif, un vote de défiance, par exemple, et une déclaration claire dénonçant la volte face, la trahison des engagements électoraux...

A la vérité, nos réflexions étaient plutôt amères : nous prévoyions un avenir difficile et une guerre longue et cruelle. Et nous ignorions, à ce moment-là, que le 12 mars 1956, le gouvernement Guy Mollet se ferait attribuer des Pouvoirs spéciaux par le Parlement ; pouvoirs spéciaux largement utilisés par un Robert Lacoste, je viens de montrer dans quel sens... pouvoirs spéciaux dont seront tout particulièrement victimes les communistes d'Algérie... Et, malheureusement, nous aurons la tristesse de constater que les députés communistes, à l'Assemblée nationale française, se sont associés au vote de ce texte lourd de conséquences. Nous n'avons pas compris cette prise de position à un moment où un Robert Lacoste ne cachait pas ses intentions. Je sais qu'Etienne Fajon, plus tard, a écrit que ce fut une erreur, mais je pense qu'il serait bon d'en analyser les causes, ce serait utile pour mieux comprendre l'histoire du P.C.F. et peut-être en tirer des leçons pour l'avenir.

Lili revint à la maison dès le début du mois de mars. Sa convalescence fut perturbée par les nécessités du ravitaillement de notre groupe, à plusieurs reprises. Masseboeuf avait imaginé d'utiliser encore le prétexte médical pour assurer les contacts. Il partait donc avec Lili, la voiture chargée... et trouvait nos camarades au rendez-vous fixé. Je me souviens qu'un certain jour, elle nous ramena des œufs avec les bons souhaits des combattants. Une autre fois, ils allèrent jusqu'à Blida pour y chercher des armes.

Puis survint la grande nouvelle. Henri Maillot avait réussi à se procurer un nombre important d'armes de guerre. Je sus qu'à cette occasion, avait été utilisé le fameux camion de l'U.G.S.A., celui-là qui permit la bonne tenue de la colonie de vacances du Mizab.

Abdelkader Babou, quelque temps après, fit un passage au Vieux Ténès où il resta deux jours. Il nous apprit que les armes allaient être transportées dans des buses et ne tarderaient pas à arriver à Orléansville. Un lot serait attribué au groupe de Ténès. Nous étions alors à la fin d'avril 1956. Babou me demanda de me rendre à Cherchell pour y chercher Mustapha Saâdoun et d'autres camarades. Je devais les amener chez nous, au Vieux Ténès. Ils devraient par la suite, rejoindre les groupes en formation dans les montagnes de la région d'Orléansville (El Asman).

Je partis donc, un jeudi, avec mon fils Yvan alors âgé de 15 ans ; nous emportions des cannes et des lignes pour simuler une partie de pêche. A Cherchell, j'avais un rendez-vous fixé avec le frère de Mustapha, le jeune handicapé que j'avais connu en juillet 1954. Celui-ci ne me conduisit pas vers Mustapha mais alla d'abord lui demander des instructions : précaution bien louable et que nous ne prenions pas à Ténès ! Il revint pour me dire que mon message avait été bien reçu. Cependant, Mustapha ne trouvait pas prudent ce transport par route et il me faisait savoir qu'il se rendrait à son poste par des pistes de montagne. Fait curieux, j'ai trouvé dans les mémoires d'Aït Ahmed le récit d'un exercice de reconnaissance qu'il entreprit, avant les événements, pour tester les possibilités des Monts du Dahra. Ce chef de guerre nationaliste avait donc emprunté le même itinéraire que devait suivre trois ou quatre ans plus tard notre camarade Mustapha Saâdoun.

Nous prîmes tout de même en charge un camarade des Jeunesses communistes, nommé Hanoun. Nous ne ramenâmes que ce dernier au Vieux Ténès. Il était plein d'enthousiasme et bien gentil. Le pauvre garçon avait trouvé, chez lui, une vieille baïonnette et c'est avec cette arme qu'il était parti pour se battre. Nous le gardâmes à la maison pendant près d'une semaine, puis un camarade vient le prendre en charge. Il allait rejoindre le groupe d'Orléansville et d'après certains renseignements, Hanoun aurait été tué au cours de l'engagement qui coûta la vie à Henir Maillot. Ce malheur survint peu après le séjour du jeune homme chez nous : nous en fûmes très peinés.

J'ai gardé le souvenir d'une fin d'après-midi après la classe ; ce jour-là, Masseboeuf vint me voir ; nous attendîmes tous deux, le bruit d'une explosion devant se produire à un moment fixé avec précision. C'était la première tentative, très modeste, de destruction d'une installation dite « stratégique » : il s'agissait tout simplement d'un pylône électrique... Or, à l'heure dite, nous n'entendîmes absolument rien. Le lendemain, j'appris que la bombe n'avait pas fonctionné. Il y eut, peu après, un coup porte sur un petit pont. Et ce fut tout... Comme nous le verrons, notre groupe allait être dissout, puis Masseboeuf sera arrêté avec son employé et, de mon côté, j'aurais quitté Ténès.

Vers le mois de mai, le groupe des « Combattants de la Libération » de Ténès reçut quelques mitraillettes provenant des armes enlevées par Maillot. Mais, oh déception, il y manquait des pièces et elles ne pouvaient pas servir à grand'chose si ce n'est à impressionner les gens non avertis !

Nos camarades se plaignaient et leur position n'était pas confortable.

Et c'est peu de temps après qu'un beau matin, au cours de la récréation de dix heures, Eddaïkra vint me trouver pour me dire qu'il avait une importante déclaration à me faire. D'un ton grave, il me fit savoir que le commandement régional de l'A.L.N. était excédé par les activités de notre groupe. Il demandait sa dissolution immédiate et la remise des armes. Cette exigence s'accompagnait de menaces : au cas où elle ne serait pas satisfaite, les unités de l'A.L.N. recevraient l'ordre d'attaquer nos combattants. C'était un ultimatum. J'étais chargé de prévenir notre direction, en l'occurence le camarade Babou. Eddaïkra m'expliqua que cette décision avait été prise à un niveau supérieur et n'émanait pas de l'organisation locale dont il était responsable. Il ne pouvait que transmettre et me pria de contacter rapidement nos camarades afin d'éviter un incident regrettable.

Nous ignorions, à cette époque-là que des pourparlers avaient été engagés entre le P.C.A. et le F.L.N. pour régler ce problème de l'unification des forces combattantes. En réalité, un accord ne fut trouvé qu'en juillet 1956 : le P.C.A. acceptait la dissolution de tous ses groupes armés et les « Combattants de la Libération » qui le souhaitaient pourraient être intégrés, à titre individuel, dans une unité de l'A.L.N. Cette mesure fut appliquée mais de nombreux camarades furent très mal acceptés par certains militaires nationalistes. Quelques-uns furent maltraités ou même victimes de purges qui leur coûtèrent la vie.

Pour ce qui nous concerne, il est clair que le commandement de l'A.L.N. pour notre zone avec à sa tête le capitaine Si M'hamed, entendait bien se débarrasser au plus tôt des « Combattants de la Libération » sans attendre les résultats des négociations F.L.N. — P.C.A. La structuration de l'A.L.N. n'était pas encore terminée. Nos petits groupes avaient pris les devants et s'appuyaient sur des noyaux solides (mineurs, ex-dockers pour Ténès ; mineurs, paysans ayant déjà mené des luttes syndicales pour Orléansville (El Asnam et Miliana) et sur des camarades de la région, populaires dans leur environnement. Ils gênaient et irritaient ce chef militaire, futur commandant de la fameuse Wilaya IV. Il n'acceptait aucune concurrence sur son territoire : il y aura, d'ailleurs, des purges regrettables dans les Monts de Blida. Il est probable aussi qu'il ne devait pas aimer beaucoup les communistes !

Je situe cet épisode à la fin du mois de mai car quelques jours après nous apprenions la mort d'Henri Maillot victime d'une délation et surpris dans sa cache par des éléments de l'Armée française. L'accrochage avait décimé tout le groupe qu'il commandait : un certain nombre de camarades avaient tout de même pu s'enfuir, mais parmi eux, il y avait plusieurs blessés. C'était un coup très dur pour nous.

Je promis donc à Eddaïkra de faire immédiatement le nécessaire. A midi, je me rendis chez Masseboeuf et nous décidâmes de contacter d'urgence Abdelkader Babou. Celui-ci arriva le lendemain. Il nous confirma qu'effectivement, les rapports avec le F.L.N. s'étaient dégradés

depuis que l'A.L.N., de plus en plus installée dans la région, était pourvue d'un commandement régional couvrant un territoire très étendu. Les choses allaient mieux lorsque les relations se limitaient aux militants locaux avec lesquels existaient souvent les liens de sympathie. Babou allait donc faire jouer ses contacts pour entreprendre des négocations.

Quelque temps plus tard, il revint à Ténès et me fit connaître qu'une entrevue avec Si M'Hamed était prévue. Il me demanda d'utiliser, pour cet important entretien, la baraque de notre cantine scolaire. J'était chargé d'assurer la sécurité de l'opération. C'est ce jour-là qu'il me donna des détails sur la triste fin d'Henri Maillot.

Le lieu choisi pour cette entrevue me surprit, mais il présentait bien des avantages. La baraque était située en contre bas de l'école dans un terrain très obscur la nuit ; on y accédait directement par la route conduisant au village. L'endroit était absolument désert dès la fin du jour et on pouvait y venir à pieds, en quelques minutes, depuis le village.

C'est deux jours après cette visite qu'Abdelkader se présentat de nouveau chez nous, à la tombée de la nuit. Il nous apprit que Si M'Hamed avait accepté le rendez-vous au lieu proposé ; l'entrevue aurait lieu le lendemain, dans la nuit, après minuit. Babou avait décidé d'attendre le moment de la rencontre caché chez nous. A l'heure fixée, je fis une ronde et vérifiai la route qui était déserte ; quant à nos voisins, tout était éteint chez eux. Abdelkader se rendit à la baraque et de mon côté, je m'installai dans ma classe d'où je pouvais surveiller à la fois, la cour de l'école, la route constituant la seule voie d'accès au Vieux Ténès et la baraque grâce aux fenêtres s'ouvrant sur les murs opposés. Je vis arriver le petit groupe venant rejoindre notre camarade. L'entretien fut très long et je commençais à m'inquiéter. Enfin, Abdelkader sortit le premier, laissant les autres dans le local. Je le rejoignis et il m'apprit que l'accord avait été conclu : nos groupes seraient dissous, les camarades qui le souhaiteraient devant être versés, à titre individuel, dans une unité de l'A.L.N. Lui-même était intégré à l'état-major de la Wilaya avec le grade d'officier d'intendance.

Il me fit savoir qu'il allait partir avec ses interlocuteurs et que l'opération était terminée. Je n'avais plus qu'à quitter mon poste.

Babou me parut satisfait, soulagé. Cette attitude, sur le coup, m'avait paru surprenante. L'accord signifiait tout de même la fin de l'action autonome du Parti. Il n'était pas difficile de prévoir les conséquences de la dispersion de nos camarades dilués dans l'A.L.N. Le Parti ne pourrait plus jouer aucun rôle dans la conduite de la lutte armée. Et, sur le plan politique, son influence allait être bien mince. Il se posait aussi le problème des camarades pieds-noirs du bled : il était impossible pour eux de songer à être intégrés dans une unité de l'A.L.N. En ce qui nous concerne, à Ténès, nous ne pouvions plus que nous contacter, à titre individuel, pour ne pas nous sentir isolés et faire des versements de fonds.

A la réflexion, je crus comprendre le soulagement d'Abdelkader Babou. Je le reliais à la conception que je m'étais faite, peu à peu, de la

place réelle qu'occupait le P.C.A. dans l'Algérie de 1954-62. Les événements que nous venions de vivre ne pouvaient que me confirmer dans cette vision que j'ai déjà essayé de définir à plusieurs reprises. Le P.C.A. s'est forgé dans une situation complexe. Il a eu le grand mérite de lutter pour une cohabitation des deux peuples basée sur la justice et l'égalité. Il a réussi à toucher un nombre important d'Algériens et de Pieds Noirs. Beaucoup d'idées pour lesquelles il a combattu ont pénétré dans les masses : c'est déjà une contribution énorme apportée à l'avenir de l'Algérie. On perçoit bien aujourd'hui que ce pays n'est pas la Tunisie, ni le Maroc, il a sa spécificité, son originalité dont certains aspects portent la marque du P.C.A.

Cependant, il est clair que les couches touchées par le P.C.A. tant chez les Européens que chez les Algériens, loin d'être négligeables, étaient tout de même relativement réduites comparées à la totalité de la population. L'expérience vécue à Ténès nous a bien montré que les Algériens de la région influencés par le Parti ne formaient qu'une petite minorité. Ils étaient certes plus conscients que le reste de la population. Mais je maintiens cette notion de tâches existant en certains lieux, nées des circonstances locales : mineurs, dockers, action personnelle de camarades courageux, bons propagandistes et organisateurs s'exerçant avec succès même en milieu paysan. Dans notre région, par exemple, le P.C.A. bénéficiait de sympathies certaines parmi les dockers de Ténès et les mineurs de Francis Garnier, ces éléments entraînant avec eux un nombre important de gens vivant dans leur environnement. Mais les Algériens habitant la zone se répartissaient sur un territoire de près de 100 kilomètres de longueur, établis pour la plupart dans des villages de montagne. Pour des raisons que j'ai déjà données ils nous étaient presque inaccessibles. Par contre, tout les portera à accueillir à bras ouverts les militants nationalistes venus à eux pour organiser les combats.

La tentative du P.C.A. de mettre en place des groupes armés autonomes ne pouvait avoir, à mon avis, qu'une valeur symbolique. Elle signifiait que le Parti prouvait sa fidélité aux principes de base du Mouvement communiste : quand le peuple veut se battre pour sa liberté, les communistes doivent se trouver parmi les meilleurs combattants et ils doivent essayer d'orienter le combat dans le sens le plus progressiste possible. Le Parti entendait aussi se mettre en position favorable pour négocier une place honorable dans le Mouvement de libération nationale.

Je ne pourrai pas effacer de mon souvenir les noms de nos disparus : Henri Maillot, Maurice Audin, Fernand Iveton, Raymonde Peschard, Maurice Laban, Georges Raffinii, le Dr Counillon, etc., auxquels il faut ajouter tous ceux que la torture a marqués et qui sont morts prématurément.

Des camarades se sont dévoués, ont sacrifié leur vie. Cependant il faut bien constater que nos groupes n'ont pu tenir que quelques mois et parfois quelques semaines seulement. Nous n'étions pas en situation de force pour revendiquer une large place dans la direction de la guerre. Je crois que cette

constatation reflète bien la place réelle que le P.C.A. occupait dans les masses algériennes.

Abdelkader Babou, conscient de cette situation, venant de connaître des heures tragiques dans la région d'Orléansville, sachant combien la vie des groupes était précaire, ne pouvait que se sentir soulagé. Il faut le comprendre. Nous ne le reverrons, à Blida, qu'en novembre 1962...

C'est à peu près à la même époque que j'eus la visite de mon inspecteur primaire. Je ne le connaissais pas. D'entrée, il me débita un petit discours qu'il avait dû préparer avec soin... On peut le résumer ainsi : « Je viens sur l'ordre de monsieur l'Inspecteur d'Académie. Celui-ci me prie de vous faire connaître que des pressions répétées sont exercées sur lui pour obtenir votre déplacement d'office. Elles viennent du Préfet et des services du Ministre Résident (Robert Lacoste) qui sont harcelés par le vice-président de l'Assemblée algérienne, maire de Ténès. Monsieur l'Inspecteur d'Académie vous fait savoir qu'il ne prendra pas de mesure contre vous car il n'a aucune raison de service pour le faire. Cependant, compte tenu des informations qu'il possède, il vous conseille vivement de demander votre mutation. Votre maintien à Ténès vous vaudrait les pires désagréments, il est même question de votre internement administratif. Je suis venu vous inspecter et vous promets un rapport qui favorisera votre éventuelle demande de poste. Vous déciderez ensuite. »

Evidemment, je trouvai ce langage étonnant... Or, en 1964, alors que je vérifiais des dossiers à l'Inspection académique d'Alger (nous verrons plus loin pourquoi je me trouvais là à cette date), je tombai sur le mien qui avait été oublié lors du transfert en France des archives administratives du personnel français. J'y découvris les correspondances confidentielles me concernant, entre l'Inspecteur d'Académie, la Préfecture d'Alger et le Recteur. Il y avait notamment une lettre de l'Inspecteur d'Académie adressée au Recteur (une copie... et le manuscrit !) consacrée à mon cas ; c'est un document absolument étonnant qui mérite d'être publié. J'en incorpore une photocopie dans mon texte. On y verra que, tout de même, il s'est trouvé un fonctionnaire d'autorité qui s'est senti outragé par les méthodes scandaleuses utilisées à l'encontre de l'un de ses subordonnés. Ce document confirme absolument les paroles prononcées par mon inspecteur primaire.

Effectivement, mon inspection fut de pure forme, le rapport excellent et la note très élevée.

Il me restait à prendre une décision. Il est certain que Ténès était devenu invivable pour moi. Les collègues de Ténès-ville, eux-mêmes se détournaient quand ils me rencontraient. J'étais, à tout instant, à la merci d'une provocation. Aussi, j'écoutai la voix de la sagesse et adressai une demande de mutation sollicitant plusieurs postes aux environs d'Alger.

Les vacances scolaires approchaient. Nous souhaitions nous éloigner de Ténès dès la fin juin. J'eus de nouveau recours à Mme Parcot qui me proposa une colonie de vacances à Tullins dans l'Isère, ce qui nous permettait de sortir de l'Algérie pendant trois mois.

Nous nous préparâmes donc pour cette colonie ; Mme Parcot m'aida à constituer une équipe d'encadrement comportant un nombre important d'Algériens dont le sous-directeur.

Pour illustrer les danger que nous courrions à Ténès, je tiens à signaler un fait dont je n'ai eu connaissance que bien des années après. Ma fille Colette était élève interne au lycée de Blida. Pour la Pentecôte, elle vint par le train jusqu'à Orléansville où je devais la récupérer. Malheureusement, je commis une erreur de date et ne me trouvais pas au rendez-vous. Il y avait d'autres étudiants ténésiens à la gare. La mère de l'un d'eux proposa à Colette de l'emmener avec elle, dans sa voiture où se trouvaient déjà trois garçons. Ils se dirigèrent vers Ténès. Mais arrivés à un endroit de la route très désert, les étudiant firent stopper l'auto et ordonnèrent à Colette de descendre avec sa valise. Ils commencèrent par fouiller celle-ci, y cherchant, paraît-il, des armes ! Il n'y avait évidemment rien de semblable. Alors, il lui placèrent un couteau sur le cou et la menacèrent de l'égorger si elle ne disait pas où son père cachait ses armes. Bien entendu, quoique terrorisée, la pauvre ne put qu'affirmer n'avoir jamais vu d'armes à la maison. Fort heureusement, la propriétaire du véhicule intervint et réussit à mettre fin à la scène. Les garçons, avant de reprendre la route de Ténès, firent jurer à Colette de ne rien dire de tout cela à ses parents sous peine de provoquer des représailles de la part de la « Main Rouge ». En effet, elle ne nous en a parlé que plus de vingt ans après, alors qu'elle commençait à sortir d'un long cauchemar qui la tenaillait depuis 1961.

Il faut dire aussi que notre fille avait été victime, dans son lycée de Blida, de brimades odieuses de la part de ses camarades pieds-noirs et aussi d'une partie du personnel de l'établissement. On lui faisait payer cher ses relations fraternelles avec les quelques élèves algériennes de sa classe. On alla jusqu'à l'isoler à l'infirmerie où elle fut séquestrée pendant plusieurs jours. Fort heureusement, son amie Olga Moréno, fille de notre camarade, qui, elle, était externe, s'inquiéta de sa disparition, fit une petite enquête, la découvrit et prévint la directrice du lycée qui mit fin au scandale... Olga sera arrêtée par la police quelques mois plus tard, ainsi que son père.

J'ai peu de choses à dire de la colonie de vacances qui se tint dans un très joli site, sous la falaise du Vercors, sur le versant dominant la petite ville de Tullins. A notre arrivée, le maire me fit connaître son inquiétude lorsqu'il constata la présence de plusieurs Algériens parmi les moniteurs. Je le rassurai de mon mieux. Et, en effet, les responsables municipaux purent vérifier la réussite de nos deux sessions et la satisfaction des petits colons et celle de leurs parents. Nous avions gagné l'estime des gens de la région et ce fut une grande joie pour moi d'avoir remporté une victoire contre les préjugés racistes. En fin de colonie, nous reçûmes des félicitations et le Maire nous remercia avec effusion : il savait bien, en effet, que les installations étaient très rudimentaires, vétustes, que le matériel était insuffisant et les crédits de fonctionnement bien maigres.

Cette sympathie se manifesta, deux mois plus tard, en octobre 1956. Je me trouvais alors interné au camp de Lodi. Lili, mon épouse, multipliait

les démarches de protestation. Mme Parcot lui avait conseillé de provoquer les témoignages, entre autres, de la Municipalité de Tullins. Lili écrivit au maire. Très peu de temps après, en réponse, elle reçut une pétition s'élevant contre mon arrestation et demandant ma libération immédiate. Elle était signée de tout le conseil municipal de Tullins, des parents des petits colons et il s'y ajoutait des signatures de conseillers généraux de l'Isère...

Vers la fin de la première session de la colonie, à la mi-août, le père de l'un des moniteurs algériens vint rendre visite à son fils. Il était originaire de Tlemcen et arrivait directement d'Algérie avec des nouvelles fraîches. J'appris ainsi que Masseboeuf avait été arrêté et que les Algériens étaient persuadés de mon propre emprisonnement. Il me conseilla de ne pas retourner là-bas.

Cette information m'incita à rendre visite à la famille de Masseboeuf installée à Romans non loin de Tullins. Nous fûmes reçus par son père et son frère, professeur au lycée. Ils nous confirmèrent le fait, mais ne possédaient aucun détail ; ils projetaient un voyage sur place car ils étaient inquiets. Tous deux insistèrent aussi sur les dangers qui nous attendaient en Algérie et essayèrent de nous convaincre de rester en France [3].

Ne pas rentrer en Algérie : cela nous apparut impensable. Juridiquement, il n'y avait aucun élément pouvant justifier une arrestation. Je faisais entièrement confiance à Masseboeuf et savais bien qu'il ne dirait rien de compromettant pour les camarades. D'ailleurs, j'étais persuadé que son arrestation ne s'appuyait sur rien de précis et qu'on finirait par le relâcher. De plus, j'étais certain d'obtenir ma mutation et nous n'aurions à revenir à Ténès que pendant les quelques heures nécessaires à l'enlèvement de nos affaires personnelles.

Une autre nouvelle nous était parvenue. Mme Décanis, l'un de mes adjoints à l'école de Vieux Ténès, nous avait écrit pour nous faire savoir que notre appartement avait été cambriolé, la porte ayant été défoncée. Elle nous proposait l'aide juridique de son ami, avocat à Ténès et nous conseillait de déposer une plainte. Nous lui répondîmes en acceptant son offre et en la remerciant. Nous verrons plus loin ce qu'il en était réellement.

---

3. Je viens d'apprendre le décès du docteur Jean Masseboeuf, mon ami, mon camarade. Au cours de la guerre, il avait été condamné à 40 ans de prison. Libéré, il est resté en Algérie, dirigeant les Services de santé du constantinois. C'est une grande figure qui disparaît. Il faut lui rendre hommage.

CHAPITRE V

A VILLAGE CÉLESTE (ALGER-BOUZAREA) ET BIRMANDREIS — LA CONCORDE

PERSÉCUTIONS POLICIÈRES ET ADMINISTRATIVES INTERNEMENT AU CAMP DE LODI — PAROXYSME DE LA GUERRE

Nous arrivâmes à Alger vers le 20 septembre. Une fois de plus nous fûmes hébergés chez la tante de Lili dans son magnifique appartement dominant la baie d'Alger. Quelques jours après notre arrivée nous nous rendîmes à la Madrague, là même où notre oncle avait construit sa villa. Au mouvement régulier, j'avais été nommé directeur de la petite école qui venait d'être terminée dans ce beau quartier.

Nous venions pour prendre possession des clefs et visiter l'appartement de fonction. Nous la découvrîmes facilement. L'école et son emplacement nous plurent beaucoup.

La porte de la cour était ouverte. Nous entrâmes, puis nous aperçûmes un personnage assis derrière le bureau de l'une des classes. Cela me surprit et me présentai, exhibant mon arrêté de nomination... L'homme leva à peine la tête et fit mine de m'ignorer. Cela devenait ahurissant. Je haussai le ton. Alors, il me tint à peu près ce langage : « Le directeur, c'est moi ! Je me suis assez décarcassé pour faire construire cette école et je ne laisserai pas s'installer ici un homme de votre genre. La population ne veut pas de vous. Le conseil municipal dont je fais partie a déjà délibéré. Les démarches ont été faites au plus haut niveau et j'ai obtenu satisfaction. Donc, je vous conseille de filer au plus vite. Vous n'avez qu'à vous rendre à l'Inspection académique, si vous le désirez ! »

Bien entendu, je lui affirmai que j'allais me défendre car on n'avait jamais, de mémoire d'instituteur, connu un scandale comme celui-ci.

Il est, en effet, des règles établies dans notre administration formant un statut qui garantit nos droits. Les mutations sont prononcées après une délibération en Commission paritaire, on tient compte d'un barème précis qui départage les candidats sur un même poste. Les nominations définitives deviennent effectives après la signature des arrêtés rectoraux. A

partir de ce moment, l'instituteur est titulaire de son poste. On n'a jamais vu un collègue dépossédé et un arrêté rectoral révoqué au profit d'un candidat s'étant trouvé avec un barème inférieur. C'était une gifle donnée à la Commission paritaire et au Recteur lui-même... et, bien sûr, une décision illégale de style fasciste. Je n'arrivais pas à y croire et je me rendis sur le champ à l'Inspection académique.

A l'entrée de l'immeuble, je croisai l'un des dirigeants du syndicat national des instituteurs qui en sortait. Je l'abordai immédiatement. Il était au courant de mon cas. Le Recteur, sur la pression des plus hautes autorités avait nommé à ma place Vitiello, adjoint au maire de Guyotville, commune dont dépendait La Madrague.

Le responsable du S.N.I. me fit connaître qu'un arrêté d'assignation à résidence forcée avait été pris contre moi et que j'étais recherché par la police. Il me suggéra de prendre possession au plus tôt du poste qui m'avait été attribué en remplacement. C'est ainsi que j'appris ma nomination à Village Céleste. Je compris qu'il n'y avait pas d'autre solution que de suivre ce conseil.

Je me rendis donc au service des nominations pour m'y procurer mon arrêté. L'employé que j'y trouvai ne parut pas étonné et me délivra un duplicata de cette pièce.

Le jour même, notre oncle nous conduisit en voiture au Village Céleste. Il s'agissait d'une toute petite agglomération formée de quelques villas habitées par des Européens et de vieilles maisons ou gourbis abritant des Algériens. Elle était tout à fait isolée sur une petite route venant de Bouzaréa et suivant la crête du petit massif dominant la ville d'Alger. Après avoir traversé Village Céleste, la route continuait vers Notre Dame d'Afrique. Quelques centaines de mètres après la dernière maison elle passait devant un ancien fort puis débouchait sur le versant abrupt de la montagne. De là, on dominait, d'une altitude de près de 500 mètres, toute la ville d'Alger ainsi que la baie. Ce versant était entièrement dénudé, seules y poussaient des touffes de diss, belle et grande graminée aux longues feuilles étroites. On y trouvait aussi des palmiers-doums dits palmiers nains. La route dévalait sur Notre-Dame d'Afrique par une série très impressionnante de lacets rappelant ceux des cols alpins.

L'école était située sur le bord même de cette petite route, vers le milieu de ce qui n'était pas réellement une agglomération car les habitations étaient très séparées les unes des autres. Nous découvrîmes facilement le petit bâtiment neuf... Or, celui-ci aussi était occupé ! ... et l'occupant nous reçut très mal. Le collègue nous expliqua qu'il exerçait au Village Céleste au titre de chargé d'école à classe unique depuis plusieurs années qu'on avait créé une seconde classe et que la direction lui revenait de droit. Sa famille avait d'ailleurs emménagé dans le logement de fonction dès la fin des travaux... n'attendant pas, oubliait-il de dire l'arrêté de nomination car il s'agissait du deuxième mouvement, celui de la fin septembre.

Je ne puis que lui exprimer mes regrets et rejeter la responsabilité sur les autorités qui avaient violé les textes réglementaires. J'étais victime de cette situation pour le moins autant que lui. Et je lui présentai mon arrêté de nomination. Alors son épouse se montra très agressive et hurla qu'« il était honteux de voir ainsi des terroristes » favorisés au détriment de « patriotes connus » dans la région »...

Nous gardâmes tout notre calme et finalement le collègue fut bien obligé d'accepter le fait accompli et la réintégration de son mobilier dans son ancien logement situé en contre bas, dans l'ancienne école. Je lui déclarai que nous arriverions le surlendemain avec notre déménagement pour prendre possession des locaux. Il me refusa les clefs qu'il nous fallut, deux jours plus tard, récupérer au bureau du directeur de l'Ecole normale d'instituteurs faisant fonction d'inspecteur primaire dans le secteur.

Dès le lendemain, nous prenions le train pour Orléansville et de là un taxi nous amena directement à l'école du Vieux Ténès. Nous ayant aperçus, des élèves et des habitants vinrent nous saluer. Ils nous donnèrent des informations concernant le soi-disant vol dont nous aurions été victime. En réalité, des éléments de l'« Unité territoriale » avaient défoncé la porte, mis l'appartement sans dessus-dessous et emporté des papiers et des objets. Ils nous engagèrent à ne pas traîner au Vieux Ténès. Grâce à eux, nous pûmes obtenir un camion qui fut chargé à l'instant même et il fut convenu que nous partirions avant le lever du jour. Nous avions constaté la disparition de pas mal d'affaires y compris celle d'une petit microscope, jouet de notre fils ! Mais, nous n'avons pas eu le temps de faire un inventaire des manquants. Tous nos livres et documents avaient été jetés à terre ou avaient disparu.

Nous partîmes au petit matin, en pleine nuit, en violation d'une règlementation qui obligeait, depuis quelques temps, les véhicules se rendant à Alger à voyager en convois protégés par des véhicules militaires. Nous trouvâmes une route parfaitement déserte et pûmes arriver à Bouzarés sans être inquiétés. Le temps de prendre possession des clefs, d'effectuer le déchargement... et nous étions installés dans notre nouveau logement.

Le lendemain, il me fallut organiser la rentrée scolaire. Le quartier s'était transformé. A l'origine, il était peuplé surtout par des Européens dont pas mal de marginaux. Mais la guerre avait effrayé la majorité d'entre eux qui n'avait plus osé vivre dans un site aussi isolé. Ils avaient été remplacés par des Algériens.

Quand nous nous installâmes à Village Céleste, il ne restait plus que quatre ou cinq familles pieds-noirs. Dans ma classe, quasi tous mes élèves étaient des Algériens ; il n'y avait que deux élèves européennes, ma fille Joëlle et celle du petit commerçant voisin.

Je n'eus guère le temps d'organiser mon travail scolaire. Le lendemain de la rentrée, j'étais convoqué au commissariat de police de Bouzaréa. Le commissaire me reçut très aimablement et selon les formes juridiques me notifia un arrêté préfectoral prononçant mon assignation à résidence à

Lodi. Cette petite cérémonie accomplie, il crut devoir s'excuser, m'affirmant qu'il avait été victime de mesures semblables en France, sous Vichy, qu'il m'accordait sa sympathie mais qu'évidemment, il ne pouvait rien faire pour moi. Je lui demandais des précisions sur la signification exacte d'une assignation à résidence obligatoire. Naïvement, je pensais pouvoir me rendre à Lodi avec la nouvelle voiture que vous venions d'acheter, une Dauphine noire. Le commissaire ne put ou ne voulut me donner aucun détail, mais répondit affirmativement au sujet du véhicule.

Je ressortis librement du commissariat et revint à la maison. Le lendemain, je me trouvais dans ma classe selon l'horaire habituel. J'avais décidé de mettre l'école en bon ordre de marche, puis d'aviser mon inspecteur primaire avant de rejoindre Lodi. J'étais donc face à mes élèves, leur expliquant que j'allais devoir m'absenter quand une grande voiture noire s'arrêta devant nos fenêtres. Trois hommes en sortirent en trombe, ouvrirent violemment la porte de l'école et se précipitèrent dans la classe.

Devant les enfants effrayés, ils m'ordonnèrent de les suivre. Comme je protestais, affirmant que je n'avais pas le droit d'abandonner mes élèves, ils envoyèrent l'un d'eux chercher mon adjoint afin qu'il les prenne en charge. Sans attendre, ils m'obligèrent à passer par mon appartement pour y prendre une valise de linge. J'eus à peine le temps d'embrasser mon épouse, lui promettant de donner rapidement des nouvelles. Les policiers me conduisirent au commissariat de Bouzaréa ; mais là, le commissaire refusa de me garder ne sachant que faire de moi.

Je fus amené alors au commissariat central d'Alger avec un ordre portant la mention : « A ne pas mettre en geôle ». Touchante sollicitude ! Là aussi, les chefs me considérèrent comme un intrus et m'ignorèrent totalement, m'abandonnant aux bons soins de leurs subordonnés sans leur donner d'instructions précises. Je fus cloîtré dans une petite pièce ne comportant qu'un banc... et personne ne s'occupa de ma nourriture : je n'avais pas droit au menu des prisonniers normaux ! Cela dura trois longs jours et trois nuits. De temps à autre, un agent venait se moquer de moi ou m'insulter. Je me souviens, entre autres, des ricanements d'un agent récemment arrivé de France, volontaire pour l'Algérie : « Ces instituteurs n'ont rien à faire, se sont des fainéants, c'est pourquoi ils ne pensent qu'à la politique. Je te leur en foutrais, moi ! »

J'ai eu la chance, le second jour, de tomber sur un agent de police algérien qui me prêta une couverture grâce à laquelle je pus m'allonger sur le banc sans grelotter. Et il me proposa d'aller m'acheter des sandwiches et des oranges. Je lui dois une atténuation notable des mauvaises conditions qui m'étaient imposées. Pourquoi a-t-il fait cela ? Je n'ai pas trouvé de réponse à cette question.

Au matin du quatrième jour, on m'annonça qu'une fourgonnette de la gendarmerie allait arriver pour me conduire à la gare. Effectivement, le véhicule se présenta dans la cour du commissariat, mais on ne m'invita pas à y monter. Au contraire, on en fit descendre deux Algériens enchaînés.

Les gendarmes nous placèrent côte à côte et nous relièrent tous les trois par une longue chaîne qui enserrait nos poignets : je me trouvais au milieu. Et c'est ainsi que s'organisa une sorte de parade qui se déroula le long de deux artères importantes d'Alger passant au bas de la grande poste puis devant la Préfecture, la mairie, l'hôtel Aletti... Beaucoup de gens que nous croisions, nous jetaient des regards haineux, nous insultaient. Le fait d'être enchaîné à deux Algériens représentait pour moi un symbole dont j'étais fier. Je n'ai pas gardé un mauvais souvenir de ce que les gendarmes espéraient être une brimade...

Dans le train Alger-Blida nous fûmes enchaînés au banc du wagon. Un camarade européen avait été ajouté au groupe : il s'agissait de Bentolila, membre du bureau du syndicat des cheminots.

La ligne de chemin de fer Blida-Djelfa le long de laquelle se trouve Lodi était à voie étroite. Il fallait donc changer de train à Blida. Lodi est bâti dans une vallée du Massif de Blida. On y parvient après avoir traversé les magnifiques gorges de la Chiffa. C'était un village de colonisation situé à une altitude assez élevée. L'hiver y est très froid et souvent enneigé.

Arrivés à la gare de Lodi, on nous sépara des Algériens qui continuaient sur Berrouaghia où existait un camp tristement renommé.

Quand nous descendîmes du train, nous ignorions totalement où l'on nous emmenait. Nous pensions à un hébergement nous laissant libres dans le village. Or, nous n'eûmes pas à parcourir une grande distance pour arriver devant un grand portail garni de fils de fer barbelés et gardé par une sentinelle en arme. Tout l'ensemble comprenant une grande cour située entre deux bâtiments formant un angle droit était, lui aussi, entouré de barbelés ; des miradors avaient été construits aux angles. Il s'agissait d'une colonie de vacances transformée en un véritable camp d'internement.

Ainsi, l'assignation à résidence signifiait en réalité internement. Nous étions des prisonniers. Nous ne pouvions franchir l'enceinte que pour une visite médicale, accompagnés par des gardes. Ceux-ci, au début, étaient des gardes mobiles, puis ce furent des C.R.S.

A notre arrivée, le camp n'était pas vide. Il s'y trouvait quelques Européens parmi lesquels un excellent camarade qui fut mon meilleur ami : Séraphin Muñoz. Les cinq ou six autres étaient des ultras racistes qui avaient massacré des Algériens dans la région de Boufarik : ils devaient cohabiter avec nous l'espace d'une dizaine de jours. Leur départ fut pour nous un soulagement car il nous avait fallu beaucoup de patience pour ne pas céder à leurs provocations...

Le camp de Lodi n'était ouvert que depuis quelques jours quand j'y arrivai. Par la suite, il sera pratiquement réservé à l'internement des pieds-noirs anticolonialistes et tout particulièrement des communistes. Bentolila, Muñoz et moi, en ces premiers jours d'octobre 1956, nous avons donc inauguré ces lieux que connaîtront un nombre important de camarades.

Dès mon arrivée à Lodi, je m'empressai d'écrire à Lili pour la rassurer et lui donner mon adresse. Elle venait de vivre la même angoisse qu'elle

connut au Cameroun en début d'octobre 1945 : j'avais été enlevé et pendant près de dix jours elle ne put savoir ce que j'étais devenu. Cette fois-ci, le commissariat de Bouzaréa l'adressa à celui d'Alger (Commissariat Central) où on lui affirma qu'on ne me connaissait pas : donc, j'avais disparu entre les deux commissariats !

Quelques jours après avoir expédié cette lettre, le Directeur du camp me permit de prendre un appel téléphonique venu de la cabine de Village Céleste et nous pûmes communiquer. Lili m'annonça qu'elle viendrait me voir le dimanche suivant avec les enfants dans notre voiture conduite par un voisin de l'école. Il s'agissait du petit commerçant du coin qui avait été, dans sa jeunesse ouvrier et membre du P.C.A. Il lui en était resté de la sympathie pour nous.

Cette visite fut d'un grand réconfort pour moi et Lili put constater que ma santé était bonne. Nous prîmes des dispositions pour faire face à la situation. La famille ne pouvait pas rester à Village Céleste où elle était victime des provocations permanentes et de la méchanceté de toute la parenté du collègue. Le directeur de l'Ecole normale lui-même se montrait très dur et prenait le parti de nos persécuteurs. Il fut donc décidé qu'elle se replierait chez la tante Léonore, à Notre-Dame d'Afrique. Joëlle irait en classe à l'école du quartier ; Yvan fut inscrit dans un Collège d'enseignement général dont je connaissais le directeur et Colette, en principe devait rentrer au lycée d'Alger. Mais lorsqu'elle apprit que mon traitement ne me serait plus versé, ma fille aînée décida de chercher un emploi et entra au Central télégraphique d'Alger.

Lili allait s'employer à multiplier les démarches pour obtenir ma libération : syndicat, mutuelle, toutes les connaissances susceptibles d'avoir quelque influence. Elle le fit avec beaucoup de courage et d'obstination. Mon épouse fera souvent le pénible et interminable voyage Alger-Lodi et retour dans un train lent, inconfortable et glacial en hiver. Il lui fallait se rendre à la gare d'Alger, le matin, en pleine nuit et en revenir, le soir, en pleine nuit aussi, ce qui, à cette époque, représentait de très graves dangers. Sa santé en fut très affectée et jamais je ne pourrai oublier son dévouement.

Après le départ des fascistes, nous ne fûmes plus que trois communistes dans le camp... Cela ne dura pas longtemps. Un beau matin, nous assistâmes à l'arrivée de camions militaires bourrés d'Algériens. Ils étaient environ trois cents que l'on entassa dans le dortoir. On avait ajouté des lits qui se trouvaient serrés les uns contre les autres.

Le hasard voulut que parmi les nouveaux arrivés se trouvent des gens arrêtés dans la région du Dahra depuis Cherchell jusqu'à Ténès et parmi eux, des parents de mes élèves du Vieux Ténès. Ce fut la grande fraternisation, les embrassades, les échanges de nouvelles. Les Algériens devaient séjourner au camp de Lodi environ un mois. Cette période fut pour moi exaltante. Nous nous organisâmes. Mes amis algériens me demandèrent d'accepter le rôle de délégué des prisonniers auprès de la Direction du camp : je le serai jusqu'à leur départ.

Je proposai d'ouvrir un cours de lecture pour les analphabètes et de faire des causeries sur des sujets choisis par les auditeurs. Un collègue mouderrès d'une institution religieuse donnait, lui, des leçons d'initiation à la lecture et l'écriture de la langue arabe. Nous travaillions en collaboration. Nous avons vécu ce mois dans une extraordinaire atmosphère de sympathie et de confiance mutuelles. J'ai beaucoup appris auprès de mes amis algériens. J'ai appris à mieux les comprendre, à les estimer, à admirer leurs motivations patriotiques. J'ai appris à mieux connaître la philosophie de l'Islam si différente de la caricature qui en a été faite en Occident : caricature appuyée sur des exemples de superstitions locales, d'attitudes jugées fanatiques existant parmi des populations malheureusement ignorantes. L'Islam, ce n'est pas cela. Il ne faut pas oublier que cette religion couvre des territoires immenses peuplés d'ethnies très diverses. Les musulmans d'Algérie, du Soudan, de Chine, d'Ouzbékistan, d'Iran ou de Java ont bien un fond commun, le Coran et sa philosophie, les prières, un style de vie. Mais dans chaque région existent des spécificités issues de l'histoire passée, des coutumes ancestrales. L'Islam n'est pas une Eglise hiérarchisée avec une Papauté unificatrice. La religion catholique est « une et indivisible ». L'Islam est beaucoup plus souple. Si nous prenons la condition de la femme, par exemple, nous verrons qu'elle diffère selon les régions. Les femmes africaines du Sahel ne connaissent pas les mêmes contraintes que leurs sœurs d'autres pays musulmans. Il est à noter que le Coran et les prescriptions datant du Prophète ont prévu la protection de la femme : il lui est permis de divorcer si elle est maltraitée par son époux.

L'Islam véritable n'est pas fanatique, il est même tolérant. Sur le plan socio-économique, l'Islam ne s'oppose pas à la solution socialiste.

Pour apprécier l'Islam, il ne faut pas s'appuyer sur des pratiques observées chez les musulmans réduits à la misère et l'ignorance, ce qui est malheureusement souvent le cas, cette religion s'étant développée dans des pays très pauvres. Il faut écouter parler ceux qui ont la connaissance, la culture, la sagesse. Ceux que j'ai connus à Lodi me sont apparus comme très humains, tolérants, reconnaissant la nécessité des progrés scientifiques et ouverts à la discussion.

Une phrase d'un muphti renommé d'une république soviétique caucasienne me rappelle cette sagesse, cet humanisme ; parlant de l'Ayatollah Khomeini qui sévit en Iran ; il a dit : « Le Coran apprend qu'il faut respecter la vie humaine, celui qui massacre ses semblables ne peut pas être un bon musulman ».

Pendant tout mon séjour à Lodi, mon voisin de lit fut Séraphin Muñoz. J'ai rarement connu un homme aussi doux, aussi sensible. Son adhésion au mouvement communiste était basé sur son impératif besoin de solidarité, de fraternité humaine, de dévouement. Il était foncièrement bon et simple. Combien d'heures avons-nous bavardé avant de nous endormir ? Il est l'un des communistes pieds noirs avec lesquels je me suis trouvé en communion parfaite lorsqu'il s'agissait d'appréhender le

problème algérien. Sa sensibilité était telle qu'il souffrait presque physiquement quand l'attitude d'un camarade ne lui paraissait pas correcte vis-à-vis d'un Algérien. C'est arrivé quelques jours avant le départ des internés fascistes.

Pour je ne sais quelle raison, un vieillard algérien, un pauvre montagnard qui ne comprenait pas ce qui lui arrivait, fut placé dans le camp. Il ne sortait pratiquement pas du dortoir et passait ses journées en prières. Les fascistes se moquaient de lui. Lorsqu'il se mettait en prière, ils lâchaient des vents tonitruants ce qui est une insulte grave pour un musulman. Nous avons encouragé le vieux, l'encourageant, lui apportant le réconfort de marques de sympathie. Or, Séraphin était outré en constatant que notre autre camarade ne se comportait pas de la même manière... Il aura l'occasion de l'être encore lorsque le camp fut rempli de camarades européens.

Séraphin, avec son extrême sensibilité n'a pas pu supporter les graves problèmes familiaux posés par son épouse qui n'accepta pas son arrestation. Alors que j'avais été libéré depuis plusieurs mois, j'appris qu'il avait été transporté d'urgence à l'hôpital de Blida peu de jours après mon départ de Lodi, et qu'il y était décédé. Or, la première partie de l'information était exacte mais, fort heureusement l'autre ne l'était pas. J'ai eu, de ses nouvelles en 1983. Nous avons échangé des lettres et j'ai bien compris qu'il avait été irrémédiablement marqué par ses malheurs.

Vers la fin de novembre, nous apprîmes le départ imminent de tous les Algériens. Ils allaient être transférés dans un autre camp. Au moment de leur embarquement, nous avons organisé une petite manifestation d'amitié et nous nous sommes séparés en chantant, nous en français, eux en arabe : « ce n'est qu'un au revoir, mes frères... » Nous étions très émus.

Très peu de jours après, les camions se présentèrent de nouveau devant la porte du camp. Cette fois-ci, il en débarqua plus de cent Européens pour la plupart des communistes ou des sympathisants. Il y eut d'autres arrivées par petits groupes et bientôt, nous fûmes quelque cent cinquante internés pieds-noirs.

Je ne tiens pas à m'étendre sur cette nouvelle période de mon internement. Je préfère rester sur la chaleur humaine ayant marqué notre vie commune avec les trois cents Algériens dont nous venions d'être séparés. Je peux difficilement expliquer cette réaction, curieusement, Séraphin Muñoz se comporta de la même manière. Pourtant, nous avions avec nous, maitenant, d'excellents camarades que nous connaissions bien comme Angolin, Justrabo, les Voirin, Farrugia, Henri Alleg pendant un certain temps et bien d'autres. Cependant l'atmosphère n'était plus la même ; certains internés avaient des attitudes, un langage qui nous choquaient. Jusqu'à cet arrivage, nous n'avions eu aucune relation avec les gardes du camp ; or nous fûmes stupéfaits en voyant des camarades jouer aux cartes et boire « l'anisette » avec eux.

L'administration, pour des raisons évidentes, avait ajouté au collectif d'internés pieds-noirs quelques dirigeants syndicaux algériens, des

nationalistes. Elle espérait, bien sûr, des incidents. Eh bien cela faillit se produire. Nous étions en période de Ramadhan et les syndicalistes algériens respectaient le jeûne traditionnel.

Il arriva qu'un camarade docteur, manifestement ivre, prit à partie les jeûneurs, hurlant qu'il s'agissait de pratiques barbares et rétrogrades. Cela fit grand bruit dans le dortoir et fort heureusement des camarades s'interposèrent et parvinrent à le faire taire. C'était vraiment donner de beaux arguments aux nationalistes pour fortifier leur anticommunisme !

Le lendemain, j'eus une longue discussion, dans la cour, avec Bourouïba, l'un des responsables de la Fédération des cheminots U.G.T.A. [1], la centrale nationaliste récemment créée. Comme je l'avais prévu, il était encore sous le coups de l'incident. Dans sa colère, il exprima toute sa rancœur contre les dirigeants syndicalistes pieds-noirs qu'il avait côtoyés pendant des années, les traitant de racistes, de colonialistes qui avaient gardé pour eux les principaux postes de commande des différentes organisations syndicales affiliées à la C.G.T. française puis regroupées dans l'U.G.S.A. dont j'ai déjà parlé.

J'ai essayé de lui démontrer qu'il ne fallait pas porter de jugement sur des cas d'espèce. C'est vrai qu'il y avait des syndicalistes et certains communistes européens n'ayant pas une conscience claire des réalités algériennes. Mais il se trouvait aussi d'autres camarades européens plus clairvoyants, mieux informés, fondamentalement antiracistes et tout acquis à la nécessaire libération nationale de l'Algérie... Et je lui citai l'exemple de ceux qui se battaient, les armes à la main obéissant ainsi au directives du parti communiste algérien et notamment Henri Maillot qui avait fait le sacrifice de sa vie au service de l'Algérie. Ce sont ces camarades-là, lui dis-je, qui reflètent exactement la position du mouvement communiste et celle d'un syndicalisme digne de ce nom.

Inutile d'écrire que tout cela ne servit à rien, tout au plus, à lui faire reconnaître qu'il y avait des Européens à l'attitude irréprochable ; mais pour lui, ce n'était qu'une petite exception...

J'avoue avoir « flanché » au cours de cette période. Je m'isolai dans mon coin, me limitant aux rapports de simple politesse avec les camarades. Et, je commençai à trouver le temps long ce qui était beaucoup moins le cas auparavant.

Fort heureusement, Lili, au cours de la visite qu'elle me fit pour la Noël, m'apporta une nouvelle encourageante provenant du syndicat des instituteurs et des dirigeants algérois de la M.G.E.N., notre mutuelle : on leur avait promis ma libération pour le début de l'année nouvelle. Depuis la date de mon internement, Lili n'avait pas cessé les démarches, harcelant les uns et les autres. Sa tenacité finit par aboutir. Ce dernier voyage qu'elle

1. L'Union générale des travailleurs Algériens (UGTA) a été créée le 24 février 1956. Elle comprenait de nombreux ex-dirigeants syndicalistes provenant de l'U.G.S.A. Orientée par le mouvement nationaliste, elle est aujourd'hui la centrale syndicale regroupant tous les syndicats existant dans l'Algérie indépendante.

effectua fut terrible pour elle. Il y avait une forte couche de neige, le train fut retardé et, toute la journée, elle fut transie. Je ne pourrai jamais lui rendre tout l'amour et l'abnégation qu'elle m'a prodigués dans les moments difficiles de ma vie : c'est une femme admirable !

Le 10 janvier 1957, je quittai le camp et rejoignis ma famille à Notre-Dame d'Afrique. Je dois un grand remerciement à cette tante et à cet oncle qui nous ont recueillis, bravant l'hostilité de tout le voisinage et aussi celle d'une partie de la parenté... Ils nous ont aidés aussi car depuis mon internement, mon traitement ne m'était plus versé et nous n'avions pas d'avances.

Je redevenais titulaire de mon poste et nous réintégrâmes notre appartement de Village Céleste. Il m'est impossible de décrire en détail l'existence qui fut la nôtre au cours de ces trois années vécues en ce lieu. Elles s'inscrivent parmi les plus éprouvantes que nous ayions connues. Le harcèlement de mon collègue et de sa famille fut quotidien, la provocation était permanente.

Sur intervention de mon cher collègue, je fus plus de dix fois convoqué au Commissariat de police avec des accusations de ce type : avoir suspendu aux fenêtres des chiffons aux couleurs algériennes ou avoir fait chanter à mes enfants des airs révolutionnaires etc., etc. Finalement, les services de police finirent par être excédés et ne tinrent plus compte de ces inepties.

Ostensiblement, le personnage nous surveillait sans cesse, inscrivant sur un carnet les numéros des voitures s'arrêtant devant l'école. Il avait un petit grade dans la territoriale et espérait trouver l'occasion de me trouver en faute. Pour bien comprendre la situation, il faut savoir que nos appartements n'étaient séparés que par la cour de l'école, le nôtre dominait le leur, les fenêtres se trouvant face à face : c'était une promiscuité de tous les instants. Je reçus, vers le mois de février une convocation de l'Unité territoriale de Bouzaréa. Chose incroyable, je fus incorporé, habillé et inscrit dans un tour de service. En un sens, ce fut positif pour moi, car cela me permit de faire la connaissance de collègues instituteurs gradés qui jugeaient clairement la situation. Ils connaissaient mon cas et ont tout fait pour m'aider. D'après eux, mon incorporation était une provocation et ils me conseillaient d'être très vigilant. Grâce à leur concours, je ne fis que quelques permanences de nuit au siège de l'U.T. et une seule patrouille de routine avec un sergent ami.

L'Ecole normale de Bouzaréa supposait une importante concentration d'enseignants pour cette petite agglomération. Ils constituaient la majorité des gradés de l'U.T. La plupart d'entre eux ont freiné au maximum les activités nocives de cette formation. La règle était de se planquer.

Il y avait bien sûr des exception dont mon collègue de Village Céleste et malheureusement un de mes condisciples de ma promotion à l'E.N. avec lequel j'étais très lié dans les années 1932-34, sympathisant de notre

mouvement et voisin de mes parents à El Biar : il avait bien changé ! Tous les autres s'en méfiaient et les méprisaient.

Moins de trois semaines après mon incorporation, je reçus l'ordre de venir rendre mes affaires militaires et je fus rayé des contrôles de l'U.T.

Nous avions trouvé le moyen de nous procurer deux mois de tranquilité en France. Et cela, toujours grâce au concours de Mme Parcot, directrice des C.E.M.E.A. et aussi de Mr Faivre, inspecteur de la Jeunesse et des Sports, attaché au Rectorat d'Alger. Mr Faivre dirigeait l'Office Algérien des Colonies de Vacances, office administratif pourvu d'un budget important destiné à envoyer en France de nombreux enfants algériens en juillet et août. Le séjour était organisé sous la forme de Colonies de vacances classiques fonctionnant dans les locaux prêtés : internats de collèges situés à la campagne, camps provisoires...

Pendant quatre années consécutives, mon épouse et moi avons accompagné des centaines d'enfants algériens. Les voyages étaient épuisants pour l'encadrement. Le déroulement du séjour en France était toujours pénible car les locaux étaient souvent inadéquats.

Je me suis toujours arrangé avec Mme Parcot pour constituer des équipes de moniteurs comprenant de nombreux Algériens. Le déroulement de nos colonies respectaient strictement les orientations pédagogiques préconisée par les spécialistes les plus progressistes de l'époque. Tous ces enfant ont été heureux avec nous, les augmentations de poids, en un mois, très importantes. Ces huit colonies nous ont permis aussi de n'être pas isolés, de faire la connaissance de gens intéressants, ce sera le cas de Zérar dont je reparlerai plus loin.

L'on me dira que cet organismes administratif visait un but démagogique et s'inscrivait dans une tactique de guerre des autorités coloniales. C'est vrai. Alors pourquoi y avoir participé ?

Si nous ne l'avions pas fait, on en aurait trouvé d'autres qui n'auraient pas traité les enfants comme nous l'avons fait. Il faut avoir vu ces enfants au départ : maigres, dépenaillés, misérables. Deux mois de vie saine en France ne pouvaient que les aider et avec nous, ils étaient à l'abri de toutes les pressions morales qu'un encadrement colonialiste n'aurait pas manquer d'exercer sur eux. Bien des moniteurs algériens d'ailleurs participaient à cette opération dans le même esprit que nous : se mettre à l'abri pendant deux mois et parmi eux, des nationalistes et des communistes.

J'ai noté que Mr Faivre s'était entouré de collaborateurs en majorité algériens dont beaucoup n'étaient pas des béni-oui-oui. Et l'O.A.S. ne s'y est pas trompée quand elle a assassiné, à Ben Aknoun, plusieurs inspecteurs de l'enseignement européens ayant la même orientation que lui, en même temps que l'écrivain Mouloud Féraoun. Mr Faivre se savait menacé. Il avait signé l'appel des 200 enseignants pour l'arrêt des opérations de répressions et pour une solution négociée du problème algérien.

Pour donner une idée de l'atmosphère dans laquelle nous avons vécu cette période, je vais évoquer l'histoire du pompier... Nous fûmes alertés,

un beau matin, par les cris de nos voisins, les petits commerçants. Nous nous précipitâmes chez eux. Leur fille cadette âgée de seize ans se trouvait inerte, toute nue, allongée sur un lit. Ses parent inquiétée par le temps inhabituel mis pour prendre un bain, l'avaient appelée et n'obtenant aucune réponse, avaient enfoncé la porte. Ils la trouvèrent évanouie, asphyxiée certainement à cause du fonctionnement d'un appareil à gaz dans un local non aéré. Nous tentâmes immédiatement la respiration artificielle et je suggérai l'appel des pompiers. Ceux-ci arrivèrent très rapidement et ranimèrent la jeune fille.

Quelques jours après, je rencontrai l'un de ces pompiers dont j'ai toujours ignoré le nom, dans le marché de Bab el Oued. Nous descendions souvent, en effet, Lili et moi, pour y faire nos provisions. Nous nous saluâmes et échangeâmes quelques phrases de politesse : la rencontre n'avait sûrement pas duré plus d'une minute.

Le lendemain, deux inspecteurs de la D.S.T. se présentaient à l'école. Ils me trouvèrent dans la cour : c'était la récréation. Les policiers m'interrogèrent longuement sur mes relations avec le pompier affirmant qu'il s'agissait d'un contact, que j'assurais des liaisons, etc. Et je fus menacé d'une inculpation de « reconstitution de ligne dissoute » ! Ces Messieurs se retirèrent sur ces belles paroles. Ainsi donc, nous étions suivis en permanence, tous nos faits et gestes étaient observés, analysés, notés.

Nous vécumes aussi les contrecoups de la bataille d'Alger menée par les paras de Massu et de Bigeard. Dès qu'ils paraissaient dans le quartier, l'inquiétude s'emparait de notre famille. Elle était justifiée. Nous en eûmes la preuve lors d'un râtissage. Une dizaine de paras, ce jour-là, c'était un jeudi, ont traversé l'école en passant par l'ancien bâtiment. Et là, sans aucun doute, nos voisins nous ont désignés comme étant des « terroristes ». Ils trouvèrent notre fils Yvan alors âgé de 17 ans, dans la cour. Braquant leurs mitraillettes sur lui, ils le malmenèrent, le provoquèrent. Puis, ils fouillèrent toutes nos dépendances y cherchant des explosifs...

Puis, il y eut le 13 mai 1958. Fort heureusement, l'agitation ne gagna pas le Village Céleste où il n'y avait pratiquement que peu de Pieds-noirs. Tous les ultras et ceux qu'ils entraînaient se trouvèrent rassemblés pendant plusieurs jours bien loin de notre quartier, sur le forum d'Alger. Nous suivions les événements à l'écoute de Radio Alger. Nous étions persuadés, à ce moment-là, que si les ultras colonialistes guidés par des équipes fascistes, réussissaient leur coup de force, notre situation deviendrait très dangereuse. Et nos voisins du bas ne manquaient pas de nous narguer, laissant éclater leur joie et savourant déjà leur prochaine veangeance.

Les territoriaux patrouillaient de nuit dans Village Céleste. Lorsque nous entendions leur bruit de pas et leurs exclamations, nous craignions toujours le pire et attendions avec angoisse jusqu'au silence signifiant leur départ. Fort heureusement, je fus rassuré, quelques jours après le 13 mai par un collègue de Bouzaréa. C'était un gradé de l'U.T. Il me mit au courant de la réaction des enseignants mobilisés dans cette unité. Ils ne suivaient pas les émeutiers du 13 mai qu'ils qualifiaient de fascistes et

s'opposeraient à toute violence sur le territoire de la commune. Or, ils tenaient presque tous les postes de commande.

Ces moments de confusion et d'incertitude se prolongèrent jusqu'à l'arrivée du Général de Gaulle à Alger. Après son fameux « Je vous ai compris », l'armée s'installa partout et s'occupa même des problèmes administratifs. A Village Céleste, la S.A.U. [2] se montra très active. Le capitaine qui la dirigeait avait l'air de croire sincèrement à ses tâches humanitaires. Il était très certainement au courant de la surveillance dont je faisais l'objet et de mes opinions. Il n'y fit jamais allusion et se montra toujours d'une correction parfaite à mon égard. Nous eûmes donc droit à des distributions de vêtements, de fournitures scolaires, etc.

J'ai toujours eu l'impression qu'il tenait essentiellement à se démarquer des forces répréssives classiques : police, paras et même de l'administration civile qu'il qualifiait d'incapable et de... raciste. Bien entendu, cette attitude n'était pas innocente, elle faisait partie des directives provenant des Services psychologiques de l'armée.

A cette tactique de la S.A.U., ne tardèrent pas à s'ajouter des mesures qui firent grincer les dents des ultras. Le Conseil municipal de Bouzaréa fut dissous. Parmi les délégués spéciaux désignés pour le remplacer se trouvait un collègue algérien Abad, qui allait, en fait, diriger les affaires municipales notamment en ce qui concerne les problèmes scolaires. J'avais connu Abad à l'Ecole normale. Sportif, il avait suivi à peu près le même processus que mon ancien adjoint de Vieux Ténès, Bourahla. Abad était l'auteur de l'excellente méthode de lecture et de langage pour les classes d'initiation, « Abad et Renaud » conçue en collaboration avec le directeur de l'Ecole normale. Il gravitait dans l'ambiance du Syndicat national des instituteurs.

J'ai déjà évoqué, avec l'exemple de mon jeune collègue Bourahla, le drame de ces Algériens à demi assimilés et se trouvant rejetés par les deux communautés. Avec Abad, la situation va être beaucoup plus dramatique car il ne représentait pas un cas isolé. Nous avions connu à Tizi Ouzou un certain nombre de familles kabyles originaires, en général, de villages se trouvant à proximité des quelques missions catholiques installées dans la région. D'autres s'étaient trouvées près d'une école publique tenue par des enseignants particulièrement dévoués et compétents. Il en était résulté un nombre non négligeable de lettrés en français ayant constitué une pléiade d'instituteurs, de professeurs, de cadres administratifs, d'intellectuels, d'écrivains en langue française.

Leur culture était essentiellement française quoiqu'ils aient conservé de nombreuses attaches avec le terroir ce qui les maintenait dans un certain

---

2. Dans l'intérieur du pays, l'armée avait créé les S.A.S. (Section administrative spécialisée) qui administraient les populations les plus souvent chassées de leurs villages d'origine et « regroupées » dans des sites obligatoires.

En ville, les S.A.U. (Section administrative urbaine) jouaient à peu près le même rôle, essentiellement sur le plan social.

style de vie kabyle. La plupart d'entre eux ne connaissaient même pas la langue arabe et ne parlaient la langue kabyle qu'au pays. Dans leur famille, on parlait le français.

La grande majorité de ces gens était imprégnée des grandes idées de la Révolution française et admirait la littérature de cette époque : Voltaire, Rousseau, Montesquieu... Parmi eux, certains furent attirés par la franc maçonnerie, d'autres se convertirent au catholicisme, d'autres encore rejoignirent les rangs du Parti communiste algérien ; une dernière catégorie, assez importante, se replongea dans la tradition kabyle et se replia sur le village au moment de la retraite.

Beaucoup ont fait des efforts pour s'intégrer à la société pied-noir : ils n'y sont pas parvenus ayant été rejetés par celle-ci, à quelques exceptions près. Ainsi ai-je connu de nombreux collègues instituteurs ayant organisé leur vie dans une sorte de communauté restreinte regroupant les amis ou les parents se trouvant dans la même situation.

La plupart des instituteurs kabyles que j'ai côtoyés craignaient les mouvements nationalistes car, d'après eux, la majorité de leurs dirigeants prônaient un arabisme que, de leur côté, ils rejetaient. Ils ignoraient la langue arabe et, dans leur esprit, l'éventuelle obligation pour eux et leurs enfants, d'apprendre cette langue, de baser leur culture sur elle, constitutait une régression. Ils ne se sentaient, non plus, aucune affinité avec ce que l'on appelle le « Monde arabe ». Pour moi, d'ailleurs, cette notion de « Monde arabe » est confuse et dangereuse. Cet ensemble comprend de nombreux peuples qui n'ont en commun que la religion, l'Islam, certains aspects culturels, une langue (pas toujours) : peut-être peut-on le comparer à celui qui constitue le « Monde dit occidental »... Mais les arabistes vont plus loin, ils parlent même de « Nation arabe »... Et c'est là qu'est le danger. On ne bâtit pas une nation sur le seul critère de la religion. La religion doit rester une affaire personnelle : les individus devant pouvoir se déterminer librement à ce sujet. Les problèmes créés par les « intégristes », « Frères musulmans » ou autres sont la démonstration de la gravité de ce danger.

En réalité, il y a des peuples, des nations souvent bien différents les uns des autres. Les Algériens ne sont pas des Arabes. Il y a une nation arabe en Arabie et une nation algérienne en Algérie. Je crois, d'ailleurs, que les Algériens d'aujourd'hui ont acquis une conscience claire de leur spécificité algérienne.

Mes collègues kabyles étaient effrayés par l'arabisme. Et je crois qu'ils étaient finalement coincés entre cette crainte, leur rejet par la société européenne et — l'impulsion qui les incitait à ne pas oublier leurs racines.

La principale organisation nationaliste, le M.T.L.D. de son côté n'avait pas négligé ce problème. Elle l'examinait en sens opposé, jugeant dangereuse cette frange kabyle de la population. Il y aura des luttes internes contre les « berbéristes » qui furent violentes.

Lorsque la Révolution nationale éclata, la confusion régna pendant de longs mois dans ce milieu particulier de l'élite kabyle. En vérité, beaucoup

d'entre eux, pratiquèrent un attentisme discret. Puis, le mouvement s'approfondissant, s'élargissant devenant indiscutablement national, il leur fallut se déterminer. Ce ne fut pas facile. Finalement la plus grande partie, d'une manière ou d'une autre se rangea du côté du peuple. Les violences puis les crimes commis par l'Armée française, la police et plus tard l'O.A.S., les fortifièrent dans cette décision. Mais, d'après mes observations, l'engagement était prudent ; il se concrétisait souvent, par des versements effectués à des membres de la famille restés au village, en Kabylie, qui transmettaient au F.L.N.

J'ai connu des collègues kabyles qui ont quitté l'Algérie après l'indépendance alors qu'ils avaient une conscience claire de leur algérialisme et qu'ils avaient vécu, en Algériens, les péripéties du combat terrible mené par leur peuple.

De son côté, Abad a cru devoir céder à la pression de certaines personnalités se présentant à lui comme des « modérés » proposant une voie moyenne entre les ultras « des deux bords ». Ceci correspondait à sa mentalité forgée au contact des syndicalistes réformistes et des socialistes. Les réalités de la nation algérienne et les nécessités de la libération nationale lui étaient inaccessibles. Il me rappelait d'autres collègues du même type et en particulier, Lechani qui siègea à l'Assemblée de l'Union française, dans le groupe socialiste. Ils appartenaient à la couche la plus assimilée de l'élite kabyle et ils n'étaient plus guère des Algériens.Trop Algériens cependant pour les ultra colonialistes qui les poursuivaient de leur haine. Je dois noter, par exemple, qu'Abad n'a jamais fait l'objet d'un attentat organisé par le F.L.N. alors qu'il ne prenait aucune précaution et était très vulnérable.

Par contre, son beau-frère, sa belle-sœur et deux de leurs enfants, de la même tendance que lui, ont été massacrés, chez eux, par des tueurs de l'O.A.S.

Abad connaissait mes idées, il me savait sous surveillance policière et en butte au harcèlement de mon adjoint. Honnêtement, je dois dire qu'il m'a aidé. J'avais déjà remarqué que Lechani et d'autres collègues ayant le même comportement n'avait jamais, à ma connaissance, fait montre d'un anticommunisme agressif comme c'était le cas pour les socialistes, particulièrement dans les années 1950.

Grâce donc à l'aide d'Abad, je pus obtenir des améliorations importantes dans mon école. C'est ainsi qu'il fit construire une classe préfabriquée entre le bâtiment neuf et l'ancien. De ce fait, nous avions un écran qui nous séparait de la famille d'en face ; elle disposa d'une entrée particulière et se trouva ainsi tout à fait hors de vue. A partir d'octobre 1958, l'école comprendra cinq classes au lieu de deux ; ceci permit la scolarisation totale des enfants du quartier.

Parmi les moments les plus difficiles que je connus pendant cette période je compte ceux pendant lesquels il me fallut supporter, dans mon école, des séances de propagande cinématographiques de l'Armée organisées par le capitaine de la S.A.U. Il me demandait d'y assister et je ne

pouvais guère refuser. Elles me permirent, en tout cas, de juger l'état d'esprit des Algériens de Village Céleste. A chaque séance, les auditeurs étaient nombreux, impassibles. Lors d'une projection, je me trouvais dans un coin ; le frère d'un de mes élèves que je connaissais bien vint se placer auprès de moi. Pendant toute la séance, nous échangeâmes des commentaires moqueurs sur les images que l'on nous montrait. Il m'affirma qu'aucun des présents n'était impressionné par cette progagande et après la séance, ils en faisaient des gorges chaudes. Je savais, que Kari était le responsable F.L.N. du quartier. Ainsi, nous étions considérés par les Algériens comme étant des leurs et cela fut d'un grand réconfort pour moi.

C'est que les vexations subies, les arrestations, la surveillance policière permanente n'avaient pas échappées à la population. D'autre part, le hasard voulut que le père d'une de mes élèves soit le frère de Rabah Benhamou, mon camarade de Ténès, secrétaire de notre section du P.C.A et responsable d'un groupe de nos Combattants de la Libération ; il nous fit connaître dans le village. Malheureusement, il devait m'apprendre la mort de Rabah, tué au cours d'un combat dans le Massif du Dahra. C'était un excellent camarade que nous avions perdu.

Nous avions emmené, avec nous, en colonie de vacances, trois années de suite, plusieurs dizaines de garçons et de filles du quartier. Les parents étaient satisfaits de la scolarisation de leurs enfants. Nous étions donc bien intégrés aux habitants algériens de ce coin perdu perché sur la montagne dominant la ville d'Alger.

Dans les six premiers mois de 1958, j'eus à subir deux fois encore une intervention policière. Tout d'abord, on vint me chercher alors que nous étions en récréation pour m'emmener au siège de la D.S.T. On m'interrogea longuement sur mes relations avec Ruben Oum Nyobe, secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun » (U.P.C.) qui venait d'être tué par des gendarmes français, dans son pays. Les tueurs avaient trouvé dans son portefeuille ma photographie dédicacée : Oum était mon camarade, mon ami avec lequel nous avions mis au point la création du mouvement qu'il allait diriger, pendant mon séjour au Cameroun, de 1944 à 1947.

Puis, quelques semaines après, trois inspecteurs se présentaient à l'école, après la rentrée de huit heures. Il me fut ordonné de cesser mon travail et de les suivre. Ces messieurs m'accompagnèrent d'abord jusqu'à mon appartement qu'ils perquisitionnèrent de fond en comble. Ils me signifièrent les inculpations de « reconstitution de ligue dissoute » et d'« atteinte à la sûreté de l'Etat », puis, je fus conduit, de nouveau, dans les bureaux de la D.S.T. à Bouzaréa. Je m'y retrouvai en compagnie de plusieurs camarades enseignants européens.

Nous dûmes subir les opérations dites d'identité judiciaire : mensurations, empreintes digitales, etc, puis les interrogatoires. Pour ce qui me concerne, l'affaire du pompier revint sur la sellette. Il s'y ajouta des questions sur les « contacts » que j'aurais eu la veille !... Or, la veille, le 17

juin 1958, nous mariions notre fille aînée Colette. La cérémonie avait eu lieu à Bouzaréa et un repas avait regroupé une centaine de participants dans une salle du faubourg de Saint-Eugène où habitaient les parents de notre gendre. C'est que, de part et d'autre, les familles étaient nombreuses. Ce fut une belle fête.

Pour notre part, en dehors de la famille, nous n'avions invité que deux collègues instituteurs, Georges Moureaux, secrétaire du Centre médical de la mutuelle générale de l'Education nationale et Serge Brau, directeur de colonies de vacances avec son épouse. Ce dernier se trouvait aussi parmi les « inculpés ». Quant à la famille de notre gendre, elle gravitait dans les milieux de droite et ultras de Saint-Eugène ce qui constituait d'ailleurs un problème inquiétant pour nous et pour l'avenir du couple. Il se résoudra, plus tard, par l'adhésion du mari de Colette à nos conceptions des changements indispensables pour accéder à une société supérieure, la société socialiste. Nos rapports avec la belle famille de Colette ont toujours été très bons.

Donc, l'histoire des contacts était ridicule et je n'eus aucune peine à le démontrer. Les inspecteurs ne purent rien obtenir qui puisse les intéresser... et dans la soirée, j'étais relâché. Je n'entendis plus parler de ces inculpations.

Cette affaire eut entre autres conséquences l'échec de mon fils Yvan au concours d'entrée à l'Ecole normale de Bouzaréa. Il avait été reçu à l'écrit et ce jour-là, il se présenta à l'oral sous le coup de mon arrestation. Mais, de plus, tous les examinateurs chargés de l'interroger étaient au courant de l'événement (survenu à Bouzaréa) et certains d'entre eux ne lui cachèrent pas leur intention de le recaler.

En octobre 1959, j'obtins la direction d'une école importante, nouvellement créée dans un grand ensemble de constructions neuves édifié dans la banlieue sud-est de la ville d'Alger située sur la route menant à Blida. On venait depuis peu de mettre en place le « grand Alger » qui regroupait la ville même et toutes les anciennes communes l'entourant. Notre nouveau quartier faisait partie de l'ex-commune de Birmandreis devenue un arrondissement du Grand Alger.

Pour pénétrer dans cet ensemble, il fallait emprunter une petite rue étroite s'ouvrant sur la route de Blida. C'était le seul accès possible pour parvenir à l'école avec un véhicule. Des automobilistes mal intentionnés à notre égard ne pouvaient donc que réemprunter cet étroit passage pour sortir de ce qui constituait une impasse. C'est grâce à cette circonstance, je crois, que dans les mois terribles de 1961-62, l'O.A.S. n'a pas osé mettre à éxécution les menaces dont nous fûmes l'objet à ce moment-là.

Le peuplement du quartier de la Concorde, c'est ainsi qu'il fut dénommé, était mixte. La grande masse des habitants était constituée d'Algériens de condition modeste. Le F.L.N. y était fortement structuré. Mais, un certain nombre de bâtiments avait été affecté à des officiers de l'Intendance et de l'Etat major. Il se trouva qu'au moment des troubles

provoqués par les ultras et l'O.A.S., la majorité de ces officiers s'opposa aux factieux, les autres demeurant neutres.

Le groupe scolaire comprenait l'Ecole de garçons et celle de filles. Chacune d'elles possédait 12 classes, nous en aurons 15 l'année suivante. La construction était moderne avec des espaces fleuris très agréables. Il ne nous manquait que le matériel pédagogique accumulé au fil des années dans une école ancienne. Nous parviendrons à en acquérir une quantité considérable grâce à une coopérative et une association des parents d'élèves très actives.

Dans chacune de nos classes nous avions environ deux tiers de petits Algériens et un tiers de petits Européens dont la majorité, fils d'officiers, n'était pas Pieds Noirs. Deux classes d'initiation recevaient les petits Algériens âgés de six ans ne parlant pas ou parlant mal la langue française.

Sur trente enseignants exerçant à Birmandreis-la-Concorde, vingt d'entre eux habitaient le grand bâtiment réservé au personnel situé à l'extrémité de la cour de récréation des garçons. Parmi eux se trouvaient cinq instituteurs algériens qui occupaient cinq appartements bien trop petits pour leurs très nombreuses familles. Il y avait aussi un ménage de collègues algériens dont l'épouse était francisée.

Rapidement, je constatai avec soulagement que désormais, je ne serai plus isolé comme ce fut le cas à Village Céleste. Parmi les Algériens, se trouvaient deux camarades ayant milité au Parti communiste algérien et demeurant sur de bonnes positions. D'autre part, deux collègues européens et leurs épouses ne cachaient pas leurs idées progressistes et réprouvaient le régime colonial. Tous les Algériens me connaissaient de réputation et nous constituâmes, presque dès l'ouverture de l'école, un groupe uni et confiant, ce qui était réconfortant pour les uns et les autres. Finalement, parmi tous nos voisins enseignants, il n'existait qu'une seule institutrice célibataire pouvant être classée vraiment dans la catégorie des excités de l'« Algérie française » et encore se trouvait-elle souvent absente. Elle se montrait discrète et n'a eu que de bons rapports avec tous ; lorsque les événements approchèrent de leur paroxysme, elle abandonna son appartement.

Sur le plan scolaire, je ne connus pas de grosses difficultés. Nous étions soutenus, aidés par l'Association des Parents d'élèves comprenant quelques Algériens, mais aussi des officiers. Sur mes 15 collègues exerçant dans notre école, il se trouvait six Algériens dont cinq kabyles, cotisant tous au F.L.N. Nous formions un bloc uni, échangeant constamment nos informations, nous consultant sur les attitudes nécessitées par le déroulement des événements. Deux collègues européens se joignaient à nous ; l'un ouvertement, l'autre plus discrètement. Il ne se trouva que deux instituteurs titulaires à suivre les directives du « Syndicat Indépendant » créé par les ultras ; l'un d'eux seulement était réellement un activiste mais n'habitait pas sur place.

A la rentrée de 1960, malheureusement, on nous imposa cinq jeunes instructeurs [3] parmi lesquels figuraient trois membres actifs de l'O.A.S.

En 1961, la femme de ménage algérienne vint me faire connaître qu'elle avait surpris l'un des instructeurs manipulant un revolver, alors qu'elle commençait son service après la fin des classes. Les deux autres jeunes se trouvaient être un Algérien et une jeune fille Française sympathisante du F.L.N.

Ainsi, le clivage devint très net. Aux récréations, les maîtres formaient deux groupes. Le plus souvent, les « Algérie française » restaient dans leurs classes. Nous étions largement majoritaires et nous nous trouvions très à l'aise. Même dans les pires moments, ce n'est pas nous qui avions peur, mais les autres. Nous finîmes par découvrir qu'ils tremblaient, chaque jour, quand il leur fallait accéder au quartier pour venir prendre leur service. La Concorde avait la réputaiton d'être entièrement acquise au F.L.N. Quant aux officiers qui y logeaient, ils manifestèrent toujours une attitude prudente. J'en eus la preuve en 1961.

Il existait dans le quartier une centaine de jeunes gens âgés de 15 à 20 ans, fils d'officiers, la plupart étudiants. Ils étaient, pour beaucoup, contaminés par leur environnement, sur le lieu de leurs études, mais ils le cachaient à leurs parents. Nous savions qu'ils avaient formé un groupe O.A.S. n'ayant d'ailleurs qu'une activité réduite.

Un certain jour de 1961, nous étions à table, à midi, lorsqu'un coup violent ébranla la porte d'entrée de notre appartement. Je me précipitai. Personne ne se trouvait sur le palier mais un bruit de course dans l'escalier indiquait la fuite du coupable. Nous étions au cinquième étage ; j'eus donc le temps de parvenir à la galerie surplombant l'entrée du bâtiment et de voir sortir un jeune que je reconnus aussitôt. C'était le frère de l'un de mes élèves, âgé d'environ 16 ans.

Il avait écrit, à la craie, sur notre porte : « Mort aux traîtres ». Dès la classe de l'après-midi, je remis à mon élève un billet pour son père : je demandais à celui-ci de venir me voir d'urgence. Effectivement, je me trouvais encore dans mon bureau quand il se présenta. Il s'agissait d'un commandant d'aviation attaché à l'Etat major. Je lui relatai les faits. Il n'essaya pas un instant de contester mes dires. Mais, il me proposa de l'attendre dans mon bureau car il allait chercher son fils et revenir avec lui. Je n'oublierai jamais la scène qui allait se dérouler moins d'une demi-heure après.

Le père fit subir à son fils un véritable interrogatoire policier, multipliant les claques, les coups de poing et de pied. Finalement, ce dernier finit par avouer, disant qu'un individu qu'il ne connaissait pas l'avait abordé à la sortie de son établissement scolaire et l'avait incité à commettre cet acte. Alors, l'officier devint fou de rage, il s'acharna sur le

3. Il avait été créé un corps spécial d'instructeurs pourvus du simple B.E.P.C. que j'ai déjà évoqué. A partir de 1958, on procéda à un recrutement massif de ces jeunes qui furent placés dans les classes sans aucune formation sérieuse préalable.

gosse, refusant de croire à son ignorance concernant le nom du personnage, exigeant qu'il reconnaisse s'être laissé entraîner dans l'O.A.S. ... J'avais une très grosse règle d'acier sur mon bureau ; il s'en saisit et se mit à l'en frapper de toutes ses forces, à tel point que je constatai, par la suite, qu'elle avait été tordue ! Je dus m'interposer car cela devenait odieux et dangereux. L'adolescent dut me demander pardon à genoux, mais il ne cita aucun nom. Le père me quitta avec des excuses, m'affirmant qu'il n'en resterait pas là avec son fils.

Je donne ces détails pour montrer l'atmosphère dans laquelle nous avons vécu, dans les années 1961 et début 1962. Je ne vais pas énumérer les événements de cette période historique ; ils sont connus : aggravation de la guerre devenue totale, folie collective ayant gagné une bonne partie du peuple pied-noir terrorisé par les excitations de l'O.A.S., une O.A.S. bien structurée, dirigée par des aventuriers bénéficiant de hautes complicités et prêts à tout, putschs militaires, etc. C'était l'époque des concerts de casseroles, des explosions, des mitraillades, des assassinats multiquotidiens...

Notre quartier, de par sa population, de par son implantation, se trouva un peu en marge de toutes ces horreurs. Notre plus grand risque était finalement d'en sortir pour faire nos courses.

Au moment du putsch militaire, par exemple, nous n'en connaissions les péripéties que grâce à l'écoute de Radio Alger et par les échanges d'informations, entre collègues.

Il n'y eut qu'une seule expédition de l'O.A.S. dans le quartier appuyée par la petite équipe de jeunes dont j'ai parlé ; un commando réussit à voler les armes du poste de police... et aussi la ronéo de notre école. C'étaient nettement des gens de la Concorde. Cette même nuit, ils enfermèrent le boucher algérien dans son réfrigérateur où il trouva une mort horrible. Mais, quelques jours après, tous ces jeunes gens furent arrêtés par la police militaire. Cela paraît incroyable, mais cette dernière opération fut menée grâce à une sorte d'accord tacite entre le F.L.N. et l'Armée française. Le F.L.N. avait pu obtenir la liste complète du groupe O.A.S. et s'était arrangé pour la communiquer à certains éléments de l'Armée ! Depuis, nous n'entendîmes plus parler de l'O.A.S. dans les limites de la Concorde.

Nous entendions, néanmoins, les explosions et les mitraillages dans les quartiers voisins, tout près du nôtre. Plusieurs nuits de suite, on tira sur nos immeubles depuis les hauteurs d'une carrière se trouvant non loin de là. Les ultras y avaient installé une mitrailleuse lourde. Fort heureusement, de leur lieu de tir, ils ne pouvaient atteindre qu'un mur de notre bâtiment ne comportant aucune fenêtre. Cela se passait la nuit. Le matin, nous pouvions compter les traces d'impacts des balles. Puis, l'offensive changea de camp : aux concerts des casseroles succédèrent les you-yous clamés par des milliers de femmes algériennes se répercutant au loin dans la nuit.

Nous avions continué à entretenir des relations avec un moniteur de colonie de vacances que j'estimais. Or il se trouva que Zérar accéda, dans

ces moments cruciaux de la guerre, à la responsabilité de chef de zone politico militaire du F.L.N. Situé essentiellement au quartier de la Redoute, son territoire s'étendait jusqu'à la Concorde. Il s'agissait d'un garçon pondéré, très ouvert, très proche de nous. Il s'est employé, dans la mesure de ses possibilités à orienter des actions vraiment positives évitant toute violence inutile. Il constituait pour nous un contact sérieux avec les éléments F.L.N. du quartier.

Depuis les débuts des grandes agitations, nous avions cotisé pour faire placer une porte blindée à l'entrée de notre immeuble et, à tour de rôle, un collègue était chargé de la surveillance des lieux.

Depuis 1960, j'avais repris les relations avec le Parti communiste algérien. Des jardiniers municipaux entretenaient nos espaces verts. Un employé jouant le rôle de factotum dirigeait ces travaux et s'occupait aussi des petites réfections. Il exerçait déjà cette fonction dans l'ancienne commune de Birmandréis avant son rattachement au Grand Alger. M'ayant trouvé seul dans mon bureau, il me fit connaître son appartenance au Parti et m'annonça qu'il avait été désigné pour me contacter. Pierrot, ainsi l'appelait-on, avait comme tâche de me transmettre des directives, du matériel et de recouvrer des fonds. Cela malheureusement ne dura pas bien longtemps. Je pus disposer de quelques « Libertés » clandestines, mais jamais de matériel ni de directives. Pourtant, un certain jour, Pierrot me donna comme instruction d'avoir à me rendre dans une rue joignant le Champ de manœuvres à la rue Michelet. A la hauteur de l'ancienne usine à gaz, à une heure déterminée avec précision, je devais rencontrer un camarade connu, ancien de Lodi comme moi.

Mon épouse ne voulut pas m'y laisser aller tout seul. Nous nous trouvâmes donc tous deux au lieu et à l'heure indiqués. Mais personne de notre connaissance ne s'y trouva. Nous fîmes le va-et-vient plusieurs fois en vain. Dans ces conditions, comme il est recommandé dans ces cas-là, nous n'insistâmes pas : l'absence du contact devait signifier une situation anormale. Nous nous éloignâmes donc, après bien des détours, craignant d'être suivis... Nous n'avons jamais su ce qui était arrivé... Et je n'ai jamais revu Pierrot... Nous étions de nouveau coupé du parti.

Un autre incident grave vint nous inquiéter. Notre plus jeune fille Joëlle, depuis notre installation à la Concorde, fréquentait le Collège d'enseignement général de Birkadem, agglomération située à quelques kilomètres de chez nous, sur la route de Blida. Elle s'y rendait en bus, partant le matin vers 7 heures 30 et revenant en fin d'après-midi. Elle mangeait à la cantine, à midi. Elle prenait le bus sur la place de Birmandreis et faisait le voyage en compagnie d'une condisciple algérienne qui était son amie.

Il se trouva que ses camarades préférées étaient toutes des Algériennes. Or, la grande majorité des élèves était des Pieds-noirs et lorsque la situation devint très tendue, elle subit tout d'abord des vexations, puis on passa aux menaces. Il fallut même que des élèves algériens assurent sa protection au cours des voyages.

Un certain jour de février 1962, alors que je me trouvais dans l'école, un garçon frappa à la porte de notre appartement où se trouvait mon épouse. Il venait de lui faire connaître que Joëlle était en danger de mort. C'était un jeune pied-noir qui quoique faisant partie de l'O.A.S., n'acceptait pas ce genre d'horreur. Il affirma avoir assisté à une réunion au cours de laquelle, la décision avait été prise et conseillait à la maman de la garder à la maison. Nous savions, par Joëlle, que beaucoup de ces jeunes gens étaient armés et venaient en classe avec leurs armes. Les collègues du C.E.G. de Birmandreis-centre nous disaient qu'il en était de même dans leur établissement.

Ce fut un choc pour Lili. Mais, elle ne s'affola pas et essaya de convaincre le jeune garçon du mauvais état de santé de Joëlle : elle lui montra toute une série de médicaments utilisés en psychiâtrie, appartenant à sa sœur, qui elle malheureusement était en traitement pour une dépression nerveuse grave. Il partit, ébranlé.

Joëlle, que nous attendions avec angoisse, arriva à l'heure habituelle et nous confirma l'atmosphère qui régnait dans son école. Nous prîmes la résolution de ne plus l'envoyer en classe. Dès le lendemain matin, je téléphonai au directeur, Mr Benblidia qui m'approuva, me faisant connaître que lui-même était menacé... D'ailleurs quelques jours après, j'appris qu'il avait disparu et était allé se cacher en lieu sûr. Je devais le retrouver en 1963, à Alger, il exerçait alors les fonctions de premier Inspecteur d'académie de l'Algérie indépendante. ... Il est certain qu'il doit la vie à sa fuite. Son école était située en plein centre de l'agglomération de Birkadem où vivait une population très importante de Pieds-noirs dans un environnement de moyens colons prêts à tout.

Notre malheureux collègue, directeur de l'école des Sources voisine de la nôtre mais située au centre d'un quartier formé de nombreuses villas habitées par des Pieds-noirs, eut le tort de ne prendre la même décision. Il fut sauvagement abattu par un groupe de tueurs de l'O.A.S. devant tous ses élèves, alignés dans la cour, classe par classe, au moment de la rentrée de huit heures. On constate aujourd'hui que des éléments fascistes, pour alimenter leur campagne raciste, s'obstinent à exploiter la mort du regretté Monnerot, tué dans les Aurès en 1954 dans les conditions que j'ai décrites... or quelle commune mesure peut-il exister entre ces deux événements ? D'un côté, un groupe de montagnards surexcités, ignorants, pressés de tirer vengeance d'un caïd haï et mitraillant un Européen voulant s'interposer, ce drame se déroulant dans un lieu désert... et de l'autre, une équipe de tueurs organisés ayant prémédité et préparé leur coup, se présentant avec calme, en armes dans la cour de l'école, passant devant les élèves terrorisés et, en leur présence, criblant de balles leur victime, puis se retirant en toute tranquillité... et cela, tout simplement parce qu'ils ne pouvaient accepter un directeur d'école algérien !

En ce début de 1962, nous approchions du dénouement. Les groupes urbains du F.L.N. répondaient, coup pour coup, aux mitraillages et aux bombes de l'O.A.S. Alger vivait dans la terreur. Nos classes se vidaient, les

parents n'osant plus confier leurs enfants à la rue. C'était dans une telle situation que notre fils, Yvan faillit être tué. Alors que nous lui avions prêté notre voiture pour se rendre à une invitation, dans les environs, c'est du moins ce qu'il nous avit déclaré, nous ne le vîmes pas rentrer à l'heure fixée. Après de longs instants d'une attente angoissée, on frappa à la porte et un soldat se présenta à nous, nous disant : « Votre fils vient d'être victime d'un attentat, vous devrez vous rendre à la gendarmerie où l'on vous renseignera ! » La gendarmerie était très loin et il n'était pas question de sortir du quartier pour s'y rentre à pieds. Avec précaution, nous guettâmes depuis l'accès à la route et nous eûmes la chance d'apercevoir un taxi à vide qui rentrait sur Alger. Le conduteur arrêta son véhicule et nous interpella vivement : « Vous êtes fous, vous savez bien qu'aujourd'hui, l'O.A.S. a interdit toute sortie après cinq heures. Si vous êtes aperçus vous serez mitraillés ! »... Ce que nous ignorions totalement.

Il s'agissait d'un très brave homme. Nous lui exposâmes notre cas et il compatit à notre angoisse. Finalement, il accepta de nous emmener à la gendarmerie. Là, toutes les portes étaient barricadées. A force de frapper et de crier, nous vîmes s'ouvrir une petite lucarne, et un gendrame, sans se montrer, nous pria de passer notre chemin. Nous insistâmes et tout de même, une voix venue de l'intérieur nous conseilla d'aller nous adresser à la gendarmerie de Bouzaréa où l'attentat avait eu lieu... et la lucarne fut précipitamment refermée... Que faire ? Le chauffeur de taxi eut pitié de nous ; « Je vais vous conduire à Bouzaréa, nous dit-il, nous verrons bien »... Le trajet Birmandreis — Bouzaréa représente bien cinq à six kilomètres : nous ne rencontrâmes pas âme qui vive sur tout le parcours !

Les gendarmes de Bouzaréa se montrèrent plus courageux. On nous invita à entrer et l'on nous expliqua ce qui était arrivé. Notre fils avait commis l'imprudence de vouloir faire visiter à ses copains et copines les environs de Village Céleste où il avait vécu. Il pensait n'y courir aucun risque, nous dit-il après. Or, à la sortie d'un virage, des coups de feu claquèrent. Le conducteur du véhicule touché à l'épaule s'écroula, la voiture fit une embardée, quitta la route, dévala le long d'une pente fort heureusement sans se renverser et s'arrêta au fond d'un ravin. Le tireur avait disparu. Depuis quelques instants, mon fils avait passé le volant à un camarade : il ne fut même pas blessé. Tous les occupants s'étaient accroupis sur le plancher de l'auto et, à part le jeune garçon atteint d'une balle à l'épaule, ils ne souffraient que de quelques contusions. Ils se tinrent coi un long moment, s'attendant au pire. Or, le tireur devait être seul, il ne s'attarda pas sur les lieux.

Les jeunes réussirent à remonter sur la route où ils furent recueillis par une patrouille française. Bien entendu, les gendarmes nous demandèrent des explications : qu'allaient faire ces jeunes gens dans un lieu aussi désert ? Que pouvions-nous répondre, nous étions persuadés qu'Yvan ne s'était pas éloigné de notre quartier. Finalement, il avait été conduit au commissariat de police de Bouzaréa où on l'avait gardé. Il fallut s'y rendre... et une fois de plus, je pénétrai dans ce lieu que j'avais bien espéré

ne plus revoir. C'est avec ironie que les policiers nous présentèrent notre fils : ils se trouvait dans un triste état !... et passablement choqué. Nous pûmes le récupérer et le chauffeur de taxi qui ne nous avait pas abandonnés, nous ramena chez nous à la Concorde, sans incident. Nous devons beaucoup à ce brave homme, un pied-noir tout simple mais pourvu d'un grand cœur, un homme tel que nous devrions être tous.

Yvan fut vraiment perturbé par cette aventure. Il ne pouvait pas admettre cette attaque dans un quartier où il était bien connu. Il fit faire une enquête par notre ami Zérar. Il eut la certitude qu'il n'y avait eu aucun commando du F.L.N., ce jour-là, en ce lieu. Alors ?... On ne saura jamais qui avait tiré.

D'autre part, la vie de notre fils était tous les jours en danger. Il avait voulu occuper un emploi dans les services des Impôts et il devait se rendre, seul, à sa recette. Pour cela, il lui fallait sortir du quartier. A partir de janvier 1962, chaque trajet pouvait être mortel. Il eut la chance d'échapper au paroxysme des horreurs car il fut appelé sous les drapeaux et envoyé immédiatement en France pour y faire ses classes. Nous étions dès lors tranquilles à son sujet.

Nous ne pouvions pratiquement plus quitter le quartier. On avait bien signé, le 19 mars 1962, les accords d'Evian qui, officiellement devaient mettre fin aux combats. Or, l'O.A.S. redoublait d'activité. Les écoles furent fermées. Nous manquions d'informations : Zérar avait été remplacé dans ses fonctions.

CHAPITRE VI

A BLIDA ET A ALGER (1962 - 1965)

FIN DE LA GUERRE — NAISSANCE DE L'ALGÉRIE NOUVELLE AU LYCÉE DE BLIDA A L'INSPECTION ACADÉMIQUE D'ALGER

Devant ces incertitudes, nous décidâmes de resserrer notre famille à Blida où s'étaient déjà repliés nos beaux-parents et où vivaient trois de leurs enfants. Mon beau-père avait été menacé par les ultras de Tizi Ouzou. Déjà, en 1957, alors qu'il était âgé de 75 ans, il avait été arrêté par la police, gardé quelques jours sur place, en prison où on le fit assister aux supplices infligés à de malheureux Algériens. On le menaçait, bien sûr, de « lui en faire autant » s'il ne parlait pas... Puis, il fut transféré à la « Villa des oiseaux », à Bouzaréa et pendant plus d'une semaine, il ne fut presque pas nourri et passa ses nuits face à une violente lumière intermittente qu'on projetait sur lui. Il ne varia pas dans ses déclarations : « Oui, il était un militant communiste depuis toujours, adhérent d'un parti légal. Son parti avait été dissout et depuis, il ne savait plus rien et n'avait plus revu aucun camarade... »

Finalement, il fut ramené à Tizi Ouzou et relâché, mais le traumatisme subi pendant ces quelques mauvais jours pesèrent lourd sur sa santé physique et sur son moral ; ils lui firent perdre plusieurs années de sa vie.

Ma belle-mère nous avait trouvé une villa libre à la location, dans sa rue, en dehors de la ville de Blida. Nous nous y installâmes vers la fin du mois de mai 1962. Et c'est là que nous vécûmes les derniers jours de la guerre. L'O.A.S. finit par s'effondrer laissant les Pieds-noirs face à leur désespoir...

Nous assistâmes au reflux sur Blida de la plupart des Européens habitant les fermes et les villages de la région. C'était un véritable exode. Des familles entières campaient dans les cours des écoles, sur le terrain d'aviation militaire. C'était un spectacle navrant. La peur marquait tous les visages et on y lisait surtout l'inquiétude : que leur réservait l'avenir ?

Ils avaient tout quitté en hâte, abandonné leur maison, leurs vieux objets. Ils allaient être privés de leur horizon familier, de leurs habitudes, de tout de qui faisait leur existence : leur Algérie, persuadés qu'ils étaient chez eux car ils avaient cru aux mensonges forgés pendant un siècle et demi par des affairistes et des politiciens criminels. Je ne cesserai de clamer que les Pieds-noirs ont été les victimes d'un crime historique.

Et c'est avec angoisse et colère que Lili et moi considérions ces pauvres gens, auparavant si gais, et qui aujourd'hui, se trouvaient accroupis, à même le sol, derrière des valises et des ballots, tristes et découragés. Nous avions vu des images d'exodes, ailleurs, en Europe par exemple, mais c'était des images... Tandis que là, il s'agissait d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards bien réels. Nous avions la conscience claire des réalités historiques ; cette vision ne pouvait que renforcer nos certitudes concernant les effroyables responsabilités qui pèsent sur tous les grands dirigeants politiques de la France bourgeoise et sur tous les gros profiteurs de la colonisation de ce pays installés soit en France, soit en Algérie même. Ils ont bâti d'immenses fortunes grâce aux spoliations des richesses algériennes, à l'exploitation du peuple algérien et à la duperie dans laquelle ils ont enfermé le peuple pied-noir qui était, lui aussi, leur victime.

Quant à eux, bien nantis, ils ne se trouvaient certes pas parmi ces pauvres réfugiés n'emportant que quelques paquets. Les uns continuaient leur vie de luxe à Paris ou ailleurs... les autres avaient quitté l'Algérie, ayant mis leurs capitaux bien à l'abri.

Les troupes françaises étaient toujours là, mais on ne les voyait guère ; leur présence s'était faite très discrète. Nous savions que dans les montagnes dominant Blida, les unités de l'A.L.N. se regroupaient, s'organisaient pour jouer leur rôle, dès que la proclamation de l'Indépendance interviendrait. Les moudjahiddines ne se cachaient plus, de grands feux brillaient, chaque nuit, sur les pentes, signalant l'emplacement de leurs campements. Les tam-tams et les r'aïtas [1] clamaient leur joie.

Pendant ce temps, notre rue se vidait de sa population pied-noir. Les unes après les autres, les familles se décidaient au départ. A vrai dire, cependant, aucune menace directe ne leur était adressée. Rien ne laissait prévoir que les accords d'Evian ne seraient pas respectés. Sur le plan de leur sécurité, ils savaient que l'Armée française ne serait retirée d'Algérie que par paliers successifs et qu'elle pourrait les protéger. Il faut reconnaître que les populations algériennes vivant dans le voisinnage, comme celles de toute l'Algérie, étaient profondément marquées par ces huit années de guerre ayant constitué la pire période du régime colonial qu'elles avaient subi. Les crimes de l'O.A.S., ajoutés aux répressions policières et militaires avaient provoqué en retour terreur et haine. Aussi, bien entendu, les

1. R'aïta : instrument de musique à vent ayant la forme d'une courte clarinette et produisant un son rappelant celui de la cornemuse.

visages n'étaient pas empreints de sympathie lorsque des Algériens croisaient des Pieds-noirs, dans notre rue.

Mais, pour ce qui est des habitants des villes et, d'après leurs déclarations, pour nos voisins du quartier, je ne crois pas que ce soit la peur que les ait fait partir. Non, ils avaient perdu « leur » Algérie... celle qui allait naître ne serait plus la leur. Quel rôle pourraient-ils y jouer ? Ils entrevoyaient, de plus, le chaos, la faillite de l'économie, la misère... la fin de leur « petit paradis ». Alors, à quoi bon rester !

Lorsqu'arriva le 1er juillet 1962, nous n'étions plus, dans notre environnement, que trois ou quatre familles européennes. Ce jour-là, nous allâmes voter à la mairie de Blida où nous étions inscrits. Le scrutin se déroula dans le plus grand calme et dans l'ordre. Bien entendu, notre famille plaça dans l'urne le bulletin « oui » à l'Indépendance. C'était pour moi, la consécration de toute une partie de ma vie, celle qui avait commencé un certain matin de décembre 1931, jour de mon arrivée en Algérie.

Dès le soir, les fêtes débutèrent. Elles durèrent plusieurs jours, l'enthousiasme devant atteindre son paroxysme après l'annonce de la proclamation de l'Indépendance, le 3 juillet, et surtout au cours de la journée du 5 juillet 1962. Ce jour-là, je me rendis sur l'un des boulevards de Blida que devait parcourir le défilé militaire et civil prévu pour la célébration de la victoire. Ce fut du délire. Les moudjahiddines, en tenue de combat et bien armés, passèrent en bon ordre, follement acclamés. Avec étonnement, j'aperçus quelques armes lourdes placées sur des véhicules, y compris des petits canons. C'est plusieurs milliers d'hommes qui défilèrent ainsi. Ils furent suivis d'une foule énorme au-dessus de laquelle foisonnaient banderolles et drapeaux. Toute la ville disparaissait derrière une multitude de drapeaux couvrant toutes les maisons. C'est tout un peuple qui retrouvait sa dignité, son identité dans la fierté symbolisée par cette floraison de couleurs verte et blanche surchargées de l'étoile et du croissant rouges.

J'étais, à mon emplacement, le seul Européen, au milieu de la haie de curieux se pressant sur le trottoir. Personne ne me connaissait. Pourtant, je n'ai pas éprouvé, un seul instant, la moindre crainte. D'ailleurs, je n'ai discerné aucun regard hostile, aucune attitude menaçante. Au contraire, mes voisins immédiats, manifestement, m'observaient avec sympathie, fiers, je crois, de voir un Européen assister à leur cérémonie et conscients aussi d'avoir affaire à un ami car mes sentiments devaient apparaître ouvertement sur mon visage... J'ai eu, au cours de cette période, l'occasion de rencontrer des Algériens nous exprimant leur reconnaissance du fait de ne pas être partis, d'être restés parmi eux. Nous verrons que les quelques cas de brimades ou même de menaces subies par certains de nos compatriotes étaient suscités par la cupidité d'individus malhonnêtes ne songeant qu'à la rapine et décidés à profiter des circonstances pour s'enrichir par tous les moyens.

Cette fête ne pouvait durer éternellement. Les réalités allaient surgir rapidement. Le pays était désorganisé par le départ massif des Pieds-Noirs. Comment pourrait-il survivre ? Comment pallier, dans l'immédiat, le manque de cadres, de techniciens, d'ingénieurs... Comment s'organiserait le maintien de l'ordre ?

La plupart des Pieds-Noirs avaient prévu qu'après leur départ, rien ne pourrait fonctionner en Algérie : les centrales électriques, pensaient-ils tomberont en panne, les trains ne pourront plus rouler, Alger sera privée d'eau et de gaz, les vols et les pillages ne seront pas réprimés...

Or, nous vécûmes les mois de juillet, d'août, de septembre 1962... et rien de tout cela ne se produisit ! Au cours de ces mois, comme dans les années qui suivirent, nous n'avons jamais manqué de rien : pas une seule panne de courant électrique, pas une coupure d'eau, pas de pénurie d'essence, un ravitaillement normal en fruits, légumes, viandes... etc. Donc, l'Algérie vivait. Le départ de près d'un million de Pieds-Noirs n'avait pas provoqué une apocalypse !

Cependant, il est certain que les fêtes passées, les Algériens commencèrent à faire leurs comptes. Dans l'esprit de beaucoup de gens, l'indépendance signifiait plus de dignité, certes, mais aussi une vie matérielle plus facile, la possession de plus de richesses. Et les moins honnêtes, les plus impatients ne tardèrent pas à se manifester. Ils s'attaquèrent aux biens laissés vacants par les Pieds-Noirs. Ces maisons abandonnées, ces voitures traînant de-ci de-là attisèrent les convoitises. Vers le mois d'août, on peut dire que ce fut une ruée sur tout ce qui pouvait être accaparé. Les Pouvoirs publics algériens n'étaient pas encore organisés. A Blida, par exemple, on changea de sous-préfet un nombre invraisemblable de fois. Dans ces moments d'indécision, de confusion régnèrent les conflits d'influence entre tendances, entre familles. Ce fut une période bénie pour les malfaiteurs et les spéculateurs. On a cité un riche bourgeois de Blida qui avait réussi à s'approprier des centaines et des centaines d'hectares de bonnes terres... Il devra rendre gorge, un peu plus tard...

Nous assistâmes à des spectacles désolants. L'un des plus grands boulevards de Blida devint un immense marché aux puces. Entre les vieux platanes qui le bordent, une multitude de « marchands » avait accumulé les objets les plus hétéroclites : meubles, ustensiles de cuisine, appareils ménagers, vaisselle, boules de pétanque ; ... et, ce qui était particulièrement choquant, des portraits de famille...

Il ne resta bientôt plus aucune villa vide dans notre quartier. Certaines avaient été requises au profit de combattants valeureux, quelques unes avaient été louées ou vendues par des propriétaires pieds-noirs avant leur départ. Bien entendu, dès septembre les loyers ne furent plus payés. Mais un grand nombre d'autres avaient été occupées tout simplement en défonçant la porte !

Ce n'est qu'en mai-juin 1963 que ce problème d'occupation d'appartements trouvera un commencement de solution par la création

d'une administration des « Biens Vacants » s'appuyant sur une législation spéciale... Mais, bien des « défonceurs » de portes resteront en place avec un statut de locataires réguliers.

Il faut bien dire qu'en ces mois de confusion, des malins se sont bâtis des fortunes importantes, d'autres se sont imposés à des postes de direction de haut niveau. Dans la région de Blida, j'ai connu des Algériens qui, possesseurs de certains capitaux acquis on ne sait comment, ont acheté à bas prix aux Pieds-Noirs en instance de départ des propriétés, des villas, des immeubles, des commerces... Une bourgeoisie est née ainsi, brusquement, qui ne peut que freiner l'avancée vers l'extension des formes socialistes d'économie.

Le P.C.A. était redevenu légal. Mais que représentait-il exactement dans le pays ? A Blida, j'avais repris le contact par l'intermédiaire d'Abdelkader Babou. J'assistai, en début d'année 1963, à un meeting : Larbi Bouhali s'y trouvait. Il s'attacha à démontrer qu'un P.C.A. puissant avait un grand rôle à jouer, qu'il fallait veiller à la défense des couches laborieuses ce qui ne pouvait être garanti que par l'existence d'un parti communiste fort. La salle devait contenir quelques cent cinquante à deux cents personnes. C'était maigre pour une ville comme Blida. Ce fut, à ma connaissance, l'unique manifestation publique que put organiser le P.C.A. dans la région. J'avais eu l'occasion de bavarder avec Larbi Bouhali ce qui me fit un grand plaisir : je ne le reverrai jamais plus...

Quelques jours après, Abdelkader Babou me demanda d'assister à une réunion devant se tenir au domicile de nos camarades Domergue. Ceux-ci étaient de retour en Algérie d'où ils avaient été expulsés quelques années aurapavant. Domergue est un camarade instituteur, militant actif et courageux ; son épouse, malgré la charge de plusieurs enfants a mené aussi une action méritoire.

Nous nous trouvâmes seulement quatre participants : les Domergue, Babou et moi... Abdelkader fit un court exposé de la situation et arriva à la conclusion qu'il convenait de mettre sur pieds une cellule « européenne » du P.C.A. J'exprimai immédiatement mon désaccord avec cette formule, n'acceptant pas le principe d'un parti communiste organisé sur une base raciale. Et je développai mon point de vue sur notre place et notre rôle dans l'Algérie de 1963. Pour ce qui me concernait, mon adhésion au P.C.A., dans le passé, était basée sur l'idée que nous nous faisions du problème algérien. Nous étions, d'après nous, des Algériens, dans un Parti communiste algérien, nous nous y trouvions parfaitement à l'aise.

Or, l'histoire maintenant avait tranché. Nous ne pouvions plus nous considérer comme des Algériens. Personnellement, il ne m'était pas possible d'accéder à une culture arabo-islamique et je ne le souhaitais nullement. Il y avait aussi le problème de nos enfants et de leur avenir. L'Algérie nouvelle ne sera pas plurinationale, le départ des Pieds Noirs ayant réglé cette question. Donc, nous devions nous considérer comme des Français, amis du peuple algérien, volontaires pour apporter leur aide dans cette période difficile de l'histoire du Pays. Mais, dès juillet 1962, il

était clair que, pour toutes sortes de raisons, la plupart d'entre nous allaient être amenés à rentrer en France à partir du moment où des cadres algériens pourraient assurer la relève.

Il était certain que des relations fraternelles subsisteraient avec nos camarades algériens. Nous étions prêts à les soutenir par une participation financière, mais désormais, je me considérais comme un communiste français se préparant à rejoindre son parti en France. Je refusai donc mon rattachement à une cellule du type proposé.

Domergue, avec sa fougue habituelle, combattit mon point de vue, mais ne put me convaincre. Pendant toute ma présence à Blida, j'entretins d'excellentes relations avec Babou, Hanafi et d'autres camarades algériens. L'un d'eux, responsable de l'Union locale des syndicats U.G.T.A., seule centrale syndicale tolérée me demanda d'y adhérer et je possède encore ma carte syndicale que je garde comme un souvenir. Nous allâmes, un jour, avec ma voiture chercher à l'aéroport de Bar Deida (Maison Blanche) un couple algérien venant de Paris. Il s'agissait d'un ouvrier typographe et de son épouse. Abdelkader Babou, en effet, avait fait le projet de créer à Blida une librairie et une imprimerie.

D'après certaines informations, cet ancien membre du Bureau politique du P.C.A. aurait cessé ses relations avec nos camarades qui poursuivent le combat amorcé par notre P.C.A. sous une forme appropriée aux circonstances.

Il faut lier à cet épisode, la situation d'un camarade pied-noir très méritant, membre du comité central du P.C.A. : Célestin Moréno. C'était un compagnon de travail de Babou. Avec un autre copain, Hanafi, tous trois avaient bâti leur villa dans le même coin de Blida. Jusqu'à la période de la clandestinité, ils étaient donc très près les uns des autres tant sur le plan politique que sur le plan amical.

Moréno qui avait participé à la colonie de vacances du Mizab, avait été arrêté, atrocement torturé, condamné à une lourde peine de prison. Après sa libération, il espérait que sa position de victime de la répression et de participant actif à la lutte anticolonialiste le feraient bénéficier d'une certaine considération tant au dépôt du chemin de fer qu'il avait rejoint que dans son quartier. Lui et son épouse avaient fait de gros efforts pour s'algérianiser, parlant couramment la langue arabe, ils ne fréquentaient que des Algériens.

Or, ils éprouvèrent, en 1963, une énorme déception. Se trouvant être le meilleur et l'un des plus anciens techniciens, il avait posé sa candidature au poste de chef du dépôt de Blida. Il constata rapidement à quel point cette légitime ambition souleva à son encontre l'animosité de nombreux collègues algériens. Comme sa demande ne pouvait pas être ignorée, on lui fit subir un examen. Il fut convoqué à Alger où il comparut devant un jury composé d'ingénieurs français, tous membres de l'O.A.S. restés en Algérie dont il avait eu à souffrir avant et pendant la guerre. Bien entendu, ils le jugèrent inapte !...

A sa place, fut désigné un de ses collègues algériens notoirement moins capable... Et au lieu de la considération, ce furent des brimades qui s'abattirent sur lui. Cette déception s'ajoutant aux séquelles des tortures qu'il avait subies altéra gravement sa santé. Alors qu'ils avaient sollicité la nationalité algérienne, les Moréno durent quitter le pays. Je crois que cet exemple est typique du drame vécu par les communistes pieds-noirs qui avaient cru, avec une bonne foi absolue, être des Algériens à part entière et qui se sont sacrifiés, pendant la guerre de libération pour la naissance de cette Algérie qu'ils voulaient si belle, si juste...

Les Moréno n'avaient pas assisté à la réunion tentée par Babou : ces anciens camarades et amis ne se parlaient plus. L'amertume des Moréno, je le crains, les a marqués pour toute leur vie. Qu'ils soient assurés, si d'aventure ils lisent ces lignes, de ma sympathie et de mon amitié ainsi que celles de ma famille.

Il est un problème sur lequel je veux revenir, c'est celui des brimades, des agressions voire des assassinats visant des Pieds-Noirs, au moment de l'indépendance. Les associations de rapatriés font état de disparitions. Je n'ai pas, en tête, les chiffres publiés à ce sujet, mais ils me paraissent confus, imprécis. Car, si l'on parle de disparitions, par exemple, il convient de les situer à des dates très précises. Il est clair que tout événement de ce genre survenu avant la fin juin 1962 s'inscrivait dans le cadre d'une guerre qui durait encore : ce n'est que le 17 juin que l'O.A.S. a déclaré vouloir cesser le combat. Or, cette déclaration n'impliquait pas une date dûment publiée à laquelle toutes les armes devraient se taire. Il a pu y avoir des accrochages de dernière heure et ceci presque jusqu'au 1er juillet et peut-être au-delà, si l'on tient compte de l'existence d'irréductibles de part et d'autre.

Notre expérience personnelle à Blida et dans sa région, nous a montré qu'on y a connu relativement peu d'affaires très graves... et pourtant, l'anarchie administrative y a régné pendant près d'un an. Le seul assassinat qui me reste en mémoire, survenu peu après ou au moment de l'indépendance, fut celui d'un fils de colon de la région de Boufarik. Il avait été tué dans sa propriété qu'il avait voulu revoir : sa famille habitait Blida. Il y eut certes des attentats mortels, mais cela se passait pendant les affrontements O.A.S. — F.L.N. jusqu'au delà de la mi-juin 1962.

Il y eut aussi la « disparition » d'une famille entière... la nôtre ! ! Ceci vaut d'être conté et s'est passé vers le milieu du mois de juillet 1962. Notre fille Colette, mariée en 1958, avait suivi son époux à Mostaganem où il effectuait son service militaire. Elle avait exercé ses fonctions d'enseignante dans une petite école perdue au flanc d'une montagne voisine, au plus fort de la guerre. Elle y montait, seule, chaque matin pour en revenir le soir, laissant son bébé à la garde d'une jeune algérienne. Or, les combats se multipliaient dans cette région. Elle vivait dans des transes perpétuelles s'ajoutant aux inquiétudes connues au foyer de ses parents. Elle craqua : et débuta pour elle une longue maladie dont elle se relève difficilement, plus de trente ans après.

Nous étions partis de Blida pour aller chercher Colette et son bébé : son mari avait reçu une autre affectation. Je rappelle que l'Armée française se trouvait encore en Algérie qu'elle n'évacuera totalement que plusieurs mois plus tard. Le voyage aller, en voiture, se déroula tout à fait normalement. Nous ne demeurâmes que deux jours à Mostaganem et prîmes le chemin du retour avec nos deux filles et notre petit fils. Il nous fallait suivre la vallée du Chéliff et passer par Orléansville (Al Asnam) après avoir rejoint la route Oran-Alger.

Or, arrivés à une vingtaine de kilomètres d'Orléansville, nous nous heurtâmes à une importante force militaire algérienne qui barrait la route. On y distingait de nombreux engins blindés. Un officier s'avança vers nous. Il paraissait très excité. D'un ton furieux, il nous cria ; « Que faites-vous ici ? Etes-vous fous ? Vous ne voyez pas qu'on va se battre ? » Effectivement, nous aperçûmes des barbelés coupant la route, des mitrailleuses pointées dans la direction d'Orélansville, des tirailleurs couchés dans les champs environnants, leurs fusils prêts à tirer.

Nous étions stupéfaits. Rien ne nous laissait prévoir cette situation. Après quelques minutes d'explications, l'officier levant les bras au ciel, nous dit d'un ton radouci : « C'est de la folie. Bon. Passez vite et ne trainez pas. Quittez le secteur s'il en est temps encore. Mais vous aurez affaire aux autres, en face, je ne réponds de rien ! »

Je démarrai en trombe, coupant à travers champ pour dépasser les barbelés et fonçai à toute vitesse vers Alger. Et environ cinq ou six kilomètres après, nous revîmes le même spectacle : barbelés mitrailleuses et des soldats qui, eux, avaient creusé des tranchées. Il s'agissait d'une autre unité militaire algérienne. Là, ce fut un jeune officier qui nous aborda et sans perte de temps, nous fit franchir le barrage et nous fit signe de démarrer rapidement.

Nous étions donc passés entre deux armées algériennes prêtes à s'affronter. Nous roulions maintenant entre des séries de petits mamelons... Or, toutes les pentes étaient couvertes de femmes portant des banderolles, faisant retentir tout l'environnement d'un immense concert de « You yous »... Elles se dirigeaient en courant au devant des militaires, formant de nombreux cortèges. Leurs banderolles, leurs cris clamaient : « Assez de sang ! Frères, ne vous battez pas ! »... Effectivement, elles parvinrent à s'interposer entre les deux armées les obligeant à négocier au lieu de s'entretuer.

Nous apprîmes qu'il s'agissait de l'armée de Boumédiène venant du Maroc, bien pourvue en matériel et qui, en fait, ne s'était jamais battue. Elle était entrée en Algérie et se dirigeait sur Alger. Or les chefs des autres Wilayas, en particulier ceux de la Wilaya IV couvrant l'ouest algérois, craignant un diktat imposé par un chef s'appuyant sur une telle puissance militaire, voulaient la confiner dans l'ouest du pays et lui interdire son installation autour de la capitale. C'était un aspect des luttes de tendances et de personnalités qui ont souvent agité les mouvements nationalistes. Les structures définitives et le gouvernement algérien qui sera bientôt formé

naîtront de compromis, de manœuvres occultes, de dosages, de purges aussi. En fait, l'armée Boumédiène put passer, s'installer aux environs et dans Alger même et, il est certain qu'elle pesa d'un grand poids dans la mise en route de la nouvelle Algérie.

Pour ce qui nous concerne, nous arrivâmes sans encombre à Blida. La journée du lendemain fut employée à faire des courses et à rendre visite à notre parenté. Puis, le soir, nous nous installâmes devant la télévision. Or, quelle fut notre stupéfaction lorsque nous entendîmes le journaliste donnant les informations en langue française qui déclarait : « Nous apprenons la disparition dans la région d'Orléansville d'une famille composée de cinq personnes : M. et Mme Donnat, leurs filles Joëlle Donnat et Colette Galléa et le jeune bébé Hervé Galléa. Cette famille n'a pas rejoint son domicile à Blida. Des recherches sont entreprises... »

Dès le matin suivant, je me rendis au Consulat de France pour protester. Je téléphonai à Radio Alger. Puis, je constatai que l'information avait été publiée dans les journaux quotidiens. Je leur adressai immédiatement un démenti avec l'exigence de publier une rectificatif dès le lendemain. Il y eut pire, la même information fut reprise par la grande presse, en France. Mon frère, d'autres parents crurent à notre mort et entreprirent des démarches auprès du gouvernement français. Notre fils Yvan, alors sous les drapeaux avait été envoyé dans le Constantinois après le cessez le feu. Son colonel le convoqua dans son bureau pour lui annoncer « la triste nouvelle ».... avec les précautions d'usage ! Il lui accorda une permission de huit jours à passer à Blida pour venir s'informer. Il fit donc le voyage dans l'état qu'on imagine... pour nous trouver, tranquillement installés à la maison !

Nos démentis, nos rectificatifs ne parurent dans aucun journal, excepté « Alger Républicain ». Radio Alger, tant à la télévision qu'à la radio n'y fit aucune allusion. A cette époque-là presque tout l'ancien personnel français était encore en place.

Pourquoi ce refus de démentir une information notoirement fausse ? Ne faut-il pas y voir une intention d'alimenter une chronique destinée à porter préjudice à la jeune Algérie en laissant croire que les Français qui y étaient restés s'y trouvaient en danger permanent et n'étaient que des otages...

En tout cas, les statistiques concernant les « disparus » sont fausses... il convient, au moins, d'y soustraire cinq personnes !...

Les seuls dangers réels gravitaient autour des biens mobiliers et immobiliers, objets de convoitises. Les départs massifs avaient laissé une telle quantité de biens dits vacants qu'ils purent satisfaire l'avidité des plus malins et mahonnêtes. Il est vrai que certains tentèrent des manœuvres d'intimidation pour essayer de pousser des Pieds-Noirs au départ afin d'occuper leur logement. Un de mes belles-sœurs, en l'absence de son mari, a été l'objet d'un tel chantage : elle en fut traumatisée et ne s'en est jamais remise. Mais l'intervention de mon beau-frère, à son retour remit

les choses en place. Finalement, avant leur départ, plusieurs mois après, ils vendirent leur villa, à bas prix, malheureusement.

Cependant, il ne faut pas généraliser de tels cas, ils furent dans l'ensemble assez limités. Dans mon quartier, je n'ai connu aucun des Pieds-Noirs encore présents après juillet 1962 qui ait subi de graves préjudices ou des menaces précises.

Mon beau-père et ma belle mère se sont plaints quelques fois de moqueries émanant de petits voyous. Ils logeaient dans une petite villa située au bout de la rue et en possédaient une autre, proche de chez nous qu'ils avaient louée à un Européen avant l'indépendance. Lorsque ce dernier partit, ils trouvèrent un locataire algérien. Tout se passa très bien dans les premiers mois, puis commencèrent des palabres au sujet de réparations. Le loyer ne fut plus payé et l'occupant menaça de prendre possession des lieux à son compte.

J'écrivis une lettre à Amar Ouzegane, ancien dirigeant du P.C.A. qu'il avait quitté au début de la guerre. Il était alors ministre du gouvernement Ben Bella. Elle lui fut remise, en mains propres, par mon épouse et ma belle mère. Elles furent reçues à bras ouverts. Amar avait été souvent hébergé chez les Caracéna à Tizi Ouzou... et il s'appliqua à leur rappeler les bons souvenirs qu'il avait gardé de la famille et des séjours tizi ouziens.

Il les rassura et leur affirma que l'ordre public, progressivement, serait de mieux en mieux préservé et les malfaiteurs sévèrement punis. Il leur promit de régler promptement cette affaire et insista pour que la famille reste en Algérie. Elles furent très émues de cette gentille réception ; avant leur départ, Amar avait embrassé « Maman Caracéna » !

Le lendemain, un officier en arme se présentait chez mon beau-père. Ostensiblement, devant les curieux accourus, le militaire lui remit les clefs dont le locataire voulait s'accaparer et à très haute voix, il lui déclara : « N'ayez plus aucune crainte. Personne ne touchera à votre villa. Ici, vous êtes chez vous, vivez en paix ! ».

Les pauvres vieux demeurèrent encore quelques mois en ce lieu... Puis, les enfants envisagèrent leur rapatriement en France, au cours de l'année 1964. Il fallut vendre les villas ; cette vente s'effectua dans des conditions tout à fait normales et ils en obtinrent un prix très raisonnable. L'un de mes beaux frères vendit lui aussi sa villa dans de bonnes conditions et nous connaissons de nombreux amis qui réalisèrent la même opération. Le plus gros ennui, alors, consistait à transférer les fonds en France : tous y sont parvenus.

J'ai raconté tout cela car je veux montrer que la période de désordres a été désagréable, quelquefois inquiétante, mais elle n'a jamais pris un aspect de gravité tragique : on vivait tout de même dans l'Algérie des années 1963-64 dans une ambiance de sécurité suffisante... d'autant plus appréciable qu'on venait de subir les angoisses des années précédentes.

Dès août 1962, il me fallut songer à organiser notre vie familiale pour l'avenir immédiat. Nous ne souhaitions pas retourner à la Concorde. Nous nous y étions rendus fin juillet pour revoir les collègues et examiner l'état

des lieux. Je ne trouvai qu'un instituteur dans tout le bâtiment du personnel : Mr Hemdane. Je voulus visiter les locaux scolaires en excipant ma qualité de directeur. Ils étaient occupés par une unité de fidayin [2] regroupés en vue de leur intégration normale dans l'A.L.N (Armée de Libération Nationale). Il s'agissait d'une décision politique prise par les dirigeants du F.L.N. d'Alger désireux de posséder un appui solide au moment des discussions concernant l'organisation des nouveaux pouvoirs civils et militaires.

Or, ces fidayin s'étaient conduits en destructeurs dans l'école : tout le matériel scolaire que nous avions eu tant de peine à accumuler était saccagé, dispersé ou avait disparu, on avait même arraché le téléphone ! J'en fus indigné. J'avais déjà été assez mal reçu à mon arrivée dans les locaux. Cela ne m'empêcha pas d'exprimer ma déception à l'officer commandant le détachement. Je lui dis combien j'avais mis mon espoir dans l'avènement d'une Algérie nouvelle indépendante et que je trouvais scandaleux de voir ainsi les biens de peuple algérien détruits par ceux-là même qui devraient se faire un devoir de les protéger. J'ajoutai même qu'il s'agissait là d'un sale travail faisant partie des plans de l'O.A.S...

Cet officier assez peu cultivé aurait pu, en ce temps-là, dans un mouvement de colère, me faire passer un mauvais quart d'heure. Mais, je crois qu'il fut impressionné : il ne prononça pas une parole et me laissa m'en aller en m'observant pensivement. Je rejoignis mon collègue Hendame qui n'avait pas voulu m'accompagner dans l'école et lui fit part de ma rancœur. Je lui affirmai que je ne reprendrai pas la direction de l'établissement, m'étonnant qu'il ne soit pas intervenu quand avaient commencé les déprédations. Il me fit comprendre que les fidayin avaient eu, dès leur arrivée, des attitudes aggressives et que l'officier avait bien du mal à les contenir. Lui et sa famille ne pouvaient que se confiner dans leur appartement et éviter les contacts avec eux. C'était indiscutablement exact, que pouvait-il faire, en effet ?

Je pensai alors que nous avions eu raison de nous réfugier à Blida : dans la confusion des journées de fin juin début juillet comment aurai-je pu m'opposer à ces destructions ? Ma décision fut prise à ce moment-là, j'offrirai mes services pour la rentrée scolaire 1962-63, oui, mais dans un établissement de Blida. Je fus remplacé à la Concorde par Mr Hemdane.

Quelques jours après, je me rendis au lycée de jeunes filles de Blida pour y faire inscrire notre Joëlle alors âgée de quinze ans. J'y trouvai la directrice qui était restée sur place. Quand elle connut ma profession, elle me demanda avec insistance de l'aider à assurer la rentrée d'octobre et l'année scolaire à venir. Beaucoup de professeurs étaient partis et elle était très inquiète. Le lycée demeurait à la disposition de l'Ambassade de France et placé sous l'autorité d'un « Office culturel » qui avait été créé. La directrice avait toute latitude pour se procurer un personnel que l'office ne

---

2. Fidayin est le pluriel de fidaï. Les fidayin étaient les combattants agissant dans les villes.

pouvait lui promettre avec certitude. Je ne pouvais pas refuser et c'est ainsi que, pendant un an, j'allais faire fonction de professeur de français. On m'affecta trois classes de cinquième.

Mon gendre ayant été démobilisé fit un excellent professeur d'éducation physique : c'était un sportif et avait commencé des études pour acquérir cette formation qu'il gardera par la suite, après sa rentrée en France.

Finalement, au 1er octobre 1962, l'effectif du personnel enseignant du lycée était pratiquement au complet : des collègues instituteurs pieds-noirs, des retraités, des personnes compétentes dans leurs spécialités, quelques intellectuels algériens avaient bouché les trous. C'était un succès pour la directrice qui en était fière.

Le plus difficile, pour elle, fut le recrutement des élèves. Avant l'indépendance, la grande majorité des lycéennes étaient pieds-noirs. La plupart d'entre elles étaient parties. Pour la rentrée, il restait les Algériennes anciennes, quelques filles pieds-noirs : cela faisait bien peu. Alors, on ouvrit largement les portes du lycée aux filles algériennes de Blida et de la région. Ce fut une ruée ; la pauvre directrice eut bien du mal à faire un tri. On lui présentait des élèves de n'importe quel niveau et les parents se faisaient impératifs. Il fallut faire intervenir la sous-préfecture de Blida qui plaça une force de police à la porte de l'établissement.

Quand la mise en place fut terminée, on se trouva avec un nombre considérable de classes de sixième et de cinquième. A partir de la troisième, les effectifs devenaient squelettiques. Mais tous les cours furent assurés et toutes les matières enseignées.

Je m'adaptai assez bien à mes nouvelles fonctions. C'était une expérience enrichissante car j'assistais sur le tas, au démarrage d'un service public important. Bien sûr, le niveau des élèves était très bas, mais cela importait peu, c'était une nouvelle structure qui s'installait et quand, l'année suivante, le lycée devint algérien, il n'y eut aucune rupture. Les autorités académiques algériennes trouvèrent des élèves déjà rôdées aux formes de travail scolaire du second degré, un personnel en place suffisant, renforcé par des coopérants venus de France et d'ailleurs. Il leur restera à arabiser progressivement l'enseignement puis passer à l'étape suivante : la mise en application de programmes correspondant aux réalités et aux nécessités algériennes.

Cette année de transition a été importante car elle a évité, dans ce secteur, ce fameux chaos que certains souhaitaient. Et je crois qu'il a été utile de dire tout cela car la même situation a existé dans toutes les activités du pays et pratiquement, partout, les problèmes ont été résolus de la même manière. Les grands services publics, les grandes structures économiques n'ont jamais cessé de fonctionner, bien sûr non sans perturbations, mais il n'y a pas eu de rupture.

J'allais d'ailleurs approfondir cette expérience. Vers la fin de l'année scolaire, nous avions repris contact avec nos amis sortis de l'illégalité, de la prison ou de retour en Algérie en ce qui concerne les expulsés. Nous

retrouvions ainsi Constant Tiffou marié à Raymonde, notre vieille amie des année 1930-40, Jean Monacelli, François Moll, Siblot, Nondédéo... etc. Constant Tiffou avait été emprisonné, torturé. C'était un garçon sportif, actif, il fut maire communiste de la banlieue d'Husseindey où il avait conquis de nombreuses sympathies. Je sais qu'il s'est attiré pas mal d'inimitiés parmi certains de nos camarades car il avait son franc parler et détestait obéir à des « ordres » qu'on lui imposait sans discussion préalable. On pouvait peut-être lui reprocher son « indiscipline » mais, Lili et moi l'avons suffisamment connu pour être certains de sa sincérité, de sa gentillesse, de son dévouement à la cause du peuple algérien dont il était persuadé faire partie. Il demeura dans cette illusion jusqu'à sa mort : il n'accepta jamais le départ du pays qu'il considérait comme un exil, un rejet, comme un acte d'ingratitude. L'amertume qu'il en ressentit, les séquelles découlant des tortures subies (il en portait des traces affreuses) ont hâté sa fin. C'est une belle figure du mouvement anticolonialiste algérien que l'on devrait honorer et qui ne doit pas tomber dans l'oubli.

Par Constant, je fus mis en relation avec des collègues algériens que je ne connaissais pas. L'un d'eux, responsable du syndicat des instituteurs, me proposa de venir m'installer à Alger où je pourrais apporter une aide plus importante aux services de l'enseignement. C'est ainsi que je fus nommé à l'Inspection académique d'Alger avec la fonction de Chef de service, adjoint à l'inspecteur chargé des problèmes du personnel du 1er degré.

J'assumai cette responsabilité pendant deux ans et demi. L'inspection académique que je découvris en 1963 n'était pas encore rétablie dans son fonctionnement normal. Pratiquement tout le personnel pied-noir était parti ; de plus, des plastiquages avaient détruit de nombreux dossiers administratifs y compris ceux du personnel titulaire. En octobre 1962, il avait fallut tenter de tout reconstituer tout en assurant la rentrée scolaire. Cela, à ce moment-là, paraissait être une gageure... Pourtant, tant bien que mal, les écoles ouvrirent leurs portes, reçurent les enfants qui ne furent pas laissés à la rue. Le fonctionnement des écoles constitua donc l'objectif prioritaire des autorités académiques, les problèmes de réorganisation de l'administration proprement dite venant en second plan.

Bien sûr, des difficultés énormes se présentaient dans presque tous les établissements scolaires. Pourtant des solutions plus ou moins bonnes surgirent partout. Pour cette année-là, ce qui comptait, ce n'était pas la qualité de l'enseignement donné, mais le nombre d'enfants scolarisés. Et ce fut une belle réussite.

Les artisans en furent les instituteurs algériens, tout au moins ceux qui n'avaient pas été tentés par une situation plus lucrative et, pour une très large part, les instituteurs pieds-noirs et français restés en poste. J'ai pu constater que la grande majorité des directeurs d'école européens étaient présents, à la tête de leur établissement. Déployant des trésors d'initiatives, de dévouement, de courage aussi, ils ont fait fonctionner leurs écoles avec

souvent un personnel improvisé, inadapté et un matériel qui avait souffert à la fin de la guerre.

A la tête des écoles dépourvues de directeur, un collègue algérien prit la succession et fit preuve du même acharnement. Des instituteurs algériens et même pieds-noirs retraités reprirent du service. La France envoya un nombre important de jeunes gens pourvus du Brevet de l'Enseignement du Premier cycle (B.E.P.C.) et, en Algérie, on recruta tout ce qui pouvait être utile, jusqu'au niveau de certificat d'études.

L'état-major qui guidait toute cette campagne siégeait 3 rue d'El Biar, à l'Inspection académique. Il lui fallut improviser. Mr Benblidia, l'ancien directeur d'école que fréquentait ma fille Joëlle, avait reçu le titre d'Inspecteur d'académie. Il s'entoura d'une équipe comprenant les deux ou trois inspecteurs primaires algériens existant dans le département et des instituteurs à qui fut conférée, à titre provisoire, la charge d'inspecteurs primaires. Beaucoup d'entre eux seront confirmés par la suite. En 1963, je n'ai connu qu'un seul inspecteur pied-noir resté à son poste.

Cette équipe a droit, je crois, à la reconnaissance de la Nation algérienne qui, je l'espère a pris conscience du rôle qu'elle a joué, en cette période cruciale.

Donc, quand je pris mes fonctions, une première page avait été tournée. Il s'agissait maintenant de mettre en marche une administration organisée, indispensable dans un état moderne. C'était une tâche considérable.

Je travaillais sous la responsabilité de Mr Ould Ali, inspecteur adjoint, chargé du personnel du 1er dégré. Il me fallait diriger les employés administratifs. Notre travail consistait à gérer tous les enseignants du département relevant du 1er degré exception faite des questions proprement financières. Nous devions reconstituer les dossiers des personnels titulaires, tenir à jour un fichier permettant de suivre les enseignants, école par école, recruter du nouveau personnel selon les besoins, nous occuper des nominations, des mutations, des mouvements du personnel, constituer les dossiers des auxiliaires nouvellement engagés, etc., etc. Pour réaliser ces tâches écrasantes nous ne disposions que d'un personnel improvisé. Il s'agissait pour la majorité d'instructrices auxiliaires françaises détachées à l'inspection académique, les autres étant quelques employés algériens nouvellement recrutés, en tout, huit personnes ! Et cependant, au fil des jours, nous parvînmes à régler les problèmes de toutes sortes qui surgissaient et nos écoles retrouvèrent, peu à peu un fonctionnement normal.

Je ne veux pas entrer dans le détail des multiples difficultés qui, chaque jour, nous imposaient un surcroît de travail et la nécessité d'une gymnastique perpétuelle pour y trouver des solutions. Le souvenir de ces journées épuisantes me laissant alternativement confiant, enthousiasmé, ou déçu, découragé, marque encore aujourd'hui, mon sentiment concernant l'Algérie nouvelle. Dans mon esprit, elle constitue un champ de luttes quotidiennes entre des forces contradictoires très diverses.

Il y a les jeunes qui veulent aller de l'avant, vers la modernité, mais parmi eux se trouvent de nombreux arrivistes ne songeant qu'à profiter de leur savoir pour se faire une « belle place au soleil » sans se préoccuper des malheureux réduits au strict minimum. Il y a les anciens dont beaucoup souhaitent maintenir des usages périmés notamment concernant la situation des femmes. Il y a les femmes qui luttent pour leur émancipation. Il y a ceux qui voudraient imposer une religiosité envahissante et monopolisatrice. Il y a des cadres installés dans les mois de confusion, sans compétence réelle, qui s'accrochent et gênent la montée d'une relève bien plus valable. Il y a des salariés qui revendiquent une vie meilleure et souhaitent un syndicalisme plus démocratique et plus efficace. Il y a ceux qui voudraient voir se préciser la marche vers le socialisme et il y a une bourgeoisie avide, active, qui manœuvre en sens inverse... Et ce n'est certes pas tout ! Je fais cette énumération au présent car je suis persuadé de la permanence d'une situation que j'ai vécue en 1962-66.

La nouvelle société algérienne se forgera parmi toutes ces contradictions. L'avenir tranchera.

Mais il y a un problème qui, dès les années précitées, m'a paru inquiétant : c'est celui des Algériens misérables que la colonisation avait refoulés dans les montagnes, sur des terres stériles ou aux alentours des villes. C'était l'immense majorité du peuple. Je croyais qu'il y avait là d'énormes réserves humaines susceptibles d'assurer toutes les cultures vivrières du pays lui donnant une autonomie alimentaire précieuse et assurant, de ce point de vue, un niveau bien supérieur à l'ancien. J'imaginais, pendant la guerre, que la première préoccupation d'un pouvoir national algérien serait de prendre, dès son installation, des mesures déstinées à stabiliser et fixer ces populations en des lieux favorables, essentiellement à vocation agricole, dans un premier temps. Et, à partir de là, on aurait pu créer les meilleures conditions de vie possibles et préparer l'avenir industriel suivant une progression tenant compte des possibilités. Je pensais que les dirigeants de la Révolution avaient étudié la question et s'y étaient préparés bien avant la fin des combats.

Or, nous avons vu déferler sur les villes un flot extraordinaire de familles venues de l'intérieur du pays. Les premières arrivées se sont installées dans tous les espaces inhabités que venaient de libérer des Algériens ayant trouvé ou occupé un logement laissé vacant par des Pieds-Noirs, dans le centre ville. Elles s'y sont accumulées sur les surfaces surpeuplées.

J'ai été témoin du fait dans un grand ensemble neuf situé entre El Biar et Bouzaréa où nous avions acquis un petit studio. Nous l'avions loué à un instituteur européen qui, en 1962, l'avait abandonné. Nous n'avons eu le temps de nous en préoccuper qu'en 1963. Lorsque nous nous sommes rendus sur place, nous avons trouvé les immeubles habités par une population nettement rurale ayant d'ailleurs emmené avec elle volailles, chèvres et moutons... Le site n'avait pas intéressé les citadins algériens car

il était trop éloigné du centre. Notre studio, bien sûr, était occupé et nous n'avons jamais pu le récupérer : il est vrai que nous n'avons pas insisté !

Une ville comme celle d'Alger, malgré le départ de dizaines de milliers de Pieds-Noirs, a vu sa population doubler. Les bidonvilles sont réapparus alors que le président Ben Bella avait fait détruire les plus visibles d'entre eux à titre symbolique. Cet exode suscite, très certainement, à la jeune république des difficultés graves de toutes sortes qui font ricaner les visiteurs malveillants : urbanisme, hygiène, habitat, fournitures collectives, services publics, entretien des immeubles et installations, etc. Mais le plus inquiétant est la situation économico-sociale de ces nouveaux venus. Comment donner du travail à tous ? Quelle est la proportion des inactifs ne pouvant vivre que d'expédients ou de l'assistance. Qu'en résultera-t-il sur le plan moral et politique ? On peut espérer, il est vrai, que l'arrivée à l'âge des responsabilités de la foule considérable des jeunes règlera bien des questions.

Ce problème de la naissance de villes monstrueuses se retrouve dans la plupart des pays dits du Tiers Monde. Si les différents peuples intéressés n'y portent pas remède, tout leur avenir risque d'être compromis.

Il y a aussi une réflexion que je voudrais faire concernant le niveau de vie global des Algériens actuels. Les ex-colonialistes, beaucoup de Pieds-Noirs, les personnes mal informées ne manquent pas de mettre l'accent sur la « misère » générale qui règne dans le pays... D'après eux, les Algériens, aujourd'hui, sont bien plus malheureux que du temps de l'Algérie française. Ceci n'est pas exact.

Lorsqu'on parle de niveau de vie, il faut prendre en compte l'ensemble de la population. A l'époque de l'Algérie française, il y avait un million d'Algériens qui vivaient assez bien ou médiocrement... mais les neuf millions restants, c'est-à-dire la masse, disposaient d'un revenu quasi nul, l'un des plus bas du monde comme l'ont reconnu des rapports officiels. Il est exact que parmi le million de privilégiés relativement aux autres, certaines catégories ont vu baisser considérablement leur pouvoir d'achat. C'est le cas des fonctionnaires auxquels on a supprimé l'indemnité coloniale de 33 % et certaines allocations, celui aussi des retraités, de beaucoup de salariés...

Le gouvernement algérien, compte tenu du revenu national brut réel du pays ne pouvait pas laisser subsister cette monstrueuse inégalité instaurée par le colonialisme. Il a procédé à un plus juste partage « du gâteau »... qui pour l'instant, bien sûr, n'est pas très gros !

Il appartient aux syndicats de lutter pour une juste répartition du revenu national et aux progressistes de contrer les probables injustices sociales provenant d'une bourgeoisie accumulatrice de richesses.

CHAPITRE VII

NOTRE DÉPART APPROCHE — LE F.L.N. PARTI UNIQUE

Dès août 1963, nous étions devenus Algérois. Nous avons d'abord trouvé un appartement à Hussein Dey, mais je ne pouvais pas supporter la fatigue de quatre voyages quotidiens en bus. Nous eûmes la chance de découvrir un grand logement en pleine ville, sur le boulevard Amirouche (ex Bd Baudin). Il était situé dans un immeuble bourgeois dont le propriétaire pied-noir habitait l'étage supérieur : il était resté, vivant de ses loyers et d'un commerce de pièces détachées automobiles.

Nous y étions très à l'aise et nous hébergeâmes le ménage de notre fille Colette. Toute la famille s'y trouvait réunie au complet. La pauvre Colette était au plus fort de sa maladie : ce fut pour nous une période terrible.

Depuis notre balcon, nous avons assisté à quelques évènements historiques marquant la nouvelle Algérie. Tous les défilés populaires passaient sous nos fenêtres. C'est ainsi que nous avons pu voir Ben Bella défilant au milieu de la foule, remarquant l'incroyable imprudence qui le caractérisait, sans garde personnelle, confiant dans son peuple. L'enthousiasme était délirant.

Ben Bella nous était sympathique. Cependant, il me paraissait brouillon, pas assez vigilant. Un cousin espagnol de Lili qui le voyait très souvent partageait notre point de vue et prévoyait ce qui allait arriver. Il n'arrêtait pas de le mettre en garde, sans succès.

Effectivement, nous apprîmes un beau jour de juin 1965 le coup de force de Boumédiène réalisé avec une facilité étonnante. C'était la suite logique de ce que nous avions vécu en juillet 1962 dans la région d'Orléansville où nous avions assisté à la manière dont il entendait imposer son armée.

Des manifestants passèrent sous nos fenêtres, criant « Vive Ben Bella ! » ; de nombreuses femmes firent retentir leurs you yous, tard dans la nuit... Mais ces protestations de quelques groupes n'eurent pas de lendemain : Boumédiène s'installa au pouvoir. Il ne tarda pas à prendre des mesures anticommunistes : plusieurs de nos camarades furent arrêtés.

Déjà, le P.C.A. reconstitué avait dû se dissoudre car le régime politique mis en place après la période transitoire avait imposé l'obligation du parti unique. Seul, le F.L.N. avait droit de cité. Cependant, à l'époque de Ben Bella, nos camarades n'étaient pas inquiétés. Nous avions le contact avec eux. Sous la direction de Sadek Hadjéres, de Bachir Hadj Ali, un groupe de communistes algériens se concertait, s'organisait. C'est Charles Siblot qui assurait la liaison avec eux et qui renseignait les camarades français dispersés dans divers établissements et services. Charle et une équipe de communistes français étaient utilisés au Ministère de l'Education nationale : ils ont beaucoup travaillé à la confection de nouveaux livres scolaires destinés aux écoles du 1er degré. Ils ont accompli une œuvre considérable et de grande valeur assurant une transition logique avec le matériel qui, plus tard, sera utilisé pour l'orientation définitive mise en place par paliers : l'arabisation totale.

Siblot nous informait et collectait des fonds destinés à aider nos camarades. Cela dura jusqu'en 1965, jusqu'au putsch de Boumédiène.

Notre journal « Alger Républicain » lui aussi subit le même sort. Il avait reparu peu après l'indépendance grâce à l'esprit d'initiative et à l'audace de l'ancienne équipe qui animait le quotidien, sous la direction d'Henri Alleg. L'histoire et la personnalité d'Henri Alleg sont largement connus. Son livre, relatant son emprisonnement : *La Question* a fait le tour du Monde.

Les camarades s'étaient procuré un beau local au début du Boulevard Amirouche (ex-Baudin) : nous étions voisins ! Lili et moi ayant rencontré Henri tout près de chez nous, celui-ci insista pour nous montrer les installations du journal. Ce fut une visite très sympathique ; nous y rencontrâmes d'anciens camarades bien connus. J'ai gardé un souvenir ému de cette visite à un journal qui m'était cher et qui représentait pour nous toute une époque, toute une exaltante certitude. Henri nous fit part des difficultés rencontrées et aussi du fait que le journal ne tarderait pas à être interdit, seule étant autorisée la presse du F.L.N. A ce moment-là déjà (ceci se passait avant la prise du pouvoir par Boumédiène), il fallait discuter pour arracher le maintien de sa parution.

Effectivement, *Alger Républicain* disparut. Le seul quotidien de langue française paraissant alors fut « El Moudjahid ».

Tant sur le lieu du travail que dans l'environnement de notre vie quotidienne, l'algérianisation nous isolait de plus en plus. Nous étions devenus des coopérants français dans un pays étranger. Car, les nationalistes poussaient au maximum une arabisation prenant souvent une couleur religieuse. C'était prévisible et inévitable.

Cette orientation menée avec hâte n'alla pas sans provoquer des réactions parmi de nombreux Algériens. A l'Inspection académique, nous avions pris en charge un nombre considérable de coopérants arabisants venus de Palestine, d'Egypte, d'Irak, de Jordanie. Ils furent considérés comme des indésirables par les services administratifs en place et victimes de nombreuses brimades. Sous divers prétextes, les employés faisaient

traîner leur prise en charge, égaraient leurs dossiers, les éconduisaient sous le prétexte qu'ils ne comprenaient pas leur langue. Les autorités académiques ne pouvaient pas ignorer ces faits... Et, il arriva que la plupart de ces malheureux, après trois mois de présence en Algérie, n'avaient pas touché un centime de traitement et se trouvaient dans la misère. Certains se firent rapatrier. Nous avons eu aussi des rapports d'inspecteurs nous signalant des incidents dans certaines écoles de l'intérieur où la population ne les admettait pas. Alors que cela ne s'est jamais produit à l'encontre d'un coopérant français. Ce n'est qu'à partir de l'année scolaire 1964-65 que leur intégration commença à se normaliser.

A l'Inspection académique, dès le début de l'année scolaire 1965-66, la réorganisation administrative était bien avancée.

Nous avions reconstitué tous les dossiers des personnels titulaires et leur fichier était à jour. J'avais personnellement récupéré et reclassé tout ce qui restait des dossiers brûlés par l'O.A.S. et se trouvant encore à l'Alger : il s'agissait de pièces concernant des instituteurs pieds noirs rapatriés en France. La décision avait été prise d'expédier tous ces dossiers à Paris : je pense que cela a été fait.

Nous pouvions préparer d'une manière correcte les barêmes destinés aux commissions paritaires en vue des promotions et des mouvements du personnel.

Au service des auxiliaires, tous les dossiers des instructeurs étaient complets et remis à jour en permanence car ce personnel était mouvant et de formations diverses (Algériens, coopérants français, étrangers...) Il en était de même pour ceux des moniteurs, corps appelé à disparaître plus tard, mais encore nombreux à l'époque. Les instructeurs étaient munis du Brevet d'Enseignement du Premier Cycle (niveau de la classe de troisième). Les moniteurs devaient posséder le Certificat d'études.

Au cours des années 1962-63 et 1963-64, un bon tri avait pu se faire. Nous avions éliminé les incapables et les malhonnêtes. Pas mal d'entre eux avaient triché... présentant même des diplômes faux ou falsifiés ! Mais, la sélection avait joué et peu à peu, nous avons obtenu un personnel pouvant rendre le service qui lui était demandé.

Nous avions réalisé et tenu à jour un fichier regroupant toutes les écoles du département, chaque fiche portant le détail de ses effectifs en place avec noms et prénoms, situation administrative. Toutes les classes existantes étaient pourvues d'enseignants.

Du personnel algérien administratif commençait à remplacer nos instructrices détachées. Les grosses difficultés étaient derrière nous. Je jugeai que le moment était venu de céder ma place à un Algérien. J'y fus d'autant plus incité que je me trouvais aux prises avec des problèmes déprimants et insolubles. Par exemple, nous nous appliquions à préparer les barêmes très corrects en vue des mutations. Or, les commissions paritaires étaient constamment court circuitées par des interventions de hautes personnalités exigeant les meilleurs postes pour leurs protégés... Et

les autorités académiques comme le syndicat ne pouvaient qu'obtempérer ! C'était décourageant !

On avait « placé » dans mon service un vieux retraité algérien à qui il fallait donner un poste honorifique pour satisfaire je ne sais quel personnage. On lui attribua un bureau à côté du mien. Et je m'aperçus que ce Monsieur, à qui aucune tâche n'avait été attribuée et passait son temps en bavardages, s'était fait confectionner un cachet administratif et commençait à recevoir des personnels en visite dans nos services... Il jouait au grand chef !

Dès lors, ma décision fut prise : après le congé de Noël 1965 passé en France, nous ne retournerons pas en Algérie...

Avant de terminer ce chapitre, je voudrais rendre hommage à Mr Ould Ali, inspecteur adjoint, responsable du personnel du 1er degré. J'ai toujours admiré l'extraordinaire patience avec laquelle il a dû résister aux innombrables solliciteurs qui s'imposaient dans son bureau. C'était un défilé perpétuel de gens qui n'hésitaient pas parfois à user de la menace pour obtenir satisfaction . Avec un calme remarquable, il recevait tous les demandeurs... Il a pu tenir ainsi pendant des années ; je sais aujourd'hui qu'il a fini par renoncer et a trouvé une autre orientation. Je le comprends.

Mr Benblidia, Inspecteur d'Académie, a su, avec intelligence et esprit de décision, réussir la transition d'une administration française à demi détruite vers la nouvelle administration algérienne.

Siblot et son équipe, de même, jugèrent inutile de poursuivre un travail ne correspondant plus aux nécessités nouvelles de l'arabisation totale : ils rentrèrent en France quelques mois après. En 1966-67, je pense que la quasi totalité de nos anciens adhérents pieds-noirs du P.C.A. avaient quitté leur Algérie. Ils vivent aujourd'hui, dispersés aux quatre coins de la France essayant de maintenir entre eux des liens fraternels.

CHAPITRE VIII

ET POUR CONCLURE

Pour ma part, et je suis sans doute loin d'être le seul, j'avoue avoir beaucoup de mal à m'adapter à la vie politique française. Je la trouve confuse, compliquée, décevante. Et je ne peux pas parvenir à m'extraire de mes préoccupations de toujours : quel va être le devenir des peuples qui ont tant souffert du fait de leur mise en tutelle et de leur exploitation par notre impérialisme durant tant d'années ? Combien de générations auront été perturbées ?

Arrivé au terme de mon témoignage, je voudrais pouvoir affirmer que les actions auxquelles nous avons participé dans ces pays ont eu un résultat positif dans leur marche vers plus de justice et de progrès. C'est un très important problème historique qui vaut d'être élucidé. L'histoire en cours et l'histoire future apporteront des réponses d'une valeur scientifique élaborées par des chercheurs compétents. Pour ma part, à mon niveau, je ne peux qu'énoncer brièvement quelques intuitions personnelles.

Je sais bien que la plupart des gens vivant dans les pays dits occidentaux ne connaissent de ce qu'ils appellent le Tiers Monde que la faim qui y règne et la dictature qui opprime de nombreux peuples. Ils ne savent pas en analyser les causes réelles.

« Toutes vos actions de solidarité, me dit-on souvent, n'ont servi à rien ; quelquefois même elles n'ont fait que créer des illusions dangereuses. D'ailleurs, vous vous êtes trompés parfois sur les voies et moyens pour ces peuples de parvenir à l'indépendance. En Algérie, par exemple, le peuple algérien a libéré sa nation... il n'a pas attendu qu'« aux calendes grecques » se « forme » l'hypothétique nation que vous préconisiez ! »

Après mûres réflexions, cela ne m'empêche pas d'être persuadé qu'il fallait faire ce que nous avons fait. Nous ne pouvions pas rester les bras croisés ou nous contenter d'une simple dénonciation larmoyante des régimes coloniaux. Il nous fallait aider ces peuples : nous l'avons fait avec tout notre cœur et tout notre désintéressement. Nous l'avons fait selon notre conscience avec nos connaissances de l'époque, avec les idées qui étaient les nôtres alors, avec nos conceptions concernant la marche en avant de l'Humanité tout entière. Même si des erreurs ont pu être commises parfois nous n'avons rien à regretter.

Et surtout qu'on ne vienne pas mettre ces erreurs au compte d'un marxisme qui serait, selon nos détracteurs, une « doctrine », une « théorie

dépassée », et pourquoi pas une « secte », une « religion »... Le matérialisme historique est une science avec ses lois de base ; il s'agit non seulement de les connaître mais de savoir les appliquer à chaque cas concret et spécifique, dans le temps et dans l'espace. Ce n'est pas facile. Il faut se garder surtout d'une attitude non scientifique, d'une tentative d'explication de la mouvance historique du moment en s'appuyant sur des textes qui étaient eux-mêmes des analyses de situations différentes, surgies à une autre époque dans un autre pays. Aujourd'hui, cela est bien connu.

Eh bien non, je ne regrette pas de ne pas avoir croisé les bras.

Quoi qu'il advienne, en Algérie, en Afrique noire, les idées qui sont celles du marxisme ont laissé des traces qui ne s'effacent pas. Oh bien sûr elles y seraient nées d'elles-mêmes, un jour ou l'autre. Mais, je crois que nous avons permis à ces peuples de gagner du temps, quand le moment sera venu.

La présence du P.A.G.S. en Algérie, prouve que la flamme communiste n'est pas éteinte. J'ai appris, aussi que parmi les chercheurs scientifiques algériens de nombreux historiens existant actuellement sont des marxistes.

Beaucoup d'Algériens sont acquis aux options socialistes et une lutte sans merci les oppose aux forces rétrogrades, à la bourgeoisie égoïste. Il s'agit d'un peuple très jeune et, malgré les séquelles du colonialisme et les difficultés, j'ai confiance en lui.

Je sais que partout, en Afrique noire, existent des hommes de progrès qui sont prêts à prendre la relève des dictateurs vénaux et corrompus au service des multinationales. Je viens d'avoir l'immense plaisir de reprendre contact avec les dirigeants de l'« Union des Populations du Cameroun » (U.P.C.) dont j'ai parlé au cours de ce récit.

Je ne peux pas trouver de meilleurs mots de la fin que ceux qui me sont adressés par Woungly Massaga, secrétaire général de L'U.P.C. Sur son livre, qu'il m'a offert, *Où va le Kamerun ?*, il a écrit cette dédicace :

« A NOTRE CAMARADE ET DOYEN
GASTON DONNAT

à qui fut remise la carte d'adhérent n° 1 de l'U.P.C. en 1948 et dont des générations d'upécistes gardent un souvenir ineffaçable.

En modeste témoignage de gratitude et d'amitié de la part de ceux qui poursuivent l'œuvre de son ami

RUBEN OUM NYOBE

en s'efforçant d'être fidèles à la double leçon de leurs vies : celle de l'engagement militant et de l'internationalisme véritables. »

Je rappelle que Ruben Oum Nyobé fut l'un des premiers membres du « Cercle d'Etudes marxistes » que nous avions créé à Yaoundé en 1944. Ce fut le premier dirigeant de l'U.P.C. dont il était le fondateur. Tué par des gendarmes français avant que fut proclamée l'indépendance du pays, le peuple le considère comme un martyr et un héros national.

LS/PML

PRÉFECTURE D'ALGER

ALGER, le 13 JUIN 1955

POLICE GENERALE
2ème BUREAU

N° 10976 /PG.2

CONFIDENTIEL

INSPECTION ACAD. 13 JUIN 1955

Le Préfet d'ALGER

à

Monsieur l'Inspecteur d'Académie
- A L G E R -

OBJET: Etat d'urgence - A/s de M. DONNAT Directeur d'Ecole au Vieux TENES.

M. le Délégué-Maire de TENES a appelé mon attention sur l'attitude de M. DONNAT, Directeur d'école au VIEUX-TENES, qui est à l'origine du climat d'agitation qui règne en ce quartier.

Je vous serais trés obligé de bien vouloir envisager la mutation immédiate de M. DONNAT dans une ville suffisamment importante pour que ses agissements passant inaperçus, ne risquent pas d'affecter la masse musulmane.

Dans le cas où il ne vous serait pas possible d'effectuer ce déplacement, je me verrais dans l'obligation d'interdire à ce fonctionnaire le séjour dans mon département.

LE PREFET,

Signé: A. TREMEAUD

INSPECTION ACADÉMIQUE
D'ALGER

Direction Départementale
de
l'Education Nationale

3, Rue d'El-Biar - ALGER

N° ... /

ALGER, le 13 Juin 1956

L'Inspecteur d'Académie d'Alger

Directeur Départemental de l'Education Nationale

à Monsieur LE RECTEUR DE L'ACADEMIE
D'ALGER

- CABINET -

J'ai l'honneur de vous rendre compte à toutes fins que vous voudrez bien juger utiles, d'une communication téléphonique assez surprenante, et en tout cas extrêmement déplaisante, que je viens d'avoir ce jour, vers 11h.30, avec M. le Directeur du Cabinet de M. le Préfet d'Alger au sujet d'un de mes subordonnés, M. DONNAT, Directeur d'école à Vieux-Ténès .

Je rappelle qu'à plusieurs reprises au cours des mois écoulés M. le Préfet d'Alger est intervenu auprès de vous-même et de moi pour obtenir que M. DONNAT soit éloigné de Vieux-Ténès où son activité politique était jugée indésirable . Je joins à cette lettre copie des différentes correspondances échangées à ce sujet .

M. DONNAT ayant fait acte de candidature pour quelque 22 post du département à l'occasion du récent mouvement du personnel, il est apparu à la Commission Paritaire que, contrairement aux craintes que j vous exprimais dans ma lettre n° 324/Sp du 19 Avril 1956, le barême permettait de lui donner satisfaction, sur le tout dernier de ses vœux la direction d'une petite école nouvelle à 2 classes qui doit s'ouvrir à la Madrague (Guyotville) au 1er Octobre 1956. Son plus proche concurrent était M. VITIELLO, instituteur adjoint à Guyotville et adjoint au Maire de cette commune . Malgré les mérites indéniables de M. VITIELLO, très bon instituteur et tout dévoué aux œuvres scolaires de sa ville la Commission Paritaire n'a pas cru pouvoir écarter à son profit la candidature de M. DONNAT, également très bien noté professio nellement, déjà Directeur d'école à 6 classes, pour lequel par conséquent la direction à 2 classes de la Madrague constituait plutôt une rétrogation et enfin, - je ne l'ai pas caché à la Commission-, qu'il y avait le plus grand intérêt à éloigner de Vieux-Ténès pour répondre au désire même de M. le Préfet .

C'est dans ces conditions que la désignation de M. DONNAT a é prévue pour l'école de la Madrague dans la liste des propositions que je vous ai adressées le 28 Mai 1956.

Reprenant.....

Reprenant une communication téléphonique qu'il avait déjà eu à ce sujet la semaine dernière, en mon absence, avec mon adjoint M. Chabaud, M. le Directeur du Cabinet de M. le Préfet m'a demandé ce ma de réviser la désignation de M. DONNAT, trop marqué politiquement pou que son arrivée à Guyotville ne soulève pas des incidents graves avec la population et la municipalité, surtout étant donné le rôle importa joué dans cette municipàlité par M. VITIELLO, son concurrent malheure

J'ai opposé le désir même que j'avais eu de saisir cette occasion, assez inespérée, de déférer aux désirs de M. le Préfet, les règles très précises qui président aux travaus des Commissions Parita res et au mouvement des instituteurs, la nécessité de demeurer dans c travaux sur le plan strictement professionnel, etc... Tout cela en vain . Sur un ton de plus en plus violent M. le Directeur du Cabinet M. le Préfet m'accusa de "ne rien vouloir faire", disant que nous n'avions d'ailleurs rien fait non plus contre les autres signataires de la "Lettre aux enseignants", qu'il fallait constamment que ce soit le Préfet qui use de son autorité pour pallier l'inertie des chefs de service comme moi, qu'il me téléphonait de la part de M. le Préfet COLLAVERI lequel ne saurait tolérer de telles choses et n'hésiterait pas à en référer à M. le Ministre Résidant.

Comme je demandais à M. le Directeur du Cabinet ce qu'à son avis je pourrais bien faire de M. DONNAT; apparemment indésirable partout dans le département, il me répondit que cet instituteur ne devra pas être du tout dans une classe, que, si je le voulais bien, je pourrais certainement lui trouver un emploi dans nos bureaux (sic), o encore le laisser sans emploi comme tant d'autres maîtres repliés des écoles fermées (sic)....

Assez curieusement malgré le caractère nettement politique d cette affaire et le danger grave et constant que représente, parait-il M. DONNAT par son action auprès des musulmans, la seule mesure qu'on paraisse pas envisager est celle qui, en vertu des pouvoirs spéciaux, permettrait d'interdire à M. DONNAT tout ou partie du département, ou d'Algérie, comme il a déjà été fait pour bon nombre de fonctionnaires et notamment d'instituteurs, sans que nous ayons même été consulté ou prévenus.

Il ne m'appartient pas de chercher à savoir les causes de ce contradiction, mais je me refuse quant à moi à servir d'instrumenet pour frapper dans ses droits et avancement légitimes un de mes subordonnés auquel je n'ai, professionnellèment, absolument rien à reproch

C'est ce que M. le Directeur du Cabinet appelle""ne servir à rien" comme, avant de raccrocher brutalement, il me l'a répété plusie fois sur un ton qu'on n'emploie pas avec un domestique .

J'ai assez d'expérience, heureusement, et de confiance dans l soutien de mes Chefs pour ne pas m'émouvoir outre mesure de ce qui n' sans doute qu'une manœuvre -assez grossière à tous égards- d'intimidation.

Je n'en ai pas moins tenu à vous mettre au courant en vous laissant juge des suites que cet incident pourrait comporter .

PREFECTURE D'ALGER

Cabinet du Préfet

n° 5757/Cab

ALGER, le 9 mars 1956

LE PREFET D'ALGER

CONFIDENTIEL

à Monsieur le RECTEUR DE L'ACADEMIE D'ALGER

OBJET : Activité politique d'un instituteur.

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le Dire teur de l'école de garçons du "Vieux-Ténès", M. DONNAT.

Cet instituteur qui, jusqu'au mois de Janvier 1955, n'avait manifesté d'activité qu'en faveur des questions syndicales, s'est révélé, de plus en plus, depuis le début de l'année dernière, c comme un ardent militant et propagandiste communiste.

Voici brièvement résumées quelques unes des principa manifestations de cette activité :

C'est par de fréquents contacts avec les militants locaux que M. DONNAT a commencé à attirer l'attention de mes services On pouvait penser à ce moment-là qu'il s'agissait seulement de sympathie pour les doctrines communistes. Mais le 26 Février on le trouva avec M.M. MOKARNIA et VOIRIN (ce dernier secrétaire régional du P.C. de BLIDA); le lendemain une réunion communiste était organisée au Vie Ténès pour reconstituer le syndicat des dockers : il y participait.

Sur le quotidien "Alger-Républicain" du 18 Mars il faisait paraître un article traitant de " la misère des écoles du Vie Ténès".

A l'approche des élections cantonales d'avril ses contacts sont devenus de plus en plus nombreux et ouverts avec les di geants communistes / Il a soutenu activement la candidature des commu nistes MASSEBOEUF et SAADOUNE. Il a notamment présidé les réunions électorales du 1er Collège et participé à celles du 2ème Collège, or ganisées par le P.C.A. . A cette occasion il a prononcé un discours, extrêmement violent, contre les institutions françaises.

Enfin M. DONNAT est fortement soupçonné d'avoir procédé, la nuit du 25 Avril, à une distribution de tract " Algériens voici le chemin de la liberté".

Cette action commence à faire sentir ses effets

.../

parmi la population musulmane du Vieux-Ténès et, dans une certaine mesure, en milieu européen .

J'ajoute que l'intéressé est signataire de la brochu: intitulée " lettre d'un groupe d'endeignants à leurs collègues d'Algérie" sur les évènements et les problèmes algériens .

Le comportement de M. DONNAT est sévèrement jugé dan: la région, où l'on s'étonne que l'éducation des jeunes musulmans continue à lui être confiée . L'état d'esprit manifesté par ce Dire‹ teur d'école ne peut, en effet, estime-t-on, que renforcer, aux yeu: des élèves dont il a la charge et de leurs familles, les positions des éléments séparatistes locaux .

C'est pourquoi j'estime qu'il serait opportun, à déf: d'une sanction plus grave, de prononcer d'urgence la mutation de ce instituteur pour un poste où son influence aurait moins la possibil. de s'éxercer ./.

Pr. LE PREFET
Le Sous-Préfet, Directeur du Cabinet

signé :

POSTFACE

Il me revient de clore ce témoignage. Si Gaston Donnat m'a fait l'honneur et l'amitié de me le demander, c'est qu'il a pensé que j'y avais quelque titre. Et d'aucuns pourront penser qu'il s'est adressé à l'« africaniste » (quel vilain mot !).

Il faut donc que je m'en explique et que je parle d'abord de moi-même, ce qui pourra paraître indécent : non, ce n'est pas l'« africaniste » qui est ici concerné, mais le camarade de combat.

Rien de plus singulier que l'itinéraire de Gaston Donnat : nul ne pourra le contester. Et pourtant il se situe parmi une foule d'autres itinéraires, tous singuliers et pourtant parallèles.

Comme lui, j'ai connu une prise de conscience du fait colonial réalisée dans d'autres conditions : deux voyages officiels, au Dahomey — aujourd'hui Bénin — et en Indochine, réalisés en 1938 et 1939, destinés à susciter chez un jeune lauréat du Concours général une « vocation coloniale », et qui eurent l'effet inverse ! Prise de conscience qui devait faciliter ma participation à la Résistance : mon premier contact — difficile — de jeune civil « occupé » avec un militaire allemand fit revenir à ma mémoire des scènes vues en Afrique ou en Indochine, avec une seule différence, c'est que j'étais désormais du mauvais côté, et me conduisit à une réflexion : « Nous voilà à notre tour colonisés. »

C'est ce qui me détermina, après quatre années de Résistance dont j'ai eu la chance de sortir vivant, à poursuivre le combat là où la libération restait à venir. Après avoir suivi une « Ecole centrale » du Parti communiste français destinée aux militants « coloniaux » de l'époque (1946), je partis à Dakar comme professeur de lycée, et aussi militant du groupe d'études communiste de Dakar, des syndicats, et du Rassemblement Démocratique Africain.

Le groupe d'études que fonda Gaston Donnat à Yaoundé ne fut pas en effet le seul de son espèce : il y en eut dans toutes les grandes villes de l'Afrique noire « française » de l'époque. Les circonstances de leur création et leur activité furent des plus diverses : ils eurent en commun de répondre à une possibilité et à un besoin de l'époque : la transmission, par des communistes français, de leur expérience politique à des militants africains à qui toute information et toute activité politique avaient été jusque-là pratiquement interdites. Cette expérience servit de point de

départ à une activité propre, à une élaboration théorique, qui s'exprima dans les sens les plus divers : Ruben Um Nyobe, Félix Moumie — qui fut mon élève à Dakar —, suivirent une voie révolutionnaire ; il n'en fut pas de même de Félix Houphouët-Boigny ou de Léon M'Ba !

Je fus expulsé « manu militari » de Dakar en février 1949, par avion spécial (privilège dont je n'ai pas eu l'occasion, et dont je n'aurai sans doute jamais plus l'occasion de bénéficier par la suite), sur l'ordre du Haut-Commissaire et Gouverneur général de l'A.O.F. Paul Béchard, Sénateur-Maire socialiste d'Alès, et de son chef de cabinet Jean Ramadier (le fils du Ministre, également socialiste, qui réalisa en 1947 l'éviction des Ministres communistes du gouvernement français, suivant comme ses confrères italiens et belges les consignes américaines de l'époque).

Revenu en Afrique après l'indépendance de la Guinée, pour me mettre au service du premier pays de l'Afrique noire « française » qui avait choisi l'indépendance, je fus pour ce motif révoqué par le gouvernement du Général de Gaulle, puis, en 1963, mis en demeure de revenir en France sous menace de déchéance de la nationalité française (étant au service d'un « gouvernement étranger » sans l'aveu du Quai d'Orsay).

Nous fûmes quelques dizaines d'autres à avoir des itinéraires de ce genre, liés à notre qualité de communistes.

Gilles Perrault, dans sa préface, qualifie Gaston Donnat de « communiste orthodoxe ». Il ne le fait pas en mauvaise part, contrairement à ce qui se fait d'ordinaire : l'« orthodoxe », c'est l'affreux, le borné, le sectaire, celui qui n'a pas la faveur des mass media au service du capital, faveur réservée aux « non-orthodoxes ».

En ce sens-là, je suis sans doute, moi aussi, un « orthodoxe ». Mais ce qualificatif se réfère à un magistère, définissant la « bonne doctrine », magistère dont bénéficient les Eglises, mais que le communisme — ou le marxisme — ne connaît pas, même s'il s'est trouvé naguère des organismes qui ont prétendu en exercer la fonction.

L'« orthodoxe » est-il celui qui appartient au Parti communiste, qui « a la carte » ? N'importe qui peut la prendre, cette carte, et il y a même des policiers qui l'ont prise, pour exercer leur triste métier. A l'inverse, des gens qui contribuent efficacement à la transformation révolutionnaire de la société ne l'ont pas.

Nous n'avons aucun fétichisme de la « carte » : mais l'organisation dont elle témoigne est, croyons-nous, une nécessité du combat révolutionnaire, même si cette organisation — comme toute chose humaine — comporte ses pesanteurs et ses risques.

Elle a joué son rôle dans ces combats menés hors de nos frontières, même si, le plus souvent, comme le montre l'exemple de Gaston Donnat, notre conduite a été déterminée à partir de notre propre initiative, en dehors de toute « directive ».

La libération sociale, dont la libération nationale est une composante et un préalable, c'est le nécessaire combat de notre temps. Nous en avons pris conscience dans notre jeunesse et notre expérience nous l'a confirmé.

Nous avons pris notre part de ce combat, nous le continuons, dans la mesure de nos moyens.

A ce propos, je n'aime pas, mieux, j'exècre, ce terme d'« engagement » qui fut un temps à la mode (il ne l'est plus, mais c'est pour le pire plutôt que pour le meilleur !). Ce terme me rappelle trop les affiches apposées dans les gendarmeries du temps de ma jeunesse (je n'ai pas eu l'occasion — et Dieu m'en préserve — d'aller vérifier si elles y sont toujours) : « Engagez-vous », « Rengagez-vous »... Je n'aime pas non plus le vocable de « fidélité » : rien de plus stupide que la fidélité à une cause mauvaise ou dérisoire — celle, par exemple, de la messe commérative du 21 janvier, qui réunit les fidèles de la race des quarante rois qui, en mille ans, firent la France (voir la manchette de l'« Action Française » de naguère).

Gaston Donnat, pas plus que moi-même, n'a eu à signer d'« engagement » ; il n'a besoin de se réclamer d'aucune « fidélité » ; il s'est contenté d'appréhender la réalité, avec sa raison et son cœur ; puis d'agir selon sa conscience. Rien de plus. Rien de moins.

J. SURET-CANALE

TABLE DES MATIÈRES

ALGÉRIE AFRIQUE CAMEROUN

Gaston DONNAT

AFIN QUE NUL N'OUBLIE
L'ITINÉRAIRE D'UN ANTI-COLONIALISTE

En décembre 1931, l'auteur débarque à Alger. Il a dix-huit ans. Alors qu'un vent glacial balaie les quais, il aperçoit les dockers algériens nus pieds, vêtus de loques... Il reçoit un choc qui va le marquer pour toute sa vie.

Jamais et nulle part, il ne pourra accepter la misère physique et morale imposée aux peuples coloniaux.

Dès sa sortie de l'Ecole Normale de Bouzaréa, en 1933, il contacte de jeunes ouvriers agricoles algériens,... des montagnards de l'Atlas blidéen... Il poursuit son expérience à Oran, Annaba, en Kabylie, toujours en compagnie de ses camarades communistes.

Arrivé au Cameroun en 1944, il crée le « Cercle d'Etudes marxistes » de Yaoundé où sont formés des militants historiques dont Ruben Oum Nyobe, tué en 1958 par des gendarmes français. Il impulse le mouvement syndical dans la région de Yaoundé et il est le premier secrétaire de « l'Union des syndicats confédérés du Cameroun ».

En 1945, il est enlevé par les colonialistes avec deux de ses camarades et ne doit la vie qu'à l'intervention de troupes arrivées de France par avion.

Au titre de conseiller de l'Union française (1948-1952), il fait des séjours, chez l'habitant, dans tous les territoires africains dépendant de la France y compris Madagascar.

Revenu en Algérie en 1952, il vit au contact des populations algériennes et aussi du peuple pied-noir. Dans ses divers lieux de résidence, il a des relations amicales avec les dirigeants locaux du Mouvement de Libération Nationale.

Dans la région de Ténès, il participe à l'expérience des groupes armés autonomes communistes... Il est arrêté et interné dans le camp de Lodi.

Il assiste aux premières années de la nouvelle République Algérienne.

Le récit de ces expériences, ce récit de toute une vie consacrée à l'anticolonialisme constitue donc un témoignage important pour l'histoire contemporaine.



ISBN : 2-85802-658-0
34 €